

LE COUP D'ÉTAT ET LA RÉPRESSION

DANS

LE GERS

(DÉCEMBRE 1851-DÉCEMBRE 1852)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE DE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

J. DAGNAN



AUCH

IMPRIMERIE BREVETÉE F. COCHARAUX

18, Rue de Lorraine, 18

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE COUP D'ÉTAT ET LA RÉPRESSION

DANS

LE GERS

LE COUP D'ÉTAT ET LA RÉPRESSION

DANS

LE GERS

(DÉCEMBRE 1851-DÉCEMBRE 1852)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE DE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

J. DAGNAN



AUCH

IMPRIMERIE BREVETÉE F. COCHARAUX

18, Rue de Lorraine, 18

1929



Vu le 25 avril 1929,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

A. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY,

PRÉFACE

Je me suis proposé d'étudier l'insurrection contre le coup d'Etat, la répression, l'établissement de l'Empire dans le Gers.

Cette étude a été composée à l'aide de documents manuscrits, contemporains et inédits, conservés aux archives départementales du Gers et du Lot-et-Garonne, aux Archives nationales, aux Archives du ministère de la Guerre. La correspondance politique du ministre de l'Intérieur, de la Justice, de la Police et de la Guerre, du préfet, des sous-préfets, des maires, des commissaires de police, les rapports des juges de paix, des procureurs, du procureur général, les procès-verbaux et rapports de gendarmerie, les rapports du général commandant l'état de siège, les dossiers judiciaires, les registres d'écrou, les nombreux papiers de la Commission mixte, les dossiers d'insurgés, les circulaires et arrêtés préfectoraux, les recensements officiels des votes, etc., forment la base documentaire de ce travail. Il faut y joindre la collection de deux journaux politiques du Gers : L'Opinion, feuille orléaniste, et Le Courrier du Gers, journal bonapartiste.

Les sources principales du sujet ont été lentement, minutieusement explorées. Les documents, surtout manuscrits, abondent. La plupart émanent d'agents politiques ou de fonctionnaires. Beaucoup sont passionnés; mais une analyse critique sépare aisément les faits d'avec les appréciations ou commentaires politiques et moraux. A chaque page les documents sont indiqués et parfois longuement cités; le lecteur peut ainsi en examiner la valeur et l'emploi.

J'aurai pu — dû peut-être — faire suivre chaque phrase d'un renvoi aux sources. Mais un tel système eût entraîné trop de redites et doublé l'étendue du volume. J'ai donc rejeté les références à la fin de chaque paragraphe ou développement.

Cette étude ne contient pas un fait ou un trait qui n'ait été fourni par un ou plusieurs documents contemporains. Tout détail conjectural, toute vue ou conclusion dépassant les faits relevés ou étudiés ont été écartés. Cette enquête locale sur une époque encore obscurcie ou défigurée par les polémiques et la légende réclame une grande abondance de détails contrôlés, précis, expressifs, qui restituent aux événements leur vraie physionomie. Rassembler des faits caractéristiques et dûment établis, dresser des statistiques exactes ont été mon principal souci. Ce travail m'a paru le plus sûr moyen d'élucider des faits historiques encore litigieux, c'est-à-dire mal connus et très diversement interprétés ou appréciés : l'insurrection républicaine, l'œuvre de la Commission mixte et la lourde compression qui aboutit à la léthargie politique du Second Empire.

Provins, 25 mars 1929.

SOURCES

I. DOCUMENTS MANUSCRITS

1. Archives départementales du Gers. — Les documents relatifs au Coup d'Etat, classés dans la série *M* 1-18, sont la principale source d'information. — *M* 1. *Ami du Peuple*, 5 dé-51 (saisi). *M* 2. Corresp. génér. et divers. *M* 3 Rapports des sous-préfets et listes de détenus à élargir. *M* 4. Renseignements sur les condamnés politiques. *M* 5. Etats des détenus politiques ayant séjourné dans les prisons du Gers. *M* 6. Etats des individus assujettis à des mesures de sûreté par la Commission départementale. *M* 7. Classement des insurgés par catégories. *M* 8. Notices rédigées par la Commission mixte sur les insurgés frappés de mesure de sûreté (7 carnets). *M* 8 bis. Dossiers de l'instruction judiciaire dans l'arrondissement de Condom (interrogatoires, dépositions, pièces de procédure, procès-verbaux, rapports). *M* 9. Brouillons des notices individuelles de la Commission mixte. *M* 10. Renseignements sur les condamnés politiques par arrondissements. *M* 11. Internés des départements étrangers. *M* 12. Recours en grâce, suppliques, soumissions, renseignements. *M* 13. Liste des grâciés. Renseignements. *M* 14. Etats des individus condamnés depuis 1848 pour affiliation à des sociétés secrètes. Dépenses pour les détenus politiques. *M* 15. Dossiers des insurgés (classés alphabétiquement) assujettis à des mesures de sûreté : Notes des juges de paix, maires, curés, sous-préfets, commissaires, etc., avis de grâces, passeports, lettres d'insurgés, suppliques, etc. (7 liasses). *M* 16, 17, 18. Pensions allouées aux transportés et fils de transportés (1851). Reversibilité et pièces justificatives. — *M. Comptes moral et politique. 1852.* Rapports politiques de commissaires, juges de paix, sous-préfets, etc.; rapports et procès-verbaux de gendarmerie. — *M. Maires et adjoints; Conseils municipaux; — Conseils généraux et d'arrondissements.* Nombreuses liasses renfermant des lettres de maires, de conseillers, de sous-préfets et du préfet. — *Elections au Conseil général et aux Conseils d'arrondissement. 1852.* Recensement des votes par communes. — *Elections au Corps législatif, 1852.* Recensement des votes par commune. — *Proclamation de l'Empire.* — Adresses et vœux en faveur de l'Empire; voyage du Président (rapports et listes de gersois qui sont allés à Toulouse ou Agen); rapports des juges de paix sur la situation politique de leur canton; circulaires ministérielles et préfectorales; recensement des votes du plébiscite; cérémonies de proclamation de l'Empire.

2. Archives départementales du Lot-et-Garonne.

— U 1-5. *C. d'Etat de 1851*. Rapports des procureurs du Gers, des magistrats de la Cour chargés de l'instruction de l'insurrection (1851-1852).

3. Archives nationales. — BB 30/398. *Agen. Commissions mixtes*. Procès-verbaux de la Commission mixte du Gers. Etat nominatif des individus frappés de mesures de sûreté. Notices de la Commission sur les insurgés (incomplet). Lettre d'envoi du travail de la Commission mixte, etc. Dossier du représentant Duputz, proposé pour le bannissement. — BB 30/467. *Condamnés des Commissions mixtes. Grâces. 1852-56. Haute-Garonne, Gard, Eure, Finistère, Gers*. Lettres des procureurs et du préfet du Gers; listes de condamnés politiques proposés pour un commutation ou une grâce; notes et renseignements sur les condamnés; soumissions; suppliques. — BB 30*424. *Copie de la statistique dressée au greffe des Commissions militaires, contenant le nombre, le sexe, l'âge et la profession de tous les individus arrêtés ou poursuivis en France à l'occasion de l'insurrection de décembre 1851...* Cette statistique a été dressée par départements. — BB 30/370. Rapports du procureur général d'Agen, 1852. — F 1/b II Gers 8. *Personnel administratif*. Listes de candidats aux fonctions de maire et d'adjoint proposés par le préfet. — F 1c III Gers 11. *Correspondance et divers*. Lettres du préfet et du ministre de l'Intérieur sur les élections au Conseil général, août-sept. 52. — F 1/c 1* 3/7. *Registre contenant des extraits des rapports des préfets du Gers, de la Gironde,.... 1852-53* — B II. 987. *Votes populaires Plébiscite de 1851 (Gers)*. Procès-verbaux des opérations de vote des 467 communes du Gers.

4. Archives du Ministère de la Guerre. — *Correspondance générale* (décembre 1851-janvier 1853). *Rapports du colonel Courby de Cognord, du général Duplex, du général de Géraudon, etc., sur l'insurrection et l'état de siège dans le Gers. — Insurrection de décembre 1851, Gironde,.... Gers.* — *Correspondance des généraux de Géraudon, Reven et de Bourjolly, etc.* Liste d'insurgés dirigés sur l'Algérie. Notices de la Commission mixte sur les condamnés de la catégorie *Algérie plus*.

II. DOCUMENTS IMPRIMÉS

1. Journaux et périodiques. — Arch. du Gers. K. Imprimés. *Opinion du Gers*, déc. 51-avril 52 (orléaniste) paraissant 3 fois par semaine (*Arch. nat. Journaux* 492); *Courrier du Gers*, (imperialiste), 3 fois par semaine (20 février 52-1869). *Arch. nat. Journaux* 496). — *Le Moniteur universel*, 1851-1852. — *Récueil des actes administratifs de la préfecture du Gers 1851, 1852.* — *Rapports et procès-verbaux du Conseil général, 1852.*

2. Ouvrage. — E. TENOT, *La Province en décembre 1851*, chap. IV.

ERRATA

Page 2, ligne 7, lire 6^e *Hussards*, au lieu de 9^e *Hussards*.

Page 27, ligne 22, lire *Moulié*, au lieu de *Mouillé*.

Page 28, ligne 12, lire *exalté* à la place de *tête faible*.

Page 81, rectifier le numérotage des références.

Page 119, ligne 18, lire *étaient emballés...* au lieu de *sont emballés...*

Page 176, ligne 16, lire 349 au lieu de 340.

Ibid ligne 26, lire 29 au lieu de 27.

Page 377, ligne 26, lire *l'arrondissement* au lieu de *les arrondissements*.

Page 383, ligne 19, lire *Valny* au lieu de *Valmy*.

Page 384, ligne 36, lire *lui* au lieu de *leur*.

Page 395, ligne 26, lire *sous-préfectures* au lieu de *sous-préfets*.



LIVRE PREMIER

L'insurrection ⁽¹⁾

2-8 Décembre 1851

CHAPITRE I^{er}

L'insurrection dans l'arrondissement d'Auch

I. La nouvelle du coup d'Etat; attitude et proclamation des autorités. — Réunion des républicains dans les bureaux de l'*Ami du Peuple*; appel à l'insurrection. — Protestations et saisies du *Démocrate* et de l'*Ami du Peuple*; protestation et soumission de l'*Opinion*. — Emotion et agitation dans la ville. — Réunion des républicains dispersée par la police. Prieur à l'hôtel de ville. — Les chefs montagnards au café Lacaze dans la nuit du 3; ordre d'insurrection expédié aux cantons. — II. La journée du 4 à Auch : occupation militaire du *Démocrate* et de l'*Ami du Peuple*; — manifestation républicaine; — nouvelles alarmantes; les autorités à l'hôtel de ville. — III. Formation de 4 colonnes insurrectionnelles à Vic, à Jegun, à Bassoues, à Masseube, etc; — contingents isolés. — IV. Arrivée à Auch des colonnes insurrectionnelles de Vic et de l'Isle-de-Noé; — hussards et insurgés au faubourg de l'Oratoire; — pourparlers; la charge des hussards et la dispersion des insurgés. — Premières arrestations. — Nouvelles tentatives sur Auch. — Arrivée des troupes de renfort et proclamation de l'état de siège (8 décembre).

I

Le mardi 2 décembre, à 7 heures du soir, le préfet de Magnitot reçut une dépêche télégraphique de Morny, le nouveau ministre de l'Intérieur : en attendant de prochaines instructions, il était invité à prendre « les mesures les

(1) Pour l'étude de l'insurrection, consulter la carte placée à la fin du livre.

plus complètes et les plus vigoureuses » pour le maintien de la tranquillité publique. Magnitot comprit aussitôt que le coup d'Etat était accompli. Il alla trouver le général Dupleix, commandant la subdivision, pour lui confier l'affolante nouvelle. Sur l'heure, le procureur Saint-Luc-Courborieux, le colonel Courby de Cognord, commandant le 9^e Hussards, le lieutenant-colonel de Ginisty, le capitaine de gendarmerie Bernardy furent mandés chez le général pour délibérer sur la conduite à tenir. Comme le préfet, tous les militaires et le procureur lurent dans la dépêche ministérielle l'annonce du coup d'Etat. On devine leur embarras; ignorant le caractère et la portée des événements de Paris, exactement informés de la situation politique du département, ils redoutaient de graves désordres. Tous convinrent de se borner momentanément à garantir l'ordre par la protection des personnes et des propriétés. Le procureur déclara qu'il avait la liste de tous les chefs de la démagogie; devait-on les arrêter ? A l'unanimité et presque sans débat, cette mesure fut repoussée comme prématurée, inopportune et injuste; il était préférable, pour frapper plus sûrement les républicains, d'attendre qu'ils eussent donné barre sur eux par des actes illégaux. Le général prescrivit quelques mesures de précaution; le préfet transmit ses instructions aux sous-préfets, et la conférence prit fin.

Magnitot appela à la préfecture le maire Soullier et lui donna connaissance de la dépêche. Contre le sentiment unanime des autorités, le maire refusa de croire à un coup d'Etat. Peut-être, par incertitude et souci du lendemain, et en raison de ses attaches avec le parti républicain modéré, voulut-il éviter de se lier par une attitude trop nette, en esquivant toute appréciation du coup d'Etat et un avis sur les mesures à prendre. Il promit toutefois son concours pour le maintien de l'ordre.

Le lendemain, 3 décembre, à 7 heures du matin, le préfet reçut deux nouvelles dépêches qui notifiaient aux départements la dissolution de l'Assemblée :

Paris, 2 décembre, 8 heures du matin.

Le repos de la France était menacé par l'assemblée; elle a été dissoute.

Le président de la république fait appel à la nation. Il maintient la république et remet loyalement au pays le droit de décider de son sort.

La population de Paris a accueilli avec enthousiasme cet événement devenu indispensable.

Paris, 2 décembre 1851, à 1 heure.

Le Président de la république vient de passer en revue les divers régiments qui s'y trouvaient.

Le préfet rédigea aussitôt une proclamation pour exhorter la population au calme et à l'ordre. Il appela de nouveau à la préfecture le maire, le général et le procureur. Il leur communiqua les deux nouvelles dépêches, et ils signèrent la proclamation. Les trois documents furent imprimés et affichés vers midi (1). Voici le texte de la proclamation :

Auch, le 3 décembre 1851, 7 heures du matin.

Habitants du Gers,

Un grave événement vient de s'accomplir dans la capitale. Nous nous empressons de le porter à votre connaissance. En présence de l'émotion qu'il peut produire, l'autorité, qui répond de la tranquillité publique, est fermement décidée à faire tout son devoir et à assurer, avant tout, le *respect et l'inviolabilité* des personnes et celle des propriétés.

Habitants du Gers, au nom de la France, au nom du salut du pays tout entier, au nom de vos intérêts les plus chers, nous vous engageons à attendre avec calme, la marche des événements et à vous abstenir de tous rassemblements propres à enflammer les passions.

Nous avons confiance dans votre loyauté et dans l'excellent esprit qui vous anime.

Le général commandant la subdivision,

DUPELIX.

Le procureur de la république,

SAINT-LUC-COURBORIEUX.

Le Préfet du Gers,

A. DE MAGNITOT.

Le maire d'Auch,

SOULLIER (2).

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U. 1-5. C. d'Etat de 1851. — Rapport de Saint-Luc au proc. génér., 26 déc. 1851. — Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851. M. 1. — *Ami du Peuple*, 5 déc. (saisi). — *Opinion*, 4 décembre.

(2) *Opinion*, 4 déc.

C'est par l'affichage de ces trois documents officiels — les deux dépêches de Morny et la proclamation des autorités — que le coup d'Etat fut connu à Auch, le mercredi 3 décembre, vers midi (1).

La proclamation notifiail l'événement sans approbation ni blâme, n'accusant que le souci du maintien de l'ordre. Cette attitude était dictée par la préoccupation de rallier tous les hommes d'ordre, partisans ou adversaires du Président, et aussi par l'appréhension du lendemain, par le désir fort naturel d'éviter des désordres, des manifestations, des bagarres, peut-être un conflit sanglant. Et puis, le succès du coup d'Etat était encore douteux. Le surlendemain, 5 décembre, le maire Soullier n'y croyait pas encore. Une adhésion ouverte eût été une grave imprudence; une réprobation publique n'était pas moins dangereuse. Le coup d'Etat triomphant eût châtié durement toute parole et tout geste de protestation. La crainte d'une prise d'armes dans le parti républicain dut être vive chez des gens instruits de l'organisation et des menées du parti montagnard dans le Gers. C'est elle surtout qui explique le ton et l'intention pacifiques du document. Il est malaisé de croire qu'un scrupule de légalité ait effleuré un instant la conscience des quatre signataires de la proclamation; car, dès que le succès se fut dessiné, ils se rallièrent tous avec empressement au gouvernement de Louis-Napoléon. Le moins confiant et le plus défavorable au Président, le maire Soullier, lié avec les notables du parti républicain modéré, après avoir, au 4 décembre, exprimé publiquement l'espoir que Louis-Napoléon était écroulé à Vincennes, lui adressait, le 20 janvier suivant, un emphatique télégramme d'éloges.



La nouvelle des événements de Paris déchaîna la fureur du parti républicain. Le coup était d'autant plus rude qu'il

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U. 1-5. C. d'Etat de 1851. — Rapport Saint-Luc, 26 déc. 51.

était imprévu, et qu'à l'indignation causée par l'attentat se joignait le dépit de la surprise et d'un aveuglement prolongé.

En effet, la crainte d'un coup d'Etat, surtout présidentiel, s'était peu à peu dissipée. Depuis quelques mois, les républicains avaient cessé d'y croire et presque d'y penser : un coup de force militaire, tenté par le Président ou l'Assemblée, leur paraissait voué à un échec certain; ils comptaient sur l'armée, républicaine à leurs yeux, et sur le peuple pour défendre ou venger la Constitution. — Le 25 novembre 1851, *Le Démocrate*, organe des républicains modérés, félicitait Louis-Napoléon « d'avoir rompu avec les hallucinés du parti monarchique » et de revenir à une politique loyalement républicaine (1). — *L'Ami du Peuple*, journal des républicains « montagnards » ou « socialistes », exprimait à peu près les mêmes sentiments. Dans la querelle du Président et de la majorité royaliste, deux pouvoirs inégalement détestés, il s'abstenait de prendre parti, pratiquait « la politique des bras croisés », comme le lui conseillait son inspirateur, le représentant Duputz, qui, par haine de la Droite, inclinait vers le Président. Les élections de 1852 absorbaient les Montagnards; ils y goûtaient par avance la joie d'une revanche longtemps attendue. Aussi, les événements de Paris, — ce brusque coup de faux dans ces espérances et illusions, — suscitèrent-ils chez tous les républicains un long mouvement de stupeur et de colère (2).

Le 3 décembre, après l'affichage des dépêches notifiant le coup d'Etat, le comité de *l'Ami du Peuple*, formé de Gastineau, rédacteur en chef, Brenils, Zeppenfeld, Arexy, anciens gérants, Canteloup et Sancel, avocats, Lacaze, limonadier, Bourdil et Dubouch, brasseurs, Délas, maçon, Tournier, négociant, Dansos, conseiller général, Darré, boulanger, convoqua d'urgence les démocrates auscitains. Vers deux heures, les républicains militants du chef-lieu

(1) *Le Démocrate*, 25 novembre 1851.

(2) Cf. *Le Gers sous la Seconde République. La réaction conservatrice*, pp. 594-600.

et les délégués de quelques villes et villages voisins accourus en hâte se réunissaient dans les bureaux du journal montagnard, situés sur la place du marché aux chevaux. Le médecin Victor Prieur et l'avocat Edm. Sancet, deux jeunes démocrates, se rencontrent au bas du perron. « Qu'il soit convenu, dit Prieur à Sancet en lui tendant la main que nous ferons tous nos efforts pour empêcher une prise d'armes. » — « Je suis de ton avis », répond Sancet. Voici les noms de quelques républicains présents à la réunion : Dansos; Zeppenfeld; Violet, lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi et principal organisateur des sociétés secrètes; Sancet; Canteloup; Victor Prieur; Ader, avoué, etc.

Canteloup présidait. A l'unanimité on décida de publier une protestation contre le coup d'Etat. Sur l'opportunité d'une prise d'armes immédiate, l'accord cessa. Les exaltés et les impatients voulaient, sans délai, soulever Auch, barricader les rues et convoquer en armes les paysans républicains. Prieur, Canteloup, Ader et Sancet, partisans de la résistance légale, combattirent vivement l'appel aux armes : sans l'appui des départements voisins le Gers devait succomber rapidement; or, rien ne laissait encore prévoir un soulèvement immédiat et général du parti républicain; attendre était donc le parti le plus sage. Ils ajoutaient que la tactique la plus sûre était de faire le vide autour du Président et de lasser les troupes; les soulèvements isolés, partiels, favoriseraient le coup d'Etat par la facilité d'écraser en détail les républicains.

Ces raisons très plausibles, fortement exposées par Prieur, impressionnèrent vivement l'assemblée, et l'appel aux armes mis aux voix ne recueillit qu'un petit nombre de suffrages. Une forte majorité refusa de prendre une décision aussi grave dans une ignorance complète de l'état de Paris et des départements. Mais on rédigea et signa, séance tenante, une protestation contre le coup d'Etat, où les signataires « républicains socialistes » se disaient « prêts à écraser toute tentative ambitieuse », déclaraient hors la loi le Président parjure et les fonctionnaires com-

plices. On prépara la résistance en envoyant aux républicains de tous les cantons l'avis de se tenir prêts à marcher en armes au premier signal.

Mais l'arrivée des délégués de plusieurs cantons, et notamment de Cantaloup, vétérinaire à Mirande et démocrate ardent, rouvrit la discussion. Ils venaient chercher des instructions et des nouvelles. Beaucoup d'assistants les exhortèrent à rentrer chez eux et à attendre des ordres.

Mais une minorité ardente, belliqueuse, décidée à tout et très irritée du dernier vote, prit violemment à partie quelques républicains, comme Sancet et Prieur, qui avaient conseillé une expectative prudente en vue d'empêcher une aventure sanglante et sans portée. On criait déjà à la trahison et un nouveau débat très vif s'engagea. Gastineau, rédacteur en chef de l'*Ami du Peuple*, se rallia à l'idée d'une offensive républicaine immédiate et vigoureuse. Quelques-uns entraînés, intimidés, revinrent sur leurs votes et se joignirent aux partisans de l'appel aux armes. Alors Sancet, Prieur et quelques républicains se retirèrent en protestant contre la violation d'une délibération régulièrement prise.

Après leur départ, on décidait d'envoyer des émissaires dans toutes les communes voisines pour soulever et armer rapidement la population et la diriger sur Auch, désigné comme le quartier général et le lieu de rassemblement de l'armée insurrectionnelle.

Arexy, le véritable chef du parti montagnard dans le Gers, n'assistait pas à la réunion des républicains; il était en voyage, et il rentra dans la soirée. Sancet affirme qu'il eût déconseillé une prise d'armes immédiate : il en voyait et redoutait les conséquences, comme semble le prouver son propos à Gastineau : « Allons, mon cher Gastineau, partons pour Nouka-Hiva ! » lui aurait-il dit le lendemain en prenant son fusil. Mais si Arexy ne gardait pas d'illusions sur le résultat d'une action précipitée, prématurée, il voyait clairement combien il était impossible de revenir sur ce qui avait été décidé dans les bureaux de l'*Ami du Peuple*,

sans risquer une grave scission dans le parti républicain, scission dont personne n'eût osé assumer la responsabilité dans une conjoncture aussi grave (1).

*
**

Les deux journaux républicains *Le Démocrate* et *L'Ami du Peuple*, le journal orléaniste *L'Opinion*, allaient se dresser avec colère et vigueur contre le coup d'Etat. Mais les deux feuilles républicaines, qui stigmatisaient l'acte du Président déclaré parjure et coupable de haute trahison, furent saisies le matin du 4 et ne parurent plus. *L'Opinion* seule pourra publier deux protestations véhémentes.

Dans son numéro du 5 décembre, saisi par ordre du procureur, *L'Ami du Peuple* avait imprimé une protestation, élaborée dans la réunion de l'après-midi du 3, signée par 64 républicains et précédée de l'article 68 de la Constitution :

Toute mesure, par laquelle le Président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison. Par ce seul fait, le Président est déchu de ses fonctions; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance...

La protestation, rédigée en termes énergiques, n'était pas un appel aux armes :

Citoyens,

Louis-Napoléon Bonaparte vient de briser l'Assemblée législative; il n'y a plus de pouvoir légal; nous ne reconnaissons à personne le droit d'aliéner la souveraineté du Peuple, seul maître de ses destinées.

Républicains socialistes, nous sommes tous appelés à garder et à défendre la République démocratique et prêts à écraser toute tentative ambitieuse.

Aux termes de l'art. 68 de la Constitution, par cela seul que l'Assemblée a été dissoute, *il n'y a plus de président*; il n'y a plus

(1) Bibl. municip. d'Auch, 3033. — *Almanach du Gers*, 1879. — Récit d'Edm. Saneet, présent à la réunion de *L'Ami du Peuple*. — Arch. du Gers. *C. d'Etat* 1851. M 8. — Notices sur Canteloup, Prieur. — *Opinion*, 22 déc. Troubles du Gers. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51. — Cf. E. Ténot. *La Province en décembre 1851*, ch. iv, pp. 108 et 109.

qu'un coupable auquel tous les citoyens sont tenus de refuser l'obéissance.

Les fonctionnaires, qui résistent à l'action du peuple souverain, se font les complices du magistrat parjure, et commettent comme lui un acte de haute trahison. Ils sont, comme lui, hors la loi ! L'armée fait partie du peuple. elle restera fidèle au peuple en qui seul résident la force et le droit.

B. Gastineau; Arexy; Dansos; Canteloup; Lacaze, père; V. Prieur; Ed. Sancet; Dubouch. Lacaze, fils; Jean Gère; Lacroze; Sansot; Sabathié; Castex; Daban; Espirat; E. Zeppenfeld. Gignan; Lannes; Cabayron; A. Pujos; Magné; Lavergne; Louis Girou; Senteril Serres; P. Laurent; J. Girou; Heron; Laborde. Meignen; Labadens aîné; Druilhet. Baurens; Sémézies; Brunet, perruquier; Castex jeune; E. Ninous; Bauduer; Thore; Norties. Ch. Lagardère; Ader cadet; Denjoy. J. Bonnet, Gèze; Faurès, perruquier; Lannes; Daberens; Rozès-Salles; Lannes; Duville. Dupuy; Boubé, cordonnier; Brux; Délas, maçon; Martin; Viollet; Bergès; Lagardère; Darroux; Barrière; Tournier; Soucadaux fils, serrurier (1).

Le Démocrate, organe des républicains modérés, avait imprimé dans son numéro du 5 décembre une protestation violente, où le Président était traité de *conspirateur permanent*, de *traître*, de *factieux*, où tous les pouvoirs publics étaient déclarés déchus. Elle était signée de 7 noms : Alem-Rousseau, avocat, et Th. Boubée, pharmacien, anciens représentants à la Constituante; Dupetit, banquier; Sentoux, cartier; Fauré, architecte; Caubet, typographe-gérant, et Raynal Henri, rédacteur en chef du *Démocrate*. Ce numéro fut saisi le 4 décembre au matin (2).

Seule l'*Opinion* parut librement, et publia deux protestations véhémentes. Nous connaissons les griefs de ce journal contre Louis-Napoléon : il s'est fait le champion de la majorité conservatrice et royaliste de l'Assemblée contre le Président, dont la politique personnelle et « démagogique » était l'obstacle principal à l'union si désirable de tous les hommes d'ordre contre le « socialisme ». Le 4 décembre, son rédacteur en chef l'avocat Disaut fait suivre la publi-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 1. — *Ami du Peuple*, 5 déc. 1851 (numéro saisi).

(2) *Ibid.* M 8. — Notices sur Boubée, Alem-Rousseau. M 3. — Liste des 7 signataires de la protestation. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 9 déc. 1851.

cation des deux dépêches de Morny de ces réflexions attristées :

Nous avons lu ces dépêches avec le même sentiment de profonde douleur que nous ont inspiré les dépêches du 24 février. Encore une fois, le télégraphe nous transmet une nouvelle révolution. Encore une fois, le règne des lois est méconnu. Nous protestons contre une pareille catastrophe et nous espérons qu'elle ne passera pas en fait accompli. En attendant, nous ne pouvons qu'applaudir au langage que nous font entendre les autorités de la ville et du département. Là, au moins, nous ne trouvons pas d'adhésion à l'acte qui vient de s'accomplir.

... S'il plaît à Dieu, la sainte cause que nous avons toujours soutenue, celle du respect à la loi, ne périra pas.

Le lendemain, Disaut s'élevait avec force contre toute tentative d'insurrection; mais, tout en conseillant le calme et l'obéissance aux autorités locales, il redoublait de sarcasmes et d'invectives contre le Président. Il écrivait :

Nous nous adressons ici, sans distinction de drapeau ni de parti, à tous ceux qui, comme nous, ont appris avec une profonde indignation l'acte sauvage qui vient de s'accomplir, et nous leur disons :

Veut-on que M. Louis Bonaparte réussisse dans sa criminelle entreprise ?

Veut-on que les intérêts alarmés se groupent autour de lui ?

Veut-on que l'armée, la garde nationale, que la population de Paris tout entier n'aient d'autre ressource que de sanctionner ce qu'il a fait ?

Veut-on que nous soyons réduits à cette honte d'acclamer un César de contrebande et un empereur de raccroc ?

Si c'est tout cela que l'on veut, alors nous le comprenons, que les départements s'insurgent : l'insurrection aura bientôt fait du coupable du 2 décembre un dictateur.

Mais si, au contraire, on veut comme nous que la France sorte encore une fois de cette crise épouvantable sans y laisser ce qui lui reste d'honneur et de dignité; si on veut que les derniers éléments de la vie sociale ne soient pas anéantis, au nom du ciel, au nom de la patrie si indignement trahie, restons calmes et donnons au monde l'exemple d'un peuple qui, pour sa liberté, n'a pas besoin d'avoir recours à la révolte et à l'insurrection, ces deux grandes ensevelisseuses de toute liberté.

Rallions-nous autour des autorités locales; elles n'ont pas approuvé l'attentat dont le télégraphe nous a apporté hier la détestable nouvelle. Elles ne représentent plus M. Bonaparte qui n'est désormais que le justiciable de la Haute Cour de justice; mais elles représentent, dans ce grand naufrage la loi, le travail, l'ordre, la religion, la propriété; elles représentent l'Assemblée législative qu'un parjure a pu dissoudre par la force, mais qui existe toujours par le droit. Prêtons-leur aide et appui, et environnons-les de toute notre énergie et de toute notre confiance.

ARRONDISSEMENT D'AUCH

Sans cela, sachez-le bien, vous tous qui que vous soyez, auxquels ces paroles sincères et patriotiques parviendront, vous déchaînez l'anarchie; par une loi fatale, l'anarchie appelle le despotisme. C'est toujours l'anarchie qui a engendré les despotes. Ne vous y trompez pas, M. Louis Bonaparte compte sur elle. Elle, elle seule le couronnera empereur. Dites, dites-nous-le, voulez-vous réaliser cette infâme espérance ?

Le préfet et le procureur ne supportèrent pas longtemps un pareil langage. Cette insistance à interpréter indiscretement leur conduite, à présenter à l'opinion leur neutralité secrètement favorable au coup d'Etat comme une expectative hostile, leur déplaisait beaucoup et les effrayait un peu. Car, tout en évitant avec soin de se prononcer publiquement, ils étaient néanmoins décidés à empêcher toute manifestation contre les décrets présidentiels, à interdire « toute publication propre à enflammer les passions ». (1)

Vraisemblablement cette attitude a été conseillée par le procureur, énergique et audacieux, partisan déterminé de Louis-Napoléon. Il semble avoir tout suggéré, tout conduit. Selon de nombreux témoignages, il domina et entraîna général, maire, préfet, et son rôle fut décisif dans la crise. Ce fut lui qui enjoignit aux républicains réunis à l'*Ami du Peuple* de se séparer immédiatement; le 4, il ordonna la saisie des deux journaux républicains, signifia à l'*Opinion* de cesser son opposition au coup d'Etat, sous peine de suspension et d'occupation militaire (2). L'*Opinion* se soumit et Disaut écrivait le 5 décembre :

... Vis-à-vis d'un pareil avertissement, toute résistance serait un acte coupable et puéril à la fois. Il n'y a plus désormais de liberté en France. Il est juste que nous partagions le sort de nos confrères de Paris. Tant qu'un pareil régime durera, nous nous bornerons à mentionner les faits et à enregistrer les actes. Notre silence dira plus peut-être à lui seul que tout ce que nos paroles pourraient chercher à exprimer.

Disaut quitta l'*Opinion*, qui ne parut désormais qu'avec

(1) Arch. du L.-et-G. C. d'Etat, 1851. — Rapport Saint-Luc, 26 déc. 1851. — *Opinion*, 4 et 5 déc. 1851.

(2) *Almanach du Gers pour 1879. Op. cit.* Récit d'Edm. Saneet. — Arch. du L.-et-G. C. d'Etat, 1851. U 1-5. — Rapport Saint-Luc, 26 déc. 1851. — E. Ténot, *op. cit.* p. 110.

l'autorisation quotidiennement renouvelée de la préfecture. Le 18 décembre, une majorité d'actionnaires décida que le journal défendrait la politique du Président. La rédaction fut confiée à l'avocat Bories, qui avait dirigé *l'Opinion* en 1848 et 1849, jusqu'aux élections du 13 mai. Il fit sa rentrée le lendemain 19 décembre, en publiant une apologie enflammée de « l'acte sauveur du 2 décembre » (1).

Les deux journaux républicains supprimés, la feuille conservatrice bâillonnée ou asservie, toute protestation et toute critique par voie de presse étaient désormais impossibles.



La nouvelle du coup d'Etat a surexcité, enfiévré la population, qui se répand dans les rues et sur les places pour commenter l'événement. Devant l'hôtel de ville, des groupes discutent avec animation. Vers 4 heures de l'après-midi, le procureur, installé à la préfecture, sort avec le maire pour observer la physionomie de la ville, l'état des esprits, l'attitude de la population et surtout des républicains. Il se dirige vers la mairie. A ce moment, le général Duplex, qui vient de visiter un poste, débouche à cheval sur la place, entouré par un attroupement qui crie *Vive la République ! Vive la Constitution !* Un républicain, Martin Arrivets, a saisi par la bride le cheval et presse le général de crier *Vive la République !* Le général défère à l'invitation, parle et se dégage. Le procureur, qui surveille la scène, met son écharpe, se dirige vers le rassemblement. Il est accueilli à son tour par les cris de *Vive la République ! Vive la Constitution !* Il harangue les manifestants, leur parle de « la paix de la cité » et de « l'intérêt des familles », évoque le spectre de la guerre civile, et invite le groupe à se disperser. Le procureur est obéi et l'incident prend fin (2).

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U. 1-5. C. d'Etat de 1851. — Rapport de l'avocat général Régnier, 20 déc. 1851. — *Opinion*, 26 déc.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Saint-Jac, 26 déc. 1851.

Vers 7 heures du soir, un exemplaire de la protestation contre le coup d'Etat, rédigée par les républicains réunis à l'*Ami du Peuple*, est communiqué au procureur. Il ordonne aussitôt la saisie du journal. A 8 heures du soir, le commissaire Paugon, assisté de quelques gendarmes et agents, pénètre brusquement dans les bureaux de l'*Ami du Peuple*, où une quarantaine de républicains sont encore réunis. Il leur expose sa mission, et se prépare à saisir les exemplaires du journal. Les républicains l'apostrophent violemment, crient à l'illégalité et à l'arbitraire, déclarent que la violation de la Constitution anéantit toute autorité, hormis celle du peuple, qui survit seule à l'effondrement de tous les pouvoirs. Mais le commissaire se dit bien décidé à exécuter le mandat dont il a été régulièrement investi. Le jeune docteur Prieur se place résolument devant le commissaire pour s'opposer à la saisie. Paugon le déclare en état d'arrestation, et ordonne à ses agents de l'appréhender. Policiers et républicains sont prêts à en venir aux mains. Mais Prieur calme ses amis, s'engage à suivre le commissaire à l'hôtel de ville. Paugon met la main sur tous les exemplaires de l'*Ami du Peuple*, décompose la planche d'impression et interdit à l'imprimeur tout autre tirage (1).

Le commissaire se rend ensuite avec Prieur à l'hôtel de ville. L'avocat Sancet, qui accompagnait son ami Prieur, conte ainsi la scène :

...Lorsque nous pénétrâmes dans l'antre de la réaction (l'hôtel de ville), nous comprîmes que le dictateur du jour était M Saint-Luc-Courborieux, procureur de la République. Il trônait, parlant, gesticulant, se livrant à sa faconde banale. Préfet, maire, général, tout le monde paraissait lui obéir et tremblait devant lui.

Une discussion à feux croisés et heurtés s'engagea entre M. Prieur et M. Saint-Luc. J'y pris part aussi pour défendre Prieur.

Enfin M. Prieur, se tournant vers les fonctionnaires réunis dans la salle, les adjura de prendre la tête du mouvement, de défendre la Constitution. Il affirma, qu'au moment où il parlait, Bonaparte devait être à Vincennes, et qu'ils jouaient leur avenir s'ils se tournaient contre la République. — Au nom de qui, du reste, allez-vous prendre vos décisions ? — Au nom de l'ordre que je

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U. 1-5. C. d'Etat de 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 décembre 51.

veux défendre, dit M. Saint-Luc-Courborieux. — Et de quel droit ? — Je suis magistrat. — Vous êtes le magistrat d'un magistrat déchu. — Gendarmes, arrêtez M. Prieur. — A votre aise, répliqua celui-ci; demain j'agirai de même à votre égard, si je suis le plus fort. — Magistrat déchu, magistrat déchu, grommelait entre ses dents M. Saint-Luc. je ne puis permettre que l'on m'insulte ainsi. — Mais non, dis-je, Prieur n'a pas dit cela de vous. — Si, dit le commissaire. — Non ! — Pardon, Monsieur, je n'ai pas l'habitude de répéter ce que je dis; je vais répéter textuellement mon apostrophe. J'ai dit : « Vous êtes le magistrat d'un magistrat déchu. » — S'il en est ainsi, vous pouvez vous retirer. — Messieurs, dit Prieur, j'attends de vous un bon mouvement, parlez au peuple, mettez-vous avec lui du côté de la Constitution. Dans tous les cas, souvenez-vous de ceci : Qui n'est pas avec nous est contre nous (1).

Mais les objurgations et les menaces demeurèrent vaines. La volonté de servir le nouveau gouvernement, le désir d'adhérer publiquement au coup d'Etat, le grondement des fureurs républicaines, la préparation visible d'une émeute, le souci d'écarter le risque d'une guerre civile, la peur d'être débordées par les événements, impressionnèrent, dominèrent les autorités, les conduisirent à réprimer toute manifestation hostile au coup d'Etat, à prendre des mesures de précaution qu'elles jugèrent indispensables au maintien de l'ordre.

**

Après la saisie du journal, les républicains réunis à l'*Ami du Peuple* s'étaient séparés sur l'ordre du procureur. Pour éviter le voisinage de l'hôtel de ville, devenu le quartier général des autorités, les membres du *Comité central montagnard* se rendirent, vers 10 heures du soir, au café Lacaze, situé dans le faubourg de Mirande, et rendez-vous habituel des chefs et militants du parti. Arexy, président du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*, Gastineau, Lacaze y passèrent la nuit du 3 au 4. Ils reçurent des émissaires républicains de Masseube, Mirande, Vic-Fezen-sac, Jegun, Barran, Lavardens et d'autres localités, venus chercher le mot d'ordre. Les chefs montagnards leur donnèrent des instructions en vue d'un soulèvement armé géné-

(1) *Almanach...* 1879. — Récit d'Edm. Sancet.

ral; la consigne était de sonner partout le tocsin, de prendre les armes et de marcher sur Auch. On décida que des estafettes apporteraient dans tous les cantons républicains les ordres du *Comité central*, que les chefs républicains des cantons transmettraient aux communes l'ordre de marcher en armes sur Auch et d'y arriver le jeudi soir vers 4 heures. Les magistrats instructeurs ont attribué au *Comité* le plan suivant : les forces insurrectionnelles seront concentrées à Fleurance, Condom et Mirande; les insurgés maîtres de ces points marcheront ensuite sur Auch; pendant cette concentration, les communes les plus rapprochées, entraînées par Vic-Fezensac, Jegun, Barran, Mauvezin, se porteront sur le chef-lieu, comme avant-garde des colonnes d'insurgés qui ne peuvent arriver que le lendemain; cette avant-garde a pour instruction d'attendre les renforts ou bien de pénétrer dans Auch, si elle espère venir aisément à bout de la garnison. Entre le chef-lieu et les cantons, ce fut toute la nuit un va-et-vient d'estafettes et d'agents républicains. Arexy rédigea une proclamation, qui était un appel aux armes et déclarait hors la loi le Président et les fonctionnaires. Elle fut imprimée dans la nuit avec la signature de tous les membres du *Comité central républicain*. Gastineau corrigea les épreuves. La surveillance policière avait été dépistée par la double issue de l'imprimerie du journal montagnard, où logeaient l'imprimeur Loubet et Gastineau. Des émissaires emportèrent la proclamation dans les cantons républicains ou dans les communes voisines d'Auch, notamment à Barran, Lavardens, Jegun, Masseube, Vic-Fezensac. « Des avis pressants » furent envoyés à Condom, Mirande, Mauvezin et probablement à Lectoure ou à Fleurance. La police ignora la réunion du café Lacaze. D'ailleurs, il ne restait à Auch que le commissaire et ses agents. Tous les gendarmes étaient partis vers les sous-préfectures, emportant les instructions du préfet (1).

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U. 1-5. C. d'Etat de 1851. — Rapports de Régnier et de Saint-Luc, 16 et 26 déc. 1851. — Arch. du Gers. C. d'Etat. M 8, Notices sur Arexy, Gastineau.

II

Le lendemain, jeudi 4 décembre, fut la journée décisive, marquée à Auch par l'occupation militaire du *Démocrate* et de l'*Ami du Peuple*, par un soulèvement général du parti montagnard, par une collision sanglante de la troupe et des insurgés au faubourg de l'Oratoire.

Le 4 au matin, on connaissait à Auch les mouvements insurrectionnels de Fleurance et de Mirande, organisés dans la nuit du 3 au 4. Les autorités appréhendaient une marche concentrique des insurgés sur le chef-lieu.

La garde nationale ayant été désarmée et dissoute, le 6^e régiment de hussards était la seule force armée au service de l'administration. Notons qu'un escadron de 170 chevaux avait été détaché à Bayonne, et la garnison était ainsi réduite à 4 escadrons.

En prévision d'événements graves, le général Dupleix prit les dispositions suivantes : pour dégager les gendarmes prisonniers de l'émeute, protéger l'arrivée de la malle-poste et du nouveau préfet, un demi-escadron de 60 chevaux, commandé par le capitaine Quirot, fut dirigé sur Fleurance, chef-lieu de canton (Lectoure), à 30 kilomètres au nord d'Auch, sur la route d'Agen; — un autre demi-escadron, commandé par le capitaine Landry, se porta sur Mirande, à la demande du juge de paix Combes; — les 3 autres escadrons gardaient les principales issues de la ville; 90 hussards environ occupaient la place de l'hôtel de ville, sous le commandement direct du colonel Courby de Cognord (1).

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.*, déc. 1851. — Rapports de Dupleix, 5 décembre; rapports du général de Géraudon, 24 décembre 1851, 12 janvier 1852. — *Opinion*, 3 janvier 1852. — E. Ténôt, *op. cit.*, pp. 111, 112.



Dans la matinée du 4, quelques républicains modérés, Alem-Rousseau, Boubée, Caubet, Dupetit, Fauré, Raynal, Sentoux, etc., s'étaient réunis dans les bureaux du *Démocrate* pour y rédiger une protestation. Dans le même temps, à l'*Ami du Peuple*, on imprimait la protestation rédigée dans la nuit par Arexy, et qui mettait hors la loi le président de la république et les fonctionnaires.

Le procureur reçut presque en même temps, vers 7 heures du matin, les deux protestations du *Démocrate* et de l'*Ami du Peuple*. Il manda aussitôt le commissaire, et lui remit deux ordres de saisie contre les deux journaux.

Le commissaire pénétra sans obstacle dans les bureaux de l'*Ami du Peuple* : mais l'édition presque entière avait été distribuée clandestinement et emportée par des estafettes vers les principaux cantons; la poste n'avait pas expédié un seul numéro (1).

La saisie du *Démocrate* fut plus mouvementée. Les bureaux du journal étaient situés rue Balguerie. Le gérant Caubet s'opposa à l'entrée du commissaire, qui se retira aussitôt pour rendre compte au procureur de l'échec de sa mission. Saint-Luc-Courborieux ordonna au commissaire d'enfoncer les portes et d'arrêter les rebelles avec l'aide de quelques gendarmes et hussards. Trois quarts d'heure plus tard, le commissaire revint auprès du procureur, lui apprit qu'Alem-Rousseau, Boubée et leurs amis se tenaient sur la porte de l'imprimerie, haranguant un rassemblement considérable qui lui avait barré le passage.

Aussitôt, Saint-Luc demanda main-forte au général Dupleix qui lui envoya un escadron de hussards vers 11 heures et demie. Escorté des hussards que commandait le capitaine Michel, le procureur se dirigea de la préfecture vers les bureaux du *Démocrate*. Le capitaine de gendarmerie Bernardy et le juge de paix Tarbouriech se joignirent à lui. L'animation était grande sur la place de l'hôtel

(1) Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 1851.

de ville. Quand le groupe passa, on cria : *Vive la République ! A bas les hussards !* Le capitaine de gendarmerie demeuré en arrière, entouré un instant par quelques manifestants, faillit être malmené. Le tourneur Meignen s'efforça de saisir la poignée de son sabre. L'arrière-garde des hussards dégagea rapidement le capitaine.

Dans la rue Balguerie, la foule avait grossi. Saint-Luc l'évalue à 150 personnes. Alem-Rousseau haranguait toujours un fort rassemblement massé devant les bureaux du journal. L'arrivée des cavaliers, procureur en tête, est accueillie par des clameurs et des huées. Le procureur se fraye un chemin à travers la foule. Il s'approche d'Alem-Rousseau, qu'entourent Boubée, son ancien collègue à la Constituante, Raynal fils, rédacteur en chef du *Démocrate*, le gérant Caubet et quelques notables du parti républicain modéré. Il réclame le silence, déclare qu'il est venu pour agir et non pour parlementer avec les rebelles; il invite le rassemblement à se disperser, et rappelle à Alem l'obéissance due aux magistrats. L'ex-représentant réplique : « Si vous êtes magistrat, votre devoir est de faire respecter la Constitution. Si vous trahissez ce devoir, vous êtes déchu de vos fonctions ». Au milieu des cris et des injures, le procureur fait les sommations; personne ne bouge. Il revient près des hussards et ordonne au capitaine Michel de disperser le rassemblement. Le capitaine met sa colonne en marche, au pas pour éviter de bousculer les autorités et le poste rangés contre les maisons et mêlés à la foule, pour laisser le temps de se retirer aux manifestants et curieux que poussent les hussards. Mais, postés au long du mur de l'imprimerie et protégés contre la pression des cavaliers par de gros tas de cailloux, Alem-Rousseau et son groupe restent immobiles. Saint-Luc les invite de nouveau à se retirer. Alors Alem l'interpelle avec véhémence, le déclare responsable sur sa tête des malheurs que son intervention risque de déclencher, le traite de factieux, et, au nom de la Constitution violée, enjoint au commandant du détachement, au commissaire, aux agents, aux hussards

de l'arrêter. Le procureur ainsi défié, provoqué, requiert le capitaine Michel d'exécuter une charge décisive. Le capitaine commande aussitôt demi-tour par quatre, au trot, en avant, dans toute la largeur de la rue. Les hussards rasent les maisons, le sabre hors du fourreau, la pointe dirigée contre les curieux ou manifestants. La foule, vivement balayée, se disperse et s'enfuit. Mais quelques hommes escaladent les murs des jardins voisins, d'où ils accueillent d'une volée de pierres l'escadron à son passage. Le capitaine Michel et le fourrier Petit sont atteints. Le capitaine ordonne au fourrier de décharger son pistolet dans la direction des assaillants. Alem-Rousseau, toujours cramponné à sa place, toujours haranguant, roule sous les pieds des chevaux. Pour le préserver d'un coup de sabot, le capitaine de gendarmerie l'entraîne vivement, et tout le groupe se disperse. La rue est vide de manifestants. Le procureur fait enfoncer les portes de l'imprimerie. Le commissaire y pénètre, saisit quelques lettres, mais toute l'édition du journal avait disparue (1).



Le procureur et le capitaine Michel remontent avec l'escadron sur la place de l'Hôtel de ville. Le procureur ordonne de disperser tout rassemblement gênant la circulation.

A la suite des incidents de la rue Balguerie, l'effervescence grandit rapidement dans la ville. « C'est la révolution ! » s'exclament les gens apeurés. Massée devant la mairie et dans les rues avoisinant la place, la foule grossit et, par endroits, devient menaçante. On crie au passage de la troupe : *Vive la République ! A bas les hussards !* Le procureur veut haranguer des groupes qui le huent; il n'ob-

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. *U* 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 1851. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* 1851. — Capitaine Michel à colonel, 4 déc. 1851. Arch. du Gers. *C. d'Etat*. *M* 8. — Notices sur Boubée, Alem-Rousseau, Meignen. *Opinion*, 22 déc. 51 et 31 janvier 52. — E. Ténor, *op. cit.*, pp. 112, 113, 114.

tient aucun succès. Le capitaine Michel occupe militairement la place dont toutes les issues sont gardées. Il déclare qu'il ripostera aux volées de pierre par des coups de pistolet. Sur divers points, des coups de fusil éclatent; l'un d'eux est tiré sur le maréchal-des-logis Gagnerie qui poursuit 4 hommes armés. Quelques charges de hussards dégagent les abords de la mairie (1).

Les chefs républicains avaient voulu profiter de l'émotion et du tumulte pour soulever les démocrates auscitains contre les autorités. Des émissaires, comme le maçon Lannes, se rendirent aux chantiers pour enrôler les ouvriers dans une manifestation armée. Bientôt des républicains s'assemblaient, munis de fusils, de lances, de piques et de faux. Les chefs montagnards, — Violet, Dansos, conseiller général, Arexy, Gastineau, — les formèrent en colonne. Violet prit le commandement de cette troupe où figuraient Délas Joseph, menuisier; Arrivets, marchand drapier; Dassies, chiffonnier; Delas, maçon; Dupuy, limonadier; Larrieu, perruquier; Labadens Jacques et Labadens Louis, plâtriers; Labadens Joseph, typographe; Lucaze, limonadier; Meignen, tourneur; Souquedach, maçon; Terrail J.-B.; Trouette Jean, boulanger; Capmartin, aubergiste; Bourgade, portefaix; Deputz, menuisier; Gèze, aubergiste; Cavé Pierre, boucher; Candelon, carrier; Lannes Antoine, maçon; Arexy, Gastineau, Dansos, etc. Cette bande armée, qu'entraîne Violet, le sabre nu, parcourut la rue du Pouy, la rue d'Espagne en criant *Aux armes !* Mais cet appel n'eut pas d'écho. La population regardait le défilé montagnard avec une surprise inquiète. « Mais, c'est la révolution ! *Es la réboulutioun !* » répétaient les gens que le bruit et le spectacle avaient attirés devant la porte de leurs maisons ou dans la rue. Et puis, les Auscitains avaient dû rendre leurs armes lors du désarmement de la garde nationale; seuls, quelques démocrates avaient pu se pro-

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 1851. — Arch. du Gers. Coup d'Etat. M 2. — Saint-Luc à préfet, 4 mars 1852.

curer de vieux fusils, des sabres et des faux. Aussi les chefs montagnards avaient-ils décidé de se borner à une manifestation et d'attendre, pour engager la lutte, l'arrivée des insurgés des communes voisines (1).

Cependant, la bande armée, commandée par Violet, débouche près de la maison du général. Elle se heurte à un piquet de hussards, stationnant devant l'imprimerie de l'*Ami du Peuple*, où perquisitionne le commissaire. Un coup de feu éclate. Il a été tiré d'une fenêtre de l'imprimerie sur la sentinelle du général, qui riposte en déchargeant sa carabine. Un gendarme tire à son tour. Un officier en congé, Louis Solon, brise la fenêtre d'où est parti le coup et s'élance à l'intérieur de l'imprimerie, à la poursuite de l'individu qui a fait feu. Mais l'inconnu a fui par une issue opposée, laissant un fusil encore chaud. Entouré et injurié par les républicains, Solon dégaîne; il est dégagé par le commissaire, le capitaine Bernardy, le lieutenant de gendarmerie Lamothe. Le commissaire ne trouva dans les bureaux de l'*Ami du Peuple* que quelques numéros du journal contenant un appel aux armes, « net, précis, brutal », signé par les principaux militants montagnards. Deux ou trois heures plus tard, il arrachait des placards de cet appel dans plusieurs rues et dans les faubourgs populaires et ouvriers de Mirande et de la Treille.

Sur plusieurs points de la ville, des républicains fabriquaient des balles, chargeaient des fusils, aiguisaient des sabres. Le forgeron Dufréchou reçut chez lui une douzaine de fusils; il chargea à balle deux pistolets; son ouvrier fondit des balles. Le menuisier Deputz emmancha plusieurs faux qu'il distribua à des républicains. Les militants recrutaient avec ardeur : ils pénétraient dans les maisons, sollicitaient, menaçaient les habitants pour les entraîner dans le mouvement (2).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* M 8. — Notices sur les insurgés qui ont participé à la manifestation. — Cf. E. Ténor, *op. cit.*, p. 115.

(2) Arch. du L.-et-G. *U* 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 décembre 1851. — Arch. du Gers. *C. d'Etat* M 8. Notices sur Dufréchou, Deputz. — E. Ténor, *op. cit.*, pp. 114, 115.

*
**

Dans la matinée, quand parut le *Démocrate*, la municipalité avait démissionné. Lié avec les républicains modérés, peu confiant dans le succès du coup d'Etat, le maire Soullier s'était rendu à la préfecture avec ses deux adjoints, et tous trois avaient notifié leur démission au préfet. Ces démissions créaient aux autorités un embarras et un danger : les 500 fusils de la garde nationale déposés à la mairie étaient réclamés à tout instant par les républicains pour assurer l'ordre en ville, et la disparition de toute autorité municipale risquait de laisser tomber ces armes aux mains d'insurgés. Le préfet adjurait vainement le maire et les adjoints de l'aider à « sauver la cité et le département ». Il ne put les décider à retirer leur démission. Mais, après la charge des hussards dans la rue Balguerie et la saisie du *Démocrate*, les démissionnaires étaient revenus à la préfecture pour y négocier la liberté de leurs amis politiques : sur la promesse que les républicains du *Démocrate* ne seraient point inquiétés, ils ajournèrent leur démission, et promirent leur appui jusqu'à la fin de la crise. Le procureur présente cette transaction comme « un sacrifice à la paix publique ». Selon lui, le concours énergique de la municipalité ainsi obtenu assura la victoire de l'administration sur les insurgés (1).

A deux heures de l'après-midi, une députation de républicains, conduite par Prieur et Violet, se présenta à la mairie pour demander l'armement de la garde nationale et le partage des postes entre les hussards et les gardes nationaux. Prétextant le maintien de l'ordre, Soullier refusa. Il désavoua toutefois l'acte du Président, protesta de son dévouement à la Constitution, et déclara aux délégués républicains que Louis-Napoléon, à cette heure, devait être

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5.— Rapport de Saint-Luc, 9 déc. 1851.

incarcéré à Vincennes. Une semblable démarche auprès du général Dupleix échoua également (1).

Vers 4 heures, la fatigue d'une attente déjà longue éloigna de la place de l'hôtel de ville manifestants et curieux. Les hussards en profitèrent pour donner de l'avoine à leurs chevaux. Le général ordonna au capitaine Michel de laisser un seul peloton sur la place et de conduire les deux autres aux quartiers pour y manger la soupe (2).

Partis en hâte des communes voisines, des émissaires ou des notables du parti de l'ordre apportaient à la préfecture, — au procureur et au préfet, — les nouvelles les plus alarmantes : les autorités de Mirande écrouées, le drapeau rouge flottant à Vic-Fezensac, à Jegun, à Masseube, à Barran; l'insurrection s'étendant d'heure en heure; des colonnes de 3.000 à 6.000 paysans, armés de fusils et de faux, s'avancant sur Auch par les routes de Condom et de Masseube. Procureur et préfet déploraient vivement l'absence des 50 hussards envoyés à Mirande, à la requête du juge de paix, et des 50 autres cavaliers dirigés sur Fleurance pour protéger la malle-poste qui portait le nouveau préfet. Les 3 autres escadrons étaient bien diminués : un grand nombre de cavaliers avaient été disséminés pour couper les communications entre Mirande, Auch, Fleurance et Lectoure, selon le plan du préfet approuvé par le procureur (3). Le général, sans initiative, effrayé, ahuri par les événements, exécutait passivement les mesures décidées par le procureur et le préfet : « ... Un général qui a de bonnes intentions, de bons sentiments, mais qui perd la tête et bat la campagne », ainsi le définissait Saint-Luc-Courboisieux (4).

Prisonnier des insurgés de Fleurance durant quelques

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 8. — Notice sur Prieur. — E. Ténot, *op. cit.*, p 116

(2) Arch de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapport de Géraudon, 24 déc. 51.

(3) Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51.

(4) *Ibid.* — Rapport de Saint-Luc, 8 déc. 51.

heures et délivré par l'intervention décisive du sous-préfet de Lectoure, le nouveau préfet de Lagarde arrivait en malle-poste à la préfecture, vers 4 heures de l'après-midi. De Magnitot lui remit aussitôt ses pouvoirs (1).

Les chefs et militants républicains, notamment ceux qui la veille s'étaient opposés à une prise d'armes, se réunirent dans l'après-midi du 4, chez l'avocat Canteloup, pour examiner la situation et décider la conduite à tenir. Ils étaient divisés, indécis. Les dépêches officielles étaient décourageantes. La libre communication télégraphique entre Paris et Auch prouvait que les départements n'étaient pas soulevés. Dans ces conditions, une insurrection dans le Gers paraissait vouée à un prompt écrasement. Cette pensée hantait les esprits, et la majorité inclinait à déconseiller toute attaque, à renvoyer les bandes insurgées (2).

Vers 5 heures, une vive alerte agita la ville : on annonçait la prochaine arrivée d'une colonne insurrectionnelle. Des rumeurs sinistres de combat, de massacre, de pillage imminents couraient, grossissaient, pénétraient dans le public, y semaient le malaise et l'effroi.

À la nuit tombante, le colonel Courby de Cognord, installé à l'hôtel de ville, avait pris le commandement de la partie disponible de son régiment. Il envoya en reconnaissance sur la route de Bordeaux le capitaine Michel avec deux pelotons de hussards. Le maréchal-des-logis Lentz, parti en éclaireur, signalait bientôt l'approche des insurgés. À l'entrée du faubourg de l'Oratoire, à 1.800 mètres environ de l'hôtel de ville, vers 6 heures 30, le capitaine se heurte à une masse de paysans, armés de fusils, de hauts-volants, de faux, de bâtons. Il évalue le rassemblement à 2.000 personnes. Il prévient aussitôt le colonel Courby de Cognord (3).

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51. Arch. du Gers. — *C. d'Etat*, M 8. — Notices sur Lacaze, Faure, Meignen, Prieur, Sancet.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. Rapport de Régnier, 16 déc. 51. — Cf. E. Ténot, *op. cit.*, p. 116.

(3) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapports du capitaine Michel et du général Duplex, 5 déc. 51.

A la même heure, le procureur, l'ancien et le nouveau préfets, informés de l'approche des insurgés, se rendent à l'hôtel de ville. Ils y trouvent l'avocat Canteloup discutant avec le maire. Canteloup avait été chargé par les républicains réunis chez lui depuis quelques heures, de renouveler la demande déjà faite à Soullier, vers 2 heures de l'après-midi, par Prieur et Violet : il s'agissait d'armer 200 volontaires républicains qui garderaient la mairie de concert avec les chasseurs. Soullier refuse. Les deux préfets s'associent à ce refus. Canteloup s'adresse alors au général Dupleix qui déclara : « Cela n'est pas de ma compétence ». Il fait la même demande au procureur. Saint-Luc affirme qu'impatienté par tous ces pourparlers, il aurait répondu à Canteloup : « Votre proposition cache si bien à mes yeux l'envahissement de la mairie et le triomphe des insurgés qui sont à nos portes que, si les fonctionnaires présents l'acceptaient, mon parti est pris : je me ferai sauter la cervelle pour éviter cette honteuse capitulation ». Canteloup se retire, prédisant de grands malheurs. — Rentré chez lui, il conte aux républicains son entrevue avec les autorités et l'échec de sa mission. Ils conviennent alors d'envoyer sur les routes de Condom et de Masseube des délégués, qui inviteront les insurgés à se retirer sur quelque point assez éloigné, pour y attendre, jusqu'au lendemain, l'arrivée des renforts de Condom, de Mirande et de Bassoues (1).

III

Dans la nuit du 3 au 4, l'appel à l'insurrection, apporté dans les cantons par les émissaires de la réunion de l'*Ami du Peuple* et transmis aux communes rurales par les démocrates militants, provoqua un soulèvement général du parti

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51.
— Arch. du Gers. C. d'Etat M 8. — Notice sur Canteloup.

montagnard. Dans l'arrondissement d'Auch, une quarantaine de communes, principalement dans les cantons de Vic-Fezensac et de Jegun, participèrent au mouvement, et, le 4 au soir, leurs insurgés, à l'entrée du faubourg de l'Oratoire à Auch, se heurtèrent aux hussards du capitaine Michel.

Un premier groupe d'insurgés s'était acheminé vers Auch, le 4, de très grand matin. Partis des communes voisines, ces 40 ou 50 républicains dépêchèrent quelques émissaires au café Lacaze pour y prendre les instructions du comité montagnard. Arexy s'inquiéta du petit nombre d'insurgés et, finalement, leur conseilla de rentrer chez eux. En se retirant, les délégués rencontrèrent le conseiller général Dansos, qui revenait en voiture d'une tournée dans le canton de Jegun. Il leur apprit que partout les communes se soulevaient; il les engagea à continuer leur mouvement. Les délégués retournèrent alors au café Lacaze avec le domestique de Dansos. Sur ces nouveaux renseignements, Arexy les invita à se concentrer à l'embranchement des routes de Condom et de Vic, pour y attendre des renforts et des instructions (1).

Vic-Fezensac (2), à 28 kilomètres au nord-ouest d'Auch, centre montagnard très actif, fournit le plus fort contingent à l'insurrection, — 1.500 hommes environ. Il fut le point de ralliement de tous les insurgés des communes voisines. La nouvelle du coup d'Etat y suscita une forte émotion. L'ordre de se tenir prêts à marcher en armes fut apporté aux républicains par le charpentier Duville et le serrurier Souquedau, qu'avaient délégués les républicains réunis à l'*Ami du Peuple*, dans l'après-midi du 3. Souquedau déploya dans cette mission beaucoup d'activité audacieuse en soulevant plusieurs communes. Les républicains de Vic se réunirent au café Massignac, à l'auberge Malhomme et chez le docteur Sainte-Colombe, un des chefs du parti

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Rapport de Régnier, 16 décembre 1851.

(2) Vic-Fezensac, chef-lieu de canton, 4.157 habitants.

rouge. Les républicains de l'auberge Malhomme envoyèrent à Auch le peintre Goudoula et Saint-Martin. De son côté, Sainte-Colombe, accompagné du forgeron Desbarats, se rendit à Auch, chez son beau-frère, le conseiller général Dansos. Il y trouva Gastineau, rédacteur de l'*Ami du Peuple*, Saint-Martin et Pugins, deux des principaux meneurs montagnards du canton de Jegun. Sur l'insistance de Sainte-Colombe, le soulèvement armé des communes et leur marche sur Auch furent décidés. Desbarats et Sainte-Colombe rentrèrent à Vic et communiquèrent aux républicains le mot d'ordre et les instructions du Comité d'Auch. Vers le même temps, le peintre Goudoula rentrait aussi à Vic, porteur des mêmes instructions; il se rendit presque aussitôt au Castéra-Verduzan pour transmettre l'ordre d'insurrection. Sainte-Colombe et Desbarats retournèrent à Auch, vers 3 heures du matin, annonçant qu'ils précédaient la colonne insurrectionnelle. Après tous ces pourparlers et au retour de son second voyage, Desbarats fait sonner le tocsin à Vic. Il se rend à la mairie, à la tête d'un groupe d'insurgés, tandis que le tisserand Moulié, le mégissier Chabrière, le charpentier Courtiade parcourent les communes voisines pour les soulever. Le mécanicien Mouillé, qui les a désignés pour cette mission, leur a indiqué dans chaque commune les républicains militants et influents qui les aideront dans leur tâche. Il a envoyé à Lupiac Bordeneuve qui doit s'aboucher avec l'huissier Mangounet, le chef des rouges, pour recruter des insurgés qui se joindront aux troupes insurrectionnelles de Vic. A la mairie de Vic, Desbarats est porté en triomphe et dirige le mouvement. Il autorise les insurgés à occuper la caserne de gendarmerie. Une municipalité révolutionnaire s'improvise et s'installe à la mairie, où le charpentier Merle confectionne un drapeau rouge aussitôt hissé au balcon, tandis qu'un poste est établi à la porte d'entrée : le taillandier Pezan, le cordonnier Bedout, le tisserand Laffargue, le quincaillier Ojardias montent la garde. Laberenne, marchand de parapluies, se présente revêtu de son ancien costume d'artilleur; il est aus-

sitôt nommé chef des postes révolutionnaires. A ce titre, il fait fouiller des femmes qui sortent du bureau du percepteur, sous prétexte qu'elles peuvent emporter de l'argent. La caisse du percepteur est mise sous séquestre dans une des salles de la mairie; le commis de perception est retenu prisonnier pendant 12 heures. Un groupe d'insurgés pénètre chez l'armurier Remegnon et l'oblige à livrer tous ses fusils; le serrurier Pujos distribue aux insurgés 300 balles qu'il vient de fondre; le cordonnier Cazavan et des paysans de Callian fabriquent des cartouches à la mairie. Cassaët, un ancien officier de l'Empire, *brigand de la Loire* de 1815, tête faible, démocrate ardent et très populaire, est nommé « chef du peuple armé », avec le titre de capitaine. Il s'arme d'un fusil, organise une colonne de 400 à 500 insurgés, et la dirige sur la caserne de gendarmerie, dont il s'empare sans résistance. Il oblige son beau-frère Desca, le seul gendarme présent à la caserne, à livrer les armes de la brigade; le voiturier Bajole criait à Desca : « Vous les rendrez de gré ou de force », tandis que le forgeron Dubos braquait son fusil sur le gendarme. Dans le tumulte, les insurgés s'exaltent; il crient : *A bas les Blancs ! A bas les Chouans !* « Nous sommes les maîtres, répétait Cassaët; il faut tous les f.... dedans ! » Sur son invitation, le cantonnier Pérès, armé d'un briquet, parcourt avec ardeur un des quartiers de Vic pour le soulever. Il tente d'enfoncer la porte d'une maison où s'est réfugié le facteur Cézan, qu'il veut obliger à se joindre aux insurgés; Souquedauich menace de son pistolet le facteur, et, comme Cézan père s'efforce d'apaiser les furieux, il lui crie : « Oui, je suis rouge et j'ai des pistolets contre les blancs ! » (1).

Au matin du 4, les insurgés des communes voisines — Bezolles, Saint-Paul-de-Baïse, Castillon-Debats, Belmont,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. 1851. M 8. — Notices sur Arqué, Mouillé, Moulié, les frères Bedout, Belloc, Goudoula, Labat, Pezan, Bajole, Ste-Colombe Dansos, Desbarats, Souquedauich, Cazavan, Courdiade, Dumas, Gardère, Pérès, Laberrenne, Chabrière, Pujos, Saint-Martin, Cassaët, Dubos, Duville, Massignac, Merle, Ojardias.

Tudelle Saint-Araïlles, Lupiac Larroque-St-Sernin — affluant à Vic.

A Bezolles (Valence) (1), village rouge très remuant, les républicains s'étaient réunis le soir du 3 chez le forgeron Goudoulin aîné. Ils avaient décidé de sonner le tocsin, de battre le tambour et de soulever les habitants. Fezas, cultivateur aisé et démocrate ardent, les deux frères Goudoulin, forgerons, le tisserand Bergère, le tailleur Landre, le charron Baylac, les cultivateurs Bazax et Mouillé parcoururent la campagne dans la nuit du 3 au 4, allant de maison en maison, réveillant les hommes, les invitant, parfois avec des menaces, à se lever, s'armer, même de fourches à défaut de fusils, à se réunir à Bezolles pour marcher sur Vic. Ils entraînèrent un assez grand nombre d'habitants. Fezas et Goudoulin aîné obligèrent l'instituteur Barbé à leur livrer les clefs de la mairie et le tambour. A 5 heures du matin, le tocsin sonnait. Les frères Goudoulin, Fezas, Bazax, Vivès Jean, cultivateur aisé, ex-maire de Valence, Pujos Bernard, tisserand, se présentèrent chez le maire Lagardère, « homme d'ordre », et le contraignirent à se joindre au mouvement. Sur son affirmation qu'il ne possédait pas de balles, Goudoulin aîné agita son havresac qui en était rempli, et dit goguenard : « Avant de venir, j'ai secoué un prunier, et voilà les prunes que j'ai cueillies ». Goudoulin cadet s'empare du fusil du maire, qui proteste; d'ailleurs, il le restitue, dès que le maire a pris place parmi les insurgés. Les meneurs annoncent qu'on se rendra à Auch; ils menacent d'un mauvais parti tous ceux qui refusent de marcher. Et, au matin du 4, une bande de 60 insurgés, la plupart armés de fusils, s'achemine sur Vic. Dans le trajet, Mouillé obligea Pellefigue à s'armer d'un fusil et à se joindre à l'attroupement. — Après le départ des insurgés, l'adjoint au maire s'est rendu à la mairie où il se heurte au conseiller municipal républicain Dansos. Il s'emporte contre les envahisseurs de la mairie, s'étonne

(1) Bezolles, 502 hab.; à 32 km. d'Auch.

qu'une commune aussi aisée recèle autant « d'enragés révolutionnaires ». Dansos réplique à l'adjoint que son parti est le véritable auteur du désordre et il l'invite sans détour à déguerpir au plus tôt (1).

Deux charpentiers de Vic, Cortade et Merle, s'étaient rendus à Castillon-Debats (2) pour transmettre à l'ex-instituteur Lagardère les instructions du comité d'Auch. Aussitôt, Lagardère dépêcha des émissaires pour rallier les républicains et les réunir en armes à Castillon. Cortade avait parcouru la commune avec les émissaires. Le drapeau rouge fut hissé à la mairie. Au matin du 4, Lagardère et le tailleur Poudès se mirent à la tête des insurgés. Ils marchèrent sur Vic, et rallièrent en passant les insurgés de Belmont (3).

A Saint-Arailles (4), le forgeron Darroux et l'épicier Mouchet parcoururent la commune dans la nuit du 3 au 4, dirigèrent des émissaires sur tous les points pour entraîner les habitants sur Vic. Par d'énergiques invitations et des menaces, ils enrôlèrent un certain nombre de « timides et de faibles » (5).

A Saint-Paul-de-Baïse (6) (Valence), le forgeron Desbarats, l'ex-adjoints Loubère et Mouchet groupèrent 25 à 30 républicains armés et les poussèrent sur Vic (7).

A Lupiac (Aignan) (8), Bordeneuve, de Vic, s'est rendu chez l'huissier Mangounet, le chef des montagnards, pour lever une bande d'insurgés. Le jeune tourneur Fouraignan,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Fezas, les frères Goudoulin, Bazax, Bergès, Mouillé, Toulan, Vivès, Landre, Pujos. — M 15. Dossier de Cazavan : Cazavan à préfet, 8 mars 52 — M 8 bis. Instr. judiciaire de l'insur. Canton de Valence.

(2) Castillon-Debats, 1.115 hab.; à 9 km. de Vic et à 37 km. d'Auch.

(3) *Ibid.* M 8. — Notices sur Lagardère, Merle, Poudès, Cortade. — M 15. Dossiers de Cortade et Lagardère. Notes du juge de paix, 25 mars 52.

(4) Saint-Arailles, 424 hab.; à 17 km. de Vic et à 25 km. d'Auch

(5) *Ibid.* M 8. — Notices sur Darroux, Mouchet.

(6) Saint-Paul-de-Baïse, 358 hab.; à 26 km. d'Auch.

(7) *Ibid.* M 8. Notices sur Desbarats, Loubère.

(8) Lupiac, 1.393 hab.; à 44 km. d'Auch.

le tailleur Rencontre, le charpentier Romiès et Mangounet parcoururent la commune, entraînèrent quelques paysans et marchèrent avec eux sur Vic. Dès la matinée du 4, Rencontre et quelques insurgés rôdaient autour de la mairie, cherchant à s'emparer des armes de la garde nationale. Mais la vigilante fermeté du maire les en empêcha (1).

A Larroque-Saint-Sernin, le boulanger Sarran sonna le tocsin avec tant d'ardeur qu'il cassa la corde de la cloche et dut la remplacer; le cultivateur Macary recruta, — « par force », affirme le maire, — de nombreux insurgés qu'il dirigea sur Vic. Un autre cultivateur, Duffau, est signalé comme ayant parcouru Larroque et Césan pour en soulever les habitants (2).

A Caillavet, Mougès, ancien instituteur, président de club, discoureur exalté, et Daubas, parcoururent la commune; Mougès portait une épée nue. Ils enrôlèrent quelques paysans qu'ils poussèrent sur Vic (3).

Les communes de Caillavet, Préneron, Justian, Roquebrune, Callian fournirent aussi quelques insurgés, notamment Vergès, les frères Faget, Roques, Couergou (4).

Les insurgés de ces 12 communes entrèrent à Vic le matin du 4. Cette foule de gens armés, s'échauffant par leur nombre et le tumulte, grossit sans cesse. L'adjoint de Vic, Chastel, riche marchand drapier, encourage le mouvement : il exhorte les hommes à s'enrôler, donne son fusil à l'un, son sabre à un autre, excite le crieur public à battre la caisse, arrache un maçon à son travail et l'entraîne parmi les insurgés. Quand ils sont prêts à se mettre en route, il leur dit : « Allez, mes amis, courage ! n'ayez pas peur ! Je réponds de tout. Je vous promets qu'au retour vous serez plus contents qu'à présent ». A son tour, Desbarats

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Fourcignan, Rencontre.

(2) *Ibid.* — Notices sur Sarran, Macary, Duffau.

(3) *Ibid.* — Notices sur Mougès Bern., Daubas. — Caillavet, 521 hab., à 7 km. de Vic et à 25 km. d'Auch.

(4) *Ibid.* — Notices sur Faget, Vergès, Roques Fr., Couergou.

parcourt les rangs des insurgés et les harangue. « Il faut partir, mes amis, leur crie-t-il. Mirande, Bassoues et l'Isle-de-Noé sont en marche et vous attendent. Tout va bien. La victoire est à nous. Le peuple a le dessus. La troupe va rendre les armes. Il faut tous marcher sur Auch pour en imposer. Nos amis d'Auch sont déjà maîtres de l'hôtel de ville et de la préfecture ».

La colonne des insurgés quitte Vic et s'achemine vers Auch. Ces 1.500 insurgés, munis de fusils, briquets, pistolets, lances, faux, fourches, bâtons sont surtout des artisans et des petits cultivateurs. Ils sont commandés par Cassaët et le tanneur Laberrenne, de Vic. Le cafetier Massignac, armé de deux pistolets, est à la tête du rassemblement, dans une voiture où flotte une longue écharpe rouge; dans une seconde voiture, conduite par le voiturier Bajole, se dresse une faux d'où pend une ceinture écarlate; un jeune paysan de 18 ans, Bedout Joseph, ouvre la marche et bat le tambour (1).

Jegun (2), à 10 kilomètres à l'est de Vic-Fezensac et à 17 kilomètres au nord-ouest d'Auch, fut un des principaux centres insurrectionnels de l'arrondissement. Le canton était fortement travaillé par les sociétés secrètes et d'ardents propagandistes. Dansos, conseiller général, et St-Martin, riche propriétaire d'Arpentiau, étaient les chefs des rouges. Dans la nuit du 3 au 4, l'aubergiste Malhomme et Saint-Martin reçurent à Auch, chez Dansos, les instructions du Comité montagnard. Saint-Martin fut chargé de transmettre l'ordre d'insurrection aux républicains de Jegun, de Castéra-Verduzan et de Condom. A son retour d'Auch, Malhomme réunit dans son auberge les meneurs rouges, et des émissaires se répandirent dans la campagne pour soulever les paysans et les rassembler à Jegun. Cortade, charron, et Pugens, maréchal-ferrant, allèrent de maison en maison, menaçant les indécis et les récalcitrants, leur

(1) Arch. du Gers, *C. d'Etat*, 1851, M 8. — Notices sur Bedout, Cassaët, Massignac, Bajole, Chastel, Desbarats.

(2) Jegun, 2.039 habitants.

déclarant « qu'ils seraient mis à mort, s'il ne marchaient pas avec les insurgés ». Un groupe où figuraient les tisserands Sabathé et Bordes, le boucher Bouzon, le meunier Lacroix, le commis Subran, les charpentiers Arqué, Mougès et Labat, les cultivateurs Laffargue, Despax et Laborde, se porta chez le maire et lui réclama les clefs de l'église et de la mairie. Sur son refus de les livrer, les insurgés se munirent de barres de fer, de ciseaux et de marteaux pour enfoncer la porte de l'église. S'aidant d'une échelle, Labat s'introduisit dans l'église, en ouvrit la porte, et le tocsin sonna aussitôt. Une autre bande envahissait la mairie, ouverte aux insurgés par le serrurier Campistron, qui, chargé du service de l'horloge, possédait une clef de la porte d'entrée. Une commission fut aussitôt désignée par acclamation, et le jeune Subran hissa le drapeau rouge à une fenêtre de la mairie. Au matin du 4, les insurgés des communes voisines, notamment du Castéra-Verduzan et de Lavardens, se joignirent aux insurgés de Jegun. Goudoulin, de Saint-Lary, qui traversait la ville en tilbury, fut arrêté par le meunier Lacroix, de Lavardens, qui fouilla sa voiture et le contraignit à crier *Vive la République rouge !* Auparavant, Lacroix s'était emparé du fusil d'Auxion, « homme d'ordre ». Tandis que les insurgés de Vic marchaient sur Auch, Goudoulin, arrêté à Jegun, fut arrêté à nouveau et fouillé par Subran; le cultivateur Laffargue voulut obliger un nommé Fieux à marcher sur Auch et menaça de le pousser avec sa baïonnette (1).

A Castéra-Verduzan (2), Saint-Martin, d'Arpentiau, avait apporté à Libespère, riche propriétaire et chef des rouges, l'ordre de s'emparer de la mairie et de marcher en armes sur Jegun. Dans la nuit du 3 au 4, Libespère

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 8. — Notices sur Bordes, Subran, Campistron, Malhomme, Despax, Mougès, Cortade, Lacroix, Laffargue, Macary Réchou, Saint-Martin, Mouchet. M 15. — Dossier de Bouzon. M 3. — J. de paix à préfet, 9 juillet 52. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat de 1851*. — Rapport de Saint-Luc, 26 décembre 51.

(2) Castéra-Verduzan, 1.176 hab.; à 24 km. d'Auch.

convoque les républicains, au café Doazan, leur expose la situation, leur communique les ordres du comité d'Auch, les exhorte à s'armer et à se rendre à Jegun. Des émissaires, et notamment le serrurier Mouchet, sont expédiés dans les campagnes pour soulever les paysans. Un cultivateur aisé, Bartharès Noël, à la tête d'un rassemblement, se présente chez le maire « qu'il somme de remettre les clefs de la mairie, disant que le peuple est le maître ». Mais le maire résiste. La porte de la mairie est alors enfoncée. Bartharès et Libespère distribuent de la poudre et les 40 fusils de la garde nationale. Macary Pierre, ex-agent-voyer révoqué pour opinions politiques, Bartharès et Libespère poussèrent sur Jegun une bande armée (1).

Le maréchal-ferrant Pugens, de Lavardens (2), agent très actif des sociétés secrètes, a reçu à Auch, chez Dansos, dans la nuit du 3 au 4, les instructions du comité montagnard auscitain. Il rentre à Lavardens le 4 au matin, vers 8 heures, avec Saint-Martin, disant qu'il a vu les chefs, notamment Violet, Arexy, Gastineau, et reçu d'eux l'ordre de marcher en armes sur Auch, de faire feu sur quiconque refusera de marcher. Les républicains sont rassemblés au son du tambour. Le tisserand Sabathé réclame au maire les clefs de l'église et de la mairie, déclarant au nom des insurgés qu'il ne faut plus de Président. Le maire refuse de livrer les clefs; la porte de l'église est enfoncée. Le tocsin sonne aussitôt : « Nous sonnons la Révolution ! » répète l'ex-maire Gardère. Pugens et Gardère parcourent la campagne, et, par leurs invitations pressantes, énergiques, menaçantes, rallient quelques paysans. Ils déclarent qu'on fusillera ceux qui refusent de marcher. Faubet, un jeune maçon de Mérens, affirme qu'il a cédé à la menace d'un coup de fusil. Intimidé par le tuilier Sabathé, Bienmouret s'est rendu à Jegun avec une faux emmanchée d'une longue perche. Les insurgés de Lavardens envoyèrent une estafette

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Saint-Martin, Libespère, Mouchet, Bartharès, Macary. — Trib. corr. Contre Violet. Dép. de Faubet

(2) Lavardens, 1.120 habitants; à 18 km. d'Auch.

à Cézan pour transmettre aux républicains l'ordre d'insurrection. Gardère, armé d'un sabre, l'épicier Lasserre, muni d'une fourche et d'une paire de pistolets, figuraient à la tête du rassemblement armé qui s'achemina vers Jegun (1).

A Beaucaire (Valence) (2), Peyrussan, officier de santé, chef des rouges et maire révoqué, a fait une active propagande. Il exhorte les républicains à marcher sur Auch, où le préfet a été arrêté, affirme-t-il, tandis qu'il emportait le trésor du département. Le barbier Hourteillan sonne le tocsin. Au nom de l'ordre menacé, quelques insurgés somment le maire Roques, boulanger, de livrer les armes des gardes nationaux, déposées à la mairie. Roques cède et, armé d'un pistolet, il prend rang parmi les insurgés. Sabre en main, Hourteillan conduit les républicains de Beaucaire à Vic, où ils arrivent dans l'après-midi, après le départ de la colonne insurrectionnelle. Les Beaucairiens marchent sur Auch. Mais, instruits de la dispersion des insurgés au faubourg de l'Oratoire, ils s'arrêtent à 8 kilomètres du chef-lieu et rebroussement chemin (3).

A Roquefort, un jeune artilleur en congé, Messine Joseph, a sonné le tocsin et s'est rendu à Jegun avec quelques insurgés (4).

A Pouylebon (Montesquieu), le maçon Duprat a réuni et conduit à Jegun un groupe d'insurgés (5).

Quelques habitants de Castillon-Massas (Jegun) ont été groupés par le cultivateur Dorbes et le tisserand Estingoy. Ils sont allés à Lavardens, puis à Jegun, après le départ de la colonne insurrectionnelle. Le 5 au matin, le tocsin sonne de nouveau à Castillon. Estingoy et Dorbes poussent

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. — *M 8*. — Notices sur Pugens, Sabathier, Lagardère, Lasserre, Cortade, *M 8 bis*. — Trib. corr. Contre Violet, 1851. Dépôts de Faubet, Biennouret.

(2) Beaucaire, 628 hab.; à 30 km. d'Auch.

(3) *Ibid.* *M 8*. — Notices sur Peyrussan, Hourteillan, Roques. *M 3*. — Préfet à min. de la police, 20 février 52. *M 15*. — Dossier de Roques.

(4) *Ibid.* *M 8*. — Notice sur Messine. — Roquefort, 345 hab.; à 13 km. de Jegun et 15 km. d'Auch.

(5) *Ibid.* *M 8*. — Notice sur Duprat. — Pouylebon, 440 hab.; à 33 km. d'Auch.

sur Auch une bande d'insurgés, en vue de secourir l'émeute. Mais la nouvelle de l'échec des insurgés met fin à cette tentative (1).

Toutes ces bandes d'insurgés, concentrées à Jegun, formeront une colonne qui rejoindra celle de Vic, à quelques kilomètres d'Auch.



Une troisième colonne d'insurgés, formée des contingents de Bassoues, Mouchès, l'Isle-de-Noé, Barran, — une quatrième, qui groupe les insurgés de Masseube, Labarthe, Seissan Ornezan, Pavie, opéreront leur jonction avec les colonnes de Vic et de Jegun aux portes d'Auch, dans la soirée du 4.

A Bassoues (2), centre rouge, le chef des républicains est un riche pharmacien, Vidaloque, correspondant et propagateur de l'*Ami du Peuple*, « grand-prêtre des sociétés secrètes », très influent par sa profession, son caractère obligeant, son intelligence, l'ardeur de son prosélytisme. Sa maison est « le quartier-général de l'insurrection ». Il inspire et dirige le mouvement. Dans la nuit du 3 au 4, l'ex-sergent Douau, grainetier, démocrate énergique, agent zélé des sociétés secrètes, est allé à Auch, où il a reçu les instructions du comité montagnard. De retour à Bassoues, il annonce que le chef-lieu est en révolution et qu'il faut s'y porter sur l'heure. Quelques républicains réunis chez Vidaloque décident d'organiser l'insurrection. Retenu chez lui par la goutte, Vidaloque se tient en rapport avec les rouges rassemblés à l'auberge Danton. Sans paraître, il dirige le mouvement. De sa maison à l'auberge, c'est un incessant va et vient de républicains. Vidaloque a déclaré que le droit à l'insurrection est inscrit dans la Constitution. Le tocsin sonne, on bat la générale. Un attroupement d'insurgés se forme, ayant à sa tête le boulanger Cabos et son fils. Cabos

(1) Arch. du Gers. M 8. — Notices sur Dorbes, Estingoy. M 15. — Dossier d'Estingoy. — Castillon-Massas, 372 hab.; à 10 km. de Jegun et 12 km. d'Auch.

(2) Bassoues (Montesquiou), 1,591 hab.; à 35 km. d'Auch.

père, très exalté, armé d'un fusil, chante la *Marseillaise* et crie *Aux armes !* Il déclare qu'il faut entrer à Auch avant 7 heures pour s'emparer de la préfecture. Poussé par lui, son fils pénètre dans la caserne de gendarmerie et s'empare du cheval du brigadier. Avant le départ de la colonne, Cabos père conduit chez Vidaloque un groupe armé, et presque aussitôt les insurgés se mettent en marche vers l'Isle-de-Noé et Barran (1).

A l'Isle-de Noé (2), à l'auberge Cator, une trentaine de républicains attendent des nouvelles et des instructions. Quelques-uns se sont rendus chez Lagrave Prosper, correspondant de l'*Ami du Peuple*, recruteur actif des sociétés secrètes, un des chefs du parti rouge. Lagrave est absent. Dans l'après-midi du 3, il est allé à Mirande avec le cordonnier Cestac et un jeune boulanger Louis Blousson. Il a assisté à une réunion des républicains au café Pech, où il a connu les instructions du comité d'Auch. Après avoir soupé à l'auberge Dutour, il est reparti vers 11 heures et demi, avec Blousson et Cestac, pour soulever et armer l'Isle-de-Noé. Blousson, très exalté, a quitté Mirande en chantant *La Marseillaise*. En chemin, il a obligé les gens à crier *Vive la République démocratique et sociale*, proférant des menaces en cas d'hésitation ou de refus. Lagrave est rentré chez lui vers minuit; les républicains de l'Isle-de-Noé avaient attendu son retour jusqu'à 10 heures. A 4 heures du matin, Joseph Lacoste, de l'Isle-de-Noé, lui apporte une copie de l'ordre expédié à Barran et à l'Isle-de-Noé par le comité montagnard : marcher en armes sur Auch. Lacoste court à Mirande, tandis que Lagrave reçoit des républicains d'Estipouy et de Mouchès, entre autres, Martial Castéra, Bégué fils, le charpentier Séailles et ses deux fils. Lagrave se déclare prêt à partir, et les républicains se retirent. Peu après, Lacoste, Cator, Blousson et Lebrun, de l'Isle-de-Noé,

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851, M 8. — Notices sur Douau, Vidaloque, Cabos. M 15. — Dossiers de Vidaloque et de Cabos : j. de paix à préfet, 10 avril, 26 juin 52.

(2) Isle-de-Noé (920 habitants), à 8 km. de Mirande et 20 km d'Auch.

qui reviennent de Mirande, s'arrêtent chez Lagrave pour lui conter les nouvelles : Mirande est insurgée, le sous-préfet a été incarcéré, le comité auscitain ordonne aux républicains de s'armer et de marcher sur Auch. Des briquets sont aussitôt chargés sur un char-à-banc où prennent place les quatre insurgés. Armé d'un fusil de chasse et d'un sabre, portant une paire de pistolets dans sa carnassière, Lagrave monte à cheval. Les cinq compagnons s'acheminent vers l'Isle-de-Noé. En entrant dans le bourg, Lagrave aurait braqué son pistolet sur l'ancien maire Deschuitaine, le sommant de crier *Vive la République*. Au son du tambour et du tocsin, le groupe pénètre dans la mairie où sont rassemblés 50 à 60 républicains. Monté sur un banc, Lagrave proclame la déchéance du Président et déclare que la République et la Constitution sont confiées au patriotisme des citoyens; il se dit prêt à marcher sur Auch. Par acclamation, Lacoste et Cator sont désignés maire et adjoint. Dans les rues et sur la place, au roulement du tambour, des insurgés annoncent la déchéance de toutes les autorités, lisent l'ordre de marcher sur Auch pour défendre la Constitution, profèrent des menaces contre les récalcitrants. Une colonne insurrectionnelle s'organise, dont Lagrave prend le commandement. Les insurgés font le serment de se battre jusqu'à la mort. La colonne se met en marche, et rallie en passant les insurgés de Barran (1).

Barran (2) est un centre montagnard très agité. Ce bourg « a fourni le plus fort contingent à l'émeute et tenté de la renouveler le 5 ». Labat, un ancien notaire à peu près ruiné, a « perverti » la commune. Il endoctrine et dirige les rouges, particulièrement décidés et énergiques. Le 4 au matin, sur un ordre du comité auscitain, l'insurrection éclate. Une bande, où figurent les deux Escoubès, père et fils, boulangers, le maréchal-ferrant Saintayes, le cultiva-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Lagrave, Cator, Cestac, Picaro. M 15. Dossier de Louis Blousson. M 6. Trib. cor. 1852. — Contre Violet. Interrogatoire de Lagrave.

(2) Barran, canton d'Auch-sud, 1.836 hab.; à 15 km. d'Auch.

teur Agut, le serrurier Louit, le carrier Ransan, le charpentier Julian, l'instituteur Eugène Daure, etc., s'empare des clefs de la mairie et du clocher. Le vicaire, qui voulait s'opposer à l'entrée des insurgés dans l'église, est rabroué, insulté : Cabos, de Bassoues, l'appelle « brigand, chien, chouan ». Escoubès et trois insurgés réclament au maire le tambour, que le sergent de ville est contraint de battre aussitôt. Agut sonne le tocsin. L'église envahie retentit de « chants démagogiques » ; les ouvriers qui y travaillent sont entraînés parmi les insurgés. Un groupe armé va de maison en maison pour obliger les hommes à s'armer et à s'enrôler dans la troupe insurrectionnelle. Une colonne s'organise, commandée par Labat et Baron. Elle rejoint celle de l'Isle-de-Noé à son passage. Labat, à cheval, salue Lagrave et s'élance en avant pour avertir le comité auscitain de l'arrivée des insurgés.

Vers les 5 heures du soir, à Tassery, à quelques kilomètres d'Auch, les deux colonnes de Barran et de l'Isle-de-Noé rencontrèrent celle de Vic (1).



Une quatrième colonne d'insurgés marcha le 4, de Masseube sur Auch. Durant le trajet elle se renforça des contingents de Labarthe, Seissan, Ornézan, Pavié.

Le 3 au soir, une dépêche télégraphique annonçant le coup d'Etat enfiévrâ les républicains de Masseube (2). Des groupes se formèrent dans la rue et entonnèrent des chants « patriotiques ». Une centaine de républicains se réunirent au café de « Mlle Fine », où Breuils déclara, qu'après la dissolution de l'Assemblée par le Président, tout citoyen

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 8. — Notices sur Saintayes, Daure, Labat, Escoubès, Julian, Louit, de Sarriac, Agut, Cabiran, Pérès Ransan. — M 15. Dossier Labat. Note du j. de paix, 20 juillet 52. — M 6. Trib. corr. contre Violet. Interr. de Lagrave. — Arch. du Lot-et-Garonne. *C. d'Etat de 1851* U 1-5. — Rapport Saint-Luc, 26 déc. 1851.

(2) Masseube, chef-lieu de canton (arr. de Mirande), 1.760 hab.; à 26 km. d'Auch.

avait le devoir de prendre les armes. Cinq républicains furent dépêchés à Auch auprès du comité central montagnard : Breuils, ancien maire de Masseube, membre du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*, chef des rouges du canton; son « aide de camp », Esquinance, meunier aisé; Baron fils, petit cultivateur; Gachies, maître de musique; un ouvrier coutelier. Il leur était surtout recommandé de se tenir aux écoutes, de rapporter des nouvelles certaines, et même, à cet effet, d'attendre à Auch l'arrivée du courrier. Après avoir pris les instructions des chefs républicains réunis au café Lacaze, les délégués, sauf Breuils, se hâtent de retourner à Masseube pour y organiser l'insurrection. En traversant Seissan, ils transmettent au cafetier Campardon, le chef des rouges, l'ordre de rassembler les républicains de sa commune et de les conduire en armes à Auch. Les délégués rentrèrent à Masseube à 5 heures du matin. Le tocsin sonna aussitôt. Une commission révolutionnaire s'y installe et délibère. Des agents sont expédiés dans les communes rurales pour les soulever. Esquinance déclare que la république étant de nouveau proclamée, il faut aller à Auch pour y réprimer les désordres. Carrère s'empare du drapeau tricolore, en arrache l'étoffe, fait apporter du drap rouge, charge le sellier Fauré de le clouer sur la hampe, et ce drapeau est aussitôt arboré à une fenêtre de la mairie. Le juge de paix Campardon, accouru au bruit du tocsin, veut pénétrer dans la salle de justice de paix. Il est rudement apostrophé et menacé par Esquinance et Gachies : « Il n'y a plus d'autorité en France, lui crie-t-on, vous n'êtes plus juge de paix. Le peuple est souverain. C'est à lui d'ordonner. Vous n'êtes plus rien. Nous avons déjà nommé un nouveau juge de paix ! » Comme il fait mine de se diriger vers la salle de la justice de paix, Esquinance se place résolument devant lui et dit avec colère : « Pensez-vous nous faire peur ? On vous dit qu'il n'y a plus d'autorité ! » Et le juge de paix se retire sous les huées.

À la mairie, la commission s'occupe d'armer les insurgés :

on leur donne les fusils de la garde nationale, laissés en dépôt; Esquinance retire d'un sac de la poudre et des balles, qu'il distribue aussitôt. La poudre du buraliste est réquisitionnée, et des sentinelles sont placées à la porte du débit.

Les communes voisines n'ont pas répondu à l'appel de la commission révolutionnaire.

Breuils, qui est resté à Auch, envoie par estafette une lettre, où il invite les républicains à commencer leur mouvement. Esquinance lit publiquement la lettre aux républicains de Masseube. Il la lira à ceux de Seissan et de Pavie. Les insurgés de Masseube se forment en colonne à 11 heures du matin. Esquinance donne le commandement au ferblantier Ducasse, ancien sergent. En tête, flotte le drapeau rouge, porté par le pharmacien Saint-Antonin. Les principaux meneurs sont présents, armés de fusils et de pistolets : Baron fils; Esquinance; Carrère; Laporte, clerk de notaire; Gachies, etc. Et la colonne s'ébranle (1).

A Seissan (2), les délégués de Masseube, à leur retour d'Auch, et Lauga, brassier à Ornézan, ont transmis au cafetier Campardon l'ordre d'insurrection. Campardon a rassemblé quelques républicains. Le tisserand Marre se fait remettre les clefs de l'église par la femme du carillonneur. Il sonne le tocsin jusqu'au départ des insurgés. Le tourneur Lasserre, le fusil en bandoulière, bat le tambour. Les insurgés de Seissan, commandés par Brandella, ancien officier, rejoignent la colonne de Masseube, à son passage. Contre la volonté d'Esquinance, Ducasse, de Masseube, cède le commandement de la colonne à Brandella (3).

A Ornézan (4), les habitants ont été endoctrinés par Du-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Breuils, Baron, Esquinance, Carrère, Laporte, Saint-Antonin, Gachies. — M 15. Dossiers Ducasse, Faure, Esquinance. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *Coup d'Etat de 1851*. Rapport de Chevert, 27 déc. 1851.

(2) Seissan (Auch-sud), 817 hab.; à 19 km. d'Auch.

(3) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 8. — Notices sur Campardon Marre, Lasserre. M 15. — Dossier de Ducasse. Lettres de Faure et Ducassé, 7 et 8 mars 52.

(4) Ornézan (Auch-sud), 344 hab.; à 16 km. d'Auch.

pouy, agent des sociétés secrètes, ancien publiciste. Le brassier Lauga, affilié aux sociétés secrètes, est allé chercher des instructions au café Lacaze, dans la nuit du 3 au 4. A son retour, vers 4 heures du matin, il s'arme d'une hallebarde, fait sonner le tocsin, réclame au maire les clefs de la mairie, où il substitue un drapeau rouge au drapeau tricolore. Accompagné du tisserand Grangé, il réveille Sabardan et, sous menace, lui ordonne d'avertir et de faire marcher les républicains. Sabardan passe dans six maisons et transmet aux hommes l'ordre de s'armer et de partir. De leur côté, Lauga et Grangé recrutent avec ardeur. Ils menacent, molestent même quelques habitants, notamment le cordonnier Cassassoles, Labadens et Grangé, pour les enrôler dans la bande qu'ils entraînent sur Auch, à la suite de la colonne de Masseube. Au long de la route, ils fouillent les maisons, enfoncent leurs baïonnettes dans les meules de paille ou de foin, pour s'assurer qu'aucun homme ne s'y cache (1).

A Pavie, la colonne de Masseube, qui marche en tête, fait halte pour attendre des nouvelles d'Auch. On apprend bientôt que le chef-lieu est entièrement calme. Quelques insurgés de Masseube s'emporent et crient au mensonge : on les a trompés, disent-ils, quand on les a exhortés à marcher sur Auch pour y réprimer des désordres; ils sont décidés à rentrer chez eux. Mais Esquinance intervient et déclare qu'il faut poursuivre le mouvement, qu'il fera feu sur les fuyards. La colonne se remet en marche. Quelques insurgés se détachent. Ducasse et 5 ou 6 hommes de Masseube — Daurignac, Fourest, Louis Postillon, Fauré, Sellier et un ouvrier charron, — rebroussement chemin. Après avoir soupé à Boucagnères, Ducasse rentre à Masseube et fait déposer à la mairie les armes des hommes qui l'ont suivi. Le gros de la colonne rejoindra les insurgés de Vic et de Jegun aux portes d'Auch. A Boucagnères, Laporte a quitté et

(1) Arch. du Gers. M 8. — Notices sur Dupouy, Grangé, Lauga. M 15. — Dossier Lauga. Note du j. de paix, 10 mai 52. — *Annexe des greffes*. Trib. corr. Contre Violet. Interr. de Sabardan.

devancé la colonne : il s'est rendu à Auch pour connaître les dernières instructions du comité montagnard (1).

**

Quelques communes marchèrent sur Auch isolément.

A Saint-Jean-le-Comtal, le cultivateur Boué apporta, le 4 décembre, les instructions du comité auscitain. Meillan, boulanger de 25 ans, le maçon Dalié, le forgeron Abadie parcoururent la commune pour enrôler des paysans. Les deux frères Degers, tuiliers de 20 et de 23 ans, battirent le rappel au tambour. Meillan se rendit chez Molas et s'empara de son fusil; Molas protesta et Meillan répliqua qu'il l'obligerait à « marcher et à baiser la terre ». Plusieurs habitants, et notamment Duffort, furent menacés. Dans la nuit du 4 au 5, un rassemblement de paysans armés rejoignit la colonne insurrectionnelle de Mirande. Il se dispersa avant d'arriver à Auch (2).

A Riguepeu, tous les hommes, sauf trois, ont été entraînés vers Auch par quelques meneurs, comme Durrad, forgeron, le chef des rouges, Lamarque, tailleur, Rizon, journalier, qui sera blessé à l'échauffourée de l'Oratoire. Le tailleur Lamarque un sabre à la main, commandait les insurgés. Avant le départ, il propose de réclamer des armes au curé. Les insurgés de Riguepeu se joignirent à la colonne de Vic, à quelques kilomètres d'Auch (3).

Le Brouilh est soulevé par Couget Guillaume, cultivateur républicain qui, sur l'avis apporté par Mesplès, un des meneurs rouges, parcourt à cheval la commune, se rend dans celle de Riguepeu pour avertir Durrad. Le tocsin sonne. Couget, à la tête de 30 insurgés, s'empare de la

(1) Arch. du Gers. M 8. Notices sur Daurignac, Fodrest, Postillon, Faure.

(2) *Ibid.* — Notices sur Meilhan, Dalié, Boué, Isidore et Bernard Degers. — Saint-Jean-le-Comtal (Auch-sud), 517 hab.; à 11 km. d'Auch.

(3) *Ibid.* M 8. — Notices sur Durrad, Lamarque, Castéra Fr., Rizon. — Riguepeu (Vic-Fezensac), 612 hab.; à 14 km. de Vic et 27 km. d'Auch.

mairie, et entraîne vers Auch un nombreux rassemblement (1).

Capmartin, aubergiste à Auch, s'est rendu à Roquelaure (2) dans la nuit du 3 au 4. Il a envoyé partout des émissaires pour inviter les paysans à se rendre en armes, à Auch, le lendemain. Le tailleur Labonne, le carrier Manabera, le tourneur Tyver, surtout Lafourcade et l'ex-instituteur Soulé, révoqué pour opinions politiques, les deux chefs de l'opposition à Roquelaure, recrutèrent des insurgés. Manabera traite Serres de lâche, disant qu'on saurait le faire marcher. Soulé avait d'abord conseillé une démonstration sans armes; mais son avis fut combattu, surtout par Labonne, dans une réunion chez Pellefigue, où l'on décida que tous les insurgés seraient armés. Le 4, les républicains partirent de Roquelaure et se réunirent à Auch, à l'auberge de Capmartin, qui donna des armes et des munitions à quelques insurgés. Il se promena dans les rues, armé d'un fusil, disant qu'il « allait à la chasse pour tuer un oiseau » (3).

Les communes de Marambat (Vic-Fezensac), et de Saint-Médard (Mirande), envoyèrent aussi quelques insurgés à Auch (4).

A Biran (Jegun), le soir du 3, le tuilier Mesplès, ardent propagandiste, avait rapporté d'Auch les instructions du comité montagnard. Il expédiait aussitôt des émissaires pour soulever Biran et les communes voisines. Le lendemain, à la tête d'une trentaine de républicains sans armes, il se présentait chez le maire, de Thézan, et le sommait de leur livrer les clefs de la mairiē. De Thézan refusa et morigéna énergiquement le groupe; les républicains n'insistèrent pas, mais Mesplès le menaça d'une nouvelle visite. De Thé-

(1) Arch. du Gers. M 8. — Notice sur Couget.

(2) Roquelaure (Auch-nord), 776 hab.; à 9 km. d'Auch.

(3) Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851. M 8. — Notices sur Soulé, Capmartin, Labonne, Manabera, Tyver, M 15. Dossiers Tyver, Labonne.

(4) *Ibid.* Notice sur Castille

zan se rendit en voiture à Auch pour prendre les ordres du préfet (1).

A Crastes (Auch nord), « un petit mouvement » se dessina. Le maire Laffite, le 4 décembre au soir, envoya chercher le tambour et tint séance jusqu'à une heure avancée de la nuit. Des balles furent fondues chez Garipuy fils. Duler, forgeron, et Cinq-Frais s'agitèrent inutilement (2).

A Montaut (Auch nord), le tailleur Délas a vainement exhorté les paysans à marcher sur Auch (3).

Aucun mouvement insurrectionnel n'a été signalé dans les cantons de Gimont et de Saramon.

IV

A quelques kilomètres à l'ouest d'Auch, sur la route de Vic-Fezensac, vers 5 heures de l'après-midi, la colonne de l'Isle-de-Noé rejoignit celle de Vic. Les commandants des deux troupes Lagrave et Cassaët, s'embrassèrent tandis qu'éclatait un immense cri de *Vive la République* ! poussé par tous les insurgés, dont le nombre pouvait bien s'élever à 3.000. Cette masse était formée surtout de paysans, de petits commerçants et d'artisans, — forgerons, tisserands, charrons, charpentiers, maçons, tailleurs épiciers, aubergistes, petits cultivateurs, ouvriers agricoles, — très diversement équipés et armés de fusils, de briquets, de pistolets, de sabres; quelques-uns portaient des hauts-voirants, des faux, des serpes, des broches. Les munitions manquaient et le plomb de chasse remplaçait généralement les balles. Les drapeaux rouges flottaient; les tambours battaient.

Cassaët, avec les gens de Vic, mieux armés que ceux

(1) Arch. du Gers. M 8. — Notices sur Mesplès, Couget. — Biran (Jegun), 1.143 hab.; à 17 km. d'Auch

(2) *Ibid.* M 3. — Dénonciation anonyme et note de la gendarmerie, 27 et 31 mars 52.

(3) *Ibid.* M 8. Notice sur Délas (Georges).

de l'Isle-de-Noé et de Barran avait pris la tête de la colonne, qui s'allongeait sur la route de Condom jusqu'à l'entrée du faubourg de l'Oratoire. On marchait sans organisation, sans plan de combat. On ne prit nulle disposition d'attaque; on n'occupa aucune position solide à l'entrée du faubourg. D'ailleurs, nul n'en prenait souci. On ne croyait pas aller à une bataille. Pour enrôler les insurgés, les meneurs avaient prodigué les assurances pacifiques, disant « tantôt que le Président réclamait une grande manifestation, tantôt qu'il fallait reconquérir le suffrage universel, tantôt que la ville d'Auch et la France entière étaient au pouvoir des rouges, tantôt enfin que l'armée fraternisait avec le peuple ». La plupart n'avaient vu dans cette équipée qu'un amusant et gai voyage. Ils ne doutaient pas qu'ils ne fussent accueillis et fêtés comme des libérateurs, dans une ville où ils venaient défendre l'ordre et la Constitution contre la Révolution ou le coup d'Etat (1).

A l'entrée du faubourg de l'Oratoire, le capitaine Michel a ordonné aux insurgés de s'arrêter. Le vieux Cassaët réplique : « Nous sommes de bons citoyens, qui nous rendons à Auch pour concourir à la défense de la République et de la Constitution ». Toutefois, la colonne fait halte, et Zeppenfeld, rédacteur à l'*Ami du Peuple*, connu et aimé des républicains, s'efforce de les calmer, afin d'éviter toute collision immédiate. Le capitaine Michel a informé le colonel Courby de Cognord de l'arrivée des insurgés; il se dit impuissant à contenir ou à dissiper avec 50 hussards un attroupement de 3.000 hommes. Le colonel prévient le général Dupleix (2).

Sur ces entrefaites, Prieur délégué de la réunion Canteloup, se rend auprès du général. Il lui apprend que des républicains influents ont invité les insurgés à se retirer; il le supplie d'éviter un combat de nuit. Il demande à nouveau le partage des postes entre la troupe et les républi-

(1) Ténot, *op. cit.*, pp. 118, 119.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapport de Géraudon, 24 décembre 51.

cains . Le général refuse et transmet la demande au nouveau préfet. Prieur propose alors une suspension d'armes jusqu'au jour. Le général paraît acquiescer; mais les deux préfets refusent d'entendre Prieur. Saint-Luc-Courborieux, qui parle et agit en maître, prend sur lui d'accepter l'armistice et s'avance avec Prieur sur le perron de la mairie : tous deux, — le procureur au nom des autorités, Prieur au nom du Peuple, — annoncent à la foule qu'il ne sera pas tiré un coup de feu pendant la nuit. Prieur va à l'Oratoire pour faire connaître aux insurgés l'armistice proposé et accepté en leur nom. Tout péril d'un combat immédiat paraît écarté. La nouvelle s'en répand et produit dans la ville un soulagement général (1).

Les insurgés, qui ont marché toute la journée sans manger, sont exténués de faim et de fatigue. Ils demandent des vivres. Prieur transmet leur demande au maire Soullier, qui fait charger une grande quantité de pains sur les voitures de l'Hôtel Alexandre. De son côté, le comité républicain achète des vivres pour les expédier aux insurgés (2). Tous les rapports officiels et les récits officieux laissent croire que la distribution du pain a été accordée et organisée par les autorités contre la promesse, faite au nom des insurgés par les chefs auscitains et notamment par Prieur, de se retirer après la distribution.

Les préfets ont prié le procureur de parler aux insurgés pour les décider à s'éloigner. Saint-Luc dit alors au colonel : « Voulez-vous prendre quelques hommes et venir avec moi ? » Cognord accepte; le général acquiesce. Le procureur, le colonel que le major Dulau a voulu accompagner, le chef d'escadron Delaloge et 50 hussards s'acheminent vers l'Oratoire. Parvenus à 50 mètres environ des insurgés, le colonel et les hussards s'arrêtent. Le procureur se faufile dans les rangs des insurgés. A ce moment, le maire répu-

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapport du cap. Michel, 5 déc. 51. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Régnier, 25 déc. 51. — Cf. E. Ténnot, *op. cit.*, p. 121.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51

blicain de Lagraulet (Condom), Durrey, vient à passer dans une voiture à deux chevaux, avec son ami Durand, libraire à Condom Il a été envoyé à Auch par les républicains de Condom pour en rapporter des nouvelles et des instructions. Il a traversé l'escadron des hussards et se heurte à un barrage d'insurgés qui crient *A bas les aristos !* Contraint de descendre, Durrey déclare : « Je ne suis point un aristo. Je suis républicain et rédacteur à *l'Ami du Peuple* ». Il entre en conversation avec les insurgés qui attendent le pain promis. « Mes amis, si vous voulez m'en croire, aurait-il ajouté, vous vous retirerez, attendu qu'à Auch on n'a pris aucune initiative. Cependant, on parle avec les autorités. Vous pouvez attendre la fin des négociations ». Bientôt, il s'entend appeler par le procureur, qui s'est aventuré dans les rangs des insurgés pour leur annoncer l'armistice conclu en leur nom et pour les engager à se retirer. Le procureur dit à Durrey : « Vous êtes comme moi marié et père de famille; il faut éviter l'effusion du sang. Vous êtes républicain; faites-moi parler à cette foule ». Durrey invite aussitôt les insurgés à écouter le procureur et à faire cercle autour de lui. Saint-Luc-Courborieux s'exprima ainsi : « Pourquoi, mes amis, êtes-vous venus ici ? Pourquoi vous soulevez-vous contre Louis-Napoléon ? Ne vous a-t-il pas rendu le suffrage universel ? On ne peut pas vous laisser entrer en ville parce que les habitants ne se sentiraient pas en sécurité. Un traité a été conclu : on va vous apporter du pain; puis, vous vous retirerez ». — « Qui a traité pour nous ? » demande-t-on de tous côtés; nous ne sommes pas vos amis... Appelez-nous citoyens ». Le procureur s'efforce de les apaiser; il leur dit que leurs chefs les invitaient à se retirer. — « Quels chefs ? demande-t-on ». — « Prieur, médecin, répond le procureur; il a dû venir vous parler lui-même ». — « D'où tenait-il sa mission ? » interroge un insurgé. — « Je l'ignore, reprit Saint-Luc-Courborieux; mais, apparemment, de vos amis ». Alors, Zeppenfeld s'adressant aux insurgés : « Citoyens, dit-il, je dois vous déclarer, pour rendre hom-

mage à la vérité, que la décision, dont le citoyen Prieur nous a rendu compte, a été prise par le comité révolutionnaire socialiste d'Auch. Mais vous êtes libres de l'accepter ou de la refuser, et nous sommes prêts à ratifier votre résolution, quelle qu'elle soit ». Durrey aurait déclaré à ce moment que des citoyens libres ont le droit de pénétrer dans une ville libre et que les insurgés n'étaient pas malintentionnés. Les meneurs et les hommes de main n'ont pas renoncé à entrer en ville; ils songent encore moins à se retirer, comme les y invitent les montagnards auscitains. La discussion s'échauffe vite; les apostrophes se croisent et le cercle se resserre sur le procureur. Redoutant un attentat, Durrey s'efforce de dégager le magistrat. Prétextant le vacarme, il l'entraîne à l'écart, comme pour s'entretenir avec lui. Le procureur, ayant manifesté des craintes pour sa liberté et sa sécurité, quelques chefs républicains, — Breuils, Labat, Zeppenfeld, — lui font escorte avec Durrey, et le ramènent vers les hussards. Durrey dit à l'officier : « Si, comme on l'a promis, on donne bientôt du pain à ces gens-là, je réponds sur l'honneur que, tant que j'y serai, ils n'attaqueront pas ». Et, comme gage de sa promesse, il place sa voiture derrière les rangs des hussards (1).

Impatient d'en finir, le colonel s'adresse aux chefs républicains qui ont accompagné le procureur, et formule un ultimatum : ou la retraite des insurgés après la distribution du pain, ou la bataille. Les chefs retournent auprès des insurgés, les instruisent de la proposition et des intentions du colonel, les engagent de nouveau à se retirer. Après un quart d'heure de pourparlers, ils viennent déclarer au colonel que tous les insurgés partiront, dès que le pain, promis par le maire à la demande du comité républicain, leur aura été distribué. Le colonel charge aussitôt

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851 M. — Note adressée à la commission mixte par Laterrade, juge suppléant à Condom, en faveur de son gendre Durrey et, selon toute vraisemblance, rédigée sur les renseignements fournis par ce dernier. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51; rapport de Régnier, 16 décembre 51.

le procureur de hâter l'envoi des vivres. Saint-Luc-Courborieux rentre en ville, suivi d'une demi-douzaine de chefs d'insurgés, dont Breuils, Labat et Zeppenfeld. Il se rend à la préfecture vers 8 heures et demie (1).

Les voitures de l'hôtel Alexandre chargées de pain s'acheminent vers le faubourg. Le pain est distribué d'abord aux gens de Vic qui forment la tête de la colonne; puis les voitures remontent jusqu'à l'embranchement des deux routes pour ravitailler les insurgés de Barran. Prieur préside à la distribution. Tous les hommes déposent leurs armes et, pour manger, s'assoient sur le talus de la route, très satisfaits de cette fin pacifique de leur équipée. Cassaët et les autres chefs de Vic sont entrés dans une auberge du faubourg pour y souper. Durrey et son ami remontent en voiture et s'éloignent sur la route de Condom.

Comme tous les dirigeants montagnards, Prieur désire retenir les troupes insurrectionnelles pour agir le lendemain, si les nouvelles de Paris sont favorables. Mais obsédé par la crainte d'un combat de nuit, qu'il envisage désastreux pour les républicains, il prend une précaution fort sage. Quelques pas à peine séparent les insurgés des hussards. Des défis, des injures, des altercations presque inévitables risquent à tout instant de provoquer une mêlée et de donner à l'improviste le signal de la bataille. Afin de mettre entre les deux camps une distance rassurante de 500 à 600 mètres, il engage les insurgés à reculer jusqu'à l'embranchement des routes de Barran et de Vic où ils occuperont une position plus forte. Des fagots sont achetés pour des feux de bivouac. Zeppenfeld, à la tête de la colonne, a donné l'ordre de scier deux arbres et de les jeter en travers de la route, pour prévenir toute communication, tout heurt entre hussards et insurgés. Mais tout à coup, vers 9 heures et demie, à la tête de la colonne, la fusillade éclate. Quelles furent les causes de cette collision soudaine ?

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51.

Une chose paraît hors de doute : le colonel brûlait d'engager le combat comme l'affirment les témoins consultés par Ténôt. On devine ses raisons. Il était vivement frappé par la position critique de la troupe, qui pouvait être si aisément débordée et tournée par les insurgés : la route du faubourg de l'Oratoire suit la crête du coteau où est bâtie la haute ville; des deux côtés, le terrain dévale en pente raide, s'opposant aux évolutions de la cavalerie; sur le chemin, une barricade, un obstacle quelconque évite aux insurgés une attaque de front; une marche à flanc de coteau les conduit de plain-pied dans Auch. Et puis, les républicains de la ville peuvent les rejoindre facilement par des chemins détournés, leur apporter des armes et des munitions, grossir leurs rangs. Les renforts des communes voisines et des autres cantons risquent d'accroître redoutablement cette masse d'insurgés. L'issue d'un combat de jour est donc bien incertaine et l'armistice favorise les insurgés, tandis qu'elle crée aux autorités une situation pleine de périls. Tout retard aggrave le danger. Il convient donc de frapper un grand coup, immédiat et décisif, qui empêche les insurgés de profiter de leurs avantages. Une charge, hardiment menée dans les ténèbres, disloquera, dispersera cette masse et la panique achèvera la déroute (1).

Ces considérations stratégiques ont dû dominer l'esprit du colonel qui, vraisemblablement, les a exposées aux deux préfets et au procureur. Elles font écho aux inquiétudes, aux angoisses secrètes de ces trois fonctionnaires qui, dans la hâte d'un prompt dénouement, se rallient bien vite à l'idée d'une brusque et vigoureuse offensive.

Le récit de l'*Opinion* et tous les rapports militaires présentent le refus des insurgés d'évacuer leur position après la distribution du pain comme la violation d'un engagement pris par leurs chefs; leur demande de vivres a été une ruse destinée à augmenter leurs chances de succès contre les

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* 1851. — Rapport de Dupleix, 5 déc. 51.

hussards en donnant le temps aux autres bandes insurgées de les rejoindre et à leurs amis d'Auch de leur apporter de la poudre et du plomb. La prétention de bivouaquer sur le terrain occupé a paru au colonel une provocation, un défi et surtout un danger qui explique et justifie la charge des hussards. On voit sur quel malentendu reposait l'armistice : pour les républicains, elle était une simple suspension d'armes, impliquant le droit de bivouaquer sur place; pour les autorités, pour le colonel surtout, l'armistice n'était qu'une trêve très brève accordée aux insurgés comme un moyen de préparer, de provoquer leur départ : la distribution des vivres avait pour contre-partie la retraite des insurgés. Ce désaccord fondamental sur le sens et la portée de l'armistice devait aboutir rapidement à un conflit et à un dénouement sanglant (1).

(1) On lit dans l'*Opinion* du 22 décembre : « Des charrettes arrivèrent bientôt, chargées de pain; mais on sut que ce n'était là qu'un prétexte... pour gagner du temps. En effet, lorsque l'on avait lieu de croire que l'attroupement s'était dissipé, un hussard arrive à toute bride à la mairie et donne avis aux autorités que les insurgés, après avoir reçu le pain qu'ils avaient demandé, ont la prétention de bivouaquer sur le terrain qu'ils occupent. L'heure de l'humanité était passée. Il fut décidé qu'on ferait usage de la force. M. le procureur s'avance seul au milieu des insurgés, sa parole vibrante les invite au respect de la loi. Vaine tentative ! C'est le sac de la ville qu'il leur faut !... » Ce récit omet la suspension d'armes annoncée par le procureur et Prieur sur le perron de l'hôtel de ville et acceptée par les insurgés. Selon E. Ténot, elle explique seule la distribution des vivres et justifie la prétention des insurgés de bivouaquer sur leur position. — Le rapport du général de Géraudon est très laconique. Il passe sous silence l'armistice et la distribution de pain. Ce sont probablement à ses yeux des concessions fâcheuses et indignes de mention. Il a commandé la charge parce que les insurgés n'ont pas obéi aux sommations, surtout parce que tout retard leur profite. C'est tout.

«... Le but des insurgés, écrit le général, devenait évident, ils cherchaient à gagner du temps pour que les nouvelles bandes qu'ils attendaient pussent arriver devant la ville, et augmenter par leur présence les chances de succès pour l'attaque. Le colonel de Cognord comprit qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Il demanda que les sommations fussent faites sans délai... Il disposa sa troupe en colonne d'attaque... ». — Le général Dupleix parle de « la promesse que firent les chefs des insurgés qu'ils se retireraient sitôt qu'ils auraient pris un peu de pain et de vin ». « On leur en envoya, mais ce n'était qu'une ruse de leur part et

Vers 9 heures, le colonel avertit en hâte le procureur « que les insurgés veulent bivouaquer, allumer des feux pendant la nuit aux portes de la ville et qu'ils refusaient de se retirer ». Il juge la prétention intolérable. Ténôt conte qu'après la distribution du pain, les groupes les plus rapprochés des hussards seraient devenus subitement menaçants. Un agent déguisé, qui s'était glissé parmi les insurgés, prévient le colonel que les républicains se disposaient à l'attaquer. Aussitôt Courby de Cognord demande au général un peloton de renfort et un officier de police judiciaire pour les sommations. Mais le général, estimant que tous les hussards disponibles suffisent à peine à préserver d'une attaque l'hôtel de ville et la caserne qui contenaient des dépôts d'armes, n'envoie aucun renfort à l'Oratoire. Accompagné des deux préfets, du capitaine de gendarmerie, Bernardy et de quelques gendarmes, le procureur s'empresse de rejoindre l'escadron (1).

Saint-Luc et Bernardy s'avancent vers les insurgés. Au milieu des clameurs et des huées, Saint-Luc les invite à se retirer. Sur leur refus, il fait les trois sommations, « d'une voix faible », prétend Ténôt, — « d'une voix éclatante et d'un volume inconnu de moi-même », affirme Saint-Luc. Les insurgés ne bougent pas. Le procureur annonce qu'il va les faire charger « à outrance ». D'après Saint-Luc,

pour gagner du temps, pour donner à leurs amis d'Auch le temps de les rejoindre par des chemins détournés et de leur apporter de la poudre et du plomb, car, après avoir reçu du pain, ils n'ont pas voulu s'en aller et gagnaient du terrain... ». — Dans le rapport de Saint-Luc-Courboreux, l'armistice annoncé sur le perron de l'hôtel-de-ville par Prieur et le procureur est encore passée sous silence. L'intervention protectrice de Durrey à l'Oratoire est également omise et Saint-Luc se borne à écrire : « ... Je déclarai aux insurgés qu'ils n'entreraient pas à Auch et que je voulais me retirer près du colonel pour faire les sommations. Plusieurs voix s'écrièrent que j'étais le maître de mes mouvements et les sauvages mirent une sorte d'empressement généreux à me fournir une escorte avec laquelle je parvins, sans avoir reçu la moindre offense, auprès du colonel... » On voit par ces citations que tous ces récits sont par endroits passionnés et tendancieux.

(1) Arch. de la Guerre. Corr. gén., déc. 51. — Rapport du général Dupleix, 5 déc. 51.

quelques insurgés auraient répondu : « Eh bien ! allez-y, nous sommes prêts ! » Alors, s'adressant au colonel, le procureur s'écrie : « Etes-vous prêt ? — Oui, je suis prêt. — Eh bien, continue Saint-Luc, le procureur vous requiert, au nom de la loi de disperser ce rassemblement et de le charger à outrance ». Le procureur se retire. Une sonnerie éclate. On peut croire que les insurgés n'en saisissent point la signification. D'ailleurs, seuls les groupes qui forment la tête de la colonne ont connu ces divers incidents; les autres continuent à manger, paisiblement assis sur les talus, ne se doutant de rien (1).

Il est neuf heures et demie. Le colonel avait disposé sa troupe en colonne d'attaque, par peloton, à 25 pas de distance. Il se place à la tête de son escadron et commande la charge. Les hussards déchargent leurs carabines, puis s'élancent au galop, le colonel en tête. Les insurgés de Vic, qui forment l'avant-garde, se précipitent dans les carrières ou les ravins avoisinant la route, et sur les berges qui la dominent. Abrités par les talus, ils dirigent sur les cavaliers une fusillade meurtrière, sans parvenir à briser leur élan. Le colonel, le chef d'escadron Delaloge et le major Dulau sont blessés. L'escadron pousse la charge jusqu'à 500 mètres, sabrant et bousculant tout sur son passage.

La colonne des paysans, qui s'allongeait jusqu'à la bifurcation des chemins, est surprise par cette brusque attaque. Une panique disperse les insurgés dans toutes les directions. Vainement, quelques chefs essaient de les rallier; la route est vide en un instant. L'escadron se replie; il essuie à nouveau la fusillade des insurgés de Vic qui n'abandonnent leur position qu'après la fuite de presque tous leurs compagnons. Le retour de la charge a été protégé par un peloton que commandait le lieutenant Eschbach, chargé par le colonel de diriger une fusillade contre les insurgés réfugiés sur les bords du chemin, de préserver les

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51. — Cf. E. Ténot, *op. cit.*, p. 124.

hussards d'un enveloppement, d'empêcher la jonction des républicains d'Auch et des insurgés. Par un feu de mousqueterie bien combiné, il a paralysé le feu des insurgés, qui se sont jetés en assez grand nombre, après la première décharge des hussards, dans une maison et derrière une haie en bordure de la route.

Cette échauffourée a duré une demi-heure.

Les hussards restent maîtres du champ de bataille, mais au prix de sérieuses pertes. Ils ont défilé deux fois sous la fusillade. Trois officiers supérieurs, — le colonel, le chef d'escadron Delaloge, le major Dulau, — ont été blessés par la première décharge. Le colonel a reçu un coup de fusil chargé à plomb, dont plusieurs grains ont brisé sa croix et d'autres se sont logés dans son cou; Delaloge a été blessé au bras droit et à la figure; le major Dulau a reçu de nombreux grains de plomb à la figure et a été grièvement blessé à l'œil : il mourra bientôt de sa blessure. L'adjudant Augustin a été blessé à la joue; le maréchal des logis Sauter, gravement atteint à l'œil gauche, « s'est laissé entraîner à la poursuite de deux chevaux de hussards qui galopaient devant lui, s'est égaré » et est tombé épuisé sur la route : on le relèvera mort. Le brigadier-fourrier Pruvost, blessé au ventre, succombera le 8 à l'hôpital. Le cavalier Bollinger a été tué; 14 hussards ont été blessés plus ou moins grièvement. Une vingtaine de chevaux ont été atteints.

Les insurgés ont été peu éprouvés : pas de mort; les quelques blessés se cachent pour éviter l'emprisonnement et la déportation. Rizon Dominique, journalier à Riguepeu, a reçu une balle à l'épaule et quelques coups de sabre, dans une lutte avec le brigadier Martin. Virginal, perruquier à Auch, conduit en prison a reçu d'un hussard, durant le trajet, un coup de sabre à la cuisse.

Protégées par quelques gendarmes, les autorités se retirèrent après la charge. Au coin d'une maison, huit insurgés guettent le groupe. Les gendarmes tirent 4 coups de carabine et les mettent en fuite. Les deux préfets s'installent

à l'hôtel de ville, tandis que le procureur s'enferme à la préfecture (1).

*
**

La dispersion des bandes républicaines rassure les autorités. Tout danger immédiat paraît conjuré. Les insurgés vaincus, démoralisés, pourchassés, ne tenteront pas un nouveau coup de main sur la ville. Toutefois le procureur veut profiter de la nuit et du désarroi des républicains, pour surprendre et arrêter les chefs et militants du parti rouge, leur ôter tout loisir et toute velléité de fuir ou de préparer une nouvelle agression; il ordonne leur arrestation immédiate. Il remet au capitaine de gendarmerie plus de 30 mandats d'arrêt, « avec ordre écrit et formel d'enfoncer les portes à coups de haches et de vaincre toutes les résistances. » Le capitaine Bernardy, le maréchal-des-logis Cournet, le commissaire de police Paugon, appuyés par des détachements de hussards, procédèrent aux arrestations de 11 heures du soir à 7 heures du matin. Le 5 au matin, tous les chefs du parti rouge étaient incarcérés. Violet avait été arrêté à son domicile. Gastineau avait été appréhendé chez le limonadier Lacaze. Le cafetier Massignac, un des meneurs de Vic-Fezensac, qui s'était réfugié chez Lacaze, après la charge de l'Oratoire, fut arrêté en même temps que son hôte. Le nombre des arrestations opérées dans la nuit du 4 au 5 et dans la journée du 5 s'élève

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 8. Notice sur Rizon. — Arch. de la Guerre. *Corr. génér., déc. 1851*. — Rapport de Géraudon, 24 déc.; rapports du général Dupleix et du capitaine Michel, 5 déc.; — état des militaires et chevaux tués et blessés. — Rapport du colonel Courby de Cognord, 4 décembre. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc et de Régnier, 26 et 20 déc. — *Opinion*, 22 déc. 51. — Cf. Ténot, *op. cit.*, pp. 124-126.

à 46. Le 6 et le 7, 12 nouvelles arrestations (1). En ôtant aux républicains leurs chefs et militants les plus redoutés, ces premiers coups de filet de la police et de la gendarmerie délivrent l'administration de l'obsédant souci de voir l'insurrection renaître. Seul, le général Dupleix, dans un rapport au ministre, désapprouve ces arrestations, comme « un surcroît d'embarras et de chances d'attaques nouvelles » (2).

A 11 heures du soir, après avoir décerné les mandats d'arrêt, le procureur avait rejoint à l'hôtel de ville le préfet de Magnitot, qui rédigea dans la nuit des rapports aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre, expédia des instructions à ses sous-préfets, écrivit à son collègue de la Haute-Garonne. Cédant à la fatigue d'un long voyage et des émotions de la journée, le nouveau préfet de Lagarde fut se coucher (3).

Alertés depuis trois jours, les hussards passent la nuit à cheval, en observation ou en patrouille. Le capitaine Landry qui a marché sur Mirande avec 40 hussards, l'après-midi du 4, rentre à Auch, le soir même à 11 heures, sur l'ordre du général Dupleix : il n'avait pu pénétrer dans la ville barricadée et défendue par de nombreux insurgés. Le capi-

(1) Furent écroués le 5 : Agnasse Jean, Arexy Aug., Arrivets Fr., Bacqué Louis, Barriac Jean, Bourrec Jh., Breuils Ed., Caillaou Jean, Caillau, Candelon, Adam, Cassaët Jean, Couget Jean, Délas, Jh., Délas Louis, Dufréchou Pierre, Dupuy Elisabeth, Esquinance Fr., Esplau Alf., Faurès Bern., Gastineau Benj., Labadens Jh., Labadens Jacques, Labadens Louis, Lacaze Jean, Lacombe Michel, Lannes Vital, Lamarque Aug. Lartigues Jean, Latreille Domin., Layrosse Pierre., Loubère Jean, Machinika, Massignac Pierre, Meignen Pierre, Pandelé Jean, Peyrisseret Jh., Pellefigue Jh., Pogens J.-M., Réchou Fritz, Sancet Jh., Sans Pierre, Saint-Martin Fr., Serres Guil., Sollet Jean, Taste Pierre, Violet Ch. — Furent écroués le 6 et le 7 : Aylies Bertr., Bachette Jean, Bourdil Louis, Canteloup Pierre, Darroux Thiers, Druihet Arm., Labadens Guil., Lapeyre Jean, Malavera Jean, Ninous Emile, Terrail J.-B., Zep-penfeld Ed. Le 10, Prieur Victor était arrêté. — (Arch. du Gers. *C. d'Etat* M 5. — Etat nomin. des détenus polit., 4^e trim. de 1851).

(2) Arch. du L.-et-G. *U 1-5. C. d'Etat*, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51. Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapport de Dupleix, 5 déc.

(3) Arch. du Lot-et-Garonne. *C. d'Etat*, 1851. *U 1-5.* — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51.

taine Quirot, après avoir opéré quelques arrestations à Fleurance et à Lectoure, est également rentré par ordre, le 5, avec ses 60 hussards. De plus, le général Dupleix a demandé un escadron de Tarbes; il a envoyé au général Reveu, commandant la 12^e division militaire à Toulouse, deux estafettes pour obtenir d'urgence 300 fantassins et 2 pièces d'artillerie (1).

L'après-midi du 4, une bande, venue de Mauvezin et grossie d'insurgés ralliés en route, a rebroussé chemin avant d'arriver à Auch.

Le 5, deux mouvements insurrectionnels menacent encore les autorités du coup d'Etat. Une colonne d'insurgés de Bassoues et de Barran s'acheminait vers Auch, tandis que l'ancien notaire Labat, traqué par les gendarmes regagnait Barran au plus vite. La veille, il avait assisté à la dispersion des républicains à l'Oratoire. Rencontrant la colonne insurrectionnelle, il conte à ses compatriotes l'échec des républicains, et les dissuade de continuer leur mouvement. L'attroupement se disperse aussitôt.

Dans la nuit du 5 au 6, un rassemblement de 600 insurgés venus de Saint-Jean-le-Comtal et de Mirande, s'avance jusqu'à Roches, à 3 kilomètres d'Auch. Là, instruit de l'échauffourée de la veille et des dispositions prises par les autorités, il rétrograde vers Mirande (2).

Le 5 et le 6 décembre, les murs d'Auch sont couverts de 4 proclamations du préfet et du maire. Elles flétrissent « la criminelle tentative », célèbrent l'héroïsme des hussards, adjurent « tous les bons citoyens de reprendre leurs occupations ordinaires. Dans sa seconde proclamation, le maire Soullier regrette que tous les habitants ne soient pas « accourus auprès des magistrats de la cité » pour défendre l'ordre; il repousse comme une calomnie la pensée d'écarter certains concours.

(1) Arch. de la Guerre. *Corr. génér.*, déc. 51. — Rapport du général Dupleix (5 déc.) et du général de Géraudon (8 janvier 52).

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notice sur Labat. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Rapport de Saint-Luc, 26 déc. 51.

... Si notre appel a été devancé par des dévouements louables, lit-on sur l'affiche, nous devons dire que nous avons regretté de ne pas nous voir entourés aussi de tous les hommes de l'industrie auscitaine... Tout pour l'universalité des habitants ! Rien à l'exclusion d'une fraction quelconque ! Tous sous le même drapeau, sous le drapeau de l'ordre, se donnant fraternellement la main.

Dans ses deux proclamations, le préfet de Lagarde s'efforce de persuader aux habitants que le coup d'Etat triomphe, que toute résistance est inutile.

La capitale continue de jouir du plus grand calme, dit l'affiche préfectorale. En me rendant de Paris dans le Gers, je n'ai vu que des populations paisibles. J'ai donc été aussi surpris qu'affligé de trouver à mon entrée dans ce département les effets d'une vive agitation... J'ai trouvé une grande consolation dans le dévouement avec lequel les bons citoyens sont accourus pour prêter leur appui à l'autorité et dans l'énergie avec laquelle le 6^e hussards a repoussé de criminelles tentatives... Que les citoyens honnêtes se tiennent en garde contre de perfides excitations... Si l'ordre public était de nouveau menacé, ils peuvent compter que l'action de l'autorité ne sera ni moins énergique, ni moins efficace.... (1).

On affiche aussi les nombreuses dépêches expédiées par Morny, le ministre de l'Intérieur. Elles sont d'un optimisme calculé, destiné à calmer, mâter, conquérir l'opinion, décourager toute tentative d'opposition, multiplier et hâter les adhésions et conversions politiques, éperonner le zèle et l'audace de l'administration. Elles se résument dans ces deux affirmations : le gouvernement est victorieux à Paris; la province adhère au coup d'Etat. Les voici dans l'ordre chronologique :

Paris, 3 décembre, 10 heures.

Un commencement d'insurrection a été réprimé à l'instant. Paris est tranquille. (Dépêche reçue le 5).

— Le gouvernement est entièrement maître de la situation. Quelques barricades ont été enlevées immédiatement. Un ministère a été constitué... Les nouvelles des départements sont des plus favorables.

Paris, le 4, à 7 heures du matin.

— Paris est parfaitement calme. Des troubles sans importance ont éclaté hier et ont été immédiatement réprimés. L'aspect de la capitale est très rassurant...

(1) *Opinion*, 6 et 8 déc. 51.

Paris, le 4, à 8 heures du soir.

— Les sociétés secrètes ont tenté aujourd'hui un mouvement insurrectionnel. Des barricades ont été formées dans les cinquième et douzième arrondissements. Elles ont été enlevées avec la plus grande vigueur par l'armée qui est pleine d'enthousiasme. Le succès est complet. Rouen, Lille, Amiens, Bordeaux, Brest, Rennes, Poitiers, Châteauroux, Bourges, Thiers, Caen et toutes les villes du territoire sont calmes.

Paris, le 5, à 10 heures du soir.

— Le combat a cessé. L'insurrection est anéantie. Les démagogues sont en pleine déroute. Ceux qui ont échappé à la juste indignation de nos soldats cherchent le salut dans la fuite. L'armée a été admirable de dévouement et d'enthousiasme. Grâce à son énergie, Paris est délivré des barbares et la France est sauvée de l'anarchie (1).

Ces triomphantes dépêches accablent les républicains et stimulent l'ardeur répressive de l'administration. D'ailleurs à mesure que la victoire du coup d'Etat s'affirme dans le Gers, les dévouements s'offrent plus nombreux. Cependant, l'inquiétude des autorités et du parti de l'ordre persiste à Auch, jusqu'au samedi 6, jour de foire.

Au matin du 6, une vive alerte met en émoi les agents du coup d'Etat. Une rumeur circule : 500 à 600 insurgés de Mirande marchent sur Auch. D'après les renseignements d'émissaires expédiés par lui, le maître d'hôtel Alexandre aurait mis le procureur en garde contre une tentative des insurgés mirandais, qui doit se produire vers les 4 heures de l'après-midi ou dans la nuit. Saint-Luc se rend à l'hôtel de ville à midi et demie. Il n'y trouve qu'une douzaine de volontaires armés. « Indigné de cette apathie des hommes d'ordre », il envoie ces volontaires recruter de porte en porte des défenseurs armés. Vers 3 heures, 500 volontaires, — fonctionnaires, conservateurs notables, officiers retraités, — affluent à la mairie. Le recteur y a conduit le personnel de l'instruction publique et les élèves de l'école normale. Le procureur fait aussitôt distribuer des armes à ces jeunes gens et les harangue. Il organise une troupe de 300 hommes armés qu'il place militairement, face aux

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.*, 1851. — Copie des dépêches et circulaires.

paysans venus à la foire de tous les points du département. Cette démonstration instruira les campagnards des sentiments des Auscitains et des mesures de défense contre toute tentative révolutionnaire. Un officier de la remonte, Espéron, prit le commandement de cette troupe qu'il « bouscula militairement toute la journée et toute la nuit, les envoyant même en détachement aux postes les plus périlleux ou en embuscade ». Vers 5 heures, le procureur était informé que les républicains de la ville se disposaient à s'emparer de la prison pour délivrer leurs amis politiques, pendant que les insurgés de Mirande devaient attaquer sur un autre point. Il ordonna au capitaine de gendarmerie d'occuper la cour de la prison et les rues voisines avec les 48 gendarmes présents à Auch. Le lieutenant Lamothe prit le commandement de « cette petite troupe armée jusqu'aux dents et déterminée » qui veilla toute la nuit. Mais ces précautions furent inutiles : les insurgés ne parurent pas. Les montagnards auscitains, décimés et démoralisés par l'arrestation des chefs et des principaux militants, ne bougèrent plus (1).

Le lendemain, 7 décembre, 3 compagnies du 66^e de ligne, 1 compagnie de chasseurs à pied, 1 escadron du 9^e hussards et 2 pièces d'artillerie venus de Toulouse, entrèrent à Auch vers 5 heures du soir. Le 8 décembre, l'état de siège était proclamé dans tout le département. Les alarmes de la population se dissipèrent; l'angoisse de l'administration et des hommes d'ordre prit fin.

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. C d'Etat, 1851. — Rapport de Saint-Luc, 22 déc. 51.

CHAPITRE II

L'Insurrection dans les arrondissements de Mirande et de Lectoure

I. Dépêches du coup d'Etat affichées à Mirande le 3; — réunion des républicains au café Pech où l'insurrection est décidée. — Le 4 au matin, invasion de la caserne de gendarmerie, de la mairie et de la sous-préfecture; — le sous-préfet Grabias blessé et incarcéré; le juge d'instruction et le procureur emprisonnés. — Les autorités révolutionnaires; armement des insurgés; barricades; ordres d'insurrection expédiés aux communes; un détachement de hussards et la malle-poste arrêtés par la barricade du pont de la Baise. — II. Mouvement insurrectionnel dans les communes voisines de Mirande, dans les cantons de Masseube, Miélan, Montesquiou, Marciac, Aignan. Bandes d'insurgés dirigées sur Mirande. — Echec d'une tentative sur Auch et fin de la crise. — Le préfet à Mirande (7 déc.). — III. L'arrondissement de Lectoure à la veille du coup d'Etat. — Le 3, agitation à Fleurance et soulèvement dans les communes voisines. — Le 4 au matin, tocsin, blocus de la caserne de gendarmerie, barricades, armement, commission révolutionnaire; — la malle-poste arrêtée et le nouveau-préfet du Gers prisonnier. — Intervention du sous-préfet de Lectoure et fin du mouvement. — Quelque agitation à Lectoure et à Saint-Clar. — Mouvement de Mauvezin; une colonne insurrectionnelle marche sur Auch et se débande en chemin.

I

Les troubles dans l'arrondissement de Mirande dépassèrent en durée et en gravité ceux des trois arrondissements d'Auch, de Condom et de Lectoure. Six cantons sur huit participèrent au mouvement insurrectionnel, et Mirande demeura trois jours, du 4 au 7 décembre, au pouvoir des républicains.

Cet arrondissement avait été travaillé par des sociétés secrètes, nombreuses et actives. Elles fonctionnaient dans

les bourgs et parfois dans des communes rurales. Les affiliés étaient reçus à Mirande, à Marciac, à Bassoues, à Lupiac et dans d'autres localités, où quelques démocrates énergiques et ardents avaient été désignés pour présider aux réceptions (1). Tous ces affiliés, liés par le serment et prêts au coup de main, au combat, recevaient le mot d'ordre du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*.

Instruits du coup d'Etat, les républicains des chefs-lieux de canton et des localités les plus peuplées dépêchèrent à Auch ou à Mirande quelques émissaires pour connaître les intentions et les ordres du *Comité montagnard*. Apportées d'abord dans les grandes communes, les instructions du comité furent aussitôt transmises aux communes rurales par des militants, qui soulevèrent et armèrent quelques bandes de paysans, et les poussèrent vers les chefs-lieux. Nombre d'hommes timides cédèrent à la menace et marchèrent à contre-cœur. Les cantons de Mirande, Montesquiou, Masseube, Marciac, Miélan, Aignan envoyèrent des recrues à l'émeute. En dépit de quelques bouillonnements épars, les cantons de Riscle et de Plaisance ne fournirent pas de soldats à l'insurrection.



A Mirande (2), petite sous-préfecture à 24 kilomètres au sud-ouest d'Auch, les idées républicaines avaient des représentants et des défenseurs nombreux, énergiques, prompts à l'action. Le sous-préfet Grabias était un homme jeune, courageux, actif, un administrateur à poigne, exécré des républicains. Son zèle agressif avait soulevé contre lui d'ardentes inimités et des rancunes durables. On le rendait responsable des tracasseries multipliées contre les républicains en 1851 : perquisitions, procès, désarmement de la garde nationale, interdiction de banquets montagnards, etc.

(1) Sur le parti montagnard et les sociétés secrètes dans l'arr. de Mirande, cf. *Le Gers sous la seconde République. La réaction conservatrice*, pp. 449-453.

(2) Mirande, 3.454 habitants.

Le 3 décembre, les dépêches annonçant le coup d'Etat furent affichées à Mirande vers midi. Elles y provoquèrent une forte émotion. Le vétérinaire Cantaloup, républicain ardent, se rendit aussitôt à Auch et assista à la réunion de l'*Ami du Peuple*, où l'appel aux armes fut décidé. Les chefs et militants rouges de Mirande s'étaient réunis vers 7 heures du soir au café Pèch, pour attendre les nouvelles et délibérer sur la situation. Le sous-préfet, qui avait le sentiment de son impopularité et redoutait une émeute, convoqua pour le lendemain toutes les brigades de gendarmerie de l'arrondissement. Mais le brusque soulèvement des républicains prévint l'effet de cette mesure.

Dans la nuit du 3 au 4, les républicains se réunirent de nouveau au café Pèch. Les principaux chefs — Boussès, Pascau, Passama, Terrail, avocats, Lasserre, un riche marchand de chevaux, le vétérinaire Cantaloup — étaient entourés de chauds montagnards : Gohon et Laffage, cordonniers; Duclos, marchand de parapluies; Bourrust, Dur, journaliers; Delsol, un jeune praticien; etc. (1). Cantaloup, qui avait assisté à la réunion de l'*Ami du peuple*, transmit aux républicains du café Pèch les instructions du comité montagnard auscitain : organiser l'insurrection en soulevant et armant les communes contre le coup d'Etat. Mais Cantaloup n'avait pas d'ordre écrit. Dans une conjoncture aussi grave, les républicains de Mirande, soucieux d'agir d'après des ordres précis et sûrs, déléguèrent Lafage et Delsol auprès des républicains d'Auch, pour en obtenir des instructions écrites et nettes. Les deux délégués s'entretenaient avec Gastineau et Lacaze; ils reçurent l'ordre de soulever en armes la population et d'incarcérer les autorités. De retour à Mirande, ils communiquèrent cet ordre aux républicains du café Pèch. Conscients du péril, les chefs pesaient leur responsabilité et demeurèrent un moment indécis. Lasserre lui-même, un des plus résolus, hésitait à donner le signal de l'insurrection. Mais bientôt la

(1) Cette réunion comptait 50 à 60 personnes, écrit Ténor, — « 200 à 300 socialistes », déclare l'*Opinion*.

majorité et son porte-parole Delsol se prononcèrent, en disant : « Nous avons reçu deux fois l'ordre d'agir, il faut l'exécuter ». L'assemblée fut entraînée et l'insurrection décidée. On dressa aussitôt un plan d'action : désarmer la gendarmerie, occuper la mairie et la sous-préfecture, incarcérer les autorités, installer une commission révolutionnaire, soulever les communes de l'arrondissement, concentrer à Mirande les forces insurrectionnelles, mettre la ville en état de défense contre toute tentative de la troupe au service du coup d'Etat. Les conjurés quittèrent le café Pèch au matin (1).

Des républicains et, parmi eux Duclos, Lafage, Gohon, le cordonnier Piquemil, l'aubergiste Bost, parcourent les rues et la place en criant : *Aux armes !* Lafage court à l'église et sonne le tocsin. Deux tambours battent la générale. Piquemil s'époumonne à crier : *Aux armes, citoyens ! La patrie est en danger !* Il est 7 heures.

En ce moment, Boussès, Pascau, Passama et Lasserre sont seuls en armes sur la place dont le centre est occupé par la mairie, — simple étage sur quatre arceaux, formant une sorte de hangar couvert. Le bâtiment est encore désert, et les quatre républicains y pénètrent sans obstacle. Le secrétaire de la mairie, Barbé, républicain et ami des insurgés, est déjà installé à son bureau. Sa présence à une pareille heure décèle une connivence. Il se met aussitôt au service de la commission révolutionnaire, formée des trois avocats et de Lasserre. Passama fait les fonctions de maire : en cette qualité, il signera les ordres de mobilisation insurrectionnelle adressés aux communes, désignera les émissaires chargés de soulever les campagnes. Dans la journée, Barbé dressera les états de contrôle d'une garde nationale républicaine, tiendra registre des fusils

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 8. — Notices sur Pascau, Cantaloup, Laffage, Delsol, Lasserre, etc. — M 15. Dossier de Lafage. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat de 1851*. U. 1-5. — Rapport de Régnier, 16 décembre 1851.

délivrés par le greffe sur l'ordre de la nouvelle commission, rédigea des bons de réquisition. Au son du tocsin, le maire Burot est accouru à la mairie avec le commissaire de police Dupuy et le secrétaire Boubée. En l'apercevant, Lasserre l'apostrophe violemment, le déclare déchu de ses fonctions et le couche en joue. Burot se retire aussitôt, suivi du commissaire (1).

La place est bientôt envahie par un rassemblement de 400 hommes, dont quelques-uns sont armés de fusils. On y trouve les républicains du café Pèch : les avocats Bous-sès, Pascau, Passama, Terrail, le vétérinaire Cantaloup, Lasserre, les cordonniers Marcel, Saubole, Piquemil, Damb-lat, le tonnelier Bergès, le marchand de sel Labat, le bras-sier Autissier, le teinturier Lauzin, le boulanger Bergès, le maçon Cestac, Bourrust, Dur. Escorté de quelques insurgés, Terrail se dirige vers la maison du lieutenant de gen-darmerie, qu'il somme de garder et d'imposer à toute la brigade une attitude entièrement passive. Les républicains se répandent dans la caserne où sont restés trois gendar-mes; les autres ont été envoyés par le sous-préfet dans les chefs-lieux de canton pour porter aux brigades l'ordre de se concentrer immédiatement à Mirande. L'avocat Pascau saisit les pistolets du lieutenant dans la fonte de la selle; l'aubergiste Bost désarme le maréchal-des-logis; les gen-darmes, couchés en joue par quelques insurgés, comme Arnaudy et le boulanger Bergès, se rendent et livrent leurs armes. Ils sont consignés dans leur caserne (2).

Un groupe d'insurgés, conduit par Terrail, marche sur la sous-préfecture. Le brusque soulèvement républicain a surpris le sous-préfet. En entendant le tocsin et le tambour, son secrétaire Labadens et l'adjoint Devèze accourent

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notice sur Barbé, Gohon, Piquemil, Lasserre, etc. — M 15. Dossiers de Duclos, Bost. — Cf. Ténôt, *op. cit.*, p. 129.

(2) *Ibid.* — Notices sur Saubole, Bergès, Labat, Cestac, Duclos, Pascau, etc — M 15. Dossiers de Cestac, Dur.

pour le protéger. Chassé de la mairie, le maire Burot les rejoint. Les insurgés frappent à coups de crosse, tandis que Lafage, armé d'une hache et d'un marteau, tente d'enfoncer la porte. Mais elle s'ouvre brusquement, et le sous-préfet Grabias apparaît, ceint de son échärpe. Son secrétaire, l'adjoint et le maire se tiennent derrière lui. Et le dialogue suivant s'engage entre Terrail et le sous-préfet : « Au nom du peuple, je vous somme de vous joindre à nous pour défendre la Constitution, dit Terrail. — Je n'ai pas pas de sommation à recevoir de vous; vous êtes en rébellion et mon devoir est de supprimer l'émeute, réplique le sous-préfet. — Bien ! vous vous rendez complice du Président; je vous arrête au nom du peuple. Suivez-moi à la mairie », s'écrie Terrail en le saisissant par l'écharpe. D'après l'instruction, il aurait ajouté : « Citoyens, empoignez-moi cet homme ! » Au même instant, un coup de pistolet blesse le sous-préfet. Il s'affaisse dans les bras de ses amis qui l'entraînent à l'intérieur de la sous-préfecture, et referment vivement la porte derrière eux. La blessure n'est pas grave : une seule chevrotine s'est logée dans le cou. Le maire Burot, protégé par Lauzin contre la fureur des manifestants, sort pour prévenir le docteur Siam, qui réussit à rejoindre le sous-préfet et fait un premier pansement. Redoutant une irruption des insurgés et un nouvel attentat, le maire Burot presse Grabias de quitter la sous-préfecture et de chercher asile dans la maison voisine, où il s'introduit en escaladant un mur. Le propriétaire Ortholan conduit Grabias dans le galetas où l'on accède par une échelle et une trappe (1).

Au dehors, devant la sous-préfecture, la foule grossit et devient plus menaçante. Une rumeur circule : Grabias a tiré un coup de feu sur Terrail. Au bruit de la détonation, Terrail indigné s'est retournée vers les insurgés, en demandant :

(1) Et Ténnot, *op. cit.*, pp. 130, 131. — Arch. du Gers. *Coup d'Etat*. M 8. — Notice sur Cestac, Terrail, etc. — M 15. Dossier Lafage : lettre de Grabias, 27 juillet 52.

« Qui a fait feu ? » (1). Le tumulte est à son comble. Les insurgés répondent qu'aucun d'eux n'a tiré et que le sous-préfet a déchargé son pistolet sur lui, Terrail. Malgré les dénégations du jeune avocat, ce bruit se répand et les têtes s'échauffent. Par une croisée enfoncée des insurgés se précipitent avec fureur dans la sous-préfecture. Afin d'éviter une scène de dévastation, l'avocat Boussès se proclame sous-préfet séance tenante. Acclamé, il ordonne l'évacuation immédiate. Les insurgés obéissent, et un poste est placé à l'entrée de la sous-préfecture.

Les insurgés donnent la chasse au sous-préfet. Ils fouillent les maisons voisines pour le découvrir. Dur et Saubole explorent une grange attenante à la sous-préfecture. La maison Ortholan a été plusieurs fois visitée sans succès, lorsque le charpentier Lavedan s'avise de pénétrer dans le galetas. Il aperçoit Grabias et appelle les insurgés, qui se saisissent du sous-préfet et l'entraînent au dehors.

La capture de Grabias inquiéta plus qu'elle ne réjouit les chefs de l'insurrection. La légende du coup de feu tiré par Grabias sur Terrail avait exaspéré les émeutiers, et il y avait tout à redouter de leur colère. Grabias affirme que le cordonnier Gohon appliqua sur sa poitrine son fusil chargé en disant : « Nous avons un compte à régler ensemble ». Quelques républicains se placèrent à la porte de la maison Ortholan pour recevoir et protéger Grabias à sa sortie. Passama jeune menaça de son pistolet quiconque toucherait au sous-préfet. Entouré de ses nouveaux défenseurs, Grabias gardait un sang-froid et une fermeté rares. Il répondait fièrement aux furieux qui l'interpellaient et

(1) Qui a tiré le coup de pistolet ? A l'instruction, Lafage dénonça comme l'auteur de l'attentat le vétérinaire Cantaloup, que le conseil de guerre de Bayonne condamna à mort par contumace. Mais Ténot a consulté des témoins : Terrail a affirmé que Cantaloup n'était pas dans le groupe des insurgés massés devant la sous-préfecture; Delsol déclara que Cantaloup et lui, au moment de l'attentat, achetaient de la poudre au débit de tabac, sur la place de la mairie, et chargeaient leurs fusils. (Ténot, *op. cit.*, Appendice, note D, pp. 330, 331). — Arch. du Gers. *Coup d'Etat*. M 8. — Notices sur Lafage et Cantaloup.

l'insultaient. Cet étrange cortège se dirigea vers la prison dont le gardien effrayé refusait d'ouvrir les portes. L'irritation de la foule s'en accrut. Les cris de mort redoublèrent. Boussès poussa prudemment dans l'angle de la porte le sous-préfet qui était de fort petite taille, et le couvrit de son corps. Enfin, la porte s'ouvrit, et Grabias fut logé dans une des chambres de la prison, où il reçut les soins d'un médecin et de son domestique. Le gardien fut destitué et incarcéré sur-le-champ. Pour le remplacer, Boussès désigna Lafage, qui se montra plein d'égards envers le sous-préfet et les magistrats prisonniers. Le journalier Barbé Pierre et le cordonnier Lestrade, armés d'un sabre, montèrent la garde à l'entrée de la maison d'arrêt (1).

D'autres arrestations suivirent celle du sous-préfet. Cantaloup, Terrail, Dur et quelques insurgés contraignirent Daste, le juge d'instruction, et Chevert, le procureur de la République, à se rendre à la mairie; ils furent ensuite conduits par Duclos à la prison. Au moment où Chevert en franchissait la porte, le factionnaire, Barbé Pierre, qui avait subi quatre condamnations, lui cria, en le menaçant de son sabre : « A chacun son tour ! » — Labat et Duclos arrêtaient le percepteur Lagrange, tandis qu'il se rendait à la sous-préfecture; le menuisier Esparros le piqua d'une broche dont il s'était armé, et perça son chapeau; Duclos, escorté d'une vingtaine d'insurgés, le conduisit à la prison. — Après la capture du sous-préfet, Ortholan, qui lui avait donné asile, fut saisi au collet par le cordonnier Marcel : « Puisque tu as reçu chez toi les brigands et la canaille, lui disait le cordonnier, il faut que tu les suives ». Et il voulait le mener en prison. — Lasserre fit incarcérer Agut. — Le lendemain, le substitut Laurent était écroué à son tour. Ce même jour, les gendarmes de Bassoues, capturés par

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Boussès, Lafage, Cestac, Dur, — M 15. Dossier de Lafage. M 3. — Grabias à préfet, 18 février 53. — Arch. nat. BB 30/467. *Grâces*. — Proc. imp. d'Auch à G. des Sc., 27 nov. 53, 1^{er} mars 55. — Cf. Ténot, *op. cit.*, pp. 131, 132, 133

les insurgés, entrèrent à Mirande traînés, une chaîne au cou, par leurs vainqueurs à cheval. L'aubergiste Bost les conduisit à la maison d'arrêt.

Des citoyens furent menacés, molestés. Lors de l'invasion de la sous-préfecture, Cassagnard dit à Aubian : « Vous trahissez le peuple, il faut vous mettre en prison ! » — Bourrust traita Couzier de mouchard, disant qu'il fallait lui loger une balle dans le corps, s'il ne criait *Vive la République !* — Esparros menaça de mort le commissaire (1).

*
**
**

Par l'emprisonnement des autorités, les républicains devenaient les maîtres de la ville. Ils s'organisèrent immédiatement. Boussès s'était proclamé sous-préfet, aux acclamations des insurgés. Passama avait été désigné maire par la commission révolutionnaire. Alphonse Paris, sergent au 74^e de ligne, en congé, avait revêtu son uniforme; il fut d'abord le chef du poste placé près de la barricade du pont; il fut ensuite nommé commandant de place. Le cordonnier Arnaudy, très exalté, fut le chef des barricades; il se montrait dans tous les attroupements; monté sur le cheval du sous-préfet, il sonnait de la trompette. Il aurait dit au commissaire de police : « Nous attendons 3 à 4.000 hommes. Nous mettrons les riches sur les barricades pour qu'ils reçoivent les premiers coups de la troupe, et nous irons couper le cou au prisonnier ». Passama fit placer un factionnaire à la poste aux lettres pour intercepter toutes les correspondances; Lasserre déclara au maître de poste que les courriers ne pourraient plus partir, et le cordonnier Gohon le contraignit à livrer ses chevaux aux estafettes qu'on expédia dans les communes.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notice sur Barbé Pierre, Lasserre, Lescure, Duclos, Dur, Bourrust, Esparros, Marcel. M 15. Dossier Esparros. M 4. — Grabias à préfet, 9 nov. 52. — Arch. nat. BB 30/467. *Grâces*. — Proc. imp. à G. des Sc., 1^{er} mars 55.

Boussès envoya dans les campagnes un ordre ainsi conçu :

Au nom du peuple souverain, le sous-préfet provisoire de Mirande ordonne aux habitants de la commune de N... de se lever en masse et de se rendre à Mirande pour y défendre la République et la Constitution.

L'aubergiste Bost, qui avait servi dans la cavalerie, fut désigné pour porter à cheval cet ordre dans les communes de l'arrondissement. Arnaudy et le menuisier Souriguère furent chargés de la même mission pour les cantons de Marciac et de Miélan. Delsol parcourut plusieurs communes pour les soulever. Dufar se rendit à cheval à Bas-soues et dans quelques communes pour y organiser l'insurrection (1).

La ville était dans une agitation inouïe. Les curieux, avides de bruit et de spectacle, et les insurgés emplissaient les rues.

Le cordonnier Piquemil battait la générale, tandis que le boulanger Bergès lisait une proclamation de la commission révolutionnaire et criait : *Aux armes ! La patrie est en danger !*

Après l'incarcération des autorités, la construction des barricades et l'armement des républicains devinrent le principal souci des chefs de l'insurrection. Pour préserver Mirande d'un coup de main militaire, une quinzaine de barricades furent élevées à l'intérieur et à toutes les issues de la ville, notamment au pont de la Baïse. Le brassier Seignourel présidait à leur construction, embrigadait de gré ou de force les habitants, menaçait et maltraitait ceux qui refusaient leur concours. Boussès réquisitionnait les matériaux. Auprès de chaque barricade des postes furent établis et des sentinelles veillèrent. Labat commandait la barricade dressée devant la sous-préfecture. Le boulanger Ber-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851 M 8. — Notices sur Arnau ly, Passama, Gohon, Boussès, Delsol, etc., M 3. — Grabias à préfet, 8 février 53. — M 15. Dossiers de Bost, Souriguère : Aubian à préfet, 23 février 54. — Cf. E. Ténnot, *op. cit.*, p. 134.

gès était le chef de la barricade élevée devant la prison. En cette qualité, il visita, en compagnie du sergent Paris et du cordonnier Galland, les fonctionnaires prisonniers, et il ordonna de les priver de feu. Lasserre et Paris commandaient la barricade du pont de la Baise (1).

L'armement des républicains se poursuit. Un détachement s'est emparé de la poudrière installée dans un vieux château voisin de la ville. La poudre est transportée à la mairie et distribuée. La fabrication des cartouches commence aussitôt. Boussès se rend chez l'armurier Barrère pour surveiller et activer la fonte des balles. Passama et Terrail ordonnent au greffier du tribunal de livrer les fusils confisqués aux délinquants et déposés au greffe; 300 briquets qui se trouvaient à la sous-préfecture sont également distribués aux républicains. Quelques insurgés réclamèrent des armes aux habitants. Le cordonnier Regnaud, armé d'un sabre et d'un fusil, contraignit la femme Samalens à lui remettre le fusil de son mari. Bourrust fouilla plusieurs maisons pour découvrir des armes. Duclos pénétra chez l'épicier Journet et s'empara de quatre fusils en disant : « Il nous les faut ou la vie ! » Le postillon Lescure somma le notaire Sailhan de livrer ses armes, le menaça de son pistolet en disant : « Je vous brûle la cervelle si vous ne les donnez pas ! » Un instant plus tard, il ajoutait : « Vous serez pendu avec les autres sur la place ! » Le boulanger Bergès et le cordonnier Galland se firent aussi remettre de force plusieurs fusils. L'instruction parle d'un groupe d'insurgés, courant de maison en maison, pour désarmer les propriétaires. Terrail et le cordonnier Gohon réquisitionnèrent les chevaux du maître des postes pour porter l'ordre d'insurrection sur les divers points de l'arrondissement. Des personnes furent contraintes, par des menaces, à se joindre au mouvement : le postillon Lescure apostrophe Vigne : « Si tu ne marches pas, je t'em-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Seignourel, Bergès, Boussès, Galland, Lasserre. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat* 1851. U 1-5. — Rapport du procureur Chevert, 7 déc. 51.

broche ! » ; il l'oblige à prendre des armes et à se mêler aux groupes d'insurgés ; après avoir forcé Arnaud à s'armer, le sergent Paris veut l'envoyer en éclaireur sur la route d'Auch, pour qu'il l'informe de l'arrivée de la troupe. Le procureur estime que le nombre des insurgés a pu s'élever à 3.000 (1).

Dans l'après-midi du 4, les insurgés qui gardaient la barricade du pont de la Baïse virent s'avancer un détachement de hussards. Comte, le juge de paix de Mirande, était allé le matin à Auch, pour demander au nom du sous-préfet, l'envoi immédiat de quelques cavaliers. Le capitaine Landry était parti avec 50 hussards. Dès que les sentinelles aperçurent le détachement, elles crièrent : *Aux armes !* Et une foule assez nombreuse se porta aux barricades. Lasserre avec un groupe d'insurgés, occupa celle du pont de la Baïse, tandis que Pascau, avec un autre groupe, se postait un peu au-dessus, à un gué de la rivière. Une collision faillit se produire entre hussards et insurgés. Le capitaine s'avança pour parlementer. Lasserre franchit la barricade et s'approcha du capitaine, qui déclara n'avoir d'autre mission que la protection de l'ordre et la défense de la République. D'après le *Mémorial des Pyrénées*, Lasserre aurait fièrement répliqué qu'on n'avait besoin de personne à Mirande pour protéger l'un et pour défendre l'autre. Interloqué, l'officier hésita quelques instants, voyant l'impossibilité d'enlever les barricades sans infanterie ni artillerie et avec aussi peu de cavaliers. Puis il se décida à rebrousser vers Auch. Lasserre et le cordonnier Gohon s'étaient opposés à l'entrée du juge de paix, qui avait suivi le détachement, et l'avaient menacé de leurs fusils.

L'inaction et la retraite des hussards avaient exalté la confiance et l'espoir des insurgés.

A la nuit tombante, la malle-poste, retenue le matin par

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Passama, Gohon, Terrail, Lescure, Bergès, Galland. M 15. — Dossiers Regnaud, Duclos. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat* de 1851. Rapport Chevert, 7 déc. 51.

les insurgés de Fleurance, s'arrêta devant la barricade du pont de la Baïse. Cantaloup et quelques républicains la visitèrent. Elle portait le sous-préfet de Bayonne, de la Rousselière, qui répéta sans succès aux Mirandais les observations faites dans la matinée aux insurgés de Fleurance. Un des chefs lui coupa brutalement la parole, et le conduisit auprès du sous-préfet provisoire Boussès, qui le mit en état d'arrestation et le consigna dans un hôtel (1). Les malles-postes du vendredi et du samedi furent également arrêtées et retenues par les insurgés.

II

L'ordre d'insurrection expédié par Boussès parvint aux communes dans la journée du 4. Une dizaine de communes rurales, voisines de Mirande, informées dès la première heure, — Lamazère, Miramont, Idrac, Saint-Médard, Laas, Tillac, Saint-Michel, Sauviac, Berdoues, Belloc, Saint-Clamens, Gazax-et-Bacarrise, Coujot, — envoyèrent au chef-lieu, le jeudi et le vendredi 4 et 5, des groupes d'insurgés.

A Lamazère, après avoir reçu les instructions de Boussès, les deux frères Carrère, meuniers aisés, républicains exaltés, dépêchèrent aussitôt leurs domestiques sur les divers points de la commune. Aidés d'Ortholan, ils enlevèrent le tambour au maire. Un des frères et Ortholan parcoururent Lamazère en battant la caisse, en exhortant les habitants à s'armer et à se rendre à Mirande. Quand les gendarmes de Riscle, pourchassés par les insurgés, se furent réfugiés dans la maison du maire Pérès, Ferdinand Carrère fut un des plus ardents à les tourmenter; il parlait même de piller la maison du maire (2).

Les insurgés de Miramont furent conduits à Mirande par

(1) E. Ténnot, *op. cit.*, pp. 134, 135.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Carrère et d'Ortholan. — Lamazère, 364 habitants.

deux rouges, le menuisier Lasserre, qui battit la caisse pour soulever sa commune, et un cultivateur, Joseph Blanc, dont la maison servait aux réceptions d'affiliés montagnards (1). A Idrac, après avoir reçu l'ordre d'insurrection, l'horloger Trébois, ancien instituteur, parcourut la commune et marcha sur Mirande avec quelques insurgés. Le 5 et le 6, un agitateur mirandais, le brassier Autissier, délégué par la commission révolutionnaire de Mirande, se rendit à Idrac, où il menaça l'instituteur Lescure et un nommé Colton (2).

A Saint-Médard, le maire Claverie, un meunier intelligent et « rusé », propagandiste montagnard, convoqua les habitants sur la place publique. Il les invita à marcher sur Mirande sous peine de voir leurs maisons et leurs fourrages incendiés. Avec le cultivateur Castéra Pierre et le brassier Lacomme, Claverie battit la campagne pour recruter des insurgés. Ils usèrent de violences et de menaces, notamment contre un nommé Dufilh, l'assurant qu'on mettrait le feu à sa maison et à sa meule, s'il refusait de marcher. Ils groupèrent quelques insurgés qu'ils poussèrent sur Mirande (3).

A Laas, un propriétaire aisé, Lussan Jacques, fit sonner le tocsin; armé d'une hallebarde, il se dirigea vers Mirande, avec quelques habitants (4).

A Saint-Michel, un instituteur privé, Congongle, expédia des émissaires pour soulever la commune. Un groupe d'habitants se porta chez le maire pour lui réclamer les clefs de la mairie (5).

Un petit cultivateur de Sauviac, Fontoulieu, vint à

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notice sur Blanc et sur Lasserre. M 15. — Certificat du curé de Miramont, 12 juillet 52. — Miramont, 588 hab.

(2) *Ibid.* M 8. — Notice sur Trébois et Autissier. — Idrac, 525 habitants.

(3) *Ibid.* 8. — Notices sur Castéra, Claverie et Lacomme. — Saint-Médard, 681 habitants.

(4) *Ibid.* M 8. — Notice sur Lussan. — Laas, 524 hab.

(5) *Ibid.* — Notice sur Congongle. — Saint-Michel, 1.082 hab.

Mirande et rapporta un ordre écrit à Pujos Pierre, propriétaire aisé, capitaine de la garde nationale. Le 5, Pujos voulut expulser de la maison d'école, l'instituteur; il alla chez le maire, lui déclara qu'il n'était plus rien, et l'entraîna à la mairie. Il réunit les insurgés de Sauviac et de Saint-Michel, qui allèrent ensemble à Mirande. Fontoulieu essaya d'entraîner quelques hommes de Sauviac, qui refusèrent de s'éloigner de la commune (1).

A Berdoues, le 4, le forgeron Duprat partait pour Mirande, avec 10 insurgés. Le même jour, à Tillac (Marciac), le cordonnier Lourties réunit une trentaine d'insurgés qu'il conduisit à Mirande (2).

Un instituteur deux fois révoqué, Tanazac Vital, propagandiste ardent, contribua à soulever les habitants de Belloc-Saint-Clamens, Moncassin, Saint-Elix-Thieux et Sauviac. Il marcha sur Mirande avec des bandes armées (3).

*
**

Le 4, des mouvements insurrectionnels s'organisent ou s'ébauchent dans les 7 autres cantons de l'arrondissement. Seuls, les cantons de Marciac et de Montesquiou fournirent un contingent important à l'émeute (4).

Nous savons comment le mouvement de Masseube fut préparé par les chefs du parti rouge, Breuils, Laporte, Esquinance. Il se limita au chef-lieu, qui envoya une colonne d'insurgés à Auch, le 4 décembre. Les autres communes du canton ne bougèrent pas. A la nouvelle de l'échec des insurgés au faubourg de l'Oratoire, la commission révolutionnaire se sépara (5).

A Miélan (6), dès que l'avis d'insurrection fut connu, les

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Fontoulieu et Pujos. — Sauviac., 383 hab.

(2) *Ibid.* M 8. — Notices sur Duprat et Lourties — Tillac, 810 hab.

(3) *Ibid.* M 8. — Notice sur Tanazac. M 3. — Sous-préfet à préfet, 9 nov. 52.

(4) Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat de 1851*. — Rapport du procureur Chevert, 27 déc. 51

(5) Voir chap. précédent, pp. 39-43.

(6) Miélan, 2.043 hab.

chefs et militants républicains — Dagé, conseiller général, Dours, pharmacien et chef des sociétés secrètes, Domerc Pierre, étudiant, Brun Elisée, épicier et initiateur aux sociétés secrètes, Monlaur, père et fils et Desplats, père et fils, aubergistes qui donnaient asile aux sociétés secrètes — préparèrent le soulèvement. Le 4, à 9 heures du matin, à la nouvelle de l'insurrection de Mirande, Dagé et France se présentaient à la caserne. Ils exhortèrent le maréchal-des-logis à consigner les gendarmes : il y allait de leur vie et de la tranquillité publique. Le maréchal-des-logis prévint aussitôt le maire. Mais déjà un fort rassemblement d'insurgés s'était formé sur la place, lorsque survient un gendarme qui porte à la brigade l'ordre de se rendre immédiatement à Mirande. Les républicains le traitent de mouchard et veulent connaître la dépêche destinée au maréchal-des-logis. Davezac, grenadier au 66^e de ligne propose de le déshabiller pour la lui arracher. Le gendarme se dégage difficilement. La foule le suit à la caserne qu'elle envahit. L'épicier Darrieux réclame au maréchal-des-logis la communication de la dépêche. Dès qu'elle est connue, les insurgés veulent désarmer et bloquer la brigade. Ils déclarent que Louis-Napoléon est en prison, qu'il n'y a plus d'autorités, et ils engagent les gendarmes à ne pas sortir. Quelques exaltés, — le cordonnier Vignes, Brun Elisée, le limonadier Sembrès, Davezac, etc. — demandent avec colère et insistance qu'on désarme la brigade. Davezac tire un coup de feu dans la caserne sous prétexte « qu'il faut essayer les armes parce qu'on peut avoir besoin de s'en servir ». Vigne crie aux gendarmes : « Vous serez fusillés, si vous allez à Mirande ». Il craint que les gendarmes ne fassent un « mauvais usage de leurs armes, au moment où on va proclamer la République rouge et sociale ». Dours et France s'efforcent de calmer les plus furieux; ils sont d'avis qu'on laisse aux gendarmes leurs armes contre l'engagement de ne pas s'en servir. Cet avis l'emporte : la brigade et le gendarme de Mirande ne sont pas désarmés, mais restent prisonniers dans leur caserne.

Réunis à l'auberge Desplats, les insurgés nomment une commission révolutionnaire qui s'installe à la mairie. Elle est composée du docteur France, Dours, pharmacien, Montégut, teinturier, Soulès, charpentier, Darrieux, épicier, Elisée Brun, Desplats, Monlaur et Vigne. Dours en est le président. Le drapeau rouge est hissé à la mairie, contre la volonté de Dours, Montégut et Darrieux qui empêchent l'incinération du drapeau tricolore. La majorité de la commission (5 contre 2) s'oppose au départ d'une bande armée pour Mirande. Toutefois, la commission envoie à toutes les communes un ordre écrit de sonner le tocsin et de venir en armes à Miélan. Desplats fils bat la campagne pour en soulever les habitants. Un cortège d'une centaine d'insurgés défile dans les rues et sur le marché de Miélan : en tête, le boulanger Soulès, capitaine de la garde nationale, porte le drapeau rouge; Lacassagne, marchand de grains, bat le tambour; Domerc lit à haute voix, « à son de trompe », un arrêté de la commission, portant que « les autorités de la ville sont suspendues » et que « tous les citoyens doivent obéir au comité révolutionnaire, sous peine d'être déclarés traîtres et punis comme tels ». Dours, président de la commission, pénètre dans le bureau de poste, et Brun menace le directeur, qui a refusé de communiquer les dépêches. Dours et Vigne se rendent aussi chez le receveur-buraliste Tapie pour connaître la quantité de poudre en dépôt. Brun oblige le buraliste à lui remettre son fusil.

Le lendemain 5, l'enthousiasme révolutionnaire a faibli; on doute du succès de l'insurrection. Le gendarme de Mirande est mis en liberté; mais la brigade est toujours consignée. Le 6, au bruit que les insurgés de Mirande marchent sur Miélan, les hommes « du parti de l'ordre » et la gendarmerie s'arment et s'organisent pour les repousser. Mais aucun insurgé ne paraît, et le calme se rétablit (1).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices de Dours, Domerc, France, Monlaur, Brun, Darrieux, Desplats, Montégut, Lacassagne. M 15. — Dossiers. Dours, Brun, Domerc, Desplats, (Notices). Lettre du curé de Miélan à Préfet. — Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* — Général Duplex à 13^e division militaire, 5 déc. 51.

A Villecomtal (Miélan), le 4 au matin, le cordonnier Despalanques avait fait sonner le tocsin et s'était rendu à Miélan le jour même, à la tête de 12 insurgés (1).

*
**

Le canton de Montesquiou, fortement remué par les sociétés secrètes que dirigeaient Vidaloque, Douau et Lagrave, fut particulièrement agité par l'insurrection. « Entre Bassoues et Mirande, dit une note de l'instruction, toutes les communes furent emportées par le torrent révolutionnaire ». Bassoues, Montesquiou, l'Isle-de-Noé, Pouylebon, Saint-Christaud, Bars et Monciar furent parcourues et travaillées par d'énergiques meneurs, au son du tambour et du tocsin. Ils employèrent la menace et la contrainte pour entraîner les paysans. Deux brigades de gendarmerie furent désarmées et capturées par les insurgés. Les deux principaux artisans du soulèvement furent Cabos fils et Vidaloque (2).

A Pouylebon, le cultivateur Courrège fait sonner le tocsin et soulève la population. Avec Baron Vital, Chabeau fils et une vingtaine d'hommes, il se présente chez de Belloc, un gros propriétaire, pour réclamer ses armes, entraîner ses domestiques sur Mirande. « Le peuple est maître; toutes les portes doivent s'ouvrir », disait Courrège (3). — A Bars, Sarniguet bat la caisse et publie l'ordre de marcher sur Mirande, tandis que Morère se rend au presbytère pour réclamer des armes au curé (4). — A Saint-Christaud, le maire Noté, l'adjoint Lafargue et Chabeau fils, à la tête d'une centaine d'hommes, allèrent au château de Mme de Thézan pour se faire livrer toutes les armes et contraindre

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 15. — Dossier Despalanque. — Note. — Villecomtal, 933 hab.

(2) *Ibid.* Dossiers Blousson et Duprat, M 3. — Grabias à préfet, 18 février 53.

(3) *Ibid.* M 8. — Notice sur Baron Vital. M 15. — Dossier Chabeau. Note. — Pouylebon, 440 hab.

(4) *Ibid.* M 8. — Notices sur Sarniguet, Morère, M 15. — Dossier Sarniguet. Note. — Bars, 419 hab.

les domestiques à s'enrôler parmi les insurgés (1). — D'après l'instruction, beaucoup d'hommes, dans ces trois communes, furent entraînés par la menace. Dans la nuit du 4 au 5, un rassemblement de 500 insurgés, recrutés dans cette région et notamment à Saint-Christaud, commandés par le meunier Bistos, ardent et redouté, se porta au-devant de la brigade de Bassoues qui, mandée le 4, se rendait à Mirande. Les gendarmes furent entourés par 200 ou 300 insurgés, couchés en joue, insultés et désarmés. « Vous êtes de la canaille, des brigands, leur criait-on; il est temps d'en finir avec vous ». Des furieux comme Lussan et Trouillé, de Saint-Christaud, parlaient de les déshabiller, de les tuer. Ader saisit au collet un gendarme et crie au jeune forgeron Caussade : « Enchaîne-les. Il n'y a pas longtemps qu'ils m'ont fait quitter mes sabots à la chasse, mais maintenant, je les tiens ». Caussade et le meunier Bistos passèrent une chaîne au cou des gendarmes. Ils montèrent sur les chevaux de leurs prisonniers qu'ils traînèrent, enchaînés, jusqu'à Mirande, où ils les écrouèrent. — La brigade de Plaisance entra à Bassoues le 5, à deux heures du matin. Elle se heurta à un attroupement de 200 hommes armés et finit par se dégager. Mais aux approches de Monclar, vers 5 heures, elle rencontra 200 à 300 insurgés qui firent feu. La brigade riposta. Mais le groupe des assaillants se grossit de nouvelles recrues qui accourent au son du tocsin. Deux chevaux s'abattirent. Les gendarmes furent entourés, désarmés, outragés, enfermés dans la maison d'arrêt de Mirande. Un Mirandais, le journalier Châlon, envoyé à Monclar pour inviter le maire à soulever la population, avait tiré un coup de fusil chargé à plomb qui blessa aux reins le gendarme Mothe. Il s'empara ensuite de la giberne de sa victime. Le gendarme Lalanne, réfugié chez Espenat, fut poursuivi et menacé par des émeutiers. Duprat, un mé-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Noté, Laffargue. M 15. — Dossier Laffargue. Note. — Saint-Christaud. 375 habitants.

tayer condamné pour délit de chasse, le dépouilla de sa carabine, de sa giberne et de son pistolet (2).

Toutes ces bandes qui avaient capturé les gendarmes affluèrent le 5 à Mirande. La colonne formée des contingents de Bassoues et de l'Isle-de-Noé rallia les insurgés de Barran et se joignit à la colonne de Vic, dans la soirée du 4. Elle fut dispersée par la charge des hussards, au faubourg de l'Oratoire.

Dans la commune de Gazax et Bacarisse, au matin du 4, le tocsin sonna. Le maire Bonnet et le conseiller Lazies passaient de maison à maison pour réveiller les habitants et les enrôler dans l'insurrection. Dans un hameau voisin, au Coujot, trois républicains, — Doubrère, Martin et Lafargue, — arrachèrent les clefs au carillonneur et sonnèrent le tocsin, le 4, vers minuit (1).



Le canton de Marciac expédia de 120 à 150 insurgés à Mirande. Presque tous venaient du chef-lieu; beaucoup ne marchèrent qu'abusés ou contraints. Ils furent les premiers à quitter Mirande, dans l'après-midi du 6 (1).

A Marciac (2), les chefs du parti rouge étaient Nabos, riche propriétaire, conseiller général, actionnaire de l'*Ami du Peuple*, le hongreur Soumabielle, agitateur très exalté, initiateur aux sociétés secrètes, parcourant le pays en tout sens pour exercer son métier, Fitte aîné, dont l'auberge était le rendez-vous des rouges.

Le coup d'Etat fut connu à Marciac le 3 au soir. La nuit fut calme. Le 3 au matin, quelques groupes stationnaient

(2) *Ibid.* — Notices sur Lussan, Ader, Caussade, Bistos. *M 15.* — Dossiers Lussan, Caussade, Bistos. Notes. — Arch. du L.-et-G. *U 1-5. C. d'Etat 1851.* — Rapport Chevert, 27 déc. 51. *U 1-5. C. d'Etat 1851.* — Rapport Chevert, 27 déc. 51. — Courrier du Gers, 20 avril 52.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat, 1851. M 15.* — Dossier Bonnet. Lettres du maire et du juge de paix au sous-préfet. — Gazax et Bacarisse, 324 hab.

(2) Arch du L.-et-G. *U 1-5. C. d'Etat de 1851.* — Rapport Chevert, 27 déc. 51

(3) Marciac, 1.905 hab.

sur la place. Un futile incident provoqua une certaine agitation : un chasseur s'étant présenté chez le buraliste, le carillonneur Tursan prétendit interdire toute vente de poudre et obliger le débitant à fermer son bureau pour conserver des munitions aux insurgés. Le maire intervint et rabroua Tursan. Mais l'aubergiste Fitte a reçu un émissaire républicain, et une rumeur circule aussitôt : Mirande est en insurrection, les barricades s'élèvent et les autorités sont écrouées. L'émotion grandit; les groupes s'animent; on parle de se joindre aux insurgés de Mirande. Un gendarme à cheval débouche sur la place portant à la brigade l'ordre de se rendre à Mirande. Tursan arrête par la bride le cheval du gendarme qui est contraint de descendre. Sommé de rendre ses armes et de communiquer la dépêche, il s'y refuse : « Si je rends mon sabre, dit-il aux insurgés, je suis déshonoré; vous ne l'aurez qu'avec ma vie ». Il est conduit à la mairie. Voyant son autorité méconnue, le maire se retire. Les républicains se bornent à parler de commission révolutionnaire. Ils dépêchent des émissaires dans les campagnes pour soulever les ouvriers, les diriger sur Marcillac. La vente de la poudre est interdite. Puis, un fort rassemblement d'insurgés se précipite vers la caserne qui est cernée, envahie. On veut désarmer la brigade et l'empêcher de sortir. Le graveleur Bessagnet s'est introduit dans les appartements des gendarmes pour s'emparer de leurs armes. Durant cette invasion, deux femmes de gendarmes auraient été frappées par Tursan. La brigade était prisonnière; mais elle réussit à dépister la surveillance des insurgés, s'esquiva vers les 8 heures du soir pour se rendre à Mirande. Sur ces entrefaites, le charpentier Bacqué Jean et l'aubergiste Fitte propageaient le bruit que le général et le préfet étaient prisonniers; ils ajoutaient qu'il fallait marcher sur Mirande. Tursan livra aux insurgés les fusils de la garde nationale qu'il avait cachés dans le clocher. Les républicains placèrent un poste à la mairie; pendant la nuit, ils firent quelques patrouilles. Le 5 au matin, un insurgé mirandais Delsol vint gourmander et secouer l'apa-

thie des républicains de Marciac. Et bientôt retentit le cri : *Aux armes !* Le tambour bat, le tocsin sonne. On frappe chez tous les habitants. Fitte annonce que les chefs montagnards ordonnent de marcher sur Mirande. Mais peu répondent à cet appel. Très exalté, Bessagnet enfonce la porte d'une maison pour y prendre les armes. Il veut faire feu sur le juge de paix. Vers 9 heures, une bande commandée par Fitte, Soumabielle et Delsol, s'achemine vers Mirande. Les communes du canton n'avaient pas envoyé un insurgé. Après le départ des républicains, Marciac retrouva son calme. Les insurgés rentrèrent le lendemain, abattus, poussant quelques cris isolés de *Vive la République ! Vive la Constitution !* (1).



Dans le canton d'Aignan, les bourgs de Lupiac et d'Aignan fournirent un groupe de combattants à la colonne insurrectionnelle de Vic, qui fut dispersée à Auch, au faubourg de l'Oratoire. Les 12 autres communes du canton ne bougèrent pas.

A. Lupiac, Rencontre chercha à s'emparer des armes de la garde nationale déposées à la mairie; il recruta à cet effet quelques individus, en contraignit d'autres à marcher sur Lupiac (2).

A Aignan (3), l'huissier Mangounet et le médecin Cavanhaç étaient les chefs du parti rouge dans le canton. Le 4 au matin, informé du coup d'Etat par des émissaires de Vic, Mangounet envoya des agents dans la banlieue et à Marciac. Il cherchait à s'emparer des armes de la garde nationale et surveillait la boutique de l'armurier Premignon. Mais l'autorité locale avertie veillait. A 7 heures du matin,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. — Notices sur Nabos, Soumabielle, Fitte, Tursan, Bessagnet. *M* 4. — Lettre du sous-préfet au préfet, 9 nov. 52. *M* 15. — Dossier Fitte. Sous-préfet à préfet, 2 nov. 52. — Arch. du L.-et-G. *U* 1-5. *C. d'Etat* de 1851 — Rapport Chevert, 27 déc. 51

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. *M* 15. — Dossier Rencontre. Note. — Lupiac, 1.376 hab.

(3) Aignan, 1.618 hab.

le maire et le Conseil municipal avaient appelé à la mairie les gendarmes et « quelques hommes d'ordre ». Les armes de la garde nationale furent aussitôt transportées à la caserne. Mangounet, avec une quarantaine d'insurgés armés, vint les réclamer. Mais, sur l'ordre du juge de paix, la porte et les volets de la caserne restèrent obstinément clos, tandis que des furieux frappaient et criaient. Les insurgés se portèrent alors à l'extrémité opposée de la ville, et se joignirent à un autre rassemblement. Tous marchèrent ensuite sur la mairie, où étaient assemblés le maire, le juge de paix, les officiers de la garde nationale et quelques hommes d'ordre. Les insurgés réclamèrent les armes que le maire refusa de livrer. Le juge de paix reprocha durement sa conduite à Mangounet que le maire saisit au collet. Un poste fut installé à la mairie et veilla toute la nuit. Les émeutiers se partagèrent en plusieurs bandes chantant à tue-tête *La Marseillaise*, insultant le poste à leur passage, vociférant des menaces, des cris de mort contre les riches et les hommes d'ordre. Grâce au sang-froid des officiers de la garde nationale, une collision fut évitée.

Le 5 et le 6, le départ pour Vic des rouges les plus ardents assura son calme au canton. Le docteur Cavanhac se rendit à Vic où il se mêla ostensiblement aux insurgés et piqua une cocarde rouge à son chapeau (1).

*
**

Les cantons de Riscle et de Plaisance n'ont envoyé aucun renfort au mouvement insurrectionnel de Mirande. On a signalé quelques turbulences locales, des menées vagues, quelques tentatives d'agitation plus ou moins isolées et rapidement avortées à Viella (Riscle) et à Beaumarchès (Plaisance).

A Viella, quelques meneurs, comme le forgeron Abadie, essayèrent de soulever la population et de s'emparer des

(1) Arch. du Gers, *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Mangounet, Cavanhac. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat* de 1851. — Rapport Chevert, 27 déc. 51.

fusils déposés à la mairie; mais l'attitude résolue du maire suffit à les éloigner. Ils s'efforcèrent inutilement de recruter quelques insurgés pour les pousser sur Mirande.

Dans le canton de Plaisance, — « le canton modèle », écrit le procureur de Mirande, — à Beaumarchès, le charpentier Coussoulet et Dauriac, propriétaire, décidèrent une vingtaine d'habitants à partir pour Mirande. Mais le groupe marchait sans enthousiasme : la plupart regagnèrent Beaumarchès le soir même; les autres s'arrêtèrent en route et n'entrèrent pas à Mirande (1).

*

**

Durant l'après-midi du 4 et la journée du 5, les bandes d'insurgés recrutés dans une vingtaine de communes, principalement dans les cantons de Marciac et de Montesquiou, ne cessèrent d'affluer à Mirande. D'après les rapports officiels, le nombre des insurgés aurait atteint 6.000.

Le matin du 5, les gendarmes de Bassoues, arrêtés et désarmés par les insurgés de Pouylebon, de Bars et de Saint-Christaud, firent leur entrée à Mirande, la chaîne au cou, escortés par quelques émeutiers, montés sur les chevaux de leurs captifs. L'aubergiste Bost les conduisit à la maison d'arrêt (2).

Les chefs insurgés agirent vigoureusement pour maintenir l'ordre dans cette masse enfiévrée, turbulente. On délivra des bons de réquisition pour nourrir cette population. Afin d'éviter tout gaspillage et tout désordre, des distributions de vivres furent organisées et surveillées. L'armement se poursuivait; en plus des fusils de chasse réquisitionnés chez les armuriers ou les particuliers, on distribua aux insurgés des briquets en dépôt à la sous-préfecture; on fabriquait des cartouches et des balles. Il fut défendu aux

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 8. — Notices sur Abadie et Coussoulet. — Rapport Chevert. — M. Conseils municipaux. arr. de Mirande 1851. — Lettre du j. de paix de Riscle au préfet, 14 déc. 51. — Vielha, 1.757 hab.; Beaumarchès, 1.381 hab.

(2) *Ibid.* M 15. — Dossier Bost : Notice.

hommes valides de paraître sans armes dans la rue. Des « hommes d'ordre » furent désarmés ou consignés chez eux. Mais les chefs de l'insurrection voyaient clairement que ce soulèvement ne serait qu'une manifestation vaine, aisément et vite réprimée, si l'on ne tentait pas une offensive hardie. Le 5 au matin, ils tinrent un conseil de guerre. Instruits de la défaite des insurgés au faubourg de l'Oratoire, ils résolurent de la venger pour relever le moral des insurgés. Après avoir audacieusement et victorieusement engagé la lutte, les autorités du coup d'Etat paraissaient décidées à la poursuivre avec énergie. On courait donc à une bataille. La grosse difficulté était d'armer, d'organiser militairement cette cohue de paysans, dont la plupart n'avaient pas d'armes, de trouver un chef capable de les diriger. Néanmoins une marche sur Auch fut résolue.

Lasserre part avec 600 hommes passablement armés. Si les circonstances se dessinent favorablement, Boussès le rejoindra avec le gros de l'insurrection. A la même heure, les insurgés de Masseube descendaient la vallée du Gers.

Mais à Auch, le préfet, averti de la marche des insurgés, avait fait occuper militairement les principales avenues. Des volontaires accouraient à l'Hôtel-de-Ville pour prêter main-forte à l'autorité. D'autre part, les républicains de Masseube et de Seissan, commandés par le cafetier Campardon, s'étaient avancés jusqu'à Pavie. Là, ayant appris que la veille les insurgés avaient été dispersés au faubourg de l'Oratoire, que les autorités avaient organisé la défense de la ville, ils se retirèrent.

Lasserre, qui partageait avec le coutelier Cassagnard, le commandement des insurgés mirandais, poussa sa colonne jusqu'à Roches, à 6 kilomètres d'Auch. C'était le point de ralliement des insurgés de Saint-Jean-le-Comtal. Là, instruit des mesures vigoureuses prises pour le recevoir, Lasserre ordonna la retraite (1).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Lasserre, Châlon. — Arch. du L.-et-G. U 1-5 *C. d'Etat*, 1851. — Rapport du procureur Chevert, 27 déc. 51. Cf. E. Ténot, *op. cit.*, pp. 138-139.

Mirande resta au pouvoir des insurgés jusqu'au dimanche 7 décembre. Mais la veille, d'alarmantes rumeurs avaient déjà circulé. Les républicains avaient été vivement inquiétés par la nouvelle qu'une colonne d'artillerie arrivait de Toulouse, tandis qu'une autre venait de Pau par Tarbes pour prendre Mirande à revers. Le découragement gagna vite. Plusieurs groupes d'insurgés, notamment celui de Marciac, quittèrent Mirande dans la soirée du samedi.

Dans la nuit, les chefs de l'insurrection tinrent un dernier conseil de guerre. Les partisans obstinés de la résistance n'étaient plus qu'une très petite minorité. On envisagea plusieurs partis. Boussès proposa d'abord aux républicains les plus compromis de quitter Mirande en armes et de passer en Espagne. Cet avis fut écarté. On s'arrêta à la résolution suivante : afin de soustraire leurs concitoyens à une répression certaine et impitoyable, Boussès, Pascau, Passama et Lasserre revendiqueront toute la responsabilité du soulèvement, demanderont un tribunal régulier pour y répondre de leurs actes.

A minuit, les quatre chefs républicains firent connaître aux insurgés leur résolution. Ils ordonnèrent la démolition des barricades : à 3 heures du matin, toutes avaient disparu. Les insurgés des communes voisines et des cantons quittèrent Mirande. Toutes les personnes incarcérées furent remises en liberté. Et, le lendemain dimanche, Boussès, Pascau, Passama, Lasserre se constituèrent prisonniers (1).

Ce même jour, le préfet de Lagarde, à l'issue des funérailles des deux militaires tués à Auch dans le combat du 4, se transporta à Mirande, à la tête d'une colonne mobile, composée de 2 compagnies d'infanterie, d'un escadron, de 2 pièces d'artillerie et commandée par le lieutenant-colonel de Ginistry du 6^e Hussards. Effrayé par la quantité de poudre distribuée, il exigea par arrêté la remise immédiate

(1) Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Rapport du procureur, 27 déc. 51 — Cf. Ténôt, *op. cit.* pp. 139-140.

de toutes les armes blanches ou à feu, de chasse, de guerre ou de sûreté; les contrevenants s'exposaient aux rigueurs des lois de l'état de siège. Un autre arrêté ordonna la fermeture de tous les établissements publics à 9 heures du soir; les cafés Laffont et Pech, l'auberge Delom furent interdits comme foyers principaux de l'insurrection. Une centaine de mandats d'arrêts furent décernés contre les insurgés dont 16 seulement furent arrêtés. Les Mirandais les plus compromis avaient fui; d'autres se cachaient et, la nuit, faisaient le coup de feu sur les patrouilles. Mais les colonnes mobiles les débusquèrent et les dispersèrent. Le préfet visita l'Isle-de-Noé, Barran et quelques villages particulièrement engagés dans l'insurrection. Il ordonna quelques arrestations et rentra à Auch le 10 décembre au soir (1).



Dans l'arrondissement de Mirande, plusieurs milliers d'hommes ont été enrôlés dans l'insurrection. Par des menaces ou de fausses nouvelles, des meneurs résolus et audacieux, tous ou presque tous affiliés aux sociétés secrètes, ont entraîné de nombreux paysans, isolés dans la campagne, hésitants ou timides, hostiles à tout déplacement. Cette masse d'insurgés, médiocrement armés, est une cohue sans valeur militaire, incapable de tenir devant un détachement de fantassins ou de cavaliers. Elle n'a ni foi ni enthousiasme. La plupart de ces paysans, sans vue claire du but de toute cette agitation, sans dessein arrêté, dépaysés, travaillés de doutes, de craintes, de regrets, obéissent machinalement à l'impulsion de quelques agitateurs. La tentative sur Auch échoue piteusement : le commandant des

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1851. — Général Dupleix à min. de la Guerre, 11 déc. 51. — *Opinion*, 22 déc. 51.

insurgés, se défiant de ces soldats improvisés, n'a pas osé risquer sa troupe dans une attaque. Aux premières nouvelles inquiétantes, les chefs lassés, découragés, abdiquent leur rôle et tout se débande; les paysans s'empressent de regagner leurs logis. Toutefois, dans cet arrondissement, par suite de l'ampleur du mouvement insurrectionnel, le bilan des troubles et des violences est supérieur à celui des autres arrondissements insurgés.

III

Dans l'arrondissement de Lectoure, l'insurrection fut circonscrite à deux ou trois points isolés, et limitée à la journée du 4 décembre. Quelques troubles assez sérieux à Fleurance, moins graves à Mauvezin, et deux tentatives avortées à Lectoure et à Saint-Clar, tel fut le bilan de l'insurrection dans cet arrondissement.

Un rapport du procureur Isoard signalait dans l'arrondissement d'actives menées du parti rouge à la veille du coup d'Etat. Le 30 novembre, des militants républicains se réunirent dans l'auberge Bruils, à La Sauvetat, à 12 kilomètres de Fleurance. Aylies et le tailleur Campan assistaient à ce conciliabule où l'on décida que, le 6 décembre, les chefs et les militants assisteraient, à Auch, à une assemblée générale du parti (1). D'autre part, à Lectoure, au jour même de la réunion républicaine de La Sauvetat, le receveur de l'enregistrement Agasson avait révélé au sous-préfet et au procureur un soi-disant complot ourdi le 11 novembre par des républicains réunis à l'auberge Jacob. Le plan du complot lui avait été révélé aussitôt par « un

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5, *Coup d'Etat, 1851*. — Rapport du proc. Izoard, 28 déc. 51.

démagogue dévoué à sa famille » : des bandes armées devaient envahir Lectoure, la nuit, par petits groupes, égorger les gendarmes et le sous-préfet, piller la ville. Le crédule narrateur parut avoir été mystifié; mais cette révélation coïncidait avec une circulaire ministérielle, avertissant les préfets qu'un vaste complot démagogique était à la veille d'éclater à Paris et dans les départements. Le sous-préfet réunit aussitôt à Lectoure les deux brigades de gendarmerie de Saint-Clar et de Miradoux. Il demanda au préfet un détachement de hussards. Pour éviter une surprise, les gendarmes de Lectoure avaient abandonné leur caserne et campaient dans la cour de la sous-préfecture, avec les deux autres brigades (1).

**

Fleurance, chef-lieu de canton (2), à 30 kilomètres au nord d'Auch, était une ville ardemment républicaine, « un foyer de démagogie », disent les rapports administratifs, « loin de la surveillance de l'autorité, entre Auch et Lectoure,... particulièrement exposée à l'action des sociétés secrètes ». Elle avait donné à l'administration le scandale persévérant d'une écrasante majorité en faveur de Ledru-Rollin au 10 décembre 48, de trois élections municipales républicaines, d'une forte majorité montagnarde en mai 1849. Les chefs du parti rouge étaient le casquetier Ayliès — « la cheville ouvrière de l'insurrection à Fleurance », écrira le juge de paix —, Castarède, propriétaire aisé, Gallut, percepteur révoqué, l'ébéniste Tarrissan, actif recruteur des sociétés secrètes, le médecin Clavé et le mégissier Pédatiès, ardents propagandistes. Les rouges se réunissaient habituellement chez l'aubergiste Laclavère, dans

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du proc. gén. d'Agen, 1^{er} décembre 1851.

(2) Fleurance, 4.309 habitants.

des chambres retirées, afin d'échapper à la surveillance policière.

Le coup d'Etat, connu à Fleurance le 3 décembre, causa un vif émoi aux républicains. Les deux principaux meneurs du parti, Ayliès et Pédaliès, se rendirent aussitôt à Auch et assistèrent à la réunion de l'Ami du Peuple. Ils apportèrent à Fleurance l'ordre de prendre les armes. En attendant leur retour, les rouges de Fleurance s'étaient réunis à l'auberge Laclavère : Gallut, Tarrissan, dit la Montagne, Sentis pharmacien ruiné et chef des rouges de Saint-Clar, Bordère, cultivateur, chef des républicains de Montfort, étaient présents. Ayliès et Pédaliès communiquent les instructions du comité d'Auch : tous les pouvoirs ont disparu ; il faut organiser l'insurrection pour le lendemain 4. On adopte un programme d'action, on discute un plan de combat. On désigne des émissaires chargés de soulever diverses communes, de recruter des groupes d'insurgés armés et de les diriger sur Fleurance. Au milieu de la nuit, Pédaliès part pour La Sauvetat, Marès pour Saint-Jean, Porterie et Salinet pour Aurenques, Sentis pour Saint-Clar, Bordères pour Montfort. Tarrissan et Délas se rendent à Lectoure où ils tombent sur des patrouilles de gendarmerie. Ayant appris la présence des deux brigades de Saint-Clar et de Miradoux, ils rentrent en hâte à Fleurance. Gallut parcourt les communes voisines de Fleurance. Tous ces émissaires frappent aux portes des maisons, annonçant que le gouvernement n'existe plus, que la France est en révolution et qu'il faut marcher sur Fleurance pour s'en emparer au point du jour. — A La Sauvetat, le charpentier Cassagne et Pédaliès, de Fleurance, le tailleur Maurens et l'aubergiste Bruils soulèvent un groupe d'habitants, qui se réunissent à l'auberge de Bruils et marchent sur Fleurance commandés par Maurens. — A Aurenques, le cultivateur Esquiro, le meneur des rouges, seconde les émissaires fleurantins Porterie et Salinet, et dirige les insurgés sur Fleurance. — A Montestruc, le cordonnier Thore, le chef des rouges, se rend chez Gallut, où il fabrique des cartouches : il con-

duit à Fleurance, au matin du 4, quelques insurgés de Montestruc (1).

*
**

Les insurgés de La Sauvetat, d'Aurenques et d'autres communes voisines affluèrent, dès le matin du 4, aux portes de Fleurance, et y formèrent une colonne de 400 à 500 hommes, armés de quelques fusils, de fourches en fer, de faux redressées, de hauts-volants.

Un ancien militaire, le serrurier Adoué, réveillé par les meneurs vers 4 heures du matin, prend le commandement de cette troupe et est le chef militaire de l'insurrection. Il dirige le rassemblement sur la caserne de gendarmerie. Le tocsin sonne. En tête de la colonne, le cordonnier Dubord armé d'un fusil, bat le tambour. Puis marchent les chefs et militants du parti : Aylies, Castarède, Gallut, Tarrissan, Doazan, ancien cantonnier, brassier, Dupuy, un riche propriétaire; le charpentier Cassagne, le médecin Clavé, le maçon Corby, Fourcade, loueur de chevaux, le tailleur Campan, Taste, cordonnier, Marès, charpentier. En arrivant à la caserne, Doazan, armé d'un fusil, aperçoit le brigadier qui met la tête à une fenêtre : « Fermez, lui crie-t-il, ou sinon... » Plusieurs insurgés le couchent en joue. Aylies, Dupuy et Clavé, au nom du peuple, somment le brigadier de rendre ses armes et les gendarmes de se joindre à l'insurrection. Le brigadier déclare que l'abandon de ses armes serait une lâcheté; les gendarmes, qui avaient fermé les portes en entendant le tocsin, se barricadent dans la caserne. Les émeutiers ne se risquent pas à une attaque de vive force, mais investissent la caserne et séquestrent

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat de 1851*, M 8. — Notices sur Laclavère, Marès, Salinet, Sentis, Bordères, Pédaliès, Gallut, Tarrissan, Aylies, Morens, Bruils, Esquiro, Thore. M 15. *Cond. polit.* — Dossiers de Délas et d'Aylies : juge de paix à préfet, 7 avril 52; Note sur Délas. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. Rapport d'Izoard, 28 déc. 51. — La Sauvetat, 1.175 hab.; Montestruc, 754 hab.

les gendarmes. Pour assurer le blocus, ils renversent des charrettes et construisent deux barricades, dont ils confient la garde à un poste de 30 hommes armés de fusils et commandés par Adoué (1).

Une autre barricade est construite à l'entrée de la ville, sur la route d'Auch. Accouru au bruit du tambour et du tocsin, le maire invite le rassemblement à se disperser. Il est apostrophé violemment par Gallut, qui le somme de résigner ses fonctions. Tarrissan le couche en joue et lui crie : « Retirez-vous; la République rouge est proclamée ! »

Après l'investissement de la caserne, le cordonnier Carrier, armé d'un fusil à baïonnette et d'un large coutelas à la ceinture, se porte avec 5 ou 6 insurgés vers le clocher. Tarrissan oblige le carillonneur à sonner à nouveau le tocsin. Le juge de paix Denjoy, son substitut et un nommé Daguzan se dirigent à leur tour vers le clocher pour faire cesser le tocsin. Ils se heurtent à 3 sentinelles. Denjoy leur ordonne de déposer leurs armes et de se retirer. « Nous sommes ici au nom du peuple, répliquent les sentinelles; la république rouge est proclamée ». Les insurgés couchent en joue les trois personnages, en leur enjoignant de s'éloigner. (2).

De son côté, le commissaire s'est aventuré vers la caserne de gendarmerie; mais les insurgés qui la gardent l'ont éloigné en le menaçant de leurs fusils. Il est alors rentré chez lui pour mettre en sûreté la clef de l'hôtel de ville. Sur ces entrefaites, escorté de plusieurs insurgés, notamment du jeune tourneur Noguès, coiffé d'un bonnet rouge et porteur d'une perche où était fixé un ciseau fraîchement aiguisé, de Laclavère et de Ladouès armés de fourches en fer, Castarède réclamait les clefs de la mairie au sergent de ville Lannes qui déclare ne pas les avoir. Vraisemblablement sur les indications de Lannes, le groupe se rend chez le com-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat de 1851*, M 8. — Notices sur Adoué, Dubord, Tarrissan, Doazan, Cassagne, Clavé, Marès. M. 15. *Cond. polit.* — Dossiers Castarède. Note du j. de paix.

(2) *Ibid.* M 8. — Notices sur Carrier.

missaire. Gallut lui signifie sa destitution et lui arrache violemment les clefs. Les insurgés se dirigent vers l'hôtel de ville qui est aussitôt envahi. Une commission révolutionnaire s'installe; Gallut paraît la présider. Aylies et Dupuy rédigent une proclamation annonçant aux habitants la déchéance du président et la dissolution du conseil municipal. Des insurgés s'emparent des fusils déposés dans des pièces voisines de la salle de délibération. Déjà Gallut, à la tête d'un groupe d'émeutiers, s'est introduit dans la boutique de l'arquebusier Dessus. Il le contraint de livrer tous ses fusils qu'il distribue immédiatement. En échange, il lui remet un état portant sa signature, indiquant la valeur des armes et les noms des détenteurs. De son côté, sur l'ordre de Tarrissan, le receveur-buraliste a dû livrer toute sa poudre. Les insurgés ont fabriqué et distribué des cartouches et des balles (1).

Dans la matinée, la malle-poste de Châteauroux à Pau s'arrêta devant la barricade dressée sur la route d'Auch, à l'entrée de Fleurance. Elle portait le nouveau sous-préfet de Bayonne, de la Rousseillère, et l'ex-préfet du Gard, de Lagarde, nommé préfet du Gers. Les deux voyageurs furent conduits par les émeutiers à la mairie, où ils restèrent un quart d'heure. Le nouveau préfet s'efforçait vainement de démontrer aux insurgés qui l'entouraient, — Castarède, Aylies, Belbèze, Corby, Dupuy, Noguès, Pédaliès, Fourcade, etc., — l'inutilité et le danger de la résistance d'une aussi petite ville. On permit à ces deux fonctionnaires de se retirer dans un hôtel de la ville où durant quelques heures, ils furent prisonniers de l'émeute. Le commissaire avait commis l'imprudence de venir à la mairie, pour offrir ses services au nouveau préfet. Il fut aussitôt entouré, insulté, bousculé, frappé de coups de poing par Dupuy et Noguès. Pédaliès essaye d'arrêter des violences; le commissaire est

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Castarède, Noguès, Campan, Délas, Cassagne, Morens, Tarrissan. M 15. — Dossier Ladoues : proc. de Lecture à pr. gén., 25 juin 55.

entraîné à la prison de la mairie et gardé par Fourcade, armé d'un fusil⁽¹⁾.

Entre temps, à Lectoure, deux gendarmes étaient partis au matin pour la correspondance de Fleurance. Ils revinrent en hâte pour avertir leur lieutenant que Fleurance avait été envahie par des bandes armées. De son côté, le juge de paix Denjoy avait adressé un express au procureur de la République Izoard, pour l'instruire des troubles de Fleurance. Le procureur prévint le juge d'instruction et se rendit auprès du sous-préfet. Ces trois fonctionnaires se mirent aussitôt en route pour Fleurance, suivis des deux brigades à cheval de Lectoure et de Saint-Clar, sous les ordres du lieutenant de gendarmerie. Ils entrèrent en ville et se dirigèrent aussitôt vers la place de l'hôtel-de-ville, où stationnait la plus grande partie de l'attroupement armé. Avertis de l'approche des gendarmes, du sous-préfet et des magistrats de Lectoure, les insurgés se portèrent à leur rencontre, tambour en tête. Belbèze, une épée à la main, Tarrissan, Campan, Castarède étaient dans les premiers rangs. Le sous-préfet Lacoste, homme de décision et d'énergie, marche droit au tambour, le saisit au collet et lui ordonne de faire les roulements qui précèdent les sommations. Stupéfait, le tambour obéit. Les insurgés font halte. Pendant les sommations du sous-préfet, quelques insurgés mettent en joue magistrats et gendarmes. Pépet crie par trois fois au sous-préfet : « N'avancez pas ou je fais feu ! » Castarède, Campan et d'autres meneurs s'efforcent, par d'énergiques remontrances, de maintenir dans les rangs les insurgés tentés d'obéir aux injonctions de Lacoste au risque de provoquer une débandade. Puis, les émeutiers se replient vivement sous les arceaux qui bordent la place au nord et là, adossés au mur, masqués en partie par les piliers, ils attendent. Une partie de la troupe, qui n'a pu trouver place sous le couvert, forme en avant des arceaux une

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Corby, Dupuy, Noguès, Fourcade. M 15. — Dossier de Belbeze : j. de paix à préfet, 7 mai 52. — E. Ténot, *op. cit.*, pp. 126, 127.

masse serrée, hérissée d'armes de toute espèce. Des fusils sont braqués sur le groupe des gendarmes et des fonctionnaires de Lectoure, auxquels se joignent bientôt le juge de paix de Fleurance, le nouveau préfet du Gers et le sous-préfet de Bayonne. Pour débusquer et disperser les insurgés, Lacoste ne peut songer à les charger par les onze gendarmes qui risquent d'être fusillés avant d'avoir atteint les émeutiers protégés par les piliers et les arceaux. Entouré des fonctionnaires, le sous-préfet s'avance pour parler aux insurgés. Les fusils se lèvent à nouveau; derrière un pilier, Tarrissan paraît prêt à tirer. Tous les fonctionnaires exhortent les insurgés à mettre bas les armes et à se retirer. Des insurgés furieux ripostent en leur criant de s'éloigner et en braquant sur eux leurs fusils. Lacoste a relevé le fusil de Castarède, comme pour s'en emparer. Aussitôt, cinq ou six individus le couchent en joue. Tout à coup, on entend une détonation : un coup de feu a été tiré sous les arceaux, et la balle a percé la voûte sans atteindre personne : accident ou maladresse. On sent bien que les insurgés ont la consigne sévère de ne pas tirer sans ordre et de s'en tenir à des gestes de menace. Il est remarquable, qu'au milieu de ce tumulte et de cette exaltation, aucun coup de feu n'ait été tiré dans la journée (1).

Pendant deux heures, insurgés d'un côté, fonctionnaires et gendarmes de l'autre, restent en présence, les fonctionnaires exhortant au calme et à la retraite les insurgés immobiles et sourds à toutes les objurgations. Cependant, peu à peu, des colloques s'établissent entre meneurs républicains et magistrats. Les insurgés formulent des propositions : ils subordonnent leur départ à l'éloignement des gendarmes. Cette condition est repoussée. Quelques-uns ont interprété les paroles conciliantes du sous-préfet comme une promesse de ne pas exercer de poursuites, si le rassemblement se dispersait volontairement et ils interrogent

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat de 1851*, M 8. — Notices sur Corby, Pepet

à cet égard les magistrats. Le procureur élude tout engagement.

Durant ces pourparlers, le sous-préfet quitte la place de l'hôtel-de-ville et s'achemine vers la caserne de gendarmerie, gardée par 80 insurgés. Il est accueilli par des menaces. « Vous pouvez me tuer, leur crie-t-il, mais vous ne tuerez pas la loi et vous irez au bagne ! » Cette attitude ferme et ce langage énergique décontenancent les insurgés qui déposent les armes. A l'invitation du sous-préfet, ils démolissent les deux barricades, qui bloquent la caserne, et la brigade est dégagée.

Cette initiative hardie du sous-préfet dénoue la crise. Il retourne sur la place de la mairie avec les gendarmes délivrés, qui se joignent aux deux brigades de Saint-Clar et de Lectoure, sous les ordres du lieutenant. Alors le sous-préfet, escorté de tous les fonctionnaires, quitte la place et se porte à l'entrée de la ville, pour ordonner la démolition de la barricade où s'était arrêtée la malle-poste. Quelques instants après, il voit arriver, tambour en tête, les insurgés laissés sur la place. Ils démolissent vivement la barricade, et la malle-poste repart vers Auch et Mirande, emportant le nouveau préfet du Gers et le sous-préfet de Bayonne.

La barricade démolie, les insurgés, espérant échapper à une arrestation et à des poursuites, évitent de rentrer en ville et se dispersent dans la campagne. Le procureur et le juge d'instruction demandent au juge de paix et au commissaire des renseignements sur les insurgés les plus compromis, sur les meneurs. Les 15 ou 16 gendarmes ne paraissent pas aux magistrats une force suffisante pour tenter l'arrestation des insurgés. Mais un détachement de cavalerie a été demandé au préfet; et vers midi, 50 hussards, sous les ordres du capitaine Quirot, entrent à Fleurance. Le procureur requiert aussitôt l'exécution des mandats décernés contre les émeutiers. Mais la plupart ont fui. Hussards et gendarmes leur donnent la chasse. Ils en capturent trois. En ville, le sous-préfet reconnaît un insurgé qu'il a vu dans le rassemblement, et il l'arrête lui-même. A la nuit

tombante, une voiture escortée par les gendarmes et 25 hus-sards, transporte ces 4 prisonniers à la maison d'arrêt de Lectoure. Le même soir, Castarède, un des principaux insti-gateurs et chefs du mouvement insurrectionnel, est recon-nu et arrêté dans un café de Lectoure; il est écroué aussitôt. La fuite et l'arrestation des principaux insurgés met fin aux troubles de Fleurance et prévient toute nouvelle tentative d'insurrection (1).

**

Nous savons qu'à Lectoure le sous-préfet et le procureur étaient sur leurs gardes. La présence de 3 brigades de gendarmerie imposa aux républicains qui ne tentèrent aucune résistance. Toutefois, le jeudi 4, le sous-préfet, le juge d'instruction, le procureur et 2 brigades avaient quitté Lectoure pour se rendre à Fleurance. Le substitut du pro-cureur et le maire restaient seuls, avec une brigade, pour surveiller et contenir les républicains. Le taillandier Later-rade, propagandiste montagnard, vint, ce même jour, à l'auberge Jacob, où s'étaient rassemblés quelques républi-cains. Le tailleur Lascombes et Maignot, qui reviennent de Condom, leur apprennent que cette ville est au pouvoir des insurgés. Laterrade propose d'imiter et de seconder les rouges de Condom, en s'emparant de la mairie le len-demain et en nommant une commission révolutionnaire. Il expédie quelques émissaires dans les campagnes. Mais l'échec des républicains à Auch et à Fleurance dissipe tous ces projets et velléités.

Dans l'après-midi du 4, un gendarme envoyé de Fleu-rance, avait avisé le maire de la dispersion des insurgés. Une proclamation en répand aussitôt la nouvelle à Lec-toure. Elle calme l'ardeur révolutionnaire des rouges. En effet, les documents officiels ne mentionnent aucune mani-festation dans les rues au 4 décembre, sauf la promenade

(1) Arch. du Lot-et-Garonne. U 1-5. *Insur. du Gers*. — Rapport Izoard, 28 déc. 1851. — Arch de la Guerre *Corresp. génér.*, déc. 1851. — Rapport du lieut. de gend. de Lectoure, 12 déc. 51. — Arch. du Gers. *Coup d'Etat M.* 8. Notices sur les insurgés.

d'un nommé Dumoulin, porteur d'un fusil et d'une paire de pistolets à sa ceinture rouge, et criant : « Aux armes, républicains ! On égorge nos amis de Fleurance ! » Il paraissait gris et fut désarmé par son frère à l'auberge Jacob.

Un bruit courait à Lectoure : le lendemain, un coup de main devait être tenté sur la prison pour délivrer les insurgés. Tandis que Castarède, arrêté le soir dans un café, était conduit à la prison, des cris : A demain ! A demain ! étaient partis d'un groupe d'amis. Inquiet, le sous-préfet avait appelé à Lectoure les hussards restés à Mirande; mais une dépêche du général Dupleix leur ordonnait de rentrer en hâte à Auch. D'ailleurs, la nouvelle de la défaite des insurgés au faubourg de l'Oratoire accabla les démocrates lectourois et les détourna de toute nouvelle tentative (1).

A Saint-Clar, les deux meneurs du parti rouge étaient le limonadier Dufau, correspondant et propagateur de l'*Ami du Peuple*, réunissant dans son café les démocrates de la région, et Sentis, pharmacien ruiné, récemment écroué pour dettes. Surveillés, gênés par l'autorité, peut-être impuissants à vaincre l'indifférence ou l'apathie des républicains, ils ne purent susciter un mouvement de résistance. Sentis assistait, le 3 au soir, à la réunion Laclavère à Fleurance. Il revient dans la nuit à Saint-Clar, en compagnie de Troyes, aubergiste de Montfort. Il annonce à ses amis que les républicains d'Auch ont destitué le maire et le préfet; on s'y bat dans les rues, ainsi qu'à Fleurance; les troupes mettent bas les armes, l'émeute est victorieuse et le devoir des républicains de Saint-Clar est d'appuyer le mouvement insurrectionnel. Il entre dans plusieurs maisons pour enrôler les habitants; il déclare publiquement qu'à midi on s'emparera de la mairie. Mais le maire, instruit de

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 7 mars 52. M 8. — Notices sur Laterrade et Dumoulin. — Arch. du L.-et-G. U 1-5 *C. d'Etat*, 51. — Rapport d'Izoard, 28 déc. 51.

ces menées, appelle à lui quelques « hommes d'ordre » et expulse Troyes.

De son côté, Dufau s'était rendu à Agen pour se concerter avec les chefs républicains. Le 4 au soir, il est à Lectoure et annonce aux républicains, excités par les événements et réunis au café Ransan, que Villeneuve-d'Agen insurgée est au pouvoir des émeutiers. Rentré à Saint-Clar, il charge Sentis de soulever la ville, et il court à Auch pour avoir des nouvelles et des instructions. Il y apprend la déroute des insurgés à l'Oratoire, et cet échec met fin à tout projet de résistance armée (1).

*
**

A Mauvezin, quelques agitateurs provoquent des attroupements et des démonstrations assez violentes.

Dans la nuit du 3 au 4, Bourdil, l'ami du brasseur Montanié, est venu à Mauvezin, porteur des instructions du comité montagnard auscitain. Le 4 au matin, l'effervescence suscitée par la nouvelle du Coup d'Etat, s'accroît à l'arrivée du courrier. Le maire se rend à la poste et il est aussitôt entouré par des républicains avides de nouvelles. Il va à la mairie et donne lecture du numéro de l'*Opinion* qui publiait les premières dépêches télégraphiques relatives au coup d'Etat. Quelques républicains déclarent aussitôt que les pouvoirs de la municipalité ont cessé, qu'il faut en appeler au peuple pour savoir s'il entend la maintenir. En sortant de l'hôtel de ville, le chapelier Capmartin s'écrie : Appel au peuple ! Aux armes ! Il faut battre la générale ! » Et comme le maire l'invitait à se tenir tranquille : « Vous n'êtes que des lâches ! » réplique Capmartin. Dans un rassemblement de républicains, on parle de marcher immédiatement sur Auch. On se borne à expédier deux émissaires, le sellier Boué et le vétérinaire

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat de 1851*, M 8. — Notices sur Dufau, Sentis. — Arch. du L^o-et-G. *U 1-5. C. d'Etat, 1851* — Rapport du procureur Izoard, 28 déc. 1851.

Bonnet : ils sont chargés d'annoncer l'insurrection de Mauvezin et l'arrivée prochaine d'une troupe d'insurgés, d'apporter des nouvelles et les instructions du comité montagnard.

Après le départ des émissaires, on bat la générale dans les rues et sur la place du marché. Le commissaire s'y rend aussitôt, suivi des gendarmes. Un rassemblement nombreux, formé surtout de gens armés, stationne déjà sur la place. Le commissaire va au tambour et veut l'empêcher de battre; mais il est immédiatement saisi au collet par Capmartin qui, de l'autre main, braque un pistolet sur sa poitrine. Capmartin trébuche et tombe; le commissaire se dégage. Mais il est aussitôt entouré par les émeutiers, les frères Cadours, tailleur et coutelier, Dupux, aubergiste, Troyes, de Monfort. Les frères Cadours s'écrient : « Il faut désarmer le commissaire et les gendarmes, et les conduire en prison ! ». Brandissant un bâton, Troyes dit au commissaire : « Votre tour est fini, le nôtre arrive; le peuple est souverain ». Le commissaire est bousculé et traîné en prison sous les injures et les menaces. Les gendarmes qui s'efforcent de le dégager sont brutalisés. Les émeutiers les entourent et les somment de rentrer dans leur caserne. Ils refusent, mais ils sont soulevés, emportés par la foule. Dans cette bagarre, le brigadier est frappé à coups de poing par Dufau; Cadours Jean le secoue et lui arrache les aiguillettes, le gendarme Belbèze lutte contre un groupe qui cherche à le désarmer. Le juge de paix et le maire accourent successivement et s'évertuent à calmer cette foule surexcitée. Sur l'invitation du maire, les émeutiers relâchent le commissaire.

Une détente se produit. Les insurgés quittent la place et forment une colonne qui se dirige vers Auch. Ils rallient quelques hommes en chemin. A Nougroulet, des jeunes gens se cachent pour éviter d'être enrôlés; d'ailleurs, les hommes de ce village qui prennent rang dans la colonne, demandent vite à retourner chez eux et on les laisse partir. Peu après, les insurgés rencontrent les deux émissaires

expédiés le matin aux nouvelles. Ces émissaires expliquent qu'ils n'ont pas poussé jusqu'à Auch, parce qu'ils ont rencontré en chemin le brasseur Bourdil et appris de lui que tout était tranquille au chef-lieu, que le suffrage universel était rétabli. Alors les insurgés rebroussement chemin.

Dans l'après-midi, après le départ des insurgés, un petit groupe de républicains de Montfort était entré à Mauvezin, conduit par Bordère Auguste, ardent propagandiste, propriétaire aisé, le chef des rouges de Homps et de Montfort (1).

**

En résumé, dans l'arrondissement de Lectoure, le mouvement insurrectionnel de Fleurance s'est étendu à une demi-douzaine de communes rurales; à Lectoure et à Saint-Clar, de légères commotions; à Mauvezin, l'agitation a été plus forte et a donné lieu à une marche d'insurgés sur Auch. Le mouvement n'a pas dépassé la journée du 4. Pas un coup de feu n'a été tiré; deux commissaires et deux ou trois gendarmes ont été bousculés, brutalisés; mais on n'a signalé aucun attentat contre les personnes ou les propriétés. Tels ont été le caractère et la portée du mouvement insurrectionnel dans cet arrondissement.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat de 1851*, M 8. — Notices sur Bourdil, Capmartin, les frères Cadours, Dupux, Troyes, Bordères. M 3. — Listes des détenus à élargir, 3 et 12 février 52. M. 15. — Dossier de Dupux : préfet à G. des Sc. 26 février 52. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat, 1851*. — Rapport du proc. Izoard, 28 déc. 51. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén., déc. 51* Rapport du lieutenant de gend. de Lectoure.

CHAPITRE III.

Insurrection dans l'arrondissement de Condom

I. A Condom : nouvelle du coup d'Etat et réunions montagnardes du 3 décembre; — le 4, lettre de Noulens; élection d'une commission révolutionnaire au café Lestrade; appel du procureur aux hommes d'ordre et aux fonctionnaires; invasion de la mairie et installation de la commission révolutionnaire; armement des insurgés. — Le 5 au matin, intervention du juge d'instruction; démission de la commission révolutionnaire et fin de la crise à Condom. — II. Mouvements à Montréal, Gondrin, Lagrault, Labarrère, Larroque. — III. A Eauze, Bretagne, Lannepax, Courrensan. — IV. A Manciet (Nogaro), à Estang (Cazaubon). — Dans le canton de Valence, à Saint-Puy, Aiguétinte, Valence. — VI. Conclusion générale sur l'insurrection du Gers.

I

Dans l'arrondissement de Condom, la résistance républicaine ne dura pas deux jours. A Condom, elle cessa le 5 au matin, à la nouvelle que les insurgés avaient été dispersés à Auch, au faubourg de l'Oratoire. Les troubles les plus graves se produisirent à Condom où une commission insurrectionnelle chassa et remplaça un moment la municipalité; à Gondrin et à Courrensan où s'organisèrent des bandes d'insurgés qui marchèrent sur Condom; à Eauze où la mairie fut occupée tout l'après-midi du 5 par des émeutiers armés.

Cet arrondissement comptait des républicains actifs, énergiques, résolus, embrigadés dans des sociétés secrètes, nombreuses et agissantes. Les deux avocats Lamarque et Daulhième étaient les chefs du parti rouge; autour d'eux,

un groupe nombreux de militants, hommes de main et propagandistes ardents (1). Exaspérés par la persécution administrative et la compression politique, ils en appelaient avec défi à 1852, l'année libératrice; plusieurs avaient été poursuivis pour avoir menacé les fonctionnaires de cette date fatidique. Les magistrats et l'administration s'effrayaient de cette échéance, comme d'une catastrophe préparée dans l'ombre par les sociétés secrètes. A leurs yeux, la situation exigeait des remèdes énergiques, et ils se lamentaient que le gouvernement négligeât de fortifier la défense sociale par le groupement organisé des hommes d'ordre. Ils jugeaient la police de Condom — 1 commissaire et 4 sergents de ville — insuffisante à assurer une surveillance politique efficace (2).

Quand la dépêche ministérielle du 29 novembre signala un prochain mouvement « socialiste », le sous-préfet intérimaire et conseiller général de Campaigno, et l'adjoint Laroche, chargé des fonctions de maire depuis deux ans, renoncèrent à organiser à Condom une résistance qu'ils estimaient inutile. Ils comptaient sur leurs relations personnelles et quelques rapports d'amitié avec les chefs républicains pour maintenir l'ordre et empêcher un soulèvement (3).

La dépêche annonçant le coup d'Etat était parvenue à Condom le 2 décembre, vers 9 heures du soir. Le procureur la connut à 10 heures, et se rendit aussitôt avec son substitut à l'hôtel de ville, où le conseil était en séance. De Campaigno l'y avait précédé. La nuit fut calme. Le 3, rien ne faisait encore prévoir une résistance ou un soulèvement. A l'audience du tribunal, l'avocat Daulhième aurait dit au substitut : « Le coup d'Etat nous convient, puisqu'il consacre la république et le suffrage universel » (4).

(1) Cf. *Le Gers sous la seconde République. La réaction conservatrice*, par J. DAGNAN, pp. 453-455.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Rapport du proc. de la Rép., 29 déc. 51

(3) Arch. du L.-et-G. *Coup d'Etat de 1851. U 1-5*. — Proc. de Condom à proc. gén., 29 déc. 1851

(4) *Ibid.*

Ce même jour, vers midi, quelques républicains réunis chez Lamarque — Laroche fils, étudiant en droit; Daulhième et son ami Dugarçon, avocats, Durrey, maire de Lagraulet, Durand, inspecteur primaire révoqué, Florensan, fermier d'octroi, — s'entretenaient de la situation et commentaient la dépêche officielle; selon eux, Paris allait résister; devait-on organiser la résistance à Condom ? La question fut posée plutôt que décidée (1).

L'après-midi, dans le quartier de la Bouquerie, au café Lestrade très fréquenté des républicains, l'affluence et l'animation étaient grandes. Quelques montagnards effervescents, comme Traverse, fabricant de droguet, et Bazerque, instituteur révoqué de Fourcès, parlaient avec chaleur de s'emparer de la mairie. Mais la plupart des assistants opposaient un silence désapprobateur. Dugarçon conseillait d'attendre. Agacé par l'insistance véhémement de Bazerque, Lestrade lui cria : « Laissez-nous donc tranquilles. Nous n'avons pas à recevoir vos ordres. Vous commencez par nous em..... ! » (2).

Le soir, vers 8 heures, 500 à 600 républicains étaient rassemblés chez le négociant Dupuy, dans le quartier populaire de la Bouquerie. Toute la portion dirigeante et agissante du parti rouge condomois était là : Lamarque, Daulhième, Deler, instituteur révoqué du collège, Durand, l'huissier Ferret, Arnould, *l'homme rouge*, Dugarçon, le tuilier Baylet. Mondin, le chef des rouges de Gondrin était aussi présent. Lamarque présidait. Cette réunion fut-elle, comme l'a affirmé le procureur, l'exécution d'un mot d'ordre venu d'Auch et apporté par Bazerque ou Saint-Martin, d'Arpentiau (Jegun) ? Quoi qu'il en soit, l'assemblée aborda la question brûlante : devait-on organiser la résistance armée ? Comme à la réunion de l'*Ami du Peuple* à Auch, deux opinions s'affrontèrent. Ferret et les chefs condomois

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Inst. jud. Arr. de Condom. Dossier A.* — Interrog. de Laroche.

(2) Sur Traverse et Bazerque, cf. J. DAGNAN, *op. cit.* pp. 303-306, 454, 486-487. — Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Inst. jud., Montréal.* Information contre Thieux et Berès. — Dép. de Dié.

en général étaient opposés à une prise d'armes immédiate; ils jugeaient préférable d'attendre que le mouvement se fut dessiné; peut-être espéraient-ils qu'une insurrection victorieuse à Paris dispenserait les départements d'agir. Mais Bazerque, le porte-parole des exaltés et des impatients, combattit fougueusement cet avis et cette attitude. « Citoyens, s'écria-t-il, j'ai été condamné par la réaction à 50 jours de prison. Le jour de la justice est venu pour nous. Nous devons être maîtres du terrain et marcher immédiatement sur l'hôtel de ville ». Il voulait aussi qu'on occupât la sous-préfecture. Mais, sur les observations de Ferret et de Lamarque, on décida de surseoir à toute tentative insurrectionnelle jusqu'au lendemain soir. Toutefois, il fut convenu qu'on se réunirait le lendemain matin au café Lestrade pour élire une commission révolutionnaire destinée à remplacer la municipalité (1).

Le courrier du 4 apporta une lettre de Noulens.

Ecrîte à Paris le 2, elle annonçait que « les faubourgs de Paris marchaient au gré des socialistes; plusieurs représentants avaient été tués sur les barricades; Duputz parcourait les quartiers où résidait plus spécialement l'espoir de la démagogie; il était décidé à se mettre avec quelques collègues à la tête de l'insurrection du faubourg Saint-Antoine; on comptait sur le concours énergique des départements. »

Lamarque lut d'abord la lettre chez lui à quelques familiers. Il la communiqua ensuite aux 200 républicains réunis au café Lestrade. Voici quelques phrases retenues par les auditeurs :

La tête de Napoléon a été mise à prix; tout s'arrange pour la démocratie... Duputz vient de visiter les faubourgs de la capitale et leur position est considérée comme très avantageuse pour le parti démocratique. Ainsi donc, agissez !

C'était une invitation à organiser la résistance. Après cette lecture, Lamarque s'écria : « Nous devons marcher en avant de notre côté ! » Et l'assemblée répéta avec enthousiasme : « Nous devons marcher en avant ». L'insur-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Saint-Martin, Bazerque, Ferret. — Arch. du L.-et-G.. U 1-5. *C. d'Etat de 1851*. Rapport de Romand, 29 déc. 1851.

rection fut décidée par acclamation (1). Un certain Lagardère ayant proposé d'ajourner encore toute résistance, Bazerque lui coupa brutalement la parole : « En voilà un qui vient prêcher la modération. Par la fenêtre ! Par la fenêtre ! Nous sommes en révolution. Il faut en profiter ! » Après avoir décidé l'occupation de la mairie et de la sous-préfecture et l'installation d'une commission révolutionnaire, on se distribua les rôles : à Ferret fut confiée la direction militaire de l'insurrection; un riche propriétaire Duffau et le maçon Ducouso reçurent chacun le commandement d'une section. On procéda ensuite à l'élection de la commission révolutionnaire.

Voici la liste des 25 membres désignés par ce scrutin : Lamarque; Daulhième; Dugarçon; Lestrade, cafetier; Deler; Lestrade et Boué Arnaud, tonneliers; Boué Joseph, portefaix; Lary, tailleur; Pérès, négociant; Créach, peintre; Mollo, fondeur; Carrère, tisserand; Lacoste Jean; Laffite, Cérès, Labadie, Bonnemaïson, Vital et Delem, menuisiers; Noguès; Bourret; Buzon; Lassalle, avocat; Duluc, serrurier. Avant de se séparer, les républicains prirent rendez-vous pour le soir chez Duputz; de là, ils devaient marcher sur l'hôtel de ville. Durrey, le maire de Lagrault, et Durand avaient reçu de l'assemblée la mission de se rendre à Auch pour en rapporter des nouvelles et les instructions du comité montagnard (2).

*
**

L'inaction des autorités et des hommes d'ordre était à peu près complète. Averti vers midi que les 500 républicains de la réunion Dupuy avaient décidé pour le soir l'occupation de l'hôtel de ville, le procureur Romand se rend chez le sous-préfet de Campaigno et chez le maire Laroche. Le

(1) Arch. du Gers. *Instr. jud. de l'insurr. Montréal. Dossier A.* Interr. de Laroche. — Arch. nat. BB 30/398. *Dossier Duputz.* Interrog. de Laroche, Bergeret, Maquin.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat, 1851. M 8.* — Notices sur Noulens, Bazerque, Durrey. — *M 15.* Dossier d'Arnould : lettre du sous-préfet au préfet, 8 juillet 1852. — *M 3.* Liste des ind. à transporter, éloigner,... dressée par le sous-préfet. — Arch. du L.-et-G. U. 1-5. *C. d'Etat de 1851. Rapport de Romand, 29 déc. 51.*

maire lui affirme qu'il ne se passera rien; le sous-préfet laisse entendre qu'on négocie sous-main pour empêcher toute manifestation. Mais, à 4 heures de l'après-midi, les pourparlers n'ont pas encore abouti. Maire et sous-préfet pensent maintenant que les chefs républicains, entraînés et débordés, suivront le mouvement. De plus, le concours des sapeurs-pompiers et de la garde nationale est fort douteux, et on ne saurait se flatter de vaincre l'apathie des hommes d'ordre. Par suite, de Campaigno et Laroche sont d'avis qu'on attende la décision du conseil municipal en train de délibérer sur les mesures d'ordre et de défense. D'ailleurs, sauf l'ancien sous-préfet Péraldi et l'ingénieur Esther, tous les conseillers sont hostiles au Président. Mais, convaincus de l'inutilité de toute résistance, ils se bornent à un projet de proclamation, exhortant tous les citoyens au maintien de l'ordre. Le procureur juge que ce vague appel sera sans effet sur les habitants. Selon lui, pour recruter des défenseurs, il faut adresser des convocations directes et individuelles. Aussi, après avoir avisé de Campaigno, après s'être concerté avec le président du tribunal Saint-Etienne, le juge d'instruction Bonie, le conseiller municipal Peraldi et le banquier Pèrès, le procureur fait imprimer et distribuer aux fonctionnaires et officiers ministériels des réquisitions où il les invite à se rendre en armes à la mairie, à 7 heures du soir. De leur côté, Bonie, Saint-Etienne, Péraldi et Pèrès promettent de faire appel à quelques hommes d'ordre. Le sous-préfet n'a pas convoqué à Condom les brigades des cantons, et on ne peut compter ni sur la garde nationale, ni sur les sapeurs-pompier. La brigade de gendarmerie, le lieutenant Dathanée, le commissaire de police et les 4 sergents de ville constituent, avec le concours hypothétique des fonctionnaires et de quelques hommes d'ordre, la seule force à opposer à une insurrection républicaine.

A 7 heures et demie, 19 personnes seulement ont répondu à l'appel du procureur : 8 fonctionnaires, — Saint-Etienne, Bonie, Laterrade, juge suppléant, Dubarry, juge

de paix, Plieux, conservateur des hypothèques, Roujoux, receveur des finances, de Vergeron, percepteur, de Bruguère, receveur d'enregistrement; 3 avocats. — Estradère aîné et jeune, Nebout de Riberot —; 2 avoués, — Garroste et Sarran; 4 officiers ministériels, — Garroto et Bruzon, huissiers, Labadie, greffier, Bondu, commis-greffier; le banquier Pérès et le propriétaire Dugrenou. Le procureur impute à la distribution tardive des convocations le petit nombre de volontaires. « Nous étions tous armés et très décidés à combattre », écrit le procureur. Les gendarmes et le lieutenant « se résignaient avec peine à l'inaction »; le commissaire de police était « plein de zèle et de sang-froid ». Mais le conseil municipal jugea qu'il y aurait folie, avec un aussi maigre effectif de défenseurs, à engager la lutte contre un demi-millier d'insurgés armés. Campaïgno invita le procureur à congédier les volontaires. Ils se retirèrent à 7 heures 45 et le procureur les suivit (1).

Tandis que les autorités improvisaient à la mairie ce simulacre de résistance, Ducouso avec 10 hommes s'était rendu à l'église pour sonner le tocsin. 500 ou 600 insurgés étaient rassemblés chez Dupuy. Ils avaient reçu des fusils et des cartouches. Une caisse de 15 fusils et 10 sabres de la garde nationale de Lagraulet, désarmée par arrêté préfectoral, avait été abandonnée par le domestique du maire Durrey chez l'aubergiste Rabit. Vers 6 heures du soir, le fondeur Mollo, aidé de 3 insurgés, avait transporté ces armes au café Lestrade, où elles furent immédiatement distribuées aux républicains. Au son du tocsin, les insurgés se formèrent en colonne pour marcher sur la mairie. Ils étaient commandés par l'huissier Ferret et par trois chefs de section : l'épicier Andrieu, Ducouso et le propriétaire Duflau. En tête, Duchen et le menuisier Molié battaient la caisse; désigné par acclamation, le tuilier Baylet portait le drapeau rouge. Voici une liste d'insurgés figurant au cortège :

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Dupuy. — *Arch. du L.-et-G. U* 1-5. *C. d'Etat de 1851*. — Rapports de Romand, 24 et 29 déc. 1851.

Lamarque; Lestrade; Arnould, *l'homme rouge*; Cérès, Tarissan, Ruas, Darroux, Maragnon, menuisiers; Broconat, maçon; Pérès, chanteur; Brune, jardinier; Bruchot, boucher; Forgues, charcutier; Lebbé, Darquier, cordonniers; Salabert, Bacqué Baptiste, Castaing, cultivateurs; Mothe, Conche, Dupin, forgerons; Lamazère, Sénac, tailleurs; Traverse; Foraste, tourneur; Combes, plâtrier; Maillac, peintre; Pène, tonnelier; Rabbit et Sajous, aubergistes; Forgues, Dulanna, terrassiers; Florensan, Sarremejean, fermiers de l'octroi; Daste, journalier; Lee, marbrier; Bergeret, ancien boulanger; Dupuy, clerc d'avoué; Fezas Vital, tisserand; Solon Joseph, ex-instituteur; Gardeil, coutelier; Bergert Basile; Mondin Blaise, de Gondrin; Dugoujon et Ladoux, de Larroque-sur-Losse; Fausseries, cultivateur à Fourcès, etc. Tous les insurgés étaient en blouse. La moitié étaient armés de fusils, de carabines et de sabres; les autres portaient des croissants, des lances, des faux retournées, des fourches et des bâtons. La colonne s'ébranle au bruit du tambour et du tocsin. Rue Barlet, Ferret, instruit de la résistance tentée par le procureur, arrête les insurgés et les harangue. « On veut nous résister, leur dit-il; saurez-vous montrer votre courage ? » — « Oui, oui », crient les insurgés. Et la colonne reprend sa marche. Arrivés devant la mairie, les insurgés des premiers rangs braquent leurs fusils sur les fenêtres de l'hôtel de ville où quelques imprudents se sont montrés. Ferret intervient aussitôt et interdit de tirer. La commission révolutionnaire entre dans la salle où le conseil municipal est en train de délibérer. Lamarque invite le conseil à cesser ses fonctions. Les conseillers se retirent sans résistance. Un procès-verbal, constatant la déchéance de la municipalité en vertu de l'article 68 de la Constitution, est rédigé et signé des 25 commissaires. Un comité exécutif de 5 membres est ensuite nommé. Il est composé de Lamarque, Daulhième, Deler, de l'avocat Lassale et du fondeur Mollo. La commission se donne une garde de 50 hommes armés. Ferret établit à l'entrée de la mairie un poste dont Arnould est le chef. Aidé de Duffau,

il distribue les fusils et les balles de la garde nationale, déposés à l'hôtel de ville. Un détachement d'insurgés, commandé par Ducouso, se porte à la sous-préfecture. De Campaigno leur en ouvre les portes et demande qu'il soit dressé un procès-verbal de l'occupation; il est signé par les membres de la commission. Ferret installe à la sous-préfecture un poste dont le tonnelier Lafargue est le chef. Arnould se présente trois fois devant la commission pour réclamer l'autorisation d'arrêter et de conduire en prison le procureur et le substitut : « Ils m'ont fait souffrir, je veux les faire souffrir à mon tour ». Mais la commission redoute la brutalité d'Arnould, affolé de vengeance. Par deux fois, à 10 heures et à 10 heures et demie, Lamarque, qui préside la commission et dirige le mouvement, mande le procureur et le substitut à la mairie dans l'espoir de les soustraire aux fureurs des insurgés et à la rancune haineuse d'Arnould, qui menaçait de les traîner en otages, enchaînés, à travers les rues de la ville. Ces deux magistrats refusèrent d'abord de se présenter; ils firent répondre ensuite qu'on ne les avait pas trouvés. Vers 4 heures du matin, pour échapper aux obsessions d'Arnould, et sans doute parce qu'elle savait les magistrats hors d'atteinte, la commission autorisa Arnould à se porter à leur domicile, avec 12 hommes, pour les capturer. Mais le procureur et son substitut avaient fui. Conduits par le juge d'instruction Bonie et le maire, ils s'étaient réfugiés dans une maison de campagne où de Campaigno, pour les dérober aux émeutiers, leur avait offert asile. Furieux de sa déconvenue, Arnould jura qu'il rattraperait les fugitifs : « Il faut que je me fasse une ceinture de leurs boyaux, disait-il, et que je donne leur foie aux chiens ». Et, avec des gestes de menace, il agitait une chaîne de fer qu'il leur destinait (1).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 6. — Etat des ind. compromis, 22 janvier 1852. M 8. — Notices sur Baylet. — U. *Annexes des greffes. Insur. 1851. Instr. jud. Montréal. Dossier A.* — Inter. de Baylet. *Dossier C. Information contre Bères et Thieur.* — Dép. de Brach. — Arch. du *L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat*, 1851. — Rapport de Romand, 29 déc. 51.

Lamarque avait expédié dans les communes de l'arrondissement des émissaires chargés de faire sonner le tocsin et de soulever en armes les populations.

Le premier soin de la commission avait été de compléter l'armement des insurgés. Tous les fusils des gardes nationales de Condom et de Lagraulet avaient été distribués. Cinq insurgés avaient exigé de l'armurier Reynaud la remise de toute sa poudre. Un poste commandé par le plâtrier Rousseau gardait la poudrière. La fabrication des cartouches avait commencé; Ducouso en confectionna 60. Sur l'ordre de la commission, un groupe d'insurgés obligea le receveur principal des contributions indirectes Thomas à délivrer contre un reçu de Deler une caisse de poudre (1).

Entre temps, Durrey et Durand qui, dans l'après-midi du 4, sont allés à Auch aux nouvelles, rentrent à Condom dans la nuit, vers 1 heure et demie du matin. Ils se présentent aussitôt devant la commission révolutionnaire, content l'arrivée des insurgés au faubourg de l'Oratoire, leur bref séjour parmi eux, le bruit d'une fusillade entendue une demi-heure après leur départ, vers 9 heures. Peu après cette communication, la commission décide qu'un renfort de 500 hommes armés sera envoyé aux insurgés qui ont marché sur Auch. Vers 3 heures du matin, Ferret ordonne au poste de l'hôtel de ville de faire sonner le tocsin et de battre la générale. Aussitôt Duchen et Molié parcourent les rues en battant la caisse. Molié visite les sections rurales de Condom, prescrit de sonner le tocsin et de se rendre en armes à Condom. A la tête d'un groupe d'insurgés, Ducouso se porte au devant de la colonne de Gondrin qui marche sur Condom (2).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Daulhième, Deler, Dupuy, Fausseries, Florensan, Forgues, Lebée, Mirannes, Boué, Duffau Molié, Mollo, Duchen, Arnould, Lamarque, Lestrade, Broconat, Bruhot, Brune

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Durrey, Durand, Molié. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat de 1851*. U 1-5. — Rapport de Romand, 29 déc. 1851.

Dans un rapport au procureur général, le procureur Romand attribue à une intervention du juge d'instruction Bonie la soudaine démission de la commission insurrectionnelle. Bonie se présenta à l'hôtel de ville dans la matinée du 5. Sa présence excita la méfiance des hommes de garde; ils l'accompagnèrent devant la commission. Bonie parla longuement aux commissaires, leur remontrant avec force les périls où ils s'engageaient par une résistance obstinée, la revanche assurée et prochaine de l'administration. Ce discours impressionna vivement les commissaires, parce qu'il répondait à leurs inquiétudes secrètes. Bonie conclut en réclamant la réintégration immédiate du maire et du sous-préfet. Il éluda avec soin tout engagement relatif aux poursuites judiciaires, redoutées des insurgés. Deux délégués de la commission ramenèrent à la mairie de Campaigno et Laroche, et la commission rédigea aussitôt un procès-verbal de sa démission.

Le procureur attribue ce brusque dénouement de la crise à la seule initiative du juge d'instruction. Il y a là une complaisance visible à étaler le zèle politique des magistrats : au vrai, ici comme ailleurs, la nouvelle de la défaite des insurgés à Auch a été le véritable dissolvant de la résistance; elle a rendu efficace la démarche de Bonie. En dessillant brutalement les yeux des chefs montagnards, elle a mis fin à un mouvement manifestement voué à une prompte répression.

Mais tous les commissaires ne se sont pas résignés à cet abandon de leur rôle. Les exaltés, les violents, comme Bazerque et Arnould, ont protesté avec fureur contre l'abdication de la commission et contre l'invitation adressée aux républicains d'interrompre leur mouvement. La commission démissionnaire avait chargé le cafetier Lestrade et quelques républicains de se porter au devant des insurgés de Gondrin pour les inviter à retourner chez eux. Cet avis fut assez mal reçu. On cria à la trahison. Bazerque les engagea même à entrer dans Condom et s'offrit à les conduire à Auch.

Cependant l'agitation et la fièvre de ces deux journées tombèrent brusquement. Le procureur et son substitut rentrèrent à Condom, tandis que les républicains les plus compromis, les chefs et les meneurs s'éloignaient et se cachaient pour se dérober aux poursuites et aux représailles (1).

A Condom, comme à Auch et à Mirande, les chefs républicains ont hésité à proclamer l'insurrection. Ils ont senti la gravité de l'aventure, pesé leur responsabilité. Lamarque Daulhième, Lestrade ont été entraînés par les violents et les impatients. D'ailleurs, vite embarrassés d'un triomphe rapide et précaire, ils ont abandonné la lutte sur une démarche du juge d'instruction et à la nouvelle de la dispersion des insurgés à Auch. Ils ont abdicqué sous les huées de coreligionnaires politiques exaltés.

II

Le 3 décembre, vers 3 heures du matin, un émissaire de Condom, dépêché par Lamarque et Daulhième, entrait à Montréal (2). Il frappa d'abord chez le facteur Bonas et demanda la maison de Thieux, le commis d'octroi. Quelques minutes plus tard, il remettait à Thieux une lettre lui annonçant le coup d'Etat. Influent et avisé, Thieux dirigeait le parti républicain. En 1850, il avait été percepteur de Montréal, et on avait relevé dans sa gestion quelques irrégulari-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices sur Bazerque, Duchén, Ducouso — M 6. Liste des ind. compromis,... dressée par le sous-préfet de Condom. — M 3. Note du sous-préfet sur Lacombe, 21 mars 52. — Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat* de 1851. U 1-5. — Rapports de Romand, 24 et 29 déc. 1851.

(2) Pour le canton de Montréal : Arch. du Gers. *Annexe des greffes. Insurr. de 1851. Montréal. Dossier A.* 28 interrogatoires. B. 108 dépositions; C. procès-verbaux et rapports; D. Pièces de forme. — M 6. Listes des hommes du canton de Montréal à transporter, éloigner, expulser. — Arch. du L.-et-G. U. 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Rapport du proc. de Condom, 29 déc. 51. — Montréal, 2.731 habitants.

tés. Il était soupçonné, même par ses amis politiques, de désirer un nouveau gouvernement pour en obtenir quelque emploi. Surpris et troublé par le message de Condom, il va réveiller le serrurier Lespiau pour lui confier la grave nouvelle; il le charge d'avertir Duffau, de Lagarde. Au matin du 3, le bruit du coup d'Etat se répandit vite dans Montréal. La journée fut calme (1).

Une curiosité véhémement pousse Thieux à Condom. Il espère recueillir auprès des dirigeants montagnards des détails et des précisions sur la crise politique et aussi des instructions réglant l'attitude des républicains. Sur la place de la mairie, il trouve Estingoy, le conducteur des ponts et chaussées. Il lui cache la vraie raison de son voyage. — « Mon père est inquiet sur le sort de mon frère l'abbé, dit-il, et je viens le chercher pour l'emmener à Montréal ». Prudemment, il désavoue les chefs socialistes de Condom : « Que ces Messieurs se débrouillent ! conclut-il. Je ne partage pas leurs idées. Je suis partisan d'une bonne république » (2). Le soir, il assiste à la réunion des rouges chez Dupuy. Il rentre à Montréal, tard dans la nuit, dans la voiture du boucher Dié. Durant le trajet, il dit à son compagnon que les républicains de Condom brûlent de s'emparer de la mairie; il juge l'entreprise périlleuse et prématurée; selon lui, il faut attendre d'autres nouvelles avant d'agir (3). De retour à Montréal, Thieux avertit quelques familiers que les Condomois se disposent à occuper la mairie et la sous-préfecture. Cette nouvelle suscite quelque émotion; mais on apprend par le courrier du matin qu'il ne s'est encore rien passé à Condom, et le calme revient (4).

Avant de tenter un mouvement à Montréal, Thieux, attentif à ne pas se compromettre, retourne à Condom pour surveiller les événements, prendre le vent. Le soir, vers 6 heures, il est au café Lestrade. Il assiste à la nouvelle

(1) Interrog. de Thieux; — dép. de Bonas, Nollé, Ferret, Torrebren, Lespiau; — rapport du j. de paix.

(2) Dép. de Dumay et d'Estingoy.

(3) Dép. de Dié.

(4) Dossier C. — Rapport du j. de p. Massartiq.

réunion des républicains chez Dupuy. En compagnie de Brach, jeune cultivateur de Larroque, et de Léon, tailleur à Condom, il se poste au passage de la colonne d'insurgés. Tous les trois vont ensuite sous la halle et assistent à l'invasion de la mairie. Brach se mêle aux insurgés et se heurte à deux rouges de Larroque, Dugoujon et Ladoux armés d'un fusil. Ils lui disent : « Ah ! vous êtes ici et sans armes ! Oh ! il faut avoir des armes ! Demain matin, avec quelques hommes de Heux, bien armés, nous nous emparerons de votre commune ». Vers 11 heures du soir, Benquet, de Marrast, et Lamaïque, de Fourcès, Brach, Lespiau et Thieux se retrouvent au café Lestrade. Vers minuit, ils vont ensemble au bureau de la diligence pour avoir des nouvelles. Ils n'apprennent rien. Alors Thieux, Lespiau et Brach s'acheminent à pied vers Montréal. Brach les quitte en route et se hâte vers Larroque pour avertir à temps le maire que Dugoujon et Ladoux ont projeté de venir dans la matinée avec des gens armés pour s'emparer de la mairie. Thieux et Lespiau poursuivent leur chemin. Thieux est absorbé, soucieux. Il déclare que les Condomois se sont trop pressés de prendre la mairie; il eût été plus sage d'attendre, car, si le mouvement échoue, le département sera mis en état de siège (1).

Thieux était rentré à Montréal vers 3 heures. A 7 heures, il pérorait sur la place dans un groupe de 20 à 25 républicains : le Président vient de renvoyer l'Assemblée, déclare-t-il; la guerre civile éclate dans toute la France; à Condom, le maire et le sous-préfet intérimaires ont été chassés par les républicains, qui se sont emparés de la mairie et de la sous-préfecture; Fleurance est insurgée et le nouveau préfet y a été arrêté; partout le tocsin sonne, les républicains s'arment; de tous côtés on marche sur Auch pour donner l'assaut à la préfecture. Il conclut : « Ce sont les blancs qui ont voulu gagner la partie et les rouges triomphent ! » Ces déclarations exaltent les républicains et, tout joyeux,

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes*. — Information contre Berès et Thieux. Dépos. de Brach et de Lespiau.

ils répètent que les nouvelles sont bonnes, qu'ils ont « gagné ». Le roulier Ferret s'est approché de Thieux; il lui demande un passavant pour expédier du vin à Castelnau. « Tu n'en as pas besoin, lui crie Thieux. Je puis t'assurer qu'on ne t'arrêtera pas, car il n'y a plus aujourd'hui de rats de cave ! » Muet, le maire Sansot écoutait les propos de Thieux. Les curieux affluaient sur la place. Des républicains parlaient de marcher en armes sur Auch. Mais cette proposition se heurta à un mutisme désapprobateur à peu près général (1).

Tout en discourant devant le café Laborde, Thieux avise le boucher Dié qui allait chercher un veau à Castelnau. Il monte sur sa voiture. Dans le trajet, il lui conte que l'octroi a été aboli à Condom, où il sera remplacé par une taxe sur les contribuables. Vers 9 heures, ils rencontrent le maçon Pierre Ducoussou qui passe pour un blanc. Thieux lui crie : « Vive la République ! Vivent les rouges ! » et il ajoute un mot grossier à l'adresse du maçon. En arrivant à Castelnau, vers 10 heures, ils croisent l'épicier-boulangier Saint-Mézard et Soucayet qui vont en voiture à Montréal. « Rétrogradez, leur crie Thieux. J'ai beaucoup de choses à vous apprendre... Tous les quatre pénètrent dans l'épicerie de Saint-Mézard où ils trouvent Labatut, l'ouvrier boulanger, et Nolibois qui gardait le magasin. Bientôt arrivent Cantiran, médecin-vétérinaire, Vigneron, Vincent, Ducastaing fils, Lassoujade et Berès, le maire de Castelnau. Thieux leur répète ses propos du matin : la révolution éclate partout; à Condom, maire et sous-préfet sont chassés par les républicains; à Fleurance, le nouveau préfet est prisonnier de l'émeute; de Lavardens et de Vic-Fezensac, on marche sur Auch; sur tous les points, la guerre civile est imminente. Thieux demande ensuite à Berès ce qu'il compte faire. Berès se dit désolé d'avoir expédié depuis trois jours à la préfecture les fusils de la garde nationale; s'ils sont encore chez le roulier Ferret, il autorise Thieux à les prendre.

(1) Dép. de Ferret et de Sansot, Dié, Niolle. — Dossier C. rapport de Massartiq, j. de paix.

Après avoir déjeuné d'une galette toute chaude, Thieux se dispose à repartir pour Montréal dans la voiture de Saint-Mézard. En sortant, il déclare qu'il faudra aller à Condom pour marcher ensuite sur Auch. « S'il faut y aller, nous irons », lui répond Cantiran (1).

Sur la route de Montréal, Thieux et Saint-Mézard rencontrent le roulier Ferret. Saint-Mézard arrête sa voiture et Thieux demande à Ferret s'il a encore les fusils de Castelnau. Ferret répond qu'ils sont dans sa grange. — « Dans ce cas, ne soyez pas surpris, si vous ne le trouvez pas ce soir », lui déclare Thieux. Ferret s'éloigne fort mécontent. Bientôt, il croise la voiture de Dié qui rentre à Montréal. Il lui conte que Thieux veut s'emparer des fusils dont il a la garde, et il le charge de dire à Thieux que, si on lui cherche noise à ce sujet, il est homme à faire un malheur, à tuer quelqu'un. Dié s'efforce de le calmer en lui assurant que Thieux a bien reçu de Berès l'ordre de prendre les fusils (2).

Rentré à Montréal, Thieux va trouver le maire Sansot, qui déjeunait avec le juge de paix chez Faget, négociant. La maire quitte la table et confère un instant avec Thieux, qui lui demande de recevoir à la mairie les armes de la garde nationale de Castelnau et se dit autorisé par Berès à les prendre chez Ferret. Le maire consent à les recevoir. S'étant remis à table, il conte l'affaire au juge de paix dont il sollicite l'avis. Le juge de paix blâme Berès d'avoir livré les armes à Thieux, en un pareil moment; mais il faut les recevoir et surtout les déposer en un lieu sûr, où Thieux et ses amis ne puissent les reprendre (3).

Pour transporter les armes, Thieux avait recruté une vingtaine de républicains exaltés — « des mauvais sujets », écrit le juge de paix. L'aubergiste Pourquoi, le sabotier Larrieu, le plâtrier Garros, Espiau, Rivière, Guerlin, Dugoujon,

(1) Dép. de Dié, Soucaret, Cantiran, Saint-Mézard, Berès, Noli-bois, Ducouso. — *Dossier C. Rapport de Massartiq.*

(2) Dép. de Ferret, Dié, Soucaret, Saint-Mézard.

(3) Dép. de Saux, Sansot, Denux, Faget; — *Dossier C. Rapport de Massartiq.*

Bergès étaient du groupe. Thieux déclare à ces hommes qu'il va transporter à la mairie les armes de Castelnau pour les dérober aux légitimistes. La bande se forme en colonne par deux. Quand elle passe devant la boulangerie de Labatut, Pourqué, apercevant le chiffonnier Saux, lui crie : « Viens avec nous ! » — « J'y vais ». — « On ne dit pas j'y vais, on marche ». Devant l'auberge de Laporterie, l'adjoint Denux voit défiler la colonne avec effroi : il craint que ces hommes, connus par leur exaltation politique, n'ail-lent au presbytère et ne sonnent le tocsin. Aussitôt, il ac-court auprès du maire qui le rassure et le charge de recevoir les armes à la mairie.

Arrivés chez Ferret absent, Thieux et ses hommes deman-dent à la belle-mère si les clefs sont sur la porte de la grange : ils lui déclarent qu'ils ont mission d'emporter les fusils de Castelnau dont ils s'armeront, si quelques person-nes s'emparent de ceux de Montréal. La bande pénètre dans la grange. Fusils et sabres sont emballés et entourés de paille. Les hommes les chargent sur leurs épaules. La femme de Ferret paraît à la porte et dit : « Si j'avais été là, vous n'auriez pas touché aux fusils ». — Nous les aurions pris malgré vous », lui réplique Bergès. Les hom-mes s'acheminent deux par deux vers la mairie, entourés par une nuée de gamins qu'amuse le spectacle. Le brigadier et deux gendarmes surveillent le mouvement. Le brigadier interroge les porteurs sur le contenu, la provenance et la destination de ces « fagots de paille ». On lui répond que ce sont les armes de Castelnau, destinées à armer une cin-quantaine d'individus qui vont marcher sur Auch. Les armes furent déposées à la mairie en présence de l'adjoint Denux (1).

Ce défilé d'hommes exaltés et généralement décriés alar-ma comme une menace de troubles. Le juge de paix ne cessait pas de mettre le maire en garde contre une reprise

(1) Dép. de Marie Taste, Ferret, Pédebernarde. — *Dossier C.* Rapport du brig. de gend. de Montréal, 8 déc. 51; rapport du juge de paix.

éventuelle des armes par les républicains. Il lui conseilla de les ôter de la mairie et de les cacher pour tranquilliser les habitants. Docile à cet avis, le maire en sortant de chez Faget, déclare à tous ceux qu'il rencontre que personne ne touchera aux fusils; il va les faire porter dans sa chambre à coucher, « où il les défendra au péril de sa vie ». Il entre à la mairie, et, sur son ordre, les deux sergents de ville, escortés des gendarmes, transportent chez lui toutes les armes, celles de Castelnau et celles de Montréal. Quelques jours auparavant il avait pris soin d'ôter aux briquets de Montréal leurs pierres et les baïonnettes qui furent cachées (1).

Le maire va ensuite au café Laborde où sont réunis Thieux et ses hommes. Il leur déclare que les armes ne risquent plus de tomber aux mains d'un parti politique : elles sont déposées chez lui, dans sa chambre à coucher; « il faudra lui passer sur le corps avant de les prendre ». On l'approuve généralement. Bientôt Ferret entre furieux; il reproche à Thieux de lui avoir enlevé des fusils dont il avait la garde. Thieux et Sansot l'entraînent dans une chambre du café. Thieux explique qu'il n'a agi que sur l'ordre de Berès. Sansot ajoute qu'il répond de tout; il propose de donner au voiturier une attestation écrite. Toujours méfiant, Ferret quitte le café et va interroger Berès, qui passait en voiture derrière l'église de Montréal pour se rendre à Condom. Berès confirme qu'il a bien donné à Thieux l'ordre de retirer les armes. De son côté, Sansot s'est porté vers le rassemblement formé devant l'auberge de Laporterie, lieu ordinaire de réunion. Là, il déclare à nouveau qu'il a transporté toutes les armes dans sa maison, afin que personne n'y touche. Il ajoute qu'il a interdit le tocsin. Ces déclarations répétées rassurent les habitants. Thieux et sa bande se tiennent cois (2).

Vers 4 heures de l'après-midi, un gendarme remit au juge de paix une dépêche de Condom annonçant la démis-

(1) Dép. de Sansot. — Dossier C. Rapport du j. de paix.

(2) Dép. de Sansot, Ferret. — Dossier C. Rapport du j. de paix.

sion de la commission révolutionnaire, la réintégration de la municipalité et du sous-préfet, la fin de toute agitation républicaine. Le cantonnier Bordeneuve informe Thieux; il ajouta que ce brusque dénouement était dû à d'importantes nouvelles. — « C'est cela », dit Thieux subitement songeur (1). La dépêche fut lue par le juge de paix au public amassé sur la place. Et Montréal retomba au calme accoutumé. Selon le juge de paix, la déconsidération publique attachée aux vingt individus qui formaient la bande de Thieux a ôté toute gravité alarmante à la courte agitation de Montréal (2).



Gondrin est le bourg le plus peuplé du canton après le chef-lieu. C'est un centre rouge très actif où une société secrète a enrôlé de nombreux militants montagnards (3).

Instruit du coup d'Etat, Mondin Blaise, entrepreneur à Gondrin est allé à Condom prendre le mot d'ordre des dirigeants montagnards. Il s'est mêlé au rassemblement armé qui a occupé la mairie; il a reçu les instructions de la commission insurrectionnelle. Tard dans la soirée du 4, il rentre à Gondrin. Il réunit quelques républicains et leur apprend que Condom est au pouvoir des insurgés. Enfiévrés par ces nouvelles, les rouges se réunissent au café Duran, qui reste ouvert et éclairé toute la nuit. Les têtes s'exaltent dans le vacarme et les bruyants colloques. On crie : *A bas les Blancs ! Vivent les Rouges !* Des campagnards arrivent. On entonne des chansons républicaines. Minville va de groupe en groupe et péroré avec animation. Une permanence est organisée. Un moment, tous les assistants se mettent à genoux pour jurer fidélité à la République. Vers 2 heures du matin, ils s'assemblent sur la place. Mondin dirige le mouvement. A 3 heures, formés en colonne, les

(1) Dép. de Bordeneuve, Dupont.

(2) *Dossier C.* — Rapport du j. de paix.

(3) Gondrin, 1.886 hab. — Sur le personnel républicain et les affiliés, cf. J. DAGNAN, *op. cit.*, pp. 463-464.

manifestants parcourent la grande rue en chantant à tue-tête une chanson avec ce refrain : *Courons à la bataille. A bas Napoléon ! Vive Ledru-Rollin !* Les cris : *A bas les Blancs ! A bas Napoléon ! Vive la République !* poussés par le maçon Broca et le perruquier Daspax dominaient le tumulte et les chants (1).

Vers 4 heures du matin, Mondin père, Doazan cultivateur, Peralo et Brenna, cordonniers, vont frapper chez Taste le carillonneur et réclament les clefs du clocher, en criant qu'il est temps de sonner l'Angelus. Taste donne les clefs. Brenna, Baudé fils et Roques se précipitent dans le clocher; aussitôt les cloches sonnent « en volée, au feu, à la mort ! » (2). Tout le bourg est en rumeur. A 6 heures, on oblige Lajus, barbier et sergent de ville, à battre le rappel; à la demande de Campistron, il passe le tambour à Léon, valet de ville, qui continue de battre la caisse, suivi de 3 ou 4 hommes armés de longues barres (3). Toutes ces démonstrations nocturnes avaient réveillé et alarmé la population. Attirés par le bruit et le mouvement, de nombreux habitants se glissent dans l'obscurité hors de leur maison.

Une quarantaine de personnes sont massées devant le café Duran. On parle de s'armer. L'épicier Barrère, Mondin fils, Saux, marchand de laine, discutent avec ardeur (4). Quelques incidents éclatent. Vers 6 h. 30, le boucher Monge, partant à la chasse, est apostrophé par Mondin père. — « On ne vas pas à la chasse un pareil jour ! » — « Si ! » — « Non ! » Le maçon Broca s'approche et veut arracher le fusil à Monge en lui disant qu'il faut aller avec eux ou remettre le fusil. — « Ni l'un, ni l'autre », riposte Monge, qui se déclare disposé à faire feu, s'il insiste. On finit par le laisser tranquille. — Des hommes épouvantés se terrent

(1) *Dossier C.* — Rapport du brig. de gend., 8 déc. 51; rapport de Laura, maire de Gondrin, 8 déc. 51. — *B. Dép. de Laura, Darnagnac, Pérès.*

(2) *Dép. de Taste.*

(3) *Dép. de Lajus.*

(4) Rapport de Laura, 8 déc. 51.

dans leurs logis pour ne pas être entraînés dans la manifestation (1).

Vers 7 heures, Mondin Blaise et l'épicier Bajon abordaient à la poste le maire Laura, au moment où il recevait les deux dépêches officielles du 2 décembre et la proclamation des autorités aux habitants du Gers, expédiées par le préfet. Ils se disent mandatés par le comité révolutionnaire de Condom pour le relever de ses fonctions, et ils réclament les clefs de la mairie. Laura leur répond que les clefs sont chez le secrétaire Capuran, limonadier, qu'ils vont trouver aussitôt.

Manifestement effrayé et peu soucieux de s'aventurer parmi les républicains, Capuran conseille de céder et remet les clefs. Mondin et Laura s'acheminent ensuite vers la mairie. Devant l'entrée stationne une cinquantaine d'hommes, dont quelques-uns sont armés : l'épicier Barrère; Broca; Bartharès; Cavé; tous les hommes du hameau de Peyruc; un tailleur armé d'une broche; Campistron avec une épée et un fusil; Baudé, facteur rural révoqué; Landre aîné, de Gondrin; Maribon et Doazan, qui ont fondu des balles toute la nuit avec Baudé. En quelques mots, le maire exhorte le rassemblement à respecter les personnes et les propriétés. Tandis qu'il affiche les deux dépêches et la proclamation, Mondin, Broca et quelques autres lui crient qu'ils ont des nouvelles plus fraîches, qu'il est inutile de placarder ces papiers. Ils furent arrachés aussitôt après son départ (2).

Vers 7 heures 30, le barbier Daspax bat de nouveau le rappel. Broca, le maçon Lascombe, le boulanger Campistron, escortés de quelques républicains armés de fusils, suivent le tambour. Entre deux roulements, Broca annonce que le conseil municipal est dissous en raison de la violation de la Constitution, et il invite les habitants à se rendre

(1) Dép. de Daste, Castay, Monge.

(2) *Dossier C.* — Rapport du brig., 8 déc. 51. — Rapport de Laura, 8 déc. — *B. Dép. de Capuran*, Laura.

à la mairie pour élire une commission provisoire de 5 membres (1).

A 8 heures, 80 insurgés sont massés devant la mairie. Pour éviter les lenteurs d'une élection, Mondin Blaise, au milieu d'un cercle de républicains, propose des noms, acclamés aussitôt. Il désigne d'abord le docteur Laroche, puis Daste, négociant estimé de tous, le pharmacien Renaud, Mondin père, le cordonnier Gary. L'épicier Bajon est adjoint au comité comme secrétaire. Puis, des manifestants vont chercher les commissaires. Laroche, qui était devant le magasin de Jahard, arrive le premier. Peu après surviennent Daste et Gary escortés de quatre insurgés en armes. Après quelques difficultés, ils se résignent à leurs nouvelles fonctions; les instances de Laroche ont triomphé avec peine des hésitations et des scrupules de Daste, prudent et pacifique (2). La commission pénètre dans la mairie, entre en séance. Un procès-verbal d'installation est aussitôt rédigé :

Les soussignés....., sur l'appel qui leur a été fait par le peuple qui s'est emparé de l'administration pour fait de violer la Constitution, vu la nomination à l'unanimité par ce même peuple qui les a nommés pour remplacer le conseil municipal déchu....., ont accepté cette mission et en ont dressé le procès-verbal présent. (Suivent les signatures) (3).

Comme le froid est très vif, la commission envoie chercher le sergent de ville Lajus pour faire du feu à la mairie. On mande aussi le secrétaire Capuran pour avoir le registre des délibérations. La commission décide qu'on marchera sur Condom (4).

Broca vient se plaindre aux commissaires que la femme du buraliste Jahard a refusé de lui livrer de la poudre. Un bon de réquisition, signé de tous les commissaires, hors Gary, est aussitôt rédigé. Daste, Laroche accompagnent

(1) *Dossier C.* — Rapport du brigadier et de Laura.

(2) *Ibid.* — Lettre du sous-préfet de Condom à président Bonnet, 14 janvier 52.

(3) *Ibid.* — Rapport du brig., 8 déc.; — p.-v. d'installation de la commission, 5 déc. 51.

(4) *Dép. de Lajus.*

Broca chez Jahard, exigent la livraison immédiate de toute la poudre. La femme Jahard **déclare** n'en posséder que 200 grammes dont Broca s'empare aussitôt. Poudre et balles sont distribuées aux insurgés (1).

A 9 heures, 50 à 100 républicains, presque tous des ouvriers, armés de fusils, sabres, épées, fourches et broches, parcourent en colonne la rue principale. En tête, l'officier de santé Minville et le limonadier Duran, capitaine et lieutenant de la garde nationale. Les insurgés s'arrêtent en face de l'auberge Boyer pour déjeuner; les uns entrent; d'autres allument un feu de bois devant l'auberge. Une heure plus tard, après avoir bu et mangé, ils se remettent en marche, tambour en tête, et font halte devant la mairie (2).

La foule des curieux grossissait aux abords de la mairie. Des bruits couraient : Changarnier a été tué; Cavaignac est prisonnier; toute la population de la vallée de la Garonne monte vers Agen. Dans cette effervescence, des émissaires se démenaient, invitant les gens à s'armer et à se joindre aux insurgés. Ils colportaient le mot d'ordre : Mondin ordonne de prendre les armes pour marcher sur Condom, afin d'y défendre la mairie et la sous-préfecture. Ils criaient aux jeunes gens qu'ils devaient s'armer, même d'un simple bâton, et accourir sur la place, lieu du rassemblement.

Dans la campagne, d'ardents recruteurs, comme le jeune Marchand, courent de maison en maison. Quelques affiliés campagnards ont déjà prévenu les voisins, *les frères et amis*. Mais les paysans ne manifestent guère d'entrain : beaucoup résistent à toutes les sollicitations. Des meneurs s'efforcent d'intimider les indécis. Ainsi, Caumont, cultivateur au Baradé, est allé trouver son voisin Bouzigon, un jeune cultivateur. Il lui annonce que le lendemain, au premier appel du tocsin, tout le monde s'acheminera vers Gondrin. Bouzigon répond qu'il ne partira pas. Pour l'intimider, Caumont lui dit qu'on le tuera, que lui, Bouzigon, sera peut-être obligé de tuer son propre frère qui s'est mis

(1) Dép. de Torrebren, Jahard.

(2) Rapport de Laura, 8 déc.; dép. de Laura.

du parti de la canaille, avec les curés. Il ne cessait de le tourmenter. Le lendemain, Caumont, armé d'un fusil, accoste Bouzigon qui portait sur un tombereau la lessive au lavoir : il l'engage à rentrer au plus vite pour partir avec lui. Bouzigon déclare que, personne ne l'attaquant, il n'a pas à se défendre. Caumont le quitte et lui envoie son beau-frère Ducos, un chaud montagnard. Ducos enjoint à Bouzigon de s'équiper et de s'armer sur l'heure pour se rendre à Condom avec les républicains. Et comme Bouzigon résiste, il lui déclare que, « dut son cou sauter », il tirera, « comme sur un lièvre », sur un homme qui refuse de marcher. Effrayé, Bouzigon se résigne. Décidé à s'esquiver à la première occasion, il suit Ducos, Caumont, le carrier Landre et Cardeillan, tous armés de fusils. Bientôt le groupe rejoint la colonne de Gondrin en marche. Tremblant de peur, Bouzigon déclare être malade et refuse d'aller plus loin. On finit par le laisser partir (1). — Masson, tailleur à Gondrin, invité à s'enrôler dans la bande d'insurgés, a refusé. Un autre tailleur, Landre Pierre, vient lui demander son fusil. — Il ne marche qu'avec moi », répond Masson; et il part à la chasse pour échapper aux sollicitations et aux menaces. — Bordes, tonnelier à Gondrin, se cache dans sa maison avec son ouvrier, pour éviter d'être enrôlé au passage des insurgés.

Vers 10 heures, les insurgés de Courrensan et de Lagrault entraient à Gondrin et se joignaient à la colonne. Cela formait un rassemblement de 150 à 200 hommes (2). Voici une liste d'insurgés de Gondrin : Daspax; Baudé; Lascombe; Gary; Laroche; le pharmacien Renaud; le vétérinaire Capelle; le tailleur Desbarats; un garçon boulanger de 17 ans, Sengès, armé d'une broche et d'une fourche en fer; le boulanger Campistron, armé d'un fusil et d'une canne à lance; le carrier Landre; le domestique Ladieu; les cultivateurs Maribon, Cavé, Duputz, Cardeillac, Cazeneuve, Caumontat, Ducos, Doazan; les cordonniers Peralo, Bren-

(1) Dép. de Bouzigon.

(2) *Dossier C.* — Rapport du brig., 8 déc. 51.

na, Gary; les maçons Roques, Fourteau, Lascombe, Broca; Barthe fils, menuisier; Bajon et Barrère, épiciers; Saux, chiffonnier; Lajus, le sergent de ville; etc. La plupart sont des hommes jeunes; peu ont dépassé la trentaine (1).

Les membres de la commission sont descendus devant la mairie pour passer la revue de la troupe insurrectionnelle, la haranguer avant le départ. Daste, le président, porte le drapeau que le sergent de ville est allé réclamer au maire. Il le remet aux insurgés. Mais des protestations s'élèvent : « il n'a pas la couleur qu'il faut ». Daste leur conseille de garder le drapeau tricolore, de ne pas arborer le drapeau rouge. Il n'est pas écouté. Lascombe et Clermont arrachent l'étoffe tricolore. Mondin, Clermont et quelques autres se précipitent chez le marchand drapier Pérès, ils l'obligent à livrer un morceau de tartan rouge que Clermont, aidé de la couturière Mariette, fixe à la hampe de l'ancien drapeau (2). Toute la population entoure les insurgés. Le sergent de ville Lajus, Ferret et Verdier reçoivent de la commission l'ordre d'empêcher les enfants, friands de bruit et de spectacle, de suivre la bande armée (3).

Les insurgés s'alignent en colonne sur deux rangs. Les gens de Courrensan sont en tête. La majorité est armée de fusils; les autres portent des faux, des fourches, des broches et des bâtons. Certains ont des sacs ou des « carnassières ». En tête, flotte le drapeau rouge porté par Clermont; Daspax bat le tambour. A 11 heures, la colonne s'ébranle vers Condom, commandée d'abord par Commès, de Courrensan, puis par Mondin fils. A Mouchan, Minville, capitaine de la garde nationale, rejoint à cheval et prend le commandement jusqu'à Condom (4). Tout près de Condom, un groupe de 15 insurgés se joint à la colonne (5).

La troupe s'arrête à l'entrée de la ville, près de l'octroi.

(1) Dép. de Lajus.

(2) Rapport du brigadier, 8 déc. 51; — rapport de Laura, 8 déc.; — dép. de Lajus.

(3) Dép. de Pérès, Laura, Capuran, Lajus.

(4) Rapport de Laura, 8 déc.

(5) Dép. de Castay.

Le cafetier Lestrade, délégué par la commission insurrectionnelle qui a démissionné le matin, s'avance au devant des insurgés, escorté de quelques républicains condomois. Il leur apprend la dispersion des républicains à Auch, la cessation de toute résistance à Condom, et il les engage à rentrer à Gondrin. Quelques insurgés protestent avec violence contre cette défection des chefs condomois. Ils en ont surtout à Daulhième et à Lamarque. Ils ne se résignent qu'avec colère à cette fin brusquée et piteuse de leur équipée. Près de l'octroi, un groupe de rouges condomois leur crie : « Entrez ! Entrez ! » L'un d'eux se frappe le front en criant : « Il faut aller en avant et marcher sur Auch. Nous aurons toujours un département de plus ! » Ils finissent par rebrousser chemin et rentrent à Gondrin, assez tard dans la nuit. Les meneurs et les exaltés, irrités et penauds, s'inquiètent des suites de leur équipée.

Sitôt rentré à Gondrin, Mondin va trouver le maire, qu'il prie de reprendre les clefs de la mairie. Laura, sans récriminer, l'invite à les garder jusqu'au lendemain, où il lui sera loisible de vérifier l'état de la mairie avec le secrétaire Capuran. Laroche et Renaud, fort inquiets, réclament à Jahard le bon de réquisition de la veille, qu'ils brûlent aussitôt. Le lendemain 6, à 9 heures du soir, en présence du maire et de 5 conseillers municipaux — Dumas, Jahard, Manein, Corne et Cardeillac — les 5 membres de la commission provisoire résignent leurs fonctions, « acceptées et non demandées pour l'utilité et la tranquillité publiques », ainsi qu'ils l'ont déclaré dans le procès-verbal, constatant la remise des clefs et du pouvoir et signé des membres de la commission provisoire, des conseillers municipaux et du maire. La séance a été cordiale, sans plaintes ni reproches, si l'on s'en rapporte aux termes du procès-verbal (1).

A Gondrin, l'agitation a duré quelques heures et abouti à une marche armée sur Condom. Tous les meneurs et fauteurs du mouvement sont affiliés à la société montagnarde.

(1) P.-v. et dép. de Laura; — rapport du brigadier, 8 déc.

Le 5 décembre au matin, Mondin était accouru de Gondrin à Lagraulet (1), chez Armagnac, cultivateur. Il lui apprit que les républicains de Gondrin, après avoir déjeuné chez l'aubergiste Boyer, se disposaient à marcher en armes sur Condom. Lui-même, avant de s'éloigner, avait voulu organiser un mouvement à Lagraulet, dont le maire Durrey était absent depuis trois jours. Et Mondin donne mission à Armagnac d'aller trouver l'adjoint pour réunir le conseil municipal et recruter une troupe d'hommes armés, destinée à renforcer les républicains de Condom qui vont marcher sur Auch. Il lui conte qu'en venant à Lagraulet, il avait vu Delphin Cavé prêt à partir, en dépit des supplications de sa femme et de sa belle-mère. — « Il faut que je parte, je l'ai juré », leur répétait-il. Armagnac et Mondin se rendent chez l'adjoint Druilhet qui est absent. Chemin faisant, Armagnac avoue ses doutes, élève des objections : les républicains ont peut-être eu tort de prendre les armes. Mondin réplique que la plupart sont tenus par leur serment de s'armer pour défendre la république. Ils passent ensuite chez Fieux, de Brane, et chez Lamort, de Barrère, tous deux conseillers municipaux. Ils visitent les notables de la commune; Mondin leur expose la situation parce qu'il craint que l'adjoint ne leur cache les nouvelles. Dans cette tournée, Mondin a déclaré à Armagnac qu'il faudra chercher un successeur au maire Durrey qui ne peut manquer d'être nommé préfet ou sous-préfet.

Le lendemain 6, Armagnac se rendait à Gondrin, chez Mondin. Il fut reçu par la femme de Mondin, tout éplorée. Elle lui apprit que tout était fini, et elle ne cessait d'adresser de vifs reproches à son mari. Mondin et Armagnac retournèrent à Lagraulet. Vers 6 heures du soir, ils entraient chez Durrey qu'ils trouvèrent se lamentant dans son salon, tandis que sa femme pleurait dans un coin. Lucien Lamarque était présent et paraissait accablé. S'adressant à Durrey, Mondin dit : « Nous avons donc été vaincus ? » —

(1) Lagraulet 1.152 hab.; à 4 km. de Gondrin.

« Oui, hélas ! Napoléon triomphe. Nous sommes tous désespérés, moi le premier. Je passerai en conseil de guerre, si je n'en fuis pas en Angleterre ou en Espagne ! » De son côté, Lamarque se préoccupait d'un passeport pour l'Espagne, car, s'il se laissait prendre, déclarait-il, il passerait devant un conseil de guerre et serait fusillé ou déporté. — « Il faut bien que j'en fasse autant, s'écria Durrey. Crois-tu qu'on va m'épargner à moi ? » — En se retirant, Mondin et Armagnac passèrent chez les deux conseillers municipaux Fieux et Lamort pour leur apprendre l'échec du mouvement républicain. Puis Mondin s'achemina seul vers Gondrin. En quittant Armagnac, il lui confia ses craintes : « Vous êtes bien heureux, vous, de n'avoir rien fait. Je ne serais pas surpris si deux gendarmes venaient m'arrêter bientôt, car j'ai fait le diable à Gondrin avec les autres » (1).



A Labarrère (2), deux affiliés montagnards, Joseph Mortera, violent et repris de justice, et son gendre Bourret dit Laverdure, tous deux décriés et redoutés, recevaient souvent des *frères et amis* de Montréal. Le 4 décembre, ils s'agitèrent pour soulever les habitants. Ils voulaient, aidés des affiliés de Montréal, de Labarrère et de Castelnau, s'emparer des trois mairies et pousser ensuite sur Condom les républicains armés. Dans la nuit du 4 au 5, ils s'ouvrirent de ce dessein à quelques rouges. Laberdoulève, Romat et Baurio, tous les trois conseillers municipaux, Laverdure, Mortera et quelques autres républicains décidèrent de s'emparer de la mairie de Labarrère le surlendemain 6 décembre. La journée du 5 fut employée à recruter des conjurés. A cet effet, dans l'après-midi, Laverdure et Mortera parcoururent la commune sans grand succès. Vers 1 heure, Mortera avertit le maçon Ducouso qu'on aurait probablement besoin de lui pour sonner la cloche. Les deux

(1) Dép. d'Armagnac.

(2) Labarrère, 660 hab. ; à 6 km. de Montréal et 21 km. d'Auch,

agitateurs passèrent devant le charron Séchas, qui transportait les matériaux d'une maison en construction. Mortera lui cria : « Vive la République ! » Séchas répondit par une plaisanterie. — « Oh ! elle va, oui, la République ! » répliqua Mortera. Les deux hommes confièrent à quelques cultivateurs leur projet de chasser et de remplacer le maire Bourdens et s'efforcèrent de les y associer. Ils n'obtinrent guère que des refus. Au jeune cultivateur Faget Laverdure déclare qu'à Paris une révolution avait expulsé la Chambre et le président, que partout on destituait les maires, qu'à Labarrère on devait s'emparer de la mairie le lendemain. « Y viendrez-vous », interroge-t-il. — « Ce n'est pas nécessaire; je ne suis pas encore assez fixé », répond Faget. — Laverdure va trouver l'adjoint Labat Pierre, cultivateur à Torrebrene, lui annonce que la Révolution a jeté bas toutes les autorités, l'instruit de ses démarches en vue de forcer le maire à remettre au peuple les clefs de la mairie le lendemain samedi à 3 heures. Labat le détourne de son projet; Laverdure lui reproche alors d'avoir changé d'opinion politique et lui demande de l'accompagner chez Bouglon, propriétaire à Garbory. Labat refuse et Laverdure s'y rend seul. En chemin, il rencontre Berbé, de Mounet, à qui il tient les mêmes propos et dont il essuie le même refus. Bourret accoste Bouglon en train de ramasser des pommes de terre avec sa femme. Il l'engage à venir le lendemain à la mairie de Labarrère pour réclamer les clefs au maire; il lui laisse entendre qu'ils seront une quinzaine. Et Bouglon promet. Mortera fut moins heureux auprès de Mauléon, meunier à Saint-Orens, qui refusa net de se rendre à Labarrère. Au limonadier Réon, ex-cantonnier, furieux de n'avoir pas été autorisé à faire danser, la femme de Laverdure demande s'il viendra à la mairie le lendemain pour « débusquer le maire ». — « Oui, certainement, répond Réon. — « Avec un fusil, conseille la femme de Laverdure, car le maire a des pistolets ». Réon déclare qu'il ne redoute pas d'affronter sans fusil les pistolets du maire.

Mais le soir vers 8 heures, quelques rouges de Montréal vinrent en hâte avertir Mortera et Laverdure de ne plus bouger parce que tout mouvement républicain avait cessé à Condom. Une estafette leur apprit la défaite des insurgés à Auch. Le lendemain, la tentative projetée sur la mairie n'eut pas lieu. Les trois conseillers municipaux qui étaient du complot vinrent au village et se hâtèrent de regagner leur logis. Labat, qui était venu informer le maire de ce qui se tramait contre lui, rencontra Laverdure, et il le félicita d'avoir abandonné son projet. Inquiet, Laverdure pria Labat de détourner Bouglon de venir à Labarrère. Le dimanche 7, quelques rouges fanfaronnaient encore, déclarant que « le différé n'était pas perdu », que « l'exécution du projet n'était que remise, etc. » (1).

*
**

Le vendredi 5, à Larroque-sur-Losse (2), vers 5 heures du matin, le cultivateur Brach réveillait le maire Dupouy, officier de santé, pour lui annoncer les événements de Condom et surtout l'arrivée prochaine de Dugoujon à la tête d'une bande d'insurgés décidés à s'emparer de la mairie. Le maire convoque aussitôt quelques hommes d'ordre et va réveiller l'instituteur. Levé en hâte, l'instituteur court chez de Brescons, riche propriétaire, ancien capitaine d'artillerie, et il le conduit à la mairie auprès du maire, qu entourent déjà quelques défenseurs (3).

Entre temps, Dugoujon, Ladoux son beau-frère, Gilles et François Gardères, cultivateur à Larroque, Fausseries, cultivateur à Fourcès, tous armés de fusils, passent au hameau de Heux vers 7 heures et demie. Gardère et Ladoux veulent entrer dans le clocher pour sonner le tocsin. Mais prévenus aussitôt, le carillonneur Fourteau et Ruffié, pro-

(1) Dép. de Labat, Ducousso, Labatut, Mauléon Bouglon, Sainte-Marie, Bonnet. — Rapport du maire au procureur, 7 déc. 51.

(2) Larroque-sur-Losse, 618 hab.; à 8 km. de Montréal.

(3) *Dossier C.* — P.-v. signé de 9 cons. municipaux, 6 déc. 51. — Dép. d'Armagnac.

priétaire à Cateyre et conseiller municipal, accourent et demandent aux deux insurgés en vertu de quel ordre ils veulent sonner. — « Par ordre du maire », disent-ils; et ils ajoutent que « tout est culbuté, qu'il n'y a plus de maire ». — C'est donc vous le maire ? » interroge Ruffié s'adressant à Ladoux. — « Peut-être », répond Ladoux. Ruffié et Fourteau leur déclarent alors qu'ils s'opposeront à toute sonnerie, tant qu'ils ne seront pas saisis d'un ordre régulier. Les deux insurgés s'éloignent en traitant Ruffié et Fourteau de *c...-blancs*, et en leur criant qu'ils ne tarderont pas à revenir avec une troupe de républicains condomois. Ils s'introduisent ensuite dans quelques logis campagnards et engagent les habitants à sonner le tocsin dès qu'ils entendront la cloche de Larroque. Ils enjoignent aux hommes de s'armer et de les suivre. Mais les portes se ferment devant ces agitateurs redoutés et mal famés. Un seul affilié est entraîné (1). Au Rounacle, Dugoujon frappe chez Lacapère qu'il invite à se rendre à Larroque, où il va « faire reconnaître le nouveau gouvernement et sonner le tocsin ». Mais Lacapère déclare qu'il attendra de nouveaux ordres avant de partir.

A Larroque, les insurgés pénètrent dans la mairie où ils ont devancés le maire et un groupe d'habitants. Dugoujon prend la parole et, au nom du comité révolutionnaire de Condom, il somme le maire de démissionner, de céder la place à une commission qui sera élue par les habitants. De plus, il demande que sur l'heure on sonne le tocsin pour assembler les hommes de Larroque, qui seront acheminés aussitôt sur Condom où ils sont attendus. Le maire lui demande s'il est porteur d'un ordre écrit. Dugoujon déclare inutile cette formalité : à Larroque, on doit agir comme à Condom. Le maire réplique alors qu'il tient ses fonctions de l'élection; « il ne remettra son écharpe et son pouvoir qu'entre les mains du Peuple »; il va réunir les habitants pour délibérer sur l'administration de la commune; il se

(1) Dép. de Lacapère, Fourteau, Ruffié.

refuse à faire sonner le tocsin. Bientôt les conseillers municipaux et de nombreux habitants surviennent, tous favorables au maire. Réconforté, enhardi par leur présence, le maire ordonne aux 5 insurgés de déposer leurs armes. Ce qu'ils font aussitôt. Il est décidé qu'on enverra deux délégués à Condom pour connaître la situation exacte (1).

L'attitude résolue du maire et l'hostilité des assistants imposent aux insurgés qui se retirent avec des menaces. « Pour cent pistoles, disait Ducouso, je ne voudrais pas être dans la culotte du maire ! » Il déclamaient contre les nobles — « de la canaille », disait-il. En passant au Rounacle, il répète son propos sur le maire; il ajoute que les gens de Heux se repentiront bientôt d'avoir refusé de sonner le tocsin. Une ménagère le voyant armé de son fusil lui demande s'il vient tuer les gens du Rounacle. — « Je ne chasse que le lièvre, » répond-il. — Il ne passe pas si près des maisons, poursuit la femme. — Où est votre mari ? demande Ducouso. — A la journée, dit-elle; le matin on est venu l'appeler à la mairie de la part de Ladoux. Il a refusé de s'y rendre. — De quel parti est-il ? S'il tient pour M. Brescon, il est du parti de la canaille, parce que tous les nobles sont de la canaille. Ils vendraient les petits sans les mener à la foire ! » Entre temps, Gardères et Ladoux étaient retournés à Heux pour s'emparer des clefs du clocher; mais, comme dans la matinée, ils furent écartés par les conseillers municipaux restés à Heux pour empêcher le tocsin. Gardères et Ladoux s'éloignèrent furieux, annonçant qu'ils reviendraient le soir même avec 50 hommes (2). Terraube Jean, cultivateur à Thil, rencontra les quatre compagnons — Ladoux, Ducouso, Fausseries, Dugoujon — qui se hâtaient vers Condom. Il leur cria familièrement : « Vous marchez bien vite ! » Ils répondirent que les gens qui n'étaient pas de leur parti couraient quelque danger. Dugoujon s'attarda un instant avec Terraube : Brescons et le curé de Heux, déclara-t-il, ont empêché le

(1) *Dossier C.* — Rapport du brigadier, 8 déc. et p.-v. du 6 déc. 51

(2) *Dossier C.* — P.-v. du 6 déc. 51.

tocsin et seront peut-être tués la nuit prochaine; son ami Arnould, *l'homme rouge*, si longtemps traqué par les gendarmes est le maître de la mairie de Condom. Et Dugoujon s'éloigna, pressant le pas pour rejoindre ses compagnons (1).

Les deux émissaires expédiés aux nouvelles rentrèrent à Larroque vers 11 heures du matin. Ils annoncèrent aux habitants réunis à la mairie que la commission révolutionnaire de Condom avait démissionné. Et les gens de Larroque décidèrent à l'unanimité de conserver leur conseil municipal. Les agitateurs ne reparurent pas (2).

III

Le canton d'Eauze (3) était travaillé par d'actifs émissaires montagnards, notamment par Arnould, l'homme rouge et son inséparable Dugoujon. Les affiliés aux sociétés secrètes y étaient nombreux et remuants. Les principaux centres d'affiliation étaient Eauze, Bretagne, Courrensan, Lannepax. Dans ces quatre communes, la nouvelle du Coup d'Etat provoqua de l'agitation.

A Eauze, Montoulieu, le chef des rouges, correspondant et ami de l'avocat Lamarque, était à la tête d'une société secrète, dont les affiliés, propagandistes ardents et agressifs, couraient infatigablement la campagne pour endoctriner les paysans. Les dépêches officielles et la proclamation du préfet notifiant le coup d'Etat furent affichées

(1) *Dossier B.* — Dép. de Terraube, Monique Desbarats, Marie Pis. — *C. d'Etat*, 1851. M. 8. — Notices sur Ducouso, Fausseries, Ladoux.

(2) *Dossier C.* — P.-v. du 6 déc. 51, signé de 9 cons. municipaux.

(3) Pour le canton d'Eauze : Arch. du Gers. U. *Annexe de greffes. Insurr. de 1851. Eauze.* — Dossier A, 27 interrogatoires; B. 77 dépositions; C. procès-verbaux, rapports; D. pièces de procédure. — *C. d'Etat*, 1851. M. 8. — Notices de la com. mixte. — M. 6. Listes des individus à transporter, éloigner, expulser...., dressées par le sous-préfet de Condom, janvier-février 1852. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. Rapport du procureur Romand, 29 déc. 51.

le 4. Elles enfièvre¹rent les républicains. Le 5 au matin, Mondin père, entrepreneur à Gondrin, avait chargé l'aubergiste Boyer de remettre à un rouge d'Eauze, l'horloger Ripoteau, une lettre où les démocrates étaient invités à se lever en armes et à marcher sur Condom tombé au pouvoir des républicains. Instruit du message, Montoulieu avertit le métayer Lalanne qui se rendit aussitôt à Bretagne pour alerter les républicains. En passant, il aurait dit à Lacaze fils : « Seras-tu des nôtres ce soir, *car nous allons y faire* » (1). Montoulieu écrivit à Faustin Lacaze, aubergiste à Manciet, une lettre que porta le garçon-maréchal Garros, monté sur le cheval du docteur Dayrem. Les meneurs montagnards affiliés aux sociétés secrètes, — Carboué, Montoulieu, Ripoteau, Tauzin, Brenens fils, Lanusse aîné, Remy Doat, — décidèrent de rallier à Eauze les insurgés des communes voisines et de Manciet, d'organiser une troupe d'hommes résolus et armés, de la pousser sur Condom. Ils préparèrent le soulèvement des républicains d'Eauze (2).

Le 5, vers 9 heures du matin, le sergent de ville Tourné, logé avec sa femme à la mairie, distillait son vin chez Maupuy. Sa femme vint le chercher en hâte : le cuisinier Montoulieu, l'ex-pharmacien Tauzin, l'horloger Ripoteau fils, Lalanne, métayer au Pouy, chez d'Arcamont, l'attendaient à la mairie. Ils prétendaient le contraindre à battre le tambour. Mais Tourné exigea un ordre du maire Gounon, puis retourna chez Maupuy. En chemin, il rencontra Gounon, lui conta l'incident. Le maire lui défendit d'obéir aux meneurs; il se dirigea ensuite vers la mairie. Il était 10 heures environ. Le brigadier et les deux gendarmes faisaient les cent pas. Le maire et cinq meneurs rouges, — Montoulieu, Tauzin, Lescure, Ripoteau et Boyer, aubergiste à Gondrin, et porteur de la lettre de Mondin à Ripoteau, — échangèrent des propos assez vifs. — « Commencez donc, vous autres, disait Gounon aux républicains; des gendar-

(1) Traduction de l'expression patoise : *I ban hè*. Nous allons agir (ou lutter) vigoureusement.

(2) *Dossier B*. — Dép. de Mercier, Gounon, Chené.

mes et un maire sont vite renversés ». Avisant une dépêche officielle collée au mur, Ripoteau s'écria : C'est la même qu'hier. On nous jette de la poudre aux yeux. Je suis sûr, moi, qu'on s'égorge à Paris. J'en réponds sur ma tête ! » Le maire s'étant retiré, les républicains entrèrent au café Malbos, proche de la mairie. Ils burent une chopine, s'entretenirent quelques instants à voix basse et sortirent (1).

Vers 11 heures, à l'auberge Laparra, une quinzaine de convives étaient attablés pour manger un lièvre, gagné au loto, la veille au soir, par Lassabe et Lescure aîné. Hors Lassabe et Dulom, tous les invités étaient des démocrates ou affiliés montagnards : les deux frères Lescure, marchands-drapiers, le médecin Dayrem, l'ex-percepteur Daydie, les deux frères Duthil, Lassoujade aîné, cultivateur à Parlebosc (Landes), Dajon, Delom, garçon boulanger, Molère, Montoulieu, Carboué, cordier, Ripoteau père et Ripoteau fils (2). Après le bouilli, Laparra prit place à table. Soucieux, Montoulieu sortit un instant avec Carboué. On causa politique sur un ton enjoué. Un moment la conversation tomba sur l'élection présidentielle du 10 décembre; on reprocha son vote à Lassabe qui affichait des sympathies pour Louis-Napoléon; l'ex-percepteur Daydie attribuait sa destitution à son vote contre le président; Lassabe le contestait avec bonne humeur. Mais brusquement, Ripoteau fils, très exalté, « un peu timbré » affirmant plusieurs témoignages, s'emporta et, dans son irritation, prit deux pistolets cachés sous le couvre-pied du lit, les éleva en criant : « Voilà pour qui contredira mon opinion. Je veux mourir les pistolets à la main. Que ceux qui ont du cœur me suivent ! » — « Oui, si c'est pour manger un bon civet », plaisanta Lassabe; et il engagea Ripoteau à se calmer, à rester tranquille. Montoulieu s'était remis à table. Peu après la scène des pistolets, Rémy Doat, cultivateur et conseiller municipal, le forgeron Séailles et un ouvrier cor-

(1) Dép. de Tourné, Lapalut, Malbos.

(2) Interr. de Laparra, Lescure. — Sur la société secrète, cf. J. DIGNAN, *op. cit.*, pp. 459, 460.

donnier s'introduisent auprès des convives. Aussitôt, Montoulieu se lève, et, soudain, comme s'adressant à des conjurés, il jette ces mots : « Il faut aller se battre. Ceux qui n'ont pas d'armes en prendront chez Dayrem qui possède un arsenal ». Personne ne souffle mot. Montoulieu et Ripoteau sortent. Doat et Séailles, invités à prendre un verre, répondent : « Montoulieu nous attend sans tarder au café Dajon ». Tous les déjeuneurs se lèvent et quittent l'auberge, sauf Delom, Lescure cadet et Lassabe, qui continuent à manger leur dessert. Peu après, Lassabe et Dulom rejoignent Lescure, Lassoujade et Duthil aîné au café Dajon (1).

En sortant de l'auberge Laparra, Montoulieu, le fusil en bandoulière et un sabre à la main, Ripoteau fils et l'aubergiste Boyer, pénètrent à nouveau dans l'auberge Malbos, où ils boivent un verre de vin. Bientôt un gamin apporte une blouse à carreaux rouges à Montoulieu qui la passe aussitôt sur son paletot, reprend son fusil, son sabre et sa cartouchière dont il serre sa blouse comme d'une ceinture. Ainsi accoutré, il sort en disant à ses deux compagnons : « Et maintenant, du courage ! » Voyant la mairie déserte, il s'emporte contre les républicains qui tardent à venir. « Quand ces bougres-là sont auprès de la bouteille, déclare-t-il, il n'y a pas moyen de les en sortir. Ce grand lâche de Lupert Espiet, au lieu d'arriver, est allé à la campagne ! » Avec Ripoteau, il entre à la mairie et envoie la femme Tourné chercher son mari pour battre la caisse. Sur ces entrefaites, les républicains arrivent : Tauzin, ex-pharmacien ruiné; le tisserand Sommier, — que Tauzin et Montoulieu ont entraîné en lui disant : « Les riches veulent tirer des coups de fusil; il faut nous mettre sur nos gardes; viens avec nous à la mairie »; — Lalanne; Gérard dit Méric, décrotteur; Dom, portefaix; Carboué, cordonnier; Dajon, cafetier; Duffau, dit Falot, tisserand; Pomès dit Perdigal, portefaix et tisserand; Séailles fils, forgeron;

(1) Interr. de Lescure aîné. — Dép. de Delom, Lassabe, Chené.

Caillaoux, charpentier; Bourgade et Carboué, cordiers; le père et le fils Dudrouil, maçons; Rouillon, savetier; Lapeyrère, dit Pierrouet, boucher; Maynard, aubergiste; Dupouy et Broca, ouvriers agricoles; Lestage, cultivateur; Garros, maçon; Planté, charpentier; Lassoujade; Soyer, pharmacien; Boyer, peintre; les deux Lescure; Ripoteau père; Daydie; Angoumois, garçon cordonnier; Renaud, tisserand. Montoulieu harangue les insurgés, disant qu'ils marcheront le soir sur Condom où ils seront rejoints par les républicains de Manciet (1)..

Le maire Gournon, qui surveille le mouvement, va droit à Montoulieu. — « Que faites-vous là ? » lui dit-il. — « Nous voulons les armes de la garde nationale », dit Montoulieu. — « Je ne puis vous les donner, n'ayant pas d'ordre », réplique le maire. — « Moi, j'en ai, nous les voulons et nous les aurons ». Le maire se retire. Il va trouver l'adjoint Baudet et lui dit : « Ces gens-là vont faire une folie; ils vont tenter de s'emparer des armes de la garde nationale. Ne vous éloignez pas, j'aurai besoin de vous pour maintenir l'ordre » (2).

Entre temps, une cinquantaine d'insurgés ont occupé la mairie. Tauzin ex-pharmacien, Perdigal cadet et Renaud ont forcé la porte de la salle du conseil. A coups de pieds, ils défoncent celle du magasin où ont été déposés les fusils de la garde nationale, que Tauzin, Carboué, Ripoteau fils, Montoulieu distribuent aux émeutiers. Les républicains descendent au rez-de-chaussée, chargent leurs fusils dans le corridor et devant le logement du concierge. Ainsi armés, ils se massent devant la porte d'entrée de la mairie pour empêcher « les gens d'ordre » d'approcher (3).

Le maire est sur la grande place, entouré du commissaire, du notaire Baudet, adjoint, et d'un groupe d'hommes d'ordre : le vétérinaire Cassaët, Lassabe, le marchand Cus-

(1) Dép. de Malbos, de la femme Tourné; interr. de Pommies, Caillaou.

(2) Dép. de Malbos et Baudet.

(3) Dép. de la femme Tourné; inter. de Pommier, Ripoteau.

sac, le boucher Despeyroux, etc. Une foule grossissante de curieux s'est amassée, assez mal disposée pour les émeutiers. Vers midi et demie, 4 insurgés, armés de fusils, — Carboué, Rouillon, Angoumois, Duffau fils, — défilent sous l'un des couverts de la place. Ils entourent Dudrouil, le fils du carillonneur, qui va leur ouvrir le clocher. Bourgade et Lalanne sonneront le tocsin, de 1 à 3 heures. Carboué et les 4 insurgés montent la garde à la porte du clocher. Le commissaire Coustères se précipite aussitôt et fait des reproches à Dudrouil qui prétend avoir cédé à la force. Carboué dit avoir reçu des ordres et renvoie le commissaire à Montoulieu (1).

Vers 1 heure, dès qu'ils entendent le tocsin, le juge de paix, le brigadier et les deux gendarmes accourent pour prêter main-forte à l'autorité. Le maire dit à son entourage : « Les émeutiers se sont emparés de la mairie et des armes de la garde nationale par effraction. Ils font sonner le tocsin pour amener les gens de la campagne. Il faut que les bons citoyens s'unissent à moi pour réprimer cet attentat. Il faut aller à l'hôtel de ville pour faire rentrer ces gens là dans leur devoir ». Et le groupe se dirige vers la mairie (2).

A la vue des autorités et des 30 ou 40 personnes qui l'escortent, les républicains, qui gardent la mairie, croisent aussitôt la baïonnette (3). A la porte de la mairie stationnent Daydie, Tauzin, Carboué, Caillaou, Ripoteau. A quelques pas en avant se tient Montoulieu. Des émeutiers chantent la *Marseillaise*, puis entonnent le *Chant du Départ*. Escorté des deux Ripoteau, père et fils, de Lassoujade, des deux frères Lescure, Montoulieu, tenant d'une main son fusil, et de l'autre brandissant un sabre nu, s'avance vers le maire et son groupe. Il leur ordonne de s'arrêter : « A chacun son tour d'être maître, déclare-t-il, je commande aujourd'hui. La mairie appartient aux républicains et je

(1) Dép. de Dudrouil père, Coustères; interrog. de Bourgade.

(2) Dép. de Cussac; rapport du j. de paix, 5 déc. 51.

(3) Dép. de Malbos.

ferai feu sur quiconque fera mine d'y pénétrer contre ma volonté » (1). Il ajoute que les républicains ont pris les armes pour défendre l'ordre et la Constitution. Lassoujade appuie énergiquement les déclarations de Montoulieu, et s'étonne que tout le monde ne se soulève pas contre la violation de la Constitution. Maire, commissaire, juge de paix, brigadier et quelques hommes d'ordre s'efforcent vainement d'ébranler les républicains en leur montrant la violence de leurs actes, l'illégalité de leur conduite, leur responsabilité. Montoulieu et ses amis déclarent persister dans leur attitude et agir par ordre. A l'observation qu'il risque sa tête, Montoulieu réplique : « Ne craignez pas pour ma tête; prenez garde à la vôtre ». Quelques amis du maire, le commissaire, le brigadier, le juge de paix ont interpellé Daydie, ex-percepteur au Houga, silencieux et sans armes au milieu d'une trentaine de républicains « qu'il a l'air de commander et de diriger » : ils l'exhortent avec insistance à user de son influence pour faire rentrer les émeutiers dans leur devoir. — « Je n'y puis rien », répond-il. Et, entre les deux groupes ennemis, la dispute se poursuit et se disperse en colloques violents, en criaileries. Lassoujade réplique aux objurgations du juge de paix par des outrages au Président, dont le crime devrait soulever une réprobation et une insurrection générales. Dans son exaltation, il saisit par le col de sa redingote le juge de paix qui se rebiffe et déclare qu'il ne souffrira pas qu'on lui mette la main au collet. Enfin, bousculé par le vétérinaire Cassaët, il s'éloigne. Cassaët s'est pris de bec avec Lescurcadet. Quelques républicains proposent la nomination d'une commission révolutionnaire. Le maire repousse cette proposition que son groupe accueille par des huées. Ripoteau fils s'en prend alors à Dallé, l'ancien maire de Bretagne : « Vous n'êtes que des lâches, des misérables, lui crie-t-il. Vous ne voyez pas qu'on vous enlève votre Joinville, et vous ne répondez rien ! » Dallé ne relève pas

(1) Dépos. de Chené, Coustères, Cassaët, Baudet. — interrog. de Maynard, Caillaou.

le propos. Très exalté, Lescure aîné apostrophe avec véhémence le commissaire de police : « Nous sommes les maîtres à notre tour, déclare-t-il. Nous sommes des hommes d'ordre. Nous voulons l'ordre, et vous ne l'avez pas toujours voulu ». Mais le maire lui crie : « Retirez-vous donc, brailard, vous n'avez même pas le courage de prendre un fusil ! » Hors de lui, Lescure riposte en élevant son pistolet et en déclarant qu'il brûlera la cervelle à quiconque essaiera de mettre la main sur lui. Sa femme, que son exaltation effraie, lui met la main sur la bouche pour le faire taire; aidée de son beau-frère, elle réussit à l'éloigner (1).

Le maire se sent impuissant à réduire ces hommes armés, résolus, retranchés dans la mairie et qu'excitent les meneurs. Soucieux par-dessus tout de prévenir des manifestations tumultueuses et d'éviter une collision ou des rixes sanglantes, il prend le parti de rentrer avec ses amis sur la grande place. Il fait évacuer le clocher dont il reprend les clefs. Persuadé que cette effervescence tombera d'elle-même par la lassitude ou le découragement des républicains que désavoue la population d'Eauze et qu'abandonnent les démocrates campagnards sourds à leur appel, le maire engage le brigadier et les deux gendarmes à se retirer dans leur caserne; si la situation s'aggrave, il les rappellera. Il congédie aussi le commissaire. Il assume seul la responsabilité de l'ordre, et il attend sur la place avec quelques hommes dévoués le dénouement pacifique de la crise (2).

Vers 3 heures, le tambour bat. Le peintre Boyer apparaît sur la place, entouré de 4 ou 5 insurgés armés de fusils. Les deux frères Lassoujade et Daydie suivent le cortège. Entre deux roulements, Boyer lit une proclamation, invitant les habitants à signer à la mairie une protestation contre le coup d'Etat, « à prendre les armes pour voler au

(1) Dép. de Baudet, Coustères, Chené, Cassaët, Dallé, Mercier; interrog. de Maynard, Caillaou; rapport du j. de paix, 5 déc. 51.

(2) Dép. de Cassaët, Chené, Foussat, Meynard, Baudé.

secours de la République ». S'adressant au maire et à la foule, Lassoujade aîné répète les phrases de la proclamation et les commente avec fougue. Le maire lui demande à quel titre et de quel droit il l'interpelle : est-il le délégué des émeutiers ? — « Oui, je suis leur délégué », réplique-t-il; et il propose au maire de se rendre à la mairie pour délibérer sur la situation, former une commission qui défendra la République et la Constitution violée par le Président. Le maire refuse avec indignation. Tandis que la foule hue Lassoujade, le juge de paix et le maire lui reprochent de troubler une commune où il est étranger, et ils l'exhortent à se retirer. « Je suis Français, et, à ce titre, je n'approuve pas la violation de la Constitution », riposte Lassoujade. Il répète qu'il obéit à des ordres supérieurs, et que « l'autorité locale a déserté son devoir en refusant de se réunir en permanence pour protester contre la violation flagrante de la Constitution ». Des sifflets et des huées accueillent ces déclarations. Il se retire alors avec son frère et Daydie en criant à tue-tête : « Je suis Français ! » — Entre temps, Boyer parcourait la ville, en lisant la proclamation à tous les coins de rue (1).

Comme les insurgés campagnards tardent à paraître, Montoulieu veut qu'on sonne à nouveau le tocsin. Entouré de 4 fusiliers toujours armé de son fusil et de son sabre, il débouche sur la place, et, en présence d'une foule hostile, il réclame les clefs du clocher et l'autorisation de sonner le tocsin. — « Vous m'avez chassé de la mairie, répond Gounon, je ne vous donnerai l'autorisation que lorsque je serai à mon poste. D'ailleurs, au nom de qui parlez-vous ? » — « Cela ne vous regarde pas », réplique Montoulieu, qui regagne aussitôt la mairie (2).

Le juge de paix Lacaze a écrit au sous-préfet et au

(1) Dép. de Coustères, Baudet, Chené, Gounon, Maignas; — interrog. de Dom, Caillaou, Dupuy, Lassoujade; — rapport du j. de paix, 5 déc. ; rapport du brig., 9 déc. 51.

(2) Dép. de Duclaux, Cussac, Baudet, Coustères; — rapport du j. de paix, 5 déc. 51.

procureur pour les informer de la situation. Un gendarme a porté cette double missive à Condom (1).

A la mairie, les insurgés complétèrent leur armement. Doat et Ripoteau fils apportèrent de la poudre; le tisserand Pommier et Dupouy, jeune ouvrier agricole, fournirent de la bourre et de l'étaupe; le forgeron Séailles fabriqua des lingots trop gros; Doat et Carboué chargèrent un certain nombre de fusils avec de la poudre et du gros plomb. Les émeutiers s'étaient dispersés à l'intérieur de la mairie. Deux sentinelles gardaient l'entrée. Sept à huit hommes stationnaient dans le corridor du rez-de-chaussée. Quelques-uns se chauffaient dans la cuisine de Tourné. Le gros des émeutiers se tenait dans la salle du conseil. Enfin, d'autres vidaient quelques bouteilles chez Malbos. Sur l'invitation de Montoulieu, Malbos porta une vingtaine de litres de vin à la mairie, au compte de Dayrem et Daydie. Les émeutiers les burent chez Tourné. On attendait les démocrates de Manciet, invités par message à se rendre sur l'heure à Eauze. On était surtout impatient de voir arriver les républicains des communes voisines, notamment ceux de Bretagne, où se trouvait un fort noyau d'affiliés montagnards en rapports suivis avec ceux d'Eauze (2).

Le 5 au matin, le métayer Lalanne averti par Montoulieu, est allé à Bretagne chez le cultivateur Dupourqué, adjoint au maire et chef des rouges. Après un bref entretien, Dupourqué sort, court de maison en maison, invitant les hommes de Bretagne, au nom du maire Gounon, à se rendre à Eauze. Il va à Cavagnan, chez Ducos, un rouge exalté. Avec Arbon aîné, il gagne la lande de Tarride où travaillait le journalier Pesquidoux, homme simple : pour l'attirer à Eauze, il appâte sa curiosité en lui affirmant qu'il y passera de la troupe dans la journée. Il indique la *Maisonnette* située à 500 mètres d'Eauze, comme le point de ralliement des hommes qui vont à Eauze. Quelques rouges

(1) Lettre du j. de paix au procureur et au sous-préfet, 5 déc. 51.

(2) Dép. de Baudet, Lapalut, Lassabe, Malbos; — interr. de Pommier, Dupouy.

se réunissent chez lui. Enfin, vers 1 heure de l'après-midi, Dupourqué s'achemine vers Eauze avec le tisserand Lala-güe, dit Damian, les deux frères Arbon, tailleurs, l'ouvrier du boulanger Senergous, le fils Somma-bère, cultivateur. En route, ils sont rejoints par les frères Meillan, par Bous-quet, par Dandrey, un ouvrier agricole de Bellegarde, per-suadé par le tailleur Arbon cadet que le maire Gounon le convoque à Eauze. Le cultivateur Molère, le fossoyeur Bordes, le journalier Druilhet, le cultivateur Lamort ont refusé de marcher. Vers deux heures de l'après-midi, voyant passer Dupourqué et son groupe, où figure le fils Somma-bère, un gros bâton à la main et parti malgré les efforts de Dallé, maire de Bretagne, Lamort leur a demandé la raison de ce voyage. « Napoléon Bonaparte a fait un acte que tout le monde doit chercher à réprimer, déclare Dupour-qué, voilà pourquoi les républicains vont à Eauze. » Et il engage Lamort à se joindre à eux. Sur son refus, Dupour-qué poursuit ses explications, tandis que deux de ses com-pagnons lui crient qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter. De Saint-Amand accourent les frères Lanusse, Viros, Conté, le père et le fils Menain. De la section du Pajot viennent Grand, Griffoulet et Lasserre, entraînés par le tisserand Lanusse. Job, Cattay, Doucet, cultivateurs au Pajot, ont reçu le 3 au soir la visite de Lanusse, qui les a invités à partir pour Eauze au premier appel du tocsin, afin d'y défendre la République. Le 5, comme ils tardaient à venir, en dépit du tocsin, Lanusse envoya Niney, dit Caminère pour les faire partir. Tous les trois se mirent en route sans armes. Arrivés à Eauze, ils ne se joignirent pas aux insur-gés. — Au matin, le peintre Boyer avait paru à Bretagne et entraîné à Eauze 5 ou 6 hommes (1).

Vers 4 heures, ces 15 campagnards entrent à Eauze, Lanusse en tête. Ce maigre renfort se rend à la mairie où il fraternise avec les émeutiers. Quelques-uns s'atta-blent chez Malbos pour trinquer et boire. Montoulieu fait

(1) Interrog. de Meilhan. — dép. de Fourteau, Chené, Dallé, Tarride, Niozel père et fils, Lamort, Job.

distribuer des fusils à ces dernières recrues et leur annonce qu'on se mettra bientôt en route pour Condom, afin d'y renforcer l'insurrection (1).

La situation se prolonge ainsi jusqu'à 6 heures du soir. Les hommes d'ordre stationnent toujours sur la place. Les insurgés retranchés à la mairie attendent un gros renfort, notamment 500 ou 600 hommes de Manciet, qu'ils pousseront sur Condom pour prêter main-forte à la commission révolutionnaire.

A 6 heures, le gendarme, expédié en estafette à Condom par le maire et le juge de paix, rentre à Eauze, porteur d'une lettre du sous-préfet, annonçant la démission de la commission insurrectionnelle, le rétablissement de l'autorité locale, la fin de toute agitation. La lettre est lue aux insurgés et l'effet est immédiat. La plupart déposent leurs armes et regagnent leurs logis. Un petit groupe où figurent Boyer, Séailles fils et quelques campagnards, s'obstine à occuper encore le rez-de-chaussée de la mairie, pour empêcher, disent-ils, que les armes ne tombent aux mains des réactionnaires. Ils vont de temps en temps se chauffer chez Malbos qui ferme son débit vers 9 heures du soir. Les derniers insurgés quittent alors la mairie (2).

A Eauze, comme ailleurs, l'agitation a été fomentée par des affiliés montagnards. L'échec de la tentative s'explique aisément : la très grande majorité de la population est hostile à un mouvement; le maire a tenu tête aux insurgés; les campagnards ont résisté à l'appel du tocsin et des meneurs; enfin, la nouvelle de l'abdication de la commission révolutionnaire à Condom a fait tomber les armes des mains des émeutiers.

*
**

A 14 kilomètres au sud-est d'Eauze, le bourg de Lanne-

(1) Interr. de Meilhan, Dandrey, Somrabère, Lalagüe. — Dép. de Malbos. — Rapport du j. de paix, 5 déc. 51.

(2) Dép. de Malbos, Lamort; — rapport du j. de paix, 5 déc. 51. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Rapport de Romand, 29 déc. 51.

pax (1) avait une société secrète, dirigée par le docteur Descamps, maire révoqué, et par Coulomy, dont la maison abritait des réunions d'affiliés. Un notable du parti de l'ordre, l'avocat Lafage évaluait à 80 le nombre des affiliés. Le coutelier Gardère, un des meneurs rouges de Vic, et Arnould, *l'homme rouge*, ont assisté aux réunions secrètes montagnardes. Dans la nuit du 3 au 4, des républicains s'étaient rassemblés à l'auberge Gêhé : parmi les meneurs et militants figuraient les 3 frères Septe, carriers, dont l'aîné était un fougueux propagandiste, le forgeron Goudoulin fils, le carrier Lapeyre, l'ouvrier forgeron Duffau, Laffite. Gardère et quelques autres émissaires de Vic apportèrent à la réunion l'ordre de soulever et d'armer les républicains. On prévint aussitôt les *frères et amis* de Lannepax, notamment l'ex-maire Descamps. Quelques meneurs décidèrent de provoquer un mouvement et de s'emparer des armes déposées à la mairie (2).

Le jeudi 4 à 6 heures du matin, Coulomy et Laffite, officiers de la garde nationale se présentèrent chez le maire Cournet, avec l'intention d'occuper la mairie pour s'emparer des fusils des gardes nationaux. Ils masquèrent leur dessein avec une duplicité naïve, expliquant au maire, qu'en raison des événements de Paris et de l'effervescence révolutionnaire de Vic, il importait de mettre les armes de la garde nationale à l'abri d'un coup de main des insurgés vicois; à cet effet, et pour lui éviter tout dérangement, ils lui demandèrent les clefs de la mairie, promettant de veiller sur les armes. Mais Cournet ne fut pas dupe un instant. Il flaira d'autant mieux le manège que ses deux visiteurs lui avaient été signalés comme affiliés à la société secrète. Il allégua à Coulomy qu'une remise des clefs leur créerait à tous deux une lourde responsabilité; d'ailleurs, il était décidé à réunir le conseil municipal et les notables de la commune pour aviser ensemble aux mesures d'ordre et de sécurité; il chargea même Coulomy et Laffite de convoquer

(1) Lannepax (Eauze), 1.509 hab.; à 27 km. de Condom.

(2) Dép. de Sengès, Labarthe, Artigaux, Bourdère, Lafage.

quelques amis et conseillers municipaux : l'adjoint Artigaux; Lahire fils et Morabit, conseillers; Labarthe et Dupuy, capitaines de la garde nationale; Donnadieu. Peu après, le maire se rend à la mairie où il est entouré de 30 à 40 personnes, républicains et hommes d'ordre mêlés (1). Parmi les républicains figuraient Coulomy, Molas, Lafitte, les trois frères Septe, les deux fils Samalens, Goudelin fils, Lapeyre, carrier, Descamps, l'ancien maire, mandé en hâte le matin même. Une discussion confuse et à feux croisés s'engage dans le tumulte. Des républicains demandent des fusils pour maintenir l'ordre; le maire réplique que l'ordre n'est menacé que par eux-mêmes, qu'en dehors de la mairie, la commune est parfaitement calme; et il se dit bien décidé à refuser les armes. Molas, de Bédé, déclare qu'il a reçu ce matin même l'ordre de marcher sur Vic; le maire réplique qu'un pareil ordre est parfaitement négligeable. Labarthe vient à la rescousse et s'oppose avec véhémence à toute distribution d'armes, et, si l'ordre l'exige, conclut-il, les armes devront être livrées à « ceux qui ont l'habitude de les porter ». Finalement, la fermeté du maire et de ses amis fit écarter les propositions des républicains. Il fut décidé qu'on ne marcherait pas sur Vic, que les armes resteraient à leur place, qu'un seul factionnaire armé monterait la garde à l'entrée de la mairie. De plus, comme une foule bruyante était un risque d'agitation plutôt qu'une garantie d'ordre, on convint de ne garder à la mairie qu'un poste de 10 à 15 gardes nationaux sans armes; ils ne devaient s'armer qu'en cas de nécessité et sur l'ordre du maire. Descamps dressa la liste des hommes du poste : les deux frères Septe; Bonnet, Descamps, Lalanne, de Haget; Dupuy, receveur-buraliste; Morabit, chirurgien, les deux fils Samalens, Molas, Merque; tous étaient républicains. Toutefois, bien des hommes non inscrits sur la liste, séjournèrent à la mairie. Dans la soirée du jeudi, une cinquantaine de villageois et de campagnards emplissaient

(1) Dép. de Cournet, maire, Artigaux, adjoint, Labarthe, Lafage, avocat.

la mairie; la plupart étaient des affiliés à la société secrète (1).

Les républicains avaient été joués. Toutefois, ignorant la situation, sans instructions et sans nouvelles, ils n'osèrent pas braver l'autorité du maire ni s'insurger contre les mesures adoptées. Mais les disputes et les criaileries étaient inévitables entre hommes d'ordre et républicains. Les frères Septe se plaignirent vivement que les chasseurs fussent signalés par les gardes-champêtres; le sabotier Gignan ajouta qu'on ferait bientôt « danser » quelques habitants de la commune. Labarthe et Artigaux, se jugeant visés par ce propos, ripostèrent vertement, disant à Gignan « qu'ils étaient hommes à le recevoir ». Labarthe se prit de bec avec Descamps qu'il soupçonnait de fomenter un soulèvement : le premier devoir d'un bon républicain, disait-il, est d'obéir aux lois de son pays. — Le chirurgien Molas éclatait en imprécations contre le Président dont il réclamait le bannissement et flétrissait le coup d'Etat. Descamps approuvait bruyamment. L'adjoint Artigaux tenait tête et répliquait : « Voulez-vous faire du désordre ? Vous n'y réussirez pas. Nous sommes 20 hommes d'ordre contre 1 anarchiste ». — Dans l'après-midi, Descamps et Donnadiou eurent une altercation très vive (2).

Le matin, avant le jour, Septe aîné et le tailleur Samalens, de Lannepax, étaient au hameau de Cavé, entourés de Gourragne, Gélas fils, sommelier, Labatut cultivateur, Lallanne fils, du Haget, Malos, tissier à Bédé. Tandis qu'ils discutaient, Samalens, avisant le journalier Pitous qui se rendait au travail chez son patron Goudoulin, l'invitait à se joindre à eux. Il fit la même proposition à Goudoulin, l'assurant qu'Auch et Vic étaient en insurrection, que le Président avait dispersé l'Assemblée, qu'il fallait s'organiser pour maintenir l'ordre. Goudoulin lui répondit qu'il ferait mieux de se coucher que de s'occuper de pareilles

(1) Dép. de Cournet, Artigaux, Labarthe, Grenier, Lafage, Masclanis.

(2) Dép. d'Artigaux, Labarthe, Donnadiou.

histoires » (1). Septe aîné se rendit à Vic, et rentra à Lannepax dans l'après-midi. Au retour, il essaya d'endocliner et d'entraîner quelques paysans : une colonne de 3 à 400 insurgés de Vic, disait-il marchait sur Auch; le président venait de leur enlever le suffrage universel; il fallait se soulever pour sauver la République; à Lannepax, les républicains, conduits par l'ancien maire Descamps, s'étaient emparés de la mairie, et le maire actuel, sur leur invitation, les avait rejoints avec les notables du parti de l'ordre : Artigaux, Lahire, Labarthe, Morabit. Mais ces prédictions n'eurent pas d'écho chez les paysans (2). D'ailleurs cette effervescence tomba vite à Lannepax. Le lendemain vendredi, au matin, le poste de la mairie, fort diminué pendant la nuit, était réduit à 6 hommes qui se retirèrent à midi. Les meneurs s'étaient éclipsés, découragés par l'échec des républicains à Auch et à Condom (3).



Courrensan (4) possédait un groupe de démocrates actifs, affiliés aux sociétés secrètes, en rapport avec les républicains de Gondrin et de Condom.

Le jeudi 4 au matin, l'entrepreneur Mondin Blaise, de Gondrin, expédiait un message au fils Bilières. Il l'invitait à conduire à Gondrin les républicains armés; là, ils devaient se joindre aux démocrates de Manciet et d'Eauze pour marcher sur Condom. Dans la nuit du 4 au 5, les rouges de Courrensan furent alertés. Dès 5 heures du matin, une trentaine d'homme se glissaient hors de leur maison, et, dans un va et vient de lumières, s'abordaient, se groupaient et s'acheminaient vers la maison du carillonneur Laurent, conduits par les meneurs et militants monta-

(1) Dép. de Pitous.

(2) Dép. de Bourdère.

(3) Dép. de Labarthe, Cournet, Bourdère.

(4) Courrensan, canton d'Eauze, 992 hab.; à 12 km. d'Eauze, à 21 km. de Condom, à 5 km. de Gondrin. Le mouvement de cette commune se rattache à celui de Gondrin déjà décrit.

gnards : Billières fils, l'épicier Castagnet, Garros et Mailhos fils, maçons, l'ancien instituteur Séchas, France, garçon meunier, le commis du barbier Barthe. Les conjurés veulent qu'on sonne le tocsin. Le carillonneur ayant refusé d'ouvrir le clocher et d'en livrer la clef sans l'autorisation du curé, la bande se porte au presbytère. On frappe; on parle avec la servante : le carillonneur désire être autorisé par le desservant à donner la clef. La demande avec la menace d'enfoncer la porte du clocher est transmise au curé. La réponse est un refus. On s'adresse alors au maire Rivière. Billières fils et Castagnet cognent à sa porte. La femme du maire entr'ouvre la fenêtre, puis Rivière paraît. — « Ne savez-vous donc pas ce qui se passe ? lui crie Billières. Le Président vient de dissoudre l'Assemblée. » — « Je l'ai appris hier soir de mon secrétaire, » répond le maire. — « Eh bien, dans toutes les communes voisines on sonne le tocsin. Le curé nous refuse les clefs du clocher. Venez nous faire ouvrir, pour que nous puissions sonner la cloche ». — « Nous allons voir cela, dit le maire; la cloche n'appartient pas au curé. Quelle bêtise de refuser les clefs ! J'arrive ». Pendant que le maire s'habille, les républicains, irrités par le refus du curé et l'obstination du carillonneur, se préparent à enfoncer la porte : ils traînent, à la lueur mouvante des lanternes, une énorme poutre. Billières père adresse de véhéments reproches au carillonneur : « Est-ce du curé que vous devriez prendre les ordres, ou de nous, qui voulons faire votre bonheur ? Cédant aux reproches et aux menaces, craignant surtout qu'on ne brise la porte, le carillonneur se décide enfin à l'ouvrir. Le tocsin sonne aussitôt (1).

Billières fils et le maçon Garros retournent auprès du maire qui achève de s'habiller. « Remettez-nous les armes de la garde nationale, dit Billières, et nous partirons aussitôt pour Gondrin afin d'y rejoindre les républicains de Manciet et d'Eauze, et marcher avec eux sur Condom ».

(1) Dép. du curé et de sa servante, de Rivière, Solon, Darées, Laurent.

Perplexe, pesant sa responsabilité, le maire hésite : « Je n'ai pas le droit de livrer des armes qui n'appartiennent pas à la commune. En tout cas, dit-il, en s'adressant à Billières, ton père est adjoint, et je n'agirai qu'avec son assentiment ». — « Mon père est ici tout près et vous attend », répond Billières (1).

En entendant le tocsin, le curé Vignes a quitté son presbytère et se dirige vers l'église. Il passe près d'un groupe d'insurgés, et, avisant l'un d'eux qui portait un fusil de chasse, il goguenarde : « Cet homme va-t-il à la chasse ou qui vient-il tuer par ici ? » On sourit à sa plaisanterie, sans dire un mot (2).

Vers 7 heures, Dubourdiou, un jeune menuisier de Gondrin, apporta un second message à Billières : Mondin l'engageait à hâter le départ des républicains.

À la mairie, obsédé par les sollicitations des deux Billières père et fils, de Castagnet et d'un groupe de républicains, le maire consentit à livrer les fusils de la garde nationale; mais il exigea de chaque détenteur un récépissé signé. Il dépêcha Dubourdiou auprès du secrétaire de mairie Ruau, qui accourut aussitôt. Ruau établit la liste des hommes qui avaient reçu un fusil : Castagnet, épicier; Moulié et Rivière, peigneurs de lin; les deux Mailhos, père et fils, et Sentex, maçons; Saint-Martin, cordonnier; Barthe fils, épicier; Druilhet fils, cultivateur à Rouna; Dubourdiou fils, cultivateur à Peyrouan; Garros Bernard, maçon, et Ducouso, tourneur au village; les deux frères Ducos, charbons au village; Ignace, cultivateur à Hountaoulade; Léglise, au Moulin; Barthe, maçon au village. Ce registre porte 10 signatures et 7 mentions *ne sait pas signer*. Au dire du curé Vignes, le maçon Sentex et l'épicier Barthe n'ont participé au mouvement qu'intimidés et contraints (3).

Au dehors, Barthe barbier et ménétrier, emplissait de

(1) Dép. de Séailles, Ruau, Rivière.

(2) Dép. du curé Vignes.

(3) Dép. de Ruau, Rivière, Vignes. — Liste des 17 hommes ayant reçu un fusil de la garde nationale (Dossier C).

vacarme le village, battant la caisse et sonnant de la trompette.

À l'heure de l'Angélus, tandis que le tocsin tintait lugubre sur la campagne encore endormie, des paysans s'effaieraient de cette alerte matinale. Quelques *frères et amis*, prévenus par les meneurs du village, se lèvent à la hâte. Ils ont reçu mandat de réveiller les voisins ou les coreligionnaires politiques et de les entraîner en armes sur Courrensan. Duputz, tailleur à Caillavet, et Gélas, charpentier à Mondage, frappent aux portes des logis campagnards et crient aux habitants : « Comment ! vous êtes encore au lit et le tocsin sonne à Courrensan ? Il faut se lever sur-le-champ, prendre vos fusils et marcher avec nous ! » Entre 7 et 8 heures du matin, une quinzaine de campagnards, réveillés par le tocsin ou par des émissaires entrent à Courrensan, armés de fusils, de faux et de bâtons : Lapeyre; Ricouté fils aîné; les deux frères Commin et Rivière fils, de Langrue; Brenat cadet; Goudelin; Labourdère; Dupuy; Truau dit Pierrette, tailleur; Duputz et Gélas, charpentier, à Mondagé; le père et le fils Lamerle, de Mondamat; Roumigué, domestique. Quelques-uns sont venus en curieux. Les fauteurs du mouvement et les exaltés, notamment Séchas, Billières et Masson, s'efforcent de les retenir et de les enrôler, même par la menace : il n'y a pas d'excuse, pas d'affaire, déclarent-ils, qui dispense du devoir de défendre la Constitution. Mais quelques campagnards, peu enclins à l'aventure, s'esquivent en hâte. Deux ou trois, venus en sabots et bonnet de nuit, allèguent la nécessité de mieux s'équiper pour un tel voyage. Séchas les autorise à retourner chez eux sous promesse de revenir aussitôt. Un seul rejoindra la colonne en marche. L'épicier Castagnet avait intimidé Roumigué, domestique de Rivière, riche propriétaire : lui braquant un pistolet sur la poitrine, il lui avait ordonné d'accourir au son du tocsin. Vainement, son maître essaya de le retenir. « Il faut que je parte, sinon cela irait mal pour moi ! » répliquait Roumigué à toutes les exhortations de Rivière.

A 8 heures, les 40 ou 50 insurgés de Courrensan furent rassemblés au roulement du tambour devant l'épicerie de Castagnet. Presque tous avaient des fusils. Castagnet et Garros arboraient d'amples cravates rouges. Billières fils, Castagnet et Barthe, toujours battant la caisse, étaient en tête du rassemblement. La troupe s'ébranle vers Gondrin où elle entre à 10 heures.

Nous savons que les insurgés de Courrensan et de Gondrin, invités par les délégués de la commission révolutionnaire démissionnaire à retourner chez eux, n'entrèrent pas à Condom; ils regagnèrent leurs logis dans la nuit. Irrités de leur échec, quelques meneurs tournèrent leur humeur contre des adversaires politiques, contre des affiliés défaillants ou « traîtres ». Au lendemain de la marche sur Condom, Billières fils apostropha violemment le forgeron Laura qui avait refusé de suivre le mouvement et lui porta le poing à la figure. — Le dimanche 7, Truau causait devant sa maison avec le cantonnier Darées; l'épicier Castagnet était devant son magasin en train de converser avec Barthe fils et Billières fils. Barthe interpella Truau : « Vous êtes bien content aujourd'hui ? » — « Ma foi, je ne suis pas fâché », répondit Truau. — « Votre contentement ne durera pas ». Et le dialogue s'arrêta. — Lamerle, cultivateur à Mondamat, reprocha vivement à Pujos, cultivateur à Contazin, d'avoir refusé de marcher; il l'assura qu'on le ferait marcher plus tard. — En dehors de ces quelques éclats de mauvaise humeur, les rouges insurgés demeurèrent tranquilles (1).

Ce récit des troubles de Courrensan nous offre un exemple précis de l'organisation de l'insurrection dans une commune rurale par un noyau d'affiliés montagnards particulièrement énergiques.

(1) Arch. du Gers. *U Annexe des greffes*. Dép. de Vignes, Solon, Laroze, Laurent, Laura, Pujos, Truau, Roumigué. — *M 8. Notices sur Billières, Castagnet, Garros*. — Arch. du L.-et-G. *U 1-5. C. d'Etat 51*. — Rapport du procureur Romand, 29 déc. 51.

IV

A Manciet (Nogaro) (1), Soulès, instituteur révoqué pour propagande « démagogique », avait organisé une société secrète ou figuraient des cultivateurs, des ouvriers, des artisans, jusqu'au facteur. La société organisée à Sauboire, section de Manciet, par le tisserand Brana avait groupé une trentaine de campagnards. Le serrurier Castaing, dit l'Insurgé, et Brana étaient les auxiliaires les plus zélés et les plus remuants de Soulès. Castaing répétait souvent aux affiliés montagnards : « Il faut préparer ses armes et se tenir prêt, car le moment de marcher ne tardera pas à sonner ». Les *frères et amis* avaient l'habitude de se réunir chez le boulanger-aubergiste, Faustin Lacaze (2).

Le jeudi 4, au matin, le jeune facteur Paouillac, affilié à la société secrète, entra chez le boucher-aubergiste Bordes. Il aperçut sur une table un papier où était crayonnée une dépêche annonçant la dissolution de l'Assemblée par le Président. On y lisait aussi les mentions suivantes : *Condom, 2 heures, rien. . . Condom, 3 heures, rien, rien. — 4 heures, rien, rien. Citoyens, soyez prêts, l'heure va sonner.* Paouillac emporta le papier. En le montrant à Pascal Péré et au pharmacien Cazes, deux notables du parti de l'ordre, il affirma que la dépêche venait de Condom (3). Colportée sur l'heure, elle suscita une vive agitation. Le serrurier Castaing la communiqua au boulanger Espiet et à Pugens qui la fit lire à l'huissier Aspe devant la maison de Salles dit Coustet. Elle courut rapidement parmi les affiliés montagnards et défraya bientôt toutes les conver-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexe des greffes.* — Inst. jud. de l'insur. dans le canton de Nogaro. Dossier A : 9 interrogatoires. Dossier B : dépositions. — Manciet, 1.703 hab.

(2) Interrogatoire de Lacaze, Salles, Lucien Géhé.

(3) Dépos. de Paouillac, Péré, Cazes. — Rapport du brig. de gendarmerie.

sations. Dans la rue, sur la place, dans les cafés, les républicains disaient que le Président avait violé la Constitution, fait arrêter les généraux, qu'il fallait s'armer pour défendre la République. Les décurions convoquent les affiliés pour le soir, à neuf heures, à *Riou de mâ*, sur la route de Sauboire, à 300 mètres de Manciet.

Une trentaine d'affiliés s'acheminèrent à l'heure dite vers le lieu de réunion : l'ex-facteur Paouillac; Bouzigon, Sarramia, Soulès, Pugens, Matignon, Sentenac, Bordes, Lamarquè, Buzet, Espiet aîné, Salles, Duffieux, Castaing, Caillavet, Arrac, Marsan, plâtrier, etc. Ce défilé insolite de républicains avait attiré quelques curieux devant leur porte. Le facteur révoqué Paouillac, se hâtant vers *Riou de mâ*, crie à Jeanne Laporte qui l'observe avec étonnement : « N'avez-vous pas vu passer des évêques, je voudrais bien me confesser ». — « Je n'ai pas vu d'évêque, répond-elle; mais j'ai vu passer beaucoup de monde ». Poussé par la curiosité, le cantonnier Dando, pour espionner les républicains, s'est glissé dans une vigne avoisinant le lieu de réunion. Mais les affiliés parlent à voix presque basse : on déclare la Constitution violée et la République menacée; les Montagnards pour la défendre doivent se procurer des armes par tous les moyens; les démocrates vicois sont partis en armes sur Auch; Soulès ira le lendemain à Vic aux nouvelles et donnera le signal du départ. Après le passage de la voiture publique de Condom à Nogaro, les assistants se séparent (1). Huit se rendent dans la chambre de Soulès pour confectionner des cartouches et fondre des balles : Tourné, Espiet, Salles, Caillavet, Castaing, Duffieux, Bouzigon. Le cafetier Peyrau a remis à Tourné une chaufferette et du charbon pour fondre le plomb (2).

Le lendemain matin, le boulanger Coudouy se rendit au marché de Vic. Il porta Soulès dans sa voiture. Par mégarde, Soulès avait emporté la clef de sa chambre où les

(1) *Ibid.* Dépos. de Dando, Caillavet, Bouzigon, Sarramia, Tourné.

(2) Dép. de Tourné.

républicains devaient se réunir à nouveau dans la soirée. Avant de partir pour Auch, il pria le boulanger de la remettre à Salles son propriétaire (1).

A Manciet, il n'était bruit que du coup d'Etat et d'une prise d'armes par les républicains. Le cultivateur-botteleur Sarramia disait au domestique Dumoulié : « Tu n'es pas républicain peut-être. Dans tous les cas, ta position de domestique t'empêche de quitter ton maître. Moi, je suis républicain et probablement, je partirai. Vous veillerez et vous empêcherez que quelque malveillant ne mette le feu à ma maison et à la vôtre » (2).

Un message des républicains d'Eauze accroît encore l'agitation. Entre midi et 1 heure, Garros, ouvrier forgeron à Eauze, monté sur le cheval du docteur Dayrem, entre à Manciet. Il gagne l'auberge de Lacaze, attache son cheval et remet à l'aubergiste une lettre de Montoulieu destinée à un décurion. Garros ayant déclaré que la réponse est urgente, Lacaze court la communiquer à Espiet, qui vient de s'entretenir avec Pugens et Castaing, chez le sabotier Boubée. Lacaze rentre à l'auberge avec Espiet, qui lit la lettre où Montoulieu engageait les affiliés de Manciet à marcher en armes et au plus vite sur Eauze. Espiet rédige aussitôt la réponse qui est remise à Garros, et Lacaze dit : « Il faut aller vite à Sauboire et faire partir sur-le-champ tous les hommes ». Castaing et Pugens étaient entrés chez Lacaze pendant qu'Espiet rédigeait sa réponse à Montoulieu. Les trois hommes sortirent presque aussitôt, descendirent la rue et se dispersèrent pour avertir tous les affiliés. Espiet entra chez le coutelier Tourné qui se rendit chez le forgeron Caillavet. Le plus affairé était Casaing, qui allait de maison en maison porter la nouvelle et le mot d'ordre (1).

Durant l'après-midi du 5, sur la place et dans la rue, des groupes examinent, discutent la situation. Les hommes

(1) Dépos. de Coudouy; interrog. de Lacaze.

(2) Dépos. de Laporte, domestique.

(3) Dép. de Pérès, Aspe, Chené, Ripoteau. — Interrog. de Lacaze.

d'ordre s'inquiètent des intentions des républicains et parlent de tocsin, d'une manifestation montagnarde. L'ex-facteur Paouillac et Castaing se démènent, pérorant, entrent dans les maisons pour inviter les républicains à se tenir prêts à marcher en armes. Sur la place discourent le tailleur Gaube, l'avocat Matignon, Paouillac : ils répètent qu'à Condom, Eauze, Gondrin, les républicains se sont emparés des mairies, qu'ils ont le devoir d'en faire autant à Manciet. Les deux foyers d'agitation sont l'auberge Lacaze, et surtout le café Peyrau où le parti montagnard tient ses assises. Le maire Sabathé passe l'après-midi chez Peyrau. Là, dans un incessant va-et-vient de républicains, les meneurs décident et préparent l'insurrection, ils proposent de sonner le tocsin et de contraindre à marcher tous les indécis ou les récalcitrants (1).

Durant cet après-midi, sur la route de Manciet à Sauboire, c'est un défilé d'émissaires.

Toute cette agitation présage une manifestation où un mouvement insurrectionnel. Les notables du parti de l'ordre sont consternés, affolés par cette effervescence montagnarde. Ils entrevoient des désordres, des violences imminentes : le tocsin sera le signal de l'émeute et probablement de l'envahissement et du pillage de leurs maisons.

Au café Laterrade, Dunouau lit *Le Constitutionnel*. Il entame une partie de cartes avec Laterrade et Oscar Pugens. Mais l'avocat Matignon et Lucien Géhé, deux affiliés, viennent conférer avec Pugens qui sort avec eux. En quittant le café, Dunouau rencontre Péré fils et Aspe. Tandis qu'ils se promènent tous les trois en conversant, ils sont accostés par Tapie fils : il leur confie que les rouges se proposent de sonner le tocsin; il tient la nouvelle de Salles et d'un groupe qui discutait sous ses fenêtres; des affiliés montagnards l'ont invité avec des menaces à se joindre à eux. Et Tapie engage Péré à avertir son père et Ducos. « Quant à moi, dit-il, je n'ai qu'un vieux

(1) Dépos. d'Aspe, de Ripoteau; rapport du brigadier Busca,

sabre; je vais m'en emparer et rester chez moi. » Les trois promeneurs montent la rue, Arrivés à la hauteur de la maison de Descamps, Aspe a une brève altercation avec l'ex-facteur Paouillac qui s'entretient auprès de l'arbre de liberté avec le tailleur Gaube et le cultivateur Dumoulié, deux affiliés. — « Vous en faites des attroupements, vous, » dit Aspe s'adressant à Paouillac. — « Je ne vous parle pas », répond l'ex-facteur. — « Et moi je vous parle », poursuit Aspe. L'huissier quitte Tapie et Dunouau pour se rendre chez le pharmacien Cazes. Chemin faisant, il rencontre Ripoteau. Averti par le maire Sabathé que les rouges sonneront le tocsin à 8 heures, Ripoteau est allé trouver Cazes pour qu'il catéchise le maire, homme faible et peu sûr, et, présentement, Cazes confère avec lui sur la situation. Ripoteau retourne avec Aspe chez Cazes que sa femme est allé chercher. Cazes leur apprend que le maire, exactement informé des projets du parti montagnard, va prier le curé de retirer la corde et le battant de la cloche et de garder la clef de l'église; il songe même à demander main-forte au juge de paix de Nogaro, mais il ne trouve personne pour porter son message. Aspe s'offre aussitôt pour cette mission (1).

Troublé, indécis, le maire Sabathé qui a passé l'après-midi avec les républicains du café Peyrau, n'ose pas combattre ouvertement leurs projets. De là, une attitude embarrassée, peu nette, qui le rend suspect aux deux camps. Toutefois, il agit sous main. Pour empêcher le tocsin, il envoie sa belle-mère, Jeanne Mayniel au presbytère, entre 6 et 7 heures, afin d'engager le curé Ducasse à fermer l'église à clef, après avoir ôté à la cloche sa corde et son battant. Interloqué par cette proposition, le curé va trouver le vicaire Lasseran qui lit son bréviaire dans sa chambre; il lui demande d'aller chercher le carillonneur. Mais le vicaire descend au salon et déclare à Jeanne Mayniel qu'il

(1) Dépos. de Tapie, Aspe, Ripoteau, Dumoulié, Dunouau, Cazes, Pérès.

appartient au maire seul de prendre la mesure qu'il propose. Le curé approuve cette réponse (1).

Sabathé a prévenu aussi le percepteur Moussot que, dans la nuit, à la faveur d'un désordre probable, sa maison risque d'être envahie par des insurgés désireux de mettre la main sur la caisse. Le percepteur n'est pas encore rentré de sa tournée; sa femme et sa fille reçoivent l'avertissement et s'affolent. A son retour, Moussot charge ses pistolets. Sabathé vient le trouver, lui confie ses inquiétudes. « Si votre maison est envahie, lui dit-il, tirez un coup de pistolet. Ce sera pour moi un signal et je viendrai à votre secours ». Cazes est venu rejoindre le maire chez Moussot. Il lui apprend qu'Aspe consent à aller à Nogaro, et Sabathé rédige aussitôt dans le bureau du percepteur sa lettre au juge de paix. Cazes la remet à Aspe. Ce dernier part sur-le-champ. Il arrive à 7 heures du soir chez le juge de paix où un gendarme vient d'apporter une dépêche du sous-préfet, annonçant la capitulation des républicains de Condom. Le juge de paix remet à l'huissier une copie certifiée de la lettre du sous-préfet. En rentrant à Manciet, Aspe donne connaissance de la lettre à tous ceux qu'il rencontre. Il la remet à Cazes qui la porte au maire. La lettre est lue dans les rues de Manciet entre 9 et 10 heures. Les républicains sortant du café Peyrau apprennent ainsi la fin de la résistance à Condom (2).

Dans la soirée, ils avaient déjà reçu quelques nouvelles décourageantes. Le chiffonnier Lozes et le boucher-aubergiste Bordes, tous deux affiliés, s'étaient rendus au marché de Vic. Là, ils avaient appris la dispersion des insurgés aux portes d'Auch, le retour des Vicois penauds et repentants. Vers 6 heures du soir, le décurion Paouillac est venu relancer Lozes qui lui conte la déroute des républicains, leurs regrets et lui conseille de se tenir tranquille. Lozes conclut : « Moi, je ne bougerai pas, je ne me mêlerai à aucun projet d'insurrection ». Alors Paouillac menace :

(1) Dépos. de Jeanne Mayniel, Ducasse, Lasseran.

(2) Dépos. d'Aspe, Cazes.

on saura le forcer à partir; quand les démocrates de Nogaro seront arrivés, quatre insurgés l'appréhenderont. Lozes déclare qu'il se laissera couper en morceaux plutôt que de sortir (1). — Bordes s'est rendu à la réunion de Créquillon le soir du 5; il a dit aux affiliés que Vic était calme, que les insurgés avaient regagné leurs logis et regrettaient leur équipée.

Par peur des coups de fusil, par crainte d'un échec et de ses conséquences, des affiliés ont refusé de s'enrôler dans l'insurrection et de se rendre aux réunions. Le boulanger Coudouy n'est pas allé à *Riou de Mâ*, en dépit des appels réitérés de son décurion Soullès. Le boucher Tapie a résisté à Salles, Cournère, Sentenac, à son décurion Espiet, qui l'a menacé des démocrates de Nogaro. Quand le décurion Paouillac a frappé chez le tonnelier Cabaré, une fenêtre s'est ouverte. Paouillac a crié à Cabaré « qu'on se battait à Eauze et qu'il fallait y aller ». — « S'ils se battent, tant pis pour eux, je ne sortirai pas de chez moi », répond Cabaré en fermant contrevents et fenêtre. — Le maréchal-ferrant Buzet appartient à la même décurie. Il a été accosté par Paouillac qui l'invite à partir; s'il n'a pas de fusil, on lui en fournira un. A ce moment, survient Lauga, un autre affilié. Buzet et Lauga se refusent à quitter Manciet. Paouillac répète alors sa menace de les faire appréhender par 4 fusiliers, après l'arrivée des *frères et amis* de Nogaro. Mais Lauga déclare qu'il faudra le couper en morceaux pour l'arracher de sa maison. Buzet menace de tuer quiconque pénétrera chez lui. Rentré au logis, il charge son fusil et veille jusqu'à 3 heures du matin.

En dépit de ces défections, les affiliés montagnards se réunirent de nouveau le soir à *Riou de mâ*. On décida de se porter en armes à Eauze pour marcher sur Condom.

Après la réunion, les affiliés s'occupèrent de compléter l'armement et de s'approvisionner de munitions. Salles les

(1) Dépos. de Lozes.

conduisit dans la chambre de Soulès, et la confection des cartouches commença. La poudre était renfermée dans des boîtes en fer-blanc; Cournère coupait du papier, le roulait en cornets où le boulanger Coudouy versait la poudre; Caillavet introduisait dans les cartouches les balles que fondaient et moulaient Castaing et Espiet aîné. Avec eux travaillèrent le sellier Lamarque, Norry, Pugens Oscar, Matignon et Géhé. Le matin, en se levant, Salles avait retiré de son armoire 10 cartouches et les avait remises à son camarade de chambre Cournère. Faustin Lacaze arriva dans la chambre de Soulès entre 10 et 11 heures.

Peu friands d'aventures et de coups de fusil, certains affiliés étaient cependant venus chez Soulès par crainte de passer pour mouchards et de s'attirer par là de vives et durables inimitiés. Ils réprouvaient au fond la prise d'armes et la marche sur Eauze. Sentenac, Norry, Coudouy en particulier étaient dans ces sentiments. Coudouy maugréait : « Quelle nécessité de faire des cartouches, lorsque personne ne nous attaque ? Les statuts ne nous obligent qu'à nous défendre ». Lucien Géhé, qu'avaient entraîné Pugens et Dubroca, approuvait hautement cette observation de Coudouy. Il avait dit en entrant : « Messieurs, vous m'avez fait appeler; mais ceci n'est pas une plaisanterie, et, si je pars, il faut que tout le monde parte ». Espiet objecta que tout le monde ne pouvait pas partir. On échangea des propos aigres. Bref, la division et l'incertitude étaient déjà parmi les affiliés de Manciet. Elles s'exprimaient aussi dans la diversité d'opinion des montagnards sur le maire Sabathé : les uns voulaient le porter en triomphe à la mairie; certains désiraient le contraindre à des engagements publics, précis et nets; d'autres enfin, le jugeant équivoque et mou, prétendaient lui substituer Oscar Pugens. Ajoutons que les hommes d'ordre le soupçonnaient d'avoir partie liée avec les républicains (1).

(1) Interr. de Lacaze. —Dép. de Saouie, Norry, Pujos, Bordes, Coudouy, Caillavet.

Le 5, à Sauboire, Brana, le chef des affiliés montagnards, s'efforça de mobiliser tout le parti. Il expédia des émissaires portant aux affiliés le mot d'ordre de se rendre en armes chez lui le soir même. Il parcourut la section. A Sauboire, il accosta dans la rue le tisserand Saouie et le cultivateur Cazeneuve : tout le parti montagnard est soulevé, leur affirma-t-il; le Président a violé la Constitution, il faut aller en armes à Manciet pour la défendre et marcher ensuite sur Eauze et Condom. Il tint les mêmes propos au domestique de Descamps, Jean Laborde : la Constitution est violée; le suffrage universel est perdu; il y a un grand soulèvement à Manciet; il faut s'y rendre. Lorsque Laborde, homme simple, annonça gravement à la servante Anne qu'il allait partir, elle s'exclama : « *Yè oun bats, pèc ?* Où allez-vous, imbécile - » — Le cultivateur Trinqualie est venu chez Brana aux nouvelles. Brana lui dit qu'on se réunira le soir dans sa maison pour marcher sur Manciet, Eauze, Condom. Effrayé, Trinqualie déclare qu'il ne partira pas. — Le soir, Cazeneuve invita le cultivateur Duffau à se rendre chez Brana. Barée et Payrac lui donnèrent le même avis. Duffau refusa de s'armer d'un fusil et n'emporta qu'un bâton; lui et Cazeneuve étaient bien décidés à ne pas entrer dans Manciet. — Deux affiliés, le charpentier Dému et Ducos, de Millade, allèrent trouver à Maurac Osmin Géhé pour le conduire chez Brana. Géhé engagea ses deux domestiques Escoubès et Lafargue à le suivre. Lafargue, jeune et curieux, accepta aussitôt; plus vieux et déliant, Escoubès fit quelques dillicultés. Le tonnelier Dupuy qui travaillait chez Géhé fut également entraîné et les six hommes s'acheminèrent vers Sauboire. — Après avoir conduit Lucien Géhé dans la chambre de Soulès, Dubroca se rendit le soir chez Brana, où une trentaine d'hommes étaient assemblés. Il y eut une séance d'affiliation, selon le cérémonial accoutumé. On banda les yeux aux récipiendaires : Osmin Géhé et ses deux domestiques; Escoubès et Lafargue; le sabotier Soudun; Ducos, de Millade; Pujos, maçon à Branet; Tapie;

Dupuy; Caderon, gendre de la Claire; Baudé, cultivateur; Matelot, de Bourrouillan; Saouie cadet. Brana présida et reçut les serments, qu'à défaut de poignard les néophytes prêtèrent sur une baïonnette. Brana leur désigna Géhé et Pujos comme chefs. La cérémonie d'affiliation terminée, Brana harangua l'assistance : le Président a violé la Constitution, partout les républicains se lèvent en armes; les affiliés de Saouie ont le devoir de se rendre à Manciet pour marcher ensuite sur Eauze et Condom (1).

Ce projet de prise d'armes et de départ immédiat jette un froid parmi les assistants; les deux tiers font grise mine à la proposition et ne marcheront pas. Le sabotier Soudun refuse de s'enrôler dans la bande insurrectionnelle et rentre chez lui. Escoubès dit à Brana qu'il n'a pas d'affaires à Manciet; si lui, Brana, désire y aller, qu'il y aille seul. Et il engage son maître Osmin Géhé à se retirer. Presqu'aussitôt Géhé regagne son logis avec ses deux domestiques. Une vingtaine d'affiliés en font autant. Il n'en reste qu'une dizaine pour aller à Manciet : Saouie, Tapie fils aîné, Cazeneuve, Dupuy tonnelier, Laborde, le domestique de Descamps, Duffau, Brana, Caderon, gendre de la Claire et enfin le domestique Lafargue, revenu par curiosité, affirme-t-il, et armé d'un fusil que lui a prêté son maître Géhé. — Sauf Cazeneuve et Duffau, munis d'un bâton, tous ont un fusil. Vers 10 heures, ils se groupent près de la maison de Descamps. La servante Anne Caubet, qui vient de gorger ses oies, se poste devant la maison pour assister au départ. Deux ou trois insurgés l'interpellent gaiement : « Voulez-vous venir avec nous, *Anneto*, lui crie-t-on. — *Nâni !* Vous pouvez aller au diable ! répond-elle. — Allons, cria un autre, venez et préparez votre baril. Vous serez notre cantinière. » Et la petite troupe se met en marche, conduite par Brana. Elle arrive à Manciet vers 11 heures. Les fusils sont déposés près du jardin de Francescous, sous la garde de Cazeneuve

(1) Dép. de Duffau.

et de Duffau qui n'avaient voulu prendre qu'un bâton et refusent d'entrer en ville (1).

Paouillac et Cournère conduisirent ces affiliés dans la maison de Salles, où ils pénétrèrent par la porte de derrière. Ils entrèrent dans la chambre de Soulès, transformée en atelier de cartouches. Ils restèrent là jusqu'à minuit, jusqu'à l'arrivée de Dubroca. Ce dernier, s'adressant aux affiliés de Manciet, s'exprima d'abord en français; puis il déclara en patois aux gens de Sauboire que leur présence était pour le moment inutile; en conséquence, il les engageait à se retirer et à se réunir de nouveau chez Brana, le lendemain à 7 heures, à s'acheminer ensuite vers Manciet où les républicains armés les attendront vers 8 heures pour s'emparer de la mairie. Coudouy leur avait distribué des cartouches. On se sépara; les sept ou huit républicains de Sauboire reprirent leurs fusils et regagnèrent leurs logis (2).

A Manciet, la nuit fut tranquille. Quelques notables du parti de l'ordre, notamment Ducous, se croyant particulièrement visés par la haine des républicains, se barricadèrent et veillèrent (3).

Vers 5 heures du matin, le boulanger-aubergiste Lacaze chauffait son four, lorsqu'on frappa à sa porte. Il ouvrit et reconnut Ripoteau, horloger d'Eauze, accompagné de Lestrade, cafetier à Condom. Transis de froid, les deux frères et amis demandèrent à se chauffer. Lestrade était désespéré : « Nous sommes perdus, gémissait-il La commission révolutionnaire vient d'abdiquer ses pouvoirs. Il ne nous reste plus qu'un moyen d'échapper aux rigueurs de la loi, c'est de fuir en Espagne ». Vers 7 heures et demie, les fugitifs quittèrent Lacaze. En partant, Ripoteau lui dit : « Fais savoir à ton décurion de faire arrêter le mouvement qui doit s'effectuer à Sauboire ». Lacaze se

(1) A. Interrog. de Matignon, Dubroca, Salles, Lacaze. — B. Dép. de Barée, Trinqualie, Escoubès, Saouie, Osmïn et Lucien Géhé, Dupuy, Anne Faubet, curé Dupuch, Soudun Pujos, Lafargue, Cazeneuve, Duffau. — C. Rapport du brigadier Busca.

(2) Dép. de Lafargue, Trinqualie.

(3) Dép. de Benquet.

rendit chez Espiet; les affiliés de Manciet furent aussitôt prévenus et se tinrent cois. Espiet expédia Salles à Sauboire chez Brana. La veille au soir, son locataire Cournière avait été chargé par Pugens et Paouillac de se rendre auprès du tailleur Gaube et du tisserand Lapeyre, qui appartenaient à la décurie de Soulès absent et n'avaient pas paru à la réunion.

A Sauboire, le mouvement était déjà commencé, quand parvint le contre-ordre. Dubroca était passé chez Ducos, de Millade, qui prétexta une indisposition de sa femme pour rester chez lui. Dubroca se rendit ensuite chez Géhé, de Maurac, qui prit son fusil. Accompagné de son domestique Laffargue, sans armes, et du tonnelier Buzet, en journée chez lui, Géhé suivit Dubroca chez Brana. Salles et Cournière ne tardèrent pas à arriver. Ils leur apportèrent la nouvelle de la démission de la commission révolutionnaire à Condom et l'ordre de cesser tout mouvement. Brana et Dubroca congédièrent aussitôt Géhé, son domestique et Dupuy (1).

Parti la veille pour Vic, Soulès était allé à Auch dans l'après-midi pour se concerter avec le comité montagnard. Là, instruit de la défaite des insurgés et de l'arrestation des meneurs auscitains, il jugea inutile et dangereux de rentrer trop vite à Manciet. Sur divers points agités de l'arrondissement, le sous-préfet intérimaire de Campaigno avait expédié des estafettes pour publier la démission de la commission insurrectionnelle et la fin de toute agitation républicaine. Penauds et découragés, les rouges de Manciet cessèrent leurs menées, désormais sans objet. Par contre, les bourgeois se rassurèrent. Remis d'une alerte assez chaude, enhardis par l'échec de leurs adversaires, les notables du parti de l'ordre avaient le verbe haut, le 6 décembre. Sur la place, Dunouau, Tartas, suppléant du juge de paix, Ducous, Péré père et fils, Ripoteau prirent vivement à partie le maire Sabathé. Ils lui en voulaient

(1) Inter. de Salles, Dubroca, Lacaze, Cournière. — Dép. de Ducamin.

de leur propre frayeur. Dunouau l'accusa d'indécision, de faiblesse; les autres lui reprochèrent d'avoir pactisé avec les hommes de désordre, d'avoir négligé de convoquer les honnêtes gens pour se mettre à leur tête, et, par contre, d'avoir passé une partie de l'après-midi avec les agitateurs du café Peyrau. Sabathé protestait qu'il avait fait tout son devoir : il avait passé l'après-midi et une partie de la nuit au café Peyrau pour surveiller et contenir au besoin les républicains; il avait prévenu le curé et le percepteur Moussot; il était bien décidé à protéger tout le monde. Mais les explications du maire se heurtaient à l'incrédulité sincère ou feinte des gens d'ordre. D'autre part, les républicains inquiets cherchaient déjà à diminuer, à atténuer leur rôle : ainsi Lacaze s'empessa d'expliquer à Tartas et Aspe que la dépêche de Montoulieu ne lui était pas adressée personnellement, mais à Espiet qui l'avait communiquée à Pugens et à Castaing. D'autres républicains digéraient mal leur déconvenue, exhalaient leur mauvaise humeur en propos violents : Pugens excusait le meurtre du maréchal-des-logis tué à Auch; l'avocat Matignon persistait à déclarer qu'on devait protester par la force contre les actes arbitraires du Président (1).

Le dimanche 7, un arrêté fut publié, qui fixait la fermeture des cafés et auberges à 6 heures du soir. Le même jour, Castaing, Tapie et le boulanger Cournère accostaient l'huissier Aspe sur la place en lui disant que plusieurs personnes désiraient lui parler chez Lacaze. Aspe entre à l'auberge dans une pièce où l'attendaient une trentaine de républicains. Lacaze lui demande de s'expliquer sur la mission reçue du juge de paix. Les explications d'Aspe n'apaisent point les républicains; Salles, Tapie et le boulanger Cournère l'injurient abondamment, le traitent de mouchard, l'accusent d'avoir voulu compromettre ses concitoyens. Aspe proteste et sort en déclarant qu'il peut marcher la tête haute (2).

(1) Dép. de Paoulliac père, Aspe, Dunouau.

(2) Dépos. d'Aspe.

La scène de l'auberge Lacaze marque la fin de toute agitation politique à Manciet.

Le mouvement de Manciet et de Sauboire montre clairement que l'insurrection est bien l'œuvre exclusive des sociétés secrètes : tout se passe entre affiliés et la prise d'armes est précédée d'une cérémonie d'affiliation. En dépit de leur serment et des menaces, bien des affiliés répugnent et même se refusent à s'éloigner de leur maison, de leur bourg ou village.

*
**

A l'extrémité nord-ouest du département, le canton de Cazaubon (1), éloigné des foyers d'agitation, demeura calme à la nouvelle du coup d'Etat. Seule, la commune d'Estang (2) fut agitée par quatre meneurs rouges : le menuisier-coiffeur Cheyres; l'ex-percepteur Baylin, qui avait loué sa maison à Cheyres, en se réservant une chambre destinée aux réunions des républicains; Dussans Paul-Emile, avocat sans le sou; le maréchal-ferrant Dambès, fortement excité par le coup d'Etat, et qui, depuis le 2 décembre, parlait sans cesse d'égorger les riches, *les Messieurs*, et de les jeter dans le puits de la ville. Ces quatre républicains, organisateurs d'un club en 1848, méditaient de s'emparer de la mairie. Ils s'efforcèrent d'associer à leur dessein des cultivateurs et des artisans. Ce projet paraît avoir pris corps dans l'après-midi du samedi 7 décembre, à la foire de Panjas où nos quatre montagnards apprirent qu'à Eauze et ailleurs les républicains avaient occupé les mairies. Aussitôt rentrés à Estang, ils commencèrent leurs menées. Baylin se rendit chez Cheyres, dans la chambre réservée aux républicains; Dambès vint l'y rejoindre et proposa d'imiter les républicains d'Eauze

(1) Pour le canton de Cazaubon : Arch. du Gers. U, *Annexes des greffes. Insur. de 1851*. Cazaubon : 27 dépositions et interrogatoires; procès-verbaux et rapports; pièces de forme; pièces confidentielles.

(2) Estang, 1.342 habitants.

en s'emparant de la mairie. Mais Baylin combattit le projet dont il voyait les difficultés : « Penses-tu que les autres te laisseront faire ? » objectait-il à Dambès.

Entêté de son projet, Dambès se rend le soir à l'auberge Sier où il propose au maçon Barrère de se joindre aux républicains pour s'emparer de la mairie. Sur son refus, il le traite de *couyon*. Le même soir, chez le cordonnier-aubergiste Trémont, Dambès crie *Vive la République démocratique et sociale*. Le fils Darblade ayant conté qu'à Auch, dans un combat entre hussards et républicains, il y a eu des tués et des blessés, Dambès s'indigne bruyamment qu'en représailles les républicains n'aient pas étranglé ou brûlé le préfet; et il répète son propos habituel : *il faut noyer dans le puits d'Estang 5 ou 6 personnes des plus riches; cela fera réfléchir les autres*. — Le lunetier Lacomme, les tonneliers Garlay, Ducamin, Cambon et Dussans, le maçon Barrère, l'ouvrier serrurier Estibois déclarent qu'ils ont été sollicités pour envahir la mairie le dimanche 7 décembre.

Le dimanche matin, après la première messe, le coiffeur Cheyres, dans sa boutique, entretenait ses clients de la prise de la mairie projetée pour l'après-midi. Il leur contait les nouvelles colportées la veille à la foire de Panjas : à Nogaro, à Eauze, à Manciet les républicains devaient expulser leurs maires, ce même jour; il fallait en faire autant à Estang où 200 républicains au moins étaient prêts à s'emparer de la mairie. Et s'adressant à l'avocat Dussans, Cheyres dit : « Je marcherai le premier; mais vous serez à mes côtés ». A quoi Dussans répond qu'il faut attendre de nouvelles instructions. « Je parie, dit Cheyres au maçon Labarrère, que si on donne l'ordre de s'emparer ici, après-midi, de la mairie, tu te cacheras. — C'est bien possible », répond Labarrère.

Vers 1 heure de l'après-midi, nouvelle réunion chez Cheyres où confèrent Baylin, Dambès, Dussans. Le charpentier Courrège et le tonnelier Dussans ont été invités à prendre le café avec les quatre meneurs. Le tonnelier

Dussans observe à l'avocat que les 200 républicains promis ou annoncés se réduisent à 3 ou 4. L'avocat répond qu'il y a des *interruptions* dans les grandes villes; il est prudent d'attendre « qu'elles aient fait leur mouvement ». Baylin se range à son avis et lui propose d'aller aux nouvelles à Condom. Dussans décline l'offre en disant qu'il n'a pas d'argent et qu'un voyage à deux est inutile. On en reste là.

Le soir, les « quatre chefs du complot » se rendirent au café Boigneries, où l'on chanta des chansons républicaines (1). L'état de siège proclamé le 8 décembre coupa court à toutes ces menées.

V

Placé entre deux foyers d'agitation politique, Condom et Vic-Fezensac, le canton de Valence fut assez fortement remué au coup d'Etat. Le 4 décembre fut « un jour d'inquiétude et d'agitation ». Dans une dizaine de communes, les cloches sonnèrent à grande volée. Dans la partie sud du canton, à Saint-Paul-de-Baïse, Bezolles, Larroque-Saint-Sernin, Beaucaire, Castéra-Verduzan, des bandes d'insurgés furent entraînées vers Vic et Jegun; elles se joignirent aux colonnes insurrectionnelles qui marchèrent sur Auch l'après-midi du 4 (2). A Saint-Puy, Valence, Aiguéte, Justian, Roques, Bonas se produisirent des tentatives d'agitation. Mais ni paysans, ni ouvriers ne bougèrent (3).

Saint-Puy est la plus forte agglomération du canton (4). Le 4 était un jour de foire. Dans les rues, dans les cafés, sur la place, on commentait les événements de Paris. Des

(1) Dép. de Cambon, Labadie, Dussans, Touja, Labarrère, Lafage, Lacomme, Cheyres. Rapport du maire et du j. de paix, 6 janvier 52.

(2) Voir plus haut, pp. 28-31.

(3) Rapports du j. de paix, 7 et 10 décembre 51.

(4) Saint-Puy, 1.674 hab.; à 8 km. de Valence, à 34 km. d'Auch.

paysans racontèrent qu'à Condom les républicains se disposaient à occuper la mairie. Vers 9 heures du soir, Gay, de Larroque-Saint-Sernin, vint à Saint-Puy, au café Sentex où il annonça que la France était en révolution et qu'à Condom les insurgés étaient maîtres de la ville. Le boulanger Ladois, en sortant du café vers 11 heures et demie, rencontra un groupe de républicains, qui, à l'imitation des démocrates de Condom, voulait s'emparer de la mairie de Saint-Puy. Ladois conseilla la prudence et offrit d'aller à Condom pour s'enquérir de la situation. Le maçon Mouchet, qui s'était approché du groupe, proposa de l'accompagner, et tous les deux se mirent en route. Arrivés devant la porte de la mairie de Condom, ils furent conduits par un factionnaire dans la salle où délibérait la commission. « Faites à Saint-Puy comme nous, dirent les commissaires à Ladois; nommez une commission de permanence, et, quand vous serez constitués, vous attendrez de nouveaux ordres ! » — A 4 heures du matin, le tocsin sonne à Condom. Ladois et Mouchet retournent à Saint-Puy. A quelques républicains groupés devant l'auberge d'Etingoy, ils annoncent que les républicains de Condom ont décidé de sonner le tocsin. Quelques-uns déclarent : « Nous ferons la même chose ». Ladois se couche. Etingoy réveille le tisserand-carillonneur Duffau que quelques hommes entraînent à l'auberge. Ils lui annoncent leur intention de s'emparer de la mairie et des armes de la garde nationale, de nommer une commission et de sonner le tocsin. Duffau va sonner l'*Angelus*; 5 hommes pénètrent à sa suite dans le clocher et, durant deux heures, tantôt ils mettent les cloches à la volée, tantôt ils sonnent le tocsin. Quelques campagnards répondent à l'appel. A 6 heures et demie, un groupe se porte chez le maire pour lui réclamer les clefs de la mairie et les armes de la garde nationale. Le maire se rend aussitôt devant la mairie où l'attendent 40 à 50 personnes qui sont surtout des curieux. Il refuse de livrer les clefs et les armes, admoneste paternellement le rassemblement, exhorte les manifestants à aban-

donner leur projet et à rentrer paisiblement chez eux; il promet en retour de n'adresser aucun rapport à l'autorité. Tout le monde se retire et il n'y a pas de nouveau rassemblement à Saint-Puy (1).

*
**

Quatre rouges militants de Saint-Orens sont allés à Condom, à l'hôtel de ville, pour avoir des nouvelles et des instructions : Barrère fils, maçon; Florensan, cultivateur; Les-trade fils, et Pomès fils, maçons. Ils ont assisté à la démission de la commission révolutionnaire. Ce qui a mis fin à toute tentative sur Saint-Orens (2).

*
**

A Aiguetinte, le tocsin sonne toute la matinée du 5. A 9 heures, une douzaine d'hommes armés, parmi lesquels trois meneurs rouges Dulin, Crespin, Carle, se sont rendus chez le maire pour réclamer le tambour. Sur son refus, ils menacent d'enfoncer les portes de la mairie. Le maire consulte alors le conseil municipal. La majorité des conseillers, persuadée qu'un refus n'empêchera rien, livre le tambour en recommandant d'en faire un bon usage. — Le lendemain le tambour fut rapporté à la mairie. Un seul républicain Camoreyt avait quitté la commune pour rejoindre les insurgés de Castéra-Verduzan et marcher avec eux sur Auch (3).

*
**

A Valence, Duprom, vétérinaire et conseiller général, lié avec l'avocat Lamarque, était le chef des rouges du canton. Le 3 décembre, il était au café Dumas avec l'entre-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851 M 8. — Notice sur Mouchet. — U. *Annexe des greffes*, Insurr. de 1851. Canton de Valence. Dép. de Boyer; interrog. de Duffau.

(2) Rapport du j. de p., 7 déc. 51.

(3) Rapport du maire Saint-Laurent, 26 déc. 51.

neur Lapeyrère. Dumas leur conta qu'à Condom il avait appris le coup d'Etat par la publication des dépêches officielles. Poussé par une impatiente curiosité, Duprom courut à Condom où le maire intérimaire Laroche lui confirma la nouvelle. En rentrant à Valence, Duprom rencontra l'épicier Barrère, adjoint faisant les fonctions de maire de Valence. Ils causèrent un instant. Barrère s'inquiétait des fusils de la garde nationale qu'il avait en dépôt : qu'allait-il en faire ? — « Fais ce que tu voudras, lui dit Duprom; je n'ai plus aucun titre dans l'administration. » Le lendemain soir, dans le même café, Lapeyre, Duprom, le valet de ville Artigaux, le boulanger Desbarats s'entretenaient du coup d'Etat. On disait que les journaux de Paris étaient arrivés à Condom. Impatients de nouvelles, Desbarats et Duprom quittèrent le café pour aller en voiture à Condom. En chemin, ils rencontrèrent le jeune Artigaux qui rapportait un journal. Ils le questionnèrent et apprirent qu'à Condom il n'était bruit que de l'invasion imminente de la mairie par les républicains. A son arrivée, Duprom averti qu'une foule occupait la mairie, pénétra dans la salle des délibérations où le conseil municipal et la commission révolutionnaire étaient réunis. Il s'entretint avec Lamarque, de Campaigno, de Cugnac, Lavergne et le maire Laroche. De Campaigno lui communiqua un papier bleu, « feuille officielle du gouvernement » où Duprom lut les noms des généraux incarcérés. Entre 11 heures et minuit, Duprom et Desbarats rentrèrent à Valence au café Dumas où les attendaient des hommes d'opinion politique diverse. Desbarats se frottait joyeusement les mains en contant le triomphe des républicains de Condom, le remplacement du conseil municipal par une commission révolutionnaire, l'occupation de la sous-préfecture par les insurgés. Duprom ajouta que la préfecture d'Auch était tombée aux mains de l'émeute (1).

Le lendemain matin, vers 9 heures, l'aubergiste Meillon

(1) Dép. de Dumas, Artigaux; inter. de Duprom.

cadet, Deupès, le charpentier Manciet, Castaing et Duprom conversaient à quelques mètres de l'auberge Meillon. Un garçon d'écurie de 28 ans, Isidore Barrère, vint à passer et s'approcha du groupe : de tous côtés, disait-on, les cloches sonnent à toute volée; à Condom et à Saint-Puy, la sonnerie a commencé de très bonne heure. Doit-on sonner à Valence ? La question s'adressait à Duprom. Barrère reçut-il de Duprom ou d'autres l'ordre de sonner ? En tout cas, il alla trouver dans la boutique de son patron le cordonnier et carillonneur Dumas, en disant qu'il avait mission de lui réclamer les clefs de l'église. Avant de les livrer, Dumas prit l'avis de l'adjoint Barrère. — « Puisqu'on te demande les clefs, dit Barrère, laisse sonner ». Dumas consulta ensuite le curé qui répondit : « C'est du ressort de M. le Maire; ça ne me regarde pas ». Dumas ouvrit alors la porte du clocher. Aussitôt, un jeune maçon de 19 ans, Ladevèze, et Barrère Isidore, mirent les cloches à la volée. L'apprenti maçon, Agut Pierre, Troyes, ouvrier agricole, Gélas, Sommarès et le cordonnier Mathieu sonnèrent à leur tour. La sonnerie dura 4 ou 5 heures avec une interruption vers midi. A ce moment, les sonneurs se présentèrent à l'auberge Lapeyre en demandant à l'aubergiste s'il n'avait pas reçu l'ordre de leur préparer un déjeuner. Sur sa réponse négative, ils burent deux bouteilles de vin et se retirèrent (1). — Cette sonnerie prolongée laissa Valence parfaitement calme : il n'y eut ni rassemblement, ni manifestation (2).

En dehors des 4 ou 5 communes du sud du canton qui ont envoyé des insurgés à Vic et à Jegun, tout s'est borné à des menées vagues ou à de courtes manifestations.

En résumé, dans l'arrondissement de Condom, les républicains se sont agités dans 20 à 25 communes des cantons de Condom, Montréal, Valence, Nogaro. Les deux cantons les plus calmes ont été celui de Cazaubon où les docu-

(1) Interrog. de Duprom, Troyes, Ladevèze; dépos. de Lapeyre et de sa femme.

(2) Rapport du j. de paix, 7 déc. 51.

ments ne signalent aucun mouvement et celui de Nogaro où les républicains de Manciet se préparaient à l'insurrection. Quatre communes de la portion méridionale du canton de Valence — Castéra-Verduzan, Beaucaire, Saint-Paul-de-Baïse, Bezolles — ont fourni à l'insurrection des contingents entraînés vers Jegun et Vic-Fezensac. Aucun incident, aucun attentat contre des personnes ou des propriétés n'a marqué ce mouvement.

VI

L'insurrection du Gers a mis en mouvement 8.000 à 10.000 hommes environ. Cette masse d'insurgés est formée d'ouvriers, d'artisans, de petits commerçants des villes et des bourgs, de campagnards cultivateurs, métayers, petits propriétaires, ouvriers agricoles, artisans de village. Les 465 républicains, soumis à des mesures de sûreté pour leur participation au mouvement insurrectionnel, se répartissent ainsi par profession ou métier : 59 cultivateurs, 41 rentiers; 28 aubergistes; 25 cordonniers; 23 maçons; 18 forgerons; 14 tailleurs; 13 boulangers; 13 serruriers; 12 menuisiers; 12 négociants; 12 journaliers; 11 charpentiers; 10 commis; 9 avocats; 7 médecins ou officiers de santé; 7 épiciers; 6 instituteurs; 6 carriers; 5 tuiliers; 5 couteliers; 5 charrons; 4 coiffeurs; 4 peintres en bâtiments; 4 pharmaciens; 4 voituriers; 4 horlogers; 3 agents d'affaires; 3 bouchers; 3 brocanteurs; 3 cuisiniers; 3 imprimeurs; 3 meuniers; 3 officiers ministériels; 3 teinturiers; 3 tonneliers; 3 chapeliers; 2 bourreliers; 2 brasseurs; 2 commissionnaires; 2 ferblantiers; 2 jardiniers; 2 plâtriers; 2 quincaillers; 2 tailleurs de pierre; 2 tanneurs; 2 soldats; 2 étudiants; 2 hongreurs; 1 marchand de parapluies; 1 charcutier; 1 cordier; 1 domestique; 1 fondeur; 1 maquignon; 1 ex-professeur; 1 inspecteur primaire révo-

qué; 1 journaliste; 1 vétérinaire; 1 lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi; 1 armurier; 1 mécanicien; 1 greffier; 1 notaire; 1 graveleur; 1 carillonneur; 1 ex-sergent; 1 marchand de casquettes; 1 homme de lettres; 1 maître de musique; 1 étameur; 1 commis-voyageur; 1 fermier d'octroi; 1 comptable; 1 cartier; 1 avoué; 1 taillandier; 1 roulier; 1 chiffonnier. Une vingtaine d'insurgés n'exercent pas de métier bien définis. De cette statistique il ressort clairement que le personnel de l'insurrection s'est recruté dans la classe populaire pauvre : petits cultivateurs ou métayers, ouvriers, artisans, boutiquiers. Les dirigeants montagnards appartiennent aux professions libérales : avocats, médecins ou officiers de santé, vétérinaires, pharmaciens : ce sont généralement des petits bourgeois déclassés, endettés ou ruinés. Les 2/3 des insurgés ont de 30 à 60 ans, 1/3 de 18 à 30. Sur 340 insurgés, on compte 132 célibataires, 7 veufs, 210 mariés, et, parmi ces derniers, 157 pères de famille.

Les 8.000 à 10.000 insurgés représentent le dixième des électeurs du Gers : la grande masse est demeurée tranquille c'est-à-dire indifférente ou favorable au coup d'Etat. On se tromperait lourdement en supposant que ces quelques milliers d'insurgés ont tous apporté une adhésion raisonnée et volontaire à une manifestation ou à une lutte contre le coup d'Etat.

Le mouvement s'est étendu à 14 cantons sur 27. Ces 14 cantons, qui ont fourni un contingent très inégal d'insurgés, sont ceux qui, aux élections de mai 1849, ont donné une majorité aux candidats montagnards ou bien contiennent des îlots rouges à sociétés secrètes : Auch-sud, Vic-Fezensac, Jegun, Fleurance, Mauvezin, Mirande, Marciac, Miélan, Montesquiou, Condom, Valence, Montréal, Eauze, Nogaro. Les 13 cantons qui n'ont pas bougé avaient donné la majorité aux républicains modérés ou aux candidats du parti de l'ordre et n'ont pas de sociétés secrètes.

Dans les 3 ou 4 mois qui précèdent le coup d'Etat, les montagnards gersois s'étaient organisés en sociétés secrètes.

tes, véritables sociétés de préparation psychologique et militaire de l'émeute (1). Selon le mot du général commandant l'état de siège, elles furent « le puissant levier de l'insurrection ». Tous les magistrats chargés de l'instruction et la Commission mixte ont affirmé que le soulèvement armé avait été dans le Gers l'œuvre exclusive des sociétés secrètes. Parmi les 2.000 affiliés nous trouvons les promoteurs, recruteurs, organisateurs de l'insurrection. Une étude attentive de tous les documents relatifs au coup d'Etat, et notamment des dossiers de l'instruction, aboutit à cette conclusion : dans tous les cantons où fonctionnent les sociétés secrètes, il y a eu de l'agitation et des rassemblements d'hommes armés; les cantons dépourvus de sociétés ou d'affiliés n'ont pas bougé; partout les affiliés ont pris l'initiative, donné ou transmis le mot d'ordre et l'impulsion. L'ordre d'insurrection est parti d'Auch où Violet, Lacaze, Dansos, Gastineau, Arexy formaient le comité directeur des sociétés secrètes. L'appel aux armes a été proposé et décidé par des affiliés, dans la réunion de l'*Ami du Peuple*. Lacaze et Gastineau ont expédié aux chefs des affiliés des cantons l'ordre de soulèvement. A Condom, Lamarque et Daulhième, chefs des montagnards et des sociétés secrètes de l'arrondissement, ont dépêché des émissaires dans les principaux centres d'affiliation. Dans les chefs-lieux ou bourgs des cantons insurgés, des meneurs affiliés ont décidé et organisé le soulèvement; tous les *frères et amis* ont été alertés sur l'heure, et les militants se sont mis aussitôt en campagne pour recruter et rassembler des insurgés. La mobilisation instantanée du parti montagnard et la prompt formation de colonnes armées que les chefs ont poussées sur les chefs-lieux, s'expliquent par le fonctionnement des sociétés secrètes. Dans le Gers, 150 à 200 agitateurs affiliés ont provoqué le mouvement, tenu en main les fils de cette vaste trame, établi le concert et le plan, distribué les rôles, réglé les détails du soulèvement.

(1) Cf. *Le Gers sous la seconde République. La Réaction conservatrice*, pp. 436-469.

Dans les principaux centres d'impulsion et d'agitation, une petite minorité d'affiliés, audacieux et impatients, ont donné l'impulsion et entraîné le gros du parti montagnard. Dans la plupart des villes insurgées, les dirigeants, travaillés de scrupules et de doute, conscients de leur responsabilité, hésitent à donner le signal de l'insurrection; ils finissent toutefois par céder au point d'honneur, à la peur de passer pour tièdes, faibles ou lâches aux yeux des démocrates ardents, turbulents, tapageurs. Ils ont été conduits à proposer ou à faire semblant d'approuver l'appel aux armes qu'ils réprouvaient secrètement parce qu'ils en sentaient la vanité et le danger. La décision prise le 3 au soir, à la réunion de l'*Ami du Peuple*, a été le point de départ de l'insurrection. Les républicains Prieur, Sancet, Canteloup, hostiles à une prise d'armes, voulaient se borner à une protestation publique et vigoureuse, attendre des nouvelles pour agir plus sûrement. Ils ont été débordés par les exaltés, les violents, et l'appel aux armes a été décidé contre leur volonté. Arexy, le véritable chef des montagnards gersois, n'entretenait guère d'illusions sur l'issue du mouvement. « En avant pour Nouka-Hiva ! » disait-il au matin du 4. Sancet dénoncera plus tard les « irréfléchis » et les « énergomènes » qui ont poussé à la lutte armée. — A Mirande, les chefs républicains ont hésité un instant à donner l'ordre d'insurrection; ils ont été entraînés. — A Condom, les chefs montagnards, Lamarque, Daulhième, Lestrade, voulaient attendre. Ils espéraient que Paris résisterait et dispenserait la province d'agir; mais une lettre de Noulens, lue à une réunion de républicains, a précipité le mouvement. Toutefois, bravant l'anathème d'ardents coreligionnaires, ils ont cessé la résistance après une démarche du juge d'instruction.

Dans cette mobilisation du parti rouge, les défections d'affiliés ont été nombreuses, en dépit des serments.

La masse des paysans insurgés a été entraînée. D'humeur casanière et pacifique, le paysan gersois est peu friand

d'aventures où l'on risque des coups de fusil. Et puis, durement éprouvé par la crise économique qu'il liait à l'agitation politique née de la Révolution de février, ignorant, timoré, crédule, mené par ses conseillers habituels, le gros propriétaire, le curé, le maire, le noble légitimiste ou orléaniste, il se détachait de la République, souhaitait un gouvernement autoritaire et fort, dont il attendait une amélioration matérielle : diminution de l'impôt ou vente rémunératrice des produits agricoles. D'autre part, certains rouges l'inquiétaient par leur déclamations passionnées contre l'organisation sociale, contre les riches, par leurs menaces de guillotine, de pillage et d'expropriation, l'annonce d'un bouleversement social en 1852. Enfin, la vie suspecte de quelques meneurs violents, repris de justice, paresseux et débauchés, ajoutait à l'éloignement pour les doctrines l'aversion pour les personnes (1). Pour ces raisons, les paysans répugnaient à s'enrôler dans un mouvement montagnard. Aussi, pour les entraîner les recruteurs usèrent-ils souvent de mensonges, de fausses nouvelles, de menaces d'incendie, de pillages, d'exécutions sommaires. Ils se présentèrent, le fusil ou le pistolet à la main, souvent l'injure et la menace à la bouche. Il est aisé d'imaginer les scènes et les dialogues. La nuit, tandis que le tocsin tinte sur la campagne endormie, deux ou trois affiliés, armés de fusils ou de pistolets, frappent aux portes des logis campagnards. Le paysan qu'inquiète cette alerte nocturne, met la tête à la fenêtre, ouvre la porte à ces insolites visiteurs. On s'explique. Les affiliés recruteurs affirment, tantôt que la révolution a éclaté, qu'il faut se rendre au plus vite en armes au chef-lieu pour y maintenir ou rétablir l'ordre par la protection des personnes et des propriétés; tantôt que le Président de la République les réclame; tantôt qu'il faut défendre la République menacée et rétablir le suffrage universel. Ils prodiguent aussi les assurances pacifiques : la ville d'Auch et la France sont au pouvoir des rouges, et l'armée fraternise avec le peuple; la marche armée sera une simple promenade, les armes ne

devant servir qu'à imposer, qu'à contenir au besoin les gens de désordre. Le paysan écoute, méfiant et craintif, pèse les conséquences d'un refus, redoute un prétexte de représailles : dévastation ou pillage, mauvais traitements, la mort peut-être, s'il est affilié. Il se résigne à prendre un fusil de chasse, une fourche, une faux, et à suivre les meneurs. Parfois le paysan refuse de s'éloigner de sa maison sous divers prétextes; mais les recruteurs insistent : rien ne peut le dispenser de s'armer et de partir; s'il persiste dans son refus, ils l'accablent de menaces et d'invectives. Pour éluder l'invitation des meneurs, quelques paysans leur ont offert à boire et à manger et ont ainsi obtenu de rester chez eux (1). — Dans des bourgs et des villages, des hommes, des jeunes gens s'éloignent ou se cachent au passage des colonnes insurrectionnelles pour éviter d'être enrôlés. — Cédant à l'entraînement général, beaucoup d'insurgés ont suivi machinalement, marchant parce qu'on marchait, ignorant le but de toute cette agitation. On peut affirmer qu'en dehors d'un groupe restreint d'affiliés militants, la masse des campagnards a marché contrainte ou dupée; elle n'a pas su clairement ni ce qu'elle voulait, ni ce qu'elle faisait.

L'armement était défectueux; en dehors des fusils de chasse et de la garde nationale et des pistolets aux mains d'une minorité, on ne trouvait que des faux, des fourches, des broches, des hauts-volants; en général, les balles manquaient; elles étaient remplacées par du plomb. Les chefs, qui, presque partout, ont combattu ouvertement ou réprouvé secrètement l'appel aux armes, ne croyaient pas au succès et

(1) Ainsi, dans la commune de Lavardens, le matin du 4 décembre, Gardères et Pugens, deux meneurs montagnards, ont parcouru la campagne pour enrôler les habitants. Un campagnard, à qui Pugens parlait de s'armer pour la révolution, dit gaiement : « La réboulucioun, la ban hè à cop de couéchos d'aouco ! La révolution nous aïlons la faire à coup de cuisses d'oie ! » Et il invita les deux insurgés à s'attabler. Après avoir bu et mangé, Gardères et Pugens se retirèrent en remerciant leur hôte qui resta paisiblement chez lui. (Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8 bis. — Affaire Violet. Interrog. de Saubon. — Tradition orale.

n'engagèrent pas la lutte avec confiance et décision. Ces cohues de paysans et d'artisans, mal armées, mal commandées, marchant à contre-cœur, avec indifférence ou défiance, ne constituaient pas une troupe de choc ni de résistance. Elles étaient incapables de tenir devant quelques détachements de fantassins ou de cavaliers. D'ailleurs, on le vit bien. A Auch, à l'Oratoire, une masse de 3 à 4.000 insurgés se disloqua devant 90 hussards et défila au plus vite. Cette défaite initiale fut partout le dissolvant de la résistance : toutes les autres colonnes d'insurgés n'osèrent pas pousser jusqu'à Auch et se débandèrent à la nouvelle que les émeutiers avaient été dispersés par une charge des hussards, que les autorités avaient organisé la défense du chef-lieu. A Fleurance, l'intervention hardie du sous-préfet suffit à faire tomber les armes des mains des émeutiers. A Condom, la résistance républicaine dura quelques heures à peine, et la commission révolutionnaire démissionna sur une simple démarche du juge d'instruction. A Mirande, après une tentative avortée sur Auch, l'émeute tomba d'elle-même et les bandes paysannes se retirèrent.

En résumé, 150 à 200 meneurs, tous ou presque tous affiliés aux sociétés secrètes, ont transmis l'appel aux armes et recruté des bandes insurrectionnelles parmi les *frères et amis*, parmi les paysans et les artisans, dans 14 cantons. La grande masse des 8.000 à 10.000 insurgés a été entraînée, et a marché sans conviction ou avec répugnance. Les bandes, sans valeur militaire, se sont dispersées après une charge de cavalerie ou sur l'intervention d'un sous-préfet, ou ont rebroussé chemin avant d'entrer à Auch et à Condom. Aussi, en dépit des déclamations officielles ou officieuses, inspirées par la peur ou la haine, par le zèle politique des agents du coup d'Etat qui ont grossi le péril pour grossir le mérite de la victoire, on peut conclure que toute cette agitation a été superficielle et n'a rencontré nulle part l'appui enthousiaste ou effectif de la population. C'est la raison de son échec rapide.



Cette insurrection a été présentée comme un soulèvement de malfaiteurs, comme une ruée antisociale de paysans fanatiques et dévorés des pires convoitises; les insurgés ont été transformés en *Jacques*, avides de pillage. Selon les apologistes du coup d'Etat, la violation de la Constitution n'a été qu'un prétexte, un masque à une tentative de révolution sociale. Le préfet l'affirme dans une lettre au ministre : l'insurrection du Gers n'a pas été purement politique, mais nettement antisociale. Dans son rapport du 26 décembre 1851, le procureur Saint-Luc s'exprime ainsi :

.... Ces populations rudes, sauvages, arriérées, ne voyaient là qu'un gai voyage, *fructueux* peut-être. Presque tous les habitants des campagnes partaient sans murmurer, avides d'émotions, de *jouissances*, dans l'espérance de *vils pillages*, si l'occasion s'en présentait. Les paysans ne croient pas voler quand les larcins ont lieu en brisant les portes, en fouillant les maisons par centaines, un grand jour d'émeute.

Une adresse de conseil municipal évoque « les bandes armées qui n'ont marqué leur passage que par le meurtre, le viol, l'incendie, le *pillage*... » Dans son récit des *Troubles du Gers*, publié par l'*Opinion* du 23 décembre, un certain avocat Depied écrivait en parlant des bandes d'insurgés arrêtées au faubourg de l'Oratoire : «.. C'est le *sac* de la ville qu'il leur faut !.. » Ainsi, les insurgés auraient été entraînés par l'appât du pillage. C'est l'accusation ressassée par les thuriféraires du coup d'Etat, la légende que les agents du gouvernement s'efforcent d'accréditer. Elle sera entretenue par la peur, la haine et le zèle politique (1).

(1) Plus de six mois après l'insurrection, l'officieux *Courrier du Gers*, le seul journal toléré par le coup d'Etat, n'hésitait pas à se faire contre les insurgés l'écho d'imputations atroces et mensongères. A un insurgé, Doreilhan, présent à l'échauffourée du 4, il prêtait ce propos, visant le maréchal-des-logis Sauter, tué dans la charge : « Celui-là ne s'en relèvera pas : je lui ai f... le sabre jusqu'à la monture ». Le procureur Saint-Luc envoya un démenti au journal : l'autopsie n'avait relevé que le coup de feu reçu à la tête; le cadavre ne portait pas trace d'autre blessure ou

Dans le Gers, cette accusation banale manque de base historique. Contre cette légende injurieuse protestent tous les documents judiciaires, les notices de la commission mixte, les dossiers des républicains soumis à des mesures de sûreté générale. Rédigés au lendemain du coup d'Etat, dans l'ardeur de la répression, ces documents si attentifs à relever les plus menus griefs contre les insurgés, ne mentionnent ni pillages, ni vols, ni attentats contre les personnes, en dehors du coup de pistolet qui a blessé le sous-préfet de Mirande, de l'incarcération de quelques fonctionnaires, des brutalités envers une douzaine de gendarmes et de policiers, capables de faire obstacle au mouvement. Les prétendus ennemis de la propriété n'ont pas commis un vol ni une déprédation. Respect des personnes et des biens, telle fut la consigne obéie des insurgés. En dehors de l'échauffourée sanglante du 4 décembre, à Auch, l'insurrection armée du Gers se borna à des démonstrations bruyantes, à des marches pacifiques. Les meneurs ont usé de menaces, d'injures pour intimider, entraîner des artisans et des paysans. Les notices de la Commission mixte, les pièces d'information judiciaire relatent des altercations violentes, des apostrophes bourruées, des invectives grossières, des propos irrités, qui, dans la bouche d'hommes du peuple, témoignent de plus d'emportement verbal, de colère que de méchanceté réelle. D'ailleurs, en dehors de

contusion: il était donc matériellement faux que Dorellhan eût enfoncé son sabre; d'ailleurs, pareil fait ne serait pas resté impuni. (*Courrier*, 13 mai 52). — Une tradition orale veut que les insurgés, en vue du pillage, se soient préalablement munis de sacs pour emporter leur butin. Or, aucun témoignage parmi les plus hostiles aux insurgés ne mentionne ni vol ni pillage. Faut-il voir dans cette légende l'effet d'une de ces hallucinations de la peur, si fréquentes aux époques de troubles ? La nouvelle de l'approche des insurgés avait jeté l'alarme dans la population auscitaine qui redoutait des scènes de dévastation et de pillage. Sous cette impression d'épouvante, les récits de l'échauffourée de l'Oratoire, en passant de bouche en bouche, ont dû se charger de détails imaginaires défavorables aux insurgés. Peut-être les « carnassières » ou gibecières, que de nombreux paysans portaient sur leur blouse dans leur marche sur Auch, ont-elles donné corps à cette légende.

quelques incidents isolés et exceptionnels, les propos violents ou injurieux n'ont jamais été suivis de voies de fait. Les quelques violences qui ont marqué le mouvement sont surtout le fait d'un petit nombre d'individus louches, tarés, exaltés, écume du parti montagnard.

En résumé, le relevé des charges contre les insurgés se réduit au bilan ordinaire et inévitable de tout soulèvement, qui, pour réussir, doit écarter d'abord les magistrats ou agents de la force publique barrant la route au mouvement, grossir les rangs de l'insurrection, armer les insurgés. Dans le Gers, les auteurs du soulèvement se sont efforcés d'obtenir ce résultat avec un minimum de violences.



Une enquête impartiale et attentive conduit à cette conclusion : dans le Gers, l'insurrection, œuvre des sociétés secrètes, a été fomentée par 150 à 200 meneurs, tous ou presque tous affiliés montagnards, qui ont entraîné quelques milliers d'ouvriers et de paysans; cette agitation fort courte a été à peu près exempte de violences graves contre les personnes et les propriétés.

LIVRE DEUXIÈME

L'État de siège

CHAPITRE IV

La répression et le plébiscite

(8-fin Décembre 1851)

I. La répression : dépêches de Morny et de Saint-Arnaud. — Le général de Géraudon et l'état de siège; renforts militaires et organisation de colonnes mobiles; premières arrestations; insurgés en fuite. — II. L'instruction judiciaire dans les 4 arrondissements insurgés; les colonnes mobiles et les arrestations. — Désarmement; — fermetures de cafés; — révocations de maires et d'adjoints. — III. Le plébiscite. Attitude des légitimistes et des républicains; — appel au clergé; — mobilisation politique des fonctionnaires; — les juges de paix; — pronostics des magistrats et appel de *l'Opinion* — Physionomie et résultats du scrutin

La défaite des insurgés s'accompagna d'une prompte et dure répression, facilitée par l'état de siège. Renfort et occupation militaires, organisation des colonnes mobiles, tournées militaires dans les cantons agités par l'insurrection, désarmement de la population, fermeture des catés « rouges », instruction judiciaire du mouvement insurrectionnel, arrestations, chasse aux insurgés fugitifs, révocations de fonctionnaires, de maires et d'adjoints, préparation du plébiscite, les autorités du Coup d'Etat menèrent de front ces diverses opérations.

I

Par une série de dépêches et de circulaires, Morny avait donné aux préfets le signal et le programme de la répression dont l'article essentiel était l'arrestation des insurgés, des Montagnards, de tous les « factieux ».

M. le Ministre de la Guerre, disait une dépêche du 4, a fait afficher une proclamation portant que tout individu qui sera pris construisant ou défendant une barricade, ou les armes à la main, sera fusillé sur-le-champ. Je vous recommande de prendre la même mesure dans votre département.

Les dépêches du 5 :

Faites arrêter les porteurs de fausses nouvelles. Rassurez l'opinion et ne tenez pour exactes que mes communications. On ment à Paris sur l'état de la province et à la province sur l'état de Paris. Le gouvernement est complètement maître de la situation. — Surveillez rigoureusement les Montagnards, n'hésitez pas à faire arrêter tous ceux dont vous avez à redouter l'action factieuse.

Dépêche du 7 :

Agissez avec une prompte et inflexible rigueur contre les factieux. Surveillez les campagnes et prévenez les actes odieux qui se sont commis sur quelques points.

Le 14, Morny insiste :

Prenez les mesures les plus énergiques contre les anarchistes; poursuivez les chefs socialistes avec la dernière rigueur. Votre but constant doit être de désorganiser l'anarchie. Mettez à remplir cette tâche tout votre zèle et toute votre activité.

En vue du plébiscite, Morny exige la destitution des maires et des fonctionnaires hostiles ou suspects, notamment des juges de paix, la fermeture des cafés rouges, la suppression de tout journal d'opposition. Une circulaire confidentielle du 2 enjoignait aux préfets de « remplacer immédiatement les juges de paix, les maires et les fonctionnaires dont le concours ne serait pas assuré. Une dépêche télégraphique du 4 aux préfets visait la presse :

Supprimez immédiatement tout journal qui discuterait la légalité des actes du gouvernement ou publierait des documents tendant à affaiblir son autorité. Exigez que les épreuves vous soient préalablement soumises.

Les 10 et 11 décembre :

Envoyez-moi le plus de détails possibles sur les faits se rapportant à l'insurrection dans votre département. Tenez-moi exactement, promptement et constamment informé. — Envoyez-moi chaque jour un rapport circonstancié sur tous les faits qui intéressent votre département, tant qu'il ne sera pas rentré dans un état de tranquillité normale.

En décembre, préfet, sous-préfets, juges de paix et procureurs rédigeront des rapports quotidiens sur la situation politique. Enfin, le 18 décembre, Morny écrivait :

Ne mettez en liberté aucun des inculpés dans les derniers événements avant que la justice ait statué sur eux.

Les commandants militaires reçoivent d'impitoyables consignes du ministre de la guerre Saint-Arnaud, qui télégraphie le 7 :

Le calme est complet à Paris. La ville a repris son aspect accoutumé. Vous pouvez faire afficher et exécuter au besoin contre les révoltes à main armée ma proclamation du 4 décembre : *Tout individu pris les armes à la main, construisant ou défendant une barricade sera fusillé.*

Dépêche du 9 décembre :

Toute insurrection armée a cessé dans l'aris par une répression vigoureuse; la même énergie aura partout les mêmes effets. Des bandes qui apportent le pillage, le viol et l'incendie se trouvent hors des lois. Avec elles, on ne parle pas, on ne fait pas de sommations, on les attaque, on les disperse. Tout ce qui résiste doit être fusillé au nom de la société en légitime défense (1).

Tandis que le coup d'État souffle à ses agents l'audace et la violence, il s'efforce de leur inspirer confiance par un bruyant étalage d'optimisme et d'enthousiasme, répétant avec insistance : le gouvernement triomphe, toute résistance est brisée, l'adhésion est éclatante et universelle, l'armée est enthousiaste, le président est acclamé, etc. Le 6, Morny télégraphie :

(1) Arch. du Gers. *C. moral et polit.*, 1851. — Copie des circulaires ministérielles.

« Je vous confirme mes excellentes nouvelles d'hier soir. Les troupes sont rentrées dans leurs quartiers. La circulation est rétablie dans toutes les rues. Paris a repris sa physionomie habituelle ». « La hausse de 4 francs sur les fonds publics à la bourse d'aujourd'hui indique l'état de calme dont jouit Paris et avec quelle promptitude s'est rétablie la confiance. Les nouvelles des départements continuent à être bonnes. De toutes parts, les adhésions arrivent au Gouvernement. Ne soyez donc plus inquiet si vous ne recevez plus des dépêches télégraphiques aussi fréquentes. »

Le 7 décembre :

Paris continue à être extrêmement calme. N'accueillez aucun bruit contraire et soyez certain que s'il survenait quelque événement vous seriez informé avant qu'il en soit.

Ainsi rassurée, soutenue, excitée, l'administration entre en bataille, entame et poursuit vigoureusement sa besogne de dure et violente répression que facilite l'état de siège, établi dans le Gers par le décret du 8 décembre.

*
**

L'insurrection écrasée, le nouveau gouvernement procéda à une épuration immédiate du personnel de la répression. Le 2 décembre, Morny demandait la destitution de tous les juges de paix dont le dévouement paraissait douteux : en vue du plébiscite, le coup d'Etat exigea un concours actif et sûr de ces fonctionnaires à la fois magistrats, informateurs politiques et agents électoraux. Ils étaient encore visés par une circulaire du Garde des Sceaux, et le procureur général d'Agen demandait à ses substituts leur opinion sur ces magistrats. Dans le Gers, il n'y eut pas de révocation. Après avoir proclamé honorables et dévoués tous les juges de paix de l'arrondissement, le procureur de Lectoure se borna à présenter celui de Saint-Clar, grand propriétaire et conseiller général, comme un fonctionnaire faible et timoré; toutefois, conclut-il, sa révocation « détruirait une influence utile ». C'était aussi l'avis du sous-préfet. — Chevert, procureur à Mirande, signala B... juge de paix à M... comme ivrogne et demanda son

déplacement (1). — Enfin Chevert et Daste, procureur et juge d'instruction à Mirande, furent dénoncés comme peu zélés. Aucun de ces fonctionnaires ne fut inquiété.

Le général Dupleix, jugé mou et tiède, en raison de son indécision, de ses récriminations et perpétuelles alarmes, de son attitude passive et résignée au 4 décembre, fut mis en disponibilité par décision du 9 (2). Annonçant au procureur général la mesure qui frappait Dupleix, le procureur Saint-Luc écrivait le 8 décembre :

Nous ne devons pas nous exposer misérablement pour ménager un général qui a de bonnes intentions... mais qui perd la tête et bat la campagne.

Le même jour, l'état de siège était proclamé dans le département. Le général de Géraudon, ex-colonel du 63^e de ligne caserné à Paris, remplaça Dupleix.

Le nouveau général, écrivait Saint-Luc, paraît très énergique et très résolu. C'est ce qu'il nous fallait. Ce pays a besoin d'être dompté par la force brutale (3).

Le nouveau commandant de l'état de siège arriva à Auch le 11 décembre.

**

L'insuffisance manifeste de troupes contre une insurrection avait frappé et effrayé l'autorité militaire et l'administration. Avant le 2 décembre, le général Dupleix l'avait plusieurs fois signalée (4). Des renforts étaient nécessaires, urgents pour l'arrestation et la surveillance des insur-

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Chevert à proc. gén., 14 déc. 51

(2) Son rapport du 5 avait déplu, ainsi qu'en témoigne une sévère glose marginale : « Trop d'hésitation et de parlementaires. Le 6^e s'est bien conduit. Il faut redoubler d'énergie. On ne parle-
mente pas avec les insurgés. On les attaque et on les met en fuite. Quand cela est fait sur un point, on le fait sur un autre ». (Arch. de la Guerre. Corresp. gén., déc. 51).

(3) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à proc. gén., 8 déc. 51

(4) Arch. de la Guerre. Corresp. gén. — Rapport de Géraudon, 12 janvier 1852.

gés, le désarmement de la population et l'exécution des diverses mesures de l'état de siège.

Dès le 5 décembre, à la demande du général Dupleix, le général Reveu avait envoyé de Toulouse à Auch 3 compagnies du 66^e de ligne, 1 compagnie de chasseurs à pied et 2 pièces d'artillerie. Le 12, les fantassins du 66^e regagnèrent Toulouse, et furent remplacés par 6 compagnies du 16^e de ligne : parties de Pau le 9, elles arrivèrent à Auch le 12 et le 16. Une compagnie fut envoyée à Mirande le 12, après le départ des 150 cavaliers du 6^e hussards. Bref, pour les diverses opérations de l'état de siège — tournées dans le département, colonnes mobiles, arrestations, désarmement — le général de Géraudon disposa des 4 escadrons du 6^e Hussards, de 4 compagnies du 16^e de ligne et d'une section d'artillerie, concentrés à Auch, de deux compagnies du 16^e de ligne, casernées à Mirande (1).

Dès son arrivée à Auch, le 11 décembre, Géraudon avait organisé ses colonnes mobiles, et s'appropriait à parcourir le département avec le préfet pour désarmer les populations, « ramasser les mauvais sujets », prévenir toute nouvelle tentative insurrectionnelle et répandre « un effroi salutaire » (2). D'autre part, pour se précautionner contre un retour offensif des républicains, le ministre Saint-Arnaud, par une circulaire du 17 décembre, mobilisait « en cas d'insurrection... tous les agents de la force publique de l'Etat ou des communes », et les plaçait sous la direction et le commandement de la gendarmerie.

A cet effet et sur ma demande, écrivait le ministre aux commandants de l'état de siège, MM. les ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux publics ont prescrit aux gardes-champêtres, gardes-chasse, gardes-pêche, gardes-forestiers, cantonniers et généralement aux agents et employés salariés par l'Etat ou par les communes, de se grouper en cas de troubles autour de la gendarmerie, à l'appel qui leur en sera fait par le préfet, et même, en cas d'urgence ou de flagrant délit, sur la réquisition des offi-

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Commandant de la 11^e division milit. à ministre, 12 déc. 51; — Général Dupleix à ministre, 5 et 11 déc. 51. — *Opinion*, 13 déc. 51.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* — Rapport de Géraudon, 12 janvier 1852.

ciers ou des commandants de brigade ou de gendarmerie. Ces forces qui, isolées, ne feraient en s'attaquant à l'insurrection que s'exposer sans espoir de succès, formeront, sous la courageuse et intelligente direction de la gendarmerie, un centre de combat et de résistance. Les hommes d'ordre si nombreux... et dont le zèle patriotique se trouve parfois paralysé par l'absence de direction, pourront, en se joignant à ces groupes, en augmenter la force et la puissance morale.

Une nouvelle circulaire de Saint-Arnaud règle l'emploi de l'armée dans la répression : il prescrit la formation de colonnes mobiles, commandées par des officiers énergiques et intelligents; l'itinéraire, les séjours, le départ et la rentrée seront fixées d'accord avec les autorités civiles, « suivant l'état des esprits dans les localités parcourues »; le ministre préconise aussi des prises d'armes, des exercices publics et répétés, des promenades militaires fréquentes et dans tous les quartiers de la ville, des manœuvres sur « les places et lieux de promenade bien apparents »; les généraux devront se montrer souvent à la tête des troupes; en public, ils auront toujours le costume militaire et devront exiger la même tenue de leurs officiers. Tout cet appareil guerrier, cet étalage de force vise à contenir et intimider les populations (1).

*
* *

Après la défaite des insurgés, le premier soin des autorités avait été de se débarrasser des chefs, meneurs ou recruteurs de l'insurrection, et les arrestations avaient commencé. — A Auch, dans la nuit du 4 au 5, après la dispersion des insurgés au faubourg de l'Oratoire, le procureur Saint-Luc avait ordonné l'arrestation immédiate des meneurs et militants montagnards. Le lieutenant de gendarmerie et le commissaire de police s'acquittèrent « avec habileté et succès » de cette mission : ils appréhendèrent pendant la nuit et le jour suivant une cinquantaine d'insurgés.

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* — Circulaire de Saint-Arnaud, 17 déc. 51 et 6 janvier 52.

Les commissaires de Paris, écrivait le procureur, ne montrèrent ni plus d'activité, ni plus de résolution.

Au 10 décembre, 68 insurgés emplissaient la prison d'Auch (1). — A Lectoure, 5 insurgés avaient été écroués le 4 décembre, à la suite des troubles de Fleurance. Mais la concentration des brigades de l'arrondissement à Lectoure, où aucun mouvement ne s'était produit, entravait l'enquête judiciaire et les poursuites dans les endroits agités par l'insurrection, comme Fleurance et Mauvezin (2). — A Mirande, où le préfet s'était rendu le 8 décembre à la tête d'une colonne mobile, une centaine de mandats avaient été lancés et une quarantaine d'arrestations opérées (3). — A Condom, les magistrats, ne disposant que d'une brigade, d'un commissaire et de 4 agents, avaient ajourné l'exécution des mandats. Ils voulaient opérer avec des forces suffisantes. D'ailleurs, la plupart des meneurs montagnards avaient déjà disparu (4).

Au lendemain de l'insurrection, les insurgés les plus compromis ont fui pour échapper à une arrestation, à la prison préventive, au conseil de guerre. Les uns ont franchi ou s'approprient à franchir la frontière espagnole; d'autres restent cachés dans le pays, attendant une amnistie ou un changement politique qu'ils espèrent prochains. Ils se sont réfugiés dans les bois, cherchent un asile dans des maisons isolées à la campagne, chez des coreligionnaires politiques. Ils mènent une vie d'errants et de proscrits, rôdant autour de leurs bourgs ou villages, à proximité de leur famille, de leur métier ou de leur commerce. Des habitants, pitoyables à ces vaincus du combat politique, leur offrent, avec la nourriture, des abris secrets et sûrs. Certains couchent dans des granges et des hangars,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 2. — Saint-Luc à préfet, 4 mars 52. Voir plus haut, p. 57.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Izoard à P. g. 18, 28 déc. 51.

(3) *Ibid* — Régnier à P. g., 10 déc. 1851.

(4) *Ibid*. — Romand à p. g., 8 déc. 51.

blottis dans la paille et le foin pour se protéger contre les rigueurs de la saison, et prêts à déguerpir à la première alerte. Ils partent à l'aube, emportant quelques provisions, et retournent aux bois, aux lieux déserts et retirés. Par surcroît de précautions, certains changent de gîte. D'autres, au contraire, s'installent tranquillement dans des maisons amies; quelques-uns se confinent prudemment dans des galetas ou des greniers pour se dérober aux regards des policiers ou d'adversaires politiques aisément mués en délateurs. Certains s'enhardissent vite jusqu'à rentrer chez eux et reprendre leur métier. Mais bientôt des colonnes mobiles sillonneront le département pour traquer ces « émeutiers », les débusquer, fouilleront les bois et les maisons suspectes, feront des battues de jour et de nuit (1).

Durant la semaine qui a suivi l'insurrection, l'absence de colonnes mobiles, l'insuffisance de forces policières ou de gendarmerie à Condom, la concentration des brigades au chef-lieu, comme à Lectoure, l'inaction du juge d'instruction de Mirande, l'impossibilité de loger de nouveaux détenus dans les prisons déjà pleines de Mirande et d'Auch, ont retardé les arrestations. Mais l'envoi de renforts militaires, l'activité et l'énergie du général de Géraudon, le nouveau commandant de l'état de siège, l'arrivée à Auch des deux magistrats délégués par la cour d'Agen et à Condom d'un nouveau sous-préfet donnèrent vite une impulsion vigoureuse à la répression.

II

Le 5 décembre, la cour d'appel d'Agen, réunie en assemblée extraordinaire sur réquisition du procureur général

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 15*. — Dossiers de Cassagne, Cortade, Cator, Chabrière, Duluc, Dugoujon. — *M 16*. Notes sur Sarniguet, Laffargue, Barris, Delom. — *U. Annexe des greffes. Valence. Dossier C.* Maire de Saint-Orens à j. de paix, déc. 51. Arch. de la Guerre. *Corresp. gén. 52*. Rapport de Géraudon, 12 janvier 52.

Sorbier, entendit un véhément réquisitoire contre les insurgés des 3 départements du ressort : Gers, Lot-et-Garonne, Lot. Elle évoqua la connaissance des faits énumérés dans le réquisitoire, délégua aux fonctions de juge instructeur pour le Gers Bouet, président de Chambre, et désigna l'avocat-général Régnier pour l'assister. Par des commissions rogatoires, Bouet confia aux juges d'instruction du Gers l'information sur les mouvements insurrectionnels de leurs arrondissements, et Régnier délégua les procureurs à l'effet de les assister. Ces deux magistrats arrivèrent à Auch le 8 décembre (1).

Ce même jour, l'état de siège décrété dans le Gers déférait les insurgés aux conseils de guerre. Le 9 décembre, un décret instituait des commissions militaires chargées d'informer sur tous les faits se rattachant à l'insurrection. Toutefois, dans le Gers, l'instruction ne fut pas retirée aux magistrats; le préfet et le général les jugèrent seuls capables de la bien mener. En conséquence, Géraudon demanda au commandant de la 11^e Division militaire de réserver expressément, dans son arrêté d'institution du conseil de guerre, l'instruction aux magistrats, en leur adjoignant l'officier rapporteur. Les magistrats devront mettre les procédures en état, c'est-à-dire, entendront les témoins, décerneront les mandats d'arrêt, interrogeront les détenus. Toutefois, il ne sera pas rédigé de réquisitoire définitif, ni rendu d'ordonnance par la Chambre du conseil; les dossiers — pièces de procédure, interrogatoires, dépositions, rapports, — seront remis au conseil de guerre ou à la commission militaire (2). Les magistrats délégués envoyèrent leurs instructions aux procureurs et aux juges d'instruction. Ils les invitèrent à ouvrir une information pour crime d'excita-

(1) Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Proc. gén. à G. des Sc., 23 nov. 1870. — Arch. du Gers. U. *Annexe des greffes. Insurr. de 1851. Instr. judiciaire. Condom. Dossier D.* — Ampliation des com. rogat. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1851. — Géraudon à min., 11 déc. 51

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.* 1851. — Commandant de la 11^e D. M. à min., 12 déc. 51 — Proc. gén. de Royer aux procureurs, 11 déc. 51.

tion à la guerre civile, prévu par les art. 91, 96, 97, 98 et 99 du code pénal, à établir d'abord les faits au chef-lieu ou au centre du mouvement, à étendre ensuite leurs investigations à chaque localité qui avait envoyé des recrues à l'insurrection. Des commissions rogatoires furent expédiées aux juges de paix pour découvrir dans les localités insurgées les sociétés secrètes, les chefs du mouvement, les émissaires chargés de recruter les insurgés et de porter le mot d'ordre du chef-lieu. Les juges d'instruction devaient procéder secrètement et vite aux principaux actes d'information et adresser d'urgence au président Bouet les renseignements obtenus (1).

Dès leur arrivée, le 8 décembre, Bouet et Régnier s'occupèrent de l'instruction dans l'arrondissement d'Auch centre présumé du « complot ». Elle était à peine entamée : sur 58 détenus, 8 ou 9 seulement avaient été interrogés, aucun témoin n'avait encore été entendu. Tenu en perpétuelle alerte par l'appréhension ou la menace de tentatives nouvelles sur le chef-lieu, le procureur s'était absorbé dans l'organisation de la défense. Dans sa hâte à arrêter les principaux fauteurs du mouvement pour prévenir leur fuite ou une agression, il avait omis les perquisitions. D'ailleurs, le juge d'instruction les présumait infructueuses, persuadé que les « conspirateurs » avaient pris soin de détruire ou de cacher tous les papiers compromettants. Toutefois, dès son arrivée, Bouet prescrivit des visites domiciliaires chez Arexy et Gastineau, ex-gérants et rédacteurs de l'*Ami du Peuple*. Le butin fut maigre : on ne trouva que l'original d'une protestation contre le coup d'Etat (2).

Au 10 décembre, 68 insurgés avaient été écroués à Auch ; la prison regorgeait et force était de surseoir aux arrestations. Le 12, à son retour de Mirande, le préfet mit à la

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5 C. d'Etat, 1851. — Régnier à Proc. gén., 9 déc. 51.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Régnier et Saint-Luc à proc. gén., 9 déc. — Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851. M 4. — Liste des interrogatoires.

disposition des magistrats des locaux pour les détenus. Régnier et Bouet préparèrent aussitôt 91 mandats d'amener contre les insurgés des cantons de Vic et de Jegun. Le préfet se disposait à visiter de nouvelles communes à la tête d'une colonne mobile. Mais il différa sa nouvelle tournée, sur cette observation des magistrats que de telles promenades militaires en plein jour donnaient l'éveil aux populations, provoquaient la fuite des insurgés et empêchaient les arrestations; seules, les expéditions soudaines, secrètes et nocturnes de gendarmes et de cavaliers amenaient par surprise la capture des insurgés. Une battue dans les cantons de Vic et de Jegun fut organisée par le général, le capitaine de gendarmerie et les magistrats instructeurs. Plusieurs brigades de gendarmerie, commandées par le capitaine Bernardy et appuyées de 150 hussards, partirent d'Auch le soir du 12. A la même heure, un détachement de 30 hussards se dirigeait sur Barran. Pour opérer fructueusement, gendarmes et hussards formèrent deux colonnes qui devaient envahir simultanément et sur deux points opposés les cantons de Vic et de Jegun, cerner les villages et couper toute retraite aux fuyards. Le procureur Saint-Luc et son substitut Solon s'étaient offerts à accompagner les deux colonnes pour les guider dans un pays bien connu d'eux et ordonner, au besoin, de nouvelles arrestations motivées par les renseignements recueillis sur les lieux; ces deux magistrats séjournèrent à Vic les 12, 13 et 14 décembre. Dans la nuit du 13 au 14, les villages furent cernés et fouillés, et 39 insurgés furent arrêtés. Gendarmes et hussards ramenèrent des prisonniers de toutes les communes qui avaient participé au soulèvement. Mais partout les principaux meneurs avaient fui. Le 13 décembre, 15 hussards, commandés par un maréchal-des-logis, coopérèrent avec les gendarmes à l'arrestation de quelques insurgés. Le 25, une colonne d'un demi-escadron de hussards et d'une compagnie de voltigeurs explora vers minuit les bois de Barran, où la gendarmerie avait signalé des feux et des rassemblements. Fin décembre,

le total des arrestations dans l'arrondissement d'Auch était de 186; 118 détenus avaient subi un interrogatoire. Les détenus les plus compromis étaient Violet, Arexy, Gastineau, Breuils, Zeppenfeld, Pujos, Cassaët, Prieur, Bourdil, Duville, Campardon, Mougès, Bartharès, Saint-Martin, Gardère, Pugens, Labat et Daure (1).

Bouet et Régnier mènent l'instruction avec ardeur : ils travaillent sans relâche, de 6 heures du matin à 8 heures du soir, interrogeant les détenus, écoutant les témoins, établissant les faits et la liste des insurgés, décernant des mandats d'arrêt. Le 11 décembre, ils tiennent déjà « tous les fils du complot ». Les principaux chefs sont emprisonnés; tous les jours, de nouveaux mandats d'arrêt et de nouvelles arrestations. Alem-Rousseau et ses six cosignataires de la protestation publiée par le *Démocrate*, l'avocat Sancet, neveu du maire Soullier, sont encore en liberté provisoire, en vertu d'une transaction consentie par les autorités l'après-midi du 4, pour prix du concours de la municipalité et en vue d'éviter « le pillage et l'incendie »; mais Bouet et Régnier ne s'estiment pas liés par cette transaction et préparent des mandats contre Alem-Rousseau et ses amis. — Le 16 décembre, ils ont dégagé les lignes générales de l'insurrection, « résultat d'un complot dont le centre était à Auch et avait pour chefs Arexy, Gastineau, Dansos, Lacaze, Canteloup... et autres »; la propagande « socialiste » était faite par les sociétés secrètes « correspondant entre elles par des émissaires qui pouvaient en quelques heures porter les instructions du comité central à toutes les communes du département »; réunis au café Lacaze, dans la nuit du 3 au 4, les chefs « socialistes » auscitains ont donné aux émissaires des divers cantons l'ordre d'insurrection. — Le 20, l'information se poursuit dans les cantons pour établir la liste des fau-

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, janvier 1852. — Rapport de Géraudon, 8 janvier 52. — Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 4. — Liste des interrogatoires. Cf. *Annexe au chap. V*. Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Régnier et Saint-Luc à proc. gén., 12, 16 déc. 51.

teurs du mouvement; presque tous ont été arrêtés, et ceux qui se cachent n'échapperont pas longtemps à « l'infatigable » gendarmerie. Au 2 décembre, les sociétés secrètes couvraient le département. La formule du serment était de se lever en armes au premier signal pour combattre « toutes les tyrannies politiques, religieuses et sociales ». Tous les inculpés prétendent s'être sauvés dès que les hussards ont chargé à l'Oratoire. Des mandats sont décernés contre Alem-Rousseau et les signataires de la protestation du *Démocrate*, en fuite ou cachés. D'après un renseignement venu de Mirande, les troubles de cet arrondissement ont été l'exécution d'un mot d'ordre donné à Auch par « les chefs du complot », dans les bureaux de l'*Ami du Peuple*. — Le 22 décembre, deux jeunes détenus ont fait à Bouet d'importantes révélations sur les sociétés secrètes, sur l'affiliation et le serment, sur Violet le principal initiateur et le chef des sociétés de l'arrondissement. Ce même jour, Régnier écrit au procureur général :

Le complot est parfaitement établi avec toutes ses ramifications; il ne s'agit plus que de constater les faits particuliers de son exécution dans les localités insurgées. Déjà beaucoup ont été établis, soit par les aveux des prévenus, soit par l'information. Nous avons demandé qu'on nous adjoigne l'officier rapporteur du conseil de guerre pour suivre au moins officieusement l'instruction... Nous recevons tous les jours des révélations importantes sur les sociétés secrètes.

Après avoir « délégué la suite de la procédure » aux magistrats du tribunal d'Auch, Bouet et Régnier se rendent le 25 décembre à Mirande « où leur présence est bien plus nécessaire » (1).

A Mirande, le sous-préfet, le juge d'instruction, le procureur incarcérés par les insurgés avaient été relâchés avec les autres fonctionnaires et gendarmes, le dimanche matin, 7 décembre. Avant d'entamer des poursuites et d'opérer des arrestations, magistrats et sous-préfet attendirent l'ar-

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Régnier à p. g., 9, 10, 11, 12, 14, 16, 22 déc.; Saint-Luc à p. g., 9 déc. 51. — Arch. du Gers. C. d'Etat 1851. M 8 bis. — Contre Violet, Dossier. Dépos. de Saubon et de Bienmouret.

rivée des troupes chargées de la répression. Le procureur demanda aussitôt aux juges de paix des rapports sur les troubles de leurs cantons avec la liste des fauteurs de désordre et des témoins. Lors de son séjour à Mirande, du 8 au 11 décembre, le préfet invita le procureur Chevert à se rendre à Auch pour prendre les instructions des magistrats délégués par la cour (1). Entre temps, sur réquisition du préfet, la colonne du lieutenant-colonel de Ginisty opérait une cinquantaine d'arrestations, les 8, 9 et 10 décembre. Une centaine de mandats d'arrestation avaient été lancés, mais beaucoup d'insurgés avaient fui et se cachaient. Du 11 au 13, des coups de feu furent tirés dans la nuit sur les deux sentinelles placées aux abords du quartier de cavalerie. 60 insurgés furent arrêtés du 12 au 15; 36 du 15 au 22. Le procureur envoyait au procureur général le chiffre des détenus : 55 le 14, 64 le 15, 77 le 16, 113 le 17. Le 13 décembre, dans le canton de Montesquiou, 26 hussards et 1 officier arrêtaient 14 insurgés; un autre détachement en arrêta 7. Le 14, à l'Isle-de-Noé, le préfet, accompagné d'un détachement, désarma la population. Le 15, 20 hussards et 1 officier opéraient sur Marciac, 30 hussards et 1 officier sur Masseube : 120 individus auraient été arrêtés. Le 26, 20 hussards fouillèrent 3 maisons de Bassoues; 21 hussards et 1 officier capturèrent dans une nuit 22 prisonniers dans le canton de Montesquiou. Le 28, 30 hussards escortèrent le préfet qui désarma Bassoues et Montesquiou. Au 31 décembre, le chiffre des arrestations était monté à 208 (2). Parmi les détenus figuraient Bous-sès, Passama, Paris, Lasserre, Cassaignard, Deffès, Lavedan, Fouraignan, Soumabielle, Fitte, Dours, Cabos, Lagrave. Canteloup avait fui.

En dépit des nombreuses arrestations, la répression, selon le mot de Géraudon, « languissait » à Mirande, par

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Chevert à p. g., 7, 8 et 11 déc. 51.

(2) Arch. de la Guerre. Corr. gén., 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. Chevert à p. g., 14, 15, 16, 17, 18 déc. — Cf. Annexe au chap. V.

l'inaction du juge d'instruction. Le 12 décembre, Daste refusait d'interroger les détenus, d'entendre les témoins, de prescrire des visites domiciliaires, de décerner des mandats, « à cause de sa situation très fausse » : il craignait que son impartialité ne fut suspectée en raison des menaces de mort et d'incendie proférées par les insurgés, durant sa détention dans la maison d'arrêt de Mirande. Toutefois, pour régler leur situation, il consentit à interroger les détenus et à les placer sous mandat de dépôt; il se disait découragé par l'apathie et la défection des hommes d'ordre. Indigné de cette attitude, Régnier déclare net que le juge d'instruction a peur. C'est aussi le sentiment de Géraudon : Daste a été effrayé par des lettres anonymes. Régnier ne propose pas son remplacement immédiat, parce qu'il n'a pas trouvé à Mirande un juge pour l'instruction. Forcé de patienter, Bouet écrit à Daste pour vaincre ses scrupules et ses hésitations. Retourné, Daste répond qu'il « accomplira résolument sa tâche ». Mais 8 jours plus tard, le sous-préfet a retenu des prisonniers dont le juge d'instruction avait ordonné l'élargissement. Daste voit dans ce « mauvais procédé » une intrusion de l'administration dans la procédure, une atteinte à sa dignité et à son indépendance de magistrat. Vainement le procureur Chevert intervient auprès du sous-préfet qui persiste à maintenir en prison les inculpés que Daste veut mettre en liberté. Le 20 décembre, Daste renvoie au procureur le dossier de l'insurrection et abandonne l'instruction. Chevert ne peut obtenir de lui des mandats d'arrêt contre les inculpés en fuite. En raison de ces difficultés, il adjure Bouet et Régnier de venir au plus tôt à Mirande, pour accélérer l'instruction, qui a été reprise par Daste le 21 décembre (1).

Bouet et Régnier arrivent à Mirande le 25 décembre. Ils y trouvent 140 détenus dont la plupart ont déjà été interrogés par le juge d'instruction. Ce même jour, le procureur décerne 60 mandats contre les prévenus en fuite et

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Régnier, Daste, Chevert à p. g., 12, 20, 21 déc. 51.

Bouet reçoit un témoignage important sur les sociétés secrètes. Il informe sur les faits de Mirande et des communes voisines, tandis que les juges de paix, en exécution de commissions rogatoires, informent dans les autres cantons. Fin décembre, les deux magistrats délégués « ont mis au jour le complot de Mirande comme celui d'Auch ». Vers le 12 janvier, 185 insurgés sont détenus et 110 en fuite (1).

A Condom, le 5 vers midi, à la suite d'une intervention du juge d'instruction Bonie et à la nouvelle de l'échec des insurgés à Auch, la commission révolutionnaire démissionne et quitte la mairie, après avoir rédigé et signé le procès-verbal de sa démission. Le sous-préfet intérimaire de Campaigno et le procureur Romand, qui s'étaient éloignés et cachés durant quelques heures, reparaissent, tandis que les auteurs de l'insurrection s'éclipsent. Le 6, Romand requiert le juge d'instruction d'ouvrir une information,

« attendu que dans la soirée du 4, à Condom, une bande armée s'est emparée des pouvoirs des autorités administratives et municipales et les a exercées pendant une partie de la journée du 5 ; — attendu que des faits de même nature se sont accomplis à Eauze, Gondrin, et ont été tentés dans d'autres parties de l'arrondissement ; — attendu que ces faits constituent le crime prévu et puni par les articles 91, 96, 97, 98, 99 et ss. du code pénal... »

Ce même jour, Romand écrit au procureur général qu'il serait utile de faire arrêter à Paris ou à son passage à Agen « représentant Duputz, l'inspirateur du mouvement de Condom. Procureur et juge d'instruction envisagent de nombreuses arrestations et rédigent des mandats. Mais réduits à la seule brigade de Condom, au commissaire et à ses 4 agents, ils sursoient aux arrestations pour opérer avec des forces suffisantes. Campaigno refuse de réunir à Condom quelques brigades de gendarmerie, estimant la mesure inutile ou dangereuse. Le procureur se plaint « d'avoir les mains liées ». Il demande le remplacement

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Régnier à p. g., 25 déc. 51, 3 janvier 52. — Arch. de la Guerre. Corr. gén. 52. — Rapport de Géraudon, 12 janvier 52.

du maire intérimaire Laroche, qui ne le seconde pas. Pour prévenir toute nouvelle tentative armée, pour empêcher « les socialistes de renouer les tronçons de leur parti », il recherche des dépôts d'armes signalés chez les républicains Dupuy, Duluc et Dugarçon. Il attend impatiemment le nouveau sous-préfet pour exécuter simultanément et vite un certain nombre de mandats.

Dès le 9, Bonie et Romand ont lancé des mandats d'arrêt pour *excitation à la guerre civile, usurpation de titres et de fonctions* (art. 91 et ss., art. 258 du C. p.), contre 16 membres de l'ex-commission révolutionnaire : Lamarque, Daulhième, Lassale, Dugarçon, Noguès, Deler, Ferret, Bourret, Lestrade, Duluc, Boué, Labadie, Créach, Lary, Buzon, Debens. Mais tous se cachent ou ont quitté Condom. — Le 10, « vu les renseignements et rapports fournis au Parquet », le procureur requiert l'arrestation de Cérès, Forgues, Baylet, Cournet, Courties Ducousso, Arnoult *l'homme rouge*, Dupuy, Malliac, Delage, pour excitation à la guerre civile. — Du 12 au 20, Bonie a reçu les dépositions du sacristain et du sonneur de Saint-Pierre, du directeur des postes Gouin, de l'employé de préfecture Abadie, des aubergistes Rabit et Boué, de l'arquebusier Raynaud, de l'ancien boulanger Garros, du meunier Lacroix, du domestique du juge Laterrade, de la servante du procureur, des propriétaires Descugnoux, de Cugnac et de Cadignan, de l'employé à la recette particulière. Commis rogatoirement le 13 décembre à l'audition des témoins susceptibles de faire connaître le rôle exact de Berès et de Thieux dans l'affaire des fusils de Castelnau, le juge de paix de Montréal communique à Bonie la déposition de Soucaret, qui attribue à Berès le propos suivant : *C'est très bien ! Bravo ! Il méritait d'être pendu, et, si j'avais été là, j'aurais tiré la corde !* Ainsi se serait exclamé Berès, le 5 au matin, dans l'épicerie de Saint-Mezard, devant quelques républicains, en apprenant que Campaigno avait été destitué par les insurgés condomois. Pour ce propos, nié par les autres témoins, le docteur Berès, maire et conseiller

général, fut arrêté le 14 à Condom, à l'hôtel Peyrecave; il fut écroué aussitôt. Indigné, ulcéré, il refusa toute explication au juge d'instruction. Cette arrestation d'un homme considérable et estimé impressionna vivement. Le même jour, Thieux était arrêté chez lui à Montréal. — Des mandats avaient été lancés contre les principaux agitateurs des cantons : Ripoteau, Lassoujade, Dupouy, Dom (Eauze), Libespère, Macary et ses deux fils (Castéra-Verduzan), etc.

Les rapports des maires, des juges de paix, des brigadiers de gendarmerie sur les troubles des 4 et 5 décembre provoquèrent de nouvelles arrestations. Le 14 décembre, « vu le procès-verbal dressé par le maire de Laroque-sur-Losse », le procureur requiert l'arrestation de Fausseries, Gardères, Dugoujon. Le 15, « vu les renseignements fournis par les gendarmes et le maire de Gondrin, ainsi que les procès-verbaux de la commission révolutionnaire de Gondrin », des mandats d'arrêt furent décernés contre Mondin fils, Saux, Minville, Durand, Gary, Daste, Laroche Raynaud, membres de l'ex-commission révolutionnaire. Ce même jour, « vu la déposition de Rabit et les renseignements fournis par le juge de paix de Montréal », un mandat fut lancé contre Durrey, le maire de Lagraulet.

Comme le souhaitaient les magistrats, le sous-préfet Souquières concentra à Condom, dans la nuit du 16 au 17, toutes les brigades de l'arrondissement pour exécuter par surprise et simultanément les mandats d'arrêt. Une dizaine d'insurgés furent capturés. Ces arrestations coïncidèrent avec le passage d'une colonne mobile, conduite par le préfet et le général et venant de Vic-Fezensac. Elle traversa Eauze et Gondrin. Avertis de son approche, les insurgés avaient fui; elle ne put faire aucune arrestation. Le 18 décembre, elle était à Condom, d'où elle repartit le lendemain.

A la veille du plébiscite, Romand a demandé aux juges de paix des rapports détaillés sur les mouvements insurrectionnels de leurs cantons. Les juges de paix se renseignent auprès des maires, et toutes ces enquêtes locales

étendent l'instruction. Le 20 décembre, Bonic adresse des commissions rogatoires aux juges de paix d'Eauze et de Montréal, qui entendent de nombreux témoins. Au 31 décembre, une centaine de mandats ont été lancés, 29 insurgés sont détenus, parmi lesquels Berès, Thieux, Fausseriey, Durand, Malliac, Billères Dupuy, Ripoteau. Mais la plupart des meneurs montagnards ont fui ou se cachent (1).

Le procureur Izoard se plaint de la concentration des brigades à Lectoure : elle empêche l'arrestation des insurgés de Mauvezin et de Fleurance et toute enquête sur les mouvements insurrectionnels. En effet, les gendarmes retenus à Lectoure ne peuvent enquêter sur place, dans leurs cantons; ils sont obligés de traverser presque tout l'arrondissement pour appréhender les insurgés qui, avertis de leur approche, ont tout loisir pour se cacher ou fuir. Et puis, la gendarmerie a besoin d'être appuyée par la troupe pour débusquer des bois où ils se sont réfugiés les principaux auteurs de l'insurrection. Vainement le sous-préfet Lacoste a demandé le renvoi des brigades dans leur résidence cantonale. Izoard a adressé des commissions rogatoires aux juges de paix de Fleurance et de Mauvezin pour qu'ils informent dans leurs cantons. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, après avoir reçu le rapport du juge de paix, Izoard s'est rendu à Mauvezin avec le sous-préfet et 3 brigades de gendarmerie; 7 insurgés ont été arrêtés. Le lendemain, il va à Monfort qui a fourni à Mauvezin un contingent d'insurgés. Il se renseigne sur le mouvement du 4; mais les républicains compromis, avisés des arrestations de la veille, ont pris peur et se sont enfuis. — A Fleurance, le 14, le lieutenant de gendarmerie de Lectoure, opérant avec deux brigades, arrête une dizaine d'insurgés. Mais beaucoup se cachent dans les bois entre Fleurance et Lectoure. Au 31 décembre, le total des arrestations sera de 38. Parmi les détenus figurent Castarède, Pepet, Cap-

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insurr. de 1851.* Inst. jud. Condom Dossier C — Corresp. des magistrats; pièces de procédure. — Cf. *Annexe au chap. V.*

martin, Troyes Pierre, Ladoues, Cadours Jean et Louis (1).

A mesure que dans les 4 arrondissements les magistrats multiplient les mandats d'arrêt, la chasse aux insurgés devient plus active. Des colonnes mobiles traquent les « émeutiers » fugitifs : pour les débusquer, elles fouillent les bois et les maisons suspectes, patrouillent de jour et de nuit. Mais les fugitifs, en rapport avec des habitants, parents ou amis, reçoivent fréquemment avis de l'approche des gendarmes et des soldats qui, de cette chasse à l'homme, reviennent souvent bredouille. La complicité et parfois l'attitude narquoise des habitants, l'insuccès répété des recherches exaspèrent les agents du coup d'Etat. Par un arrêté du 28 décembre, le général de Géraudon « considérant que tous les émeutiers et anarchistes que la justice poursuit, ne sont pas encore tombés en ses mains, que plusieurs d'entre eux se cachent dans les forêts pendant le jour, et, aux approches de la nuit, se présentent dans les maisons environnantes pour s'y faire donner asile », assimile les propriétaires, locataires et domestiques qui cachent des insurgés à des « fauteurs d'insurrection », passibles d'emprisonnement et de poursuites. Selon le général, « cet arrêté, en fermant les habitations, a rendu plus faciles et plus productives les fouilles dans les bois ».

Les punitions sévères infligées pour les refuges donnés à ceux que la commission poursuivait, ont forcé les habitants, plus ou moins affiliés à l'émeute, à rompre ouvertement avec leurs anciens frères (2).

A la veille du plébiscite, pour composer leur rapport au procureur général sur les troubles de leur ressort, pour éclairer et débrouiller l'instruction judiciaire, les procureurs demandent aux juges de paix des rapports précis et détaillés sur les mouvement insurrectionnels de leurs cantons. Les juges de paix se renseignent à leur tour

(1) Arch. du L.-et-G. *C. d'Etat*, 1851. U 1-5. — Izoard à proc. gén., 12, 18, 23, 27 déc. 51. — Sur les noms et le nombre des détenus cf. *Annexe au chap. V*.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* — Rapport de Géraudon, 12 janvier 1852.

auprès des maires pour connaître l'attitude, les menées, les propos des « démagogues », les réunions ou sociétés secrètes, la liste des habitants qui ont quitté la commune depuis le 2 décembre. Tous ces rapports et enquêtes étendent et orientent les investigations judiciaires, allongent la liste des détenus et des témoins. L'instruction se poursuivra jusqu'au début de février.

Nous pouvons établir le bilan de la répression judiciaire et l'état de l'instruction au 31 décembre. 462 arrestations ont été opérées dans le département : 187 à Auch; 29 à Condom; 38 à Lectoure; 208 à Mirande. Du 5 au 31 décembre, 81 détenus ont été mis en liberté : 49 à Auch; 3 à Lectoure; 29 à Mirande. Fin décembre, 381 détenus politiques sont entassés dans les prisons du Gers : 138 à Auch, 29 à Condom, 35 à Lectoure, 179 à Mirande. Sur 802 individus arrêtés durant l'état de siège, plus de la moitié — 467 — ont été écroués en décembre : à Auch, 187 sur 304; à Condom, 29 seulement sur 185; à Lectoure, 38 sur 81; à Mirande 208 sur 345 (1).

L'instruction est fort avancée à Auch et à Mirande, grâce à l'activité des deux magistrats de la Cour. La plupart des détenus ont été interrogés, de nombreux témoins entendus; les juges de paix informent dans les cantons. Bouet et Régnier vont se transporter à Condom et à Lectoure pour hâter l'instruction et la constitution des dossiers.

*
**

Le commandant de l'état de siège s'est donné mission, « d'agir énergiquement sur le moral du département ». Il écrira au ministre :

Je comprenais ainsi ma mission : poursuivre et atteindre les coupables; réduire à néant cet esprit de dénigrement, de licence, base de toute doctrine socialiste, et, changeant radicalement le

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Géraudon à commandant les 13^e, 14^e et 15^e D. M., 20 février 52. — Cf. *Annexe au chap. V*, Liste des détenus.

cours des idées, rendre au département cet amour de l'ordre et ce respect de l'autorité, qui seuls devaient présider au vote du 20 décembre... Le moyen que je jugeais le plus efficace fut d'arriver à l'improviste sur les points où l'organisation socialiste avait été la plus dangereuse, d'y paraître accompagné de forces imposantes et de prendre sur les lieux-mêmes des mesures inergiques (1).

A cet effet, il organise des colonnes mobiles qu'il lance contre les insurgés en fuite; il désarme les gardes nationales et les hommes « dangereux », réglemente sévèrement la fermeture des débits de boisson, interdit les cafés et auberges « centres de mauvaises réunions ».

Des 467 communes du Gers, 130 avaient des gardes nationales armées en 1848; 54 avaient été désarmées et dissoutes durant les 3 années de réaction conservatrice qui précédèrent le coup d'Etat. Dans bien des villages ou bourgs, les insurgés s'étaient armés ou avaient tenté de s'emparer des fusils des gardes nationaux déposés dans les mairies. Morny ordonna le désarmement immédiat et la dissolution de toutes les gardes nationales. Par un arrêté du 16 décembre, Géraudon prescrivit le dépôt dans les mairies de toutes les armes blanches et à feu, fusils de la garde nationale et fusils de chasse des particuliers. C'était le désarmement total. En exécution de cet arrêté, les colonnes mobiles, dans leurs expéditions, enlevèrent à leurs propriétaires toutes les armes de chasse et autres.

Quatre jours après son arrivée, du 16 au 20 décembre, à la tête d'une colonne mobile formée d'une compagnie de grenadiers, d'un escadron de hussards et de deux pièces d'artillerie, Géraudon visita avec le préfet les communes les plus agitées par l'insurrection et passa à Vic-Fezensac, Eauze, Gondrin, Condom, Lectoure, Fleurance. Préfet et général se proposaient de désarmer une douzaine de communes. Ils exigèrent partout la remise et le dépôt à la mairie de toutes les armes de la garde nationale et des particuliers. Ils rentrèrent à Auch, suivis d'un fourgon conte-

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier.

nant les armes enlevées aux communes : 234 fusils, 132 sabres et les armes des particuliers (1).

Des maires, des conseils municipaux, des particuliers protestèrent contre le désarmement total ordonné par l'arrêté du 16 décembre. Ils alléguaient l'insécurité des campagnes, la nécessité de se protéger contre les vagabonds, contre les insurgés errants et les malfaiteurs enhardis par la confiscation des armes, contre les animaux nuisibles, les chiens hydrophobes. Presques toujours cette faveur était demandée comme une récompense du vote des communes au 20 décembre. Pérès, maire de Barcugnan (Mirande), écrivait au préfet le 22 décembre pour que les fusils de chasse ne fussent pas ôtés à ses administrés :

... Ma commune s'est admirablement conduite pendant les troubles... Pour preuve du bon esprit qui les (les habitants) anime, vous pouvez en juger par le vote unanime qu'ils ont déposé...

Même demande du maire de Massas-Bastons :

Cette commune s'est bien comportée... Ce qui le prouve, c'est l'unanimité des suffrages déposés dans l'urne.

Le maire d'Aux (Mirande) écrivait à son tour :

Toutes les sympathies ont été unanimes pour l'élection du sauveur de la société. Pas de billet blanc, pas de vote négatif... La commune a été un modèle d'ordre, de tranquillité; elle a résisté à toutes les manifestations politiques insurrectionnelles, prête, au contraire, à voler au premier appel au secours de la société en péril.

Cénac-Moncaut, conseiller général, après avoir réclamé pour les paysans « les armes indispensables pour défendre leurs troupeaux, leurs récoltes et souvent leurs foyers », appelait l'attention du préfet sur les communes de Saint-Elix-Thieux, Saint-Ost, Viozan, Lagarde-Hachan, « qui ont résisté à toutes les provocations des anarchistes » (2).

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier; commandant de la 11^e D. M. à Guerre, 17 déc. 51. — Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 2. — Dépêche du préfet au min. — *Opinion*, 23 déc. 51.

(2) Arch. du Gers. M. *Conseils municipaux 1838-52. Arr. de Mirande*. — Lettres de maires au préfet.

Les réclamations se multiplièrent. Un arrêté du 31 décembre accorda quelques satisfactions aux doléances des « hommes d'ordre » ralliés au gouvernement. Par cet arrêté, pour faire rentrer dans l'arsenal de Toulouse toutes les armes distribuées par l'Etat aux communes et tombées aux mains des insurgés dans de nombreuses localités, Géraudon ordonna 1° le transport au chef-lieu de l'arrondissement de toutes les armes déposées dans les mairies; 2° le dépôt à la mairie, dans les 48 heures, de toutes les armes de munition des communes encore armées et l'envoi de ces armes au chef-lieu; tout détenteur d'armes d'Etat était passible d'emprisonnement et de poursuites; par contre, les communes dont « tous les habitants s'étaient réunis pour repousser l'émeute » gardaient leurs armes; cette faveur était accordée par le commandant de l'état de siège, sur une demande motivée du sous-préfet; enfin, l'arrêté ne visait pas les armes des particuliers, fusils de chasse, pistolets : Géraudon se proposait de statuer à cet égard par un prochain arrêté.

Des 76 communes encore armées au coup d'Etat, Géraudon en désarma 69 ainsi réparties par arrondissements : 4 à Auch; 3 à Lectoure; 32 à Condom; 17 à Mirande; 13 à Lombez. Il ne laissa leurs armes qu'à sept communes pour les récompenser de leur belle conduite et servir d'exemple » : Pavie, Mérens (Auch), Marsolan, Saint-Clar (Lectoure), Plaisance, Lupiac (Mirande), Montpezat (Lombez). Au total, 4.180 fusils et 1.083 sabres furent retirés aux communes; il ne resta dans les 7 communes précitées que 282 fusils et 38 sabres (1).

*
**

Le 4 décembre, Morny réclame aux préfets « la liste de tous les aubergistes cabaretiérs et cafetiers... pour servir très prochainement ». Les autorités savent que l'insurrec-

(1) Guerre. *Corresp. gén.* 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier 1852.

tion a été organisée principalement dans les cafés. Par une série d'arrêtés, le général de Géraudon ferme 53 auberges, du 4 décembre au 6 janvier : à Auch, les cabarets Géze, Ducuing (4 déc.) dont « les propriétaires ont pris part aux désordres du 4 décembre »; — les cafés Lacaze, Lannes, Denjoy, Dubouché, Dupont, Lavergne, Ransan, les auberges Capmartin et Barriac (6 déc.), « lieux de rendez vous d'hommes exaltés qui s'y réunissaient pour discuter et blâmer les actes du gouvernement »; la brasserie Bourdil, les auberges Sant et Dufréchou, les cafés Bourrec, Remeignon (11 déc.), Discors (19 déc.), « points de réunion dangereux pour la tranquillité publique »; — l'auberge Pellefigue (30 déc.), « rendez-vous des individus exaltés les plus dangereux »; — à Vic-Fezensac, le café Massignac, à Condom, les cafés Lestrade, Ligarde, Dèche, Lajous, Moulié (4 déc.); « des réunions nocturnes avaient lieu dans ces établissements; le parti démagogique cherchait à s'y reconstituer; du reste Lestrade et Ligarde étaient des chefs du mouvement; tous ces individus avaient demandé avec insistance le pillage et leurs maisons servaient de rendez-vous aux agitateurs »; — à Mirande, les cafés Lafont, Pech, Delom (9 déc.); « l'insurrection mirandaise s'était organisée dans ces établissements et c'est de là qu'elle s'est répandue au dehors »; — à Jegun, *la Société industrielle*; à Fleurance, l'auberge Laclavère; à l'Isle-Jourdain, les cafés Pic et Dubarry; à Mauvezin, l'auberge Duffau et le café Barbe (19 et 26 déc.); à Jegun, l'auberge et café Malhomme, le cabaret Delas (2 janvier); à Ségoufielle, le café Baresté (26 déc.); à Caussens, l'auberge Boué; à Castéra-Verduzan, le café Bargelet; à Manciet, l'auberge Lacaze et le café Peyrecave (6 janvier); à Lectoure, le café Français et l'auberge Cadours (19 déc.); à Lassauvétat, l'auberge Freislink (6 janvier); à Eauze, les cafés de Paris, du Commerce, Laparra, Loze; à Gondrin, le café Duran et l'auberge Boyer; à Montréal, l'auberge Pourqué, à Saint-Clar, le café Duffaut (13 déc.), « rendez-vous des individus exaltés les plus dangereux ».

Dans leurs tournées, le général et le préfet avaient fixé, dans toutes les villes ou villages visités, la fermeture des cafés à 9 heures du soir. Les commandants des colonnes mobiles avaient réglementé de leur côté l'ouverture et la fermeture des débits de boissons. Par un arrêté du 28 décembre, le général unifia toutes ces mesures, en vue de faciliter la surveillance. La fermeture des « cafés, cabarets, estaminets et autres lieux où pourraient se réunir les désœuvrés et les gens de désordre », était fixée à 8 heures du soir dans toutes les communes rurales, à 9 heures dans les chefs-lieux d'arrondissement, à 10 heures à Auch, « en raison de l'importance des transactions ». Par faveur, la fermeture des cercles des chefs-lieux, « où se réunissent les hommes d'ordre de la localité », était réglée par l'autorité locale (1).

*
**

L'administration se donna pour tâche immédiate d'épurer les mairies par la révocation des maires et adjoints douteux ou hostiles, afin d'étendre l'influence et l'action gouvernementales jusque dans les moindres communes rurales en vue du plébiscite et des élections.

Le 2 décembre, une circulaire du Garde des Sceaux invitait les juges de paix à provoquer d'urgence dans chaque commune du canton l'établissement immédiat d'un double registre public d'acceptation ou de rejet du plébiscite. Ils devaient visiter en deux ou trois jours 15 à 20 communes éloignées, reliées souvent par de mauvais chemins que la saison rendait encore plus difficiles. Il fallait se rendre auprès des maires pour tâter leur dévouement, rallier ou écarter les hésitants et les opposants. De plus, tous les jours, les juges de paix étaient tenus d'adresser aux procureurs un rapport sur leur mission et la situation politique des cantons. Pour expédier plus promptement leur besogne, quelques-uns s'adjoignirent leurs deux suppléants. Le 4 décembre, le gouvernement substitua au vote sur registre public le vote secret par bulletin portant *oui* ou *non*, fixé

(1) Guerre. *Corr. gén.* 52. — Rapport de Géraudon, 12 janvier 52.

aux 20 et 21 décembre. Cette mesure n'allégea pas la tâche des juges de paix. Le 10 décembre, Morny télégraphiait aux préfets :

Pour les votes à la commune, la présidence est confiée aux maires. C'est une mission importante. Ne conservez en fonctions que ceux qui méritent votre confiance.

Conformément à ces instructions, le préfet, par deux lettres confidentielles des 9 et 11 décembre, demandait aux juges de paix, pour le 14 au plus tard, la liste des maires et adjoints à maintenir et à révoquer, et les noms des remplaçants éventuels, la désignation des trois assesseurs du bureau de vote dans chaque commune, ces assesseurs pouvant être pris en dehors du conseil municipal; enfin, après les mutations opérées par le préfet, les juges de paix avaient mission d'avertir les membres des bureaux de vote, de notifier leur nomination aux nouveaux maires et adjoints. Ces circulaires parvinrent aux juges de paix les 12 et 13 décembre; les renseignements étaient demandés pour le 14 : un aussi court délai excluait toute enquête sérieuse impliquant des déplacements, des visites, des entretiens dans diverses communes; il entraînait une information hâtive, hasardeuse ou erronée. Talonné lui-même par l'approche du plébiscite, le préfet comptait sur le zèle et le savoir-faire des juges de paix, déjà renseignés par l'enquête relative à l'établissement des deux registres « d'acceptation ou de non-acceptation », sur leur connaissance politique des cantons où ils avaient longtemps séjourné, sur les informations des sous-préfets. Toutefois, quelques juges de paix se plaignirent d'une pareille hâte qui les acculait à des erreurs ou des maladresses, et n'envoyèrent leur liste que le 15 ou le 16. En général, les juges de paix visitèrent un grand nombre de communes, interrogèrent les maires et s'entretinrent avec les notables du parti de l'ordre (1).

(1) Arch. du Gers. U. *Annexe des greffes. Instruction jud. de l'insurr. Cazaubon. Dossier C.* — Rapport du j. de paix de Cazaubon, 12 déc. — *M. Cons. municipaux, 1838-52.* — J. de p. de Masseube à préfet, 14, 15 déc. 51.

Dans l'arrondissement de Lombez, ils proposèrent des changements dans 7 communes. Mais, pour des raisons diverses, le sous-préfet déconseilla toute mutation :

Bezombes l'adjoint de Monbrun est un ancien militaire de l'Empire qui demande une gratification et se ralliera; — la révocation de Samazan l'adjoint de Touget, indisposera le maire et son remplaçant éventuel Delboy refusera toute fonction; — Cestaré et Dosmé, maires d'Auradé et d'Endoufielle, « ont des opinions avancées, mais il est impossible qu'ils n'aient pas réfléchi aux actes de vandalisme qui se sont commis sur divers points du territoire; hommes riches, ils ont beaucoup à perdre et ne feront pas cause commune avec les anarchistes, ou du moins s'abstiendront »; — le remplacement de Marcet, l'adjoint de Castillon, déplaira au maire; — Daupez, l'adjoint de Razenques, est « inoffensif »; — D... le maire de G....., signalé comme concussionnaire par le juge de paix, « est sans doute un caractère misérable; « mais il a les meilleures dispositions pour concourir au maintien « de l'ordre et au salut de la société : il est deux fois millionnaire ».

Docile à l'avis du sous-préfet, le préfet ne révoque ni maire ni adjoint dans l'arrondissement de Lombez. Il apprend les deux démissions de Bezombes, adjoint à Monbrun, et du maire de Sirac, de Puymirol, un des chefs du parti légitimiste, président du conseil général. Le sous-préfet a été surpris et inquiété par cette dernière démission, capable d'entraîner une fraction du parti légitimiste à voter *non* ou à s'abstenir; il veut qu'on la tienne cachée.

Dans l'arrondissement de Mirande, les juges de paix sont d'avis de remplacer dans 32 communes 45 maires et adjoints « douteux » ou hostiles. — Le juge de paix de Marciac propose la révocation du maire et de l'adjoint de Marciac et la dissolution du conseil municipal formé « d'enragés démagogues » et d'incapables; à Monpardiac, le maire et l'adjoint sont *douteux*, mais il n'y a pas deux électeurs capables de les remplacer. — De son côté, le juge de paix de Miélan déclare qu'à Montaut, on ne saurait trouver « un homme assez intelligent pour remplacer le maire et l'adjoint. — Le juge de paix de Masseube estime qu'il serait imprudent d'humilier par une révocation de Castelpers, Salles, de Molleville, maires légitimistes de Monbardon, Saint-Blancard, Ponsan-Soubiran : hors du

bureau, ils garderont leur influence et deviendront des opposants acharnés; d'ailleurs l'insurrection a dû les rallier au coup d'Etat (1).

Par arrêtés préfectoraux des 15 et 16 décembre, 29 maires et adjoints furent révoqués dans l'arrondissement de Mirande : Dumeste, Soumabielle (Marciac); Castéra (Lauragès); Sembrès (Pallane); Lascombes (Scieurac et Flourès); Villas, Cayret (Tourdu); Dargaignon (Miélan); Fauqué (Ste-Aurence); Mailhos (Castex); Estevenet (Sainte-Dode); Burgan (Massas-Bastanous); Duffard (Montégut); Despaux (Sadeillan); Tenet, Lacoste, (Montesquiou); Seguinville (Armous et Caux); Laffargue, Laporte (Castelnau d'Anglès); Mothe, Laffargue (Saint-Christaud); Laffargue (Peyrusse-Vieille); Lussan (Pouylebon); Gouzène (Bazugues); Duclos (Labéjan); Debats (Saint-Martin); Fabaran, Saint-Arroman (Bezues-Bajon); Sainte-Colombe (Mont-d'Astarac).

Dans l'arrondissement de Lectoure, 8 maires et adjoints furent révoqués le 15 décembre : Gauran Lucien (Lectoure); Sentis, Sygobère (Solomiac); Dastros, Cadeillan (Lagarde); Palazo (Castéra-Lectourois); Daguzan, Grimaut (Saint-Brès). Cousse, Monbrun et Pujos, maire et adjoints de Mauvezin, démissionnèrent.

Dans l'arrondissement d'Auch, 22 maires et adjoints furent révoqués le 16 décembre : Gardère (Lavardens); Bazax, Desca, Capmartin (Vic-Fezensac); Bessaïnet, Saint-Pau (Castillon-Massas); Mesplès (Antras); Bedout (Le Brouilh); Lasserre, Sainte-Livrade (Estramiac); Lamarque (Mauroux); Mességué, Peyrecave (Bivès); Vivès (Bazian); Justrabo (Tudelle); Toulouse (Cazaux-d'Anglès); Betesta (Roquelaure); Carrère, Bacqué (Caillavet).

(1) Arch. du Gers. *Conseils municipaux 1838-52*. — Sous-préfet à préfet, 15 déc.; 4 listes des maires et adjoints à révoquer et à maintenir, dressées par les juges de paix; lettre de démission de Puymirol, 12 déc. 51. — Arr. de Mirande. — Listes et rapports des j. de paix de Marciac (13 déc.), de Plaisance (14 déc.), de Riscle (13, 14, 15 déc.) de Masseube (14, 15 déc.), de Miélan (13 déc.).

Dans l'arrondissement de Condom, 10 maires et adjoints furent révoqués les 14, 16 et 17 décembre : N... (Nogaro); N... (Caupene); Moussot (Traversères); N... (Saint-Griède); Sabathié, Dubroca (Manciet); Capdepont (Toujouse); Aurensan (Belmont); Rignac (Lamothe-Goas); Moulié (Saint-Jean-Poutge).

Au total, 69 maires et adjoints ont été révoqués par le préfet à la veille du plébiscite.

III

Dans cette crise de représailles et de terreur consécutive à l'insurrection, tout contribuait à faire du plébiscite une approbation éclatante du coup d'Etat. L'insurrection vaincue, écrasée, l'état de siège et l'occupation militaire, la chasse aux insurgés, les arrestations quotidiennes, les colonnes mobiles sillonnant le département, les cafés fermés, la population désarmée, les feuilles d'opposition supprimées, un journal officieux prêchant le ralliement au nouveau gouvernement et mêlant aux exhortations l'invective et la menace, tout fonctionnaire, tout citoyen à la merci d'un soupçon ou d'une délation, le parti républicain terrorisé et amputé de son élite agissante et dirigeante, toutes les forces policières et militaires au service d'une répression âprement combinée et poursuivie, — toutes ces circonstances conjurées permettaient à l'administration de ne rien craindre et de tout oser. Dans de telles conditions, aucun parti ne pouvait songer à infliger au nouveau pouvoir une avanie au prochain scrutin. Mais le gouvernement et l'administration redoutaient par dessus tout une abstention capable d'amoindrir leur victoire. *L'Opinion* — l'ex-journal orléaniste passé au coup d'Etat depuis qu'une réunion d'actionnaires, le 18 décembre, avait remplacé le rédacteur en chef, l'avocat orléaniste Disaut, par l'ancien rédacteur, l'impérialiste Bories — ne cessait pas de dénoncer aux électeurs le péril de l'abstention : *S'abstenir c'était*

faire cause commune avec les socialistes (1). Cette déclaration visait surtout les légitimistes et le clergé.

Les légitimistes étaient incertains et divisés. Ils formaient la majorité du parti de l'ordre dans l'arrondissement de Lombez. Presque tous étaient fort réservés à l'endroit du coup d'Etat; ils évitaient de se prononcer publiquement. En général, les chefs blâmaient silencieusement Louis-Napoléon et inclinaient à l'abstention ou à voter *non*. De Puymirol avait résigné ses fonctions de maire de Sirac; prudemment, l'administration avait fait le silence sur cette démission. Beaucoup de légitimistes, secrètement reconnaissants au Président d'avoir, selon la formule, « sauvé la société », éprouvaient quelque scrupule à renier ouvertement leur foi politique et absoudre une aventure où sombrait leur espoir d'une restauration prochaine; indécis, ils attendaient un mot d'ordre de Paris. Enfin certains, plus pieux que politiques, seront entraînés par quelques chefs, par le clergé rallié, par l'exemple de Montalembert. — L'administration s'efforçait d'apaiser les légitimistes, de les gagner au Président en criant au péril social et en détournant sur les *rouges* leur mécontentement. Dans les communes rurales, les juges de paix agissaient auprès des maires légitimistes dont ils déconseillaient presque toujours la révocation, jugée par eux inutile ou maladroite : l'insurrection, « les excès et les menaces du socialisme » avaient dû leur ouvrir les yeux et les incliner vers le Président, affirmaient-ils; révoqués, ces maires gardaient leur influence en dehors du bureau de vote, et leur opposition s'avivait d'un dépit ou d'une humiliation; on ne devait remplacer que les légitimistes intransigeants et agressifs, comme de Lustrac, le maire de Lias (Cazaubon) (2).

(1) *Opinion*, 19 déc. 51.

(2) Arch. du Gers. U. *Année des greffes. Instr. jud. de l'insurr. Arr. de Cond. Cazaubon. Dossier C.* — J. de p. à proc., 6 janvier 52. *M. Cons. munic.*, 1838-52. *Arr. de Mirande.* — J. de p. de Masseube à préfet, 14 et 15 déc. 51. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Proc. de Lombez à p. g., 12, 22 déc. 51.

Dans les divers arrondissements, l'attitude des légitimistes variait ou était appréciée différemment : tantôt ils étaient soupçonnés de combattre le plébiscite et de pousser à l'abstention, tantôt ils étaient présumés favorables au Président.

Le parti légitimiste a été patriote, écrivait le procureur d'Auch ; il a voté et fait voter *oui*... — Les vieux partis commencent à désarmer sous l'influence de nécessités inexorables. Ce sera un grand bonheur...

Dans l'arrondissement de Condom, les juges de paix affirmaient que « seuls les socialistes et les légitimistes voteront contre Louis-Napoléon ». L'un d'eux écrivait :

En présence des atrocités qui se commettent, le nom de Louis-Napoléon Bonaparte réunit toutes les sympathies. Les légitimistes seuls veulent le repousser.

Le 12 décembre, le procureur de Lombez dénonçait « l'attitude équivoque » du parti légitimiste. Le 25, il déclarait :

Le vote aurait été meilleur si la plupart des chefs légitimistes ne s'étaient point abstenus et n'avaient, par cette conduite, déterminé l'abstention d'un grand nombre d'électeurs.

Cette diversité d'opinions sur les sentiments et l'attitude des légitimistes rend douteuse ou arbitraire, en bien des endroits, la répartition des *non* et des abstentions entre républicains et légitimistes.

Pour vaincre l'indécision ou les répugnances du clergé et des catholiques, l'*Opinion*, la veille du plébiscite, publiait la lettre de Montalembert à l'*Univers* : c'était une adhésion véhémement au coup d'État, comme à une grande mesure de salut public.

Il y a trois partis à prendre, écrivait le grand orateur catholique... Voter contre Louis-Napoléon, c'est donner raison à la révolution sociale, seule héritière possible du gouvernement actuel.. S'abstenir, c'est abdiquer la mission des honnêtes gens au moment où cette mission est le plus impérieuse et le plus féconde... Voter pour Louis-Napoléon, ce n'est pas approuver tout ce qu'il a fait, c'est choisir entre lui et la ruine de la France... Je cherche en vain hors de lui un système, une force. Je ne vois que le gouffre béant du socialisme vainqueur. Mon choix est fait. Je suis pour la société contre le socialisme, pour l'autorité contre

la révolte, pour la liberté possible du bien contre la liberté certaine du mal, et, dans la grande lutte entre les forces qui se partagent le monde, je crois, en agissant ainsi, être encore aujourd'hui comme toujours pour le Catholicisme contre la Révolution.

Le coup d'Etat s'efforçait d'amadouer le clergé, de tendance légitimiste. Dans les campagnes, les curés pouvaient devenir d'excellents agents électoraux, capables de rallier une fraction des légitimistes, gros propriétaires et les plus pieux de leurs paroissiens. Pour entraîner les curés à voter et à faire voter *oui*, *l'Opinion* et *l'Echo de la Baise*, petite feuille hebdomadaire paraissant à Condom, publièrent une lettre de l'évêque de Chartres exhortant son clergé à voter pour Louis-Napoléon.

Le 20 ou le 21 de ce mois, écrivait-il à ses curés, le peuple français décidera si Louis Bonaparte doit être pendant 10 ans président de notre patrie. Le *Oui* et le *Non*, écrit sur des bulletins par tous les citoyens, décidera cette question dont les conséquences sont infinies.

Entraîné par vos propres vues et plus encore par l'amour de la patrie dont Jésus-Christ nous a donné l'exemple, vous signerez *oui*, je n'en doute pas. La Providence ne nous donne en ce moment que ce moyen de salut... Si Bonaparte était rejeté, la France ne trouverait plus qui lui substituer. Le peuple, trompé par des intrigues et des fausses suggestions, pourrait faire un choix détestable qui plongerait notre pays dans de nouveaux et incomparables malheurs.

Nous avons évité le 2 mai 1852 qui ouvrait à la France un abîme effroyable. Il serait insensé de ramener cette chance de ruine et de mort.

Tout ce que nous apprenons ces jours-ci des abominations, des horreurs, des excès les plus sauvages qui viennent d'avoir lieu sont en petit un échantillon et un crayon anticipé des monstruosités qui auraient été commises en grand et dans toute la France, si Dieu avait permis le triomphe du socialisme.

Les Archives n'ont pas gardé trace d'adhésions publiques au coup d'Etat, collectives ou individuelles, du clergé gersois, et antérieures au plébiscite du 20 décembre.

Les républicains ne parurent guère au scrutin. Décimés, désorganisés par l'arrestation ou la fuite des chefs, terrorisés par les arrestations quotidiennes qui maintenaient contre eux une menace permanente, ils ne bougèrent pas. « La répression les a refoulés dans un silence absolu », écrivait le maire d'une commune rurale. « Les bouches sont

entièrement fermées », affirmait un autre maire (1). Morny avait prescrit de ne point élargir de détenus politiques avant le plébiscite. D'ailleurs, toute opposition publique, toute manifestation hostile étaient pratiquement impossibles. Le coup d'Etat avait supprimé les journaux indépendants et, par là même, toute polémique ou controverse. L'affichage était interdit. Une propagande orale eût inévitablement provoqué l'arrestation immédiate de son auteur.

*
**

Engagé dans une répression violente, le coup d'Etat exigea de tous les fonctionnaires un concours actif et énergique. Le 2 décembre, Morny avait enjoint aux préfets de « remplacer immédiatement tous les fonctionnaires dont le concours ne serait pas assuré ». Il songea un moment à exiger d'eux une adhésion écrite. Si, par crainte de scandales, il recula devant ce moyen de contrainte, il était néanmoins bien décidé à se débarrasser de tous les fonctionnaires non seulement hostiles, mais tièdes ou indifférents. Le 16 décembre, Morny écrivait aux préfets :

« Les fonctionnaires sont libres comme les autres citoyens de se prononcer selon leur conscience sur la résolution qui va être soumise au jugement du Pays, et le Gouvernement n'a pas à les interroger sur l'usage qu'ils pourront faire de leur droit. Mais, dépositaires d'une partie de l'autorité publique, ils lui doivent compte des moyens d'action et d'influence qu'ils tiennent de leur situation officielle, et il a besoin de savoir si tous ses agents sont bien résolus à lui prêter sans hésitation le concours énergique et absolu que les circonstances réclament... (2)

Morny exprimait là le sentiment de tous les gouvernements autoritaires, de toutes les dictatures à l'endroit des fonctionnaires. En vue du plébiscite, leur zèle fut fortement stimulé.

(1) Arch. du Gers. *U. Annexes des greffes. Insurr. de 1851. Instr. jud. Cazaubon et Valence. Dossier C* — Maires de Saint-Orens et de Campagne, déc. 51.

(2) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit., 1851. Circulaire minis. du 16 déc. 51.*

Pour voter et faire voter *oui*, procureurs, sous-préfets et préfet escomptaient, éperonnaient sans cesse le dévouement et l'activité des juges de paix, agents de répression et de propagande. Le procureur Saint-Luc leur écrivait :

Vous devez profiter des relations faciles que vous avez avec MM. les Maires et les autres personnes influentes de chaque contrée pour faire comprendre la nécessité d'appuyer énergiquement la cause du Président, qui est celle du pays et de la civilisation (1).

En décembre, les juges de paix furent surmenés, débordés. Par leur double rôle de magistrats instructeurs et d'informateurs politiques, ils étaient tenus d'adresser des rapports quotidiens aux procureurs sur la situation politique du canton et des communes, d'entendre les témoins et de rédiger les procès-verbaux d'information, d'adresser de fréquentes communications aux sous-préfets et au préfet. Pour cette correspondance, il leur fallait consulter les maires, interroger les notables, les fonctionnaires, c'est-à-dire se transporter dans des communes parfois éloignées, par des chemins difficiles et une saison inclemente. A cette besogne harassante s'ajouta la préparation matérielle et morale du plébiscite, qui obligea les juges de paix à visiter en quelques jours toutes les communes de leurs cantons. 1° pour surveiller les listes électorales, l'installation de la salle du vote, l'envoi des cartes d'électeur et surtout la distribution à profusion et à domicile de bulletins *oui*; 2° pour tâter et catéchiser les maires, dresser la liste des maires et adjoints à remplacer, secouer l'apathie des populations et les pousser au scrutin, endoctriner les électeurs influents, intimider les opposants, prêcher partout le ralliement à Louis-Napoléon (2).

Comme les juges de paix, les instituteurs mêlés familièrement aux populations rurales, pouvaient, par leur

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 51. — Saint-Luc à p. g., 16 déc. 51.

(2) Arch. du Gers. *Conseils municipaux*, 1834-52. — J. de p. de Masseube à préfet, 14, 15 déc. 51. — *Compte moral et polit.* 1851. Circulaire de Morny et de Rouher, 2 déc. 51.

influence et leur attitude, peser sur le vote du 20 décembre. L'administration se méfiait d'eux. Sous la Législative, le préfet s'était débarrassé des instituteurs républicains, mais cette épuration ne rassurait pas entièrement les agents du coup d'Etat. Le recteur Peyrot essaya de les intimider. Le 17 décembre, il révoquait l'instituteur de Bezolles (Valence). Il convoqua les délégués cantonaux à une réunion fixée au 18 décembre, au chef-lieu de leur canton.

Chacun, écrivait-il, y rendra compte de la conduite tenue, dans les jours pénibles que nous venons de traverser, par les instituteurs publics ou libres placés sous sa surveillance particulière... Ce que je désire, c'est la vérité tout entière, sans déguisement ni atténuation, la vérité avec toutes les circonstances propres à l'éclairer, et qui peuvent, par conséquent, provoquer un juste châtement ou appeler le pardon (1).

L'avertissement est clair : au scrutin du 20 décembre, par une attitude dévouée, les instituteurs pourront racheter une conduite « douteuse » ou « coupable » pendant l'insurrection.

L'Opinion s'enforça de les gagner par l'espoir d'une augmentation de traitement. A cet effet, elle publiait une circulaire du recteur de l'Académie des Basses-Pyrénées.

Je suis informé, écrit le recteur, que plusieurs de vos collègues cherchent à exercer sur le vote solennel une influence contraire aux intérêts du pays... La guerre civile vient d'ensanganter l'aris; elle promène ses horreurs dans les départements : êtes-vous intéressés à son triomphe ? L'avenir de vos enfants, l'honneur de vos familles, le salaire que vous recevez, seraient-ils plus assurés, sous la loi des multitudes égarées, quand des mains inexpérimentées auraient dilapidé le trésor et tari les sources de la fortune publique ? La première de nos révolutions promit aux instituteurs un traitement double de celui qui vous est aujourd'hui donné; non seulement ils ne le reçurent pas, mais les écoles même disparurent et 40 années s'écoulèrent avant que l'Etat put de nouveau s'occuper de votre sort. Vos intérêts personnels veulent l'ordre et la paix. C'est aussi le vœu général. Vous le voyez de vos yeux : l'agriculture ne vend qu'à vil prix; ainsi vont le commerce, les arts et l'industrie, parce qu'ils ne sauraient vivre sans sécurité, au milieu de discussions toujours renaissantes. L'autorité publique s'est affaiblie par la jalousie des partis rivaux : c'est l'affermissement de cette autorité qui vous est proposée dans un moment d'alarme pour le salut commun; le vote qui vous est

(1) *Opinion*, 13 décembre 51.

demandé n'a point d'autre objet. Une autorité forte et protectrice fait la prospérité du pays et des familles en assurant au travail son salaire, à la propriété sa conservation, aux fonctions publiques la rémunération qui leur est due... En vous parlant ainsi, je ne vous demande point de propagande dans le sens de ces idées; la vérité saura marcher d'elle-même, mais ne travaillons point à l'obscurcir en nous mettant au service du sophisme et de l'erreur : voilà ce que je désire de vous et de vos collègues.

A la veille du plébiscite, après les battues organisées dans les cantons de Vic-Fezensac et de Jegun, le préfet et le général, à la tête d'une colonne mobile, visitèrent les contrées les plus remuées par l'insurrection; ils passèrent à Vic, Eauze, Gondrin, Condom, Lectoure, Fleurance. Par une imposante escorte militaire, ils s'efforçaient d'intimider les adversaires du coup d'Etat, de rassurer et d'encourager le parti de l'ordre, en un mot, de faire pression sur l'opinion en vue du plébiscite. Ils entraient dans les villes et les bourgs à la tête des troupes, entourés du sous-préfet, du juge de paix, du maire et des adjoints. Ils s'entretenaient avec les fonctionnaires et les notables pour leur signaler la gravité du « péril démagogique » et les rallier au gouvernement nouveau. Ils félicitaient les fonctionnaires qui avaient tenu tête à l'émeute ou coopéré à la répression. Partis le 16 décembre, le préfet, le général rentrèrent à Auch le 20. Le préfet télégraphia aussitôt au ministre :

Je rentre à l'instant de la tournée que je viens de faire avec le général, à la tête d'une colonne mobile. Tout annonce que le Président aura une grande majorité dans le Gers. Le maire d'Auch estime aux 4/5 le nombre des suffrages affirmatifs exprimés aujourd'hui. Les légitimistes et le clergé paraissent franchement ralliés. Le département est tranquille (1).

La correspondance des magistrats contient les mêmes pronostics rassurants. Saint-Luc écrivait le 16 décembre :

Les votes du 20 et du 21 décembre seront très bons, même dans les cantons gangrenés. La fuite des chefs, l'arrestation des auxiliaires, une salutaire terreur, tout cela paralyse les mauvaises passions.

(1) Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier 52; lettre du général commandant la 11^e D. M. à min., 17 déc. 51. — *Opinion*, 19 et 23 décembre 51.

On lit dans un rapport de Chevert, procureur à Mirande :

La plupart des paysans voteront pour Louis-Napoléon. Ils étaient venus pour défendre le suffrage universel. Ils ont été indignés quand ils ont appris que le suffrage universel était assuré et surtout quand ils ont vu qu'on voulait les mener au pillage, à l'incendie, au meurtre !... Le nombre de *oui* sera considérable.

Dans l'arrondissement de Lombez, où les légitimistes sont nombreux, deux courants se manifestent : les uns sont favorables au Président, les autres attendent le mot d'ordre des chefs politiques de Paris.

Les campagnes, écrit le procureur, sont bien disposées pour le Président. Plusieurs légitimistes influents osent dire qu'il n'est pas permis de s'abstenir et qu'il faut voter pour le Président.

L'avocat général Régnier notait dans son rapport du 16 décembre :

Le peuple a ouvert les yeux. Une réaction s'est produite dans les campagnes. Beaucoup d'insurgés sont irrités contre les chefs qui les ont trompés. Une grande partie de ces malheureux croyait combattre pour le suffrage universel. Aujourd'hui, ils sont prêts à voter pour celui qui le leur a restitué (1).

Dans toutes ces notes optimistes entrerait-il plus de zèle que de conviction ? En tout cas, les chiffres du plébiscite ont prouvé qu'elles interprétaient assez exactement la situation.



La veille du scrutin, Bories, le nouveau rédacteur en chef de *l'Opinion*, adressait aux électeurs et notamment aux orléanistes un dernier et véhément appel :

Il s'agit de décider après-demain, demain, tout-à-l'heure, si la France aura un gouvernement, ou si, échappée miraculeusement au complot des socialistes, providentiellement déjoué par l'initiative de Louis-Napoléon, elle deviendra dans quelques jours la proie de ces forcenés qui aspirent à régner sur des ruines.

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Rapports des procureurs d'Auch, de Mirande, de Lombez, 16, 17, 12 et 15 déc. 51; rapport de Régnier, 16 déc. 51.

...Etes-vous pour le gouvernement qui, après avoir conjuré les orages amoncelés dans les hautes régions du pays, vient de livrer bataille au socialisme et de vaincre ? Dites *Oui*...

Etes-vous pour l'ordre des choses établi, avec ses imperfections, mais avec son incontestable résolution et sa vigueur héroïque contre l'insurrection, menaçante hier, terrassée aujourd'hui ? Dites *Oui*...

Que les querelles s'effacent donc ! Napoléon fut votre sauveur au 10 décembre, il le sera encore...

Mais l'Assemblée, mais M. Thiers, mais M. Baze !... Cette pente serait glissante; arrêtons-nous et permettez-moi de vous demander si c'est Louis-Napoléon Bonaparte qui, par ses discours, ses écrits, ses votes a préparé la Révolution de Février, si c'est lui qui a fait la coalition, ce premier échec de la monarchie de 1830, si c'est lui qui a organisé les banquets et qui, en criant : *Vive la Réforme !* a fait arriver la République !...

Par les extraits de la correspondance des magistrats, par les citations des journaux, on voit que « le gouffre béant du socialisme » (Montalembert) est le grand épouvantail manié par les agents du coup d'Etat. Il se profile dans tous les discours, adresses, harangues, circulaires, articles de presse. Il couvre de son ombre le plébiscite du 20 décembre.

*
**

Le scrutin des 21 et 22 décembre fut très calme. Dans les chefs-lieux, les électeurs votèrent sous la surveillance du juge de paix, de la police et des gendarmes. Dans les salles du scrutin s'entassaient des paquets de bulletins *oui*.

Faites distribuer des bulletins de vote, avait télégraphié Morny; répandez-les avec profusion. Quant à la dépense, le ministre avisera.

Fonctionnaires, gendarmes et policiers ont distribué des bulletins. Contre l'intrusion et la pression policières ou administratives, Gounon, maire d'Eauze, a protesté avec véhémence : le jour du vote, il s'est élevé contre la présence des gendarmes et du commissaire à la mairie et il a revendiqué la police du scrutin; il a réclamé contre l'absence de bulletins *non* à côté des bulletins *oui* dans la salle du vote; il a pris les paquets de bulletins *oui*, les a déchirés et jetés

dans l'escalier, il a accusé les gendarmes d'avoir distribué des bulletins (1). Les archives ne contiennent pas d'autres protestations, l'administration ayant pris soin de se débarrasser de tous les maires douteux ou hostiles.

L'état de siège, affirme l'*Opinion*, a empêché le désordre et assuré la liberté des élections. Par désordre, il faut entendre ici la liberté de toute propagande hostile, orale ou écrite. D'ailleurs, par l'appel et le contre-appel nominal, le mode de votation exerçait une contrainte sur l'électeur, en constatant publiquement, en soulignant l'abstention. L'*Opinion* et les agents du coup d'Etat ont répété qu'elle équivalait à l'hostilité déclarée. Or, dans cette crise de répression, l'hostilité, surtout républicaine, entraînait de sérieux risques. En dehors de l'ingérence administrative, l'état de siège et la répression violente ont exercé une pression morale indéniable.

Dans le Gers, les chiffres du scrutin, calculés d'après les procès-verbaux des 467 communes, conservés aux Archives nationales (2), sont les suivants : 73.739 votes; 64.470 *oui*; 8.674 *non*; 595 bulletins nuls. On peut compter 94.437 électeurs; les abstentions ont été de 20.698 (22 % des inscrits) (3). Stigmatisée et vivement combattue par le journal et les agents du coup d'Etat, l'abstention est une protestation; elle exprime généralement l'hostilité ou le mécontentement, parfois la résignation ou l'apathie. En

(1) Arch. du Gers. *M. Compte moral et politique, 1851.* — Brig. d'Eauze à lieut. Lathané, 23 déc. 51.

(2) Arch. nat. *B II 387. Plébiscite de 1851. Gers.* — Procès-verbaux des opérations de vote des 467 communes du Gers. Dans sa lettre du 31 déc. 51, le préfet donne les chiffres de la commission de dépouillement : 73.728 votants; 64.526 *oui*; 8.591 *non*; 627 bulletins nuls. Une vérification minutieuse des procès-verbaux n'a révélé que d'insignifiantes erreurs.

(3) Les procès-verbaux des communes et les recensements officiels n'indiquent pas le chiffre des inscrits : le coup d'Etat a voulu cacher à l'opinion l'importance de l'abstention, élément essentiel d'appréciation. Pour évaluer les abstentions dans le Gers, j'ai cru pouvoir adopter le chiffre des inscrits aux élections au Corps législatif du 29 février 1852, les listes électorales n'ayant subi en deux mois que d'insignifiantes modifications. — Voir *Annexe aux chapitres IV et X.*

considérant les non-votants comme des opposants et en les joignant aux électeurs qui ont voté *non*, nous obtenons un total de 29.372 opposants (31 % des inscrits) contre 64.470 partisans du coup d'Etat. Les *non* représentent 11,7 pour 100 des votants dans le Gers, 8 pour 100 seulement dans l'ensemble de la France. Le journal de l'administration — *Le Courrier du Gers* — observera que le « Gers s'est fait remarquer, malgré ses votes affirmatifs, par son opposition au plébiscite : 5 départements seuls le dépassèrent par leur hostilité ».

D'après la proportion des *oui* au chiffre des inscrits, on peut classer les arrondissements selon un pourcentage décroissant, mesurant l'adhésion et l'hostilité au coup d'Etat : Mirande, 74 *oui* pour 100 électeurs; Lectoure, 71; Lombez et Condom, 65; Auch, 64. D'après ce principe de classement la liste des cantons s'établit ainsi : Plaisance, 88 *oui* pour 100 électeurs; Miradoux, 83; Aignan, 82; Riscle, 81; Marciac et Nogaro, 78; Cologne, 77; Masseube, 75; Saint-Clar, 74; Saramon, 73; Jegun, Valence et Lombez, 70; Fleurance et Miélan, 69; Vic-Fezensac, Mauvezin et Cazaubon, 68; Montréal, 67; Lectoure et Gimont, 66; Mirande, 64; Montesquiou, 61; Auch-nord et Samatan, 60; l'Isle-Jourdain, 58; Eauze et Condom, 56; Auch-sud, 52.

L'arrondissement d'Auch a été le plus hostile : 11.849 *oui*; 2.377 *non* et 4.380 abstentions; l'opposition (*non* et abstentions) a réuni 36 pour 100 des électeurs. Parmi les 29 cantons, celui d'Auch-sud compte la plus forte proportion d'opposants, 48 pour 100 des inscrits : 693 *non* et 1.469 abstentions, 2.384 *oui* sur 4.565 inscrits. Dans le Gers, le canton de Saramon est le plus favorable au coup d'Etat : 1.606 *oui*, 179 *non* et 407 abstentions.

L'arrondissement de Condom avec ses 22.609 électeurs n'a donné que 1907 *non* contre 14.845 *oui*; mais le chiffre des abstentions est de 5.649 et l'opposition groupe 7.556 électeurs (33 % des inscrits). Les cantons les plus hostiles, surtout par leur abstention, sont Condom et Eauze.

Dans l'arrondissement de Lombez, dominé par les légitimistes, la proportion des opposants (34 % des inscrits) dépasse celle de l'arrondissement de Condom, le plus *rouge* aux élections de mai 1849. Les non-votants — 3.153 sur 12.552 inscrits — sont surtout des légitimistes. L'Isle-Jourdain est le canton le plus hostile : 2.177 *oui*, 434 *non*, 1.143 abstentions; l'opposition groupe 42 pour 100 des inscrits. Le canton de Cologne est le plus favorable : 1.477 *oui*, 44 *non*, 382 abstentions; l'opposition est réduite au 23 pour 100 des inscrits.

Dans l'arrondissement de Lectoure, l'opposition est de 29 pour 100 des inscrits : 1.201 *non*, 3.344 abstentions, 11.215 *oui*. Dans le canton de Lectoure, les non-votants sont nombreux : 2.956 *oui*, 282 *non*, 1.213 abstentions (opposition : 34 %). Le canton de Miradoux a la plus forte proportion de *oui* (83 %) après celui de Plaisance : 1.611 *oui*, 61 *non*, 248 abstentions.

De tous les arrondissements, celui de Mirande a la plus forte majorité de *oui* : 18.341 *oui* (74 % des inscrits), 2.068 *non*, 4.172 abstentions. Dans les 3 cantons de Riscle, Aignan, Plaisance, le chiffre des *oui* représente 81, 82 et 88 pour 100 des électeurs. Plaisance, « le canton modèle », sera longtemps le fief politique des Cassagnac.

Sur 467 communes, 78 ont voté *oui* à l'unanimité et 109 à la quasi-unanimité des votants ((80 avec 1 ou 2 *non*).

Neuf villages ont une majorité de *non* : Mascaras (Montesquiou), 80 inscrits, 52 *non*, 17 *oui*; Estipouy (Montesquiou), 118 inscrits, 58 *non*, 43 *oui*; Pouylebon (Montesquiou) 132 inscrits, 66 *non*, 59 *oui*; Scieurac et Flourès (Marcillac), 60 inscrits, 34 *non*, 20 *oui*; Montaut (Miélan), 96 inscrits, 44 *non*, 38 *oui*; Marsan (Gimont), 157 inscrits, 100 *non*, 38 *oui*; Salles (Nogaro), 73 inscrits, 53 *non*, 10 *oui*; Mansencôme (Condom), 80 inscrits, 46 *non*, 18 *oui*; Saint-Soulans (Lombez), 142 inscrits, 28 *non*, 23 *oui*.

Saintatan est le seul chef-lieu de canton qui ait donné une majorité de *non* : 678 inscrits, 259 *non*, 211 *oui*. — Deux villages ont le même nombre de *oui* et de *non* :

Mouchès (Montesquiou), 46 inscrits, 21 *oui*, 21 *non*; Endoufielle (l'Isle-Jourdain), 266 inscrits, 98 *oui*, 98 *non*.

Un examen comparé des deux scrutins du 13 mai 49 et des 20, 21 décembre 51, indique dans quelle mesure la répartition des opinions politiques s'est maintenue dans le Gers.

L'arrondissement d'Auch, où, en 49, les candidats républicains ont groupé 54.000 voix contre 36.000 accordées aux candidats du parti de l'ordre, compte en 51 la plus forte proportion d'opposants : 36 pour 100 des inscrits. Des 4 cantons à majorité montagnarde, 2 — Auch-sud et Auch-nord — ont la plus forte opposition (48 et 40 % des électeurs); dans les deux autres cantons rouges, Vic-Fezen-sac et Jegun, la proportion tombe à 31 et 30 pour 100 des inscrits : les arrestations opérées par les colonnes mobiles ont terrorisé la population. Dans le canton de Gimont, où les républicains modérés avaient obtenu une faible majorité, l'opposition réunit 34 pour 100 des inscrits. Dans le canton conservateur de Saramon, la proportion des opposants n'est plus que de 27 pour 100.

En 49, l'arrondissement de Condom donnait la plus forte majorité aux candidats républicains (72.000 voix contre 40.000); en 51, il compte 33 pour 100 d'opposants. Les deux cantons à majorité montagnarde — Valence et Condom — ont 29, 43 pour 100 d'opposants; dans les 3 cantons où ont triomphé les républicains modérés — Eauze, Montréal, Cazaubon — la proportion est de 43, 33, 32 pour 100. Dans le canton de Nogaro, à majorité conservatrice en 49, l'opposition tombe à 22 pour cent des électeurs.

L'arrondissement de Lombez, qui, aux élections à la Législative, donnait la plus forte majorité aux conservateurs (40.000 voix contre 26.000), groupe en 51 une proportion d'opposants légèrement supérieure à celle de l'arrondissement montagnard de Condom : 34 pour 100 électeurs. Des 3 cantons fortement conservateurs en 49, 2 — Samatan et Lombez — ont une forte proportion d'opposants :

40 et 30 pour 100 des inscrits; le 3^e — Cologne — n'a que peu d'opposants : 23 pour 100 seulement. Dans ces 3 cantons, l'opposition est surtout légitimiste. Dans le canton de l'Isle-Jourdain, où les forces républicaines et conservatrices se balançaient en 49, l'opposition atteint 42 pour 100 des inscrits.

Dans l'arrondissement de Lectoure, où les républicains modérés dominaient en 49 (56.000 suffrages républicains contre 36.000 conservateurs), l'opposition est descendue à 29 pour 100 des inscrits. Dans le canton rouge de Fleurance, l'opposition est encore de 31 pour 100 des électeurs; dans ceux de Lectoure et de Miradoux qui avaient donné la majorité aux républicains modérés, elle atteint 34 % à Lectoure et 17 % seulement à Miradoux : après le canton de Plaisance, celui de Miradoux a la plus forte proportion de *oui*, 83 pour 100 des inscrits. Dans le canton de Mauvezin, où conservateurs et républicains modérés ont eu en 49 un nombre sensiblement égal de suffrages, l'opposition est plus forte qu'à Fleurance : 32 pour 100 des électeurs. Dans le canton de Saint-Clar, conservateur en 49, l'opposition est de 26 pour 100 bien supérieure à celle de Miradoux.

L'arrondissement de Mirande, le plus fortement conservateur en 49 après celui de Lombez (54.000 suffrages conservateurs contre 39.000 républicains), a donné la plus forte proportion de *oui* (75 pour 100 des inscrits) au plébiscite. Les 3 cantons de Plaisance, Aignan, Marciac, qui ont donné d'écrasantes majorités à la liste conservatrice, ont la plus faible proportion d'opposants : 12, 18 et 22 pour 100 des inscrits. A Riscle, où la majorité conservatrice a été plus faible, l'opposition n'est que de 19 pour 100. Dans les cantons à majorité républicaine — Masseube, Miélan, Mirande, Montesquieu — l'opposition est montée à 25, 31, 35, 39 pour 100 des inscrits.

Sauf Miradoux, les 17 cantons nettement républicains en 49, — Auch nord, Auch sud, Gimont, Jegun, Vic-Fezen-sac, Condom, Cazaubon, Eauze, Montréal, Valence, Lec

ture Fleurance, Miradoux, Mirande, Masseube, Miélan, Montesquiou — ont été les plus hostiles au plébiscite, leur opposition ayant groupé de 30 à 48 pour 100 des inscrits. Les cantons de Lombez et de Samatan, à majorité conservatrice, et celui de l'Isle-Jourdain se sont classés parmi les plus défavorables au Président : ici, l'opposition est formée surtout de légitimistes. Depuis 1849, l'opinion républicaine a manifestement décliné : aux élections à la Législative, elle triomphait par 265.000 suffrages contre les 216.000 obtenus par les candidats du parti de l'ordre ; en décembre 51, 64.000 électeurs sur 94.000 ont approuvé le coup d'Etat qui escamotait la République. Toutefois, les cantons républicains de 1849 ont marqué leur opposition par un chiffre supérieur de *non* et d'abstentions : ce qui dénote une certaine stabilité dans la répartition des opinions politiques par cantons.

Pour souligner le succès croissant de Louis-Napoléon dans le Gers, l'*Opinion*, dans son supplément du 29 décembre, publiait un « tableau synoptique » des deux scrutins comparés du 10 décembre 48 et du 20 décembre 51, à l'effet d'évaluer le gain de suffrages réalisé par le Président au plébiscite. Le gain était de 7.985 suffrages ainsi répartis par arrondissement : 629 à Auch, 644 à Condom, 3.692 à Lectoure, 1.349 à Lombez, 1.671 à Mirande. Le journal se déclare enchanté : au jour du danger, une armée de 60.000 citoyens défendra l'ordre contre une minorité de 8.000 factieux.

La gendarmerie et le 6^e Hussards avaient donné 854 *oui*, 29 *non* (1).



Au total, le plébiscite a été dans le Gers une approbation fort nette du coup d'Etat par les 2/3 des électeurs. Si forte qu'on la suppose, la pression morale exercée par l'ingérence

(1) *Opinion*, 26 et 29 déc. 51.

administrative et la répression violente, par les diatribes officielles qui, dans le silence de l'opinion présentaient les insurgés comme des bandes organisées de malfaiteurs, comme des *Jacques* avides de pillage, souillés de tous les excès et capables des pires méfaits, ne l'explique pas entièrement. D'autres causes moins immédiates, plus profondes peut-être, ont concouru à ce résultat. L'agitation insurrectionnelle, l'attitude et les menaces de certains insurgés, hommes exaltés, violents, parfois tarés et de vie suspecte, la mobilisation d'un parti quotidiennement dénoncé comme l'adversaire de la propriété, rêvant d'un bouleversement social et d'expropriations prochaines, — accusation redoutable qu'étaient les propos de naïfs et d'imprudents bavards ou d'envieux maniaques, piliers de cabaret, brouillons et oisifs, l'attitude et le langage de cette population vagabonde de gagne-petit, tous *rouges*, roulant de village en village, heureux d'effrayer et de taquiner les cultivateurs sédentaires et jalousés, — tout cela inquiéta la masse des paysans ignorants, bornés, sans opinion politique, tout entiers au souci du pain quotidien, catéchisés par leurs guides traditionnels, le gros propriétaire, le curé, le maire, et d'autant plus attachés à la propriété qu'ils possédaient peu, d'autant plus aisément alarmés qu'ils étaient récents propriétaires. La profonde misère des campagnes, provoquée par la mévente des produits agricoles, avait achevé de détacher les paysans de la République, à qui tous les conservateurs imputaient le malaise économique. Pour toutes ces raisons, paysans et bourgeois, groupés au scrutin du 20 décembre, approuvèrent et consolidèrent par leurs votes la dictature du Président. Par l'écrasement rapide de l'insurrection et la répression violente, royalistes et républicains se sentaient définitivement vaincus. A cette opposition démoralisée le coup d'Etat enleva aisément et rallia au plébiscite tous les courtisans du succès, tous les badauds de la force heureuse. Puis, des républicains épouvantés, désarmés par l'arrestation ou la fuite de leurs chefs et de coreligionnaires politiques, votèrent et conseillèrent de

voter *oui*. Enfin, par la dispersion de l'Assemblée, le Président restait pour la foule des timorés la solution unique, hors de laquelle se dressait un inquiétant inconnu, assombrissant à dessein par tous les partisans, thuriféraires et agents du régime nouveau. Tous ces sentiments et circonstances expliquent le succès du plébiscite, l'élan de gratitude et d'adulation vers « l'homme du 2 décembre », vers le « sauveur ».

CHAPITRE V

La répression. — Commission militaire; Commission mixte.

I. Suppression des sociétés ou cercles démocratiques; — surveillance et fermeture des cafés et autres établissements publics; — le désarmement. — II. L'instruction à Mirande, Auch, Condom, Lectoure. Statistique des arrestations. — III La Commission militaire; — l'enquête administrative; — la Commission mixte. — IV. Elargissements : la circulaire du 29 janvier et les magistrats; — statistique des mises en liberté. — Elargissements sur recommandations, suppliques et pour insuffisance de charges. — Commission mixte hostile à l'indulgence et opposée à l'élargissement des « chefs et meneurs ».

Le plébiscite, cette approbation éclatante du coup d'Etat, n'arrête ni n'atténue la répression. Pour empêcher les républicains de se réunir, le commandant de l'état de siège supprime les sociétés ou cercles démocratiques, réglemente sévèrement ou ferme les cafés et autres établissements publics. En janvier, le désarmement se poursuit, les colonnes mobiles traquent et capturent les insurgés. Tous les jours on arrête. Les magistrats mènent l'instruction jusqu'au 9 février, tandis que, de leur côté, préfet et sous-préfets enquêtent sur l'insurrection, dressent des listes de proscription; enfin, la commission militaire et la commission mixte, en vue de liquider la masse grossissante des détenus politiques, la répartissent en diverses catégories, destinées à des mesures de sûreté : transportation, expulsion, éloignement, surveillance de la haute police.

I

Une crainte obsédait les agents du coup d'Etat : celle de voir le parti rouge dispersé, traqué, terrorisé, se reconstituer dans les sociétés ouvrières créées en 1848, se réunir et réorganiser ses cadres dans les seuls lieux de réunion autorisés : cafés, cabarets, auberges. Le commandant de l'état de siège supprima toutes les sociétés ouvrières, interdit un grand nombre de cafés ou d'auberges et renforça la police des lieux publics par une série d'arrêtés.

Au lendemain du coup d'Etat, le Gers comptait encore 24 cercles et sociétés ouvrières ou philanthropiques : 7 à Auch, 2 à Jegun, 4 à Vic-Fezensac, 1 à Lectoure, 1 à Fleurance, 3 à Condom, 2 à Lombez, 3 à Mirande, 1 à Marciac. Géraudon en supprima 9, par arrêtés des 9 et 10 janvier, en exécution de la loi du 15 juillet 1850 : *La Bienfaisance mutuelle* d'Auch, *La Société industrielle* et *La Bienfaisance mutuelle* de Condom, *La Bienfaisance mutuelle* de Jegun furent dissoutes « en raison de leur mauvaise organisation » ; le *Cercle ouvrier* de Condom, les *Associations des maçons et tailleurs de pierre, des menuisiers, des traceurs-carriers* à Auch eurent le même sort, parce qu'elles étaient « dangereuses pour l'ordre », ou parce qu'elles avaient « fourni les principaux agents du mouvement insurrectionnel ». L'arrêté supprimant la *Société philanthropique* de Fleurance ne contient aucun considérant. Géraudon n'a toléré que les sociétés ou cercles composés d'hommes « dévoués à l'ordre ».

Le département comptait 4 compagnies de sapeurs-pompiers ; celles de Lectoure et de Fleurance furent désarmées par un arrêté du 9 janvier, pour « mauvaise organisation » ; les deux autres furent conservées, mais leurs armes furent déposées à la mairie (1).

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 12 janvier.



Sous l'état de siège, les cafés furent étroitement surveillés, les établissements hantés par les républicains furent souvent interdits. Au début de janvier, 80 cafés ou auberges avaient été fermés par le commandant de l'état de siège comme « rendez-vous des individus dangereux » (1).

Un décret du 29 décembre subordonnant l'ouverture de tout café, cabaret, débit de boissons à l'autorisation préalable de l'administration; une condamnation pour contravention pouvait entraîner la fermeture d'un établissement par arrêté préfectoral; de plus, tout établissement public pouvait être interdit par mesure de sûreté. Bref, tous les cafés, cabarets, auberges étaient à la discrétion du préfet.

Le 2 janvier, tout en mettant les préfets en garde contre les dénonciations dictées par la cupidité des concurrents, Morny recommandait la fermeture des « cafés que l'on transformerait en clubs ou foyers de propagande ». Dans une circulaire aux maires, le 10 janvier, le préfet développait longuement les considérations morales invoquées par le décret présidentiel. C'était une vertueuse diatribe où la répression politique se déguisait en mesure d'hygiène et de moralité publiques.

Les cabarets sont la plaie de notre époque, disait la circulaire. C'est là que s'oublient et se perdent les principes de la religion, les liens moraux de la famille et le respect des lois. La démoralisation a presque toujours son germe dans l'oisiveté qu'entretient l'habitude des cafés et dans les mauvaises relations qu'on y contracte. Trop souvent, les fréquentations commencées au cabaret, sous les auspices du plaisir et avec l'insouciant abandon de la jeunesse, conduisent peu à peu jusqu'à la perversité la plus profonde, et même parfois jusqu'au crime. Sur la pente glissante de la débauche et du vice, l'honnêteté disparaît bien vite; et lorsqu'elle a cessé d'exister, ce ne sont pas seulement la paix, la prospérité, la considération du foyer domestique qui se trouvent compromises; le mal va plus loin et pénètre jusqu'au cœur même

(1) Cf. le chapitre précédent.

de la société, qu'il ronge par un scepticisme éhonté et qu'il ruine par les doctrines les plus impies et les plus insensées (1).

Aux cafés, « foyers de propagande politique » et visés par le décret présidentiel, le préfet ajoute les cabarets, « rendez-vous de repris de justice, d'individus tarés, vivant de prostitution et de vol », et les établissements « où l'on débiterait des boissons falsifiées ou altérées et de nature à nuire à la santé publique ». Le souci de la morale et de la santé publiques servait toujours à pallier l'opération politique. Les maires étaient invités à signaler au préfet les cafés à interdire. En transmettant les demandes en autorisation d'ouvrir de nouveaux établissements, ils étaient tenus d'indiquer la situation et les antécédents des pétitionnaires. En cas de cession d'établissements, les nouveaux propriétaires étaient assujettis aux formalités de l'autorisation préalable. Les cafés, cabarets, auberges, tous les lieux publics étaient ainsi livrés au bon plaisir de l'administration (1).

Les commissaires de police surveillent infatigablement les lieux publics. Le commissaire d'Auch, Paugon, a dressé pour le préfet la liste des 95 « hôtels, auberges, restaurants, cafés, guinguettes, bals-concerts d'Auch » ; il y joint des renseignements sur les habitués, sur les opinions des tenanciers et leurs dispositions à renseigner la police. On relève les mentions suivantes : *sûr; homme d'ordre; le président de la République est son idole; ne reçoit personne de douteux; toujours prêt à renseigner; douteux; dangereux pour les renseignements; rouge inactif; rouge foncé; socialiste de la pire espèce; à surveiller activement*. Politiquement les propriétaires ou gérants sont ainsi répartis par le commissaire : *19 hommes d'ordre dévoués donnant des renseignements; 35 hommes d'ordre passifs timides, sans intérêt, nuls en politique ou d'opinion inconnue; 6 cavaignaquistes d'opinion modérée; 2 rouges inac-*

(1) *Rec. des actes adm. de la préf. du Gers, 1852, n° 3.* -- Circulaire et décret du 10 janvier.

tifs; 11 douteux et à surveiller, 3 cavaignaquistes foncés; 19 rouges foncés, socialistes, dangereux (1).

Les cafés, rendez-vous des fauteurs de l'insurrection, sont étroitement surveillés. En mars, sur l'ordre de Géraudon, un détachement de hussards s'est transporté à Bar-ran, a cerné vers 10 heures du soir l'auberge Barciet où 24 personnes ont été arrêtées, conduites à Auch et emprisonnées quelques heures. Arrêtés déjà comme insurgés, élargis ensuite par la Commission militaire, l'aubergiste Barciet et le maçon Guillaume Sérès, ont été condamnés à 1 mois de prison, pour contravention à l'arrêté du 28 décembre sur les lieux publics. L'auberge a été fermée par un arrêté du 16 mars (2). — Le 8 février, le brigadier Dalas et le gendarme Steiner se rendirent à Pujaudran (l'Isle-Jourdain); ils pénétrèrent à 8 h. 15 dans le cabaret de Cloupet, où quinze jeunes gens étaient attablés devant des bouteilles et des verres. Ils verbalisèrent pour contravention à l'arrêté fixant à 8 heures la fermeture des cafés et cabarets (3). — En mars, deux cafetiers du Brouilh, Branet et Vivent, furent emprisonnés deux jours à Auch, et leurs cafés furent fermés par des arrêtés du 29 mars (4). Voici une liste de cabarets et d'auberges interdits en février ou mars 52 : cabarets Lagonelle à Saint-Mont (Riscle); Danga et Darmagnac à Viella (Riscle); auberge Durboudieu à Projan (Riscle) par arrêtés du 18 février; auberge Bordes à Manciet (Nogaro), cabaret Laborde, cafés Lébé, Rozès à Beaucaire (Valence) par arrêté du 1^{er} mars; cabaret Augé à l'Isle-Jourdain, cabarets Bertégeat, Brettes, Dureau à Bernède (Mirande) par arrêté du 18 mars; cabarets Desbons, à Saint-Germé (Mirande), Fontan à Boucagnères (Auch-sud), par arrêté du

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1852. — Liste des hôtels..., 6 avril

(2) *Courrier*, 14 et 19 mars 52.

(3) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.*, 52. — P.-V. de gendarmerie, 16 mars.

(4) *Courrier*, 30 mars 52.

2 avril; auberge de la veuve Thieux, à Lauraët (Condom) par arrêté du 6 avril.

Dans son rapport au ministre, le général de Géraudon évalue à 81 le nombre des cafés, cabarets fermés par lui ou le préfet durant l'état de siège (1).



Par son arrêté du 31 décembre, Géraudon avait ordonné le dépôt dans les mairies et le transport au chef-lieu de tous les sabres et fusils des gardes nationaux. D'autre part, en exécution de l'arrêté du 16 décembre ordonnant livraison immédiate de toutes les armes des particuliers et des gardes nationaux, les colonnes mobiles avaient confisqué toutes les armes de chasse et autres. Avant de les restituer à leur propriétaire, Géraudon voulut organiser un contrôle et une surveillance : il prescrivit pour chaque commune l'établissement d'un *Registre des armes* en double expédition, dont l'une était déposée à la mairie et l'autre à la sous-préfecture. Du 20 au 30 janvier, tout possesseur d'une arme à feu était tenu d'en faire la déclaration en vue de l'inscription sur ce registre; sinon, passé ce délai, il pouvait être poursuivi comme fauteur d'insurrection. Sur ce registre, les propriétaires étaient désignés comme « hommes d'ordre » ou « hommes dangereux ». Les armes étaient laissées ou restituées à la première catégorie. Ce contrôle sur les propriétaires d'armes à feu tranquillisait l'administration et donnait satisfaction aux réclamations des gens « d'ordre » dont les armes avaient été confisquées (2).

Le 2 janvier, le préfet communique au général la liste des habitants de Vic-Fezensac, désarmés en exécution de l'arrêté du 16 décembre. Cet état contient 168 noms; 205 fusils, 112 pistolets, 91 armes blanches ont été déposées à la mairie de Vic. Les habitants sont partagés en

(1) Arch. de la Guerre, *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 8 avril 52. — *Courrier du Gers*, 2, 4, 13, 19, 26, 30 mars, 10 avril 52.

(2) *Ibid.* — Rapport de Géraudon, 8 avril.

3 catégories : 90 *bons*, 31 *douteux*, 47 *mauvais*. Parmi les *bons* figurent 24 propriétaires, 10 négociants, 10 fonctionnaires, 17 artisans, 7 professions libérales — médecin, chirurgiens, pharmaciens, — 6 cafetiers et aubergistes, 5 rentiers, 9 ou 10 petits commerçants. Les 2^e et 3^e catégories — *douteux* et *mauvais* — comprennent 13 propriétaires, 7 cultivateurs, 8 négociants, 36 artisans, quelques petits commerçants et journaliers. Sur la proposition du maire de Vic, le préfet demande au général la restitution de leurs armes (34 fusils, 14 pistolets, 11 armes blanches) à 26 habitants, classés parmi les « bons », presque tous fonctionnaires ou propriétaires (1).

Toutes les gardes nationales avaient été désarmées par le général de Géraudon (2). 7 communes seules avaient gardé leurs armes, en récompense de « leur belle conduite et pour servir d'exemples ». 4.621 fusils et 570 sabres, déposés dans les mairies ou dispersés aux domiciles des gardes nationaux avaient été retirés et transportés à l'arsenal de Toulouse en 4 convois. Deux convois étaient partis d'Auch, le 1^{er} février et le 2 avril, emportant 4.209 fusils et 403 sabres; — 2 autres convois, partis de Lombez et de Mirande les 27 février et 12 avril, avaient enlevé les armes de ces 2 arrondissements : 238 fusils et 59 sabres pour Lombez, 174 fusils et 108 sabres pour Mirande.

La réception des armes, leur classement par modèles et

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1852. — Lettre et liste.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 8 avril. — Cf. le chap. précédent, p. 207. En janvier, un décret réorganise les gardes nationales « avec de sérieuses garanties pour l'ordre ». Placées sous l'autorité des maires, sous-préfets, préfets et du ministre de l'Intérieur, elles sont à la discrétion du gouvernement qui les réorganise ou les dissout à son gré. Le service est obligatoire de 25 à 50 ans. Pour chaque localité, le gouvernement fixe le nombre des gardes nationaux. Tous les officiers sont nommés par le Président de la République sur la présentation du ministre de l'Intérieur pour la Seine, et sur celle des préfets pour les autres départements. Les sous-officiers et caporaux sont nommés par les chefs de bataillon. Toute trace d'élection a disparu. Disons que le décret resta lettre morte : les gardes nationales ne furent jamais réorganisées. — Cf. *Opinion*, 15 janvier 52.

communes, l'appréciation des dégradations, l'organisation des convois, avaient été confiés au lieutenant Berliè, commandant la section du 4^e d'artillerie, détaché à Auch.

Parmi les armes retirées au département, 85 fusils et 9 sabres étaient des armes privées, confisquées à des insurgés ou à des contrevenants aux arrêtés sur les permis de chasse et la déclaration des armes particulières. Le général demanda que la vente de ces armes au bénéfice de l'Etat eut lieu dans la Haute-Garonne et non dans le Gers où elles risquaient de retourner à leurs anciens propriétaires (1).

Un arrêté du 10 janvier réglemente plus étroitement la vente des poudres de mine et de chasse : obligation pour les débitants d'adresser leurs demandes au commandant de l'état de siège « par l'intermédiaire et sous la garantie des autorités locales » ; obligation pour les particuliers de faire viser leurs bons de poudre par le commandant de gendarmerie de leur localité. L'administration, qui avait la liste de tous les détenteurs d'armes à feu, connaissait aussi la quantité de poudre en vente chez les débitants, la quantité vendue et les noms des acheteurs.

Un arrêté du même jour soumettait tous les permis de chasse à un nouveau visa du sous-préfet, qui pouvait le refuser à tout chasseur compromis dans les troubles insurrectionnels.

Tous ces arrêtés visaient à désarmer les républicains, en ne laissant de fusils, en ne vendant de poudre, en n'accordant de permis de chasse qu'aux « hommes d'ordre » (2).

Par de fréquentes visites domiciliaires et des arrestations, la police et la gendarmerie assurèrent l'exécution de ces divers arrêtés concernant le désarmement et la vente des poudres.

A Montégut (Auch-nord), Augustin Rivière et Baron Baptiste furent écroués, sur réquisition du préfet, pour détention illégale d'un fusil caché sous une paille.

(1) Rapport de Géraudon.

(2) Rapport de Géraudon. — *Opinion*, 14 et 19 janvier 52.

En mars, le commissaire de police d'Auch signalait une saisie d'armes chez Rogès-Salles : « 4 armes de guerre appartenant à l'Etat; 4 pistolets et 1 moule à balles, 1 fusil de chasse; 1 arme blanche et quelques munitions non déclarées ».

Le 31 mars, Gissos, épicier à Montaut, était arrêté pour débit illégal de poudre (1).

II

Commencée au lendemain de l'insurrection, l'instruction judiciaire fut brutalement close vers le 9 février par la circulaire du 3 février qui dessaisissait toutes les juridictions au profit de la Commission mixte. A mesure que l'instruction avançait, les arrestations se multipliaient : détenus et témoins renseignaient les magistrats sur les sociétés secrètes et sur l'insurrection, désignaient insurgés, meneurs, affilés montagnards, propagandistes; les juges d'instruction lançaient de nouveaux mandats d'arrêt que des gendarmes et des colonnes mobiles exécutaient dans des battues de jour et de nuit. Le nombre des arrestations s'est élevé pendant l'état de siège à 802; 132 individus étaient en fuite; 915 mandats d'arrêt avaient été décernés.



Au début de janvier, les magistrats Bouet et Régnier étaient encore à Mirande, où l'instruction avait traîné par suite de la timidité ou des scrupules du juge d'instruction Daste, de ses démêlés avec le sous-préfet Grabias (2). Ils entendirent les témoins principaux des cantons insurgés;

(1) Arch. du Gers. *Compte moral et polit.* — P.-V. de gendarmerie et du Commissaire. — *Courrier du Gers*, 30 mars, 5 avril 52.

(2) Rattacher cet exposé de l'instruction judiciaire à celui du précédent chapitre, pp. 193-206.

ils activèrent l'information confiée par commissions rogatoires aux juges de paix. Aidés du procureur Chevert et de son substitut, ils rédigèrent sur les insurgés de plusieurs cantons des notices individuelles avec l'énoncé des charges. Ils recueillirent des renseignements nombreux et précis sur « le complot », sur les sociétés secrètes. Régnier notait « une réaction étonnante dans les esprits » :

... M. Lagrave de l'Isle-de-Noé, l'un des principaux chefs, a fait dire qu'il se constituerait prisonnier aujourd'hui. Il paraît qu'il est traqué par les paysans furieux d'avoir été trompés : ils lui feraient peut-être un mauvais parti, s'il ne se mettait en lieu de sûreté ! (1).

Le 17 février, le procureur Chevert dressait le tableau numérique et par catégories des hommes « inculpés » en raison des troubles insurrectionnels : des mandats d'arrêt avaient été décernés par Bouet ou Dasie contre 317 individus dont 202 avaient été écroués et 115 étaient en fuite; 89 autres avaient été arrêtés par mesure administrative; le chiffre des détenus était donc monté à 291. A la suite d'élargissements par ordonnances ou arrêts de justice, ou ordonnés par la Commission militaire et la Commission mixte ou par le préfet en exécution de la circulaire du 29 janvier, le chiffre des détenus était tombé à 114 au 17 février. Après l'abandon des poursuites contre des insurgés en fuite, le nombre des contumaces était encore de 90 (2).

*
**

Bouet et Régnier étaient rentrés à Auch le 6 janvier. Le juge d'instruction Ader les avait avisés d'un d'un vif incident entre le général de Géraudon et lui. Impatienté par les lenteurs de la procédure, et, si l'on en croit le procureur Saint-Luc, prévenu contre Ader par le juge suppléant Cas-

(1) Arch. du L.-et-G. C. 1-5. C. d'Etat, 1851. Régnier à P. G. (sans date).

(2) *Ibid.* — Chevert à P. G., 17 février. « Tableau numérique des inculpés... »

sassoles « au zèle bien tardif », le général taxait de faiblesse et d'insouciance les magistrats. Un soir, à la préfecture, il apostropha vivement Ader, lui reprocha certains élargissements et s'emporta jusqu'à lui dire : « On m'a parlé sur votre compte ». Il aggrava l'insinuation en refusant obstinément de s'expliquer davantage. Désarmé, découragé, Ader se plaignit aux magistrats de la Cour qui le défendirent auprès du procureur général en invoquant la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir militaire, l'indépendance des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions. Bouet invita Ader à cesser tout rapport avec le commandant de l'état de siège à la prochaine incorrection. Mais Saint-Luc parla au général; le préfet ménagea une entrevue d'Ader et de Géraudon, et le différend s'apaisa (1).

A Auch, les 1 et 2 janvier, les juges de paix de Valence, Auch-sud, Vic-Fezensac, Jegun furent commis pour informer dans leurs cantons; 39 mandats furent décernés contre les signataires d'un manifeste publié par l'*Ami du Peuple* du 4 décembre et mettant hors la loi les fonctionnaires; tous les mandats d'amener encore inexécutés étaient remplacés par des mandats d'arrêt. Il restait 1° à rechercher les hommes signalés par les dépositions et les interrogatoires, 2° à entendre les témoins désignés et à continuer les interrogatoires, 3° à confronter les interrogatoires et les procès-verbaux d'information. Les juges de paix, surtout celui de Vic, étaient accablés par le nombre des témoins à entendre. Vers le 12, affirme le procureur, l'instruction était près d'être achevée (2). Pour ce motif, et aussi en raison du nombre croissant des détenus, Géraudon demandait avec insistance la nomination d'une commission militaire; elle fut instituée par un arrêté du 7 janvier. Pour faciliter le travail de cette commission, Régnier lui laissa,

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à Régnier, 1^{er} janvier; — Régnier à P. g., 3 et 7 janvier; — Ader à Bouet, 1^{er} janvier 52.

(2) *Ibid.* — Saint-Luc à P. g., 1^{er} et 12 janvier 52.

divisés par canton, les dossiers d'interrogatoire et d'information; de plus, il avait prescrit pour chaque prévenu l'établissement d'une feuille particulière où devaient être consignés tous les renseignements et les charges résultant de l'instruction, avec le renvoi aux interrogatoires et dépositions. A Auch, ce travail était fort avancé. Régnier et Bouet laissèrent à Saint-Luc et à ses substituts Phiquepal et Solon le soin de le terminer. Le 7, ils eurent une conférence avec le général et le président de la Commission militaire : on décida que les magistrats garderaient et poursuivraient l'instruction, que la commission siégerait successivement dans chaque arrondissement pour connaître officieusement l'avis des magistrats, avant de statuer sur les prévenus.

Le lendemain Bouet et Régnier partirent pour Condom.

En raison de la connexité des faits, la portion méridionale du canton de Valence avait été rattachée pour l'instruction à l'arrondissement d'Auch : quelques communes, notamment Bezolles, Beaucaire, Castéra-Verduzan, avaient fourni des contingents d'insurgés, entraînés sur Vic-Fezen-sac et Auch au 4 décembre. En décembre, 28 mandats d'arrêt avaient été décernés; une dizaine d'insurgés du canton étaient détenus à Auch; les autres se cachaient. L'information commença vers le milieu de janvier; 37 mandats d'arrestation furent décernés. Le 19 janvier au soir, un détachement de hussards et de gendarmes partit pour le canton de Valence et organisa une battue de nuit en vue d'exécuter les mandats; 12 arrestations furent opérées et 2 insurgés se constituèrent prisonniers. Dans cette chasse à l'insurgé, deux coups de feu furent tirés par les hussards sur un fuyard; un troisième coup blessa légèrement à l'épaule le domestique d'un insurgé, qui s'obstinait à fuir, en dépit des sommations réitérées d'une sentinelle (1).

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à P. g., 21 janvier 52. — *Opinion*, 19 janvier 52. — U. *Annexes des greffes. Instr. jud. Valence*. — Liste des ind. contre lesquels ont été décernés des mandats, 2 janvier.

Sous l'état de siège, 304 mandats d'arrêt ont été décernés par le juge d'instruction Ader; 312 détenus ont séjourné dans la prison d'Auch; au 20 février, il n'en restait que 167, les autres ayant été relâchés. Ces détenus appartiennent à l'arrondissement et à une partie des cantons de Masseube et de Valence, rattachée pour l'instruction au ressort d'Auch, en raison de la connexité des faits insurrectionnels (1).

*
**

Au 1^{er} janvier, 30 insurgés étaient détenus à Condom. Le juge d'instruction instruisait le mouvement de Gondrin, le seul bourg qui eût organisé et envoyé à Condom une colonne insurrectionnelle. Le 2 janvier, des mandats avaient été décernés contre une vingtaine de républicains de Gondrin. Gendarmes et hussards firent des battues de jour et de nuit dans divers cantons et capturèrent 48 habitants (2). Le 8 janvier, Bouet et Régnier arrivèrent à Condom. Bouet prit en main l'instruction. Le procureur Romand lui communiqua une liste de 12 témoins importants à entendre. Il décerna 24 mandats d'arrêt, interrogea 17 détenus, dont 10 de Gondrin et 7 d'Eauze. Pour enquêter sur l'insurrection et dresser ses listes de proscription, le sous-préfet visitait les communes récemment agitées. De Gondrin, où il séjourna le 13 janvier, il écrivait à Bouet pour lui désigner les meneurs, propagandistes, principaux agitateurs de ce bourg, les personnes les mieux informées ou les plus décidées à fournir des renseignements; il indiquait même la manière de faire parler chaque témoin, par l'intimidation ou la douceur.

Betous,... dépositaire de confidences relatives à la société secrète... L'aubergiste Landre et sa femme savent beaucoup de choses... *Marchand* fils, 19 ans,... très intelligent... choisi comme émissaire

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à p. g., 19 février. « Etat numérique des inculpés... » — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 20 février. — Cf. Annexe au chap. V.

(2) *Opinion*, 7 janvier 52

confidentiel des chefs. *Cazeneuve*, carrier, affilié, peu intelligent, lui inspirer de la crainte. *Courtès*, ancien brigadier forestier, homme d'ordre, peut donner d'utiles renseignements étant souvent parmi eux... *La femme du sieur Desbarats*, détenu, est au courant et paraît disposée à parler; de même de *la femme Saux*, de Gondrin, dont le mari est en fuite; les prendre d'abord par le sentiment, puis par la menace. *Mlle Collet*, institutrice à Gondrin, ne peut qu'être au courant, parce qu'elle lisait la correspondance de la Société aux affiliés qui ne savaient pas lire, et particulièrement à Saux auquel elle donnait des leçons... *Menville*, un des chefs les plus compromis, se trouve. m'a-t-on dit, chez son beau-père Bézier, officier de santé à Castelnau-d'Auzan. J'y enverrai la brigade de Montréal; sa femme a déclaré à M. l'adjoint de Gondrin que son mari dévoilerait tout ce qu'il savait, s'il était pris et il en sait long. — *Brena fils*, cordonnier à Gondrin, ami intime de Broqua, maçon, et Daspax fils, barbier, tous deux en fuite, étaient membres de la société secrète; il ne sera pas difficile d'en tirer quelques aveux. — *Barrère*, épicier de Gondrin, détenu, sait tout ce qui s'est passé dans la société secrète; il fera des révélations en le prenant par la douceur. — *Duran*, limonadier à Gondrin, sait aussi tout ce qui s'est passé dans la société secrète; il est probable qu'il sera difficile de rien en obtenir, étant très roué et personnellement très compromis. — Demander à *Seingès*, détenu, qui est allé frapper à sa porte pour lui donner le signal du départ sur Condom. — *Desbarats*, tailleur, détenu, très crédule, pourrait également faire quelques révélations, en agissant sur lui par l'intimidation. — *Doazan*, détenu, est un des hommes les plus dangereux de Gondrin; il a passé la nuit du 4 au 5 à fabriquer des balles avec Baudé, ex-facteur rural; il a parcouru les campagnes pour faire des recrues et a excité les habitants à ne pas rendre leurs armes, lors du passage de la colonne mobile. — *Cavé Delphin*, en fuite, vivement sollicité par sa femme et sa belle-mère de rester chez lui; il parut hésiter, mais reprit aussitôt : « Je ne le puis, je l'ai juré ». — *Bajon*, détenu, était secrétaire, dit-on, de cette association. Il paraît certain que *Daste père* et *Renaud*, pharmacien, ne faisaient pas partie de la société, qu'ils n'ont cédé qu'au dernier moment, que par faiblesse et par peur. Daste surtout au fond, un brave homme, ne voulait jamais sortir de chez lui. Il résista à plusieurs émissaires et ne succomba que sur les instances de Larroche, qui lui offrit la présidence de la commission. — J'aurai l'honneur, M. le Président, à mon retour à Condom, de m'entretenir avec vous sur les mesures à prendre pour arriver aux arrestations qui n'ont pu être opérées jusqu'à ce jour. — P.-S. Les sieurs Broqua, Daspax fils, barbier et tambour, Ladiou fils, domestique de M. Gardère, se rendront demain à la maison d'arrêt. Ils sont disposés à tout vous dire. Aussi, profitez-en dès leur arrivée. Il conviendrait de les mettre seuls dans une cellule. Broqua sait tout. Il était en relations suivies avec Lamarque, Durrey et les chefs de Gondrin....

Le 13 janvier, Bouet donna l'ordre d'écrouer Laroche, fils du maire provisoire de Condom. Cette arrestation fit du bruit. Selon Régnier, Laroche fit des « révélations

importantes ». Il avoua sa présence à la réunion Dupuy et dans la colonne qui marcha sur l'hôtel-de-ville; mais il prétendait n'avoir agi que dans l'intérêt de son père. Il avait dit avoir présidé une distribution d'armes le soir du 4. — Bouet avait interrogé le conseiller général Bérès, détenu depuis le 13 décembre, et dont le fils était procureur à Villeneuve-sur-Lot. Ce dernier était intervenu auprès du procureur général, qui sollicita du général Géraudon la mise en liberté de Bérès. Mais Géraudon se crut d'autant moins autorisé à élargir Bérès, que ce détenu avait refusé de s'expliquer devant le juge d'instruction Bonie. Selon Géraudon, il appartenait à la commission militaire de régler son sort par l'examen du dossier. Bérès s'expliqua devant Bouet sur les deux faits qui avaient motivé son arrestation: il n'avait pas tenu contre le sous-préfet les propos incriminés, ni donné à Thieux l'ordre de s'emparer des fusils de la garde nationale de Castelnau. Bérès fut mis en liberté le 21 janvier (1).

Le 17 janvier, avant-veille de son départ pour Lectoure, Régnier affirmait avoir constaté par des révélations précises, comme dans les autres arrondissements, l'existence, l'organisation des sociétés secrètes, le serment et le signe de reconnaissance des affiliés, à Condom et dans les autres cantons : Arnoult, *l'homme rouge*, Lamarque, Daulhième en étaient les chefs; le mouvement insurrectionnel avait été déterminé par des lettres expédiées de Paris par Noulens, le correspondant du parti montagnard. La dernière annonçait que Paris comptait sur les départements et qu'il était temps d'agir. Cette correspondance compromettait Duputz, en le désignant prêt à se mettre à la tête de l'insurrection parisienne avec un groupe de Montagnards. Un mandat fut décerné contre Noulens. Régnier adressa au procureur général un rapport sur Duputz avec pièces.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insur. de 1851. Condom. Dossier C.* — Interrog. de Laroche, Bérès; — rapport du sous-préfet, 14 janvier; — cédules de citations. — Arch du L.-et-G., U 1-5. C. *d'Etat*, 51. — Régnier à p. g., 17 janvier 52; — Géraudon à p. g., 5 janvier 52.

Il avait préparé les dossiers pour la commission militaire qui ne tarda pas à venir à Condom. Le 20, Bouet et Régnier se rendirent à Lectoure (1).

Au 20 janvier, le chiffre des détenus à Condom était de 89. La nouvelle prison regorgeait. Il fallut aménager l'ancienne prison de la mairie pour y loger une partie des détenus (2).

Bonie poursuit ses interrogatoires. Les 20 et 21 janvier, Faustin Lacaze, « pleurant à chaudes larmes », Firmin Salles et Géhé Lucien — 3 détenus de Manciet — lui ont fait des révélations très importantes sur la société secrète et le mouvement de Manciet. Les 4 autres détenus de Manciet n'ont rien révélé ou se sont attribués un rôle effacé et modérateur. — Le 22 janvier, Bonie expédie une commission rogatoire du juge de paix de Cazaubon pour qu'il informe sur une tentative contre la mairie d'Estang au 7 décembre. — Il entend une douzaine de témoins de Condom. — Il s'occupe enfin de l'instruction, à peine entamée, dans le nord du canton de Valence. Nous savons que la partie méridionale du canton avait été rattachée pour l'instruction à l'arrondissement d'Auch. Le 3 janvier, le brigadier de Valence avait adressé au lieutenant Lathané à Condom un rapport sur le tocsin sonné à Valence le 5 décembre : il avait interrogé une demi-douzaine d'habitants et notamment le carillonneur Dumas et le cordonnier Artigaut. Le procureur Saint-Luc renvoya au parquet de Condom la procédure relative aux communes dont les habitants n'avaient pas marché sur Auch. Trois jeunes gens de Valence, le maçon Ladevèze, le carrier Barrère, l'ouvrier agricole Troyes avaient été écroués à Condom, le 24 janvier. Sur l'affirmation de Troyes et de Barrère que le conseiller général Duprom, ami de Duputz et de Lamarque, les avait engagés à sonner le tocsin, Bonie décerna

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Régnier à p. g., 17 février. — Arch. nat. BB 30/398. Agen. Dossier Duputz.

(2) *Opinion*, 18 janvier 52

un mandat d'arrêt contre Duprom, qui fut écroué le 1^{er} février avec l'officier de santé Despès. Ce même jour, Bonie, Romand et le lieutenant Lathané s'étaient rendus à Valence. Confrontés avec Duprom, les deux jeunes gens modifièrent ou retirèrent leurs déclarations. Duprom fut relâché le 12 février et Despès le 13. Les 1 et 2 février, Bonie entendit 8 témoins de Valence. Il n'y eut pas d'autres arrestations (1).

Dans le canton de Montréal, le juge de paix, en exécution d'une commission rogatoire du 15 décembre, cita de nombreux témoins pour informer sur le mouvement de Gondrin et sur les armes de Castelnau-d'Auzan, dont Thieux s'était emparé avec une vingtaine de Montagnards ou d'affiliés. Le 28 janvier, une vingtaine de mandats d'arrêt furent décernés contre des insurgés de Montréal et de Gondrin. Le 4 février, deux nouveaux mandats. Le 6, le juge de paix entendit 11 témoins. Du 15 décembre au 6 février 108 témoins déposèrent; 38 habitants furent incarcérés; 5 individus compromis étaient en fuite (2).

Par une commission rogatoire du 20 décembre, le juge de paix d'Eauze avait été chargé d'informer sur les troubles du canton, notamment dans les communes d'Eauze, Bretagne, Lannepax, Courrensan. Il assigna 77 témoins. L'information cessa le 8 février, sur l'ordre du procureur : 10 témoins de Lannepax avaient été cités pour le 10 et le 11; ils ne furent pas entendus. Parmi les 27 détenus du canton, 4 ont fait des révélations sur les sociétés secrètes et sur le mouvement insurrectionnel. L'indulgence et la sévérité leur furent mesurées à l'importance et au refus des révélations : *doit être mis en liberté; on doit être très sévère*, ces deux mentions, griffonnées sur des carrés de papier gris, furent glissées dans les chemises de l'interrogatoire,

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insur. de 1851.* Condom, Dossier C.; — Valence, Dossier. Cahier d'information, 8 dépositions. — *Opinion*, 16 février 52.

(2) *Ibid.* — Inst. jud. de l'insur. Montréal. Dossier A et B.

suivant que le détenu avait renseigné ou refusé de renseigner le juge d'instruction (1).

En exécution d'une commission rogatoire du 22 janvier, le juge de paix de Cazaubon informe sur les menées d'Estang où quelques républicains avaient projeté d'envahir la mairie le 7 décembre. Le 29 janvier, il entend les 14 premiers témoins : tonnelier, maçon, charpentier, épicier, etc. Ces témoins ont été « travaillés », affirme le juge de paix : 2 ou 3 seulement ont consenti à donner quelques renseignements. Il se propose d'aller à Estang, avec les gendarmes, de convoquer brusquement et successivement tous les témoins, pour qu'on n'ait pas le temps de leur souffler leurs dépositions. L'arrestation du forgeron Dambès et de l'avocat Dussans aura pour effet d'intimider les meneurs et de délier les langues; arrêtés, Dambès et Dussans parleront; voyant Baylin, le principal meneur, encore en liberté, ils dévoileront tout. Cheyres fera des révélations. Et Dambès fut arrêté le 9 février; ce même jour, le juge de paix interrogea 13 témoins d'Estang et de Bourouillan. Mais l'instruction fut brusquement interrompue par le désaisissement de toutes les juridictions. Le juge de paix se plaignit d'avoir été commis si tard, se disant à la veille de révélations intéressantes sur une tentative de formation d'une société secrète à Estang.

La circulaire du 29 janvier, émanée du ministre de l'Intérieur, écrivait-il, avait en partie satisfait les chefs de la démagogie; mais celle de M. le ministre de la justice va les faire triompher (2).

Dans le canton de Nogaro, le juge de paix a recueilli 89 dépositions sur le mouvement de Manciet et de Sauboire; 9 détenus de Manciet ont été interrogés. Trois détenus et de nombreux témoins ont donné des renseignements précis sur la société secrète et le mouvement du 5 décembre (3).

(1) Arch. du Gers. U. *Année des greffes. Insurr. de 1851.* — Eauze. Dossiers A et B.

(2) *Ibid.* — Dossier de Cazaubon.

(3) *Ibid.* — Nogaro. Dossiers A et B.

En résumé, dans l'arrondissement de Condom, au 20 février, 186 mandats d'arrêt ont été décernés; 161 habitants ont été détenus sous mandat de justice; 126 ont été mis en liberté; 35 sont encore en prison; plus de 350 témoins ont été entendus.



Bouet et Régnier s'étaient rendus à Lectoure le 20 janvier. Collongues et Denjoy, juges de paix de Mauvezin et de Fleurance, avaient été commis rogatoirement pour informer sur le mouvement insurrectionnel dans les 2 cantons. 81 mandats d'arrêt furent décernés; 72 détenus séjournèrent dans la prison de Lectoure; 9 individus « compromis » et sous mandat d'arrêt étaient en fuite. Au 19 février, par suite d'élargissements, on comptait 30 détenus et 7 contumaces, les poursuites contre 2 inculpés en fuite ayant été abandonnées.



Le bilan de la répression judiciaire dans le Gers s'établit ainsi au 20 février, date de la fin des travaux de la Commission mixte : dans les 4 arrondissement insurgés, 915 mandats d'arrêt ont été décernés, 303 à Auch, 344 à Mirande, 186 à Condom. 82 à Lectoure; 783 Gersois ont séjourné dans les prisons du Gers; 447 ont été relâchés; 132 sous mandat d'arrêt sont en fuite; 336 sont encore détenus en attendant leur départ pour l'Algérie, — 167 à Auch, 104 à Mirande, 30 à Lectoure, 35 à Condom (1).

L'instruction judiciaire a duré deux mois; 1200 à

(1) Arch. du L.-et-G. — *U 1-5. C. d'Etat, 1851.* — « Etat numérique des ind. inculpés à raison des événements pol. de déc. 51, pour tout le Gers », par Saint-Luc. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 52. Rapports de Géraudon, 20 février, 8 avril 52. — Pour connaître les noms des détenus et des libérés, cf. *Annexe au chap. V.* — *Le Courrier* du 14 avril donne les chiffres suivants : 10.000 individus mis en mouvement par l'insurrection; 770 arrêtés en vertu de mandats de justice; 114 contumaces; 435 mis en liberté. Ce sont à peu près les chiffres envoyés par le préfet au ministre, le 20 février.

1500 témoins ont été entendus (1). Cette vaste enquête, longue, attentive, minutieuse, a été menée par des magistrats instructeurs de mœurs et d'esprit bourgeois, imbus de préjugés antirépublicains, mais dominés par des habitudes de régularité professionnelle. Par souci d'indépendance, de correction, ils résistent à certaines impatiences ou exigences d'agents trop zélés du coup d'Etat. L'incident Ader-Géraudon est significatif; les scrupules de Daste et son refus momentané d'instruire sont une protestation contre l'immixtion directe ou indirecte de l'autorité administrative dans l'instruction. Parmi les juges de paix mêlés familièrement aux populations, quelques-uns ont « fait la part de l'entraînement et des circonstances » et conseillé quelque mesure dans la répression; celui de Cazaubon, en dépit des injonctions du sous-préfet, a refusé de dresser la liste de proscription en dehors d'une sérieuse instruction préalable.

A la masse des dépositions il faut joindre les nombreux rapports de maires, de brigadiers de gendarmerie, de magistrats. Les maires, fréquemment interrogés par les juges de paix, ont rédigé le récit des troubles de leur commune, dressé la liste des « rouges », des meneurs, des boute-feux, dénoncé leurs menées, réunions, propos, participation à l'insurrection. Quelques-uns, fort rares, plus soucieux d'agir en représentants de leurs compatriotes qu'en agents de répression politique, peut-être aussi par peur des représailles, répugnent à dénoncer leurs administrés : ils refusent de renseigner les magistrats, rédigent des rapports incolores ou optimistes (2).

Tous ces témoignages — dépositions et rapports — éma-

((1) Pour le seul arrondissement de Condom, bien moins agité que celui de Mirande et que certains cantons de l'arrondissement d'Auch, le juge d'instruction et les juges de paix ont entendu près de 400 témoins. On peut croire que le nombre des témoins a été encore plus élevé dans les arrondissements d'Auch et de Mirande où le chiffre des mesures de sûreté proposées par la Commission mixte a été 3 ou 4 fois plus fort que dans celui de Condom.

(2) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insur., 1851. Dossier de Valence*. — Maire de Valence à j. de paix, 31 déc. 51.

nent d'hommes de conditions fort diverses : fonctionnaires — magistrats, commissaires, agents de police, huissiers, sergents de ville, gardes champêtres, perceps, instituteurs, etc., — maires, curés, notaires, médecins, vétérinaires, gros propriétaires, commerçants, aubergistes ou cafetiers, épiciers, buralistes, artisans, domestiques, ouvriers agricoles, petits propriétaires ou métayers. Généralement, ces témoins ont déposé librement devant les juges d'instruction ou les juges de paix, en dehors de toute contrainte; beaucoup ont parlé sans passion politique, ni animosité personnelle. On peut les croire. — Plus de 800 détenus ont été interrogés. Un grand nombre a fait des aveux. Par intimidation, par des promesses de libération prochaine, les magistrats instructeurs ont obtenu, soit des témoins, soit des détenus, des révélations sur le mouvement insurrectionnel, sur le fonctionnement et le personnel des sociétés secrètes. Toutefois les interrogatoires sont des documents moins sûrs que les procès-verbaux d'information; les prévenus se sont naturellement efforcés d'amoindrir ou de modifier leur rôle.

En résumé, des témoignages d'affiliés, « nombreux, précis, concordants », ont révélé l'organisation et la composition des sociétés secrètes, « leviers de l'insurrection », les cérémonies d'affiliation, les formules du serment; des propos injurieux, violents, « séditions » ou antisociaux, ont été rapportés; les antécédents, le caractère de chaque prévenu et sa participation à l'insurrection ont été généralement établis par plusieurs témoignages. Dans l'amas des papiers du Coup d'Etat, les dossiers judiciaires — dépositions, interrogatoires, procès-verbaux ou rapports — sont les documents les plus probes, les plus précis et les plus sûrs.

III

Le général de Géraudon avait hâte de liquider la masse encombrante des détenus politiques.

Notre prison est pleine, écrivait-il le 2 janvier; il serait à désirer qu'on pût nous débarrasser déjà d'une partie de ces coquins.

L'instruction était assez avancée à Auch et à Mirande pour que la commission militaire fonctionnât utilement. « Si la commission militaire était instituée, elle aurait de quoi s'occuper », affirmait encore le général, au 4 janvier. Et il s'impatientait du retard à la nommer. Le 5 janvier, le ministre de la guerre télégraphiait au commandant de la 13^e division militaire.

Désignez les membres et faites fonctionner provisoirement en attendant l'approbation de vos choix (1).

La commission militaire fut instituée dans le Gers par un arrêté du général de Géraudon, du 7 janvier. Elle était composée du lieutenant-colonel Cappe, du 45^e de ligne, président; des capitaines Bouvin et Roche, du 16^e de ligne, assesseurs; du maréchal-des-logis Michaud, du 6^e husards, greffier. Elle tint sa première séance le 8 janvier, dans une salle du tribunal; elle fonctionna jusqu'au 8 février (2). Elle avait pour mission d'étudier les dossiers de l'instruction communiqués par les parquets et de répartir ensuite les insurgés détenus ou en fuite en 4 catégories : les insurgés convaincus de violences, de pillage ou de meurtres étaient déférés aux conseils de guerre et placés dans la 1^{re} catégorie; dans la 2^e et la 3^e figuraient les insurgés

(1) Arch. de la Guerre, *Corresp. gén.*, 1852. — Commandant la 11^e D. M. à ministre, 4 janvier.

(2) *Actes admin. de la préf. du Gers*, 1852, n^o 1. — *Opinion*, 8 et 9 janvier 52.

proposés pour la transportation à Cayenne (les plus coupables) ou en Algérie (les moins coupables); enfin, la commission proposait des mises en liberté pour insuffisance ou inexistence de charges (4^e catégorie). La commission prononçait sur pièces, c'est-à-dire sans débats contradictoires. Elle ne prenait pas des *décisions*; elle émettait de simples *avis*; mais ses avis étaient sans appel. Les magistrats gardaient l'instruction, mais ils évitaient de s'ingérer dans les procédures de la Commission; ils se bornaient à lui adresser les pièces et les dossiers de l'instruction. Toutefois, Géraudon et le lieutenant-colonel, président de la Commission, estimaient que les commissaires ne pouvaient prononcer sur pièces sans s'éclairer de l'avis des magistrats; ils décidèrent qu'avant de délibérer sur chaque série d'inculpés dont les dossiers lui seraient remis, le président se réunirait officieusement avec le procureur de la république et le juge d'instruction pour connaître leur opinion sur la moralité de chaque prévenu et son degré de culpabilité. Enfin, persuadé que l'assistance des magistrats n'avait toute son efficacité que « dans les lieux mêmes où l'instruction s'est faite », le général se proposait de faire siéger successivement la Commission dans chaque arrondissement. Les *avis* seront communiqués à Géraudon qui les expédiera au commandant de la 13^e division militaire. Ce dernier les transmettra au ministre de la guerre, qui seul ordonnera d'informer devant le conseil de guerre (1).

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapports de Géraudon, 12 janvier, 8 avril. — *Insur. gén. de déc.* 51, Gironde, Dordogne, Gers. — Saint-Arnaud aux com. des div. mil. et subdiv. en état de siège, 17 janvier 52; — de Bourjolly à min., 18 janvier. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Min. à gén. de Bourjolly, 19 déc.; Bourjolly à proc. gén., 21 janvier; — min. à gén. Carrelet, 19 déc. 51, 6 janvier 52; proc. gén. de Royer aux procureurs, 16 déc. 51. — La Commission militaire faisait office de Chambre du conseil en dépouillant les dossiers, en élargissant les prévenus, ou en proposant au ministre le renvoi devant le conseil de guerre. D'autre part, elle se substituait en partie à l'officier rapporteur devant le conseil de guerre : d'après la loi du 13 Brumaire an V qui réglait encore la procédure, l'officier rapporteur, après information, renvoyait directement devant le

Le 13 janvier, la Commission opérait à Mirande; le 18, elle rendait une ordonnance de non-lieu à l'égard de 65 signataires de protestations contre le coup d'Etat, publiées le 4 décembre par l'*Ami du Peuple* et le *Démocrate*. Le 30 janvier, elle élargit 30 détenus. D'après Géraudon, elle émit 556 *avis*, c'est-à-dire proposa 556 « inculpés » pour la transportation ou la mise en liberté (1).

Par une circulaire du 19 janvier, Saint-Arnaud avait prescrit aux Commissions militaires un second interrogatoire des « inculpés », pour leur permettre de s'expliquer sur les faits révélés postérieurement au premier. De plus, pour faciliter et hâter la revision confiée à une commission établie au ministère de la Guerre, chaque dossier d'insurgés devait énoncer brièvement les faits principaux motivant l'avis exprimé. Conformément à ces instructions, la Commission militaire du Gers résuma en quelques formules les antécédents et la participation matérielle ou morale à l'insurrection de chacun des hommes classés dans les trois premières catégories. Rédigées sur des feuilles volantes, quelques-unes de ces notices figurent encore dans les dossiers des insurgés; beaucoup ont disparu. D'ailleurs ce travail de classement a été absorbé et fondu dans le travail de la Commission mixte, qui a utilisé les papiers de la Commission militaire pour son propre classement et pour la rédaction des notices sur les insurgés soumis à des mesures de sûreté.

*
**

Tandis que la Commission militaire commençait à dépouiller les dossiers de l'instruction pour classer les insur-

conseil de guerre les individus déférés à la justice militaire. La Commission militaire était donc une innovation de procédure, un expédient destiné à simplifier les débats, diminuer le nombre des accusés, hâter le jugement. Mais le gouvernement ayant renoncé très vite à faire juger la masse des détenus par les conseils de guerre, la Commission militaire fonctionna surtout comme organe de classement des insurgés.

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 8 avril. — *Opinion*, 12, 14, 19 janvier.

gés, une dépêche ministérielle du 10 janvier, développée par une circulaire du 11, prescrivait aux préfets de répartir en 4 catégories : 1° « les principaux chefs de l'insurrection ou les individus qui s'y sont montrés le plus dangereux » ; 2° « les insurgés moins compromis » ; 3° « les hommes qui, sans avoir pris une part active aux violences et aux crimes de l'insurrection, les auraient amenés par leurs prédications habituelles contre le gouvernement » ; 4° ceux dont « la présence pourrait devenir une cause de troubles et d'incertitude et devraient être éloignés du département ». Les hommes de la première catégorie étaient destinés à la transportation ; les hommes de la 2°, au bannissement, ceux de la 3° et de la 4° à l'éloignement de leur département (1). C'était là un nouveau classement. En effet, tandis que la Commission militaire ne s'occupait que des insurgés, préfet et sous-préfets devaient signaler en outre les hommes étrangers à l'insurrection, mais « reconnus pour chefs du socialisme ou signalés comme violemment hostiles au gouvernement, ou même désignés comme pouvant troubler l'ordre public ». Ce classement trahissait une double préoccupation : régler le sort des insurgés détenus ou en fuite, purger le département d'hommes présumés dangereux, mais qui n'avaient pas participé matériellement à l'insurrection.

Le 16 janvier, le préfet a prescrit ce classement aux sous-préfets de Condom, Lectoure et Mirande. Il a commencé lui-même ce travail pour l'arrondissement d'Auch (1). Ce classement s'est poursuivi de la mi-janvier à la mi-février. Seul, le travail relatif à l'arrondissement de Condom a été conservé. Le sous-préfet Souquières voulut enquêter sur place pour dresser ses listes. Il visita les communes les plus agitées par le coup d'Etat. Le 13 janvier, il était à Gondrin d'où il envoya un long rapport au

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Préfet à Intérieur, 16, 21 janvier 52.

(1) *Ibid.* — Préfet aux sous-préfets de Mirande, Condom, Lectoure, 16 janvier 52.

président Bouet pour lui signaler les témoins les mieux informés et disposés à renseigner sur les sociétés secrètes et le mouvement de Gondrin. Le 15, Souquières était à Cazaubon, le 17 à Eauze (2). Il se renseignait auprès des juges de paix et leur demandait la liste des hommes dangereux ou compromis et leur répartition en catégories de transportables, d'expulsables ou d'éloignables du département ou de la France. Le 26, le juge de paix de Cazaubon refusait de dresser des listes de proscription en dehors d'une instruction sérieuse, qui révélât les charges pesant sur chacun des individus proposés pour des mesures de sûreté; il annonçait qu'il entamait cette instruction. Le 6 février, le sous-préfet lui enjoignit de lui expédier sans retard la liste des « démagogues du canton qui ont les plus mauvais antécédents ou sont considérés comme les plus dangereux ». Affolé, le juge de paix écrivit au Procureur :

Puis-je accepter, hors la présence d'aucun fait ostensible, la responsabilité de dresser une telle liste ? N'aurai-je pas lieu de craindre qu'on pourrait soupçonner une vengeance personnelle ? Que puis-je dire à leur charge, sinon que le public les signale comme étant les plus dangereux et qui se montraient avec arrogance avant les événements ? Que l'administration demande des renseignements, je le comprends ; mais une liste dressée par nous sans aucun fait patent, notoire, autre que des appréciations, cela me paraît exorbitant... Je vous prie, *très confidentiellement et sous ma seule responsabilité*, de me tracer ma conduite, dut-il y aller de ma place de juge de paix (1).

Par cette plainte du juge de paix, on voit que l'administration et les magistrats envisagent différemment leur rôle répressif. Pour le préfet et les sous-préfets la répression est une opération politique, et ils procèdent avec un zèle hâtif, d'après une information superficielle. Juges d'instruction et juges de paix entourent leur enquête des formes et des garanties judiciaires; ils répugnent à désigner des gens pour la transportation, l'expulsion ou l'éloignement, sur de simples présomptions, opinions ou racon-

(2) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insur. de 1851. Condom.* — Souquières à Bouet, 13 janvier 52.

(1) Arch. du Gers. U. *Annexes des greffes. Insur. de 1851. Cazaubon.* — J. de paix à procureur, 7 février 52.

tars, en dehors de faits établis par une instruction sérieuse.

Du 22 janvier au 9 février, le sous-préfet de Condom a expédié au préfet 7 états nominatifs : 1 pour Condom; 2 pour le canton de Condom; 3 pour le canton de Montréal, 1 pour le canton de Nogaro. Le sous-préfet propose la transportation contre 66 personnes, l'expulsion de France pour 10 ans contre 28 et pour 5 ans contre 11, l'éloignement du département pendant 5 ans contre 34, l'éloignement du département et des départements limitrophes pendant 5 ans contre 23. Chacun des 162 noms est suivi de l'âge, profession et domicile, de la mention *détenu, en fuite, en liberté*, et d'un très bref énoncé des griefs.

Des 66 « hommes dangereux » désignés pour la transportation, 48 sont de Condom (24 détenus et 24 en fuite), 18 (8 en fuite, 9 détenus, 1 en liberté), domiciliés dans les cantons de Montréal (11) et de Nogaro (7). 42 seront classés « Algérie + et — » par la Commission mixte : 32 de Condom (16 en fuite) et 10 des cantons de Montréal et de Nogaro (4 en fuite). Ils sont présentés comme les chefs du socialisme, des propagandistes actifs, les organisateurs de l'insurrection, ou comme des hommes immoraux et méprisables. 7 exercent des professions libérales, avoués, avocats, huissiers; les petits commerçants dominant. Tous ces hommes forment l'état-major et la portion agissante du parti républicain dans l'arrondissement de Condom. — Les charges sont un mélange d'imputations matérielles, d'appréciations morales, de griefs d'ordre privé. Elles se résument dans les formules suivantes : *dangereux et violent, mauvais sentiments, moralité détestable, scélérat, capable de tout; — affilié aux sociétés secrètes, centurions, décursions; — propagande incessante; — piltard et ennemi juré de la propriété, de l'ordre, de tous ceux qui possèdent — a poussé à l'insurrection, faisait partie en armes des bandes insurgées; membre de la commission révolutionnaire, a fondu des balles, fabriqué des cartouches, sonné le tocsin ».*

Voici quelques notes politiques :

« Les 5 inculpés (*Lamarque, Daulhième, Dugarçon, Duluc, Iæstrade*), membres de la commission révolutionnaire, chefs du socialisme, ont avoué les propos les plus coupables, doivent au moins être déportés à perpétuité. Le premier surtout, *Lamarque*, est un misérable qui devrait être traité exceptionnellement, ne serait-ce que pour l'exemple ». — « *Campistron Bern.*, boulanger, ne parlant que de tuer, ensanglanter et du rasoir national, cruel et capable de tout, doit être traité sans pitié ». — « *Dugarçon*, vagabond... réclamait les serments les plus abominables, ne parlait que de sang et de carnage... ». — « *Fausseries Fr.*, braconnier, vagabond, se rendant en armes à Condom, disait : « Je n'ai ni pain, ni vin, ni blé, mais demain j'aurai de tout ». — « *Lacomme*, chiffonnier, ne parlant jamais que de poignard, de sang et de guillotine. » — « *Saux*, chef d'une affiliation d'ouvriers se réunissant à l'auberge Boyer (Gondrin). La raison sociale était le partage des biens et la destruction de ceux qui possédaient ».

Sur les listes des 96 « individus dangereux », désignés pour l'expulsion de France ou l'éloignement du département, nous retrouvons avec quelques variantes, les mêmes mentions : *dangereux, exalté, meneur; propagandiste; affilié aux sociétés secrètes; socialiste Cabet, icarien, partageux; — armé à l'insurrection; membre de la commission révolutionnaire, etc.* Mais le sous-préfet a usé ici de formules dubitatives ou atténuantes : « *devait être,... aurait assisté, on croit l'avoir vu,... on ignore s'il était à la manifestation; — d'un caractère peu dangeureux, peu méchant; d'une famille honnête; entraîné par faiblesse; — d'un âge avancé; son gendre, soldat dévoué de l'ordre; — a de l'aisance et n'avait pas pour but l'attaque des propriétés; — a fait des révélations; on espère de lui des révélations importantes.* Voici quelques notes sur les hommes du canton de Condom désignés pour l'expulsion :

« *Malarens*, vétérinaire, un des chefs les plus dangereux du parti socialiste par son savoir-faire et sa prudence; a été le fléau de la classe ouvrière. Président de la société industrielle dissoute. » — « *Filliol Prosper*, perruquier (en liberté); chez lui, des conciliabules permanents des affiliés aux sociétés secrètes; s'est caché pendant 15 jours, convaincu qu'il devait être arrêté; socialiste résolu ». — « *Gourragne...* demandait la permanence de la guillotine... » — « *Cadéot Guil.* s'est vanté d'avoir assisté à la mort du général Bréa et d'avoir mangé de la chair humaine; désigné sous le nom de partageux. On ignore s'il assistait à la manifestation ». — « *Laroche Jean*, médecin, ne peut être socialiste dans le sens des partageux; son aisance, une bonne clientèle, l'amour du sien qu'il pousse jusqu'à la cupidité excluent cette idée.. »

49 individus de ces listes sont en liberté; 3 ont été élargis par la commission militaire pour insuffisance de charges. Cependant le sous-préfet propose 1° la transportation contre 2 « démagogues incorrigibles »; 2° une expulsion de 10 et 5 ans contre 15; 3° l'éloignement du département pendant 5 ans contre 34.

Parmi ces 49 individus, 37, n'ont pas participé à l'insurrection et l'énoncé des griefs se borne aux formules suivantes : « *dangereux par l'excès de ses opinions démagogiques, professant des idées socialistes abominables; homme immoral; partageux, socialiste poussé par sa femme qui est une mégère; socialiste déterminé; ne s'est pas compromis dans ses derniers temps; propageant des idées socialistes, quoique dans une position aisée; a fait et continuerait volontiers la propagande socialiste; — n'a point pris part à l'insurrection, l'ordre n'ayant point été troublé dans sa localité, mais très dangereux; — élargi par la commission militaire, mais il n'en est pas moins mauvais sujet.*

Voici 3 notes sur des républicains laissés en liberté et qui n'ont pas participé au mouvement insurrectionnel.

— *Dugoujon* Casimir : vicaire apostolique à la Guadeloupe; expulsé des colonies pour avoir excité les noirs à la révolte; chargé des missions étrangères; socialiste dangereux et irréconciliable.

— *Lamarque J.-B.* (Fourcès), cousin germain de Lamarque et Durrey, les 2 chefs socialistes les plus dangereux de l'arrondissement. Lié intimement avec eux, partageant leurs sympathies, bien que son action n'ait pas dépassé les limites de sa commune. Esprit orgueilleux, jaloux et méchant et voyant avec douleur tous ceux plus considérés que lui. Avait la confiance des grands organisateurs en tant qu'elle lui était nécessaire dans l'orbite où il se mouvait. L'influence qu'il exerçait sur la classe ouvrière était d'autant plus funeste que sa position de fortune semblait lui donner plus de désintéressement. Le pays qu'il habite a besoin d'un semblable exemple (éloignement de 5 ans) pour que son esprit puisse être amélioré.

— *Capelle J.*, vétérinaire à Gondrin. — Ex-maire sous Ledru-Rollin; grand ami de M. Lesseps, ex-conseiller d'Etat dont il était le frère et le propagateur de ses idées socialistes dans Gondrin. D'une position de fortune convenable, mais poussé par l'envie, la jalousie, la haine de toute suprématie. Peu aimé à cause de sa cupidité qui l'a écarté de la commission révolution-

naire de Gondrin. Sans cela, il aurait participé certainement au mouvement (1).

Ces 7 états nous renseignent sur la composition du personnel républicain dans l'arrondissement de Condom. Le nombre et la sévérité des mesures proposées, les notes politiques et l'énoncé des charges, par l'abondance des termes injurieux ou méprisants, par les griefs d'ordre privé décèlent une passion et un zèle militants. On sent ces listes dressées au lendemain de la lutte, dans la première ardeur de la répression. Elles éclairent l'état d'esprit des agents du coup d'Etat, disposés à voir dans tout républicain un malfaiteur rêvant d'expropriation ou de pillage, préparant dans l'ombre des sociétés secrètes un bouleversement social. Elles laissent entrevoir aussi qu'une petite portion, la moins éclairée et la moins recommandable du parti républicain, se répandait en violences verbales et en menaces contre la propriété, contre les riches, entretenant ainsi chez les petits cultivateurs timorés et crédules, dominés par les riches propriétaires conservateurs, la peur et la haine des « partageux » ou des « rouges ».



Ainsi, en vue de régler le sort des hommes compromis dans les troubles de décembre ou présumés dangereux, la Commission militaire et l'administration procédaient à des classements, tandis que les magistrats poursuivaient l'instruction. D'ailleurs, chaque autorité militaire, judiciaire, administrative, opérait séparément. Le 29 décembre, le ministre de la justice avait demandé aux procureurs généraux : 1° la liste des « inculpés pour faits politiques postérieurs au 2 décembre, leur position sociale, leurs antécédents, les caractères de l'inculpation » ; 2° leur avis sur la mesure de sûreté applicable à chaque « inculpé » ; 3° des rapports « spéciaux et détaillés sur les inculpés

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 6. — Listes du sous-préfet de Condom, 22 janvier, 2, 3, 9 février 52.

les plus gravement compromis ». De son côté, le ministre de l'Intérieur prescrivait aux préfets un classement de tous les hommes « compromis » ou « dangereux ». Enfin, les Commissions militaires étaient invitées par le ministre de la Guerre à « dresser des listes séparées des individus qui doivent être renvoyés pour crimes devant les conseils de guerre, de ceux qui doivent être transportés, soit à la Guyane, soit en Afrique, de ceux enfin qui ont pu ou pourront être mis en liberté » (1). Cette diversité de renseignements, avis ou classements, émanés de trois autorités, risquait d'entraîner de la confusion, des conflits, des lenteurs dans l'expédition de la masse encombrante des détenus politiques. Aussi les trois ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Guerre, chargés de la répression, se concertèrent en vue de hâter, unifier, abréger cette besogne vaste et complexe. Ils renoncèrent d'abord à faire juger par les conseils de guerre un aussi grand nombre d'individus détenus ou poursuivis; ils redoutaient la lenteur de ces tribunaux, les débats contradictoires, susceptibles de soulever du bruit et des passions, d'entraîner des retards, peut-être des acquittements scandaleux. Appelés à centraliser et apprécier les nombreux documents fournis par les fonctionnaires de leurs administrations, ils décidèrent, en vue d'expédier plus rapidement leur tâche, que, dans chaque département, ces fonctionnaires, au lieu de leur adresser leurs renseignements, classements ou avis, se réuniraient pour les examiner et les confronter, pour leur proposer ensuite des mesures de sûreté applicables à chacun des individus signalés. A cet effet, ils instituèrent une conférence du préfet, du procureur général ou du procureur de la République, du général ou de l'officier supérieur commandant l'état de siège ou les troupes du département. C'était la *Commission départementale* ou *mixte*. Chacun

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — G. des Sc. à p. g. d'Agen, 29 déc. 51. — Arch. du Gers, M 3 C. d'Etat, 51. — Préfet à Intérieur, 16 janvier 52. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 51. — Saint-Amand à commandant 1^{re} div. mil., 19 déc. 51.

de ces trois fonctionnaires fut avisé par une circulaire de son ministre, datée du 17 ou 18 janvier (1).

Le 21 janvier, le préfet du Gers écrit au ministre :

...Suivant les instructions renfermées dans la circulaire du 18 janvier, au lieu de vous adresser directement le travail relatif aux hommes compromis par leur participation aux insurrections récentes, ou reconnus pour chefs du socialisme, ou signalés comme violemment hostiles au gouvernement, ou même désignés comme pouvant inquiéter l'ordre public, je vais me concerter avec M. le général commandant l'état de siège et M. le procureur de la République pour la classification de ces individus dans les diverses catégories que vous avez indiquées (2).

De son côté, le 17 janvier, Saint-Arnaud écrivait aux commandants des divisions et subdivisions militaires en état de siège :

Ces fonctionnaires (général, préfet, procureur) réunis compulseront tous les documents qui auront été mis à leur disposition, soit par les parquets, soit par les Commissions militaires, soit par les administrations centrales, et, après un examen attentif de tous ces dossiers, ils proposeront une mesure de sûreté (3).

Les trois commissaires représentaient les trois autorités qui avaient opéré des arrestations, collaboré à la répression, enquêté sur l'insurrection. La Commission mixte centralisait tous les renseignements : dossiers judiciaires, listes de l'administration, avis des Commissions militaires. Elle prononçait sur pièces, c'est-à-dire sans débats contradictoires, sans entendre ni inculpés ni témoins. Après l'examen des documents fournis par les parquets, l'administration et la Commission militaire, les 3 commissaires décidaient la mise en liberté ou l'application d'une mesure de sûreté : renvoi devant le conseil de guerre, transportation à Cayenne, en Algérie, expulsion de France, éloignement momentané du territoire, internement, c'est-à-dire,

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — G. des Sc. à p. g., 18 janvier 52. — Arch. de la Guerre. Insur. de déc. 51. Gironde... Gers. — Circulaires de Saint-Arnaud aux com. des div. et subd. en état de siège, 17 et 19 janvier 52.

(2) Arch. du Gers. M 3. C. d'Etat, 1851. — Préfet à Intérieur, 21 janvier 52.

(3) Arch. de la Guerre. Insur. de 1851. Gironde... Gers. — Circulaire de Saint-Arnaud, 17 janvier 52

obligation de résider dans une localité déterminée, renvoi en police correctionnelle. Le gouvernement se proposait de « frapper les chefs et meneurs du parti démagogique, les organisateurs des sociétés secrètes et non les hommes égarés momentanément ».

Dans le Gers, la Commission mixte était formée du général de Géraudon, du procureur Saint-Luc-Courborieux, du préfet de Lagarde et, en février, du conseiller de préfecture Meunier remplaçant de Lagarde « appelé à d'autres fonctions ». La commission se réunissait à la Préfecture. Jusqu'au 8 février, la Commission militaire fonctionna à côté de la Commission mixte et les magistrats continuèrent l'instruction jusqu'au 9; les sous-préfets confectionnèrent des listes de proscription jusqu'à la mi-février. Mais pour hâter le travail de la Commission mixte, une circulaire du 3 février, concertée entre les ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Justice, développa et précisa les instructions du 18 janvier relatives aux attributions et fonctionnement de la Commission. Toute juridiction militaire, judiciaire, administrative était dessaisie au profit de la Commission mixte. La catégorie Cayenne était réservée aux repris de justice. La Commission pouvait ordonner un supplément d'information par tout agent judiciaire, administratif ou militaire. Après un examen des documents judiciaires ou administratifs et des *avis* de la Commission militaire, elle prenait à l'égard de chaque « inculpé » une *décision*, transcrite avec les motifs sur un registre et signée des commissaires. Les mesures de sûreté proposées par la Commission étaient déterminées par le degré de culpabilité, les antécédents, la position de famille de l'*inculpé* : renvoi devant le conseil de guerre pour meurtre ou tentative de meurtre; — transportation à Cayenne des inculpés, repris de justice; — transportation en Algérie avec internement dans une colonie pénitentiaire (Algérie *plus*) ou comme colon libre (Algérie *moins*); — expulsion de France; — éloignement momentané du territoire; — internement ou obligation de résider dans une localité assignée

par l'autorité; — renvoi en police correctionnelle; — mise sous la surveillance de la police. Enfin la Commission ordonnait des mises en liberté.

La circulaire du 3 février modifiait le travail de la Commission en ce qui concerne la catégorie *Cayenne* où la circulaire du 18 janvier plaçait les chefs les plus redoutés de l'insurrection; celle du 3 février la réservait aux *repris de justice*. Le procureur Saint-Luc s'en plaignit vivement :

... Les repris de justice dans nos contrées sont des hommes peu dangereux, des instruments. Ils n'ont joué qu'un rôle secondaire. Cette règle met dans la nécessité de punir plus sévèrement les soldats que les chefs. Un homme condamné pour vol à 6 mois de prison n'est pas dangereux comme Violet, Gastineau, Breuils... Et puis, qu'entend-on par repris de justice ? Tout cela est embarrassant... (1).

Une expédition des travaux de la Commission sera adressée à chacun des trois ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre. Cet état contiendra les noms, prénoms et domicile des « inculpés », la mesure de sûreté proposée contre chacun d'eux et un résumé des motifs de la décision. La circulaire recommande par dessus tout l'accord et la célérité; le délai assigné est la fin de février. Il n'est question ni de témoins, ni de défenseurs, ni d'interrogatoires.

Le pouvoir de la Commission est « discrétionnaire », répète le garde des sceaux aux procureurs généraux.

Tous les individus, écrit-il le 11 mai, qui, par leur activité, leurs discours, leurs menées ont, même antérieurement au 2 décembre, préparé les populations au désordre, au mépris des principes d'autorité... et à la haine et à l'envie contre les classes riches pourront être l'objet de l'examen et d'une décision du tribunal mixte qui est investi à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire.

En même temps qu'un tribunal extraordinaire, un expédient propre à liquider promptement la masse des détenus, la Commission mixte était un instrument d'épuration politique du département.

Cependant les décisions de la Commission mixte n'ont

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à P. g., 6 février 52.

pas un caractère judiciaire (1); la mesure est administrative. Ce n'est pas une peine, mais une mesure de sûreté et le gouvernement reste toujours maître, « sans procéder par voie gracieuse, d'atténuer la mesure prise ou de la faire casser » (2).

IV

Les prisons regorgent. Le gouvernement s'efforce de les dégager. Résolu à frapper « les chefs et les meneurs du parti démagogique, les organisateurs des sociétés secrètes », il veut séparer « la foule imitatrice, ignorante et mobile » d'avec « les meneurs et conspirateurs invétérés ». Saint-Arnaud avoue que bien des arrestations ont été faites au hasard, sur des renseignements incomplets et erronés. Et les commissions militaires reçoivent l'ordre d'élargir « les inculpés qu'elles croiront innocents ». Mais l'embaras croît avec la masse sans cesse grossissante des détenus politiques. Persigny, le nouveau ministre de l'Intérieur, propose et fait adopter un expédient commode, rapide et sûr : par sa circulaire du 29 janvier, il invite les préfets à mettre en liberté immédiate tous les détenus peu coupables.

(1) Pour les frais de procès et de détention, l'Etat n'a aucun privilège sur les biens des insurgés frappés de mesures de sûreté. Afin d'échapper au recouvrement par l'Etat des frais de leur procès, quelques insurgés du Gers avaient placé leurs biens sur la tête d'un de leurs proches. Soucieux de l'intérêt du Trésor, le directeur des Domaines proposa au général de Géraudon de mettre sous séquestre tous les biens des insurgés poursuivis. Géraudon refusa. Néanmoins, dès le 27 janvier, le directeur de l'Enregistrement forma opposition sur une somme de 1.800 francs, due à Dupuy, de Fleurance, par une compagnie d'assurances contre l'incendie. Cette opposition illégale ne fut levée que le 27 mai sur une réclamation du beau-frère de Dupuy. (Arch. du Gers. *C. d'Etat M 2*. — Géraudon à préfet, 5 mai; directeur de l'enregist. à préfet, 28 mai 52).

(2) Arch. nat. *BB 30/398-402*. Dossiers des Com. mixtes. — Cf. un article de M. Ch. Seignobos dans la *Révolution de 1848*, mai-juin 1909, Tome VI. *Les opérations des Commissions mixtes*.

bles, simplement égarés, entraînés, n'offrant aucun danger pour la société.

Sur divers points du territoire, écrit Saint-Arnaud aux commandants militaires, de nombreuses arrestations ont été faites d'après des renseignements très incomplets et souvent erronés. Les prisons sont encombrées. Il importe de faire cesser cette situation. En conséquence les dispositions suivantes ont été arrêtées en conseil : « Tout individu que le préfet, sous sa responsabilité, déclarera ne devoir être ni transporté, ni retenu pour cause politique, sera mis en liberté sur-le-champ, sans s'arrêter aux motifs qui l'ont fait incarcérer, sans s'occuper si l'instruction à son égard est ou n'est pas commencée.

Ce droit de mise en liberté immédiate, sans partage ni contrôle, conféré au préfet par la circulaire du 29 janvier, risquait d'exciter les ombrages des deux autres membres de la Commission mixte et des magistrats. Pour ménager ces susceptibilités, éviter des conflits ou des critiques, le préfet soumit à la Commission mixte les propositions d'élargissement rédigées par les sous-préfets. Mais les procureurs se plaignirent que l'élargissement, par l'administration, de détenus, mêmes placés sous mandat judiciaire, nuisît gravement à l'instruction. Le procureur de Condom exposa ses doléances au sous-préfet Souquières, nouveau venu dans l'arrondissement.

J'apprends que 7 à 8 inculpés viennent d'être élargis par vos ordres et par vos soins. Je vous prie de vouloir m'en faire connaître les noms, afin que je les fasse connaître à M. le Juge d'instruction. De mon côté, je dois en informer M. le Procureur général. L'instruction peut être compromise, si de semblables mesures ne sont pas concertées avec l'autorité judiciaire....

Le même jour, il écrivait au procureur général :

Il me semble bien regrettable que M. le sous-préfet demande à Auch, obtienne et ordonne ensuite des mises en liberté *à mon insu*. Peut-être, d'autres inculpés vont être élargis de la même manière. M. le Juge d'instruction et moi ne pouvons rester exposés à ce que nos mandats soient sans cesse déchirés, sans que nous le sachions. On nous dit que, parmi les libérés, se trouvent plusieurs individus de Gondrin. Nous sommes au moment de découvrir la société secrète de cette commune, et leur confrontation pouvait devenir utile. A quoi servent les notes des extraits dont nous nous occupons sans trêve, si on statue sans nous ?

On peut en élargir sur lesquels j'aurais des renseignements très graves (1).

La circulaire du 29 janvier, qui donnait au préfet le droit d'élargir à son gré les détenus, et celle du 3 février, qui clôturait l'instruction, étaient blâmées par les magistrats et les juges de paix.

A la demande de Saint-Luc, le préfet invita les sous-préfets à se concerter avec les procureurs pour établir leurs listes d'élargissements, et à s'adjoindre ces magistrats pour assister à la levée d'écrou des prisonniers. Saint-Luc demanda aussi l'entrée à la Commission mixte pour les procureurs de Mirande, Condom et Lectoure, afin de les consulter sur les mises en liberté : seuls ces magistrats pouvaient fournir « des renseignements certains sur les inculpés et les charges ». Et le préfet informait le procureur général que la Commission, après avoir dépouillé les dossiers de l'arrondissement d'Auch, allait examiner ceux des arrondissements de Mirande, Lectoure et Condom.

J'ai l'honneur, lui écrivait-il, de vous prier d'inviter MM. vos substituts dans ces arrondissements de vouloir bien se tenir à la disposition de la Commission du Gers, pour lui fournir sur leurs arrondissements respectifs les renseignements dont elle pourrait avoir besoin et pour lesquels elle ne saurait se passer de communications verbales avec ces magistrats. Il va sans dire que, lorsque il y aura lieu de les appeler à Auch, je ne perdrai point de vue la nécessité de les rendre à leur siège le plus promptement possible. Permettez-moi d'ajouter qu'il serait peut-être utile de recommander à tous vos substituts la plus grande discrétion sur l'objet des instructions que vous leur donnerez à cet égard.

Selon Saint-Luc, les sous-préfets auraient conçu quelque jalousie à l'endroit des procureurs consultés par la Commission; mais, observait ce magistrat, il était toujours loisible aux sous-préfets d'adresser au préfet des notes qu'il transmettrait à la Commission (2).

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Procureur Romand à p. g., 3 février 52.

(2) *Ibid.* — Saint-Luc à p. g., 6 février 52. — Arch. du Gers. M 3. C. d'Etat, 1851. — Préfet à p. g., 31 janvier 52.



Le 5 février, le préfet invitait les sous-préfets de Condom, Lectoure et Mirande à lui adresser leurs propositions d'élargissement. Il décida que les mises en liberté seraient toujours précédées d'une admonestation du sous-préfet ou du procureur, à l'effet d'expliquer « l'acte de clémence ».

Je compte sur vous, écrivait-il aux sous-préfets au sujet des détenus à élargir immédiatement, pour leur faire entendre préalablement des paroles sévères sur leur conduite passée et de sérieux avertissements pour l'avenir. Faites-leur comprendre qu'ils seront l'objet d'une surveillance particulière, et que, désormais, le moindre de leurs torts s'aggravant de leurs torts passés, le gouvernement se verrait obligé à des mesures d'autant plus rigoureuses, qu'ils auraient plus mal répondu à la clémence du Président de la République (1).

Le 1^{er} février, le sous-préfet de Condom transmet au préfet la liste des 9 détenus « peu compromis », bien moins coupables, selon lui, que beaucoup d'individus encore en liberté. Le 3, il envoie une nouvelle liste de prisonniers susceptibles d'être relâchés sans inconvénient. Le même jour, le sous-préfet de Lectoure propose pour la mise en liberté 24 détenus « entraînés ». Les 2, 4 et 5 février, le préfet adresse au sous-préfet de Mirande 3 listes de 50, 49 et 35 détenus à mettre en liberté immédiate. Dans la première quinzaine de février, les élargissements continuent. A Auch, 70 détenus sont élargis le 3 février; — à Condom, 9 le 3 février, 7 le 5, 14 le 11, 34 le 12, 31 le 13; — à Lectoure, 24 le 5 février, 13 le 12, 5 le 13; — à Mirande, 50 le 3, 49 le 4, 35 le 5, etc. Au 20 février, le chiffre des mises en liberté était de 414, selon le préfet. Sous l'état de siège le total des élargissements ordonnés par les magistrats, par la commission militaire, par le préfet en vertu de l'ordonnance du 29 janvier, par la Commission mixte,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Préfet à sous-préfets de Condom, Mirande, Lectoure, 4 et 5 février; — sous-préfet de Mirande à préfet, 3 mars 52.

semble avoir été de 447, ainsi répartis : 101 à Auch; 178 à Mirande; 125 à Condom; 43 à Lectoure (1).

On abandonna aussi les poursuites contre un certain nombre d'insurgés en fuite (2).



Les parents et amis des détenus ne restaient pas inactifs : ils sollicitaient infatigablement. Nombre de libertés furent accordées à la demande de personnages bien en cour, de notables du parti de l'ordre, de curés, maires, juges de paix, contre des promesses formelles d'abstention politique ou de dévouement au nouveau régime. Les notices sur les prisonniers contiennent souvent les mentions suivantes : *a de nombreux amis dans le parti de l'ordre, attestations favorables du curé, du juge de paix, du maire* ». Les dossiers contiennent de nombreuses suppliques de détenus qui font leur « soumission », étalent leur repentir et leur dévouement, invoquent le chagrin et la détresse matérielle de leurs familles, expliquent ou atténuent leur rôle dans l'insurrection. Enfin, bon nombre de détenus ont obtenu leur liberté pour prix des révélations sur les sociétés secrètes ou l'insurrection. Dans les cahiers d'interrogatoires, on trouve ces indications : *on doit être sévère; à mettre en liberté*, suivant que le détenu a fourni ou refusé des renseignements au juge d'instruction. On rencontre aussi cette mention : *d fait des révélations*.

Dans leurs listes de prisonniers à élargir, les sous-préfets ont fait suivre chaque nom d'un bref énoncé des charges. On voit que les motifs de l'arrestation se réduisent souvent à des présomptions ou à des charges insignifiantes. Les antécédents, le caractère, la condition sociale, les rela-

(1) Pour les mises en liberté, cf. *Annexe au chap. V*. — Arch. dép. C. d'Etat, 1851. M 3. — Préfet à Intérieur, 3, 4, 5, 12, 15, 20 février; aux sous-préfets, 1, 2, 3, 4, 5 février; sous-préfets à préfet, 1, 3, 4 février. — Arch. de la Guerre. Corr. gén., 1852. — Rapport de Géraudon, 8 avril 52.

(2) Arch. du Gers, C. d'Etat, 51. M 3. — Rapport du préfet, 15 février 52.

tions, la famille du détenu, bien plus que la participation au mouvement insurrectionnel, semblent avoir décidé du maintien de l'arrestation ou de l'abandon des poursuites. Voici quelques notes du sous-préfet de Condom sur les détenus libérés le 3 février :

Lescure aîné, aurait un instant paru au milieu des insurgés et tenu quelques propos imprudents;... sans méchanceté, incapable d'une mauvaise action. — *Meynard* aurait été vu un sabre à la main au moment de la prise de la mairie; mais il paraît évident qu'il ne s'y était rendu que pour s'y opposer sur l'invitation du maire. — *Cardaillac*... Un témoin lui attribue un mauvais propos. Homme sans importance et sans précédent fâcheux. — *D...* est déclaré complètement fou.... Plus digne de Bicêtre que de Cayenne. — *Caumontat Jean...*, plus besogneux que méchant. — *Ladieu*., n'a été arrêté que pour savoir si son maître Gardère était coupable de complicité.

Le même sous-préfet signale à l'indulgence de la Commission mixte 4 détenus :

Duchen, entraîné; ses précédents ne sont pas mauvais; soutien d'une femme et de 3 enfants; — *Dulanna*, si faible d'esprit, qu'il sert de jouet aux autres prisonniers; — *Ferret* et *Duffau* appartiennent à des familles honorables; inspirent de l'intérêt par leurs relations et leurs familles... Si leur nature ardente et leurs idées révolutionnaires les ont portés à l'insurrection, ils n'obéissaient à aucun sentiment honteux de convoitise, et se seraient même opposés à toute tentative dangereuse contre les personnes et les propriétés.

Le 1^{er} février, Souquières signalait que le jeune *Laroche*, détenu, fils de l'ex-maire de Condom n'avait pas assisté à la distribution des armes, comme l'avait mensongèrement affirmé « un misérable, qui aurait voulu se venger des nombreuses poursuites que M. Laroche avait fait diriger contre lui, en sa qualité de maire ». Le 4, il implorait la pitié de la Commission pour *Pomier Gérard*, portefaix de 30 ans :

Ses deux jeunes enfants sont morts depuis son arrestation et sa femme est tombée gravement malade. Ce n'est qu'un étourdi sans malice; d'une force herculéenne, l'émeute a été pour lui une occasion d'exercer son activité; il inspire de la sympathie par son caractère et ses malheurs (1).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 51. M. 3. — Sous-préfet de Condom à préfet, 1, 3, 4, 13 février 52.

Selon le sous-préfet Lacoste, les 25 détenus de Lectoure mis en liberté le 5 février ont été tous « contraints de marcher », intimidés par les meneurs. Il considère comme *entraînés, égarés*, tous ceux qui n'ont pas d'antécédents fâcheux, c'est-à-dire n'ont pas été signalés comme des « chefs socialistes », des « meneurs », des « rouges », des « affiliés montagnards » par ses informateurs habituels, gendarmes, commissaires de police, procureur, juges de paix, maires, curés, conservateurs notables (1). — Lacoste hésite à proposer la mise en liberté d'un homme à qui « sa position d'officier ministériel imposait des devoirs plus rigoureux » : il s'agit du notaire Barailhé, détenu pour « rébellion contre la force publique ». Toutefois, le sous-préfet incrimine sa faiblesse plus que ses opinions politiques; et puis, Barailhé a 2 enfants « irréprochables », et, le 8 décembre, il lui a écrit une lettre « pleine de dévouement pour le Président de la République ». Exclu de la première liste d'élargissements, il sera libéré le 12 février (2).

Conformément aux instructions préfectorales, tous les élargissements ont été précédés d'une allocation du procureur de la république ou du sous-préfet. Au dire du sous-préfet de Lectoure, tous les prisonniers élargis ont manifesté du repentir et de la reconnaissance. On devine que, dans la joie de retrouver leurs familles et leur liberté, de s'occuper à nouveau de leurs affaires ou de leurs intérêts en souffrance, la plupart n'ont pas songé à marchander quelques semblants de gratitude. Cependant, à Lectoure, Lascombes, tailleur d'habits, s'est montré indigne de sa grâce, en votant le 29 février contre le candidat du gouvernement. Le sous-préfet n'ose pas proposer de l'arrêter à nouveau pour ce vote, mais il déplore avec « les bons citoyens de Lectoure » cette mise en liberté (3). Par contre,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 4. — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 3 février 52.

(2) *Ibid.*, 13 février 52.

(3) *Ibid.* — 7 mars 52.

le sous-préfet de Mirande s'était vivement opposé à l'élargissement de Dagé avant l'élection du 29 février, parce qu'il supposait ce détenu hostile au candidat officiel. Mais Dagé s'étant engagé par écrit à appuyer de toute son influence la candidature de Granier de Cassagnac, le célèbre polémiste et apologiste du coup d'Etat, le même sous-préfet propose sa mise en liberté immédiate (1).

*
**

L'administration est inexorable aux républicains trop compromis, qu'elle estime dangereux ou incorrigibles, et dont la soumission ne lui paraît que ruse et astuce. Vainement Peyrussan, officier de santé, ex-maire révoqué de Beaucaire, en fuite depuis les événements de décembre, s'évertue à fléchir la rigueur administrative par des promesses réitérées d'abstention politique, à expliquer favorablement sa conduite au 4 décembre, à invoquer sa santé qui est mauvaise. Il écrit au préfet :

J'ai pu parler de république, mais sage, modérée, jamais de rébellion... Je me suis trompé en participant quelques instants au mouvement du 4 décembre des habitants de ma commune, qui se retirèrent fort tranquillement en restant à 15 kilomètres d'Auch... Ma bouche ne prononcera jamais à l'avenir une seule syllabe en fait d'opinion (12 février).

— Je ne suis point dans une société secrète; je n'ai point eu de correspondance politique. Je n'ai jamais été abonné à aucun journal. Atteint d'une gastrite et empirant de jour en jour, et ne pouvant me soigner, je fais observer à M. le Préfet que mes jours sont en danger (21 janvier).

Protestation et plaintes furent inutiles. Le sous-préfet de Condom rédigea contre Peyrussan une notice accablante, où il le désignait comme « un chef socialiste très dangereux et responsable des excès de sa commune » (2).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 4. — Sous-préfet de Mirande à préfet, 18 février; — lettre de Dagé.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Préfet à sous-préfet de Condom et réponse, 20 et 21 janvier 52; — lettres de Peyrussan au préfet, 5 janvier, 12 février 52; — min. de la Pol. à préfet, 18 février; réponses du préfet, 20 février.

Classé *Algérie plus*, il attendra sa grâce jusqu'au 3 février 1853.

Malgré de puissantes interventions en faveur de l'ex-constituant Alem-Rousseau, caché chez des amis, — en faveur du jeune médecin Victor Prieur et de l'avocat Canteloup, détenus à Auch, la Commission mixte refusa de mettre en liberté et d'affranchir de toute mesure de sûreté ces 3 hommes qui faisaient figure de chefs, s'étaient mêlés avec éclat au mouvement du 4 décembre. Il parut à la Commission que la moindre marque d'indulgence à leur endroit l'eût moralement désarmée devant la foule des insurgés.

Le procureur Saint-Luc s'acharna sur Alem. Publiquement apostrophé, défié par lui devant les bureaux du *Démocrate*, au 4 décembre, il avait dû différer son arrestation, pour se ménager le concours du conseil municipal durant la crise. Mais il avait à cœur de prendre sa revanche. Dès le 23 janvier, la Commission mixte, « avec une inflexible fermeté », inscrivait Alem-Rousseau et Canteloup dans la catégorie *Cayenne*. Saint-Luc avoue que la proposition d'une telle mesure contre Alem souleva un vif débat; on peut croire que l'adoption en fut obtenue par son insistance. En vertu de la circulaire du 3 février, la catégorie Cayenne fut réservée aux repris de justice, et Alem Rousseau et Canteloup furent classés dans la catégorie *Algérie plus*, au grand regret du procureur. Le 14 février, du cabinet du ministère de l'Intérieur on écrivait au préfet :

...Suivant M. Bories, rédacteur de l'*Opinion*, journal bonapartiste du Gers, les charges contre M. Alem-Rousseau seraient dépourvues de gravité. M. Bories déclare l'avoir vu parmi ceux qui s'opposaient au désordre. Il est malade. Sa famille est dans la désolation. Trouverez-vous, M. le Préfet, de l'inconvénient à lui faciliter la rentrée en France ?..

Le 17 février, au nom de la Commission, le nouveau préfet Féart répondait « qu'il n'y avait pas lieu *actuellement* de provoquer une mesure de clémence en faveur d'Alem-Rousseau ».

Une même demande en faveur de Prieur se heurta au même refus.

Des personnes qui méritent votre confiance, écrivait-on au préfet, du cabinet du ministre, représentent Victor Prieur comme victime d'une erreur ou d'un faux témoignage. Un magistrat témoignerait, me dit-on, avoir vu M. Prieur lutter courageusement contre l'émeute. Je me borne à appeler votre attention sur cette affaire, persuadé que vous êtes mieux que personne en situation de découvrir la vérité et que vous désirez vous conformer aux sentiments magnanimes du Prince, dont M. de Persigny s'est fait l'organe dans sa circulaire...

Le 17, le préfet répondait :

La Commission ne s'est pas crue autorisée par les résultats de l'instruction à mettre Prieur en liberté (1).

Les agents du coup d'Etat redoutaient les démarches faites à Paris en faveur des détenus. Le bruit que Violet allait être mis en liberté par le gouvernement alarmait le procureur Saint-Luc.

Il paraît qu'on va faire pour Violet, écrivait-il au procureur général le 21 janvier, les mêmes démarches que pour Canteloup. Si le gouvernement ne maintient pas avec une inflexible fermeté les décisions des commissions militaires, et si des influences quelconques ne sont pas écartées sans pitié, il faudra désespérer de l'ordre public. Appelez sur ce point l'attention de M. le Garde des Sceaux. — *Nota* : La femme de Violet est la nièce du conseiller Peléfigue. On assure que ce magistrat doit accompagner sa nièce à Paris, sans doute pour solliciter l'appui de M. Aylies, son ami (2).

Le 31 janvier, Géraudon reçut du ministère de la Guerre l'ordre télégraphique de mettre en liberté immédiate l'avocat Canteloup classé *Cayenne* par la Commission mixte. Préfet, procureur, général, furent scandalisés, consternés par un pareil ordre. Saint-Luc proposa aussitôt au général d'envoyer au nom de la Commission une dépêche télégra-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 12. — Lettres au préfet et réponse, 13, 14, 17 février 52. — Arch. nat. BB 30/366. *Grâces*. — Une note biographique et politique sur Alem attribue la sévérité de la Commission mixte au « souvenir des explications regrettables engagées avec M. le Procureur de la République, le 4 décembre ». En fuite, Alem fut classé *Algérie moins*; cette dernière mesure fut commuée en expulsion le 15 août; placé sous la surveillance le 10 novembre, Alem-Rousseau fut grâcié le 7 mars 1853.

(2) Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Saint-Luc à p. g., 21 janvier 52

phique au ministre de la Guerre, pour lui demander de surseoir à la mise en liberté de Canteloup jusqu'après la réception d'un rapport sur ce détenu. Mais le général n'osa pas prendre sur lui de différer l'exécution d'un ordre formel du ministre qui lui prescrivait de rendre compte. Cette mise en liberté parut au procureur « la plus déplorable, injuste et impolitique ».

Canteloup, actionnaire de *L'Ami du Peuple*, membre du comité de rédaction, donnant par sa position, son renom, une grande force à son parti... Il n'y aura qu'un seul cri : impunité pour les riches, sévérité contre les ignorants et les faibles. Récapitulons : Dupetit et consorts, auteurs d'une protestation violente et d'une rébellion encore plus violente contre le Procureur de la République, mis en liberté; Canteloup... mis en liberté. Il en résultera un mal profond. Je dis moi : miséricorde pour l'ignorant et le faible, mais répression énergique contre les chefs.

Le 3 février, Saint-Luc récriminait encore contre la mise en liberté de Canteloup :

... La mise en liberté de Canteloup a produit un effet aussi mauvais que possible. En haut, en bas, partout, le blâme a été général et immédiat. La religion du ministre a été surprise. M. le Général aurait dû en référer au ministre. Le gouvernement est blâmé et c'est très fâcheux. Le seul moyen d'éviter tous ces commentaires consisterait à prononcer sur notre travail, en se préoccupant seulement des charges et en oubliant la position des familles. Convendrait-il d'intenter contre Canteloup une action disciplinaire ?

Le ministre fit droit à ces protestations et à ces plaintes en permettant à la Commission mixte de ressaisir Canteloup pour statuer définitivement sur son sort. Il fut classé *Algérie plus* et transporté (1).

Théodore Boubée, ami d'Alem, ex-constituant, signataire de la protestation du *Démocrate*, mis en liberté par la Commission militaire, fut ressaisi par la Commission mixte, et se vit infliger un an de bannissement.

Breuils, ex-maire et chef des républicains de Mascenbe, ex-gérant de *L'Ami du Peuple*, avait été proposé pour la transportation (A +) par la Commission mixte. Dès le 20 février, cette mesure était commuée en expulsion du

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Saint-Luc à p. g., 31 janvier, 3 et 4 février 52. — M 15. Dossier de Canteloup.

territoire, « avec ordre de lui laisser 20 jours pour régler ses affaires » et de le mettre en liberté.

S'il en est ainsi, écrit Saint-Luc, il y aura une explosion de critiques bien certainement plus encore que pour Canteloup. C'est M. Mocquart, je crois, qui a obtenu cela. Je m'attendais à des décisions semblables au sujet de tous les chefs (1).

**

L'heure n'est pas à l'indulgence. Préfet et sous-préfets protestent contre les mises en liberté. Le préfet Féart informe le ministre de l'Intérieur que « la Commission mixte a judicieusement interprété l'esprit des instructions ministérielles » par sa juste sévérité envers les insurgés de Condom et de Lectoure; mais les nombreux élargissements ordonnés à Auch et à Mirande, ont surpris et inquiété : ils ont paru un dangereux abus de la clémence présidentielle, prématurément appliquée à une insurrection politique et nettement anti-sociale. Le 6 février, Grabias, le sous-préfet de Mirande, se plaint du trop grand nombre d'insurgés rendus à la liberté.

« Dès ma rentrée à Mirande, écrit-il au préfet, j'ai pu constater l'impression fâcheuse produite dans l'arrondissement par le grand nombre d'insurgés mis en liberté. Mais je m'incline devant les décisions prises à leur égard, persuadé que les renseignements nécessaires pour bien connaître les insurgés grâciés ne vous ont pas été transmis... » — Le sous-préfet désigne Danton, de Bassoues, qui, « en présence des habitants de cette ville, avait cherché à donner la mort, à l'aide d'un couteau, au cheval du gendarme Sembrès. Ce fait n'est pas le seul. Il en est d'autres que l'instruction a révélés et qui vous paraîtront peut-être de nature à faire revenir la commission sur sa décision ».

Un rapport du lieutenant de gendarmerie de Mirande donne la même note et annonce un prochain scandale : les démocrates de Bassoues (Montesquiou) se proposent d'offrir un banquet aux « frères et amis » récemment libérés, et le brigadier de Bassoues prévoit « qu'il y aura de la poudre à brûler ». Le lieutenant de gendarmerie écrit au préfet :

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 51. M 12. — Min. de la police à préfet, 20 février 52. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. *C. d'Etat*, 1851. — Saint-Luc à p. g., 23 février.

Les insurgés relâchés, sur qui pèsent les plus grands chefs d'accusation, sont : *Gramont*, bourrelier à Mirande qui a désarmé lui-même les gendarmes; *Laubadère* Blaise, marchand-drapier à Mirande; *Seignourel* Pierre; *Contourmet* Jean; *Delmale* Pierre. Ce dernier a menacé le gendarme Meilhan en lui disant de prendre garde à lui, et qu'il allait étrangler son cheval. Je vous cite ces faits de notoriété publique dans Mirande. *Montaut*, porteur de dépêches, arrêté par le brigadier Artigue. Loin d'être égarés, ils sont coupables d'insurrection et d'attentat contre le gouvernement. Artigue a été obligé d'arrêter à la sortie de prison Abeilhé qui prétendait, qu'aussitôt libéré, il couperait le cou au brigadier de Bassoues (1).

Le 7 mars, le sous-préfet de Condom affirme à son tour au préfet que « la générosité du gouvernement s'est égarée sur 12 ou 15 indignes » : Fraysse, menuisier (Condom), Lagardère (Montréal), Broca, maçon (Gondrin), Barthe père (Courrensan), Dupourqué (Bretagne), Espiet aîné (Manciet), Sajous, aubergiste. « Les hommes d'ordre sont vivement affectés; ces insurgés méritaient plus de sévérité ». Il se propose de les admonester sévèrement devant les maires, au prochain tirage au sort. Il importe de prescrire contre eux une surveillance rigoureuse (2).

Echo de ses substituts, le procureur général redoute l'indulgence : il en signale les dangers au ministre :

Les anarchistes se taisent ou se cachent, mais les mauvaises passions ne sont pas éteintes. C'est se tromper grandement, que de penser les ramener par la commisération et la clémence. On ne rencontrait guère dans ce parti que des hommes naturellement pervers ou dévorés d'orgueil et d'ambition. On ne changera point ces caractères, et l'indulgence qu'on aura pour de pareils individus enhardira ceux qui seraient tentés de les imiter et empêchera ceux qui ne sont point profondément mauvais de revenir à de meilleurs sentiments. Le retour dans leurs foyers des organisateurs et des chefs de l'armée insurrectionnelle, agents incorrigibles de désordre, serait un véritable malheur pour les communes... dont ils ont perverti l'esprit... Les hommes d'ordre ne seraient-ils pas découragés, si on ne s'inquiétait pas assez de seconder leurs efforts et leur courage et de désarmer leurs ennemis ? Il me paraît utile et indispensable qu'on punisse avec éclat tous les chefs de parti, tous les agents actifs des sociétés secrètes. Nous ne connaissons que le plus petit nombre des ennemis de l'ordre et de la morale... L'esprit d'anarchie n'a pas dit son dernier

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M. 3. — Lettres du sous-préfet, du brig de Bassoues, du lieutenant de gendarmerie, 5, 6 février 52; — préfet à Intérieur, 15 février.

(2) *Ibid.* M. 4. — Sous-préfet de Condom à préfet, 7 mars 52.

mot ni livré son dernier combat. Le socialisme n'a pas revêtu sa dernière forme... Il lui restera longtemps encore sa grande base d'opérations : la misère du pauvre qui souffre, l'impatience du subordonné qui obéit, le malaise des ambitions mécontentes, et tout le vaste domaine que les vices, les malheurs et les passions humaines tiennent sans cesse ouvert à sa terrible influence... (1).

Cette lettre du procureur général exprime les sentiments de tous les agents du coup d'Etat dans le Gers. L'indulgence prématurée est impolitique, fort dangereuse. Le socialisme n'est pas anéanti; il se dissimule. Il n'a pas livré sa dernière bataille. Fondé sur la souffrance, la misère, l'insubordination, l'ambition et le vice, le socialisme est toujours vivace. Une pitié imprévoyante et aveugle l'encouragera. Dans le Gers, l'esprit d'opposition et de révolte ne sera dompté que par la force brutale, affirme le procureur Saint-Luc. Composé d'hommes irréductiblement pervers ou menés par l'orgueil et l'ambition, le parti « socialiste » progressera irrésistiblement, si on relâche la compression. Dans les communes, surtout rurales, la présence ou le retour des fauteurs d'insurrection inquiètera et découragera les gens d'ordre. Les élargissements trop nombreux énervent la répression, nuisent à l'instruction. Il faut qu'un châtiment exemplaire atteigne « tous les chefs de parti, tous les agents actifs des sociétés secrètes », sinon le gouvernement sera désarmé devant la foule des comparses ou des dupes. En pardonnant aux meneurs bourgeois, intrigants et ambitieux, pourvus de relations puissantes, et, en se montrant par ailleurs impitoyables envers les pauvres diables entraînés, égarés, on heurtera l'opinion publique et le sentiment d'une bonne justice distributive. Pour réduire au silence et à l'inaction les démagogues remuants et audacieux et ceux qui seraient tentés de les suivre, il faut les décourager par l'épouvante, par la dispersion et l'éloignement des meneurs et des insurgés les plus compromis.

(1) Arch. nat. BB 30/370. Agen. — P. g. à G. des Sc., 29 février 52.

CHAPITRE VI.

Opérations de la Commission mixte.

I. Travail de la Commission mixte. — Esprit des décisions. — Les notices individuelles. — II. Répartition et statistique des décisions. — Sévérité de la Commission mixte. — III. Les insurgés devant le conseil de guerre. — Révision du travail de la Commission : 40 transportés assujettis à la surveillance. — Un détenu transporté par erreur. — IV. Le départ des insurgés : convois du 20 au 27 janvier; — nouveaux convois d'avril à décembre. Conclusion

I

Au début de février, la Commission poursuit, « de jour et de nuit », l'examen des dossiers. De sa première à sa dernière séance — du 20 janvier au 24 février —, elle n'a pas cessé de se réunir à la préfecture, de midi à 6 heures, et, le soir, de 7 heures et demie à minuit, parfois même à 1 et 2 heures du matin : 12 heures de séance par jour et pendant 35 jours. Selon Géraudon, elle a examiné 894 dossiers (1).

Sur chaque individu « compromis », détenu ou en fuite, elle compulsa des documents de trois provenances : dossiers judiciaires, avis de la Commission militaire, états du préfet et des sous-préfets. Ajoutons les renseignements oraux des magistrats : les procureurs de Condom, Lectoure, Mirande vinrent successivement devant la Commission pour s'expliquer sur le degré de « culpabilité » des

(1) 915, écrivait-il le 20 février 1852; 873, affirmait le préfet, le même jour.

insurgés de leurs ressorts. Munis de ces renseignements, la Commission proposa des mesures de sûreté contre 465 « inculpés », rédigea autant de notices individuelles, résumant « toutes les données de la procédure sur les antécédents et les charges particulières ».

« Chaque notice était rédigée, arrêtée et dictée, séance tenante, par les 3 membres de la Commission se relayant à tour de rôle, et inscrite dans un registre minute, sur lequel ont été copiées les 3 éditions ministérielles. Chaque insurgé a son feuillet signalétique et biographique. Les éditions sont divisées par arrondissement et par catégorie ».

Le général de Géraudon avait organisé un bureau chargé des nombreuses écritures de la Commission. Il était dirigé par le sous-lieutenant Amat, du 6^e hussards. Il se composait des fourriers Hirtz et Michau — ce dernier, greffier de la Commission militaire du 11 janvier au 6 février, — et du brigadier Hacquemil, tous du 6^e hussards. Ils copièrent : 1^o une quadruple expédition du registre-minute pour les 3 ministres et le préfet; 2^o une expédition des catégories *Algérie plus* et *moins* pour le gouverneur général de l'Algérie; 3^o une triple expédition de l'*Algérie plus* pour le général commandant supérieur des 13^e, 14^e et 15^e divisions militaires : en tout, 4.563 notices. Durant un mois, affirme le général, ces militaires ont travaillé d'arrachepied, de 7 heures du matin à minuit (1).

Dans la première quinzaine de février, le préfet envoyait au ministre un compte-rendu quotidien des travaux de Commission.

Le 3 février, elle a dépouillé 266 dossiers des insurgés d'Auch et de Mirande, accordé 70 libertés.

Les 4 et 5 février, elle a examiné 101 dossiers, élargi 84 détenus.

Le 15 février, l'examen des dossiers est terminé, et les avis sur tous les insurgés ont été rédigés. Il reste à contrôler les écritures et à faire quelques copies.

Enfin, le 20 février, le préfet envoie au ministre une

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapports de Géraudon, 20 février, 8 avril 52.

expédition du travail de la Commission qu'il résume ainsi : 873 dossiers examinés; 459 *Algérie plus et moins*; 6 renvois devant le conseil de guerre; 414 mises en liberté. Le travail a été effectué en 15 jours et le préfet estime que la Commission, par sa célérité, a répondu aux intentions du Gouvernement (1).



La lettre d'envoi du travail de la Commission au ministre de l'Intérieur et les rapports du général de Géraudon indiquent l'esprit qui a dirigé les opérations de la Commission mixte. Les commissaires ont rédigé sur chaque inculpé un énoncé des charges pour permettre au gouvernement d'apprécier et au besoin de reviser les mesures proposées. « Pour donner à la société et aux inculpés les plus grandes garanties d'une bonne et impartiale justice », ils se sont rapprochés « autant que possible des formes judiciaires ». Meunier, conseiller et secrétaire général de la préfecture, a délibéré et signé en qualité de préfet par intérim, après le remplacement du préfet de Lagarde et avant l'arrivée du nouveau préfet Féart.

Des 10 catégories prévues par la circulaire du 3 février la Commission n'en a retenu que 6 : envoi devant un conseil de guerre; *Algérie plus et moins*, expulsion du territoire, éloignement momentané, mise en liberté.

Six envois devant le conseil de guerre ont été prononcés; 3 insurgés de cette catégorie — Délas, Pujos, Cantaloup ont commis des assassinats ou des tentatives de crimes; 2 — Chalon et Davezac — sont des militaires en congé; 1 — Violet — est lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi, principal chef de l'insurrection et organisateur des sociétés secrètes.

La catégorie *Cayenne*, admise d'abord pour les insurgés

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 51. M 3. — 8 rapports du préfet au ministre de l'Intérieur.

les plus coupables, a été abandonnée, lorsque la circulaire du 3 février l'a réservée aux repris de justice, qui, dans ce département agricole, n'offrent aucun danger ou même n'existent pas : « On ne peut pas considérer comme repris de justice un homme condamné à 3 mois de prison pour avoir volé une poule ». Tous les insurgés classés d'abord dans cette catégorie ont été reportés à la catégorie immédiatement inférieure.

La catégorie *Algérie plus* comprend « les chefs incorrigibles » et « les auteurs principaux de l'insurrection ». Les notices individuelles permettront de distinguer parmi les « inculpés » ceux qui, « dans un temps plus ou moins rapproché, pourraient être l'objet de mesures de clémence ».

La catégorie *Algérie moins* a été réservée aux insurgés moins compromis ou à ceux dont la jeunesse, les antécédents, les aveux ou « quelque sentiment généreux témoigné au moment même de leurs excès ont atténué la culpabilité ».

Th. Boubée, ex-constituant, « possesseur d'une très grande fortune », et Alonzo, réfugié espagnol, ont été désignés pour l'expulsion du territoire.

L'internement dans un autre département a été écarté. La Commission a estimé que des paysans n'avaient pas les moyens de vivre ailleurs que chez eux, et qu'on créerait des embarras aux autres départements en leur envoyant des étrangers à surveiller et peut-être à nourrir.

La Commission n'a prononcé aucun envoi en police correctionnelle, afin de ne pas « prolonger par des débats publics une question irritante ».

La mise sous la surveillance de la haute police lui a paru une flétrissure impolitique : elle note d'infâmie, aigrit « les coupables », les humilie devant leurs concitoyens et risque ainsi de les fermer au repentir. Cette mesure ne saurait avoir de bons effets que dans les centres industriels, « où il est utile de suivre la trace des adversaires du gouvernement ». Ici, la police locale suffit, et l'administration, qui possède la liste des « inculpés » mis en liberté,

pourra, par une surveillance efficace, rallier les bons et contenir les incorrigibles.

Enfin la Commission a voulu s'associer à la « bienveillance » du Président par de nombreuses mises en liberté : la moitié du total des inculpés.

Mais elle n'a pas oublié qu'à un moment donné, sous l'influence de chefs audacieux, et au moyen du puissant levier des associations secrètes, des cultivateurs fanatisés et farouches sont venus les armes à la main, porter la menace, la violence, la guerre civile à Auch, Mirande, Condom et Fleurance, c'est-à-dire sur la surface presque entière du département du Gers (1).



Les notices individuelles rédigées par la Commission résument les faits établis par la procédure et motivent les mesures proposées contre chacun des « inculpés ». Elles permettaient aux ministres d'apprécier et, au besoin, de modifier la décision. Aux archives du Gers, ces notices ont formé 17 carnets : les « inculpés » détenus ou en fuite y sont classés par arrondissement, par catégories *Algérie plus et moins*, renvoi devant le conseil de guerre, expulsion, internement (2).

Au recto de la notice sont inscrits le nom et les prénoms du condamné, la date et le lieu de naissance, la profession, la situation de famille — célibataire, veuf ou marié, avec ou sans enfants — et de fortune — aisé, riche, pauvre. Au verso, le résumé des charges généralement divisé en deux parties. Les antécédents, le caractère, la conduite politique sont d'abord mentionnés : *particulièrement dangereux; mauvais sujet; capable des pires excès, des plus mauvais coups, mal famé; sans moralité; sans principes et sans frein, sans conscience ni scrupule; pervers; dépra-*

(1) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 52. — Rapports de Géraudon, 20 février et 12 avril. Arch. nat. BB 30/390. — Com. mixte à min. de la justice, 12 février 1852.

(2) Aux Archives du Gers, les notices concernant les insurgés A — de Mirande ont disparu. Aux Archives nationales, on trouve une centaine de notices individuelles rédigées sur des feuilles volantes (BB 30/398). Les Archives de la Guerre possèdent les notices des insurgés A + (*Insur. de 1851. Gironde... Gers*).

vé; a laissé voir les plus mauvais instincts; mauvaise nature; vrai scélérat; capable de tout, même d'assassinat; très exalté, homme d'une profonde immoralité; le chef le plus dangereux du parti socialiste; proférant les propos sanguinaires, des menaces de mort, des menaces violentes contre les riches, contre le parti modéré; ne rêvant que guerre civile, répandant la terreur, très redouté; objet de terreur et d'exécration dans sa commune; célébrant les vertus de Marat, Danton, Robespierre et Saint-Just; socialiste effréné; anarchiste; inconduite et opinion socialistes; propagande active au profit des idées anarchiques; dangereux par son intelligence et son adresse; parlant de pillage; affilié aux sociétés secrètes; chef et recruteur des sociétés secrètes; telles sont les formules habituelles. — Aux griefs politiques se mêlent des griefs d'ordre privé : endetté; ruiné; ivrogne, joueur; oisif; corrupteur; brutal; de mœurs déréglées; habitudes d'intempérance sans probité. Contre une demi-douzaine : repris de justice condamné pour vol, ou attentat à la pudeur, ou pour rébellion contre la gendarmerie.

Vient ensuite l'énoncé des griefs matériels. La participation de l'inculpé à l'insurrection est définie en quelques lignes : *a parcouru telle commune; a fait partie ou a été vu faisant partie des bandes armées; marchait sur Auch, Condom, armé d'un fusil, d'un sabre, d'un pistolet; a tenu les propos suivants; a contraint de marcher, etc...*

Les notices sont un mélange d'imputations matérielles et de griefs d'ordre politique, moral et même privé. Elles donnent l'impression que fort souvent les antécédents et le caractère de l'inculpé ont déterminé la décision, que l'homme « dangereux », le « chef du socialisme », le propagandiste, le meneur ou l'organisateur des sociétés secrètes a été visé par des commissaires plus soucieux de désorganiser un parti, d'extirper une doctrine ou d'enrayer une propagande jugées malfaisantes que de punir des gestes ou des propos échappés dans l'exaltation d'une courte crise.

Voici quelques notices sur des républicains qui n'ont pas commis d'actes d'insurrection et ont été frappés pour leurs antécédents.

Caillau, Jean-Marie, cordonnier à Auch, est classé *Algérie moins*, pour avoir « joué un rôle actif », mais aucun fait précis n'est articulé : on a frappé « l'homme dangereux ».

Démagogue exalté, signalé depuis longtemps par la police comme un homme dangereux. C'est lui qui donnait lecture à haute voix du journal ultra-socialiste *l'Ami du Peuple* aux ouvriers qui se réunissaient dans l'auberge Barriac, à Auch. A joué un rôle actif dans les faits qui ont été préparés, bien qu'il ait été assez habile pour cacher sa participation aux actes apparents des insurgés.

Un républicain d'Ornezan, Ch. Dupouy, publiciste, était hors du département au moment de l'insurrection. Toutefois, la Commission l'a classé *Algérie plus*, comme organisateur des sociétés secrètes.

Homme d'une profonde immoralité. Célébraît dans tous ses discours les vertus de Robespierre et de Saint-Just; a exercé la plus funeste influence à Ornezan et dans les communes voisines. Un des organisateurs les plus actifs des sociétés secrètes. C'est chez lui qu'à deux reprises, en novembre 1850 et 1851, ont eu lieu des conciliabules dans lesquels plusieurs cultivateurs ont été affiliés par Violet, le chef le plus dangereux du parti socialiste. Dupouy était signalé par les démagogues eux-mêmes comme un homme de caractère méprisable et capable de toutes les violences et de tous les excès.

Le représentant Duputz et son ami Noulens étaient à Paris pendant l'insurrection; la Commission a proposé contre eux des mesures de sûreté. Compromis par des lettres de Noulens, Duputz a été désigné pour le bannissement par la Commission, réunie le 25 mars.

Socialiste exalté; correspondant du comité révolutionnaire de Londres et chef de la démagogie dans le Gers, à laquelle, comme député montagnard, il transmettait ses ordres. Il se plaignait dans sa correspondance d'être trahi par la presse républicaine de Paris, dont aucun organe, disait-il, n'était assez avancé pour représenter ses opinions. Son ami Noulens... signale Duputz dans une lettre arrivée à Condom, le 4 décembre, comme parcourant le faubourg Saint-Antoine pour soulever les ouvriers. Le même Noulens, dans cette lettre et sous l'influence de Duputz, provoqua les socialistes de Condom à prendre les armes, et il est certain que l'insurrection de cette contrée fut occasionnée par ses excitations. Il a constamment organisé et propagé le socia-

lisme dans le Gers avec la plus grande ardeur et un succès trop certain. C'est lui qui dirigeait la rédaction de l'*Ami du Peuple*, la feuille la plus violente peut-être de toute la presse socialiste. — La présence de Duputz dans le Gers, les contrées voisines, à Paris et à Lyon offrirait de véritables dangers. La Commission mixte prononce en conséquence son expulsion du territoire français (1).

Voici la notice de Joseph Noulens, considéré par la Commission comme responsable de l'insurrection à Condom, en raison de sa lettre du 4 décembre à Lamarque :

Un des rédacteurs du journal *Le Suffrage universel*. Auteur d'une chanson politique *Les Aristos*, dans laquelle des projets de violence et de représailles sanglantes sont annoncées; les plus mauvais sentiments y sont exprimés avec une vivacité de style qui indique combien l'auteur était pénétré de ce qu'il écrivait. — Le 4 décembre, une lettre écrite par Noulens à Lamarque, un des chefs socialistes, apporta à Condom les instructions nécessaires pour commencer immédiatement l'insurrection. Il était dit dans cette lettre que les faubourgs de Paris marchaient au gré des socialistes. Cette lettre fut lue à la réunion des principaux démagogues,... et l'insurrection fut décidée.

Cavanhaç, médecin à Aignan, a été classé *Algérie moins*, comme « socialiste ardent », « propagandiste infatigable ».

Socialiste ardent, des plus exaltés, intelligent, homme d'action, propagandiste infatigable. — Le 5 décembre se rendit à Vic-Fezensac où se trouvaient réunis les insurgés de plusieurs communes. On ne peut lui assigner une part matérielle dans les faits insurrectionnels de cette journée; mais porteur d'une cocarde rouge à son chapeau, il arborait les couleurs de l'insurrection. Ses antécédents rendent nécessaire son éloignement momentané du canton d'Aignan où il exerce une funeste influence.

Un jeune homme d'Auch, Kéva Joseph, 23 ans, fut classé *Algérie plus* comme chef et recruteur de sociétés secrètes, et, à ce titre, « très dangereux ».

Connu par l'exaltation de ses opinions politiques et par sa propagande très active. Un des chefs des sociétés secrètes. A présidé notamment aux mois de juin et de novembre 1851 à la réception des inculpés Doreilhan, Thorignac, Cripin, Dupuy, des deux frères Faget, Caze, Dutreil et autres. L'activité qu'a portée Kéva dans ces agitations politiques le rendent très dangereux.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 15. — Dossier de Duputz (29 pièces). — Au coup d'Etat, les représentants du Gers Carbonneau et Gavarrat furent détenus à Mazas jusqu'au 12 et 13 décembre; Joret fut écroué à Vincennes; de Panat, hostile à Louis-Napoléon, ne fut pas arrêté; Belliard et de Lagrange étaient bonapartistes et furent candidats officiels aux élections de février 1852.

Toutefois, les républicains frappés comme « dangereux » et en dehors de toute participation à l'insurrection ne dépassent guère la demi-douzaine. Plus nombreux sont les républicains soumis à des mesures de sûreté, moins pour une participation réduite, vague ou hypothétique à l'insurrection, qu'en raison de leur caractère « violent » ou « dangereux » et de leur « habituelle conduite politique ».

Le tailleur Castex, le forgeron Cazaban, le cuisinier Pujos, Dalas, l'agent-comptable de l'*Ami du Peuple* ont été classés *Algérie moins* pour avoir signé une protestation contre le coup d'Etat par l'*Ami du Peuple*. A ce grief s'ajoute pour le cartier Lacaze Bertrand celui « d'avoir passé une partie de la soirée du 4 décembre avec Laporte, un des chefs les plus exaltés des socialistes de Masseube ». La protestation contre le coup d'Etat — grief assez mince, puisque nombre de protestataires n'ont pas été frappés — a paru moins grave que les antécédents et le caractère des « inculpés » : le tailleur Castex « fait la lecture habituelle de l'*Ami du Peuple* à ses ouvriers » ; Cazaban « exalté et dangereux » a été condamné pour outrages à la gendarmerie ; Pujos, « socialiste exalté » a un « caractère violent » ; Dalas « homme dangereux faisait une propagande active des principes anarchiques ». — Duffau, limonadier à Saint-Clar, a été classé *Algérie plus*, bien que sa participation à l'insurrection n'ait pas été démontrée : la notice se borne à incriminer ses voyages à Agen, à Lectoure, à Auch ; « la déroute des insurgés a fait échouer tous ses desseins », conclut-elle. Inculpé de vagues menées, son compatriote, le pharmacien Sentis, «... surveillé secrètement par l'autorité, échoua dans ses desseins ». Mais Duffau, « est un des chefs socialistes de Saint-Clar, correspondant et propagateur de l'*Ami du Peuple* ; son café était le rendez-vous des démagogues de la localité » ; Duffau a été traduit deux fois devant la cour d'assises pour propos séditieux. Sentis, déjà poursuivi pour rébellion, pour ouverture d'un club, « est un des chefs les plus exaltés et les plus dangereux du socialisme de Saint-Clar ; un des hommes qui ont fait

le plus de mal à cette contrée par sa propagande active ».

— La notice de Labadens (A +), marchand de pommes à Auch, contient ces deux allégations : « ... a figuré le 3 décembre dans des groupes menaçants qui se trouvaient sur la place de l'hôtel de ville; le 4 au soir, il était au milieu des insurgés lorsque les charges de cavalerie les ont dispersés ». C'est peu, c'est surtout vague. Mais Labadens était signalé par le commissaire comme « un des hommes les plus dangereux », et il fut classé *Algérie plus*. — Un témoin a déclaré avoir vu Sant « enveloppé d'un burnous, l'épée nue, dirigeant les insurgés à l'extrémité du faubourg de l'Oratoire, et indiquant la position des moulins à vent comme excellente pour échapper aux atteintes de la cavalerie ». Sant est, de plus, « un socialiste exalté », qui « recevait habituellement dans son auberge les gens de son opinion », et il est classé *Algérie plus*. — Bourdil (A —), brassier à Auch, serait allé porter des instructions à Mauvezin dans la nuit du 3 au 4 décembre; en dehors de cette présomption, voici le grief capital : « affilié au comité révolutionnaire d'Auch et depuis longtemps un de ses agents les plus actifs, il a fourni des fonds à l'*Ami du Peuple*, profitant de ses relations de commerce pour faire de la propagande dans le canton de Mauvezin ». — De Sarriac, propriétaire à Barran, a été désigné pour la transportation « pour avoir armé et laisser armer ses domestiques et avoir reçu avec complaisance quelques insurgés ». Mais il a été surtout frappé, parce que, en raison de « sa position sociale et de son intelligence, il devait plus qu'un autre se montrer fidèle à la cause de l'ordre, et il est juste et politique à la fois de lui demander compte de son attitude et de sa lâcheté dans cette journée ».

Sabathier Jean, marchand de laine à Auch, « a été vu le 3 décembre dans les bureaux de l'*Ami du Peuple*, au moment où fut résolue l'insurrection du lendemain. A été vu au milieu des insurgés dans la soirée du 4, quelques instants avant la charge de cavalerie ». Signalé comme

« un socialiste exalté, dangereux, violent », il a été classé *Algérie moins*.

La masse des insurgés soumis à la transportation a été frappée surtout pour une participation plus ou moins active au mouvement insurrectionnel. Le grief ordinaire est d'avoir marché en armes avec les bandes qui se sont portées sur Condom, Mirande, Auch, ou qui ont envahi la mairie, la caserne de gendarmerie, d'avoir sonné le tocsin, battu la caisse, recruté des émeutiers, etc.

Sur un petit nombre de notices d'insurgés classés *Algérie moins*, on lit ces mentions : *bonnes notes sur sa moralité; caractère inoffensif; sans antécédents fâcheux*.

Les notices relatent des propos qui ont paru séditionnels ou criminels. Le 4 décembre, Capmartin, aubergiste à Auch, déclarait « qu'il allait à la chasse pour tuer un oiseau ». — A Bassoues, le cuisinier Weymond disait : « Il faut aller à la caserne avec le couteau; il y a d'autres gendarmes ». — Le jour de l'insurrection, le boulanger Cabos apostrophait le vicaire de Barran par ces mots : *Brigand ! Chien ! Chouan !* — Bartharès, boulanger à Castéra-Verduzan, déclarait « qu'il n'y avait plus d'autorité, que le peuple était maître ». — « Si je le tenais, criait le charpentier Cortade (Jegun) en parlant du Président, je lui tirerais les boyaux du ventre ! » Il disait à un autre républicain : « Nous ferons marcher les riches; tu te mettras devant, et je les piquerai par derrière ». — Le 4 décembre, à Auch, le limonadier Dupuy apostrophait ainsi des ouvriers : « Canailles, où allez-vous ? N'entendez-vous pas qu'on crie *Aux armes ?* Je ne sais pas si vous ne serez pas fusillés d'ici à ce soir ». — Esquinance aurait crié à une bande : « Maintenant, vous pouvez faire tout ce qu'il vous plaira ». — Arnaudy Pascal, cordonnier, a déclaré : « Nous attendons 3 à 4.000 hommes; nous mettrons les riches sur une barricade pour leur faire recevoir les premiers coups de la troupe ». — Nabos ordonna d'arrêter « ces infâmes réactionnaires, de les conduire devant lui, qu'il en ferait son affaire ». — Ader a dit en montrant les gendarmes :

« Enchaînez-les; il n'y a pas longtemps qu'ils m'ont fait quitter mes sabots à la chasse, mais maintenant je les tiens ». Le postillon Lescure a apostrophé en ces termes le notaire Saillan : « Je vous brûle la cervelle si vous ne me remettez pas les armes. Vous serez pendu avec les autres sur la place ». — L'ex-instituteur Bazerques s'est écrié : « Citoyens, j'ai été condamné par la réaction à 50 jours de prison. Le jour de la justice est venu pour moi. Nous devons être maîtres du terrain et marcher immédiatement sur l'hôtel-de-ville ». — Chastal a harangué les insurgés : « Allez, mes amis, ayez du courage. N'ayez pas peur; je réponds de tout. Je vous promets qu'au retour vous serez plus contents qu'à présent ».

Les notices ont rapporté des propos bien antérieurs à l'insurrection; quelques-uns remontent à plus de deux ans. Ils se réduisent à des menaces, à des apostrophes bourruées en vue d'entraîner les habitants dans l'insurrection ou d'écarter des hommes qui veulent faire obstacle au mouvement. Quelques propos ne sont que des hâbleries ou des taquineries. Tous sont visiblement destinés à étayer, corser des réquisitoires véhéments et maigres. Presque toujours traduits du patois, proférés par des gens du peuple, ils témoignent de plus de colère que de réelle méchanceté. Ils n'ont presque jamais été suivis de voies de fait (1).

Rédigées d'après les renseignements fournis par les dossiers de l'instruction et consignés pour chaque « inculqué » sur une feuille particulière avec le renvoi aux interrogatoires et aux dépositions, aux rapports de magistrats ou d'officiers de police judiciaire, les notices individuelles de la Commission mixte contiennent des imputations matérielles généralement exactes. La plupart des faits d'insurrection ont été établis par une instruction judiciaire régulière et complète. En confrontant les cahiers d'information

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices individ., *passim*. Voir plus haut chap. III, in fine. Cf. J. DAGNAN, *op. cit.*, p. 493-496.

de l'arrondissement de Condom avec les notices individuelles, on constate que tous les faits allégués contre les « inculpés » sont extraits d'une ou de plusieurs dépositions. Pour la plupart des insurgés soumis à des mesures de sûreté, la participation aux troubles de décembre est démontrée par des témoignages précis et concordants.

Si on sépare les griefs matériels d'avec les appréciations politiques ou morales, exclusivement révélatrices de l'esprit de la Commission mixte ou des magistrats, les notices individuelles constituent une base documentaire à un récit de l'insurrection. Grâce à la vérité matérielle des allégations et des faits, les dossiers judiciaires de l'arrondissement de Condom — ceux des autres ressorts ont disparu — et les notices individuelles qui sont l'extrait ou le résumé des dossiers judiciaires ont permis de reconstituer avec quelque précision et sûreté l'insurrection consécutive au coup d'Etat, de lui restituer son vrai caractère, sa portée, sa physionomie.

II

Les 465 mesures de sûreté prononcées par la Commission mixte se répartissent par arrondissement, en proportion de l'étendue et de la gravité du mouvement insurrectionnel. Naturellement les arrondissements d'Auch et de Mirande ont été les plus frappés (1).

Dans l'arrondissement d'Auch, on compte 70 *Algérie plus*, 88 *Algérie moins*, 3 renvois au conseil de guerre, 3 expulsions, 1 internement. Les insurgés soumis à des mesures de sûreté ont été surtout nombreux à Auch (54), Vic-Fezensac (29), Barran (13), Jegun (13), Lavardens (7) : ces villes ou bourgs ont été des centres insurrectionnels où les militants montagnards, généralement affiliés aux socié-

(1) Cf. *Annexe au chapitre VI.*

tés secrètes, ont organisé des bandes armées qu'ils ont poussées sur Auch.

A Auch (33 A + 18 A —, 1 expulsion, 2 renvois au conseil de guerre), dans les catégories des plus coupables — *Algérie plus* et conseil de guerre — figurent les membres du Comité de l'*Ami du Peuple*, chefs du parti montagnard ou organisateurs des sociétés secrètes. En raison de leur activité, de leur propagande, de leur influence, ils sont considérés comme les vrais responsables de l'insurrection : l'avocat Arexy, le chef le plus connu et le plus aimé des républicains; l'avocat Canteloup, influent par sa nombreuse clientèle; B. Gastineau, rédacteur en chef et gérant de l'*Ami du Peuple*; le jeune médecin Prieur; le sculpteur Zeppenfeld; le lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi, Violet, organisateur et chef des sociétés secrètes de l'arrondissement et commandant de la bande armée qui a parcouru Auch au matin du 4 décembre; le limonadier Lacaze qui, en compagnie de Gastineau, dans la nuit du 3 au 4 décembre, a reçu dans son café les émissaires des cantons et leur a donné l'ordre d'insurrection. Tous ont signé la protestation contre le coup d'Etat ou un appel aux armes. Les 26 autres *Algérie plus* et les 18 *Algérie moins*, ont pris rang dans la colonne commandée par Violet, ou se sont mêlé aux insurgés de l'Oratoire; la plupart ont signé la protestation contre le coup d'Etat; leurs antécédents, — caractère dangereux; violent, propagandiste ardent — ont inquiété la Commission mixte et motivé des mesures.

Barran (Auch-nord) (3 A + et 10 A —) a fourni de nombreuses recrues à l'insurrection. L'ex-notaire Labat, l'instituteur Daure, le forgeron Saintayes ont été placés dans la catégorie *Algérie plus*, comme chefs des rouges, instigateurs du mouvement; ils ont dirigé sur Auch une colonne armée; les 10 autres insurgés *Algérie moins*, ont envahi l'église et la mairie, sonné le tocsin et marché sur Auch. De Sarriac a été frappé pour « avoir laissé marcher ses domestiques et reçu avec complaisance les insurgés ».

A Jegun (4 A +, 7 A —, 1 expulsé), les 4 insurgés classés *Algérie plus* sont signalés comme des montagnards affiliés et recruteurs ardents des sociétés secrètes; ils ont enrôlé par la menace de nombreux campagnards; l'un d'eux a tenu des propos violents contre les riches et Louis-Napoléon; un autre, « condamné pour vol », « ne rêvait que désordre et pillage »; un autre est jugé « capable de tout, même d'assassinat »; les insurgés ont sommé le maire de remettre les clefs de la mairie; ils ont fait sonner le tocsin et poussé sur Auch une bande armée. Les 8 insurgés classés *Algérie moins* étaient affiliés aux sociétés secrètes; quelques-uns de « moralité douteuse », disent les notices; ils faisaient partie du rassemblement qui s'est porté chez le maire; ils ont enfoncé la porte de l'église, sonné le tocsin, envahi la mairie, marché en armes sur Auch avec les insurgés de Lavardens et de Jegun. L'aubergiste Malhomme et Saint-Martin, riche propriétaire d'Arpentiau, « un des chefs du parti socialiste », sont venus à Auch prendre les instructions de Dansos et ils ont envoyé des émissaires dans les communes de Lavardens et du Castéra-Verduzan. Saint-Martin, que « sa position et sa fortune font plus coupable qu'un autre », a perverti et entraîné les ignorants et les faibles. Mais il a fait amende honorable et, grâce à d'efficaces interventions, la transportation a été commuée en bannissement.

A Vic-Fezensac (10 A +, 17 A —, 1 expulsion, 1 envoi au conseil de guerre), les 10 insurgés les plus compromis (A +) forment l'état-major du parti rouge du canton; actifs, intelligents, influents, ils sont les organisateurs et initiateurs des sociétés secrètes; ils ont soulevé Vic et les communes voisines, ils ont organisé un fort rassemblement armé qu'ils ont conduit à Auch : Bedout, agent des sociétés secrètes, les deux Desbarats J.-B. et Antoine, forgeron et maréchal-ferrant, ardents propagandistes; le cafetier rouge Massignac; le charpentier Merle, insurgé très actif, qui a arboré le drapeau rouge à la mairie; le quincaillier Ojardias, un affilié « dangereux »; l'horloger Cassaët, ancien

brigand de la Loire, ardent organisateur et commandant de la colonne qui a marché sur Auch; le voiturier Bajole, initiateur à la société secrète qu'il réunissait dans sa maison; le docteur Sainte-Colombe, « le chef démagogique le plus ardent et le plus actif des sociétés secrètes ». 18 autres insurgés ont été classés *Algérie moins*, en raison de leurs antécédents et pour avoir été mêlés activement aux principaux actes de l'insurrection : invasion de la caserne de gendarmerie, soulèvement des communes du canton, faction à la mairie, réquisition et distribution d'armes, fabrication de cartouches, cortège avec drapeau rouge dans les rues, marche sur Auch.

A Lavardens (Jegun) (3 A +, 4 A —), l'ex-maire Gardère et le maréchal-ferrant Pugens, « agent très actif des sociétés secrètes », ont été les deux artisans de l'insurrection. Ils ont été classés *Algérie plus* avec un carrier indigent, Marès, désigné comme « très dangereux et de moralité douteuse ». Quatre autres insurgés *Algérie moins*, affiliés aux sociétés secrètes, ont marché en armes sur Jegun et Auch.

Une soixantaine d'insurgés des communes rurales — Saint-Jean-le-Comtal (6 A —), Ornézan (3 A +), Seissan (2 A +, 2 A —), Ordan-Larroque (1 A +), Antras (1 A +), Piran (1 A +, 1 A —), Le Brouilh (1 A +), Roquefort (1 A —), Castillon-Massas (2 A —), Préneron (5 A —), Riguepeu (1 A +, 3 A —), Saint-Arailhes (2 A +), Bazian (1 A +), Caillavet (1 A +, 2 A —), Castillon-Debats (1 A +, 1 A —), Marambat (2 A —), Miranne (1 A —), Roquebrune (1 A +, 1 A —), Tudelle (1 A +), — ont été soumis à des mesures de sûreté pour les griefs suivants : *homme violent et dangereux; homme sans moralité; intelligent, actif et très dangereux; a perverti sa commune; exerce la plus funeste influence sur sa commune; a perverti les communes d'alentour; véritable fléau dans cette contrée; affilié aux sociétés secrètes et recrutant avec ardeur de nouveaux membres; instrument actif des chefs socialistes; chef du parti socialiste dans sa commune; dangereux, redouté, capable des plus grands excès; orateur*

socialiste; émissaire principal de l'insurrection; a réuni des bandes armées; a excité les habitants à prendre les armes; parcourt la commune pour en soulever les habitants; a marché sur Jegun, Vic-Fezensac, sur Mirande, sur Auch avec les bandes armées dispersées par les charges de cavalerie; battait la caisse, sonnait le tocsin pour soulever les populations; a employé la menace et les violences pour faire marcher les timides et les faibles, etc.



Dans l'arrondissement de Mirande, où l'insurrection fut trois jours maîtresse du chef-lieu et mobilisa jusqu'à 6.000 hommes, si l'on en croit les rapports du préfet, la Commission mixte désigna 164 insurgés pour la transportation (67 A + et 97 A —); elle en déféra 3 au conseil de guerre; 166 détenus avaient été élargis; 58 insurgés classés A + (34) et A — (24) étaient en fuite.

A Mirande, une cinquantaine de républicains furent classés *Algérie plus* (34) et *moins* (24); 2 furent envoyés au conseil de guerre. Parmi les 8 Mirandais considérés comme les organisateurs responsables de l'insurrection, en raison de leurs antécédents, de leur activité et de leur intelligence, figurent 1 avoué et 3 avocats : l'avoué Boussès, « le chef le plus intelligent et le plus responsable », s'était substitué à Grabias comme sous-préfet, avait signé et expédié l'ordre d'insurrection aux communes, fait arrêter le procureur, réquisitionné des matériaux pour la construction des barricades; — l'avocat Pascau avait assisté à la réunion du café Pech où l'insurrection avait été décidée, avait été membre de la municipalité révolutionnaire; — l'avocat Passama avait rempli les fonctions de maire, et, en cette qualité, avait rédigé des ordres d'insurrection expédiés aux communes, délivré des bons de réquisition, ordonné la distribution des fusils déposés au greffe; — le jeune avocat Terrail, « plein d'ardeur et d'ambition », avait marché sur la caserne et sur la sous-préfecture à la tête d'un

attroupement armé; il avait sommé Grabias d'abandonner ses fonctions et l'avait conduit en prison. J.-B. Barbé, « chef influent du socialisme », secrétaire de mairie, s'était mis au service de la municipalité révolutionnaire. Lasserre, marchand de chevaux, s'était emparé de la mairie, avait organisé et commandé une colonne armée qui marcha sur Auch. Le vétérinaire Cantaloup, « terroriste » et panégyriste de Danton, de Marat et de Robespierre, avait assisté le 4 décembre à la réunion des républicains aux bureaux de l'*Ami du Peuple*, avait porté à Mirande, au café Pech, l'ordre d'insurrection; accusé d'avoir déchargé « presque à bout portant » son pistolet sur le sous-préfet, il fut renvoyé au conseil de guerre qui le condamna à mort; mais il avait pris soin de passer en Espagne au lendemain de l'insurrection. Contre les 40 autres insurgés A + et — la Commission avait retenu les griefs suivants : *démagogues, dangereux, violents*, ils avaient assisté à la réunion du café Pech, marché en armes sur la caserne ou la sous-préfecture, proféré des menaces, exercé de la contrainte ou des violences contre les habitants ou des fonctionnaires, réquisitionné des armes de particuliers, construit ou défendu des barricades, agité ou soulevé des communes rurales, porté des ordres d'insurrection, marché en armes sur Auch.

Treize insurgés de Miélan avaient été classés *Algérie plus* (9) et *moins* (4); mais 11 avaient fui ou se cachaient. Presque tous étaient affiliés aux sociétés secrètes dont l'étudiant Domerc, le pharmacien Dours et le négociant Brun étaient les chefs ou les initiateurs; 8 (A +) ont fait partie de la commission révolutionnaire, qui s'était réunie à l'hôtel-de-ville où flottait le drapeau rouge, et avait expédié aux communes du canton l'ordre de se soulever. C'était là le grief essentiel. Les autres ont fait partie de l'attroupement armé qui s'est porté sur la caserne de gendarmerie, a parcouru les rues, drapeau rouge en tête. Tous sont signalés comme de *dangereux démagogues* ou des *propagandistes*.

La Commission a désigné pour la transportation 11 insurgés de Masseube (3 A + et 8 A —). Breuils, le chef des rouges, membre du comité de rédaction de l'*Ami du Peuple*, le principal instigateur du mouvement à Masseube, d'abord classé *Algérie plus*, a été proposé pour l'expulsion, grâce aux interventions des parents et amis de sa femme. Trois autres chefs républicains (A +) Esquinance Baron, Laporte, sont allés à Auch pour prendre des instructions, et ont organisé l'insurrection à leur retour; ils ont fait partie de la commission révolutionnaire et ont marché sur Auch à la tête d'une bande armée.

A Marciac, on compte 5 *Algérie plus* et 12 *Algérie moins*; 14 sont détenus. Les 4 insurgés signalés comme les plus coupables (A +) sont : Nabos, conseiller général, le chef des rouges du canton, qu'il a « perverti »; le 4, il expédia des agents pour soulever les communes (1); — le hongreur Soumabielle, ardent propagandiste et panégyriste de Robespierre et de Saint-Just; il conduisit à Mirande une colonne armée; — le carillonneur Tursan, « objet d'effroi »; il se porta avec un rassemblement armé sur la caserne de gendarmerie où il aurait frappé deux femmes; — le graveleur Bessagnet, très violent, envahit la caserne où il monta la garde; il marcha sur Mirande armé d'un fusil. Tous étaient des membres et des recruteurs des sociétés secrètes.

A Bassoues, 9 républicains avaient été désignés pour la transportation (4 A + et 5 A —). Le pharmacien Vidaloque (A —), chef des sociétés secrètes du canton, propagandiste actif et intelligent, immobilisé par la goutte au 4 décembre, a été l'instigateur du mouvement; le cuisinier Weymont (A +), « mauvais sujet », aurait poussé au massacre des gendarmes et marcha sur Auch; le boulanger Cabos (A+), « très violent », se porta sur la caserne de gendarmerie; le cultivateur Cabos, très exalté, chanta la *Marseillaise* et cria : Aux armes ! Les 9 républicains

(1) Nabos en fuite était tombé en démence et avait été interné à l'asile d'aliénés de Toulon

classés *Algérie plus* et *moins*, affiliés aux sociétés secrètes, ont presque tous fait partie de la colonne armée qui marcha sur l'Isle-de-Noé et Barran. Elle fut commandée par le grainetier Douau (A +), recruteur ardent des sociétés secrètes et principal organisateur du mouvement à Bassoues.

A Pouylebon, 8 insurgés ont été classés *Algérie plus* (2) et *moins* (6) : propagandistes et affiliés aux sociétés secrètes, ils ont organisé un soulèvement, marché sur Mirande et outragé ou violenté les gendarmes de Bassoues.

A Saint-Christau, les 7 insurgés désignés pour l'Algérie (5 A + et 2 A —), ont conduit un rassemblement au château de Thézan pour s'emparer des fusils; ils ont marché sur Mirande avec une bande de 500 hommes armés; en chemin, ils ont outragé, enchaîné les gendarmes de Plaisance.

A l'Isle-de-Noé, Lagrave (A +) recruteur des sociétés secrètes, et 4 insurgés (A —) ont été proposés pour la transportation.

Quarante-trois autres insurgés proposés pour l'Algérie par la Commission mixte appartiennent à des communes rurales qui ont fourni quelques recrues à l'insurrection : Belloc-Saint-Clamens (1 A —); Idrac (2 A —); Laas (1 A + 1 A —); Saint-Médard (2 A +, 2 A —) Berdoues (1 A —), Saint-Michel (1 A +, 1 A —); Miramont (1 A —); Moncassin (1 A —); Saint-Elix (1 A +); Sauviac (1 A —); Aignan (1 A +, 1 A —); Lupiac (1 A +, 1 A —); Pallane (1 A —); Tillac (1 A +); Barcugnan (2 A —); Villecomtal (1 A —); Montesquiou (1 A —); Bars (1 A +); Estipouy (2 A —); Beaumarchès (2 A +, 3 A —); Viella (2 A —). Voici les griefs formulés dans les notices : *homme dangereux et redouté; socialiste exalté, plein d'intelligence, de ruse et d'activité; mauvais sujet, capable de ne pas reculer, même devant le pillage; mauvais sujet; homme à éloigner; condamné pour vol et signalé comme voleur de profession* (1 A +); *six ou sept fois condamné pour vol ou vagabondage* (2 A +); *chef du parti révolutionnaire de*

sa commune; organisateur et chef des sociétés secrètes; affilié et procédant aux réceptions; animé d'un zèle infatigable pour la propagande des doctrines anarchiques; signalé comme homme incorrigible, fléau de la contrée; avait égaré les ouvriers et habitants des campagnes; correspondant de l'Ami du Peuple, journal des idées démagogiques; sa maison, rendez-vous des socialistes du pays; — a parcouru la commune battant la caisse; a excité les habitants à prendre les armes; a recruté des insurgés par les menaces les plus violentes; a menacé de donner la mort à ceux qui ne marcheraient pas, d'incendier leur paille et leurs maisons, de piller leurs maisons; a fait espérer le pillage à ceux qui marcheraient; à la tête du rassemblement armé qui se porta sur la mairie; à la tête d'insurgés armés pour soulever les habitants; se fit livrer la clef du clocher; sonna le tocsin; somma le maire de livrer le tambour, les armes de la garde nationale; envoya des émissaires pour recruter de nouveaux insurgés; ardent à violenter les gendarmes; s'est rendu à Mirande pour y recevoir les instructions et le mot d'ordre; a marché sur Mirande, Auch, porteur d'un fusil, d'un sabre, d'un pistolet, avec les bandes dispersées à l'Oratoire, etc.

*
**

Dans l'arrondissement de Condom, l'insurrection, à peu près exempte de violences, a duré quelques heures. La Commission a désigné 93 insurgés pour la transportation (35 A +, 58 A —) et 1 pour l'expulsion.

A Condom (15 A +, 21 A —), les 15 insurgés *Algérie plus* sont les chefs du parti montagnard et des sociétés secrètes de l'arrondissement, membres de la commission révolutionnaire qui se substitua durant la nuit du 4 au 5 décembre à la municipalité; on y rencontre quelques hommes de main, violents et audacieux, propagandistes ardents : l'avocat Lucien Lamarque, ami et correspon-

dant de Duputz, le chef principal des « socialistes », le propagandiste le plus actif, a lu à la réunion Dupuy la lettre de Noulens qui déterminait l'insurrection; membre de la commission révolutionnaire, il envoya des émissaires pour soulever les communes; — l'avocat Daulhième, ami de Lamarque et partageant avec lui la direction du parti et des sociétés secrètes nombreuses dans l'arrondissement; il assistait à la réunion Dupuy et fut élu membre de la commission révolutionnaire; — Noulens Joseph, « homme de lettres », rédacteur au *Suffrage universel*; la lecture de sa lettre écrite de Paris donna le signal de l'insurrection; — l'huissier Ferret, en relations fréquentes et familières avec les chefs de la « démagogie »; — le cafetier Lestrade a réuni dans son café les insurgés qui s'emparèrent de l'hôtel de ville; il leur a distribué des armes et des cartouches; il était membre de la commission révolutionnaire; — l'instituteur révoqué Deler, assistait à la réunion Dupuy; membre de la commission révolutionnaire dont il a signé les procès-verbaux; — l'ex-instituteur Bazerque, propagateur très actif des « doctrines anarchiques » a violemment poussé à l'insurrection dans toutes les réunions; — X... *dangereux, sans moralité, mal famé, endetté, fréquentait les mauvais lieux où il se trouvait fréquemment mêlé à des rixes*; il a porté le drapeau dans la colonne insurrectionnelle qui s'empara de l'hôtel-de-ville; — le portefaix Boué, exalté, « sans moralité », membre de la commission révolutionnaire; — l'étameur D....., *mal famé*, chassé de la Compagnie des sapeurs-pompiers et d'une société de bienfaisance pour ses mœurs douteuses; il a battu le tambour dans les rues et à la tête du rassemblement d'insurgés; « mauvais sujet à charge à ses concitoyens et à sa famille »; — l'ancien gendarme Ducouso, familier de Lamarque et de Daulhième; chef de poste à la mairie, il a fait sonner le tocsin; Dupuy, clerc d'avoué, s'est porté avec un groupe d'insurgés au devant de la colonne de Gondrin; il a fait partie de la bande armée qui s'empara de l'hôtel-de-ville; « destiné à un

sinistre avenir, s'il n'est pas l'objet d'une mesure sévère » ; a été classé *Algérie plus* « en raison de la nécessité de l'arracher par un séjour plus prolongé aux habitudes d'immoralité qu'il a laissé voir à Condom » ; — Traverse, fabricant de droguet, figurait à côté d'Arnould dans le rassemblement qui marcha sur l'hôtel-de-ville. — Les 21 insurgés *Algérie moins* ont fait partie du rassemblement armé qui s'est emparé de l'hôtel-de-ville ; la plupart ont assisté à la réunion Dupuy ; 7 ont été membres de la commission révolutionnaire, et la plupart sont désignés comme des démagogues exaltés et dangereux.

A Bezolles (Valence) (4 A +, 9 A —), les 4 insurgés *Algérie plus* ont organisé et recruté l'insurrection qui fut décidée dans une réunion de républicains, chez le forgeron Goudoulin. Les deux cultivateurs aisés Fezas et Bazax, — ce dernier, recruteur actif et initiateur des sociétés secrètes, — les deux frères Goudoulin, forgerons, ont frappé aux logis campagnards dans la nuit du 3 au 4 décembre, pour obliger les hommes à se lever et à s'armer. Ils ont forcé l'instituteur Barbé à livrer les clefs de la mairie et le tambour ; ils se sont portés chez le maire qu'ils ont contraint de prendre rang parmi les insurgés. Ils ont poussé sur Auch et accompagné une bande armée. Les 9 *Algérie moins* ont été les recruteurs actifs de l'insurrection ; ils ont usé de menaces pour enrôler les paysans dans le rassemblement qui a marché sur Auch.

A Gondrin, (1 A +, 3 A —), un seul insurgé a été classé *Algérie plus*, le boulanger Campistron, « homme violent qui répandait la terreur par des propos sanguinaires » a pris part à tous les actes d'insurrection et a marché sur Condom avec la bande armée de Gondrin. L'épicier Bajon fils, l'entrepreneur Mondin fils, « chef des socialistes » de la commune, et le vétérinaire Mainville, les 3 principaux fauteurs du mouvement, ont été classés *Algérie moins*.

A Eauze (3 A +, 4 A —), les insurgés armés sont restés 7 à 8 heures maîtres de la mairie. Le métayer Lalanne qui, « depuis 1848, a fait une propagande très active au profit

des idées anarchiques », affilié aux sociétés secrètes, — Montoulieu, « le chef des démagogues du canton », « socialistes très remuant », « oisif, chasseur », propagandiste, et Ripoteau fils, « très exalté », ont été versés dans la catégorie *Algérie plus*. Armé d'un fusil et d'un sabre, Montoulieu commandait la bande qui a envahi l'hôtel de ville et s'est emparé des fusils; Ripoteau fils était à l'hôtel-de-ville, au milieu des insurgés les plus excités; Lalanne a sonné le tocsin. Les 4 *Agérie* moins figuraient parmi les insurgés les plus résolus qui se sont emparés des armes de l'hôtel de ville.

A Manciet (1 A +, 3 A —), Soulès, instituteur révoqué pour « exaltation politique et propagande », en rapport avec Lamarque et Daulhième, organisateur d'une société secrète à Manciet, a été classé *Algérie plus*; dans la nuit du 4 au 5 décembre, une réunion eut lieu dans sa chambre et on fondit des balles, tandis qu'il allait à Auch pour prendre les instructions du comité montagnard. Trois insurgés ont été classés *Algérie moins* : le tisserand Brana, organisateur d'une société secrète à Sauboire; il a conduit 15 insurgés à Manciet; — Castaing, dit l'Insurgé, « un des démagogues les plus remuants et les plus résolus », recruteur de la société secrète; il assistait à la réunion chez Soulès; — Pugins Oscar, centurion de la société secrète, assistait à la réunion nocturne chez Soulès.

A Courrensan (Eauze), les 3 principaux fauteurs du mouvement, Billères, Castagnet et Garros, ont été classés *Algérie moins*.

A Castéra-Verduzan (Valence) (3 A +, 1 A —), Libespère, un riche propriétaire, Macary, ex-agent-voyer révoqué pour républicanisme, Bartharès Noël, cultivateurs aisés, ont été classés *Algérie plus*. Libespère a réuni et harangué les républicains au café Doazan; il les a conduit chez le maire, qui a refusé les clefs de la mairie dont la porte a été enfoncée. Macary, Bartharès et Libespère ont dirigé sur Jegun un rassemblement armé.

A Beaucaire (Valence) (1 A +, 2 A —), l'officier de santé

Peyrussan, « un des chefs socialistes les plus exaltés », est classé *Algérie plus* : il a tenu des propos violents contre les riches; très influent sur la population, il a poussé à l'insurrection. Hourteillan et Roques ont marché en armes sur Auch avec un rassemblement armé.

Dans les communes rurales de Beaumont (1 A +), Larressingle (1 A —), Fourcès (1 A —), Lagraulet (1 A +), Larroque-sur-Losse (1 A +, 1 A —), Villeneuve-sur-Mezin (Lot-et-Garonne) (1 A —), Bonas, 2 A —), Justian (1 A +, 2 A —), Larroque-Saint-Sernin (1 A +, 2 A —), Saint-Paul-de-Baïse (1 A +, 1 A —), Saint-Puy (1 A +), Roques (1 A —), une vingtaine d'insurgés ont été proposés pour la transportation : 7 *Algérie plus*, 13 *Algérie moins*.

Leurs antécédents et leur participation au mouvement insurrectionnel sont résumés par les formules habituelles : mal famé; dangereux, redouté; vivant dans l'intimité d'Arnould; propagande au profit des idées anarchiques; propos menaçants contre les riches; vrai scélérat condamné pour escroquerie (1 A +); fléau, effroi de cette contrée; affilié aux sociétés secrètes; essaya par violence de faire sonner le tocsin; voulut contraindre les habitants à marcher en armes; partit avec les bandes armées qui marchèrent sur Condom.



Dans l'arrondissement de Lectoure (38 A + et —), le mouvement de Fleurance a été le seul important. Aussi les 2/3 des insurgés frappés par la Commission mixte appartiennent à cette ville : 8 *Algérie plus* et 16 *Algérie moins*.

Les 8 *Algérie plus* ont été les chefs du mouvement et les recruteurs de l'émeute. Le casquetier Aylies, le chef des rouges de Fleurance, est venu à Auch prendre les instructions du comité montagnard, a dirigé l'insurrection, était un des chefs de l'attroupement qui se porta sur la caserne; il s'empara de la mairie, s'opposa au départ du nouveau

préfet, rédigea une proclamation aux habitants, était à la tête de la bande armée à l'arrivée du sous-préfet et du procureur de Lectoure. Castarède, Dubord, l'ex-percepteur Gallut, l'ébéniste Tarrissan, le roulier Belbèze, Dupuy, le tourneur Noguès ont fait partie du rassemblement armé, construit les barricades, emprisonné ou maltraité le commissaire, distribué des balles, réquisitionné de la poudre.

Les 16 insurgés *Algérie moins* de Fleurance et les 15 *Algérie plus* (1) et *moins* (14) de Lectoure (2 A —), Saint-Clar (2 A —), Montestruc (1 A —), Aurenques (1 A —), Lassauvetat (2 A —), Mauvezin (1 A +, et 3 A —) Monfort (2 A —), ont été frappés en raison de leurs antécédents et des faits consignés dans les notices individuelles : *démagogue exalté; mauvaise réputation, caractère violent; homme d'un caractère ardent, mêlé à toutes les rixes; un des hommes les plus habiles et les plus dangereux dans cette contrée; véritable fléau de la région qu'il habite; en relation habituelle avec les chefs socialistes; ayant prêté son auberge pour réunir les socialistes de Fleurance; signalé comme ayant fait une propagande active et perverti les populations; — s'est rendu à Lectoure pour soulever les habitants; souleva les habitants de Monfort, — de Lassauvetat, — de Saint-Jean, — d'Aurenques; marcha avec les insurgés sur Fleurance; fit sonner le tocsin; marchait en tête de l'attroupement qui se porta sur la caserne, somma le brigadier de remettre ses armes; construisit deux barricades; se rendit à la mairie; monta la garde, un fusil à la main; un de ceux qui se saisirent du commissaire et le conduisirent en prison; fut un de ceux qui s'emparèrent des fusils de l'armurier Dessus, — qui couchèrent en joue le sous-préfet, — qui, dans la nuit du 3 au 6, assistaient au conciliabule tenu chez Laclavère par les démagogues de Fleurance; — saisit le brigadier de gendarmerie, chercha à désarmer le gendarme Belbèze (Mauvezin); fit partie de la colonne d'insurgés qui marcha sur Auch; parcourut les rues de Lectoure armé d'un fusil,... criant : « Aux armes ! on égorge nos frères de Fleurance ! »*



Un examen attentif et comparé des divers documents relatifs aux condamnés politiques — état nominatif des détenus, procès-verbaux de la Commission mixte, listes des prisonniers élargis ou à transporter, notices individuelles, dossiers des insurgés, rapports des procureurs, du préfet, du général de Géraudon, lettres d'envoi du travail de la Commission, etc. — ont permis de dresser le tableau récapitulatif numérique, par catégories et arrondissements des décisions de la Commission mixte.

Mesures.	Auch.	Condom.	Lectoure.	Mirande.	Total par catégories
Conseil de guerre.	3			3	6
Algérie +	70	35	9	67	181
Algérie —	88	58	29	97	272
Expulsion.	3	1		1	5
Internement.	1				1
Mises en liberté.	101	125	43	178	447
TOTAUX par arrondissem ^{ts} .	~~181~~ 266	~~183~~ 219	81	346	912

Sur ces 912 décisions, nous comptons 447 mises en liberté et 465 mesures de sûreté générale : 453 Algérie + et —, 6 envois devant le conseil de guerre, 5 expulsions, 1 internement. Notons que 111 insurgés, désignés pour la transportation en Algérie, sont en fuite (1).

Par les 912 décisions de la commission mixte, le Gers

(1) Ces 111 insurgés se répartissent ainsi par arrondissement : Auch, 18 A + et 10 A —; Condom 9 A + et 10 A —; Lectoure, 3 A + et 3 A —; Mirande, 34 A + et 24 A —.

se classe après les 8 départements suivants : Var (3147), Seine (2962), Hérault (2840), Basses-Alpes (1669), Drôme (1614); Nièvre (1506), Yonne (1167), Cher (973). Mais dans la statistique générale par départements, dressée au greffe des commissions militaires et déposée aux Archives sous la cote BB 30/424, les 447 mises en liberté ont été omises et le Gers figure à la colonne « Quantité » par le chiffre 464. Cette erreur sur le nombre des poursuites et des mesures de sûreté place inexactement le Gers après les 8 départements précités et les 6 suivants : Bouches-du-Rhône (777), Pyrénées-Orientales (692), Vaucluse (680), Loiret (566) Allier (512), Rhône (465).

Par ailleurs, cette omission conduit à une appréciation erronée sur la sévérité de la Commission mixte. D'après la « Statistique générale », la Commission mixte du Gers aurait montré une sévérité exceptionnelle, unique, puisque sur 464 insurgés arrêtés, poursuivis, 455 auraient été désignés pour la transportation en Algérie. Les chiffres exacts — 912 individus poursuivis, 447 mis en liberté, 465 frappés de mesures de sûreté, — corrigent cette appréciation. Si on mesure la sévérité à la proportion des désignations pour Cayenne et l'Algérie, on doit se borner à ranger la Commission mixte du Gers parmi les plus sévères, celles qui ont placé plus de la moitié de leurs « inculpés » dans les catégories *Cayenne*, *Algérie plus* et *moins*. Pour nous en tenir aux départements les plus frappés, citons l'Hérault (1573 désignés pour la transportation sur 2840 « inculpés »), les Basses Alpes (997 sur 1669), la Nièvre (804 sur 1506), les Pyrénées-Orientales (450 sur 692), l'Allier (269 sur 512).

Cette sévérité s'explique surtout par le refus de former une catégorie de condamnés placés sous la surveillance de la haute police. Toutes les autres commissions ont largement appliqué cette mesure, et, dans le chiffre global des décisions, si les transportations à Cayenne ou en Algérie *plus ou moins* s'élèvent à 9.820 pour la France entière, le nombre des mises sous la surveillance est de 5.197. On

peut donc croire que la proportion des transportés eût été moindre dans le Gers, si la mise sous la surveillance de la police n'avait pas d'abord été écartée par la Commission. Elle ne tardera pas d'ailleurs à modifier son travail primitif en proposant la surveillance pour 40 transportés politiques.

La gravité du mouvement, l'effroi ressenti, les dispositions personnelles des commissaires, leur rôle répressif ont influé sur les décisions de la Commission. Un seul commissaire, le général de Géraudon, n'a pas assisté à la crise; mais militaire et commandant l'état de siège, il incline naturellement aux mesures rigoureuses. Le procureur a été mêlé personnellement à la lutte. Au moment décisif, il a pris l'initiative de la répression et déployé une grande vigueur offensive : il a procédé à la saisie du *Démocrate*, il a essuyé les injures et les menaces d'attroupements hostiles, affronté et harangué les insurgés au faubourg de l'Oratoire. Le préfet Lagarde a été retenu quelques heures à Fleurance, prisonnier des insurgés; il assistait à la dispersion des bandes armées, à l'Oratoire, le soir du 4. Notons que les sous-préfets de Mirande et de Lectoure ont tenu tête à l'insurrection ; celui de Mirande a été molesté, blessé et, durant trois jours, prisonnier des insurgés avec toutes les autorités, notamment avec le procureur et le juge d'instruction. Le procureur de Condom a dû se cacher pendant quelques heures pour se dérober au ressentiment et aux menaces de quelques insurgés très excités. Celui de Lectoure accompagna le sous-préfet à Fleurance et affronta les insurgés armés.

La soudaineté et la gravité de l'insurrection ont vivement frappé l'administration et les magistrats, révélé la discipline et la force agissante du parti républicain dans le Gers, démontré aux agents du coup d'Etat la nécessité et l'urgence de le désorganiser par l'éloignement et la punition des chefs et des militants.

Aux circonstances locales et aux dispositions personnelles des membres de la Commission mixte et des magis-

trats il faut ajouter une cause plus générale et plus profonde pour expliquer le nombre et la cruauté des mesures : la haine et le mépris du monde conservateur et de tout le personnel de la répression à l'endroit des républicains. Ce sentiment s'accuse et s'étale dans les notices individuelles. Le vocabulaire et les formules, le ton insultant et dédaigneux, les griefs d'ordre privé décèlent une animosité et une incompréhension profondes, entretenues par des préjugés politiques et sociaux, par la persistance de l'esprit bourgeois et censitaire. Aux yeux des hommes d'ordre, des magistrats, des agents du coup d'Etat, tout démocrate libre-penseur est immoral et dangereux (1); républicain est devenu synonyme d'anarchiste, de démagogue, de partageux, d'homme de désordre. Aux républicains on oppose couramment les honnêtes gens, les bons citoyens, les hommes d'ordre. Les gens du peuple, — boutiquiers, artisans, ouvriers et paysans — aux trois-quarts illettrés, sont jugés incapables d'opinions éclairées et désintéressées. Fanatisés pervertis, par des meneurs, c'est-à dire par des bourgeois déclassés, ambitieux, aigris

(1) C'était une opinion courante. Elle s'exprime avec netteté dans cet extrait d'une notice de la Commission mixte de la Côte d'Or sur Rasse, un médecin républicain et libre penseur : «... Prêchant les doctrines les plus incendiaires, les plus subversives des lois de morale et de gouvernement, irréligieux jusqu'à l'athéisme le plus complet, et cependant bienfaisant, généreux, charitable envers les malheureux, compatissant à toutes les misères, le sieur Rasse présente les disparates les plus tranchées; c'est un mélange des qualités les plus dévouées du cœur et des aberrations des plus effrayantes de l'esprit. Entêté dans ce qu'il appelle ses convictions, je ne le crois pas susceptible de s'amender. A part ses prédications infernales, c'est un homme qui pratique le bien... D'une grande aisance, il est tombé dans la misère; il n'a pu, sans de grands froissements d'amour-propre, se soumettre à sa nouvelle position, et il a pris en haine la société. Du reste, il inspire une grande confiance aux vigneron et aux gens de campagne de son canton qu'il traite dans leurs maladies avec un désintéressement sans égal ». On voit ici qu'un républicain indiscutablement honnête et généreux demeure une énigme indéchiffrable pour la Commission mixte, et nous imaginons ce que, dans une crise de répression, une pareille incompréhension entraîne d'inévitable dureté. (Arch. nat. BB 30/400. Cour de Dijon, Grenoble, etc.).

ou ruinés, par des hommes du peuple haineux et envieux — boute-feu de village, bavards, oisifs, péroreurs de café — les paysans démocrates — petits cultivateurs, métayers, ouvriers — sont dévorés de convoitises brutales : appât d'un salaire plus élevé, espoir d'une diminution ou d'une suppression des impôts que seuls paieront les riches, perspective d'une expropriation des gros propriétaires, d'un nouveau partage des terres, du pillage. Les militants ou affiliés montagnards sont présentés par les agents de la répression comme une bande de malfaiteurs, préparant dans le mystère des sociétés secrètes le grand bouleversement social, « la grande échéance de 1852 ». Ils ont juré « haine à toutes les tyrannies religieuses, politiques et sociales » ; serment qui peut mener loin, remarque l'avocat-général Régnier. Ils se sont rués à l'insurrection comme à l'assouvissement, impatientement attendu, de leurs ambitions ou appétits grossiers. Prôneurs de la violence et de la guillotine, panégyristes de Saint-Just et de Robespierre, plagiaires des terroristes de 93, ils se répandent en menaces, en propos sanguinaires contre les *Messieurs*, les riches, le clergé, les fonctionnaires et les hommes d'ordre. L'insurrection au nom de la légalité n'a été qu'un masque, un prétexte. « Insurrection sociale », répètent à l'envi tous les agents du coup d'Etat, crayon anticipé du bouleversement préparé pour 1852. Sans doute, quelques rares bourgeois démocrates, appartenant à des « familles honorables », ont pu s'opposer à toute violence contre les personnes, à toute atteinte aux propriétés privées, mais, en décembre, la masse n'a obéi qu'à de « bas instincts ». Les paysans insurgés, « rudes, sauvages, arriérés », n'ont vu dans le soulèvement qu'un « gai voyage, fructueux peut-être », une occasion de pillage.

Les paysans ne croient pas voler quand les larcins ont lieu en brisant les portes, en fouillant les maisons par centaines un grand jour d'émeute. — Le département aurait été à feu et à sang, affirme le procureur Saint-Luc, sans l'énergie du régiment, du maire qui a vigoureusement refusé les armes et des autres fonctionnaires. — M. de Magnitot et moi devions être

fusillés le 4 au soir. Dieu soit loué ! Nous avons triomphé des Barbares et la civilisation a repris ses droits.

Le procureur de Condom écrit à son tour :

... Plus on approchait de 52, plus apparaissait le danger de la situation. Des poursuites avaient été dirigées contre plusieurs individus qui avaient menacé les fonctionnaires de cette date fatidique. Il était évident que mai 52 devait amener une attaque formidable contre la société. La résistance aurait été impossible contre un mouvement se produisant sur tous les points de l'arrondissement, à un jour fixe, connu longtemps à l'avance... Quelques chefs croyaient faire seulement de la politique et venger ou défendre la Constitution; c'était de l'aveuglement. Les autres chefs et insurgés faisaient la guerre à la société elle-même. Ces derniers étaient convaincus qu'on allait augmenter leurs salaires (Interrog. de Fausseries). En général, le personnel de l'insurrection (chefs et soldats) se composait d'hommes tarés et animés des plus mauvaises passions. Si leur succès eût duré plus longtemps, mon arrondissement aurait eu incontestablement la Jacquerie. Mon substitut et moi avons seuls été directement menacés; notre liberté et même notre vie ont seules été en danger. Mais des arrestations et des exécutions auraient certainement été la suite d'une attaque consommée sur nous. Il y avait là des personnes sans frein, de sang et de pillage, que la commission a retenues, et c'était sa principale préoccupation. Mais aurait-elle conservé son empire sur eux ?

Le procureur de Mirande parle du « drame de 1852 », providentiellement déjoué.

La terreur a plané sur tous les hommes d'ordre, écrivait-il, le 27 décembre 1851; et cependant, grâce au miracle de l'insuccès de l'insurrection, les brigands ont reculé devant leurs projets; le doigt de Dieu a conjuré tous ces dangers, le drame de 1852.

Le général de Géraudon considère les insurgés comme un ramas de « coquins préparant la ruine de la société ».

Ils n'ont d'autre regret que de n'avoir pas réussi, et, loin d'être corrigés, ils recommenceraient demain, si le succès leur était assuré.

Le procureur Saint-Luc répète avec insistance que les repris de justice dans le Gers sont bien moins dangereux que des hommes comme Breuils, Canteloup, Violet, Alem-Rousseau. Il veut qu'on soit impitoyable pour ces meneurs et se plaint amèrement des interventions miséricordieuses en leur faveur : il ne faut pas qu'on puisse dire que « les riches savent toujours échapper aux poursuites ».

Les juges de paix parlent des « mauvais garnements,... des vauriens qui attendaient 52 »... Celui de Cazaubon écrivait :

« L'émotion de ses scènes de désordre, de barbarie, ont vivement ému les esprits, et l'on se demande ce que nous serions devenus en 1852, pris au dépourvu, tandis que ces anarchistes incorrigibles qui savent si bien conspirer, étaient prêts à commettre leurs orgies... » — « ...Tout le monde a soif de calme et de repos, sauf quelques personnes perdues de mœurs et de fortune, qui soupiraient après le pillage pour s'arrondir à leur aise. Tous les honnêtes gens désirent que le décret de transportation à Cayenne s'exécute le plus tôt possible, pour ne pas laisser trop près de la patrie des ennemis dangereux, qui ne méritent plus d'indulgence. Ce n'est plus de l'égarement, c'est de la barbarie.

Dans son rapport aux ministres, la Commission mixte a conclu :

Le mal a été profond... Une légitime répression contre les chefs de l'insurrection et des sociétés secrètes est surtout indiquée comme un remède certain contre le renouvellement de pareils excès (1).

On le voit, par ces citations, tous les magistrats et agents de la répression s'imaginent défendre l'ordre, la société, la morale, la civilisation en un mot, contre « une horde de barbares », contre une bande de malfaiteurs organisés dans les sociétés secrètes. Persuadés qu'ils combattent moins des adversaires politiques que des criminels vulgaires ils sont naturellement durs, cruels. Qu'importe l'illégalité ou l'arbitraire des mesures ? Il faut avant tout préserver la société de nouvelles attaques. Le salut public justifie tous les expédients. La société est assiégée; « les mauvaises passions ne sont pas éteintes »; les insurgés n'ont que le regret d'avoir échoué. Toute compassion irréflechie, toute indulgence prématurée énerverait la défense. Pour être efficace, acceptée par l'opinion, la répression devra sans doute être sévère, mais, de plus, dominée par le souci d'une justice rigoureusement impartiale et distri-

(1) Arch. du L.-et-G. C. d'Etat, 1851. U 1-5. — Rapports du proc. de Condom, 28-29 déc. 51, — de Mirande (27 déc.), — d'Auch (26 déc., 20, 31 janvier, 6 février 52). — U. *Annexes de greffes*. Instr. jud. de l'insurr. Dossier de Cazaubon. — Arch. nat. BB 30/398 — Com. mixte à ministres, 20 mars.

butive : en dépit des protecteurs influents, il faut que les meneurs bourgeois ou autres soient châtiés sans faiblesse, afin que les comparses, les pauvres diables, dépourvus de relations, entraînés et victimes des principaux coupables, ne soient pas plus durement traités que les auteurs responsables de l'insurrection.

Voilà l'esprit qui anime les agents de la répression, juges de paix, procureurs, juges d'instruction, sous-préfets, membres de la Commission mixte. Pour défendre la société en péril, i's restent obstinément sourds à d'émouvantes supplications, fermes devant de poignantes misères. Ils arrachent à leurs foyers, pour de longs mois, des centaines d'ouvriers, de paysans, d'artisans de petits commerçants, presque tous pauvres, vivant de leur travail ou de leur petite industrie, 200 pères d'un ou de plusieurs enfants, de nombreux soutiens de parents vieux ou infirmes; et toute cette proscription s'accompagne d'un long cortège de souffrances et de ruines.

Il serait naïf de prétendre que la pensée de coopérer à un sauvetage social ait aboli chez les agents du coup d'Etat tout zèle intéressés, tout calcul égoïste : à l'heure des honneurs et des récompenses, ils sauront rappeler, étaler leurs titres à la reconnaissance du gouvernement et ne se laisseront pas oublier. Mais attribuer exclusivement la cruauté d'une pareille répression à de simples soucis de carrière chez les magistrats et les hauts fonctionnaires de la Commission mixte serait une explication arbitraire, passionnée, et non une vue historique.

III

Dans ses séances des 10 et 12 février, la Commission avait déferé 6 insurgés au conseil de guerre, pour homicide ou tentative d'homicide volontaire, pour excitation à la guerre civile : Délas Joseph, menuisier « violent et dan-

gereux », colporteur de l'*Ami du Peuple*, accusé d'avoir tiré sur le hussard Mazeau, sentinelle du général Dupleix; — Pujos Joseph, serrurier, qui, dans le combat de l'Oratoire, aurait tué le maréchal-des-logis Sauter, emporté dans une charge; — Violet J.-B., lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi, « le principal organisateur des sociétés secrètes, qui avait commandé, le 4 décembre, une bande appelant aux armes les auscitains; — Cantaloup, vétérinaire, le chef le plus actif et le plus redouté du socialisme de Mirande, signalé par un témoin comme auteur de plusieurs toasts « au bourreau qui a fait tomber la tête de nos tyrans », à Danton, Marat, Robespierre, principal organisateur de l'insurrection, inculpé d'avoir déchargé à bout portant son pistolet sur le sous-préfet Grabias; — Chalon Homère journalier à Mirande, aurait tiré sur la brigade de Plaisance et blessé le gendarme Lamothe; — Davezac Jean, grenadier au 6^e de ligne, inculpé d'avoir tiré un coup de feu dans la cour de la caserne de la gendarmerie de Miélan, sous le prétexte qu'il fallait essayer les armes, parce qu'on pourrait avoir besoin de s'en servir ». La Commission rédigea le renvoi devant le conseil de guerre sous la forme d'une ordonnance de la Chambre des mises en accusation.

La Commission... après avoir pris connaissance des pièces de la procédure mise à sa disposition par M. le procureur de la République d'Auch, a constaté les faits suivants... Attendu que ces faits constituent 1^o le crime de complot; 2^o le crime d'attentat dans le but d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, crimes prévus et punis par l'art. 91 du Code pénal; 3^o le crime d'homicide volontaire ou de tentative d'homicide volontaire... laquelle tentative n'aurait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur et aurait été accomplie avec préméditation, les dits crimes prévus et punis par les art. 91, 92, 295, 296, 302 du Code pénal... — Attendu qu'il y a des charges suffisantes pour que la mise en accusation soit ordonnée... Vu les faits ci-dessus et la dépêche télégraphique du 5 décembre 1851 et l'arrêté du 8 de ce même mois, qui mettent le département en état de siège, — Vu la loi sur l'état de siège et les termes de la circulaire du 3 du courant, la Commission, après en avoir délibéré, renvoie le dit X... devant le conseil de guerre compétent pour y être jugé. M. le Général commandant

la 13^e div. mil. est chargé de l'exécution de la présente décision (*Signatures de Géraulon, Meunier, Saint-Luc*) (1).

Pujos et Canteloup avaient fui. Le 5 mars, Géraudon invita les procureurs d'Auch et de Mirande à diriger Violet, Delas, Chalou et Davezac sur Bayonne, où siégeait le conseil de guerre de la 13^e division (2).

Canteloup et Pujos furent condamnés à mort par contumace (3).

Chalon et Delas nièrent avoir tiré un coup de feu; Chalou soutint que le gendarme Lamothe avait été blessé par un coup parti de la bande qui marchait sur Mirande. Unanime sur la tentative d'homicide, le Conseil écarta la préméditation par 4 voix contre 3; il condamna Chalou à la déportation dans une enceinte fortifiée et Délas à 5 ans de travaux forcés (4).

Pour Violet et Davezac, le Conseil se déclara incompétent : aux termes du décret du 3 février, les Commissions mixtes ne devaient lui déférer que les insurgés inculpés de meurtre. Notons que la Commission mixte du Gers se disposait à classer Violet dans la catégorie *Algérie plus*, lorsque par dépêche, le ministre de la Police lui avait adjoint de le renvoyer au conseil de guerre, en raison de sa qualité de lieutenant de gendarmerie. Dès que le Conseil se fut déclaré incompétent, un conseil d'enquête ôta son grade à Violet qu'un décret présidentiel mit à la réforme. Le 19 mai, sur un ordre du ministre de la Guerre, le commandant de la 13 division mit en liberté Davezac et Violet détenus à la prison de Bayonne. Violet s'empressa de passer en Espagne par peur de nouvelles poursuites. Bien lui en prit. Sa mise en liberté avait fait scandale, et le procureur Saint-Luc protestait auprès du préfet : Violet,

(1) Arch. nat. BB 30/398. — P.-v. de la Com. mixte du Gers. — Arch. du Gers *C. d'Etat*, 1851. M 8. — Notices individ. — *Courrier du Gers*, 15 mars, 18, 20, 26, 28 avril 52.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 1851. M 10. — Géraudon à préfet, 5 mars 52.

(3) *Courrier du Gers*, 26 avril 52.

(4) *Ibid.*, 26 avril 52.

détenu sous mandat d'arrêt, ne peut-être régulièrement dégage que par un *jugement sur le fond* et non par un *jugement d'incompétence* qui laisse entière la question de culpabilité; le ministre aurait dû le renvoyer à Auch *dans l'état où il se trouvait*, c'est-à-dire sous mandat d'arrêt, pour permettre à l'autorité judiciaire de statuer. Le commissaire près le Conseil de guerre a beau affirmer que le ministre a statué définitivement sur Violet, le procureur déclare que le commissaire se trompe; il saisit de l'affaire le procureur général, pour apprendre du Garde des Sceaux si le Gouvernement a voulu amnistier Violet ou le remettre à l'autorité judiciaire. Saint-Luc réclame contre lui des poursuites correctionnelles, soit comme organisateur des sociétés secrètes, soit comme chef de bande insurrectionnelle. Préfet et procureur s'élèvent contre une amnistie octroyée « au plus coupable auteur de l'insurrection, pendant que ses victimes égarées expient en Afrique leur coopération ». — « Sa rentrée a produit le plus fâcheux effet », écrit le préfet. Finalement le procureur fut autorisé à poursuivre Violet, que le tribunal correctionnel d'Auch condamna par défaut, pour affiliation aux sociétés secrètes, à 4 ans d'emprisonnement et à 10 ans d'interdiction de droits civiques. Violet se constitua prisonnier, fin décembre 52. Il adressa une demande de grâce, et sa peine fut commuée en surveillance de la haute police. Mais le séjour dans le Gers lui était interdit (1).

*
**

Le 8 mars, la Commission mixte se réunit, présidée par le préfet. Après les élections très favorables du 29 février, les 3 commissaires estimaient qu'il était « opportun et

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 2. — Note sur Violet; procureur à préfet, 25 mai, 28 déc. 52, 21 mars 53; préfet à min. de la Police, juin; préfet à Justice, 28 mars 53; Justice à préfet, 16 avril 53. — Arch. de la Guerre. *Insur. de déc. 51, Gironde, Dordogne, ... Gers*. — Joly à Bourjolly, 21 mai; *Courrier du Gers*, 10, 16 avril, 22 juin, 8 et 27 juillet 52.

politique » d'user de clémence envers un certain nombre d'insurgés détenus, dont la mise en liberté paraissait sans danger. Selon le procureur, l'arrondissement d'Auch « avait été plus sévèrement châtié que les autres »; d'autre part, les familles des condamnés » avaient entièrement travaillé au succès des candidats du gouvernement; l'opinion publique paraissait réclamer quelque indulgence ». La Commission dressa une liste d'insurgés, « véritables victimes des principaux meneurs ». Les mesures de sûreté maintenues contre 420 individus produiront « un effet d'autant plus salutaire et profond qu'elles seront accompagnées des mises en liberté dont il s'agit ». La liste comprenait 38 détenus *Algérie moins*, placés par ordre de culpabilité croissante. Chaque nom était affecté d'un chiffre :

1 indiquait les moins compromis; 2, 3 et 4 ceux qui peuvent être encore mis en liberté par l'application la plus large des vues bienveillantes du gouvernement.... Tous les autres inculpés doivent subir au moins un commencement de peine (1).

Bientôt la Commission se ravisa : à la mise en liberté, elle proposa de substituer la mise sous la surveillance de la police générale pour les 38 insurgés. Le 15 mars, le préfet adressa au ministre la nouvelle proposition. A la recommandation du procureur Saint-Luc, du curé et du maire de Bezolles, la Commission avait ajouté à sa liste Bernard Pujos, tisserand, père de 3 enfants, soutien d'une belle-mère infirme, et Joseph Landres, tailleur d'habits, très pauvre et père de 5 enfants. Par deux décisions du

(1) Arch. nat. BB 30/467. *Cond. des com. mixtes. Grâces.* — Procureur à G. des Sc., 15 juillet 52. F 1 b/II. *Gers*, 8. *Personnel administratif.* — Préfet à Intérieur, 8 mars 52. Liste des 38 transportés (A—) proposés pour la surveillance : Bedout Jh.; Lannes Ant. (n° 1); Boué; Cortade Bern.; Bedout Fr.; Goudoula J.-M.; Avril Pascal (n° 2); Lasserre J.-M.; Lacaze Bert.; Abadie Jh.; Degers Bern.; Daubas Bapt.; Pérès Roch; Dauzère Jh. (n° 3); Dalas Jh.; Malhomme Achille; Arqué Martin; Cazaban Domin.; Castex Pierre; Degers Isid.; Duprat Jean; Labadie Henri; Cortade Pierre; Dorbes J.-M.; Cavé Pierre; Délas J.-M.; Lasserre Fr.; Ransan Pierre; Belloc Prosper; Pérès Fr.; Castéra Fr.; Cazes Jean; Rizon Domin.; Vergès Jean; Pezan Fr.; Roch Jh.; Labérenne Pierre; Laffargue Bapt. (n° 4). — *Courrier du Gers*, 24 et 31 mars.

27 mars et du 9 avril, le ministre de la police Maupas accorda ces 40 commutations comme une modification au travail primitif de la Commission et non comme des grâces individuelles (1). Mais les 40 transportés étaient en route pour l'Algérie. Par une dépêche du 22 mars, Maupas enjoignit au préfet de l'Hérault de surseoir à l'embarquement à Cette des 40 prisonniers bénéficiaires de la mesure. Mais 29 étaient déjà en Algérie. Le préfet remit des passeports pour le Gers aux 11 qui n'avaient pas encore quitté Cette (2). Le préfet du Gers envoya à Maupas la liste des 29 assujettis à la surveillance, et le pria de les rapatrier dans le plus bref délai, en raison de la publicité donnée à ces commutations et de l'attente des familles. 23 détenus au camp de Birkaden furent embarqués pour Cette le 15 avril; les 4 autres, — Dalas, Caze, Duprat et Avril — qui avaient quitté Birkaden pour Bône et Bourkiven, ne furent pas du convoi. Le 6 juin, Caze Jean et Avril Pascal, — le 24 juin, Duprat Jean, interné à l'hôpital de Cherchell, et Dalas, interné à Bône, n'avaient pas encore reçu notification de la décision du 27 mars qui les soumettait à la surveillance. Ils rentrèrent en juillet, sauf Cazes qui fut retenu en Afrique, en raison de sa participation à une coalition pour refus de travail (3).

*
**

Dans les nombreuses écritures de la Commission se sont glissées quelques confusions et omissions dont les

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 51. *M* 4. — Préfet à Police, 15 mars; lettres du procureur, du curé et du maire de Bezolles, 15 et 9 mars; Maupas à préfet, 27 mars. *M* 3. — Police à préfet, 9 avril; préfet à Police, 12 avril. — Arch. nat. *F* 1 b/II Gers 8. — Préfet à Police, 14 et 22 mars. *BB* 30/467. — Proc. au G. des Sc., 19 juillet 52.

(2) Lannes Ant., Lacaze Bertr., Cortade Pierre, Belloc Prosper, Laffargue J.-B., Goudoula J.-M., Pérès Roch, Ransan Jean, Pérès. Fr., Castéra Fr., Dauzère Jh. (Arch. du Gers. *C. d'Etat*. *M* 3. — (Préfet de l'Hérault à préfet du Gers, 26 mars).

(3) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. *M* 3. — Préfet à Maupas, 30 mars, 6 et 12 avril; gouvern. gén. d'Alg. à préfet, 15 avril; préfet à gouverneur, 6 et 24 juin 52.

insurgés ont parfois profité. Ainsi Dominique Pomiès, un charpentier de 24 ans, à Lupiac, classé *Algérie moins*, fut mis en liberté le 24 mars, sur l'ordre de Géraudon, parce qu'il ne figurait pas sur les procès-verbaux de la Commission. Le 31 mars, la Commission le soumit de nouveau à la transportation, et il fut écroué le 2 avril : depuis, il ne figure sur aucune liste de transportés ni de grâciés. — Deux républicains de Miélan, Sémbres et Desplats Louis, classés *Algérie plus*, furent laissés en liberté jusqu'en novembre 52, grâce à des listes erronées ou incomplètes. Cet oubli leur évita la transportation, car ils furent placés presque aussitôt sous la surveillance. — Candelon, valet de ville de Crastes, fut interné à Lectoure, pendant quelques mois. Lacoste, pharmacien, et Abeillé, domiciliés à Montesquiou, furent internés à Lombez et à Condom. Ces 3 noms ne figurent pas sur les procès-verbaux de la Commission mixte. Cinq noms de transportés ont été également omis (1).

Une erreur due à une homonymie eut pour conséquence la transportation et le maintien en Algérie durant deux années d'un ouvrier agricole que la Commission n'avait frappé d'aucune mesure.

Un insurgé de Mirande, le cordonnier J.-B. Lestrade, âgé de 27 ans, avait été désigné pour la transportation en Algérie (A --). Un autre Lestrade (Jean), journalier de 47 ans à Pouylebon, illettré et « inoffensif », qui s'était borné à suivre une bande d'insurgés, avait été écroué à Mirande. Par homonymie, on lui appliqua l'acte de naissance du cordonnier J.-B. Lestrade. Au départ des insurgés, l'erreur fut signalée à l'administration qui négligea l'avis. Jean Lestrade, contre qui la Commission n'avait pris aucune décision, fut transporté en Algérie, en même temps que son homonyme, le cordonnier mirandais, classé *Algérie moins*. Ainsi deux individus furent transportés en exécu-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 15*. -- Dossiers de Pomiès, Sémbres, Desplats, Candelon, Lacoste et Abeillé. *M 14*. — Sous-préfet de Mirande à préfet, 17 mai 52.

tion d'une décision relative à un seul insurgé. Le journalier Lestrade, expédié en Algérie par erreur, laissait une femme estropiée et deux enfants en bas âge, qui vécurent misérablement de la charité publique et privée. Le 3 août 52, le préfet signalait l'erreur au ministre, qui ne s'en inquiéta pas. Entre temps, le cordonnier J.-B. Lestrade était grâcié à l'occasion du mariage de l'Empereur. On laissait ignorer à Jean Lestrade l'erreur dont il était victime, et sa supplique à l'Empereur, datée du 20 mars 53, ne contient pas d'allusion à cette situation.

Lestrade se borne à dire « qu'entraîné par un funeste égarement qu'il ne peut définir en ce qu'il ne s'est jamais mêlé des affaires du gouvernement..., ne s'étant jamais occupé que de son travail, ne sachant ni lire ni écrire, il eut le malheur de se trouver au mouvement insurrectionnel en décembre 51... Père d'une famille sans ressources, et ayant sa femme infirme, sincèrement repentant de sa faute par son inexpérience, fermement décidé à la faire oublier par sa soumission et son dévouement.

Le 27 novembre 54, le procureur impérial expose les faits au Garde des Sceaux et insiste pour qu'on grâcie Lestrade. Le 7 décembre, le ministre de la guerre est informé que Lestrade Jean, dit *Dastarac*, a été transporté *aux lieu et place* du nommé J.-B. Lestrade, cordonnier. Cette communication crée d'abord un malentendu et le ministre répond le 7 février 54 : 1° que Lestrade n'est pas connu à son ministère sous le nom de Dastarac, 2° que le cordonnier J.-B. Lestrade a été *bien et dûment* transporté en Algérie, et Lestrade, dit d'Astarac, n'a pu être transporté à *ses lieu et place*. En effet, l'expression *aux lieu et place* était impropre : il eut fallu dire que la commission mixte avait frappé le seul Lestrade J.-B., grâcié en janvier 53, et que, par homonymie, on avait transporté en Algérie deux individus. Le malentendu finit par s'éclaircir et le ministre de la guerre ordonna le renvoi en France de Jean Lestrade, qui avait subi par erreur près de deux années de transportation. Ce pauvre diable de 50 ans, qu'un conservateur notoire, de Belloc, présente comme le plus doux et le plus inoffensif des

hommes, miné par des fièvres intermittentes contractées durant son séjour en Afrique, s'abstint, par ignorance, de demander un secours de route que le gouvernement accordait à la plupart des insurgés. Il dut renoncer à ses frais et entamer les pauvres économies amassées par son travail en Algérie (1).

IV

Des 453 insurgés soumis à la transportation en Algérie, 117 étaient en fuite, 336 étaient détenus dans les maisons d'arrêt de Condom (38 : 13 A + et 25 A —), Lectoure (32 : 6 A + et 26 A —), Mirande (103 : 33 A + et 70 A —), Auch (163 : 65 A + et 98 A —). Tous ces détenus quittèrent le Gers pour l'Algérie, du 20 au 27 mars.

Le général de Géraudon éprouva un gros embarras à les rassembler en deux groupes *Algérie plus* et *Algérie moins*, à diriger le premier sur Toulouse, le second sur Agen, à organiser les convois et à les mettre en route aux époques fixées par l'autorité militaire supérieure, à tenir secrets le jour et l'heure du départ pour éviter la curiosité et la pitié publiques, des scènes d'émotion, « des mains suppliantes écartées à coups de crosse » (2).

Affaiblis par trois ou quatre mois de détention, les prisonniers ne pouvaient voyager à pied. Et puis, en traînant plusieurs jours sur les routes et dans les rues des villes de longues files de prisonnier, l'autorité risquait d'émouvoir les populations, d'attirer les parents et amis, de provoquer des manifestations, des troubles, des scènes pénibles.

(1) Arch. nat. BB 30/467. — Préfet à Intérieur, 3 août 53; proc. gén. à G. des Sc., 27 nov. 53; Justice à Guerre, 7, 11, 15 février 54; supplique de Lestrade, 20 mars 53.

(2) Arch. de la Guerre. *Insur. de déc. 51. Gironde, ... Gers.* — Géraudon à Bourjolly, 17 et 19 mars.

bles. Le général de Joly, commandant la 11^e division militaire, exposa ces raisons au ministre de la guerre :

Je ne crois pas prudent de faire voyager ces individus à pied. Cette mesure occasionnerait beaucoup d'embarras et de lenteurs. Dans chaque ville traversée, il en résultera une émotion quelconque, peut-être des attroupements. Dans l'intérêt des insurgés, il faut éviter les excitations et l'apparence du martyre. En outre, ces hommes sont affaiblis et étiolés par trois mois de prison. Ils marchent mal. On les sèmerait sur la route et il faudrait également des voitures pour les éclopés. En les faisant transporter sur des charrettes jusqu'à Toulouse et Agen, ce serait une dépense avantageuse et bien entendue (1).

Les généraux de Géraudon et de Joly avaient déconseillé le rassemblement des insurgés dans la citadelle de Bayonne, parce qu'il obligeait les prisonniers à traverser deux fois le Gers, d'abord pour aller à Bayonne, ensuite pour se rendre en Algérie par Toulouse-Cette ou par Agen-Bordeaux. Pour éviter cet inconvénient et en raison de la proximité plus grande, les généraux jugèrent préférable de diriger directement sur la citadelle de Blaye, par Agen, les détenus de Condom et de Lectoure et sur Cette, par Toulouse et le canal du Midi, ceux d'Auch et de Mirande. A Blaye et à Cette, ils s'embarqueront pour l'Algérie. La garnison d'Agen escortera les convois de Condom et de Lectoure; les troupes d'Auch et de Mirande surveilleront l'évacuation sur Toulouse (2). Cette double direction avait « l'avantage de vider plus vite le terrain, de partager l'attention sur les deux points extrêmes du département, de dérouter les frères et amis ». Ce projet d'évacuation fut adopté. Ces détenus furent dirigés, non par arrondissements, mais par catégories *Algérie plus* et *moins* sur Agen (A +) et sur Toulouse (A —) (3).

Les deux généraux demandèrent le plus grand secret

(1) Arch. de la Guerre. *Insur. de déc. 1851. Gironde, Gers.* — Joly à Saint-Arnaud, 29 février 1852. *Corresp. gén.*, 52. Rapport de Géraudon, 12 avril.

(2) *Ibid.* — Gén. Joly, à Saint-Arnaud, 29 février 52.

(3) Arch. de la Guerre. *Corresp. génér.* — Commandant de la 11^e D. M. à ministre, 29 janvier 1852. — Rapport de Géraudon, 12 avril.

sur les ordres de transport, « pour éviter des scènes d'attendrissement ou d'émotion des familles, car par suite d'un long séjour en prison, ces gens-là se figurent qu'ils vont être l'objet d'une amnistie » (1).

Pour dérober ces prisonniers au public, le général de Géraudon dut organiser des transports rapides. Dans le Gers, on ne trouvait que des voitures à deux roues ou chars-à-bancs, et des petits chars à bœufs trop lents, trop étroits pour y asseoir des hommes, Géraudon dépêcha à Toulouse auprès du général Reveu, le sous-intendant militaire Arnault. Il obtint douze prolonges d'artillerie transformées en voitures de transport et bâchées, 3 détachements formés chacun d'un officier, de 40 sous-officiers et canonniers, de 67 et 69 chevaux. Les 218 insurgés *Algérie moins* furent ainsi transportés d'Auch à Toulouse en deux convois, les 20 et 23 mars (2).

D'autre part, il fallait conduire de Condom, de Lectoure et de Mirande à Auch, la catégorie *Algérie moins* pour la diriger ensuite sur Toulouse; la catégorie *Algérie plus* devait être transportée de Mirande, d'Auch et de Condom à Lectoure pour être acheminée ensuite vers Agen. Pour ces transports à l'intérieur du département, la section d'artillerie détachée à Auch fournit 18 chevaux de trait, c'est-à-dire 3 attelages de 6 chevaux. Le lieutenant d'artillerie Berlié transforma les deux fourragères du quartier de cavalerie en voitures de transport par l'installation de 6 bancs perpendiculaires à l'axe de la voiture; 18 hommes tenaient aisément dans chacune. Une diligence réquisitionnée transportait jusqu'à 19 hommes. Grâce à ces attelages improvisés, on put ainsi former des convois de 55 hommes. Pour grouper par catégories *plus* et *moins* les prisonniers des quatre arrondissements insurgés, le lieutenant Berli-

(1) Arch. de la Guerre. *Insur. de déc. 51. Gironde... Gers.* — Général de Joly à Saint-Arnaud, 29 février 52.

(2) *Ibid.* — Géraudon à Général de Bourjolly, 17 et 19 mars 1852; — Reveu à Bourjolly, 16 19 et 20 mars. — *Corresp. gén. 52, Rapport de Géraudon*, 12 avril.

organisa 4 convois : le premier de 50 hommes (A —), de Lectoure à Auch; le deuxième de 35 (A +), d'Auch à Lectoure; le troisième de 96 (A + et —), de Mirande à Auch; le quatrième de 55 (A +), d'Auch à Lectoure. Ajoutons deux convois de 24 insurgés (A +) et de 24 insurgés (A —), de Condom à Lectoure, les 18 et 23 mars (1).

*
**

La prison d'Auch, ancien fort ecclésiastique adossé à la cathédrale, occupait l'extrémité de la crête qui domine le quartier et la promenade longeant le Gers ou « cours ». Il était malaisé d'y rassembler les prisonniers de Condom, Lectoure, Mirande pour le triage et la mise en route. En effet, on n'y accédait en voiture qu'à travers les quartiers populeux, dont s'écartaient les convois de détenus afin de ne pas éveiller la curiosité du public. Pour en extraire ou y conduire des groupes nombreux d'insurgés, il eût fallu traverser une ruelle raide et contournée, la *pous-terle neuve*, et cet itinéraire exigeait un assez fort déploiement de troupes. On risquait ainsi d'ébruiter l'opération. Pour ces raisons, Géraudon décida de déposer au quartier de cavalerie les prisonniers à transporter. Là, les voitures pénétreront dans la cour même du quartier, le triage, les entrées et sorties s'effectueront aisément à l'abri des curieux. Le sous-intendant Amade organisa dans les vastes greniers du quartier une sorte de salle d'attente. Il y installa les lits réquisitionnés en décembre, lors de l'accroissement de la garnison; il installa une garde de sûreté, pourvut au couchage, chauffage, éclairage et à la nourriture des détenus, qu'il surveillera jusqu'à leur départ (2).

Le premier départ pour Toulouse avait été fixé au matin du 20 mars. On décida de joindre aux 95 *Algérie moins* détenus à Auch les contingents de la même catégorie de Condom et de Lectoure pour former le premier convoi.

(1) Rapport de Géraudon, 12 avril.

(2) Ibid.

Le sous-préfet de Condom reçut l'ordre de diriger sur Lectoure dans la nuit du 17 au 18 mars ses 24 détenus *Algérie moins*. Le voyage — 19 kilomètres — se fit à pied. Le départ fut surveillé par le sous-préfet et le procureur. Une charrette de réquisition portait les bagages. Les prisonniers attachés 3 par 3 étaient escortés par 12 gendarmes et 24 fantassins du 16^e de ligne commandés par le lieutenant Leroy. Ils arrivèrent à Lectoure vers 4 heures du matin. Réunis aux 26 détenus (A —) de cette ville, les 50 insurgés furent transportés à Auch la nuit suivante, sur la diligence réquisitionnée et les 2 fourragères préparées par le lieutenant Berlié (1). La distance était de 36 kilomètres et un relai d'attelage se fit à 2 kilomètres de Fleurance. Le convoi était escorté par 50 hussards commandés par le capitaine Landry. Les voitures entrèrent au quartier de cavalerie à 6 heures du matin. Un prisonnier malade fut envoyé à l'hôpital et les 49 autres réunis aux 95 *Algérie moins* d'Auch, formèrent le premier convoi de 144 hommes à destination de Toulouse.

Le départ devait s'effectuer la nuit et en secret. Les prolonges d'artillerie arrivèrent à Auch vers 9 heures du soir. Un guide les conduisit au quartier de cavalerie par la porte hors ville.

A 10 heures du soir, le général de Géraudon explique aux officiers supérieurs réunis chez le colonel Bro l'opération du chargement des prisonniers et de la mise en route du convoi : les détenus quitteront la prison par groupes de 8, descendront la « pusterle » et monteront sur les 8 prolonges rangées le long du Gers; les 4 prolonges restées au quartier emporteront les 49 insurgés, arrivés de Lectoure le matin; les 12 voitures se réuniront à la Patte d'Oie, point de départ du convoi. Le général indiqua ensuite aux officiers les mouvements et les emplacements des troupes pendant cette opération. C'était un sévère et minu-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 3*. — Sous-préfet de Condom à préfet, 20 mars 1852. — Guerre. *Corresp. gén.*, 52. Rapport de Géraudon, 12 avril.

tieux service d'ordre destiné à écarter les curieux, empêcher les manifestations, prévenir toute résistance.

A 2 heures et demie du matin, les troupes sortirent du quartier. Les grenadiers montèrent par la rue de l'Intendance sur la place Sainte-Marie dont ils gardèrent les issues. Un peloton de hussards occupa la place de la Mairie.

Une section d'infanterie s'arrêtait au pont de la Treille, gardait tous les passages; des sentinelles furent placées sous le pont.

Au pont de l'hôpital, un détachement d'infanterie devait « repousser les curieux du faubourg »; sur le trottoir une section barrait la rue Montebello au pied de la *Pousterle neuve*. Des fantassins s'échelonnaient le long de la *Pousterle* sur le passage des prisonniers. Un peloton de hussards se porta à 300 pas au-delà du pont de l'hôpital, sur le Cours; un autre s'arrêta à hauteur du jardin de l'Intendant militaire sur le bord du Gers et plaça des vedettes au rues et aux passages de pont.

Les 50 hussards de l'escorte se portèrent à la Patte-d'Oie où ils gardèrent tous les chemins.

Le colonel Bro surveillait le Cours, le commandant Coustelay la ville haute, le commandant Ponsard la *pousterie* que les prisonniers descendront à pied. Le commandant Delaloge, avec l'escorte, attendait le convoi à la Patte-d'Oie.

Les voltigeurs montèrent la *pousterie* et formèrent les faisceaux dans la cour des Chanoines.

A 2 heures du matin, le capitaine de gendarmerie Bernardy entra à la prison, muni des 8 bulletins de transport des 95 hommes (12 par bulletins et par voiture). Huit gendarmes de l'escorte l'accompagnaient. Les prisonniers se levèrent, roulèrent leurs hardes en paquets ou étiquetèrent leur malle. Le capitaine les classa par 12 et dans l'ordre des bulletins.

A 3 heures, le préfet, le procureur, le général pénétrèrent dans la prison. Les voltigeurs sans fusil attendaient au guichet de la cour des Chanoines. 12 furent introduits

et prirent chacun un prisonnier sous le bras. Un gendarme se mit à la tête du premier groupe et reçut du capitaine un bulletin de voiture portant le nom des 12 prisonniers. Le groupe traversa la *pousterle*, un sous-officier fermait la marche. Au pied de la *pousterle*, le lieutenant de gendarmerie Lamothe attendait les prisonniers. Le gendarme lui remit son bulletin. Après l'appel, les 8 détenus montèrent dans la première voiture. Le gendarme reprit son bulletin, monta à cheval, suivit la voiture, qui avança d'une cinquantaine de pas pour faire place aux 7 autres. On procéda ainsi pour les autres groupes.

Quand le chargement fut terminé, le général profita du service d'ordre pour conduire les détenus *Algérie plus* au quartier de cavalerie, dans la salle d'attente évacuée par les insurgés de Condom et de Lectoure. Voltigeurs et grenadiers mirent l'arme au bras droit, prirent chacun un prisonnier sous le bras gauche, descendirent sur le *Cours*, et gagnèrent le quartier de cavalerie. Entre temps, le général donna l'ordre aux voitures de se mettre en route. Elles remontèrent le *Cours* jusqu'au pont de la Treille, qu'elles traversèrent pour gagner la Patte-d'Oie, où stationnaient déjà les 4 prolonges emportant les détenus de Condom et de Lectoure.

En plus des 50 hussards de l'escorte, 2 gendarmes à cheval surveillaient chaque voiture. Le convoi se mit en marche au lever du jour. Le colonel Bro l'accompagna sur la route de Toulouse jusqu'à 3 kilomètres de la ville. Là, une voiture chargée de provisions, de bouteilles d'eau et de vin pour le voyage attendait le convoi. Les vivres furent aussitôt distribués aux prisonniers.

Deux relais de cavalerie et d'attelage étaient prévus. De Gimont à l'Isle-Jourdain, le convoi fut conduit par le deuxième détachement d'artillerie, escorté par 50 nouveaux hussards du 6^e et 24 autres gendarmes. A l'Isle-Jourdain, le troisième détachement d'artillerie, 50 hussards du 7^e et 24 nouveaux gendarmes conduisirent le convoi à Toulouse. Grâce à ces relais, les 75 kilomètres d'Auch à

Toulouse furent parcourus en une journée. Le capitaine de gendarmerie Bernardy, qui avait la garde des prisonniers, les suivait en voiture jusqu'à Toulouse, où il les remit au général Reveu.

A 5 heures du soir, le convoi entra à Toulouse. Les prisonniers furent enfermés dans la prison du palais de justice. Le lendemain matin à 4 heures, 70 furent embarqués sur un bateau-poste du canal du Midi, à destination de Cette, où un navire les attendait pour les transporter en Algérie. Le surlendemain, la seconde moitié du convoi était dirigée à son tour sur Cette (1).

*
**

Le 22, les 12 prolonges d'artillerie devaient se rendre de nouveau à Auch pour emporter les derniers détenus *Algérie moins*, qui étaient tous à Mirande, sous la garde du capitaine de Bernis. Pour réduire les mouvements de troupes, Géraudon décida de transporter à Auch tous les détenus des deux catégories.

A Mirande, la prison était au centre de la ville, au milieu des familles et amis des détenus. C'était là un gros souci pour le capitaine chargé d'extraire les prisonniers et de les mettre en route : cette opération ne pouvait guère passer inaperçue et risquait de provoquer des scènes d'émotion, des manifestations hostiles ou des bagarres. Pour faciliter la besogne du capitaine, le général ordonna, le 17, de réunir tous les détenus au quartier de cavalerie situé en dehors de la ville et communiquant avec la route d'Auch par un boulevard extérieur. Mirande était alors entourée de murs et il suffisait de fermer un instant les portes pour empêcher toute communication avec le dehors.

Le transfert au quartier de cavalerie dut être un peu

(1) Rapport de Géraudon, 12 avril. — *Courrier*, 20, 29 mars 52.

agité : 4 détenus furent enchaînés pour rébellion et désordre durant le trajet de la prison au quartier et conduits à Auch par la gendarmerie (1).

Le 22 au soir, 2 fourragères, 2 prolonges, arrivées le matin, partirent d'Auch pour Mirande. Le capitaine de Bernis avait l'ordre d'y entasser le plus grand nombre de détenus. Une trentaine seulement feront la moitié du trajet à pied, et à mi-chemin de Mirande à Auch, ils monteront sur de nouvelles prolonges, afin que tous les détenus pénètrent en voiture au quartier de cavalerie.

A 10 heures, le capitaine de gendarmerie Bernardy arrivait à Mirande pour organiser son convoi. Les 93 prisonniers partirent à minuit; un petit groupe marchait à pied. Le capitaine de Bernis, avec 100 cavaliers et 2 compagnies d'infanterie escorta le convoi jusqu'à mi-chemin de Mirande à Auch. A cet endroit, il trouva une nouvelle escorte de même composition et effectif, des attelages de relai et un supplément de prolonges où montèrent les prisonniers à pied. Le convoi fut alors de 7 voitures, et il entra à Auch au quartier de cavalerie, à 5 heures du matin.

Le lieutenant Amat tria les détenus : la catégorie *Algérie plus* monta dans les greniers devenus la salle d'attente des prisonniers; les insurgés *Algérie moins* prirent place sur les voitures où des provisions de route leur furent aussitôt distribuées. Ce convoi de 74 insurgés partit à 7 heures, avec la même escorte que celui du 20. Il arriva à 4 heures et demie du soir à Toulouse, et 36 prisonniers partirent sur l'heure pour Cette par le canal du Midi (2).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. M 3.. — Préfet à Police, 20 mars. — Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 52. Rapport de Géraudon. *Insur. de déc.* 51 *Gironde. Gers.* Reveu à Bourjolly, 20 et 21 mars. — *Courrier du Gers*, 24 et 25 mars.

(2) Rapport de Géraudon, 12 avril. — *Courrier du Gers*, 23 et 25 mars.

*
**

Pendant qu'il met en route pour Toulouse la catégorie *Algérie moins*, Géraudon reçut avis du général de Bourjoly qu'une colonne mobile du Lot-et-Garonne se rendra le 23 à Condom pour conduire les prisonniers à Lectoure, d'où elle dirigera sur Agen, le 24, un premier convoi de 62 *Algérie plus*; le 27, elle escortera sur le même parcours un second et dernier convoi formé des 55 détenus *Algérie plus*, qui doivent arriver d'Auch à Lectoure le 25 (1).

Lectoure était le lieu de rassemblement de tous les insurgés *Algérie plus* à destination d'Agen et de Blaye. Pendant une semaine, du 20 au 27 mars, fantassins, hussards, artilleurs emplirent ses rues. Ils fournissaient des escortes aux convois.

En exécution des instructions du général de Bourjoly, et pour dépister l'attention, Géraudon envoya trois fois à Condom, une voiture cellulaire qui transportait 3 prisonniers (A +) à chaque voyage : Arrivets, Delas Louis, Cassaët, Macary Barth., Macary Pierre, Goudoulin Joseph et Baptiste, Marès Joseph, Fezas Jacques. Réunis aux 12 détenus de Condom, ces 21 insurgés partirent ensemble pour Lectoure, le 23 mars à 5 heures du matin. A 4 heures, le sous-préfet était à la prison pour surveiller les préparatifs du départ. Escorté par 300 hommes du 75^e de ligne, le convoi rencontra quelques groupes silencieux. Le sous-préfet l'accompagna jusqu'à la sortie de la ville. — Le soir du 23, 12 heures après le départ du 2^e convoi pour Toulouse, 35 insurgés (A +) partirent d'Auch pour Lectoure sur 2 fourragères, accompagnés de 50 cavaliers et d'une section d'infanterie. Réunis aux 27 insurgés de Condom et

(1) *Courrier du Gers*, 29 mars 52. — *Chronique de Lectoure*, mars 52.

aux 6 de Lectoure, ils formèrent un convoi de 62 prisonniers (A +) qui fut dirigé sur Agen, le lendemain 24 (1).

Enfin les 55 insurgés (A +) à diriger sur Lectoure pour le convoi du 27 quittèrent le quartier de cavalerie d'Auch, le soir du 26, sur les fourragères et la diligence réquisitionnée. Le lendemain une colonne mobile du Lot-et-Garonne, sous les ordres du commandant Sarrauton les conduisit de Lectoure à Agen.

Ces 117 insurgés du Gers (A +) furent embarqués sur un bateau d'Agen, l'*Eclair*, et conduits à Blaye où la frégate l'*Isly* les attendait depuis le 18 mars. Le 25, le ministre de la Guerre ordonna de diriger les insurgés sur Oran et non sur Alger; il retarda le départ de l'*Isly* pour permettre au colonel Espinasse, chargé d'une enquête sur les travaux des Commissions mixtes de l'Ouest et du Sud-Ouest, d'examiner les dossiers des transportés des 12^e, 13^e et 14^e divisions militaires.

Le 2 avril, le colonel Espinasse était à Toulouse où il examina les dossiers de la Commission mixte de la Haute-Garonne. De Toulouse, il alla droit à Montpellier, sans passer dans le Gers.

Le 7 avril, l'*Isly* quitta Blaye emportant à Oran 115 insurgés du Gers, 204 du Lot-et-Garonne, 13 du Lot, 18 de la Gironde.

117 insurgés *Algérie plus* avaient quitté le Gers; 115 seulement prirent place sur l'*Isly*. Elisabeth Dupuy, ménagère à Auch, et Lagrave Prosper, de Mougès (Mirande), ne figurent pas sur la liste des prisonniers transportés à Oran. L'état mental d'Elisabeth Dupuy avait nécessité son admission à l'Asile départemental de Bordeaux. Elle fut graciée fin mai, avec 11 femmes du Lot-et-Garonne, désignées pour la transportation en Algérie (2).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 1851. M 3. — Sous-préfet de Condom à préfet, 23 mars 52. — *Courrier du Gers*, 25 et 26 mars.

(2) Arch. de la Guerre. *Insurr. de déc. 51. Gironde... Gers.* — Reveu à Bourjolly, 20, 21, 25, 26, 29 mars, 6 avril; liste des 350 insurgés de l'*Isly*, dirigés sur Oran. — *Mémorial Bordelais*, 7 avril 52



Voici, dressé par le général de Géraudon, le tableau, par arrondissement et catégories, des insurgés mis en route pour l'Algérie, du 20 au 27 mars (1) :

	Auch.	Mirande.	Condom.	Lectoure.	TOTAUX.
Algérie + . . .	83	66	21	9	179
En fuite	18	33	8	3	62
Mis en route. .	65	33	13	6	117
Algérie — . . .	108	96	39	29	272
En fuite. — Témoins au conseil de guerre.	10	26	14	3	53
Mis en route.	98	70	25	26	219

En résumé, au 20 mars, 111 Gersois frappés par la Commission mixte sont en fuite; 4 sont retenus pour témoigner devant le conseil de guerre; 2 ou 3 sont malades. Du 20 au 26 mars, 335 prisonniers politiques quittent le Gers (116 A +, 219 A —); des 40 *Algérie moins* assujettis à la surveillance par décisions du 25 mars et du 7 avril, 11 reçoivent à Cette des passeports pour le Gers; les 29 autres sont déjà en Algérie. Donc, au début d'avril, 323 condamnés politiques (115 A + et 208 A —) ont été transportés en Algérie.



Quinze autres condamnés politiques ont été expédiés en Afrique, d'avril à décembre 52.

Fin mai, Lagrave a été embarqué à Cette pour Alger.

(1) Rapport de Géraudon, 12 avril 52.

En avril, 6 « contumaces » ont été arrêtés : Cabiran (A —) boulanger à Barran, le 9 avril; Chabrière (A —) mégissier à Vic-Fezensac, le 3 avril; Lanusse (A —) tisserand à Eauze, et Campistron (A +), boulanger à Gondrin, le 10 avril; Cestac Pierre (A —), cordonnier à l'Isle-de-Noé et Lestrade J.-B. (A +), cordonnier à Mirande, le 16 avril; Abadie Joseph (A —), forgeron à Viella, le 20 avril.

Le 15 mai, le préfet informe le général commandant la 13^e division militaire que 7 condamnés politiques — 6 *Algérie moins*, 1 *Algérie plus* — sont détenus dans les prisons du Gers : Cabiran et Chabrière à Auch; Lanusse et Campistron à Condom; Abadie, Lestrade et Cestac à Mirande. Le 31 mai, le général informe le préfet que le ministre de la guerre a ordonné le transport de tous les « contumaces » qui se constitueraient ou seraient arrêtés. Le 9 juin, le général ordonne la formation d'un convoi de tous les détenus politiques de la 13^e division. Ils sont 10, dont 3 des Basses-Pyrénées, 1 des Landes et 6 du Gers : Abadie, Campistron, Cestac, Lanusse, Lestrade Lafage cordonnier à Mirande témoin au conseil de guerre, Ils furent réunis à la prison d'Auch et mis en route pour Toulouse le 20 juin, escortés par un détachement de gendarmes. Le 30 juin, ils étaient embarqués à Cette, sur la *Ville de Bordeaux*, à destination d'Alger (1).

Le 10 juillet, le sous-préfet de Mirande était invité par le préfet à diriger sur Auch les 3 détenus politiques Vidalouque (A —), pharmacien à Bassoues, Baron Vital (A +), à Pouylebon, Lasserre (A +), marchand de chevaux à Mirande. Le 23 juillet, 7 condamnés politiques étaient réu-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. M 2. — Sous-préfet de Condom, proc. de Mirande, lieut. de gend. de Mirande à Préfet, 10, 17, 22 avril. — *Police*, 52. Com. d'Auch 18 juin. — Commandant, 13^e Division militaire à préfet, 31 mai, 3 et 9 juin. M 4. — Préfet à cap. de gend., 19 juin. Préfet à 13^e div. mil., 15 mai. — Arch. de la Guerre. *Insurr. de déc* 51. *Gironde...*, *Gers*. — Commandant sup. des 9^e, 10^e et 11 Div. mil. (Montpellier) à Bourjolly, 1^{er} juillet 52.

nis à la prison d'Auch : Chabrière, Cabiran, Vidaloque, Baron, Lasserre, Dalié Jean (A —), maçon à Villecomtal, Dugoujon Jean (A +), ouvrier agricole à Larroque-sur-Losse, Sabathié (A —), marchand de laine à Auch. Le ministre de la Guerre ordonna au commandant de la 13^e division militaire de surseoir à la mise en route de Sabathié proposé pour une commutation. Lasserre fut placé sous la surveillance de la police. Les 6 autres détenus furent dirigés sur Toulouse, puis sur Cette, où ils furent rejoints par Loubère Fr., (A +), propriétaire aisé de Saint-Paul-de-Baïse, écroué à Auch le 13 juillet et mis en route le 11 août. Les 7 insurgés s'embarquèrent le 20, sur la *Ville de Bordeaux*, pour Alger. — Le 27 octobre, Cortade J.-M., charron à Jegun, écroué le 27 octobre, fut dirigé sur Cette et l'Algérie (1).

En résumé, après l'état de siège, 15 insurgés ont été expédiés en Algérie. Le total des condamnés politiques du Gers qui ont séjourné en Algérie en 1852 est de 338.

Le 1^{er} mai, le Procureur général affirmait, d'après les rapports de ses substituts, que les mesures de sûreté et le départ des détenus avaient apaisé les passions politiques et réduit les républicains au silence et à l'inaction.

La fin des poursuites dirigées contre les insurgés de décembre et le départ définitif pour l'Algérie des hommes les plus compromis n'a pas peu contribué à cet apaisement graduel des passions politiques. Plus que jamais on doit comprendre qu'un exemple de répression vigoureux était nécessaire, et que laisser dans chaque commune des citoyens honnêtes en face et à la merci peut-être de leurs plus dangereux ennemis, c'était entretenir l'inquiétude et le défaut de confiance des premiers, ainsi que l'audace et l'espoir de vengeance des autres. Sans doute, il en est resté beaucoup dont le cœur est rempli de haine, dont l'esprit se nourrit peut-être encore de sombres espérances; mais, dominés par la crainte que la manifestation de ces mauvais senti-

(1) Arch. du Gers, *C. d'Etat*, 51. M 4 et 10. — Préfet à cap. de gend. (19 juin), à sous-pr. de Mir. (10 juillet), à 13 div. mil. (26 juillet); Police à préfet, 23 juillet; 13^e div. mil. à préfet, 14 juillet et 1^{er} août. *Arch. de la Guerre*. — *Insur. de déc.* 51. *Gironde... Gers* — Reveu à Bourjolly, 29 juillet, 10 et 18 août; — Joly à Bourjolly, 13 août, 27 oct.; com. sup. des 9^e, 10^e et 11^e div. mil. à Bourjolly, 21 août.

ments ne demeurent pas impunis, ils se taisent et paraissent vouloir faire oublier leurs antécédents... (1)

Cette répression cruelle en vue de terroriser les républicains, de protéger et d'enhardir les « hommes d'ordre », scellera les bouches, mais gonflera de colère le cœur de bien des vaincus; chez les proscrits surtout, les souffrances de l'exil éveilleront des haines tenaces, exaspérées par le dépit des désaveux forcés, des « soumissions » écrites, par les formalités gênantes et humiliantes d'une surveillance politique prolongée. Les mesures de sûreté prononcées par la Commission mixte dresseront et maintiendront contre l'Empire un groupe d'adversaires irréductibles, dont la haine, longtemps contenue, éclatera au premier relâchement de la compression.

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du p. g. d'Agen, 1^{er} mai 52.

CHAPITRE VII

Élections au Corps législatif

I Enthousiasme et adulation : adresses, banquets, *Te Deum*; — récompenses et honneurs. — Suppression de la devise républicaine et des arbres de liberté; emblèmes bonapartistes. — II. La compression : suppression de l'*Opinion* et création du *Courrier du Gers*; — surveillance du colportage; révocation de fonctionnaires et de maires. — III Elections au Corps législatif : les circonscriptions électorales; — les candidats officiels; — Granier de Cassagnac; — *Le Courrier* contre l'abstention et l'indifférence; — désistement des candidats indépendants; — le scrutin du 29 février. — IV. Les républicains à la fin de l'état de siège.

I

Au plébiscite, le succès du coup d'Etat s'est affirmé avec éclat. Il provoque un élan d'enthousiasme et d'adulation, entretenu par le zèle du préfet, des sous-préfets, juges de paix et maires. Les adhésions, adresses, protestations de dévouement affluent de tous les points du département. Généralement ces manifestes ont été mendiés, suggérés, dictés, par les agents du coup d'Etat aux populations et aux municipalités, ordinairement favorables, mais apathiques et sans initiative. L'adulation et la louange s'y étalent naïves, hyperboliques ou extravagantes. L'activité des zéloteurs ôte de la spontanéité à ces manifestations, mais l'outrance des formules n'exclut pas la sincérité de la reconnaissance : le sentiment d'avoir échappé à un redoutable danger social, réel ou imaginaire, systématiquement et bruyamment dénoncé ou grossi par la presse conservatrice et l'administration, accrédité par le mouvement insurrec-

tionnel, par les déclamations ou rodomontades de quelques sectaires montagnards, a rallié à Louis-Napoléon la masse des apeurés, des inquiets ou des mécontents. Bref, la reconnaissance, la peur, le zèle, l'intérêt et la contagion de l'exemple expliquent cette explosion de louanges et de gratitude. Le mot d'ordre de l'administration est de provoquer partout des « adresses » pour donner l'impression d'un mouvement unanime, irrésistible, et, par là, décourager l'opposition, entraîner les indécis, les hésitants, en vue des élections au Corps législatif.

De décembre à mars, le *Moniteur* a publié de nombreuses listes d'adhésions et d'adresses émanant de Conseils municipaux, de maires, de fonctionnaires, de groupes d'habitants. Dans ces listes, on relève les conseils municipaux de 216 communes du Gers, chiffre bien inférieur à la réalité, car presque tous les conseils municipaux ont adhéré au nouveau régime et félicité le Président. Par entraînement, par zèle, tous les fonctionnaires et employés, soit individuellement, soit en corps, ont adressé leurs félicitations et leurs assurances de dévouement, car ils doivent choisir entre la démission ou la révocation et l'adhésion publique, enthousiaste même. Tous adhèrent. Dans les communes où le conseil a refusé de voter une adresse le maire, le curé ou de notables conservateurs ont envoyé leur adhésion. Toutes ces listes d'adhésion et de félicitations, individuelles ou collectives, constituent aux yeux du gouvernement une façon de plébiscite spontané qu'il opposera comme une réplique triomphante aux adversaires qui l'accusent de s'être établi par la force.

Refuser une adresse de félicitations au Président ou voter une adhésion sèche ou froide équivaut à un acte d'hostilité, et les juges de paix demandent aussitôt la dissolution du conseil municipal et son remplacement par une commission provisoire. A Cazaubon, le maire Biaut, ancien ami de l'ex-maire Labarthe, révoqué pour opinions politiques, proposa au conseil municipal le vote de l'adresse suivante :

Les membres du Conseil, convaincus que par l'acte du 2 décembre, le Président de la République nous a préservés des calamités dont 1852 nous menaçait, adhère avec reconnaissance au gouvernement nouveau qui promet à la France des jours prospères.

Labarthe, très influent sur le conseil, jugea cette rédaction trop flatteuse, la fit rejeter et proposa la formule suivante :

M. le Maire propose au conseil un acte d'adhésion au gouvernement de Louis-Napoléon-Bonaparte. Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adhère.

Cet acte fut votée par 13 conseillers contre 3 opposants. Froissé, le maire Biaut démissionna. Le juge de paix craignit que cet acte d'opposition de Labarthe n'encourageât les « ennemis de l'ordre », et, pour écarter Labarthe de la mairie, il demande la dissolution du Conseil municipal et la nomination d'une commission.

Bref, poussés et stylés par les sous-préfets, les juges de paix et les maires, conseils municipaux, tribunaux, fonctionnaires, sociétés ou cercle rivalisent d'hommages envers le nouveau pouvoir, dans des adresses où ils célèbrent *l'acte sauveur du 2 décembre, — l'ordre substitué au chaos, le bien au mal, — le triomphe de la civilisation sur la barbarie, — la courageuse initiative qui a détourné de nous la plus horrible des tempêtes, un nouveau 93*, etc.

Dans son adresse, le conseil municipal de Crastes (Auch nord) a comparé le coup d'Etat à la journée d'Austerlitz :

Sire, (*sic*), vous avez surpris, battu et mis en déroute un ennemi aussi formidable, mais bien plus rusé, bien plus cruel surtout que les Autrichiens et les Russes.

Le conseil municipal de Montestruc (Fleurance) parle « des bandes armées qui n'ont marqué leur passage que par le meurtre, le viol, l'incendie, le pillage ».

Plusieurs départements désolés par le commencement de la plus horrible Jacquerie nous disent assez ce que nous eût réservé pour 1852 la démagogie triomphante (1).

(1) *Opinion*, 3 janvier.

Le Conseil municipal de Lassauvetat (Fleurance) exaltait le coup d'Etat avec la même véhémence hyperbolique :

L'acte du 2 décembre, c'est la France brisant cette chaîne appelée Constitution, dont chaque anneau conduisait à l'anarchie;... l'acte du 2 décembre, c'est l'éclat irrésistible de la conscience publique opprimée par 3 années de confusion morale, de doute, de souffrance et d'anxiété. C'est l'ordre substitué au chaos (1).

Le 20 janvier, le maire d'Auch, Soullier, fait voter par le conseil municipal l'adresse suivante :

Monsieur le Président, la France inquiète voyait se préparer la plus désastreuse des révolutions et s'ouvrir l'abîme où devait périr la société. L'échéance fatale de 1852, menace terrible d'anarchie, ne présentait d'autre perspective que celle d'un duel à outrance entre la civilisation et la barbarie. Quelle main assez puissante, assez dévouée, saurait conjurer tant de maux ? A celui que la Providence choisirait pour sauver la société et lui faire des jours meilleurs, la France réservait déjà sa reconnaissance. Il vous a été donné de la mériter, de l'obtenir tout entière... (2).

Dans son adresse, le tribunal d'Auch déclarait que « l'acte décisif du 2 décembre a sauvé à la fois l'existence et l'honneur du pays » (3).

A quoi bon multiplier ces citations ? On retrouve partout les mêmes formules de reconnaissance et d'adulation.

Dans les villes et les cantons où les Montagnards se sont soulevés contre le coup d'Etat, le parti de l'ordre colporte des adresses d'éloges et de gratitude envers des magistrats et des fonctionnaires qui ont désorganisé ou réprimé l'émeute. Dans le canton de Fleurance, 1.200 signatures accompagnent une adresse où sont loués « le noble courage » du sous-préfet Lacoste, « la fermeté impassible » du procureur de la République, « l'attitude froide et intrépide » des gendarmes et de leurs chefs au 4 décembre 51. Le sous-préfet de Lectoure a répondu à la députation chargée de lui remettre l'adresse :

1852 présageait la guerre civile; les sociétés secrètes avaient déchainé leurs hordes sauvages et sanguinaires. Dans cette lutte

(1) *Opinion*, 1^{er} janvier.

(2) *Opinion*, 23 janvier.

(3) *Opinion*, 13 janvier.

entre le vandalisme et la civilisation, j'ai fait mon devoir de fonctionnaire... Serrons-nous autour du Prince que Dieu a élu par la voix du peuple pour sauver la civilisation et préserver la France d'une nouvelle invasion de Barbares.

Piqué d'émulation, le conseil municipal de Lectoure vote à l'unanimité un ordre du jour « complimentant le sous-préfet sur sa conduite énergique et prudente »; il décide de se rendre en corps à la sous-préfecture pour présenter à Lacoste cet ordre du jour (1).

*
**

Le coup d'Etat s'efforce de capter cette force sociale et politique qu'est l'Eglise catholique. Pour rallier le clergé, de tendance légitimiste et très influent dans les campagnes, pour en faire un zélé propagandiste et un recruteur électoral, pour neutraliser l'action du parti légitimiste boudeur ou hostile, l'administration, à l'exemple du maître, multiplie les égards et les faveurs.

Par une circulaire du 15 décembre 1851, Morny avait prescrit la cessation des travaux publics les dimanches et jours fériés.

Le repos du dimanche, écrivait-il aux préfets, est l'une des bases de cette morale qui fait la force et la consolation du pays... L'homme qui travaille sans relâche ... devient tôt ou tard la proie du matérialisme, et le sentiment de sa dignité s'altère en même temps que ses facultés physiques.... Le gouvernement ne prétend pas faire peser une contrainte sur la volonté des citoyens... Chacun reste libre... Mais l'Etat, l'administration, les communes peuvent donner l'exemple du respect des principes...

En conséquence, le préfet est invité à interrompre les travaux publics les dimanches et jours fériés, à exiger pour les travaux des départements et des communes l'insertion dans les cahiers des charges d'une clause interdisant aux entrepreneurs de faire travailler les jours précités. D'autre part, le préfet devra intervenir avec prudence et habileté « pour empêcher les réunions de cabaret, chants et autres

(1) *Opinion*, 29 décembre 52.

démonstrations extérieures qui troubleraient les exercices du culte » (1).

A la veille du plébiscite, pour entraîner le clergé et les catholiques hésitants, le journal orléaniste *L'Opinion*, passé au coup d'Etat, s'empressait de publier la lettre de Montalembert à l'Univers et celle de l'évêque de Chartres à ses curés.

Le gouvernement voulut associer publiquement, officiellement, la religion et le clergé à sa victoire. Le 29 décembre, Morny télégraphiait aux préfets :

Un *Te Deum* devra être chanté dans les cathédrales des chefs-lieux des départements le 1^{er} janvier, le 11 dans les églises paroissiales. Vous inviterez les habitants à illuminer les maisons le 1^{er}, et les chefs-lieux des départements devront ce jour-là faire des distributions aux indigents.

En exécution des instructions ministérielles, le préfet annonça le *Te Deum* du 1^{er} janvier par une proclamation aux Auscitains, affichée le 31 décembre.

La France, en proclamant d'une voix presque unanime qu'elle confiait sa destinée à Louis-Napoléon, vient de manifester une fois de plus, son attachement aux principes éternels sur lesquels reposent la famille, la religion et les lois, et sa reconnaissance pour le Président de la République. En présence de l'avenir nouveau ouvert devant nous, il n'est pas un bon citoyen qui n'ait au fond de son cœur remercié la Providence. Mais nos actions de grâce vont s'élever en commun. Un *Te Deum* sera chanté le 1^{er} janvier dans tous les chefs-lieux du département. Cette solennité sera célébrée dans la métropole d'Auch, demain à midi précis. Dans les autres communes du département, le *Te Deum* sera chanté au jour qui sera fixé ultérieurement de concert avec Mgr l'Archevêque. Tous les hommes d'ordre voudront s'associer à cette patriotique prière et confirmer en quelque sorte devant Dieu le suffrage qu'ils ont donné à Louis-Napoléon.

Outre le *Te Deum*, le programme de fête comportait une revue militaire, un concert public, un bal et des illuminations, une distribution de vivres aux indigents.

Le 1^{er} janvier à midi, toutes les autorités civiles et militaires — préfet, général, le conseiller municipal Ader, magistrats, officiers et fonctionnaires — se rendent en

(1) *Rcc. des actes adm.*, 1851, n° 3. — Circ. de Morny et du préfet, 15 déc. et 20 janvier.

cortège à la cathédrale où est chanté le *Te Deum*. Une revue et un défilé militaires ont lieu sur la place de l'hôtel de ville occupée par le 6^e Hussards; le 16^e de ligne, l'artillerie et la gendarmerie stationnent sur les allées d'Etigny. Dans son compte rendu, *L'Opinion* signale l'absence des 2 adjoints et du conseil municipal, — absence d'autant plus scandaleuse que le maire Soullier est à Paris où il a été délégué avec Aubian (Mirande), Peraldi (Condom), Duffoure-Bazin (Lectoure), pour représenter les municipalités des chefs-lieux d'arrondissement à la proclamation du plébiscite, le 1^{er} janvier. Les deux adjoints, Gautier et Sentex, tancés par le journal, seront révoqués par un arrêté préfectoral du 4 janvier et remplacés par Ader et Planche (1). — Le 3 janvier, l'archevêque invitait tous les curés à chanter un *Te Deum*, le 11 janvier, en l'honneur du coup d'Etat, présenté comme une faveur insigne de « la divine Providence ».

Monsieur le Curé, pour remercier la divine Providence d'avoir, par une intervention particulière qu'on ne saurait méconnaître, détourné de notre patrie les affreuses calamités qui la menaçaient, pour appeler les bénédictions du ciel sur la France et sur la grande mission que le peuple français vient de lui confier, M. le Président de la République a exprimé le désir qu'un *Te Deum* solennel d'action de grâce fût chanté dans toutes les églises. Cette cérémonie a eu déjà lieu le 1^{er} janvier dans les cathédrales; elle devra se faire dans toutes les autres églises paroissiales de communauté, de lycée, de collèges, d'hospices, le dimanche 11 janvier (2).

Par ces *Te Deum* l'église catholique exaltait le coup d'Etat à l'égal d'un bienfait spécial de la Providence et l'offrait ainsi à la vénération et à la reconnaissance des fidèles; le clergé adhérait publiquement au nouveau régime.



A l'occasion des *Te Deum* du 11 janvier, des banquets furent organisés sur différents points par d'anciens soldats de l'Empire, par des maires ou de fervents bonapartistes..

(1) *Opinion*, 8 janvier.

(2) *Ibid.*

A Gimont, le 10 janvier, les cloches et le canon annoncèrent la fête du lendemain. Le 11 au matin, du pain fut distribué aux indigents. Les maisons étaient pavoisées de drapeaux surmontés de l'aigle impériale. Le maire Serain avait convoqué à la mairie le conseil municipal, les fonctionnaires, les officiers en retraite et de nombreux notables. Soixante-dix soldats de l'Empire s'y rendirent, arborant une aigle à leur chapeau; quelques-uns même avaient endossé leur vieil uniforme. Ils demandèrent à faire ce jour-là le service de la garde nationale. Tambour en tête, conduits par Dupré de Puget, un ancien chef de bataillon, ils escortèrent le cortège officiel, qui gagna l'église vers 11 heures. Après le *Te Deum*, ils déposèrent les armes de la garde nationale à la caserne de gendarmerie, ils s'assemblèrent ensuite en un banquet que présidait le maire Serain. De nombreux toasts furent portés. Serain but « aux vieux soldats de l'Empire »; en retour, Nicolas, capitaine en retraite et amputé d'un bras, but au maire. Lavigne porta un toast à la gendarmerie, Dupré de Puget au général Magnan et à l'armée de Paris. L'ancien juge de paix Chastaing, révoqué en février 48, clot la série des toasts en exaltant le génie et le courage de Louis Napoléon qui vient de sauver la France.

Enfants du Gers, conclut-il, nous avons une dette à payer à des hommes valeureux..., à MM. Saint-Luc et Cognord qui, pendant trois jours de cruelles épreuves, sont parvenus à sauver le pays des plus cruelles horreurs : à Saint-Luc, procureur de la République !... à Courby de Cognord, colonel du 6^e Hussards et à son beau régiment !

Le soir la ville était illuminée et un bal était donné dans la salle du cercle (1).

Partout le procureur et le colonel sont loués comme les deux artisans de la victoire du coup d'Etat dans le Gers. Les juges de paix de l'arrondissement d'Auch offrent un dîner à Saint-Luc et à ses deux substituts Phiquepal et Solon : naturellement, on y exalte le courage et la fermeté

(1) *Opinion*, 14 janvier.

du procureur devant l'insurrection, et on porte un toast au Président.

A Castelnau-Barbarens (Saramon) le maire, le conseil municipal et les habitants assistèrent au *Te Deum*. Le curé fit un sermon sur « la nouvelle faveur que la France avait reçue de la Providence » ; il implora la protection de Dieu « sur le Prince dont le bras puissant nous avait préservés des horreurs de l'anarchie ». Au banquet qui suivit le *Te Deum*, le maire porta un toast où il exprimait sa gratitude « en présence de l'ère nouvelle que Mgr le Prince Louis-Napoléon a ouvert à notre belle France » ; il signala aussi à la reconnaissance des habitants le colonel Courby de Cognord et le procureur Saint-Luc (1).

Le maire de Simorre signale l'enthousiasme de la population : Presque tous les habitants « et de toute nuance » ont illuminé « pour témoigner l'adhésion à l'acte du 2 décembre ». (2).

Vic-Fezensac, « délivré par la Providence des horreurs de l'anarchie »... a lavé les souillures que lui avaient infligées naguère des hordes impies ». Ainsi s'exprimait dans l'*Opinion* le narrateur de la fête du 11 janvier. Le programme était précédé d'une proclamation aux habitants, rédigée par le maire provisoire Lhoste :

Les sentiments de reconnaissance pour les services si grands rendus à la société par Louis-Napoléon est au fond du cœur de tous les hommes sincèrement attachés à leur pays. Nous espérons qu'ils voudront, après la magnifique preuve de sympathie qu'ils lui ont donnée dans l'élection des 20 et 21 décembre, saisir la nouvelle occasion de faire éclater ce sentiment. Nous les invitons donc à venir implorer Dieu pour qu'il accorde à M. le Président de la République une longue existence qu'il consacrera, n'en doutons pas, au succès de la grande tâche que la nation vient de lui imposer.

La population assista fort nombreuse au *Te Deum* chanté après la grand'messe. Le soir, au milieu des illuminations l'aigle impériale s'étalait sur plusieurs transparents dont

(1) *Opinion*, 17 janvier 52.

(2) Arch. du Gers. C. *municipaux. Arr. d'Auch*, 1854-52. — Maire de Simorre à sous-préfet, 12 janvier 52.

l'un portait cette inscription : *Au sauveur de la France, la Patrie reconnaissante !* (1)

A l'occasion des *Te Deum*, l'administration et ses agents, les hommes d'ordre ralliés au coup d'Etat suscitèrent partout des manifestations en vue de raviver les souvenirs du premier Empire, d'exciter ou de renforcer l'enthousiasme bonapartiste, d'exhiber les emblèmes impérialistes, notamment l'aigle qu'un décret rétablissait sur les drapeaux et sur la croix de la Légion d'honneur :

La République française, avec sa forme nouvelle sanctionnée par le suffrage du peuple, peut adopter sans ombrage les souvenirs de l'Empire et les symboles qui en rappellent la gloire;... le drapeau national ne doit pas être plus longtemps privé de l'emblème renommé qui conduisit dans cent batailles nos soldats à la victoire...

Le 17 mars, l'ancien drapeau de la préfecture fut remplacé par un drapeau neuf surmonté d'une aigle (2).

*
**

Le gouvernement voulut connaître et récompenser les fonctionnaires de tout ordre dont le zèle avait assuré la victoire bonapartiste dans le Gers. Général, colonel, magistrats, préfet, sous-préfets dressèrent la liste des dévouements. Le procureur Saint-Luc désigna au préfet tous ceux qui avaient collaboré à la victoire des autorités à Auch le 4 décembre : le capitaine de gendarmerie Bernardy, le capitaine Michel, du 6^e Hussards, le commissaire de police Paugon. Saint-Luc exposa longuement et avec chaleur les titres de Paugon à une récompense : saisie de l'*Ami du Peuple*, « attitude nette et décidée à l'égard d'Alembrousséau », arrestations opérées dans la nuit du 3 au 4 décembre.

L'opinion publique, écrit le procureur, a vu avec peine que ce magistrat n'ait reçu ni avancement sérieux, ni récompense honorifique.

(1) Arch. du Gers. *Cons. municipaux. Arr. d'Auch.* — Lhoste à préfet, 12 janvier — *Opinion*, 14 janvier 52

(2) *Moniteur*, 1^{er} janvier 52.

A la liste de Saint-Luc le préfet ajoute le chef d'escadron Delalogue, le lieutenant Bourdillon, le maréchal-des-logis Lentz (1). De son côté, le colonel Courby de Cognord proposa le major Dulau et le chef d'escadron Delalogue pour le grade de lieutenant-colonel, le capitaine Michel pour le grade de chef d'escadron, le maréchal-des-logis Gagnères pour le grade de sous-lieutenant, le capitaine de Montarby, les lieutenants Eschbach, Bourdillon et Pierre Adolphe, le maréchal-des-logis Lentz, le brigadier Martin, les hussards Gansgloff, Bourrel et Vaillant pour la croix de la Légion d'honneur. Tous ces militaires ont chargé ou ont été blessés à l'Oratoire, au soir du 4 décembre. — Le gouvernement accorda la plupart des récompenses demandées (2). Le colonel Courby de Cognord fut nommé général de brigade et appelé au commandement des troupes de l'Indre (3). Le procureur Saint-Luc-Courborieux et le juge d'instruction Bonie furent nommés chevaliers de la Légion d'honneur (4). Un décret du 15 janvier conférait la croix de la Légion d'honneur à 94 gendarmes. Dans cette liste figuraient 5 promus du Gers : 1° le lieutenant Lamothe : *a dégagé son capitaine des mains des insurgés*; 2° le lieutenant Dathané (Condom) : *a refusé avec fermeté d'obéir aux réquisitions des insurgés maîtres de Condom*; le gendarme Desca Victor : *seul dans la caserne envahie, il a bravé les sommations des insurgés et il les a expulsés les armes à la main*; le gendarme Lamothe : *blessé grièvement*; le gendarme Sembrès : *envoyé en ordonnance et démonté par les insurgés, il a défendu ses armes avec le plus grand courage et il a pu revenir avec elles* (5).

Soullier, le maire d'Auch, a été désigné pour représenter à Paris l'arrondissement d'Auch à la cérémonie de la proclamation du plébiscite. Le 20 janvier, il fait voter par le

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851. M 2. — Saint-Luc à préfet, 4 mars; préfet à Guerre, 11 mars 52.

(2) *Moniteur*, 10 janvier 52; *Opinion*, 5 janvier.

(3) *Moniteur*, 7 et 22 janvier.

(4) *Moniteur*, 31 janvier.

(5) *Moniteur*, 20 janvier; *Opinion*, 23 janvier.

Conseil municipal une adresse enthousiaste au Président. Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur (1).

Lescure, instituteur à Idrac, a refusé de se joindre à l'insurrection; il est nommé officier d'Académie et chaudement félicité par l'*Opinion* (2).

Le Garde des Sceaux s'informe de la conduite des magistrats « dans des jours difficiles »; il réserve « de l'avancement et des distinctions honorifiques pour les magistrats fermes dans le devoir » et « une sévérité méritée pour qui l'aurait négligé ou trahi ».

Comme à l'ordinaire, la distribution des honneurs et des récompenses s'accompagne de déconvenues et d'aigres réclamations. Le sous-préfet de Lectoure, Lacoste, se plaint au préfet qu'on ait dissimulé ou atténué l'insurrection de Fleurance, puisqu'aucun des fonctionnaires qui ont aidé à la répression n'a obtenu la moindre récompense:

Une sourdine a dû être mise sur le grave mouvement insurrectionnel de Fleurance par suite duquel 32 individus sont encore détenus, puisqu'aucun des fonctionnaires qui ont aidé à le réprimer n'a encore reçu du Gouvernement le moindre témoignage de satisfaction... L'arrondissement de Lectoure était un des plus difficiles et le socialisme y dominait. L'insurrection a été vaincue par une grande énergie, et c'est grâce à la vigueur et à la promptitude de la répression et à une grande prudence que le chef-lieu fut préservé de la sédition. Ce résultat a été obtenu par la seule force morale de l'autorité. Je tiens essentiellement à ce que le zèle et le dévouement des fonctionnaires qui m'aidèrent soit récompensé.

Et pour lui permettre d'apprécier son rôle, Lacoste renvoie le préfet à la lecture de *L'Opinion* des 22 et 29 décembre (3).

L'Opinion a ouvert une souscription en faveur des hussards blessés et des familles des hussards tués le 4 décembre. Bourgeois conservateurs, fonctionnaires, propriétaires, notaires, curés, figurent parmi les souscripteurs. Une rente de 150 francs sera offerte par le département au 6^e Hus-

(1) *Opinion*, 7 janvier.

(2) *Opinion*, 19 janvier.

(3) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.* — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 18 mars.

sards en récompense des services rendus le 4 décembre. La somme sera attribuée par tiers au plus ancien 1^{er} cavalier, brigadier et maréchal-des-logis. Une messe annuelle sera célébrée dans la chapelle de l'hôpital à la mémoire des hussards tués à l'Oratoire; 4.500 francs seront distribués aux familles des morts et des blessés. — Les restes des 3 hussards Sauter, Pruvost, Bollinger seront exhumés du cimetière de l'Est et enterrés dans le cimetière du Sud où un monument funèbre leur a été élevé aux frais de la ville (1).

**

Tout porte ombrage au nouveau pouvoir. Il part en guerre contre d'inoffensifs symboles ou d'innocentes formules et proscriit tout ce qui rappelle la révolution de Février. Dans la devise républicaine *Liberté, Egalité, Fraternité*, Morny a discerné une « phraséologie dangereuse par laquelle on a égaré les masses ».

...Les emblèmes les plus respectables perdent leur caractère quand ils ne rappellent que de mauvais jours. Ainsi ces trois mots forment par eux-mêmes une devise touchante, mais comme on ne les a vus paraître qu'aux époques de troubles et de guerres civiles, leur inscription sur nos édifices publics attriste et inquiète les passants...

Une ordonnance de Maupas affirme que, « détournée de son sens primitif », la devise *Liberté, Egalité, Fraternité* a pris « dans l'opinion publique un caractère anarchique » (2). En conséquence, Morny invite les préfets à supprimer toute inscription politique sur les édifices publics. A son tour, le préfet de Lagarde déclare que la fameuse devise « retrace aux populations les souvenirs douloureux du triomphe de l'insurrection sur l'autorité des lois »; par arrêté du 5 janvier, il ordonne de l'effacer sur tous les monuments. De plus, il prescrit aux maires de couper ou

(1) Cf. *Opinion*, déc. 51-février 52.

(2) *Recueil des actes adm. de la préf. du Gers, 1852, n° 1.* — Arrêté du 5 janvier

d'arracher « les arbres dits de liberté qui embarrassent les places publiques et les promenades, et rappellent ainsi les mauvais jours qui ont vu l'ordre et la liberté également méconnus » (1).

Les maires rédigent des procès-verbaux relatant l'abatage des arbres de liberté et les envoient au préfet. On ne signale pas d'incidents. Broca, maire de Labastide-Savès, déclare que l'arbre a été abattu, « sans la moindre désapprobation des témoins assez nombreux de cette opération ». — A Bazian (Vic-Fezensac), comme dans bien d'autres communes, l'arbre a été coupé après le chant du *Te Deum*, le dimanche 11 janvier. L'adjoint Dubos écrit :

Le *Te Deum* a été chanté dans notre église où ont assisté les autorités civiles et les habitants. Le plus grand ordre a régné à cette cérémonie que tous ont vue avec enthousiasme. De suite après, nous avons coupé l'arbre de la liberté qui se trouvait sur le patus communal. Aucune inscription de mots *Liberté, Egalité, Fraternité*, ne figure nulle part dans notre commune...

Dufaur, le maire de Seissan, écrit :

Il existait un tout petit arbre, appelé de la liberté, sans inscription et desséché, qui avait été planté clandestinement. Je l'ai fait enlever, immédiatement après l'ordre reçu.

A Simorre, l'arbre a été abattu sur l'ordre du maire et en présence du brigadier de gendarmerie. Le lendemain, à la place de l'arbre, on voyait un roseau où était accrochée une étoffe noire portant cette inscription : *Espoir ! Bonheur ! Tu es heureux qu'il te reste encore des racines ; au mois de mai prochain, tu deviendras sublime !* Trois personnes ont lu l'inscription. L'une d'elles, avec un peu de paille, a brûlé l'étoffe et le roseau (2).

Aucune exception n'est tolérée. Le maire de Villefranche (Lombez) désirait conserver un arbre de liberté, planté sur la place publique; il s'engageait à faire une plantation en

(1) *Moniteur*, 6 et 8 janvier. — Circ. de Morny et ordonnance de Maupas. — *Opinion*, 10 janvier.

(2) Archives du Gers. Z. *Arbres de liberté*. — Préfet à sous-préfet de Lombez, 20 et 29 janvier; — rapports des maires de Labastide-Savès, de l'adjoint de Bazian, 10 et 12 janvier 52; sous-préfet de Lombez à préfet, 13 janvier.

allée où l'arbre proscrit, confondu avec les autres, aurait perdu son appellation et son caractère symbolique. Le sous-préfet de Lombez appuya cette requête en raison du « bon esprit » des habitants de Villefranche. Mais le préfet refusa l'autorisation (1).

II

Tous les journaux d'opposition ont disparu. Les deux feuilles républicaines *L'Ami du Peuple* et *Le Démocrate* n'ont pas survécu au coup d'Etat. Le journal orléaniste *L'Opinion*, assujéti à la censure préfectorale, a sacrifié son rédacteur en chef Disaut et l'a remplacé par l'avocat Bories, qui défend la politique de Louis Napoléon. Mais, en février, le journal se heurte à une nouvelle exigence de l'administration : *L'Opinion* ne doit patronner que les candidats officiels. Le 18 février, 30 actionnaires sur 49 se réunissent pour trancher la question. L'un d'eux lit le dernier paragraphe de la circulaire de Persigny, du 11 février :

Il est bien entendu que vous ne devez rien faire qui puisse gêner ou embarrasser en quoi que ce soit l'exercice du suffrage universel. Toutes les candidatures doivent pouvoir se produire sans opposition, sans contrainte. Le Prince-Président se croirait atteint dans l'honneur de son gouvernement, si la moindre entrave était mise à la liberté des votes.

Appuyé sur ce texte, l'actionnaire met aux voix la proposition suivante :

Les actionnaires de *l'Opinion* sont d'avis qu'à partir de ce jour les colonnes du journal doivent être ouvertes aux candidats du grand parti de l'ordre qui aspirent à entrer au Corps législatif, pourvu qu'ils adhèrent formellement au gouvernement de Louis-Napoléon.

Bories combat vivement la proposition. Au scrutin, les voix se partagent : 15 pour, 15 contre. En raison de ce vote, de la division des actionnaires, de la

(1) *Courrier*, 20 mars.

multiplicité des candidatures, il est décidé que le journal ne patronnera aucun candidat (1).

Cette décision est l'arrêt de mort de l'*Opinion*. Bories abandonne la rédaction. L'administration crée aussitôt un nouveau journal *Le Courrier du Gers* « pour la défense des candidats du gouvernement au moment des élections au Corps législatif ». Il paraît 3 fois par semaine, le mardi le jeudi et le vendredi. Son premier numéro est du 20 février. Bories, qui vient de lâcher *L'Opinion* en est le rédacteur en chef; il se déclare « partisan loyal, désintéressé, énergique de Louis-Napoléon ».

Pour assurer le succès durable du nouveau journal, l'administration se débarrasse de l'*Opinion*. Le décret-loi sur la presse offre au préfet de multiples et sûrs moyens d'anéantir la feuille indocile. Deux mesures en ont aisément raison : un arrêté préfectoral ôte les annonces judiciaires à *L'Opinion* pour les donner au *Courrier*; notification est faite à l'*Opinion* des 11 contraventions relevées contre elle. Le gérant Foix avait été condamné à Auch le 28 novembre 51 à 500 francs d'amende pour avoir publié le 7 novembre sous le titre *Correspondance de Leymarie* un article de discussion politique non signé. Foix fit appel. Le 17 mars, la cour d'Agen confirma le jugement. Le 3 avril, le procureur Saint-Luc cita Foix devant le tribunal correctionnel. Le gérant était « prévenu d'avoir publié 11 numéros de l'*Opinion*, les 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30 et 31 mars dernier, 1^{er} et 3 avril courant, sans avoir acquitté dans le délai de 3 jours le montant des condamnations prononcées contre lui en sa qualité de gérant, par arrêt rendu par la cour d'appel d'Agen, le 17 mars, et de s'être rendu ainsi coupable de 11 contraventions prévues et punies par les articles 5, 29, 30 et 31 du décret-organique sur la presse, du 17 février 1852 et 6, 7, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1850 » (2).

(1) *Opinion*, 20 et 21 février.

(2) Arch. du Gers. *Annexe des greffes*. — Contre Foix, Trib. corr. 2^e trim. 52. Auch.

C'est le coup suprême : affolé par les amendes encourues, Foix accourt, le 5 avril, chez le préfet pour lui déclarer qu'il abandonne la gérance du journal. Lâchée par son gérant et son rédacteur en chef, l'*Opinion* se voit de plus en plus guettée et menacée par un préfet et un procureur implacables, qu'arme redoutablement le nouveau décret sur la presse; elle se résigne à disparaître. Le 5 avril, dans son dernier numéro, elle déclare qu'elle *suspend sa publication* : euphémiquement, elle annonçait sa fin. Pour s'adjuger les dépouilles du confrère défunct, *Le Courrier du Gers* déclare qu'il servira les abonnements en cours à l'*Opinion* jusqu'à leur expiration. Le préfet se félicite auprès du ministre de cet étrangement discret, comme d'un succès personnel : grâce à la disparition de cet organe politique, des divisions seront évitées dans le grand parti de l'ordre, et, en raison de l'accroissement de clientèle du journal napoléonien, l'influence gouvernementale fera brèche dans le camp royaliste.

Par surcroît de précautions, l'administration surveille étroitement Disaut, l'ancien rédacteur en chef de l'*Opinion*, que les actionnaires ont évincé la veille du plébiscite. En février, il est signalé « comme s'occupant d'intrigues ». Le soupçonnait-on de préparer sa rentrée à l'*Opinion*. Le ministre de la police Maupas écrivait au préfet le 20 février :

Je vous prie de le faire surveiller attentivement et, si vous venez à découvrir quelques faits répréhensibles, veuillez lui faire comprendre que le Gouvernement ne peut pas laisser impunis les agitateurs; et, si enfin les faits étaient graves, vous m'en feriez l'objet d'un rapport (1).

Le 30 mars, l'*Echo de la Baïse*, petite feuille hebdomadaire publiée à Condom, fait sa soumission, et son rédacteur, Dupouy, déclare que ce journal ne s'occupera plus de politique (2).

Le 9 avril, le préfet invitait le sous-préfet de Lectoure

(1) Arch. nat. F 1/C III Gers 11. — Maupas à préfet, 20 fév. 52.

(2) *Ibid.*

à recommander au gérant de la *Chronique de Lectoure* de ne laisser publier aucun article politique; « des conventions de ce genre ne pourraient être tolérées » (1).

Ainsi la feuille officieuse, *Le Courrier du Gers*, créée, inspirée par l'administration, demeurerait le seul organe politique du département.

En vue d'une répression sûre, rapide, efficace, un décret du 31 décembre avait correctionnalisé tous les délits de presse, d'offenses verbales ou de cris séditieux, même les délits antérieurs aux décrets et qui n'étaient pas encore jugés contrairement (2).



En raison de la vente des almanachs, brochures, écrits, chansons, gravures ou emblèmes « séditieux », c'est-à-dire républicains, le colportage apparaît au gouvernement comme un redoutable instrument de propagande démocratique. Les colporteurs s'insinuent partout, dans les villages, hameaux, maisons isolées, pour y vendre la marchandise suspecte. Sous la Législative, le colportage a été minutieusement réglementé par une série de décrets et d'arrêtés, afin que rien n'échappe à l'œil et à la main de la police (3). Le coup d'Etat veut le « moraliser », le « purifier », par le contrôle administratif. Mais les colporteurs ont plus d'un tour dans leur sac, et ils excellent à dépister la surveillance la mieux organisée. Le coup d'Etat le sait, et, tout en stimulant le zèle des maires, des commissaires de police, des commandants de gendarmerie, l'administration s'ingénie à renforcer et faciliter la poursuite et la répression de « toutes les publications clandestines ». Le préfet Féart multiplie les circulaires à ses agents. Il justifie la défiance

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 52. — Préfet à sous-préfet de Lectoure, 9 avril 52.

(2) *Moniteur*, 1^{er} janvier, 52.

(3) Cf. mon livre *Le Gers sous la Seconde République. La réaction conservatrice*, pp. 171-172, 221-224, 369-381.

et l'effroi qu'inspire le colportage, formidable machine de guerre contre le gouvernement et la société.

L'industrie du colportage est trop souvent l'auxiliaire le plus puissant des ennemis du pays et du gouvernement. Ses agents constituent une véritable armée qui se répand sur tout le territoire. Ses chefs sont à Paris : elle a sa discipline, sa règle, ses mots d'ordre et de ralliement, variant suivant les localités et les circonstances. Son but est toujours et partout le même : attaquer le Pouvoir en cherchant à saper les principes de la religion, à déraciner les idées saines, à corrompre les mœurs, à semer la calomnie et à développer ainsi les germes de ces passions coupables qui ne spéculent que sur les bouleversements. Le colportage, par ces motifs, doit toujours, quel que soit le caractère sous lequel il se présente, exciter la défiance des honnêtes gens, la vigilance des chefs de famille et la sévérité des magistrats (1).

Dans sa circulaire du 18 mars, Féart rappelle les dispositions du décret de 1849 et la circulaire de son prédécesseur de Magnitot, datée du 10 décembre 1849 : pour exercer sa profession dans le département, tout colporteur doit se munir d'une autorisation préfectorale, soumettre au visa de la préfecture le catalogue des ouvrages ou emblèmes dont la vente est autorisée, exhiber ces deux pièces à la première réquisition des magistrats ou agents de la force publique (2).

Les cafés et les cercles sont toujours surveillés avec une vigilance inquiète par tous les agents de l'administration. Plus de 80 cafés ou auberges ont été interdits pendant l'état de siège (3); la fermeture a été accompagnée parfois d'un emprisonnement de 8, 15 ou 30 jours.

Toutes les armes d'Etat ont été enlevées à la population. On n'a laissé les fusils de chasse qu'aux hommes bien notés par l'administration. Le ministre de la police, Mau-pas, par une circulaire du 11 mars signale aux préfets la fabrication clandestine d'une « nouvelle poudre à tirer, dite poudre blanche » et dont une circulaire très confidentielle de Baroche, du 29 août 1850, avait déjà indiqué la composition : chlorate et prussiate de potasse, 50 et 25 grammes;

(1) *Rec. des actes adm.*, 1852, n° 45. — Circ. du préfet, 16 oct. 52.

(2) *Ibid.*, n° 13. — Circ. du préfet, 18 mars.

(3) Voir plus haut, pp. 209-211, 235-238.

sucré pilé, 25 grammes. Maupas se propose de provoquer une loi attribuant au gouvernement le monopole de la fabrication et de la vente des substances essentielles à la confection de cette poudre (1).

*
**

L'administration exige que tous les fonctionnaires soient des collaborateurs politiques. L'accomplissement consciencieux de leur tâche professionnelle n'épuise pas le devoir de ceux qui ont sollicité et accepté des fonctions publiques; ils doivent s'associer à la répression politique, concourir activement à la consolidation du nouveau régime. L'indifférence n'est pas plus tolérable que l'opposition. Si des sentiments personnels, des convictions politiques interdisent à quelques fonctionnaires ce dévouement total, absolu au gouvernement qui les paye et les récompense, qu'ils démissionnent : nul n'est tenu d'être fonctionnaire. Et le rédacteur en chef du *Courrier du Gers*, écho des circulaires ministérielles et porte-parole du préfet, fulmine le 13 mars un avertissement et de claires menaces aux fonctionnaires.

Le chef de l'Etat, écrit-il, donne à tous les fonctionnaires du pays l'exemple de l'action énergique et persévérante. Il a le droit d'être sévère envers eux, comme il est sévère envers lui-même. Le devoir doit être la loi de notre pays et de notre temps. Il n'en est pas de plus sacré que le dévouement loyal, c'est-à-dire sans réserve, au maintien de nos institutions. Il n'en est pas de plus nécessaire que le concours à la politique tutélaire et réparatrice du Prince-Président de la République. Nul n'est tenu de conserver des fonctions publiques... Que ceux-là donc qui voudraient cumuler l'heureux privilège d'être servis, rétribués, récompensés par le Gouvernement et de ne le point servir, se désabussent. Le temps de ces faiblesses et de ces compromis est passé. Plus le pays se confie, plus il convient que le gouvernement le protège. Mais si l'impulsion vient d'en haut, il faut qu'elle se fasse sentir jusqu'au dernier échelon de la grande échelle des fonctionnaires... (2).

L'attitude politique des fonctionnaires et des maires ou adjoints, même de simples particuliers, toutes les menées

(1) *C. mor. et polit.* — Int. et Police à préfet, 29 août 50 et 11 mars 52.

(2) *Courrier*, 13 mars 52.

ou manifestations d'allure politique sont dénoncées par la gendarmerie ou la police.

Le lieutenant de gendarmerie de Lombez affirme que Saint Soulan est la commune « qui a manifesté le plus ses principes de désordre lors du vote du 20 et 21 décembre ». Une enquête du maréchal-des-logis Barros lui a appris que « les propagateurs des doctrines subversives » sont Louis Rey, architecte et maire, Lozes, adjoint, et Lafontan instituteur. Ils font la plus grande opposition dans toutes les élections aux hommes dévoués à la bonne cause ». Le lieutenant demande leur révocation. Le sous-préfet avait déjà demandé la suspension du maire et de l'adjoint et le déplacement de l'instituteur.

Le même lieutenant de gendarmerie, signale le contrôleur des contributions directes Palazin « comme se livrant à la propagande socialiste.

Depuis les événements de Paris, il n'a pas discontinué d'être en relations avec les rouges les plus exaltés de Lombez. Il cherche par tous les moyens à fausser l'élection de Louis-Bonaparte. M. Palazin est un rouge cramoisi (1).

Cinq facteurs suspendus par le préfet furent révoqués par le directeur général des Postes : Fillos (Riguepeu), Noté (Masseube), Papet (Mauvezin), Paouillac (Manciet), Sorbets (Miélan).

Par décisions des 8, 9 et 10 mars, le ministre des Finances révoque 4 débitants de tabac : Dubourdieu (Auch), Mirat (Condom), Lapontarique (Caussens), Lasserre (Lavardens).

Ferret, huissier près le tribunal civil de Condom, fut destitué par décret du 21 février. Les cantonniers Larrieu, Nérocan et Brux furent révoqués par arrêtés des 21 et 27 février; cinq autres cantonniers Pérès, Cadignan, Cassassoles, Durban et Lussan, « convaincus d'avoir participé aux troubles », furent révoqués par un arrêté du 4 mars.

Un arrêté du 23 février suspendit Brun, juge de paix de Marciac.

(1) Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*, 52. — Lieut. de gend. à min.

Au début de mars, Valny, employé de préfecture, fut révoqué pour avoir adressé des communications à l'*Opinion* postérieurement à l'arrêté préfectoral qui retirait les annonces judiciaires à ce journal (1).

Sur la proposition du général de Géraudon, 6 hussards, « dont les antécédents laissaient beaucoup à désirer », en relations avec des insurgés et « professant des idées anarchiques », furent envoyés en Afrique (2).

*
**

Commencée à la veille du plébiscite de décembre (3), l'épuration des mairies continue sous l'état de siège. Des maires et adjoints ont été révoqués, des conseils municipaux ont été dissous avant et après les élections au Corps législatif, pour hostilité au Président ou aux candidats officiels.

A la demande du préfet, les juges de paix rédigent des rapports sur les maires et adjoints de leur canton et désignent ceux qui doivent être remplacés.

Le juge de paix de l'Isle-Jourdain signale le maire d'Endoufielle qui, « depuis le 24 février, a fait cause commune avec les démagogues ». Il n'a pas modifié ses opinions, ainsi que le prouve le scrutin du 21 décembre dans sa commune où « il y a eu autant de *oui* que de *non* » ; il aurait même déposé dans la salle de vote des bulletins *oui* et *non*. Bref, ce maire n'a pas usé de son influence pour obtenir un meilleur vote dans un village où « la population est bonne » ; il n'a pas encore abattu l'arbre de liberté ; il convient de le remplacer par Goulard, le plus gros propriétaire et « homme sûr ». — A Castillon le maire est « bon » ; mais l'adjoint Marcet, « homme avancé », devrait être remplacé par Marestaing, conseiller municipal et « homme d'ordre éprouvé ». Mais le sous-préfet expose au préfet

(1) *Courrier*, 4, 11, 15 mars 52.

(2) *Opinion*, 6 janvier 52.

(3) Cf. chap. IV, pp. 211-215.

que Marcet a voté ostensiblement *oui* au 20 décembre; il serait impolitique de le révoquer; le maire a déclaré que la révocation de Marcet le mettrait dans un grand embarras; il est préférable de surseoir à toute mesure. — A Bazerques, le remplacement du maire Pérès par Henri d'Albis a été bien accueilli; mais l'adjoint, « très honnête homme influencé par des voisins », devrait céder la place à Fr. Lannes. — Après la démission du maire Bégué, Marestaing a été administré par l'adjoint, « très bien intentionné », mais sans énergie; il serait bon de le remplacer par Bégué (1).

A Samatan, l'adjoint Gesta est révoqué le 23 mars et Rey, le maire de Saint-Soulan, le 11 février. — Le 4 avril, le préfet remplace le conseil municipal de Monferran-Plavès par une commission de 5 membres (2).

Dans l'arrondissement de Mirande, le sous-préfet Grabias signale Navarre, le maire de Cuélas, comme un homme « douteux », qui aurait engagé ses administrés à marcher sur Auch, le 4 décembre. Et Navarre est remplacé le 23 février par Jean Lajeunesse que Grabias a désigné au préfet (3). — Sur la proposition de Grabias, le maire de Montaut (Miélan), qui « appartient au parti avancé » est remplacé par Pérès (arrêté du 4 avril). — Même mesure contre l'adjoint et le maire de Saint-Christaud (Montesquiou), qui a pris « une attitude hostile au candidats du gouvernement »; — contre le maire de Gazax et Bacarrisse (Montesquiou); — contre l'adjoint de Miramont dont le conseil municipal est dissous, — contre les adjoints de Castelnavet, de Saint-Germé, de Saint-Mont, de Pouylebon, de Blousson-Sérian; — contre les maires de Ladevèze-Rivière et de Ladevèze-Ville; — contre les maires et

(1) Arch. du Gers. *M. Conseils municipaux. Arr. de Lombez.* Rapport du j. de p., 29 janvier; préfet à sous-préfet, 10 février; sous-préfet à préfet, 12 et 16 février 52.

(2) Arch. du Gers. *C. municipaux. Arr. de Lombez.* — Minutes d'arrêtés.

(3) *Ibid. Arr. de Mirande.* — Grabias à préfet, 18 février; minute de l'arrêté du 23 février.

adjoints de Marciac, Montesquiou, Bassoues, Scieurac-et-Flourès.

A ces 24 révocations dans l'arrondissement de Mirande, ajoutons 4 démissions de maires ou d'adjoints à Montesquiou, Lasserade, Haget, Couloumé-Mondebat (1).

Dans l'arrondissement d'Auch, on compte une douzaine de révocations. — A Auch, les 2 adjoints Gautié et Sentex, qui n'ont pas assisté à la cérémonie officielle du 1^{er} janvier, sont révoqués et remplacés par Dieuzaide et Coulange, par un arrêté du 4 janvier (2). — A Crastes (Auch-nord), Duter, un fervent impérialiste, a remplacé le maire Laffite révoqué le 8 janvier. Il estime que « 34 votes négatifs au plébiscite sur 165, c'est trop ». Selon lui, « ce mauvais vote » est dû à une « coterie hostile » de 4 conseillers municipaux qu'il propose de remplacer par 5 habitants qu'il désigne. Un arrêté du 29 janvier donne satisfaction au maire (3). — A Nogaroulet (Auch-nord), le maire Salles était révoqué par un arrêté du 9 janvier, qui dissolvait aussi le conseil municipal et le remplaçait par une commission municipale présidée par Darré. Ce dernier aurait voulu adjoindre 6 membres à la commission; le préfet refusa de les nommer, parce que « les pouvoirs extraordinaires conférés pour la dissolution et la nomination des conseils municipaux avaient pris fin lors de la constitution des grands pouvoirs de l'Etat » (4).

Dans les communes de Lartigues, Semezieux, Aurimont, Pouyloubert (Saramon), les maires ou adjoints ont été révoqués par des arrêtés du 2 janvier.

Le 9 janvier, Laplaigne désigne au préfet les 5 membres d'une commission provisoire destinée à remplacer le con-

(1) Arch. du Gers. *C. municipaux. Arr. de Mirande.* — Rapports du sous-préfet et de maires à préfet; minutes d'arrêtés.

(2) Arch. du Gers. *M. Conseils municipaux. Arr. d'Auch.* — Duter à préfet, 26 janvier; minute de l'arrêté du 29 janvier; p.-v. d'installation, 9 février.

(3) *Ibid.* — Extrait du registre des délibérations du conseil municip.; Darré à préfet et réponse du préfet, 7 et 16 avril.

(4) *Ibid.* — « Listes des changements opérés dans le personnel des maires et adjoints... »

seil municipal de Seissan, démissionnaire depuis le 14 décembre (1).

La révocation de Miègeville, maire de Tirent-Pontéjac et son remplacement par Lagrange ont irrité l'adjoint et les conseillers qui démissionnent. Un arrêté du 23 février nomme une commission (2).

Le sous-préfet de Lectoure expose au préfet que parmi les 72 conseils municipaux de son arrondissement, deux seulement — ceux de Mauvezin et de Lagarde (Lectoure) — « ne donnent pas des garanties d'ordre et de dévouement ». — A Mauvezin, 15 conseillers sur 21 étaient républicains avant décembre; 2 sont détenus. En juillet 51, la municipalité a toléré ou encouragé des désordres : des jeunes gens chantaient des chansons politiques, le soir, sur la place, et résistèrent aux injonctions du commissaire dont la révocation fut demandée par la municipalité. Le sous-préfet Lacoste propose de dissoudre ce conseil dont la majorité est « notoirement hostile à l'autorité ». — A Lagarde, le conseil municipal est mené par deux hommes très influents, Dastros Joseph, conseiller, et Dastros Paul, maire « socialiste » révoqué. Le nouveau maire Tapie, nommé par décret du 15 décembre, n'a aucune autorité : le conseil a refusé de se réunir pour le vote d'une adresse au Président. — Sur la proposition du sous-préfet, les deux conseils de Mauvezin et de Lagarde furent remplacés par deux commissions. Gesse Jean, maire de Mauvezin, et Tapie, maire de Lagarde, furent installés les 22 et 25 janvier (3).

Le 9 janvier, le juge de paix Denjoy est nommé maire de Fleurance. — Cadéot, conseiller municipal de Réjaumont (Fleurance), « fait au maire une opposition injuste, tra-

(1) Arch. du Gers. *C. municipaux. Arr. d'Auch.* — Lettre de démission, 14 déc.; Laplaigne à préfet, 9 janvier.

(2) *Ibid.* — Daroux et j. de p. à préfet, 19 janvier, 18 février; préfet à j. de p., 12 février.

(3) Arch. du Gers. *C. municipaux. Arr. de Lectoure.* — Lacoste à préfet, 10 janvier; minutes des deux arrêtés préfectoraux et p.-v. d'installation, 14, 22, 25 janvier.

cassière;... il est le seul qui n'ait pas voté pour le candidat du gouvernement au 29 février ». Il est révoqué le 17 mars (1). — Un arrêté du 23 février nommait 3 conseillers municipaux et 1 adjoint à l'Isle-Bouzon (Saint-Clar) (2).

De janvier à la fin de l'état de siège, une cinquantaine de maires et adjoints ont été révoqués par le préfet ou ont démissionné.

III

L'état de siège, la répression, la suppression de tout journal d'opposition, la confiscation de tous les moyens de publicité, l'épuration des conseils municipaux, la candidature officielle ont réduit l'élection du 29 février à une simple formalité administrative. Les obstacles s'accumulent devant toute candidature hostile ou indépendante. Où frouer un imprimeur qui risque son brevet ? Un distributeur ou un afficheur qui brave une arrestation probable ou certaine ? Comment organiser une réunion électorale, publique ou privée, sous l'état de siège, en présence d'une police et d'une gendarmerie mobilisée et entraîné à la répression, en face d'une administration qui a la consigne de ne tolérer aucune manifestation « factieuse » ? Bref, la désignation officielle emportait l'élection.

Le scrutin du 29 février doit compléter la victoire de décembre, tel est le mot d'ordre du Gouvernement. Pour stimuler leur ardeur répressive, Morny écrit aux préfets :

Les élections au Corps Législatif seront un corollaire ou une contradiction au vote du 20 décembre, selon l'emploi que vous saurez faire de votre légitime influence.

(1) Arch. du Gers. *C. munic. Arr. de Lectoure*. — Lacoste à Féart, 5 mars; minute de l'arrêté du 17 mars.

(2) *Ibid.* — Minute de l'arrêté du 23 février.

Et il prescrit aux préfets un découpage « intelligent » des circonscriptions électorales (1). Le Gers est partagé en 3 circonscriptions : la première est formée de l'arrondissement de Lombez, des cantons d'Auch nord et sud, Gimont, Jegun, Saramon (Auch), Mauvezin (Lectoure); — la seconde comprend les cantons de Cazaubon, Condom, Eauze, Montréal, Valence (Condom), Fleurance, Lectoure, Miradoux, Saint-Clar (Lectoure); — dans la troisième figurent tout l'arrondissement de Mirande, les cantons de Vic-Fezensac (Auch) et de Nogaro (Condom).

Le 21 février, *Le Courrier du Gers* présente aux électeurs les 3 candidats officiels ou choisis par l'administration : Belliard, de Lagrange, Granier de Cassagnac. — Lagrange (1^{re} circonscription), ex-député à la Législative se recommande par « ses votes intelligents et conservateurs ».

Il est de cette génération dont la vie politique a commencé après le 10 décembre. Libre de précédents, il représentera au Corps législatif la grande propriété et la grande industrie.

Il est propriétaire de la verrerie de Saint-Joseph, près de Lectoure, qui occupe 60 à 70 ouvriers : c'est le seul établissement industriel du Gers.

Belliard, « administrateur de Lombez dans des temps difficiles », ancien préfet du Gers, député à la Législative, ami politique et personnel de Lagrange, est le candidat officiel de la deuxième circonscription.

Le candidat officiel le plus marquant est Granier de Cassagnac (3^e circonscription), commensal et confident de Louis-Napoléon, et, selon le *Courrier*, « l'écrivain politique le plus éminent, une gloire du Gers ». Il sera une des notabilités du nouveau régime; par son activité et son influence politiques, il maintiendra longtemps dans le Gers l'attachement à l'Empire : à ce double titre, sa carrière de journaliste vaut qu'on la rappelle brièvement.

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 52. — Circ. confid. du 20 janvier 52.



Né en 1806 à Avéron-Bergelle (Aignan), Bernard Adolphe Granier de Cassagnac était l'aîné de sept enfants. Son grand-père maternel Lissagaray était médecin à Aignan. A 12 ans, Cassagnac fut mis en pension à Vic-Fezensac, où il poursuivit jusqu'à la troisième ses études secondaires. Il les termina au lycée de Toulouse où il fut le condisciple de Léon Faucher et de Léonce de Lavergne. A peine sorti du lycée, il devint le rédacteur en chef du *Journal politique et littéraire de Toulouse*. Il ouvrit un cours de préparation au baccalauréat pour augmenter ses modiques ressources. Travailleur infatigable et d'esprit curieux, il étendit et diversifia ses connaissances. Il lut les auteurs grecs et latins et s'adonna avec passion à l'étude du droit. De 1828 à 1830, il fut trois fois lauréat des Jeux floraux; il obtint un prix de poésie et deux prix de discours. Après la révolution de 1830, ce jeune homme de 24 ans ouvrit un cours d'*Histoire de la législation française*, qui lui valut une notoriété précoce.

Mais Cassagnac s'ennuie à Toulouse. Ses pensées s'envolent vers Paris, le point de mire de tous les ambitieux qui se sentent bien doués. Il s'y rend en 1832, muni d'une lettre d'introduction auprès de Rémusat, député de Toulouse. Rémusat le présente à Guizot, qui l'enrôle aussitôt dans la rédaction d'un quotidien conservateur, *Le Nouvelliste*. Cassagnac écrit aussi quelques articles *Sur la noblesse* que publie la *Revue de Paris*. Patronné par de Rémusat et Victor-Hugo, il dîne avec Bertin aîné, et il est attaché au *Journal des Débats* comme chroniqueur littéraire. Il écrit quelques articles remarquables sur le théâtre d'Alexandre Dumas. Mais son tempérament l'entraîne vers la politique militante. Il ne donne vraiment sa mesure et sa manière que dans *La Presse* d'Emile de Girardin, où, sur la présentation d'Hugo, il est admis d'emblée comme rédacteur principal. Défenseur intrépide et véhément du romantisme et de la politique conservatrice, il s'affirme

polémiste hardi, provocant, dédaigneux, plein de verve d'éclat. Entre temps, il écrit des livres d'histoire : *Histoire des classes ouvrières et bourgeoises. Histoire des classes nobles et anoblies*. A la demande de Victor Hugo, il est décoré le 1^{er} mai 1838. Vers la même époque, il achète son château du Couloumé, à Plaisance. En 1839, Girardin met *La Presse* au service de la *Coalition*, qui livre l'assaut au ministère Molé; Cassagnac refuse de jouer sa partie dans ce concert de récriminations et de critiques, dictées par de mesquines rivalités d'ambition. Il résiste également aux avances de Thiers. En octobre 1840, il s'embarque pour la Guadeloupe où des amis l'appellent. Il est élu délégué de la colonie, au premier tour de scrutin. Fiancé à une créole, Rosa de Beauvallon, fille d'un riche propriétaire, ancien officier supérieur de l'Empire, il se marie dès son retour à Paris, en juin 1841. Il écrit dans *Le Globe*, fondé par Th. Lechevalier pour la défense des intérêts coloniaux. Il y publie son *Voyage aux Antilles*. Le 2 décembre 1842, naît son fils aîné Paul. Cassagnac engage une polémique très vive avec le député Lacrosse, qu'il blesse dans un duel au pistolet. Ses articles agressifs, virulents lui suscitent d'ardentes inimitiés. Il devient le rédacteur en chef de *L'Epoque*, journal guizotien, créé par Bohain, lancé à coups de réclame tapageuse, et qui obtient un rapide et vif succès. En raison de cette concurrence et d'une polémique hautaine, provocante, les journaux de l'opposition font rage contre Cassagnac. A la Chambre des députés, le rédacteur en chef de *L'Epoque* est accusé d'être aux gages de Guizot, de trafiquer de son influence et des faveurs ministérielles. Mêlé au procès qui a suivi le duel de son beau-frère, de Beauvallon, et de Dujarrier, secrétaire de *La Presse*, il sombre un moment dans la déconsidération : pour avoir prêté ses pistolets, il est accusé d'avoir fait tuer Dujarrier par son beau-frère, qui a été condamné à 5 ans de réclusion. Fortement décrié dans la presse et dans l'opinion, Cassagnac abandonne le journalisme et se retire dans le Gers, loin de la bataille politique.

Il s'attelle aussitôt à une *Histoire des causes de la Révolution française*.

La révolution de 1848 le surprit dans cette retraite studieuse et à demi volontaire. Il vint à Paris prendre le vent; mais après quelques semaines (février-avril), il rentra au Couloumé. S'il fut tenté un instant de se présenter aux élections d'avril, il comprit vite, qu'à sortir prématurément de sa retraite, il compromettrait son avenir politique. Dès lors, il se borna à guetter son heure. En septembre 1848, les temps paraissaient plus favorables : convoqué à une réunion politique dans les bureaux du *Courrier de la Gironde*, à Bordeaux, il plaida chaudement la candidature de Louis-Napoléon à la Présidence, la seule capable, selon lui, d'entraîner les populations rurales. Quand l'*Opinion du Gers* eut adopté cette candidature, Cassagnac publia dans ce journal deux longs articles en faveur du prince. En 1849, devenu président de la République et désireux de tâter, d'orienter l'opinion, Louis-Napoléon cherchait un journaliste qui soutint avec éclat et docilité sa politique personnelle. On lui désigna Cassagnac, que le prince engagea aussitôt à rentrer à Paris. Mais avant de quitter le Gers, Cassagnac voulut terminer son quatrième volume des *Causes de la Révolution*. Il se borna à envoyer au Prince les deux articles parus dans l'*Opinion*; il en publia quelques autres dans le journal bonapartiste *Le Pouvoir*. Entre temps, le *Mémorial* de Bordeaux avait essayé de l'enrôler comme rédacteur en chef dans sa croisade contre le « socialisme ». Cassagnac déclina l'offre par une lettre qui fit du bruit et où éclatent le mépris insultant, l'affirmation tranchante et sommaire, la haine implacable du « socialisme », caractéristiques de sa polémique.

Il faut non pas réfuter le socialisme, mais le supprimer. La société est en présence d'un ennemi capital et implacable; il faut que la société l'anéantisse ou qu'elle soit anéantie; dans ces termes, toute discussion se réduit à une lutte et toute raison à une arme. Que fait-on vis-à-vis d'un ennemi irréconciliable, qui se dresse devant vous et qui vous apporte la ruine et la mort ? Fait-on de la controverse ? Non, on fait de la guerre. Ainsi,

la société doit se défendre contre le socialisme, non par des raisonnements, mais par la force; elle doit non pas discuter ou réfuter ses doctrines, mais les supprimer. Cela me paraît plus clair que le jour... » Et Cassagnac « jure Dieu » que l'extermination des socialistes est assurée, « tant que ceux qui pensent comme lui auront la ressource d'un fusil ou d'une fourche » (1).

Cette lettre fut dénoncée et lue à la tribune de la Constituante par Ledru-Rollin dans la séance du 11 mars 1849.

Cassagnac rentra à Paris le 12 avril 1850, au milieu du tumulte soulevé par les élections complémentaires du 10 mars. Il a exposé dans ses *Souvenirs* les raisons de sa conversion à l'Empire. L'expérience l'a guéri du régime parlementaire : pratiqué par un roi sage et par une bourgeoisie éclairée, il a lamentablement échoué.

Le besoin d'ordre et de sécurité qui éclatait de toutes parts, me fit croire que, si le suffrage universel faisait alliance avec le principe d'autorité et d'hérédité, et s'il prenait sous son patronage un pouvoir supérieur, libre et dirigeant, un ordre de choses enfin reproduisant Louis XIV et Napoléon, contrôlés et contenus par la volonté du peuple, cette alliance de la tradition et du progrès serait une force plus capable qu'aucune autre de maîtriser l'ébranlement imprimé par la secousse de 1789 à la société moderne... Une nouvelle dynastie, élevée par le libre choix d'un peuple, me fit l'auxiliaire convaincu de Louis-Napoléon.

A Paris, Cassagnac retrouva les premiers patrons de sa fortune : Guizot, Victor Hugo, de Rémusat. Il vit d'abord Guizot, Girardin et Véron. Guizot et Girardin ne se laissèrent pas entamer par sa ferveur bonapartiste; mais Véron -lui ouvrit le *Constitutionnel*. Du 14 avril au 9 mai 1850, Cassagnac y publia 6 articles, sous ce titre général *La solution*. En voici l'essentiel : L'Assemblée est impuissante par ses divisions; le parti républicain, odieux par ses doctrines, est discrédité par son personnel; l'archaïque parti légitimiste n'a pas d'avenir; le parti orléaniste est composé de bourgeois ambitieux, bavards et timides; au-dessus de ces partis déconsidérés, une seule autorité solide et populaire, celle du Président; porter les pouvoirs de Louis-Napoléon à 10 ans est la solution unique et décisive à toutes les difficultés. Ces articles eurent un grand retentissement; ils provoquèrent des commentaires

irrités et des répliques violentes. Le Président satisfait reçut, remercia et complimenta Cassagnac. Cette entrevue scella l'entente du prince et du journaliste. L'orientation nouvelle du *Constitutionnel* déplaisait à Thiers, patron politique et commanditaire du journal. Il se rebiffa contre un article où le célèbre message présidentiel du 31 octobre 1849 était loué. En novembre 1850, ses actions lui furent remboursées, et, sous la plume de Cassagnac, le *Constitutionnel* devint le porte-parole du Président et l'interprète autorisé de sa politique personnelle.

Cassagnac mena une vive campagne pour la revision de la Constitution en vue de la prorogation des pouvoirs de Louis-Napoléon. Mais à la Législative, le projet de revision n'obtint pas les 3/4 des suffrages exigés par la Constitution, et Cassagnac écrivit contre la minorité hostile au projet un article irrité et injurieux.

La revision de la Constitution doit avoir lieu nonobstant le bon plaisir de 188 socialistes, terroristes, légitimistes, orléanistes, sophistes et brouillons coalisés contre la France entière... Il ne faut ni les compter, ni les écouter, ni les craindre. Il n'y a qu'une chose qui puisse égaler en énormité l'outrecuidance d'une pareille prétention, c'est la sottise de ceux qui consentiraient à la subir. La prescription de l'article 111, qui exige les 3/4 des votants, est l'œuvre anormale, intolérable d'une assemblée méprisée.

Cassagnac inspire et dirige aussi un autre journal bonapartiste, très audacieux, très violent, sorte de brûlot ou de corsaire politique, *Le Pouvoir*. Sur la proposition du questeur Baze, son gérant, Lamartinière, fut traduit le 18 juillet 1850 à la barre de la Législative pour outrages à l'Assemblée et condamné à 500 francs d'amende que payait le Président.

Entre temps, Cassagnac avait tenté vainement un rapprochement entre Victor-Hugo et Louis-Napoléon.

Plusieurs de ses articles suggérés ou commandés par le Président, furent incriminés par la Législative et désavoués par les ministres. *Le Constitutionnel* menait avec entrain l'attaque contre la majorité royaliste, poussait ouvertement à la violation de la Constitution. A mesure

ÉLECTIONS AU CORPS LÉGISLATIF



Bernard-Adolphe GRANIER DE CASSAGNAC (1806-1880)

Député au Corps législatif (1852-1870)

Né dans le Gers, à Avéron-Bergelle (Aignan), en 1806. D'abord professeur libre et journaliste à Toulouse. Il vint à Paris en 1832. Champion fougueux du romantisme et de la politique conservatrice, il collabora au *Nouvelliste*, à la *Revue de Paris*, au *Journal des Débats*, à *La Presse*, à *L'Epoque*. Il soutint le ministère Guizot. Des duels retentissants, des polémiques passionnées lui valurent une célébrité bruyante et soulevèrent contre lui d'ardentes inimitiés. Il attaqua violemment la Révolution de Février. Au *Constitutionnel* et au *Pouvoir*, il fut l'avocat de Louis-Napoléon contre la majorité royaliste de la Législative, et poussa au coup d'Etat. Elu député du Gers en 1852, il siégea au Corps législatif jusqu'à la chute de l'Empire. Partisan irréductible de l'empire autoritaire, il fit une vive opposition aux réformes libérales et au ministère Ollivier. Brillant journaliste et orateur populaire, il fortifia et maintint, par son activité et son influence, l'attachement du Gers à l'Empire. Elu député de Mirande en 1876 et 1877, il mourut dans son château du Couloumé en 1880. — *Lithographie. Bibl. nat. Estampes, N 2.*

qu'on approchait du coup d'Etat, Cassagnac redoublait d'audace et de violence. Le 24 novembre, il ripostait à la proposition des questeurs par le fameux article *Les deux dictatures*, où il dénonçait le double péril d'une dictature blanche avec Changarnier et d'une dictature rouge avec Cavaignac; avec une véhémence outrageante, il dévoilait la conjuration royaliste :

Cette conspiration flagrante, incessante contre le Président de la République a pour auteur des hommes parlementaires, chefs avoués du parti légitimiste et du parti orléaniste, profondément divisés entre eux, mais unis par la haine commune que leur inspire l'élu du 10 décembre... Elle est organisée depuis 18 mois; et du temps où un général notable occupait les Tuileries, il se tint dans ses salons des réunions d'hommes politiques considérables, réunions où l'on mit en délibération d'arrêter Louis-Napoléon et de le mettre à Vincennes... Les conjurés ont pour but de créer une dictature, agissant avec l'appui et sous le contrôle de l'Assemblée actuelle, qui se prorogerait indéfiniment et se déclarerait Convention. Le dictateur est désigné par tout le monde : c'est M. le général Changarnier... Le pouvoir qui a la garde et la responsabilité est instruit de leurs desseins et de leurs menées; et, quoiqu'ils ne la sentent pas, ils ont chacun la main ferme et résolue de la justice toujours suspendue à un pouce de leur collet.

Cet article — préface du coup d'Etat, selon le mot de Maupas — exaspéra les fureurs de la Droite. A la Législative, le représentant Creton signala cet article et traita l'auteur de « vil folliculaire ». Cassagnac lui envoya ses témoins; Creton refusa toute réparation.

Le 27 novembre, Cassagnac était à l'Elysée et recevait du Président la confiance du coup d'Etat. Le prince lui demanda un article encore plus violent contre l'assemblée et que le coup d'Etat rendit inutile.

Le 2 décembre au matin, Cassagnac alla à l'Elysée, puis chez Morny qui le mit au courant des mesures accomplies. Le 6 décembre, il eut un bref entretien avec Louis-Napoléon qui le sollicita d'écrire un récit succinct des événements (1). De plus, pour justifier les décrets d'expulsion contre 84 représentants, il composa, toujours à la demande du Président, une brochure sur la *Suspension de la liberté*

(1) Ce récit parut dans l'*Opinion* des 5 et 6 janvier 52.

individuelle sous le Directoire, l'Empire, la Restauration, la Seconde république. Enfin, il fut chargé de défendre dans *Le Constitutionnel*, les décrets du 22 janvier ordonnant la vente ou la confiscation des biens de la famille d'Orléans (1).

*
**

C'est donc le confident et le journaliste de Louis-Napoléon, l'apologiste fougueux du coup d'Etat qui est le candidat officiel de la 3^e circonscription électorale du Gers. *Le Courrier* étale ses titres aux suffrages des électeurs. « Le repousser serait frapper plus haut », écrit-il. Les relations et l'influence d'un pareil candidat profiteront d'autant plus à l'arrondissement de Mirande que 3 compagnies se disputent en ce moment la construction du chemin de fer de Bordeaux à Bayonne; chacune a proposé au gouvernement son tracé, et l'un des trois doit traverser l'arrondissement de Mirande. Une voie ferrée double, triple même la valeur des propriétés. Or, dans un mois, la concession d'une de ces trois lignes sera insérée au *Moniteur*. Les électeurs de Mirande voudront-ils se priver « du crédit de M. de Cassagnac près du Gouvernement, de son influence dans la presse, de ses relations dans le monde des affaires de Paris » ? — *Le Courrier* proteste contre un bruit répandu par les adversaires du candidat officiel dans les cantons de Mirande, Masseube, Miélan, Montesquiou : après l'insurrection de décembre, Cassagnac aurait proposé de transférer de Mirande à Plaisance le chef-lieu d'arrondissement. Electoralement, le grief est grave. Sans nier la démarche de Cassagnac, *Le Courrier* déclare qu'elle fut faite à la prière du conseiller général de Plaisance qui

(1) Pour la biographie de Granier de Cassagnac, cf. la *Notice historique* en tête du 3^e vol. de ses *Souvenirs* (Paris, 1882, 3 vol.); les divers journaux — *La Presse*, *Le Globe*, *L'Epoque*, *Le Constitutionnel*, *Le Pouvoir*, etc. — où a polémisé Cassagnac; *Souvenirs du Second Empire*; *Les Causes célèbres* (Duel Dujarrier-Beauvallon); les *Mémoires* de Maupas, 2 vol. 1875-77, etc.

fit appel au crédit du rédacteur en chef du *Constitutionnel*; mais le projet est abandonné; « M. de Cassagnac est trop homme d'esprit pour ne pas comprendre qu'il ne sera pas le représentant exclusif du canton de Plaisance et se devra à toute sa circonscription » (1). — L'administration veille particulièrement au succès de cette candidature. Au bruit que Joret aura une majorité « scandaleuse » dans le canton de Nogaro, le sous-préfet de Condom s'y porte aussitôt, visite les communes « les plus inquiétantes »; « son énergie et son activité changent la face des choses » : Cassagnac obtiendra 2.709 voix et Joret 621 (2). — L'administration prône « le zèle et le crédit » de Cassagnac en publiant à la veille du scrutin les subventions ou remises obtenues par son intervention : le gouvernement abandonne à la ville de Mirande les 14.000 francs réclamés « pour enlèvement de poudre pendant les événements de décembre »; des secours ont été accordés aux bureaux de bienfaisance de Nogaro, de Manciet et du Houga; le ministre des cultes a accordé 600 francs pour l'église de Villecomtal, 500 pour chacune des églises d'Espar, de Saint-Pierre d'Aubezies, de Beaumarchès (3).

Cassagnac déclare qu'il ne se rendra pas auprès de ses électeurs avant le scrutin : à Paris, les pourparlers avec la compagnie concessionnaire des deux voies ferrées Bordeaux-Bayonne et Bordeaux-Toulouse vont commencer; il veut être présent à ces conférences pour y servir les intérêts de ses compatriotes. Il envoie au *Courrier du Gers* deux articles où il prêche le ralliement à Louis-Napoléon et brosse un tableau séduisant des félicités que l'activité bienfaisante du Prince ne manquera pas de répandre dans sa circonscription. Déjà le nouveau gouvernement « a fait plus en deux mois que le régime parlementaire en deux ans ». Il va décider la construction du chemin de fer de

(1) *Courrier*, 27 février.

(2) Arch. du L.-et-G. C. d'Etat, 1851. U 1-5. — Proc. de Condom à p. g., 12 mars 52

(3) *Courrier*, 25 février

Bordeaux à Toulouse et de Bordeaux à Bayonne, avec un embranchement dans la vallée de l'Adour, poussé jusqu'à Pau. Ces lignes serviront de base à une canalisation du Gers, de la Baïse et de la Midouze. Celle de Bordeaux à Toulouse pénétrera au centre du département; les deux autres, par le canal de la Midouze, constitueront pour le Bas-Armagnac une voie de trafic par où s'écouleront vers Bordeaux et Bayonne les produits de ces contrées. Cassagnac, carte en main, s'est entretenu avec Louis-Napoléon du tracé de ces voies ferrées. Le Prince, conquis, l'a engagé à voir le ministre des Travaux publics, Lefèvre-Durufilé, « acquis à la cause si juste de nos contrées ».

Qui ne voit, écrit Cassagnac, les changements immenses amenés dans nos pays arriérés ?... Qui ne comprend ce que répandront de vie, de mouvement, d'aisance dans les exploitations agricoles, dans le petit négoce, les 2 ou 3.000 ouvriers placés pendant 5 ans dans une vallée, terrassiers, traceurs, tailleurs de pierre, maçons, charpentiers, forgerons, serruriers, menuisiers, peintres, couvreurs. Qui ne comprend ce que l'immense administration de ces chemins, établis peu à peu, ouvrira de carrières à des ouvriers intelligents, à des fils de famille que la routine jetait dans les universités, et que l'intrigue et le désœuvrement jetaient dans les conspirations et les émeutes ? Voilà ce que le prince Louis-Napoléon veut faire sur-le-champ, afin que le peuple se souvienne de son passage personnel aux affaires et en bénisse le souvenir. Mais que faut-il pour l'accomplissement de cette œuvre réparatrice ? — Il faut du calme, de la paix, de l'unité dans le pouvoir. Quelqu'un se sentirait-il le cœur de mêler son ambition personnelle, ses rancunes, ses haines à une tâche si noble ? Quelqu'un voudrait-il ôter le pain de la bouche à tant de populations auxquelles le prince Louis-Napoléon offre le repos ? — Nous ne le croyons pas... Le cœur même des révolutionnaires et des socialistes s'est attendri... Nous avons reçu pour la remettre au Prince une lettre dans laquelle les principaux insurgés de Mirande témoignent leur soumission et garantissent leur fidélité aux lois et au neveu de l'Empereur. Quelle âme resterait pleine de ressentiment en présence d'un pareil spectacle ? Qui ne donnerait son appui au Gouvernement de Louis-Napoléon, lorsque ceux-là même qu'il a châtiés et dû châtier, en proclamant la dignité, la nécessité et la grandeur ?

« De quoi s'agit-il » au prochain scrutin ? interroge encore Cassagnac. — De compléter la Constitution. Par 8 millions de suffrages, le peuple a octroyé à Louis-Napoléon le droit de choisir le Conseil d'Etat et le Sénat. En-

voyer au Président « une assemblée froide, difficile, ergoteuse » équivaldrait à détruire la Constitution sous couleur de la compléter. Mais le peuple est reconnaissant; il a de la mémoire et de la prévision. Il votera pour les candidats du gouvernement.

Il y a deux choses dont il se parlera dans mille ans parmi les habitants de la campagne : l'insurrection socialiste de décembre dernier et l'acte de délivrance dû à l'énergie du prince Louis-Napoléon, à la fidélité de l'armée, au courage de la magistrature, au dévouement du clergé... Le peuple sait qu'il s'agit de compléter la Constitution votée le 21 décembre, de mettre un terme à l'agitation, de permettre aux affaires de reprendre, au travail de naître, à la prospérité de revenir... Il faut que ceux qui ont perdu par le désordre puissent le recouvrer par le travail... Chacun a plus au moins payé ses 45 centimes à la révolution de Février; le gouvernement nouveau peut et doit les rendre, et plus encore, en ranimant les transactions et en fécondant l'agriculture... (1)

*
**

L'administration est assurée de l'élection de ses candidats; mais, comme au dernier plébiscite, elle redoute la neutralité et la combat vivement. Tous les agents du coup d'Etat vont répétant : rester neutre, c'est se poser en ennemi. Le 21 février, Bories écrit dans le *Courrier* :

La neutralité, c'est l'inimitié désarmée et déguisée... La neutralité n'est pas une politique, mais un calcul... On veut conserver les bénéfices du présent et se réserver les profits de l'avenir... Restons neutre; faisons-nous de gaieté de cœur oublieux et ingrat : Louis-Napoléon nous a sauvés il y a deux mois ! Nous restor neutres, c'est-à-dire ennemis timides et honteux. Voilà la politique de neutralité. Nous n'en voulons pas

Le 26, *Le Courrier* vitupère à nouveau « l'indifférence de quelques-uns... et l'abstention calculée qui peut être exploitée par les ennemis du gouvernement ».

On ne veut pas que des élections à majorité considérable ratifient le vote du 20 décembre... La neutralité c'est l'hostilité. Notre définition est confirmée par le langage officiel du gouvernement et de l'administration...

Dans une circulaire, le recteur Peyrot expliquait la candidature officielle aux instituteurs; il leur exposait les rai-

(1) *Courrier*, 26, 27 février 52.

sons générales et personnelles de voter pour les candidats du Président :

Le gouvernement recommande publiquement ses candidats aux électeurs; en retour les instituteurs doivent les soutenir ouvertement par patriotisme et par reconnaissance, pour favoriser le renouveau de prospérité économique et appuyer le Président qui « a préservé la France des horreurs de la guerre civile ». — « Pour vous enfin, membres de l'Instruction publique, ce concours est une affaire d'honneur et presque d'intérêt personnel. Le corps enseignant a été, en effet, dans ces derniers temps, à l'occasion de quelques fautes isolées, l'objet de tant d'attaques et de soupçons, qu'il nous importe vivement de donner par notre conduite un éclatant démenti à ceux qui nous accusent d'être des hommes d'opposition et de combattre et de trahir en secret l'autorité au nom de laquelle nous remplissons nos fonctions ».

Le Courrier lui aussi prend à tâche de justifier la candidature officielle, très légitime et très compatible, selon lui, avec la liberté du vote.

Qu'on me dise pas que vouloir imposer un candidat à l'exclusion de tel autre c'est étouffer toute liberté... Cette accusation manquerait de sens. Le Pouvoir ne force pas les citoyens à voter; chacun peut rester chez soi; chacun peut jeter dans l'urne un suffrage dont nul ne lui demandera le secret. Mais le Pouvoir peut bien considérer comme ennemi celui qui se tient volontairement éloigné d'un scrutin d'où doit sortir une élection favorable ou défavorable. Si le citoyen a ses droits et, parmi ses droits, la liberté, le Gouvernement lui aussi a les siens et il entend les conserver. Or, le moindre de ces droits, n'est-ce pas celui de discerner ses amis de ses ennemis (1).

Ce langage est assez clair : vouloir connaître ses ennemis, c'est se disposer à venger sur eux un échec ou un geste indépendant. Mais un nouvel article du *Courrier* nous instruit encore mieux de ce qu'on entendait par liberté électorale sous le régime de la candidature officielle et de la dictature : le Gouvernement est bien résolu à empêcher toute candidature « agressive ou scandaleuse ».

Quant aux candidatures démagogiques ou des hommes les plus avancés, les plus compromis des anciens partis, il n'en est même pas question. Le Gouvernement veille avec sollicitude et fermeté pour empêcher l'acte d'agression, de scandale, de trouble, de protestation contre les actes du 2 décembre, qui résulterait de la

(1) *Courrier*, 26 février.

réussite ou même de la production libre de ces détestables et dangereuses candidatures. Qu'on ne redoute rien sous ce rapport (1).

Le général de Géraudon écrira le 8 avril :

Liberté complète a été laissée aux sympathies, aux votes individuels; mais toute pression des clubs, des journaux, des partis a été rendue impossible (2).



En dehors des candidats officiels, 4 ou 5 candidats affrontèrent ou firent mine d'affronter le scrutin du 29 février : 1° De Panat, ex-représentant et questeur de la Législative; 2° Joret, représentant à la Législative, élu en 49 sur la liste de l'*Opinion*, mais passé ensuite au parti montagnard et incarcéré à Mazas au Coup d'Etat. — Saint-Lannes-Pessalier, avocat à Mirande, ancien magistrat colonial, candidat aux élections d'avril 1848 et de mai 1849; — 4° de Laterrade, juge au tribunal de Condom; il est le beau-père de Durrey, maire de Lagrault, en fuite et classé *Algérie plus* par la Commission mixte; il adresse des notes à la Commission pour le disculper; il multiplie les suppliques et publie dans l'*Opinion* des entrefilets débordants d'enthousiasme pour le coup d'Etat; il est candidat pour que son désistement profite à son gendre. — Ces candidats ne gardent pas d'illusions sur leurs chances de succès. Tous, sauf Joret, retirent leur candidature à la veille du scrutin. Dans sa lettre au préfet, Laterrade déclare qu'il se désiste pour ne pas « se poser en adversaire du gouvernement ».

Sauf celles de Panat et de Joret, ces candidatures n'inquiétaient guère l'administration; d'ailleurs la candidature de Joret, la seule maintenue, n'aura aucun succès. *Le Courrier* observera narquoisement que « les désistements sont arrivés juste assez tôt pour déguiser une défaite »; les

(1) *Courrier du Gers*, 21, 26 février, 1^{er} mars 52.

(2) Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 1852. — Rapport de Géraudon, 8 avril.

candidats indépendants ou hostiles ont cru qu'ils pouvaient rallier les suffrages de « ceux qui lisent les journaux ou font de la politique dans leurs châteaux » ; mais ils ont senti que la population ouvrière et rurale, « qui lit peu ou point », se détournait d'eux, parce qu'elle a de la mémoire et ne veut pas se déjuger, parce qu'après avoir approuvé Louis-Napoléon, elle est bien décidée à voter pour ses candidats au 29 février ; et ainsi, le suffrage universel, effroi des gouvernements précédents, est devenu aux mains de celui-ci un instrument de conservation sociale et un outil si docile que « tous les candidats qui n'ont point reçu l'apostille officielle reculent ou s'effacent » : (1).



Les résultats officiels des élections du 29 février furent proclamés le 5 mars par la commission de recensement composée de Cassassoles, Serain et Fauré, conseillers généraux. Sur 94.378 électeurs inscrits, 66.271 ont voté et 63.876 ont voté pour les candidats officiels. Dans la 1^{re} circonscription, Belliard a rallié 19.715 électeurs, sur 20.180 votants et 30.483 inscrits dont 10.309 se sont abstenus. Dans la 2^e circonscription, on compte 31.166 inscrits, 20.942 votants et 10.224 abstentions ; de Lagrange a obtenu 20.029 voix. Dans la 3^e circonscription, Cassagnac a recueilli 24.132 suffrages ; sur 32.723 inscrits, 25.149 ont voté et 7.574 se sont abstenus (2).

Dans ces élections, l'hostilité s'est exprimée surtout par l'abstention où se sont réfugiés la plupart des opposants politiques et des mécontents. Les voix de Joret, seul candidat de l'opposition, sont négligeables. La proportion des voix des candidats officiels au nombre des électeurs inscrits mesure l'hostilité ou l'approbation rencontrée par le nouveau régime dans le département, les arrondissements, cantons et communes.

(1) *Courrier*, 28 février.

(2) Arch. du Gers. *M. Elections au Corps législatif*. — P.-v. du vote des communes. (Commission de recensement).

Les candidats officiels ont rallié 67 pour 100 des inscrits; le plébiscite 68 pour 100. Les 28.000 abstentionnistes du 29 février représentent les 8.674 non et les 20.698 abstentions du 20 décembre. Les élections du 29 février sont donc une confirmation du plébiscite; les 2 scrutins de décembre et de février donnent sensiblement le même chiffre de partisans et d'adversaires du coup d'Etat.

Cassagnac, Belliard et Lagrange ont rallié respectivement 74, 64 et 63 pour 100 des électeurs. Cassagnac est le seul candidat qui dans son arrondissement (Mirande) ait un chiffre de voix supérieur à celui des *oui* au 20 décembre; il a obtenu dans sa circonscription la plus forte proportion de suffrages. Ce succès s'explique par la notoriété, le prestige personnel de ce candidat. Notons aussi que sa circonscription est presque entièrement formée par son arrondissement d'origine. Les Gersoix exigent que leur candidat, soit originaire de l'arrondissement ou depuis longtemps domicilié dans le pays; ils sont très ombrageux sur ce point. Aussi, tandis que dans l'arrondissement de Mirande la proportion des électeurs de Cassagnac aux inscrits va de 73 à 82 pour 100, la proportion tombe à 68 et 61 dans les cantons de Nogaro et de Vic-Fezensac. Même remarque pour la 2^e circonscription où Lagrange recueille plus de voix dans son arrondissement de Lectoure, — Saint-Clar et Miradoux 75 pour 100 des inscrits, Lectoure 71, Fleurance 69, — que dans les arrondissements de Condom, — Valence 67, Cazaubon 63, Montréal 61, Condom, 49, Eauze 47. La même explication vaut pour l'élection de Belliard, étranger dans l'arrondissement de Lombez et d'Auch.

Par leur hostilité croissante au candidat officiel, les arrondissements se classent ainsi : Mirande, où 77 pour 100 des inscrits ont voté pour le candidat officiel (plébiscite, 75 p. 100); Lectoure, 71 (pléb. 71); Lombez, 66 (pléb. 66,7); Auch, 63 (pléb. 63); Condom, 58 (pléb., 66). En comparant les deux scrutins du 20 décembre et du 29 février, on ne remarque un changement notable que dans l'arrondisse-

ment de Condom où, en décembre, 66 pour 100 des inscrits ont voté *oui*. Le dépit de n'avoir pas de candidat choisi dans l'arrondissement explique, selon le sous-préfet de Condom, le chiffre élevé des abstentions; les insurgés élargis n'ont pas voté ou on fait campagne contre Lagrange et Cassagnac; quelques électeurs ont voté pour Joret; un bien plus grand nombre — un tiers des inscrits — s'est abstenu par apathie ou par « regret de voir l'arrondissement absorbé par celui de Lectoure et les candidats naturels du pays (de Peraldi) effacés de la liste des candidats officiels » (1).

Classons les cantons d'après leur hostilité croissante au coup d'Etat : Plaisance où le candidat officiel rallie 82 pour 100 des électeurs; au plébiscite, le coup d'Etat en a rallié 88 p. 100; Marciac, 82 (plébiscite, 78); Aignan, 79 (pléb., 82); Masseube, 76 (pléb. 75); Miélan, 76 (pléb., 69); Montesquiou, 75 (pléb., 61); Saint-Clar, 75 (pléb., 74); Miradoux, 75 (pléb., 83); Riscle, 74 (pléb. 81); Mirande, 73 (pléb. 64); Cologne, 73 (pléb., 77); Saramon, 73 (pléb., 73); Jegun, 71 (pléb., 70); Lectoure, 71 (pléb., 66); Fleurance, 69 (pléb., 69); Lombez, 69 (pléb. 70); Mauvezin, 68 (pléb., 68); Vic-Fezensac, 68 (pléb., 68); Valence, 67 (pléb., 70); Cazaubon, 63 (pléb., 68); Samatan, 63 (pléb., 60); Montréal, 61 (pléb., 67); Nogaro, 61 (pléb., 78); Isle-Jourdain, 60 (pléb., 58); Auch-nord 60 (pléb., 60); Gimont, 58 (pléb., 66); Auch-sud, 54 (pléb., 52); Condom, 49 (pléb., 56); Eauze, 47 (pléb., 57).

Dans les cantons de Miélan Marciac, Mirande, Samatan, l'Isle-Jourdain, Auch-sud, Cassagnac et Belliard ont obtenu un chiffre de voix supérieur à celui des *oui* au plébiscite; par contre, dans les cantons de Plaisance, Riscle, Condom, Montréal, Nogaro, Cazaubon, Eauze, Gimont, Miradoux et Cologne le coup d'Etat a recueilli au plébiscite un chiffre de *oui* notablement supérieur à celui des suffrages obtenus par Cassagnac, Belliard et Lagrange.

(1) Arch. du L.-et-G. U. 1-5. C. d'Etat, 1851. — Proc. de Condom à p. g., 2 mars 52

Bref, en dépit de quelques écarts notables dans une quinzaine de cantons, les scrutins du 20 décembre et du 29 février accusent à peu près le même chiffre et la même répartition de voix favorables et défavorables au nouveau gouvernement. Si l'abstention est plus forte au 29 février, serait ce, comme l'affirment l'administration et *Le Courrier*, parce que, « après le vote éclatant du 20 décembre, nos paysans ont pensé qu'ils avaient dit leur dernier mot » ? Il est plus croyable que l'abstention est due à la lassitude et à la résignation des adversaires du coup d'Etat, et aussi à l'absence de candidatures hostiles ou indépendantes qui ont ôté tout intérêt à un scrutin devenu une simple formalité.

IV

L'échec de l'insurrection, une répression impitoyable, l'arrestation de plus de 800 insurgés, le départ pour l'Algérie de 323 prisonniers politiques ont ôté aux républicains tout espoir d'une amnistie totale et prochaine. D'autre part, un élan général d'enthousiasme et d'adulation, l'adhésion des masses populaires manifestée avec éclat au plébiscite et au scrutin du 29 février, leur ont donné le sentiment d'une défaite définitive. Les témoignages des magistrats et de tous les agents du coup d'Etat concordent sur l'attitude et les dispositions du parti républicain à la fin de l'état de siège : de cruels mécomptes et la désillusion brutale ont produit la lassitude et la résignation; les arrestations en masse ont terrorisé; au scrutin du 20 décembre et du 29 février, les républicains n'ont pas osé risquer la moindre opposition ouverte; « les passions politiques sont amorties »; la mise en liberté de nombreux prisonniers ont ouvert un instant aux « socialistes » la pers-

pective d'une amnistie prochaine; mais la transportation de 323 insurgés a dissipé sans retour une pareille illusion. Tel est le résumé de nombreux rapports émanés des diverses autorités du coup d'Etat.

La situation s'améliore tous les jours, écrit le sous-préfet de Condom;... les partis sommeillent et, pour eux ne pas remuer, c'est perdre... La démagogie est frappée au cœur, tout espoir est perdu pour elle... Tout le monde comprend que le Prince-président a retiré la société du chaos par son grand acte du 2 décembre. Les nombreux décrets..... sur les sociétés de crédit foncier, sur la réorganisation de l'administration, de la magistrature, de la gendarmerie et de la police, ont surtout été approuvés par tous les gens de bien à quelque nuance politique qu'ils appartiennent, et nos ennemis semblent comprendre qu'ils n'ont plus qu'à se résigner... Le parti socialiste a été sur le point de relever la tête après les mises en liberté;... il espérait que tous les insurgés seraient relâchés... Les amis de l'ordre ont été un instant vivement préoccupés des intentions du gouvernement à cet égard. Mais le départ des condamnés est venu mettre fin à cette situation tendue de l'opinion : aux uns est revenue une entière confiance, tandis que les autres ont perdu la leur. J'ai reçu hier soir l'ordre de M. le Général de faire rentrer à Auch le détachement en garnison provisoire à Condom, mais que, sur mes observations, il a bien voulu laisser à ma disposition encore quelque temps... En effet, la nouvelle de la levée de l'état de siège et la croyance qui s'était généralement répandue dans la ville d'une amnistie générale avait produit une certaine agitation et aurait amené quelques rassemblements, si je n'avais pris des mesures pour m'y opposer. En outre, les principaux chefs des deux sociétés politiques fermées et dissoutes, s'étaient réunis dès qu'ils avaient eu connaissance de la levée de l'état de siège dans l'espérance qu'ils pourraient se constituer de nouveau. Par ces motifs, j'ai désiré conserver près de moi un peu de force armée (1).

Le général de Géraudon affirme que la transportation des insurgés a produit chez les républicains un effet de terreur (2).

Interprète de ses substituts, le procureur général déclare à son tour que les mesures de sûreté et la transportation de nombreux insurgés ont « contribué à l'apaisement graduel des passions », ont rassuré les hommes d'ordre et inspiré une terreur muette à leurs adversaires (3).

(1) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.*, 1852. — Sous-préfet de Condom à préfet, 31 mars.

(2) Arch. de la Guerre. *Corr. gén.*, 52. — Rapport de Géraudon, 8 avril.

(3) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du p. g. d'Agen, 1^{er} mai 52.

Le coup d'Etat, qui s'est posé en sauveur de la société, a rallié la masse de la population. Il est assez fort pour être clément. Mais, dans le Gers, tous ses agents poussent à une répression sévère et persévérante : selon eux, il n'y a de sécurité que dans l'écrasement du parti républicain. La résignation des « démagogues » n'est qu'apparente ou provisoire; il faut les décourager par l'épouvante pour les réduire à l'immobilité et au silence. Une pitié prématurée ne ramènera pas les cœurs ulcérés; le temps seul fera l'apaisement et l'oubli. Déjà, dans les communes « égarées », le retour des insurgés relaxés ou placés sous la surveillance inquiète les hommes d'ordre. Il faut éviter surtout que la disparition de la Commission mixte et la levée de l'état de siège ne fassent naître des espérances « factieuses ». Et le préfet déclare hautement dans une proclamation aux Gersois que la suppression de l'état de siège ne laissera pas l'administration désarmée (2). A la dictature militaire va succéder la dictature du préfet.

(2) *Rec. des actes adm.*, 1852, n° 16. — Circ. aux sous-préfets et aux maires. — *Courrier*, 10 avril.

LIVRE TROISIÈME

La dictature administrative

(Avril-Décembre 1852)

CHAPITRE VIII

La compression politique. — Les élections cantonales et municipales.

I. L'omnipotence du préfet. — La levée de l'état de siège et « l'occupation gouvernementale ». — Projets de renforcement de la police et de la troupe. — Le costume officiel et le serment. — II. La compression : fermeture de cafés et d'auberges; le colportage; les loges maçonniques; les fonctionnaires; les surveillés et internés politiques. — III. Renouvellement du Conseil général, des conseils d'arrondissement et municipaux : nomination des maires et adjoints; élections cantonales; élections municipales et représailles administratives. — Déclin de la vie politique. Les partis à la veille de la proclamation de l'Empire.

I

La dictature administrative s'est organisée durant la crise de répression consécutive au coup d'Etat. Des circulaires de Morny ont autorisé et invité les préfets à fermer tous les établissements publics « dangereux », à se débarrasser des journaux, des conseils municipaux, des fonctionnaires hostiles. Ces pouvoirs, conférés dans des circonstances exceptionnelles, ont été maintenus par des décrets et des lois qui consacrent l'omnipotence du préfet.

Ce haut fonctionnaire a le droit d'ordonner des arrestations. Le décret du 29 février sur la presse lui donne le droit de vie et de mort sur les journaux : à toute critique des actes du gouvernement, le préfet riposte par des *avertissements* motivés, que le journal est tenu d'insérer; deux avertissements suffisent à provoquer une suspension de deux mois, prononcée par le ministre tandis que le Président de la République, par mesure de sûreté, peut toujours supprimer tout journal. Les *avertissements* sont infligés pour les motifs les plus arbitraires, les plus futiles. Aucun journal indépendant ne résiste à un pareil régime. Nous avons vu comment le préfet Féart s'était débarrassé de l'*Opinion* (1). Ajoutons que, sous prétexte de rétablir la vérité, préfet et fonctionnaires adressent aux journaux des *communiqués* dont la publication est obligatoire. Enfin, le monopole des annonces judiciaires est réservé par le préfet au journal officieux. C'est pour lui un moyen de diminuer ou de tarir les ressources d'un journal indépendant ou hostile. Valmy, employé à la préfecture, a été révoqué pour avoir envoyé des communications à l'*Opinion* à qui le préfet avait retiré les annonces judiciaires (2). Bref, le mécanisme de la répression administrative mettait tout journal à la merci du préfet.

Pour diminuer les lenteurs et les complications des affaires administratives, le décret du 25 mars étendait les attributions du préfet en lui conférant le droit de décision dans une centaine d'affaires d'intérêt départemental et communal et d'assistance publique, énumérées par le décret et soumises jusqu'alors à l'approbation du chef de l'Etat ou des ministres de l'Intérieur, des Finances, des Travaux Publics ou du Conseil d'Etat. De plus, en vertu de ce même décret, le préfet nommait directement, sans l'intervention du Gouvernement et sur la présentation des divers chefs de service, à 26 catégories de fonctions et d'emplois :

Directeurs, gardiens, commission de surveillance des prisons,

(1) Voir plus haut, pp. 351-353.

(2) Ibid., p. 358.

directeurs et comptables d'asile d'aliénés, médecins des eaux thermales dans les établissements privés ou communaux, directeurs et agents des dépôts de mendicité, architectes et archivistes départementaux, administrateurs, directeurs et receveurs des établissements de bienfaisance, vérificateurs des poids et mesures, directeurs et professeurs des écoles de dessin et conservateurs des musées des villes, percepteurs et surnuméraires, receveurs municipaux dans les villes et dont les revenus ne dépassent pas 30.000 francs, débitants de poudre, titulaires de débit de tabac simple, dont le produit ne dépasse pas 1.000 francs, préposés en chef des octrois, lieutenants de louveterie, directeurs des bureaux de poste dont le produit n'excède pas 1.000 francs, distributeurs et facteurs des postes, gardes forestiers, gardes champêtres, commissaires de police des villes de 6.000 habitants et au-dessous, membres des jurys médicaux, piqueurs et cantonniers, éclusiers.

Ajoutons, qu'en vertu de la loi Falloux, le préfet nomme aussi les instituteurs. Cette foule de fonctionnaires et d'employés subalternes, sous la dépendance immédiate du préfet, constitue une clientèle politique, une pépinière d'agents, de courtiers électoraux, soutiens assurés de la candidature officielle. Le décret du 29 mars était un décret de décentralisation purement administrative ou de déconcentration : les conseils locaux ne recevaient aucune attribution nouvelle, aucun droit de décision. D'ailleurs, le *Courrier* avait pris soin de bien marquer que le décret visait surtout à renforcer « l'autorité gouvernementale » dans les communes.

Les partisans de la décentralisation réclamaient une réforme plus radicale; ils voulaient émanciper, affranchir la commune : le décret ne va pas si loin. Le centre administratif est déplacé; il ne sera plus à Paris, il sera dans les préfectures. En même temps qu'il rend aux départements leur liberté, le décret impose aux communes l'autorité gouvernementale, qui se fera d'autant mieux sentir qu'elle s'exercera de plus près.

Un autre décret établissait l'autorité du préfet dans les communes en leur accordant la nomination des maires et adjoints, le droit de dissoudre les municipalités et de les remplacer par des commissions provisoires nommées par lui. Une loi du 7 juillet 52 consacrera ce système et fera des maires et adjoints des agents de l'administration et des courtiers électoraux. — Le préfet correspond directement avec les juges de paix, qui sont devenus ses princi-

paux informateurs et ses agents très zélés. Les commissaires s'absorbent dans la police politique et opèrent sous l'autorité immédiate du préfet.

Par son droit d'arrestation, par son pouvoir illimité sur la presse, les cafés et cabarets, par la désignation des maires et adjoints des communes rurales, par son droit de dissolution des conseils municipaux, par la nomination de nombreux fonctionnaires subalternes, par l'action de ses subordonnés et auxiliaires directs — sous préfets, maires, juges de paix, commissaires de police — le préfet est vraiment le maître du département, où sa volonté ne rencontre plus d'opposition ni d'obstacles. Il pouvait affirmer hardiment que, dans le Gers, la levée de l'état de siège ne laisserait pas l'administration désarmée (1).

*
**

Un décret du 27 mars supprimait l'état de siège dans les départements. Dans le Gers, un arrêté préfectoral annonça l'exécution du décret à dater du 7 avril (2). Une circulaire aux sous-préfets et aux maires accompagnait l'arrêté.

Le pays, par deux manifestations éclatantes, écrivait le préfet, a suffisamment prouvé qu'il compte pour son salut sur le gouvernement. Le gouvernement, par la mesure dont il s'agit, manifeste de son côté toute la confiance qu'il met dans le pays. Les populations du Gers justifieront la levée de l'état de siège par leur dévouement au prince Louis-Napoléon et par l'appui qu'elles sauront donner à son gouvernement. J'appellerai toutefois votre attention sur les observations suivantes : la levée de l'état de siège n'infirme aucun des actes accomplis sous ce régime; les mesures arrêtées et exécutées pendant l'état de siège ont été la sauvegarde des intérêts de l'ordre, et tous les bons citoyens ne sauraient trop longtemps conserver le souvenir de la protection qu'ils ont trouvée au moment du péril dans l'autorité militaire et particulièrement dans le dévouement si bienveillant et si énergique de M. le général de Géraudon... La levée de l'état de siège ne laisse pas d'ailleurs l'administration désarmée en présence des nouvelles tentatives de propagande qui pourraient

(1) *Rec. des actes adm.*, 1852 n° 18. — Circ. de Persigny, 10 mai 52. — *Courrier*, 29 mars 52.

(2) *Courrier*, 8 avril 52. — Arch. de la Guerre. *Insurrection de déc. 51. Gironde... Gers.* — Géraudon à Bourjolly, 16 avril 52.

se produire. Le concours des diverses autorités nous est assuré et nous permettra de maintenir l'ordre et d'affermir de plus en plus la confiance et la tranquillité publiques (1).

Le préfet tenait à bien marquer que la suppression de l'Etat de siège ne diminuait ni sa volonté ni son pouvoir de réprimer toutes « les tentatives de propagande ou de désordre ».

D'ailleurs, en prévision de la levée de l'état de siège, il avait pris soin de recenser les partisans et les adversaires du gouvernement, pour substituer, selon son expression, « l'occupation gouvernementale qui ne saurait être ni trop minutieuse ni trop prompte » à « l'occupation militaire ». Dès le 26 mars, par une lettre « très confidentielle », il réclamait aux sous-préfets des renseignements sur « la situation, les opinions et les tendances politiques » de tous les fonctionnaires et employés, pour discuter et contrôler les informations de l'inspecteur général de police, dénoncer au gouvernement les fonctionnaires hostiles ou suspects, recommander les fonctionnaires dévoués : l'administration entend trouver chez tous un concours politique sans réserve. Le préfet préconise une active « correspondance de police générale » entre maires, sous-préfets et préfet.

Le 26 mars, Féart, afin de connaître par arrondissements, cantons et communes « les forces gouvernementales et antigouvernementales », invite les sous-préfets à dresser deux listes : la première sera formée de « tous les fonctionnaires ou citoyens capables de seconder son action politique et administrative » ; la seconde comprendra « toutes les personnes hostiles », désignera les « socialistes arrêtés et punis, arrêtés et relâchés » et « ceux qui pour tel et tel motif, n'ont été l'objet d'aucune mesure ». Les indifférents, à moins qu'ils ne soient fonctionnaires, ne figureront pas sur ces listes exclusivement formées des « hommes d'action ».

(1) Recueil des actes adm., 1852, n° 16. — Circ. aux sous-préfets et maires.

L'administration aura ainsi la main, sans exception, sur tous ses adversaires; elle connaîtra tous ses amis, et elle aura de plus les moyens de tenir ces listes au courant, en consignant ultérieurement, suivant les circonstances, telle nouvelle annotation... Il n'y a pas à faire figurer les indifférents sur les listes communales; à moins qu'ils ne soient fonctionnaires; il faut uniquement y inscrire les hommes d'action... Les gouvernements précédents ont eu le malheur et le tort de ne pas connaître suffisamment leurs amis ou leurs ennemis (1).

Le travail devra être remis complet avant un mois. Les sous-préfets pourront demander confidentiellement aux juges de paix et à la gendarmerie des renseignements, « sans leur en indiquer positivement le but ».

Les juges de paix donneront de « précieuses indications en se reportant aux souvenirs qu'ils ont pu garder des manifestations électorales des communes de leur canton au 20 décembre et au 29 février dernier. La liste nominative des électeurs qui, dans chaque commune, ont pris part à l'élection des députés, ou se sont abstenus, permettront enfin d'apprécier la conduite des divers partis et des personnes qui les servent dans les différentes communes de l'arrondissement.

Le préfet prescrit aux juges de paix de l'arrondissement d'Auch ce même travail d'information « en deux cahiers, gouvernemental et antigouvernemental, par commune et lettre alphabétique. »

Le Gouvernement, leur écrit-il, fait aujourd'hui ce que les partis ont depuis longtemps le privilège de faire à leur profit : ils s'organisaient. Ils s'organisent peut-être encore pour l'attaque; nous voulons essayer d'organiser la défense (2).

Ces listes de mobilisation politique, établies et modifiées sur les indications des sous-préfets, juges de paix, commissaires de police, permettent au préfet de dresser une carte politique du département, précise et détaillée. Tous les hommes d'opposition y figurent et leur activité peut être paralysée ou prévenue par une administration armée, résolue et très exactement informée : les fonctionnaires

(1) Arch. nat. *F E C III Gers 11. Corresp. et divers. 1789-1853.* — Préfet à Intérieur, 4 avril 52.

(2) Arch. nat. *F 1 C III Gers 11.* — Copie des 3 lettres confidentielles du préfet aux sous-préfets et juges de paix, 25 et 26 mars 1852.

suspects seront écartés, les menées des adversaires déjouées; la pression électorale s'exercera avec précision et sûreté.

Ces listes ont disparu. On ne retrouve aux archives départementales que la liste des « fonctionnaires et citoyens sur lesquels le gouvernement peut compter dans le canton de Mauvezin (Lectoure) ». Ils sont 369 et se répartissent ainsi par profession : 186 propriétaires; 13 retraités, 55 fonctionnaires dont 17 instituteurs, 17 cantonniers, 7 gendarmes; 15 maires et 17 adjoints; 19 curés; 7 cultivateurs, 17 artisans (charpentiers, menuisiers, cordiers, etc.); 22 petits commerçants (épiciers, cafetiers, boulangers); 18 gersois exerçant des professions libérales (4 médecins, 4 pharmaciens, 2 avocats) (1).

*
**

Ce classement méthodique des amis et des adversaires du gouvernement faisait partie du plan préfectoral de réorganisation et de renforcement de la surveillance politique, dont Féart dénonça l'insuffisance dans un rapport au Conseil général. D'ailleurs, pour renforcer la surveillance du colportage et des cafés, des internés et surveillés politiques, et en vue d'une constatation rapide et régulière des délits, le gouvernement jugea indispensable de créer des commissariats et d'étendre la juridiction territoriale des commissaires de police.

La loi organique du 28 pluviôse an 8 n'autorisait la création de commissariats que dans les villes de 5.000 habitants et au-dessus. Selon Maupas, l'insurrection de décembre avait démontré que les communes rurales et moins peuplées avaient « besoin d'être protégées contre les doc-

(1) Ces « amis du Gouvernement » se répartissent ainsi par communes : Mauvezin, 92; Saint-Antonin, 26; Avensac, 14; Bajonnette, 15; Saint-Brès, 15; Sainte-Gemme, 16; Homps, 25; Labriche, 17; Maravat, 14, Monfort, 48; Saint-Orens, 11; Sarrant, 28; Serempuy, 8; Solomiac, 25; Taybosc, 15.

trines pernicieuses et que là aussi les agitateurs peuvent exciter une perturbation déplorable ».

Les campagnes ne sont pas plus que les cités à l'abri de ces publications honteuses qui corrompent les mœurs, altèrent l'amour du travail et l'esprit de famille, offensent la religion et menacent la propriété. Il n'y a malheureusement presque pas un hameau, où... on ne rencontre un ou plusieurs de ces foyers incessamment ouverts à l'oisiveté, où se dissipent les épargnes du pauvre et se contractent les plus vicieuses habitudes... Les commissaires de police établis dans les villes n'ont pas qualité pour instrumenter hors de leur territoire et quand les juges instructeurs arrivent sur les lieux, les traces matérielles sont effacées ou affaiblies.

Pour combler cette lacune de l'organisation judiciaire, un décret du 28 mars permet d'étendre à plusieurs ou à toutes les communes du canton la juridiction du commissaire, limitée jusqu'alors au chef-lieu. De plus, tous les tribunaux ont un ministère public; dans les justices de paix, ce rôle appartiendra aux commissaires, auxiliaires naturels des juges de paix. Les commissaires pourront requérir les gardes-champêtres et les gardes-forestiers du canton qui l'informeront de « tout ce qui intéresse la tranquillité publique ». Préfets et sous-préfets aux attributions accrues auront dans les campagnes un agent de contrôle qui les renseignera sur les maires indolents ou négligents, inattentifs aux contraventions ou aux délits de mendicité ou de vagabondage. L'expérience et la statistique prouvent que l'insurrection a été préméditée, organisée militairement dans les cantons dépourvus d'un commissaire, tandis que, dans les autres, la population n'a pas bougé ou le désordre n'a été que sporadique. « La surveillance est plus nécessaire dans les campagnes où les mauvaises doctrines peuvent plus facilement pénétrer ». Pour toutes ces raisons, le décret prévoyait la création de commissariats dans tous les cantons « où l'utilité en serait reconnue ». (1)

Par une circulaire du 31 mai, Maupas invitait les préfets à lui désigner les commissariats dont la juridiction devait

(1) *Moniteur*, 29 mars. — Décret du 28 mars.

être étendue et les cantons à pourvoir d'un commissariat; à déterminer dans quelle proportion chaque commune devait contribuer au traitement du commissaire. La création de commissariats ou l'extension de la juridiction du commissaire était destinée à « rendre la surveillance plus générale, plus active, plus immédiate », à seconder « les autorités judiciaires et administratives » à suppléer « à l'insuffisance ou à la faiblesse des autorités de second ordre », en un mot à « tout savoir, tout prévenir, tout réprimer ». On instituera de nouveaux commissariats, on étendra la juridiction du commissaire ou on changera sa résidence dans les cantons « où l'élément anarchique et hostile a dominé »; où « l'intensité de la démoralisation et de la misère rend plus fréquentes les attaques contre les personnes ou les propriétés »; où malgré les efforts de l'autorité supérieure, la longue inaction des autorités locales a produit de fâcheux résultats; où se trouvent des marchés considérables, des centres industriels importants, « avec des populations ouvrières à surveiller ». La résidence du commissaire en dehors du chef-lieu ne sera proposée que dans des cas d'absolue nécessité, car le commissaire remplit les fonctions de ministère public dans les tribunaux de simple police siégeant au chef-lieu (art. 144 du C. d'inst. crim.); il est, de plus, chargé de la répression, et, en son absence, bien des contraventions risquent de demeurer impunies par suite des occupations ou de l'inexpérience des maires des chefs-lieux.

Dans les communes de moins de 6.000 habitants, les préfets nomment les commissaires sur une liste triple présentée par l'inspecteur général du ministère de la Police. Dans les autres communes, les commissaires sont nommés par le Président de la République. L'intervention des inspecteurs généraux dans la nomination des commissaires se justifie par la difficulté pour le préfet de déplacer et de remplacer à l'intérieur d'un département les commissaires en délicatesse avec les autorités, gênés par des relations ou paralysés par des influences locales, ou notoirement

incapables. Les inspecteurs généraux, placés au centre d'une circonscription formée de plusieurs départements, exactement renseignés par les préfets sur tout le personnel policier de leur circonscription, procéderont plus aisément et plus sûrement à des mutations éclairées, judicieuses, de département à département, et aideront les préfets à se débarrasser de commissaires qui peuvent devenir un embarras et un danger, à les remplacer par des agents plus actifs, plus libres et mieux adaptés (1).

Dans le Gers, les conseils d'arrondissement de Lectoure et de Mirande demandèrent la nomination d'un commissaire dans chaque canton, avec juridiction sur toutes les communes. De plus, celui de Mirande proposait la nomination d'un garde champêtre par commune et l'embrigadement des agents de la force publique. Six bourgs — Puycasquier, Barran (Auch), Estang (Condom), Ligardes (Lectoure), Cologne (Lombez), l'Isle-de-Noé (Mirande) — réclamèrent une brigade de gendarmerie. Le préfet proposa au ministre la création de commissariats cantonaux, la nomination d'un garde-champêtre par commune et l'installation de nouvelles brigades de gendarmerie.

En août, dans son rapport au Conseil général, il déclarait que la création de commissariats n'aurait toute son efficacité que par la nomination, dans chaque commune, d'un garde champêtre, agent du commissaire cantonal. Or, dans le Gers, sur 467 communes, 190 seulement possèdent un garde-champêtre. Il faut en installer dans chacune des 277 autres pour surveiller attentivement les cabarets, les condamnés politiques internés ou soumis à la surveillance, pour atteindre sûrement le vagabondage et le colportage. Le préfet demande aussi la création de nouvelles brigades de gendarmerie. Il espère que l'escadron nécessaire à Bayonne sera fourni désormais par la garnison de Tarbes, et non plus par celle d'Auch. Il a obtenu le maintien provisoire du bataillon du 12^e de ligne. Il insistera pour que

(1) *Moniteur*, 5 juin 52. — Rapport de Maupas et décret du 28 mars; circulaire de Maupas du 31 mai.

deux compagnies d'infanterie au moins soient détachées à Auch. Enfin, « pour perfectionner l'organisation gouvernementale », Féart propose la multiplication des chambres de sûreté : elles éviteront à la gendarmerie de longs trajets pour conduire dans des locaux de détention les individus arrêtés, et faciliteront par là son service.

Le Conseil général adopta les vues du préfet. En raison de l'éloignement de certains cantons du chef-lieu d'arrondissement, il demanda le remplacement de brigades à pied par des brigades à cheval, notamment à Cazaubon et à Lupiac. Il se borna à réclamer la création d'une brigade de gendarmerie à l'Isle-de-Noé. S'il n'obtint pas satisfaction sur ce point, une brigade fut installée à Cologne; Samatan venait d'en recevoir une. Le Conseil général proposa aussi le remplacement des deux brigades à pied de Cazaubon et de Lupiac par des brigades à cheval, en raison de « fort grandes distances à parcourir et d'un vaste territoire à surveiller »; de plus, conformément au vœu du Conseil d'arrondissement de Mirande, il émit l'avis que la brigade de Lupiac fut transférée à Aignan, chef-lieu et centre du canton. Un seul de ces vœux fut réalisé : à Lupiac, une brigade à cheval remplaça la brigade à pied. La création de commissariats cantonaux et la nomination d'un garde-champêtre par commune se heurta à la résistance des conseils municipaux, qui répugnaient à imposer les habitants pour payer un commissaire ou un garde-champêtre jugé inutile. Toutefois, 7 nouveaux commissariats furent créés et fonctionnaient en 1853 à Jegun, Valence, Nogaro, Miélan, Marciac, Masseube, Montesquiou. Le nombre des commissariats était ainsi porté de 12 à 19 (1).

Mais en dépit de réclamations réitérées, Féart n'obtint pas un accroissement de l'effectif militaire.

La découverte d'une « machine infernale » à Marseille, lors du voyage du Président, fut pour le préfet une occa-

(1) Arch. du Gers. K. (*Imprimés*). *Rapports et procès-verbaux du Conseil général, 1852*, pp. IX-XII, 88-89, 120-121.

sion et un prétexte pour signaler à nouveau l'insuffisance des forces militaires dans le Gers. L'arrestation à Marseille de Noël Pujo, natif de Bassoues (Mirande), donna lieu à des saisies de lettres et à quelques arrestations. A cette occasion, le préfet reçut une lettre anonyme dénonçant les menées secrètes du parti socialiste qui préparait une nouvelle insurrection. Le correspondant anonyme évaluait à 50.000 le nombre des affiliés aux sociétés secrètes disposant d'un budget « énorme », alimenté par des cotisations.

Le Gers compte 50.000 affiliés. Au jour donné, ils doivent prendre les armes; les chefs sont sûrs que la moitié au moins sera à toute épreuve et à tout faire. Il en est à peu près de même dans les autres départements. Ces gens-là ne s'écrivent pas; ils transmettent les dépêches verbalement; des courriers sont établis dans toute la France, à pied et à vol d'oiseau... l'ordre va chez Jean; celui-ci aussitôt chez Jérôme, et ainsi de suite, de telle sorte que ce moyen est presque aussi prompt que la poste... Les affiliés ont un budget énorme; le plus pauvre donne 25 centimes par mois; les autres 1 franc; jamais le paiement ne fait défaut...

Le 11 octobre, Féart communique cette lettre au Ministre de la Police. Il en prend texte pour se plaindre qu'on ait retiré d'Auch la garnison d'infanterie. Certes les socialistes sont moins nombreux que ne l'affirme l'auteur de la lettre anonyme; mais l'insurrection peut recruter encore dans le Gers un contingent redoutable :

En décembre dernier, l'absence de quelques compagnies d'infanterie à Auch a failli tout compromettre. L'infanterie eût gardé la ville alors que la cavalerie eût rétabli l'ordre dans le département. Il n'est resté à Auch que 100 hommes environ, et c'est par miracle que le chef-lieu du département n'a pas été pris et pillé.

Je suis très loin de méconnaître tous les progrès accomplis depuis cette époque... Mais les socialistes, qui malheureusement se sont comptés en décembre, savent parfaitement que l'absence d'infanterie à Auch ne permettrait pas, le cas échéant, d'utiliser la cavalerie pour le département. Ils savent que cette cavalerie serait nécessaire à Auch. Ils en prennent plus d'audace et ils pourraient tenter d'intimider à nouveau des populations incomplètement protégées.

Je désirerais qu'il vous parût opportun d'insister auprès du

Ministre de la Guerre pour qu'il accorde, sinon un bataillon, au moins quelques compagnies d'infanterie.

Je ne connais aucun moyen plus efficace pour neutraliser dans le Gers la propagande que recommencent les socialistes. Je n'en connais pas de meilleur pour mettre l'autorité en mesure de faire dans ce pays des démonstrations militaires qui, au cas d'une crise, pourraient seules prévenir de nouveaux malheurs. Un bataillon était caserné à Auch dans ces derniers temps. Il est facile de caserner quelques compagnies.

Le même jour le préfet prie le ministre de l'Intérieur d'appuyer auprès du ministre de la Guerre sa demande de quelques compagnies d'infanterie :

La situation du département reste fort satisfaisante, mais aujourd'hui que l'autorité a reconquis son influence normale, l'administration ne saurait trop se préoccuper de maintenir cet état de choses, en arrêtant, dès le principe, par voie d'intimidation, sinon par voie de répression, les nouvelles tentatives de propagande socialiste des trois cantons de Montesquiou, Miélan et Vic-Fezensac.

Mais le préfet n'obtint pas le renfort demandé : le ministre de la Guerre lui objecta la réduction de l'effectif par suite du renvoi de la classe de 1845 (1).

*

Pour renforcer la hiérarchie et la discipline des fonctionnaires, pour « reconstituer l'autorité à tous les degrés, dans toute sa force et dans tout son prestige », un décret du 1^{er} mars imposait un costume officiel « aux fonctionnaires de l'ordre administratif » dans les cérémonies publiques et « toutes les fois que l'exercice de leurs fonctions peut rendre nécessaire ce signe distinctif de leur autorité ».

Le 11 avril, Féart adressait aux maires une circulaire relative au costume officiel. Il citait cet extrait de l'exposé des motifs du décret du 1^{er} mars :

Le costume est à la fois dans les lois et dans les mœurs de ce pays. Il n'a rien de contraire au principe de l'égalité, puisqu'il

(1) Arch. nat. *F 1/C III Gers 11*. — Préfet à Intérieur et à Police, 11 oct.; Intérieur à préfet, 4 nov.; copie de la lettre anonyme.

sert à indiquer des dignités ou des fonctions auxquels tous les citoyens sont également admissibles. Il ajoute à la responsabilité de ceux qui le portent, commande le respect, rehausse la dignité des fonctions, et contribue à déterminer les degrés de la hiérarchie administrative. Dans les jours de désorganisation administrative qui ont suivi les événements de Février, les préfets, les sous-préfets, les maires, trop souvent disposés à effacer leur caractère public devant un faux esprit d'égalité, se sont abstenus du costume, et cet abandon des insignes de leurs fonctions a peut-être contribué plus qu'on ne pense à la déconsidération des agents du pouvoir, en même temps qu'à l'affaiblissement de l'autorité gouvernementale...

Le port du costume officiel n'était pas obligatoire pour les maires et adjoints des communes rurales. L'écharpe tricolore était toujours le signe distinctif de l'autorité municipale. Mais le préfet les engageait à se procurer et à revêtir cet habit réglementaire afin de rehausser leur autorité.

Ce costume était ainsi réglé : pour les maires, habit bleu et argent, branche d'olivier au collet, parements et taille, baguette au bord de l'habit, gilet blanc, chapeau français à plumes noires, ganse brodée en argent, écharpe tricolore avec grandes franges d'or; pour les adjoints, coins brodés au collet, parements, taille et baguette, écharpe tricolore à franges d'or.

Des modèles de ces uniformes étaient déposés à la préfecture et aux sous-préfets pour être communiqués aux maires et adjoints (1).

La prestation du serment, imposé par la Constitution à tous les fonctionnaires (2), fut une occasion pour les thuriféraires officiels de recommencer l'apologie du coup d'Etat et le panégyrique du Président, de vanter les bienfaits du nouveau gouvernement, de proclamer à nouveau la nécessité de maintenir groupées autour du Prince, du « sauveur », toutes les forces de défense sociale. Tous les élus, tous les fonctionnaires du Gers prêtèrent le serment.

Le conseiller Joly, délégué par la cour d'Appel pour recevoir les serments dans l'arrondissement d'Auch, avait convoqué pour le lundi 26 avril, à 11 heures, dans la salle du premier étage du Palais de Justice, toutes les autorités

(1) *Recueil des actes adm.*, 1852.

(2) *Moniteur*, 29 avril. — Décret du 28 avril.

civiles et militaires, les chefs de corps, les magistrats les officiers ministériels. Le vicaire-général de Belloc célébra la messe.

Joly prononça un discours :

N'oublions pas, Messieurs, dit-il, que tous les périls ne sont pas conjurés. Les mauvaises passions sont comprimées, non éteintes. Elles résisteront peut-être à la conciliation, elles ne résisteront pas au sentiment de leur impuissance. Maintenons donc, pour les combattre, entre tous les pouvoirs de la société l'accord parfait dont la présence dans cette enceinte des représentants les plus élevés de l'administration, du sacerdoce et de notre brave et glorieuse armée est le gage assuré...

La formule du serment : *Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Président*, fut lue pour chaque catégorie de fonctionnaires. Chaque fonctionnaire leva la main et dit : *Je le jure !*

Dans chaque canton, les instituteurs prêtèrent serment devant le juge de paix. Celui de Vic exhorta les instituteurs à « inspirer à leurs élèves le respect de la religion, des parents et du Prince, chef de l'Etat ».

Les conseillers généraux au passé légitimiste prêtèrent serment, et le *Courrier* les félicita de « cet acte de patriotisme » (1).

II

La suppression de l'état de siège n'a pas relâché la compression. Le préfet redouble de vigilance. La surveillance s'exerce toujours sur les cafés, le colportage, la vente des poudres, sur les menées « démagogiques », sur la franc maçonnerie, sur les condamnés politiques assujettis à la surveillance, sur les fonctionnaires.

Dans une circulaire, le préfet dénie aux maires le droit d'autoriser l'ouverture de nouveaux débits ou la réouverture des auberges et cabarets interdits; il se réserve ces

(1) *Courrier*, 28 avril, 18 et 27 mai 52.

autorisations; les autorisations irrégulières doivent être retirées.

Aux termes de la circulaire du 10 janvier, il m'appartient exclusivement d'accorder les permissions dont il s'agit et je suis disposé à n'user de ce droit qu'en faveur de pétitionnaires qui présenteront toutes les garanties désirables par leurs antécédents et par leur moralité. Les mesures prescrites pendant l'état de siège à l'égard des lieux publics sont maintenues (cir. du 7 avril courant) et il ne peut y être dérogé qu'en vertu d'autorisations nouvelles et spéciales délivrées par moi ou revêtues de mon autorisation (art. 3 du Décret du 29 déc. 51). Tout individu, qui ouvrira un café cabaret ou débit de boisson à consommer sur place, sans autorisation spéciale ou contrairement à un arrêté de fermeture pris en vertu de l'art. précédent, sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels et puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois (1).

Le commissaire d'Auch, Paugon, signale certains cafés ou auberges de Barran comme le rendez-vous des républicains.

Que se passe-t-il dans les communes dépourvues de surveillance ? Je ne sais trop. Je dois vous signaler comme couvant un foyer de désordres Barran. Bien souvent, le dimanche surtout et à des heures fort avancées de la nuit, dans certaines auberges ou cafés, certains socialistes s'y trouvent, y tapagent, y politiquent et y chantent des choses telles que *La Marseillaise*, tout au moins... Barran est un arbre à mauvaises racines qu'il faudrait couper; quelques bonnes poursuites seraient d'excellents ciseaux... (2)

Voici un document fort suggestif sur les précautions de l'administration contre les cafés ou cafetiers suspects. Le café-brasserie de Dubouch, à la Patte d'Oie, avait été interdit le 6 décembre 51, comme « le rendez-vous d'hommes exaltés ». Le commissaire notait ainsi l'établissement : *socialiste; beaucoup de politique détestable; espèce de club*. Pour obtenir la réouverture de son café, Dubouch, « rouge socialiste », inquiété un moment par la Commission mixte, dut souscrire l'engagement suivant :

Je soussigné, Philippe Dubouch, brasseur à Auch, déclare, si M. le Préfet veut bien m'autoriser à la réouverture de mon café,

(1) *Courrier*, 29 avril 52.

(2) Arch. du Gers. *Com. de police*, 1852. — Rapport de Paugon, 18 juin 52.

m'engager à rester complètement étranger à la politique, à ne pas souffrir que dans mon établissement il en soit question, moins encore de la politique d'opposition; déclarant en outre m'incliner devant le dernier vote de la nation en faveur du Prince-Président de la République. — Je souscris pour un abonnement pour 6 mois à partir du 1^{er} juillet 1852 au *Courrier du Gers*. Auch, 27 juin 1852.

DUBOUCH.

De mai à décembre, 7 cafés ou auberges ont été interdits par des arrêtés préfectoraux : Le cabaret de Vincent, dit Laverdure, dans le quartier de la Treille à Auch, « rendez-vous d'hommes suspects »; — le café Prade et l'auberge Carrière à Fleurance (arrêté du 18 juin); — le cabaret Latour, dans le quartier de la Treille, à Auch (20 juillet); — les cabarets Rion, au forail, et Coutain, au quartier Saint-Pierre, à Auch, le cabaret de Noguès, à Estang (octobre 52) (1).

*
* *

La vente de la poudre est toujours rigoureusement réglementée. Le 29 avril, le préfet écrivait aux maires :

Quelques débitants de poudre se croient autorisés depuis la levée de l'état de siège à délivrer des poudres sans exiger la production de bons revêtus de la signature des autorités compétentes. Toute nouvelle infraction aux dispositions qui prescrivent de ne délivrer la poudre que sur un bon du maire, visé par le sous-préfet de l'arrondissement ou par nous pour l'arrondissement d'Auch, sera puni à l'avenir par le retrait de la commission des débitants, sans préjudice des autres peines prévues par la loi (2).

*
* *

La propagande « démagogique » par le colportage préoccupait toujours le gouvernement. Le ministre de la Police Maupas en estimait insuffisante la surveillance. L'autorisation administrative et le catalogue signé par le préfet étaient des moyens de contrôle inefficaces : dans les campagnes les maires négligeaient, comme une opération

(1) *Courrier*, 1^{er} mai, 27 juillet, 9 oct. 52.

(2) *Ibid.*, 29 avril.

trop compliquée, la comparaison du titre des ouvrages renfermés dans la balle du colporteur avec les énonciations du catalogue visé par le préfet. Cette vérification était donc souvent omise ou incomplète. Maupas imagina de frapper d'une estampille tout ouvrage — écrit ou gravure — destiné à la vente pour colportage. L'estampillage se faisait, soit au ministère de la Police où les livres et gravures étaient revêtus d'un timbre bleu qui tenait lieu de permis de vente dans toute la France, soit à la préfecture où ils étaient frappés d'un timbre rouge qui autorisait la vente dans le département. L'examen de l'estampille était un procédé de contrôle simple, rapide et sûr.

Dans sa circulaire du 16 octobre 1852, le préfet envoie aux maires, commissaires de police et commandants de gendarmerie, l'empreinte du timbre rouge spécial à la préfecture du Gers. Par un simple rapprochement, il se convaincront aisément de l'authenticité ou de la fausseté de l'estampille que revêtent les ouvrages des colporteurs. Tout écrit, livre ou emblème qui ne portera pas le timbre bleu du ministère de la Police ou le timbre rouge de la préfecture devra être saisi; le colporteur sera conduit devant le sous-préfet ou le préfet, et sa balle entière sera mise « en lieu sûr » (1).

Le préfet était tenu d'envoyer régulièrement à Maupas les informations recueillies sur les colporteurs et un état mensuel des autorisations accordées (2).

*
**

En août 52, le ministre de la Police, signale aux Préfets que depuis quelque temps la franc-maçonnerie « semble vouloir se transformer en moyen de propagande et présenter une organisation révolutionnaire ». Il désire connaître le nombre la composition, l'esprit et l'influence des loges dans le département.

(1) *Rec. des actes adm.*, 1852, n° 45. — Circ. du 16 oct. 52. — *Courrier*, 10 août 52. — Cf. Maupas. *Mémoires sur le Second Empire*.

Le sous-préfet de Lectoure déclare que son arrondissement n'a qu'une seule loge de 29 membres. Le Président en est Lasserre, riche propriétaire, fils d'un officier retraité de l'armée impériale. Lerat Gustave, 1^{er} clerc d'avoué à Paris, est son député au Grand-Orient. On ne s'y occupe pas de politique.

Les hommes qui la dirigent, président, secrétaire et trésorier, sont animés d'un bon esprit. Depuis le 2 décembre, il n'y a eu que deux réunions et le peu de zèle des membres fait penser que la loge est en décadence et tombe.

Le sous-préfet tient ces renseignements de 3 membres, dont l'un est adjoint au maire de Lectoure et l'autre conseiller municipal. Ils cesseront de faire partie de la loge dès qu'il « s'y manifestera quelque hostilité envers le Gouvernement. »

A Condom, la loge maçonnique, interdite par arrêté du 15 avril 51, n'a pas été rouverte. Les membres sont dispersés; beaucoup ont été condamnés par la Commission mixte. Les autres vivent à l'écart de la politique. L'administration peut même compter sur le concours de quelques-uns.

La loge de Mirande est présidée par Burot, maire de la ville. Il n'y a pas de loges dans l'arrondissement de Lombez.

En résumé, les deux loges du département « sont animées d'un esprit favorable au Gouvernement » (1).



L'épuration des fonctionnaires et des employés continue.

Le commissaire d'Auch affirme au préfet que les employés de l'octroi sont des républicains, parce qu'ils ont refusé de fournir des renseignements politiques.

« Sur 11, 9 sont mauvais », écrit en avril le commissaire. D., eût pu fournir des renseignements précieux le 4 décembre ». Interrogé par le Commissaire, il ne voulut rien dénoncer. Le com-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat. M 14.* — Circ. du min. de la Police, 19 août 52; préfet aux sous-préfets, 1^{er} sept.; sous-préfets à préfet, 6 sept.; préfet à min. de la Police, 15 sept. 52.

missaire en conclut qu'il est « républicain socialiste »; « les employés d'octroi pourraient être d'excellents auxiliaires de la police; mais on ne peut pas compter sur eux » (1).

En août, les employés d'octroi ont été signalés à nouveau par Bacqué, agent d'affaires à Auch, comme tenant « depuis longtemps et publiquement des propos hostiles au Prince-Président ». Le ministre de l'Intérieur invite le préfet à vérifier l'exactitude de cette dénonciation et, si elle est fondée, à suspendre ou révoquer les agents coupables (2).

Deux arrêtés du 1^{er} et du 18 juin retirent leurs commissions, à Cahuzac, Despax, Blot et Blason, débitants de tabac à Sauveterre, Laymont, Mas d'Auvignon et Nougaret.

*
**

Les conversations dans les cafés ou auberges sont surveillées, dénoncées, poursuivies. Un jeune homme de Nogaro, Samaran Joseph, est inculqué « d'avoir dans le courant de juin proféré publiquement à Nogaro des cris séditieux ». Il avoue qu'il a été affilié par Arnould, l'*homme rouge*, en compagnie des deux frères Cassagne, ferblantiers, à une société secrète, dans une réunion chez le maçon Pierre, à Nogaro. De plus, trois témoins — un cultivateur, un marchand de chiens, un chevrier — ont déclaré que Samaran avait tenu les propos suivants dans l'auberge Lacomme : *Cassagnac est un voleur et une canaille; le 2 décembre l'a sauvé de la prison*. Le marchand de chiens, Lacroute, ayant déclaré que Brana, tisserand à Sauboire, était un ambitieux et voulait devenir percepteur des contributions à Manciet, Samaran avait répliqué qu'il aimerait mieux être déporté comme Brana qu'occuper un emploi public, qu'il ne voudrait pas être préfet pour 50.000 francs

(1) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.*, 53. — Com. de pol. à préfet, 23 avril 52.

(2) Arch. nat. F 1/C III Gers 11. — Intérieur à Préfet, 4 août 52.

(3) *Courrier*, 1^{er} et 22 juin 52.

par jour, qu'il souhaitait que « le 2 décembre fit manger de la paille » à ses défenseurs. Samaran reconnaît avoir injurié Cassagnac et il le regretta; il affirma que les autres propos avaient été inexactement rapportés. Le 13 août, le tribunal de Condom relaxa Samaran par un non-lieu (1).

*
**

La chasse aux condamnés politiques fugitifs et les dénonciations contre les insurgés continuent après l'état de siège.

D'avril à décembre, une quinzaine de « contumaces », Algérie *plus* et *moins* furent arrêtés ou se constituèrent, et furent expédiés en Algérie (2).

Dabadie, coutelier à Viella, (A +), s'est caché au lendemain de l'insurrection. Il faisait vivre par son travail une nombreuse famille : une femme, cinq jeunes enfants, deux neveux orphelins, et une vieille mère de 72 ans, que son absence a « presque réduits à tendre la main ». Il se hasarde bientôt à rentrer chez lui pour travailler tous les jours, sauf le mercredi, jour de marché à Viella. Le juge de paix signale au préfet l'inertie des gendarmes et l'audace de cet insurgé, « qui ne prend même plus la peine de se cacher ». Le 20 avril, informé de la présence de Dabadie, la brigade se poste en embuscade à l'entrée du bourg. Le gendarme Dambielle s'est chargé d'aller chez Dabadie pour le surprendre et l'arrêter. Il est convenu que, s'il n'a rejoint la brigade dans une demi-heure, les gendarmes iront lui prêter main forte. Dambielle déguisé s'introduit chez Dabadie qui le reconnaît. Il le somme de le suivre sur-le-champ, et comme Dambielle fait des difficultés, il l'ajuste avec ses pistolets. Quelques voisins sont accourus et menacent de barrer le chemin au gendarme. Dambielle leur déclare aussitôt que, s'ils ne s'écartent pas ou ten-

(1) Arch. du Gers. *U Annexes des greffes*. — Trib. corr. de Condom. Contre Samaran. Com. rogat.; mandat de comparution; dépositions; ordon. de non-lieu, 13 août 52.

(2) Voir plus haut, pp. 333-335.

tent de le frapper, il fera feu. Son attitude énergique impose et il peut ramener son prisonnier à la brigade toujours embusquée. Dabadie fut embarqué à Cette pour l'Algérie, le 30 juin 52.

Un mégissier de Vic-Fezensac, entièrement illettré, Chabrière (+) se cache depuis le 8 décembre. Sa fille, âgée de 20 ans, qui « s'était résolument posée en héroïne socialiste », connaît seule sa cachette, assez éloignée de Vic. Durant les mois d'hiver, « martyre de la piété filiale », elle a couru presque toutes les nuits pour porter des vivres à son père. Chabrière est présenté par le juge de paix, le maire et l'avocat Bories comme un excellent ouvrier que les tracasseries d'un riche propriétaire, de Rivière, ont jeté dans le camp républicain. Il est arrêté en avril. Bories, son avocat dans les trois procès intentés par de Rivière, le recommande au préfet pour une commutation. — Bartharès (A —), cultivateur au Castéra-Verduzan, a longtemps échappé aux recherches des gendarmes. Mais un voisin, acharné à le perdre, les a mis sur sa piste : dans la journée, Bartharès travaille à la maison ou aux champs; la nuit, il s'éloigne. Sur une réquisition du préfet, le brigadier de Jegun, assisté de 3 gendarmes et du garde-champêtre, se rend chez Bartharès et demande au père où est son fils. Bartharès répond qu'il n'a pas reparu depuis longtemps et il affirme ignorer l'endroit où il se cache. Les gendarmes explorent minutieusement la maison. Ils aperçoivent le fils Bartharès qui travaille dans un champ et s'enfuit à leur approche. Ils le rejoignent bientôt dans un terrain labouré, l'arrêtent et le dirigent sur Auch.

Un jeune menuisier de 21 ans, Lasserre Pierre (A —), de Miramont, fut arrêté le 22 juin, sur un ordre du préfet, et transporté, malgré les renseignements très favorables du maire et du curé (1). A cette occasion, le procureur Chevert révéla au préfet une méprise du juge d'instruction de Mirande qui avait mis au compte de Lasserre Baptiste, de

(1) M 15. *Dossiers de Lasserre*. — Certificats du maire et du curé, 12 juillet 52; Chevert à préfet, 14 juillet 52.

Mirande, la déposition faite contre son cousin Lasserre Pierre, de Miramont, et la Commission mixte statua sur Lasserre Baptiste qui fut classé *Algérie plus*. La mère de Baptiste signala au procureur l'erreur commise au détriment de son fils détenu depuis deux mois. Chevert convoqua les deux ou trois témoins qui avaient déposé contre le menuisier de Miramont; il les envoya ensuite au sous-préfet en le priant de retenir Lasserre Baptiste désigné pour la transportation en Algérie, afin de permettre à la Commission mixte de statuer à nouveau sur lui. Mais le sous-préfet oublia ou négligea cette affaire et Lasserre Baptiste partit pour l'Algérie. D'ailleurs, concluait Chevert, Lasserre Baptiste, « avait pris sa part à l'insurrection » et « valait moins que son cousin de Miramont... un jeune, étourdi ».

Le sous-préfet de Condom recherche avec ardeur les insurgés « contumaces », qui se cachent dans le pays. Il stimule le zèle des gendarmes. Il apprend par une dénonciation que Loubère (A +), l'ancien adjoint de Saint-Paul de Baise, a reparu à son domicile et proféré des menaces contre le maire et les autorités. Il lance aussitôt les gendarmes sur sa piste, et Loubère, arrêté le 7 juillet, a été dirigé sur Auch. Le sous-préfet entrevoit une capture plus précieuse : Arnoult (A +), « l'homme rouge », l'effroi de la police et le cauchemar de l'administration, a reparu dans l'Armagnac, fin juin, errant dans la campagne entre Nogaro, Manciet et Cazaubon, déguisé en chiffonnier. Il gîte chez des « frères et amis ». A l'aide de quelques maires et facteurs ruraux « dévoués et sûrs », le sous-préfet a organisé une surveillance discrète pour découvrir la retraite de cet insurgé « très rusé, très fort, armé jusqu'aux dents » et bien résolu à résister aux gendarmes. Deux ou trois agents secrets seraient fort utiles; mais le préfet ne dispose pas de fonds de police pour les payer et le sous-préfet a déjà consenti pour des recherches policières des avances qui ne lui ont jamais été remboursées. Mais, bien tôt, le sous-préfet croit avoir trouvé un auxiliaire impré-

vu : Dugoujon, le compagnon d'Arnould, « vagabonde » dans le pays et est arrêté par les gendarmes d'Eauze, le 19 juillet. Avant de le diriger sur Auch, le sous-préfet le garde à Condom pour le faire « moutonner » et connaître par lui la retraite d'Arnould. Il apprend ce qu'il soupçonne : Arnould est repassé en Espagne (1).

Duffau Pierre, garçon meunier de 56 ans, à Miramont, s'était caché et avait été oublié pendant deux mois. Il fut dénoncé et arrêté le 5 avril, par ordre du procureur Chevert. Son affaire fut instruite et 9 témoins furent entendus. D'après l'information, il aurait tenu des propos sanguinaires. Il parlait d'exterminer les riches, chantait des chansons « séditionnelles », était la terreur du meunier son patron, qui n'osait pas le renvoyer. A l'insurrection, armé d'un sabre et d'un fusil, il répétait qu'il *fallait se défendre jusqu'à la dernière goutte de sang*. Plus tard, il aurait déclaré que, *si un gendarme essayait de l'arrêter, il lui passerait le couteau dans le ventre*; il regrettait de n'avoir pas su *mettre la tête d'un gendarme sous une enclume pour l'écraser d'un coup de marteau*. Traduit devant le tribunal correctionnel, il bénéficia d'une ordonnance de non-lieu du 15 juillet : les juges admirent la réalité des propos « sanguinaires, subversifs, irréligieux, obscènes »; mais les propos avaient été proférés et leur auteur avait été arrêté sous l'état de siège; et, de ce fait, le tribunal se déclarait incompétent. Toutefois, Duffau fut maintenu en prison, à la disposition de l'autorité administrative ou militaire, en vue d'une mesure ou d'une décision. Il fut placé sous la surveillance de la police (2).

Après les élections municipales, le préfet, furieux de l'hostilité manifestée dans certaines communes, interna par représailles 5 républicains (3).

(1) Gers. C. d'Etat. M 15. — Dossiers d'Arnould et de Dugoujon. — Sous-préfet au préfet, 8 et 21 juillet; préfet à sous-préfet, 14 juillet.

(2) Arch. du Gers. M 15. C. d'Etat, 51. — Dossier de Duffau : Chevert à préfet, 30 avril; ordonnance de non-lieu, 15 juillet; Police à préfet, 24 juillet 52.

(3) Voir plus loin, pp. 431-434.

*
**

Les républicains frappés de mesures de sûreté et admis à séjourner dans le Gers sont surveillés avec une vigilance inquiète, soupçonneuse, méthodique par le préfet, les sous-préfets, maires et commissaires.

En mars et avril, une trentaine d'insurgés, principalement du Lot-et-Garonne, ont été internés dans le Gers.

Par suite de commutations de mesures de sûreté, plus de 150 insurgés gersois, frappés par la Commission mixte, en fuite ou transportés en Algérie, seront assujettis à la surveillance dans leurs communes, de mars à décembre 52 (1).

Pour « empêcher des communications qui pourraient favoriser les complots contre la sûreté de l'Etat ou des manœuvres de nature à compromettre la tranquillité publique », — « pour empêcher le retour de toute tentative de désordre et mettre fin à toute propagande contraire aux intérêts du Gouvernement et du Pays, — pour protéger « tous les honnêtes gens » et surtout « les populations rurales contre les intimidations des affiliés aux sociétés secrètes », préserver les insurgés « simplement égarés » des fréquentations et entraînements dangereux, le gouvernement a voulu qu'internés et transportés grâciés soient « suivis et continuellement observés ». A cet effet, il a organisé une surveillance rigoureuse, constante, minutieuse. Par le décret du 8 décembre 51, il a appliqué aux condamnés politiques la surveillance légale des condamnés de droit commun libérés : interdiction de quitter la commune de leur domicile sans autorisation.

Le 14 avril, le préfet Féart expose aux sous-préfets et aux maires les obligations des internés et surveillés politiques : se présenter toutes les semaines, à jour et heure fixes devant le maire apposer, leur signature, ou une croix, s'ils ne savent pas signer, sur un registre spécial; ne

(1) Voir le chapitre suivant.

s'absenter, même momentanément, de la commune, sans indiquer au maire le lieu où ils vont et lui rendre compte au retour de l'emploi de leur temps pendant leur absence; pour changer de résidence, ils devront obtenir l'autorisation du gouvernement par l'intermédiaire du préfet. Les maires sont tenus d'établir un contrôle signalétique de tous les assujettis à la surveillance. Ils doivent les avertir que l'administration peut les interner dans une autre commune en raison de leur conduite; que, s'ils quittent la commune sans autorisation, ils s'exposent à être transportés dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie. Les maires signaleront tous ceux dont la conduite est « une cause d'inquiétude ». Adressée aux sous-préfets, toute demande de déplacement doit être motivée, indiquer « le lieu de destination, la cause et le dispositif de la condamnation, les inconvénients et les avantages que pourrait offrir le déplacement ». Sur la proposition du maire, le préfet, par décision individuelle, « peut atténuer la rigueur de cette surveillance ». Les assujettis devront aviser les maires de toutes leurs absences et, après leur retour, de l'emploi de leur temps. Le préfet se réserve de délivrer et de viser les passeports et tous les permis de circuler à l'intérieur du département. Les maires enverront au sous-préfet et à la gendarmerie le signalement des assujettis disparus sans autorisation et l'indication du lieu présumé de leur retraite; ils y joindront la liste et le signalement des assujettis qui séjourneraient dans leurs communes sans autorisation.

Seul, le ministre de la Police autorise les internés politiques à séjourner dans le département où ils ont été frappés par la Commission mixte. Une telle demande ouvre une série d'avis et d'informations et le déplacement est soumis à un incessant et minutieux contrôle. La demande doit être motivée par une affaire dont l'urgence est constatée : en conséquence, le pétitionnaire doit « énoncer la nature des affaires qui nécessitent sa présence dans sa famille et le temps nécessaire à leur règlement ». Si les

avis motivés du maire, du commissaire et du sous-préfet sont favorables, le préfet transmet et appuie la demande auprès du ministre de la Police, après avoir reçu de son collègue du département où se rend l'interné l'assurance qu'un tel séjour n'offre pas d'inconvénients. L'autorisation accordée, le préfet du Gers informe ce même collègue de la date d'arrivée de l'interné. A son tour, ce dernier alerte sous-préfet, commissaire et maire chargés de la surveillance de l'interné durant son congé. A son départ du Gers, l'interné reçoit un passeport ou sauf-conduit, portant indication de l'itinéraire et de la durée du congé, de l'obligation de le faire viser à l'arrivée dans le lieu de destination et au départ pour le Gers. Tout retard est aussitôt signalé à l'administration. Le passage d'internés, de surveillés politiques se rendant au lieu de leur congé ou de leur internement est signalé par le préfet qui a délivré le passeport à tous les préfets des départements compris dans l'itinéraire, afin qu'une surveillance active soit organisée. Tout retard à l'arrivée ou au départ est aussitôt signalé à l'administration. Durant son séjour, l'interné est étroitement surveillé et l'emploi de son temps minutieusement contrôlé (1).

Les républicains d'autres départements internés dans le Gers étaient ainsi répartis : 22 dans l'arrondissement de Condom, 5 à Auch et 3 ou 4 à Lectoure.

Voici la liste des 15 internés à Condom : Gimet Marie, avocat à Nérac; Montus Pierre, propriétaire; Catalan Henri, boulanger; Terrade François, tisserand; Combecave Jean, cultivateur; Boulet Jean, charpentier à Agen; Lamarque Jean, cultivateur à Barbasté; Séailles Pierre, tonnelier; Imbert Jacques, tisserand à Espiens; Lessence J.-B., prêtre, curé de Saint-Etienne (L.-et-G.); Darqué Jean, charron à Bruen; Bouchet Joseph, boulanger à Moncrabeau; Rigaud Amédée, clerc d'avoué; Drouilhet Joseph, avocat; Nolibé François, cordonnier à Bruels; Darodes Joseph, charpentier

(1) *Rec. des actes adm.*, 1853, n° 19. — Circ. de Féart, 14 avril 52 Arch. du Gers. C. d'Etat. M 11. — Circ. du 6 avril. — *Moniteur*, 16 avril. Circ. de Maupas.

à Nérac. — Buffendeau Jean et Pierre, métayers à Pompiéy, ont été internés à Courrensan, Pérès Jean à Fourcès; un poëlier de Lavardac, Molère Denis, à Dému; le métayer Bernet Jacques (de Montgaillard) à Montréal; le cordonnier Bonnet à Valence (1).

Tous ces internés sont du Lot-et-Garonne. La plupart travaillent. Toutefois le clerc d'avoué *Rigaud* n'a point trouvé d'emploi. — Le cordonnier *Bonnet*, n'a point de travail à Valence où les cordonniers sont nombreux. Sa conduite a d'abord été jugée favorablement et il demande à rentrer à Nérac où il retrouvera ses anciens clients. Mais en septembre 52, le sous-préfet de Condom informe le préfet que le repentir de Bonnet est une comédie : il a de nombreux parents à Valence où il s'est lié avec des « hommes hostiles au gouvernement ». De plus, il aurait tenu le propos suivant : *Dieu est juste, et, sans doute, un jour il réunira son troupeau*. Pour empêcher sa « propagande antisociale », il est interné à Auch en septembre. Grâcié en octobre, il n'est autorisé à séjourner que 2 jours à Valence pour règlement d'affaires (2). — Le boulanger *Bouchet*, interné à Condom, est un « socialiste exalté » et « mal noté ». Il a demandé à retourner dans son village de Moncrabeau pour 3 semaines, afin de recouvrer des créances de client négligents ou malhonnêtes. Le préfet estime que 15 jours lui suffiront. — Le charpentier Boulet, interné à Condom, est autorisé le 13 août par le ministre de la police à résider 15 jours à Agen. En raison de sa conduite, son internement est commué en surveillance et il retourne à Agen, en septembre 52 (3). — Interné à Condom, l'avocat Joseph Druillet « ne fréquente que la haute et bonne société », si l'on en croit une note du sous-préfet.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. *M* 11. — Liste dressée par le sous-préfet de Condom, 9 avril.

(2) *Ibid.* — Maire de Valence à sous-préfet, 5 mai; préfet à sous-préfet, 14 sept. 52.

(3) *Ibid.* — Préfet du L.-et-G. à préfet du Gers; préfet à sous-pr. de Condom, 31 août, et à préfet du L.-et-G., 17 sept. 52.

En raison de sa conduite et de ses relations avec les « hommes d'ordre », il est autorisé à passer deux mois à Biarritz; après quoi, il séjournera dans sa famille, du 4 septembre au 10 octobre 52 (1). — Le charron Darqué, interné à Condom, a sollicité un congé de 15 jours pour se rendre à Bruch (L.-et-G.); il obtient d'y prolonger son séjour jusqu'en février 53. — Le charpentier Darodes est autorisé à passer 3 ou 4 jours à Nérac (2). — Lessence J.-B., curé de Saint-Etienne (L.-et-G.) se plaint au préfet de ne pouvoir dire la messe; il lui demande l'autorisation d'aller la dire, le dimanche, à Artiguedieu, paroisse du Lot-et-Garonne, voisine de Condom :

Quoiqu'exilé, je n'ai jamais troublé l'ordre, je ne le troublerai jamais et, dans ces derniers temps, pas un symptôme d'agitation ne s'est montré dans ma paroisse où j'ai résidé près de 29 ans. J'ignore les griefs qui pèsent sur moi. A l'hôpital qui m'a servi de prison, j'avais tous les jours la consolation de dire la messe; je l'ai dite encore au grand séminaire d'Agen, la veille de mon arrivée à Condom. Ici, je n'ai pu avoir ce bonheur. Des lettres testimoniales de mon évêque, les témoignages les plus honorables pour moi de tout le clergé de Condom, rien ne m'a valu l'autorisation nécessaire de Mgr l'Archevêque d'Auch. Ce refus me fait une position exceptionnellement pénible. Pour la rendre supportable, M. le Préfet, j'implore la permission d'aller chaque dimanche pour en revenir le lundi, non dans mon ancienne paroisse d'où je suis éloigné de 80 kilomètres, mais à Artigues (L.-et-G.), paroisse limitrophe du département du Gers et de la commune même de Condom....

Le sous-préfet de Condom est d'avis qu'on accorde l'autorisation, Artiguedieu étant une « commune rurale de peu d'importance ». Le préfet donna satisfaction au curé Lessence, qui fut grâcié le 16 juin 52 (3).

En octobre 52, 6 internés de Condom et 2 internés de Courrensan (Eauze) — Jean et Pierre Buffendeau, Bouchet, Molère, Nolibé, Lamarque, Imbert, Darodes — seront pla-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 11*. — Drouilhet à sous-préfet, 21 avril; certificat médical, 12 juillet; préfet à sous-préfet, 24 juillet; sous-préfet à préfet, 30 juillet; préfet à préfet du L.-et-G., 17 sept. 52.

(2) *Ibid.* — Darqué à préfet, préfet à préfet du L.-et-G., 9 nov. 52.

(3) *Ibid.* — Lessence à préfet, 28 avril; sous-préfet de Condom à préfet, 29 avril; préfet à sous-préfet, 16 juin 52.

cés sous la surveillance et rentreront dans le Lot-et-Garonne. En février 1853, 8 autres bénéficieront de la même mesure (1).

Quatre républicains ont été internés à Auch : Dutreil, natif des Hautes-Pyrénées, Barbat, serrurier à Mezin (L.-et-G.), Barbet, tisserand à Sainte-Livrade (Gironde); Ailhau, ex-commissaire de police à Forcalquier. Ces 4 internés sont notés favorablement par le maire Soullier (2). Ailhau vit avec sa femme dans le plus complet dénuement. Le commissaire Paugon lui a donné 22 fr. 50 qu'il dit avoir empruntés. Ne trouvant point à gagner sa vie à Auch, Ailhau demande à se rendre à Nîmes. En décembre, le préfet lui délivre un passeport pour les Basses-Alpes (3).

Le serrurier Barbat exposait au préfet que « son établissement de Mézin, où il n'a laissé qu'un ouvrier peu capable, doit souffrir de son absence » : à son départ pour Auch, on lui a refusé 24 heures pour régler ses affaires. En conséquence, il demande à séjourner une huitaine à Mézin. Il est fait droit à sa demande (4). — Le tisserand Barbet désirait se rendre à Sainte-Livrade (Gironde) en raison d'une expropriation engagée contre lui. En août, il obtint un congé d'un mois.. — Le préfet n'appuyait auprès du ministre de la police que les demandes motivées par des affaires d'une urgence vérifiée. Aussi les internés étaient-ils tenus d'indiquer avec précision les affaires qui nécessitaient leur présence ou un congé d'une certaine durée, et dont le règlement ne pouvait être différé sans dommages. Ainsi, Buffendeau Pierre, interné à Courrensan s'est vu refuser un congé de 3 semaines pour aider ses parents à la moisson. Malgré l'avis favorable du maire

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 11*. — Pr. du L.-et-G. à pr. du Gers, 25 oct. et 12 fév. 53; pr. à sous-pr. de Condom, 17 février 53.

(2) *Ibid.* — Préfet à maire d'Auch, 26 oct.; maire à préfet, 5 nov.

(3) *Ibid.* — Commissaire à préfet, 9 juin; pr. à pr. du Gard, 5 juillet; pr. des Basses-Alpes à pr. du Gers, 30 nov.; pr. à maire d'Auch, 10 déc. 52.

(4) *Ibid.* — Barbat à préfet, 1^{er} mai; pr. à pr. du L.-et-G., 7 mai; pr. à maire d'Auch, 9 mai.

et du sous-préfet, le préfet n'a pas voulu transmettre cette demande que ne motivait pas une affaire urgente (1).

Les surveillés doivent notifier aux maires toutes leurs absences, même les plus courtes. A leur retour, ils rendent compte de l'emploi de leur temps. Une « mauvaise conduite », un éloignement de la commune sans l'autorisation du maire, une sortie hors du département sans l'autorisation du préfet exposent le surveillé politique soit à un internement dans une autre commune, soit à la transportation en Algérie.

Quelques condamnés politiques internés dans d'autres départements ont obtenu un congé pour une ville du Gers afin de voir leurs familles ou de régler quelques affaires. Le préfet alerte les sous-préfets, maires, commissaires et gendarmes afin de surveiller les relations, visites et propos du permissionnaire. Ainsi Pouy, interné dans le Lot-et-Garonne, est autorisé à passer 8 jours en mai dans sa famille, à Jegun. Pouy n'a vu que ses parents, déclare le maire au préfet; il a vivement regretté sa conduite en décembre. — Delpech, avocat d'Agen, interné dans les Basses-Pyrénées, séjourne durant le mois d'octobre dans une de ses propriétés de Lectoure. A la requête du procureur général, sa femme a été autorisée par le préfet du Gers à rejoindre son mari qui est grâcié presque aussitôt. — Le 6 avril, l'inspecteur général de police, résidant à Bordeaux, avertissait le préfet du Gers qu'un tisserand du Lot-et-Garonne, Soumarède, était autorisé à se rendre à Lassauvetat et l'invitait à exercer la surveillance prescrite (2).

En octobre, le préfet du Gers s'élève contre le relâchement de la surveillance. Dans une circulaire aux sous-préfets, maires, commandant de la gendarmerie et commis-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat. M 11.* — Buffendeau à préfet, 30 juillet; pr. à sous-pr. de Condom. 10 août 52.

(2) *Ibid.* — Préfet à maire de Jegun et maire à préfet, 18, 24 mai 52; — Inspecteur général à préfet, 6 avril.

saires, Féart se plaint que le décret du 8 décembre et sa circulaire du 14 avril n'aient pas été appliqués avec « la suite et l'exactitude nécessaires », qu'ils soient restés « lettre morte » : les déplacements des surveillés sont aussi fréquents qu'avant le décret du 8 décembre 51. Pour mettre fin à ce « vagabondage », il rappelle que le ministre de la police, par une circulaire du 1^{er} septembre, a réservé au préfet le droit de délivrer et de viser les passeports et tous les permis de circuler à l'intérieur du département. Pour chaque demande de changement de résidence, maires, commissaires, sous-préfets doivent s'assurer que le surveillé ne cherche qu'à se procurer le travail qui lui fait défaut dans sa résidence actuelle. A la demande, ils joindront leur avis motivé (1). Internés et surveillés négligent souvent de rentrer dans le lieu d'internement ou de surveillance à l'expiration de leur sursis. Certains prolongent leur congé sans demander un sursis. Cette « faveur apparente, généralement peu justifiée par la valeur morale et politique de ceux qui s'affranchissent sans droit de la surveillance », inquiète l'opinion. Il ne faut plus tolérer ces abus (2).

A la veille du renouvellement des conseils locaux, le procureur général d'Agen, informé par ses substituts, déclarait fort satisfaisante la situation « morale et politique » du ressort. Les populations rurales, « infectées de socialisme », sont revenues « aux idées saines et honnêtes » : paysans et artisans des villes « ont repris peu à peu leurs anciennes habitudes de travail et d'assiduité aux offices religieux », grâce à la répression qui a désorganisé les sociétés secrètes et châtié les meneurs et propagandistes « rouges ». « La renaissance du crédit et l'écoulement des produits du sol » attachent au gouvernement la masse des paysans. Toutefois « l'épreuve » des élections départe-

(1) *Rec. des actes adm.*, 1852, n^{os} 19, 39, 49. — *Moniteur*, 5 sept. 52. — *Circ. de Maupas*.

(2) *Ibid.*, n^o 39.

mentales et communales « est redouté par quelques bons esprits » :

... Ils craignent, écrit le procureur général, qu'à cette occasion, on ne voie revivre les divisions qui avaient paru s'éteindre si facilement après les événements de décembre, et que les passions locales ne soient excitées à un haut degré. Ce sera peut-être encore dans beaucoup de communes la guerre des artisans contre la bourgeoisie. Je prescris la plus grande surveillance à mes subordonnés... (1)

III

Avant le renouvellement des conseils municipaux, généraux et d'arrondissement, le gouvernement voulut régler par une loi la désignation des maires et adjoints.

Sous la Législative, en raison des fréquents conflits entre l'administration et les maires, en vue d'une compression politique plus efficace, le préfet et les magistrats consultés avaient unanimement préconisé la nomination des maires et adjoints par le gouvernement, c'est-à-dire le retour à la loi de 1831. Par défiance ou hostilité envers le Président, la majorité avait repoussé un pareil système et maintenu l'élection du maire par le conseil municipal. Mais au coup d'Etat, Morny avait autorisé et invité les préfets à révoquer les maires et adjoints hostiles ou douteux, à dissoudre les municipalités indociles et à les remplacer par des commissions provisoires nommées par eux. Dans le Gers, l'épuration des mairies s'était poursuivie sans trêve durant l'état de siège. Enfin, la loi du 7 juillet 1852 avait définitivement rétabli la nomination des maires par le gouvernement : le Président de la République nommait les maires et adjoints dans les chefs-lieux d'arrondissement et dans les villes de plus de 3.000 habitants; le préfet nommait ceux des autres communes. Maires et adjoints pouvaient être choisis en dehors des con-

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du p. g. d'Agen, 1^{er} juillet 52.

seillers élus. Dès le 19 juin, *Le Courrier* indiquait bien l'esprit de la nouvelle loi :

Le projet de loi a voulu conserver au pays ses prérogatives en lui laissant le choix de ses mandataires. Il assure au pouvoir des garanties qui peuvent tempérer les entraînements de l'opinion et dompter les résistances et les hostilités. Le peuple élit des mandataires; le pouvoir nomme ses agents : c'est net, c'est logique.

Ainsi les maires ne seront plus les représentants de leurs concitoyens, mais les simples agents de l'administration. Avec les juges de paix devenus les correspondants et informateurs politiques du préfet, ils seront les agents zélés de la répression et les soutiens les plus actifs de la candidature officielle. Grâce à eux, l'impulsion gouvernementale ou administrative sera transmise aux moindres communes.



Pour assurer le succès de ses candidats aux élections cantonales, le gouvernement estima que la nomination des maires et adjoints devait précéder les scrutins du 30 juillet et du 31 août. Dans le Gers, un arrêté préfectoral du 15 juillet désignait les maires et adjoints de toutes les communes ayant moins de 3.000 habitants. Les 14 et 15 juillet, le préfet envoyait au ministre sa liste de propositions triples du nombre des maires et adjoints à nommer dans les 10 villes du Gers, chefs-lieux d'arrondissement ou comptant plus de 3.000 habitants : Auch, Gimont, Vic-Fezensac, Condom, Eauze, Lectoure, Fleurance, Lombez, l'Isle-Jourdain Mirande. La liste contient 81 noms, le préfet n'ayant présenté que 3 candidats pour Mirande, et Lombez n'ayant droit qu'à un adjoint. Tous ces candidats sont de condition aisée, des petits bourgeois : propriétaires, notaires, avoués, avocats, docteurs, vétérinaires, pharmaciens, anciens militaires. Le gouvernement a voulu capter l'autorité et l'influence que confèrent la fortune, la grande propriété et les professions libérales. Sur sa liste, le préfet a eu soin de noter et de motiver ses préférences.

Le ministre a reçu avis que Soullier, maire d'Auch, proposé par le préfet, avait eu une « conduite assez indécise » au 4 décembre : après avoir promis son concours aux autorités, il avait démissionné en prétextant la violation de la Constitution; il n'avait adopté une « attitude décidée contre l'émeute » que sur les démarches multipliées et pressantes du préfet de Magnitot. En raison de ce grief, le ministre envoie au préfet Féart le décret de nomination de Soullier, avec faculté de le déchirer, s'il le juge à propos (1). Mais Féart demande le maintien de Soullier à la mairie :

Il ne pourrait être remplacé sans de graves inconvénients. Le parti orléaniste exploiterait comme un succès l'éloignement du maire actuel, M. Soullier, qui m'a prêté le concours le plus dévoué pour la ruine de l'ancien journal orléaniste *L'Opinion* et la création du journal napoléonien *Le Courrier du Gers*. Je n'ignore pas que M. Soullier, en se séparant avec éclat de l'ancien parti Cavaignac, et en combattant plus récemment les menées du parti orléaniste, ne se soit fait à Auch une position momentanément difficile; mais si sa nomination ne doit pas sensiblement augmenter, mes moyens d'action sur le personnel des anciens partis à Auch, elle doit consacrer l'indépendance de l'autorité préfectorale vis-à-vis des anciens partis. Ce magistrat s'applique à donner chaque jour des gages de son dévouement. Il a, sur ma demande, destitué 5 agents municipaux que je n'ai pas jugés suffisamment dévoués... Son éloignement se concilierait difficilement avec la décoration que le Président a accordé à ce magistrat pour sa conduite en décembre, bien qu'il ait eu dans la matinée du 4 un moment d'hésitation et d'incertitude, réparé depuis.... MM. Ader et Planche, pour lesquels je demande les fonctions d'adjoint, ont rendu les mêmes services.

Le préfet motive ensuite le maintien des maires et adjoints de Vic-Fezensac, Lectoure, Gimont, Mirande, Fleurance et Condom :

MM. Mothe et Silvestre, que je propose de conserver pour maires, l'un à Vic, l'autre à Lectoure, ont pris l'administration dans des circonstances difficiles et ont justifié la confiance du Gouvernement par l'énergie avec laquelle ils se sont unis, soit aux actes de répression, soit aux mesures de bienveillance. M. Serain, membre du Conseil général, est depuis plusieurs années maire de Gimont et exerce dans cette commune une légitime influence pour le service de l'administration. Il a bien main-

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1852. — Intérieur à préfet, 21 juillet 52.

tenu l'ordre à Gimont au moment des derniers événements. A Mirande, M. Burot a traversé sans faiblesse la crise du 2 décembre. Il en est de même de MM. Lebé, Trémoulet et Larribeau, maire et adjoints de Fleurance. M. Duvigneau, maire actuel de Condom, est dans le département l'un des plus énergiques et dévoués partisans du Gouvernement.

Le préfet propose de remplacer à l'Isle-Jourdain, de Panat, toujours absent, par Lamothe qui remplit déjà les fonctions de maire (1).

Sur sa liste de propositions, après l'exposé des titres à la confiance du Gouvernement, le préfet a indiqué le chiffre du revenu de chaque candidat. Voici les 29 maires et adjoints, nommés par décret du 24 juillet : A Auch, Soullier, avoué, 6.000 fr. de revenu (maire), Ader, ancien chef de comptabilité, 5.000 fr., et Planche, propriétaire, 5.000 fr. (adjoints); — à Gimont, Serain, propriétaire (maire), Lacoste propriétaire, 3.000 fr., et Daylies, géomètre, 1.500 fr. (adjoints); — à Vic-Fezensac Mothe, licencié en droit, 8.000 fr. (maire), Garros, négociant, 2.000 fr., et Deltheil, pharmacien, 3.000 fr. (adjoints); — à Condom, Duvignau, ancien chef d'escadron, 4.000 fr. (maire), Lavergne, médecin, 10.000 fr., Sarran, avoué, 4.000 fr. (adjoints); — à Eauze, Duclaux, propriétaire, 4.000 fr. (maire), Galabert, négociant, 3.000 fr., Cassaët, vétérinaire, 1.500 fr. (adjoints); — à Lectoure, Silvestre, 6.000 fr. (maire), Sabathé, avoué, 4.000 fr., Dupuy, négociant, 4.500 fr. (adjoints); — à Fleurance, Lebé, propriétaire, 5.000 fr. (maire), Trémoulet, médecin, 2.000 fr., Larribeau, propriétaire, 2.400 fr. (adjoints); — à Lombez, Fitte, notaire, 4.000 fr. (maire), Sénac, avoué, 3.000 fr. (adjoint); — à l'Isle-Jourdain, Lamothe, notaire, 5.000 fr. (maire), de l'anebœuf, ancien militaire, 3.000 fr., Vignaux, 5.000 fr. (adjoints); — à Mirande, Burot, avocat, 3.000 fr. (maire), Aubian propriétaire, 7.000 fr., Devèze, 1.500 fr. (adjoints) (2).

(1) Arch. nat. F 1/b II Gers, 8. — Préfet à l'Intérieur, 14 et 15 juillet 52.

(2) *Ibid.* — Liste des propositions, 14 juillet; décret du 24 juillet.

Sauf à l'Isle-Jourdain où de Panat, ex-représentant et questeur de la Législative, résidant à Toulouse, a été remplacé par l'adjoint Lamothe, tous les maires en fonction ont été maintenus. Leur revenu moyen est de 3.000 à 4.000 francs. Presque tous sont des propriétaires ou exercent des professions libérales.

Un arrêté préfectoral du 15 juillet avait nommé les maires et adjoints de toutes les villes ayant moins de 3.000 habitants. Ainsi, dans toutes les communes, le préfet avait un correspondant et un informateur politique, un agent électoral.

Après l'épuration des mairies, commencée en décembre et poursuivie durant l'état de siège, les juges de paix et les sous-préfets n'ont proposé que de rares changements, motivés surtout par décès, démission, départ, incapacité, immoralité, âge, santé, désaccord avec le maire ou la majorité. Sur la liste du sous-préfet de Condom ne figurent que 9 maires et adjoints à écarter, comme *peu dévoués* ou d'*opinions démocratiques trop avancées* ou *douteuses*, etc. : Bouroux, adjoint à Sorbets; Campagne, adjoint à Larée; Pandelé, maire de Beaumont; Dessus, adjoint à Ayguetinte; Charroy, adjoint à Larroque-Saint-Sernin; Ladouch, maire de Maignaut; Cassaigneau, adjoint à Montréal; Bourdeux, adjoint à Labarrère; Labadie, adjoint à Cazeneuve. Le nom de Labadie est suivi de la mention suivante : *aspire à une réputation de bel esprit de campagne, et, de 48 à 52, s'est posé dans le parti exalté. Il scandalisait surtout les hommes d'ordre dans les commissions des jurys dont il a toujours tenu à faire partie.* — Dans ses propositions, le sous-préfet de Lombez, n'assigne de motifs politiques qu'à 4 remplacements de maires et d'adjoints : Samazan, adjoint de Touget (Cologne), Marcet, adjoint de Castillon (Isle Jourdain), Dasmé, maire d'Endoufielle (Isle-Jourdain), ont des *idées démocratiques trop avancées*; Terrade, adjoint d'Endoufielle, est *faible et irrésolu.* — Les sous-préfets de Lectoure et de Mirande

n'ont pas indiqué les motifs des changements proposés (1).

On peut dresser le bilan des mutations opérées parmi les maires et adjoints, de décembre 51 à juillet 52.

Sur un total de 943 maires et adjoints, le gouvernement et le préfet ont nommé 349 adjoints et maires nouveaux, c'est-à-dire qui n'étaient pas en fonctions au 1^{er} décembre. Beaucoup ont été désignés sous l'état de siège comme maires et adjoints provisoires. Ce personnel nouveau se répartit ainsi par arrondissement et communes : Auch, 33 maires et 47 adjoints nouveaux dans 54 communes sur un total de 174 maires et adjoints et de 85 communes; — Condom, 36 maires et 45 adjoints nouveaux dans 51 communes sur un total de 182 maires et adjoints et de 87 communes; — Lectoure, 24 maires et 23 adjoints nouveaux dans 33 communes sur un total de 147 maires et adjoints et de 72 communes; — Lombez, 15 maires et 21 adjoints nouveaux dans 23 communes sur un total de 143 maires et adjoints et de 71 communes; — Mirande, 54 maires et 51 adjoints nouveaux dans 73 communes sur un total de 297 maires et adjoints et de 152 communes.

Ces mutations ont affecté 234 communes sur un total de 467.

Les arrondissements se classent ainsi par chiffre croissant de mutations : Lombez (36 maires et adjoints nouveaux sur 143); Lectoure (47 sur 147); Mirande (105 sur 297); Condom (81 sur 182); Auch (80 sur 174) (2).



La double élection simultanée des conseillers généraux et d'arrondissement était fixée au 31 juillet et au 1^{er} août.

Le préfet adressa une proclamation aux électeurs :

(1) Arch. du Gers, *M. Renouvellement des maires et adjoints, 1855, 1860*. — Propositions des sous-préfets de Condom, Lectoure, Lombez, Mirande, 17, 18, 19, 24 juillet 52.

(2) *Ibid.* — « Listes des changements opérés depuis le 2 décembre 51 ».

Une question nous est adressée de tous les points du département : quelle est la pensée de l'administration au sujet des prochaines élections ?... L'administration croit justifier votre confiance en elle et servir vos intérêts, en vous conseillant d'entourer les pouvoirs locaux comme vous avez entouré le pouvoir central, d'hommes également sympathiques au prince Louis-Napoléon... Vous réserverez votre préférence aux hommes qui ont déjà donné au gouvernement des gages de leur sympathie et de leur concours... Vous saurez tenir compte des dévouements nouveaux sans oublier les dévouements d'une date moins récente et dont les services remontent au moment où il fallait encore se compromettre et même s'exposer pour défendre les idées et les actes du Prince (1).

Le préfet et les sous-préfets avaient désigné aux maires les candidats de l'administration en les invitant à faire voter pour eux. — Dans le canton de Fleurance, le docteur Tarrissan profitait de ses tournées médicales pour préparer sa candidature au Conseil général et celle de deux amis, candidats au Conseil d'arrondissement. Il était secondé dans sa campagne électorale par « quelques chefs occultes, incorrigibles, néanmoins bien connus et agréés par cette population dont l'esprit est toujours mauvais ». Tarrissan et ses amis déclaraient que le préfet laissait les électeurs libres et ne leur désignait pas son candidat, que Tarrissan, au Conseil général, s'efforcerait d'obtenir la grâce des transportés. Le 28 juillet, le préfet avertit les maires du canton de Fleurance que la candidature de Tarrissan n'a pas l'agrément de l'administration (2). Il les engage à réfuter les bruits répandus par les amis de Tarrissan. Il importe surtout de prémunir les ramilles des insurgés contre de dangereuses illusions : l'élection de Tarrissan prouverait que « le mauvais esprit persiste à Fleurance » et retarderait la rentrée des transportés. — Le même jour, le préfet recommandait aux maires du canton de Mauvezin Aylies, président de la Cour d'appel de Paris, pour le Conseil général, de Goulard, notaire à Monfort, et

(1) *Rec. des actes adm.*, 1852, n° 29. — Proclamation du préfet.

(2) Arch. du Gers. *M. Conseils généraux*, 1852. — Préfet aux maires du canton de Fleurance et de Mauvezin, 28 juillet; sous-préfet Lacoste à préfet et à maire de Fleurance, 28 juillet 52; commissaire à préfet.

de Monteil, maire de Saint-Orens, pour le Conseil d'arrondissement. — Le préfet intervenait ainsi dans tous les cantons où le candidat officiel était combattu par un concurrent redoutable. Dans 4 cantons — Montesquiou, Riscle, Condom, Eauze — le préfet n'a pas désigné son candidat, parce que les 8 candidats lui paraissaient également dévoués à l'administration.

Voici la liste des élus et de leurs concurrents par canton (1) :

Auch nord, *Bories*, avocat et rédacteur en chef du *Courrier du Gers* (1.226 voix sur 3.201 inscrits); de Monlaur (285 voix). — Auch sud : *de Luppé* (1.433 sur 4.320). — Gimont : *Serain* (1.167 sur 2.771); de Mauléon (495). — Jegun : *de Larroque-Ordan* (1.183 sur 2.334). — Saramon : *Dardenne* (569 sur 2.202); Peyrusse (337); Gardelle (288). — Vic-Fezensac : *Caillava* (1.207 sur 3.488); Mothe (589). — Condom : *de Peraldi* (1.330 sur 4.694); Duvigneau (574). — Cazaubon : *de Barrau* (1.423 sur 3.345). — Eauze : *Dumoni* (938 sur 3.355); Durand (100). — Montréal : *Saint-Etienne* (1.084 sur 3.439); Minvielle (680). — Nogaro : *de Clarens* (2.098 sur 4.484); Joret (621). — Valence : *Lussan* (1.280 sur 3.013). — Lectoure : *Belliard* (2.242 sur 4.543). — Saint-Clar : *Delpesch-Canteloup* (1.592 sur 2.590). — Fleurance : *Denjoy* (1.853 sur 3.996); Tarrissan (783). — Mauvezin : *Aylices* (1.254 sur 2.847). — Miradoux : *Courrent* (1.177 sur 1.928). — Lombez : *Philippe Becanne* (2.032 sur 4.048). — Cologne : *Cal-mels-Puntis* (852 sur 1.907). — Isle-Jourdain : *Lamothe* (1.259 sur 3.742); Riscle (739). — Samatan : *Faure* (1.262 sur 2.486). — Mirande : *Cénac-Moncaut* (1.811 sur 3.885). — Aignan : *Granier de Cassagnac* (1.011 sur 2.549); de Lacoste (544). — Marciac : *Baqué* (1.034 sur 2.707); d'Aran (960). — Masseube : *de Gontaut-Biron* (1.780 sur 3.073). — Miélan : *Dagé* (1.682 sur 3.274); Barres (751). — Montesquiou : *Daste* (1.248 sur 2.908); Laplagne-Barris (958). — Plaisance : *de Laterrade* (1.345 sur 2.777). — Riscle : *Duffaur de Monfort* (1.401 sur 3.452); Demandes (1.137) (2).

Les élections au conseil général et aux conseils d'arrondissement furent très favorables à l'administration. Tous les candidats au Conseil général patronnés par le préfet furent élus, sauf 3 : d'Aran (Marciac), Barre (Miélan), Mothe (Vic-Fezensac). Mais les candidats élus en dehors de toute investiture administrative ou même contre le can-

(1) Les élus ont leurs noms en italiques.

(2) Arch. du Gers. *M. Elections au conseil général et d'arrondissement*. — P.-verbaux des recensements des votes par commune.

didat officiel — Dumon (Eauze), Baqué (Marciac), Dagé (Miélan), Duffaur (Riscle), Caillava (Vic-Fezensac), Peraldi (Condom), Daste (Montesquiou) — n'étaient pas des opposants politiques et le préfet affirmait au ministre que l'administration ne comptait que des amis au Conseil général.

Ces élections cantonales trahissent une profonde inertie politique. L'abstention fut très forte : la moitié des électeurs ne votèrent pas (51.106 votants sur 93.358 inscrits). Dans l'arrondissement d'Auch (9.117 votants sur 18.316 inscrits), les élus ont réuni 6.785 voix; dans celui de Condom (10.463 sur 22.330), 8.153; dans celui de Lectoure (9.210 sur 15.904), 8.118; dans celui de Lombez (6.263 sur 12.183), 5.405; dans celui de Mirande (16.053 sur 24.625), 11.312. Les élus ont rallié 39.773 électeurs, les 23 candidats de l'administration 33.233.

Depuis décembre 51, les multiples scrutins avaient lassé les électeurs (1); de plus, ces élections coïncidaient avec les travaux de la moisson et les paysans s'en désintéressaient; beaucoup d'opposants s'abstenaient; dans la plupart des cantons, l'absence de concurrents et la certitude du résultat ôtaient de l'intérêt à ces élections. Telles paraissent avoir été les raisons de cette abstention énorme que le procureur général explique ainsi :

Les élections ont prouvé une fois de plus que le peuple, qui, en grande partie, s'est abstenu d'y prendre part, ne voulait point descendre dans les comices que dans les circonstances très importantes et lorsque le pays tout entier y est intéressé... (2)

Le 1^{er} août, le préfet déclarait au ministre de l'Intérieur que les élections étaient excellentes, que Bories, avocat, bâtonnier, rédacteur en chef du *Courrier*, avait été élu, malgré l'opposition des orléanistes; le légitimiste de Panat ayant retiré sa candidature à la veille des élections, Féart

(1) Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire*. — Rapports des j. de paix de Mauvezin, Isle-Jourdain, Saramon, du sous-préfet de Condom, 28, 30, 24 et 1^{er} octobre 52.

(2) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du p. g. d'Agen, 1^{er} sept. 52.

se vantait d'avoir assuré en 12 heures l'élection de Lamothe, maire de l'Isle-Jourdain (1).

La lutte n'a été un peu vive qu'à Fleurance où l'opposition a infligé un échec à l'administration : le docteur Tarrissan, Gazax et Lacassagne l'ont emporté à une forte majorité sur les candidats du préfet. Sur 1.224 électeurs fleurantins, 800 seulement ont voté; 424 se sont abstenus; 480 ont voté pour Tarrissan, 321 pour le juge de paix Denjoy, candidat officiel au Conseil général (2).

Ces élections furent marquées par des divisions dans le parti de l'ordre. Deux candidats bonapartistes écartés par l'administration furent ulcérés et se plaignirent au ministre.

Le comte de Monlaur, se disant le correspondant politique de Laity, du général Pyat, de Turgot, de Guyot, etc., accusa le préfet « d'étouffer les sentiments napoléoniens » et d'avoir empêché la publication et l'affichage de la circulaire où il posait sa candidature au Conseil général pour le canton d'Auch (nord) (3).

Luro, avocat au conseil d'Etat et à la Cour de cassation était candidat dans le canton de Miélan. Pour obtenir l'investiture administrative, il fit intervenir de hauts fonctionnaires : Dariste, conseiller d'Etat; Fourtoul, ministre de l'Instruction publique; le secrétaire général de l'Intérieur. Mais le sous-préfet Grabias appuya la candidature de Léon Barrès, maire de Sainte-Dode, et Dagé, conseiller sortant fut réélu. Avant le scrutin, Luro s'était retiré ulcéré. Il présenta l'élection de Dagé comme celle d'un adversaire du Gouvernement, comme un échec pour l'administration et dont Grabias était responsable. En conséquence, il demanda le déplacement du sous-préfet.

Ce magistrat occupe depuis 2 ans le poste où il est aujourd'hui. Par un caractère plein de raideur et de fausse susceptibilité,

(1) Arch. nat. *F 1/c III Gers* 6. — Préfet à Intérieur, 1^{er} août 52.

(2) Arch. du Gers. *M. Elections au conseil général, 1852. Arr. de Lectoure*. — P.-verbal du recensement des votes de Fleurance.

(3) Arch. nat. *F 1/c 1* 3/7. Extraits des rapports des préfets du Gers, de la Gironde...* — Monlaur à ministre, 23 juillet 52.

par manque de tact dans la plupart de ses actes, il en est venu à froisser à la fois et la masse et la portion éclairée, influente de la population. Il s'est appuyé sur des gens indignes et funestes aux élections du 31 juillet dernier. Il aurait fallu empêcher l'élection, dans le canton de Miélan, de Dagé, candidat de l'opposition, doué d'un savoir-faire incontestable... Moi seul, par une popularité personnelle incontestable, par l'influence de ma famille et l'accord des hommes notables, paraissais pouvoir lutter contre lui avec succès. Les amis de l'administration désiraient que ma candidature fut patronnée par l'administration. A la suite d'un différend dans lequel j'avais eu raison contre lui devant M. Lerat de Magnitot, alors préfet, je savais que M. Grabias m'était demeuré hostile... Dominé par ce sentiment, M. le préfet n'a tenu aucun compte de l'état de l'opinion, ni de l'intérêt de l'administration et a imposé une tierce candidature d'un inconnu (Léon Barres)... L'opposition a triomphé à une majorité considérable... » Même cause et même résultat dans le canton de Marciac.

Luro a joint à sa lettre celle que lui a écrite le curé de Villecomtal et où cet ecclésiastique déplore l'élection de Dagé et demande l'éloignement de Grabias, détesté dans son arrondissement.

Le triomphe de M. Dagé m'afflige et me console, écrit le curé, parce que j'ai la certitude que les habitants de notre canton ne se sont ainsi exprimés que contre M. le sous-préfet qu'ils n'aiment pas et non contre le Gouvernement qu'ils aiment... Le Grand Prince qui nous a sauvés n'a qu'à se montrer, et les populations acclament son nom et le bénissent. En est-il ainsi de son représentant dans notre malheureux arrondissement ? Non certes ; on le redoute et on ne l'aime pas. Ici, par exemple, il a pour lui le maire, enfant de Février, et voilà tout... L'opposition ivre, radieuse, triomphante, est allée s'asseoir au Conseil général. Mais s'il ne vous est pas donné de rendre service à notre département en portant au conseil général votre tribut de lumière, vous serez au moins utile à notre arrondissement en faisant placer à sa tête un magistrat en tout digne de celui que le Ciel a placé à la tête de la France. »

Le 24 août, le ministre de l'Intérieur demandait au préfet son avis sur l'accusation de Luro imputant au sous-préfet de Mirande les échecs de l'administration aux élections départementales et citant à l'appui une lettre du curé de Villecomtal. Féart explique au ministre que les griefs de Luro étaient imaginaires, dictés par une vive inimitié personnelle, par le dépit de n'avoir pas été élu conseiller général. Luro s'abuse sur sa popularité et ses chances électorales. Dagé a toujours été dévoué à l'administra-

tion. Toutefois le préfet ne l'a pas choisi comme candidat officiel, parce qu'il avait été cité devant la Commission mixte, qui d'ailleurs l'acquitta. Son élection n'a nullement été un échec pour l'administration qui ne compte que des amis au Conseil général, unanime sur les vœux politiques et les plus importantes questions administratives. Cette querelle est personnelle, nullement politique. Le sous-préfet Grabias s'est bravement et noblement conduit au 4 décembre. Il ne doit être déplacé que pour un avancement (1).

De Panat, ex-maire de l'Isle-Jourdain, ancien représentant à la Constituante et à la Législative, retira sa candidature au Conseil général la veille du scrutin. Le préfet présenta le même jour Lamothe, le nouveau maire de l'Isle-Jourdain. Le juge de paix et tous les fonctionnaires s'employèrent aussitôt très activement au succès de cette nouvelle candidature. Mais trois candidats conservateurs indépendants — Lacroix, maire de Castillon, Riscle, Praviel — furent adoptés par l'opposition.

Le plus grand tort de ces Messieurs, écrit le juge de paix, est d'avoir fourni à l'opposition démocratique une occasion de se compter, de raviver des luttes que le gouvernement de Louis-Napoléon cherche à détruire. Et cependant, ces messieurs prétendent appartenir au parti de l'ordre...

Mothe triompha à l'Isle-Jourdain et dans 12 communes; mais l'opposition eut sa revanche à Monferran, Auradé, Castillon, Endoufielle. Le juge de paix proposa la suspension immédiate de Cestaré, maire d'Auradé, et de Marcet adjoint de Monferran, pour « hostilité flagrante au pouvoir ». Il taxa de déloyauté le maire de Castillon qui « laisse son fils faire de la propagande contre les candidats présentés et soutenus par l'administration ». Afin de ne pas aggraver les divisions du parti de l'ordre, Féart écarta les mesures proposées par le juge de paix (2).

(1) Arch. nat. *F 1/c III Gers 11. Correspondance et divers. 1789-1853.* — Luro au secrét. gén. de l'Intérieur, 3 août curé de Villecomtal à Luro, 3 août; Intérieur à préfet, 24 août; préfet à Int., 12 sept.

(2) Arch. du Gers. *Conseils municipaux, 1834-52.* — J. de paix de l'Isle-Jourdain à préfet, 2 août 52.. — Arch. nat. *F 1/c I* 3/7.*

Le préfet pouvait se déclarer justement satisfait des élections au Conseil général : le gouvernement n'y comptait pas un adversaire. Par contre, les élections municipales ne tarderont pas à lui donner de l'humeur et quelque inquiétude.

*
**

En vue des élections municipales, une circulaire préfectorale du 9 août prescrivait l'installation des maires nommés en juillet et leur prestation de serment. Installation et serment devaient précéder les élections municipales, fixées au samedi 18 septembre pour les 12 communes de plus de 2.500 habitants — Auch, Gimont, Vic-Fezensac, Condom, Cazaubon, Eauze, Montréal, Lectoure, Fleurance, Mauvezin, l'Isle Jourdain, Mirandé — et au dimanche 19 septembre pour les autres.

Dès que le maire aura reçu ampliation du décret ou de l'arrêté de sa nomination et de celle des adjoints, il convoquera le conseil en séance extraordinaire, présidée par le conseiller municipal inscrit le 1^{er} dans l'ordre du tableau. Le maire prêtera devant le président le serment prescrit par l'article 14 de la Constitution : *Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Président.* Il prendra ensuite la présidence de l'assemblée et recevra le serment de l'adjoint ou des adjoints. Si le conseil a été remplacé par une commission municipale, le commissaire porté le premier dans l'ordre des nominations recevra le serment du maire. Enfin dans les communes où il n'y a ni conseil ni commission, mais seulement une administration provisoire, le préfet nommera un délégué (art. 10 de la loi du 7 juillet 52) qui recevra le serment du maire et assistera à la prestation du serment par les adjoints. — Tous les maires, adjoints

Registre contenant des extraits de rapports de préfets sur la situation de leur département (Gers, Gironde, Hérault). Rapport du préfet Féart, 2 août 52.

et conseillers municipaux qui refuseront le serment seront déclarés démissionnaires.

Le préfet attachait une grande importance au succès de ses listes et surtout à l'élection des maires et adjoints :

Les élections, écrivait-il aux maires, doivent être une occasion de clore toutes les luttes du passé.... Les populations veulent maintenir le Gouvernement qui les a sauvés. Elles maintiendront à ses délégués et représentants l'appui de leur adhésion et de leurs votes. Elles se donneront à elles-mêmes la meilleure et la plus solide garantie de paix et d'ordre en se refusant à sacrifier à des rivalités locales la bonne harmonie si heureusement établie aujourd'hui entre le pouvoir et tous les corps constitués du département du Gers (1)...

A son tour, *Le Courrier* déclarait que l'exclusion des maires et adjoints désignés par le Gouvernement ou l'administration serait un acte d'opposition au Président et affaiblirait l'autorité :

Fidèle à sa politique, le Prince-Président, en invitant les communes à élire leurs représentants immédiats, a lui-même ou par ses préfets nommé les maires et adjoints. La nomination du maire et de l'adjoint dans chaque commune, c'est donc, il ne faut pas s'y tromper, l'expression loyale de la pensée du pouvoir exécutif. Chercher à exclure les maires et les adjoints, écarter les noms qui leur sont sympathiques, agir à côté d'eux et non avec eux, c'est agir contre eux, c'est les combattre, et, quelque inoffensifs qu'ils soient, les coups ainsi portés frappent plus haut, ils atteignent l'autorité (2).

Fouettée par les animosités personnelles, les compétitions et les griefs locaux, la passion politique sembla se réveiller dans quelques communes aux élections municipales.

En désignant les maires et adjoints avant le scrutin, en répétant qu'exclure du conseil municipal les maires nommés par le préfet c'était faire acte d'hostilité, l'administration les désignait aux coups des adversaires du gouvernement. Dans bien des communes, ils servirent de cible aux mécontents et aux opposants. En général, les élections municipales furent favorables aux candidats de l'adminis-

(1) *Courrier*, 12 août. — Circ. du préfet, 9 août. *Rec. des actes adm.*, n° 54. Circ. du 31 août.

(2) *Courrier*, 14 sept. 52.

tration. Cependant il y eut lutte dans nombre de communes; dans quelques-unes, la liste du préfet fut battue; bien des maires et adjoints succombèrent.

Le 28 septembre, *Le Courrier* déclarait que sur 199 communes, 18 n'avaient pas élu les maires et adjoints. — A Vic-Fezensac, Mirepoix, Labarthe, Bédéchan, Gazax-et-Bacarisse, l'opposition l'emporta; les maires, les adjoints et la liste de l'administration furent battus. A Jegun, Roquefort, Aurimont, Monbert, Cazaux-d'Anglès, Belmont, Caussens, Courrensan, les maires et adjoints furent élus difficilement et la liste de l'opposition triompha. — A Auch et dans les quatre chefs-lieux d'arrondissement, les maires, les adjoints et la liste officielle furent élus. Le 18 septembre, en publiant la liste des candidats de l'administration aux élections municipales d'Auch, *Le Courrier*, porte-parole du préfet, avait déclaré que, même battu, le maire Soullier ne démissionnerait pas et présiderait le conseil municipal (1).

Dans bien des communes, les divisions du parti de l'ordre, exploitées par les démocrates, semblent expliquer l'échec des candidats officiels, soit au premier, soit au second tour du scrutin. — A Mirande, il y a eu lutte et le commissaire écrit :

Les hommes d'anarchie, dirigés par un nommé Duffour, ont fait échec à la liste de l'administration en l'empêchant d'être élue au premier tour. Elle a d'ailleurs triomphé au second tour, malgré le désaccord et l'abstention de nombreux conservateurs (2).

A Plaisance, la même coalition des démocrates et des conservateurs opposants a fait échec à la liste de l'administration. Le maire Rozapelly écrit au préfet :

Le résultat de l'élection de Plaisance n'a eu lieu que par la coalition des Rouges avec le parti qui a toujours fait opposition

(1) *Courrier*, 18, 23, 25, 28 sept. 52. — Conseils municipaux, arr. de Mirande — Lettre du maire de G. et B., du j. de p. de Montesquiou, du sous-pr. Grabias à préfet 10 oct., 4, 22, 30 déc. 52.

(2) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 52. — Com. de Mirande, 2 oct. 52.

aux amis de l'ordre et aux partisans de Louis-Napoléon; il m'oblige à démissionner (1).

A Maurens (Isle-Jourdain), le maire Boas, l'adjoint Plantié et la liste officielle ont été battus. Selon Boas, leurs adversaires « leur ont enlevé quelques voix par escroquerie, en disant que, le maire et l'adjoint étant déjà nommés, il était inutile de les porter ». Et Boas demande qu'on annule l'élection. — Sabatié, adjoint de Barran (Auch sud) prévoit qu'au second tour « la liste rouge passera à une grande majorité ». Il dénonce au préfet l'apathie des hommes d'ordre et l'activité des démocrates. « Les mauvaises passions, qui depuis le 4 décembre paraissaient assoupies,... se sont réveillées tout à coup ». Au lendemain du premier tour, des meneurs rouges colportèrent leur liste dans la campagne. Et Sabatié demande des instructions au préfet. Comme il l'a prévu, la liste de l'opposition est élue à l'exception de 3 membres. Tous ces élus ont paru en armes à l'insurrection de décembre. Sabatié et le maire Pouyseg démissionnent pour ne pas « présider un conseil d'insurgés ». Le préfet prie Pouyseg d'ajourner sa démission : il doit avoir confiance dans l'appui de l'administration; « le dernier mot ne restera pas aux conseillers qui représentent le souvenir et les traditions de l'insurrection »; qu'il installe les élus et « les mette à même de faire connaître par leurs votes, s'ils sont amis ou ennemis de l'administration ». Le préfet se rendra à Barran pour se concerter avec le maire (2).

A Montaut (Miélan), le maire a demandé 2 sections de vote : il craint « qu'on ne substitue des anarchistes à 3 ou 4 conseillers dévoués à l'ordre ». Il signale comme « meneurs », l'ex maire Paris, « qui fréquente des réunions de jeunes gens qui viennent sous prétexte de leçons de chant »; Dupont, « vétérinaire ambulante,... le principal chef »; Balèch, écrivain public, « autre chef »; Couget,

(1) Arch. du Gers. *Conseils municipaux. Arr. de Miranda.* Rozapelly à préfet, 24 sept. 52.

(2) Ibid. — Adjoint à préfet, 22, 27, 29 sept.; Pouyseg à préfet, 6 oct.; préfet à Pouyseg, 7 oct. 52.

tisserand, « détenteur d'un grand nombre de balles, montrées par lui à Estevenet, garde-forestier à Sainte-Dode » (1).

Un ancien conseiller municipal, battu aux élections parce qu'il avait obtenu un jugement de condamnation pour un charivari mené contre lui a dénoncé la composition du conseil municipal de Riguepeu : 6 conseillers sur 12 « ont participé aux désordres de décembre ». Le juge de paix déclare que, dans cette commune, à l'exception de 6 conseillers, il était difficile d'en trouver d'autres « immaculés quant au mouvement de décembre ». L'adjoint lui aussi a pris part à l'insurrection; « mais en dehors de cette tache originelle, c'est un très bon homme ». D'ailleurs ce conseil votera à l'unanimité une adresse pour le rétablissement de l'Empire (2).

A Vic-Fezensac, le conseil est nettement hostile. Tous les conseillers, à l'exception de Lignac et Balas, ont refusé de voter un vœu pour le rétablissement de l'Empire. L'opposition aurait exploité le mécontentement produit par l'établissement d'une taxe municipale sur la volaille et les animaux du marché. Des femmes ont été emprisonnées pour avoir refusé de l'acquitter et le bruit a couru que le produit de la taxe était destiné à porter de 300 à 500 francs le traitement du secrétaire de la mairie (3).

Le commissaire de Fleurance attribue l'échec de la liste de l'administration à la division des hommes d'ordre :

Les élections municipales n'ont pas marché comme nous l'aurions cru. Les hommes d'anarchie ont fait échec à la liste d'administration en opposant une liste. Néanmoins 5 candidats de la liste de l'administration ont été élus, et, parmi eux, le maire et les adjoints. L'échec est dû aux divisions du parti de l'ordre (4).

Parfois, des maires, comme celui de Saint-Michel, antipathiques au conseil municipal en raison de leur carac-

(1) Arch. du Gers. *C. municipaux 1834-52*. — Cap. de gendarmerie à préfet, 16 sept. 52.

(2) *Ibid.* — J. de p. de Vic-Fezensac à préfet, 2 nov. 52.

(3) *Ibid.* — Ferrens et le maire Mothe à préfet, 17 et 24 sept. 52.

(4) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.* — Com. de Fleurance, 21 sept. 52.

tière ou de leur conduite, ont dénoncé cette animosité comme de l'hostilité politique. Le conseil municipal de Saint-Michel, qui a voté une adresse pour le rétablissement de l'Empire, a été maintenu par le préfet contre la volonté du maire et sur l'avis du sous-préfet Grabias (1).

La vie politique s'est ranimée un instant aux élections municipales, parce que les candidatures officielles se heurtaient à de multiples obstacles : animosités personnelles, divisions locales, compétitions, etc. Sans trop se découvrir, les républicains ont pu se livrer à une campagne orale discrète, mais efficace parce qu'elle visait les personnes et non les doctrines. Dans bien des endroits, ils n'ont pas résisté à la tentation de prendre une revanche sur l'administration ou sur des adversaires politiques, en exploitant les divisions du parti de l'ordre, des griefs locaux, des haines personnelles.



Ces quelques avanies électorales ont surpris et fortement indisposé le préfet. Moins peut-être par conviction bien arrêtée que pour se donner un prétexte de représailles, il les attribue aux menées d'insurgés récemment rentrés d'Afrique. En vue du plébiscite pour le rétablissement de l'Empire, il va essayer d'intimider les républicains en désignant parmi les insurgés soumis à la surveillance, des otages qu'il internera dans d'autres localités du département. Les trois communes de Vic-Fezensac, Bassoues et Marcillac, fortement agitées par l'insurrection, se sont distinguées par leur hostilité aux élections municipales. Le 21 octobre, le préfet annonce au maire de Vic que les surveillés politiques seront internés dans d'autres communes, en raison de « la situation des esprits » ; il lui réclame la liste des insurgés avec son avis sur la mesure. Il informe également les maires de Bassoues et de Barran que les

(1) Arch. du Gers. *Cons. municipaux, 1834-52. Arr. de Mirande.* — Maire de Saint-Michel et Grabias à préfet, 29 sept., 20 nov.; préfet à Grabias, 1^{er} déc. 52.

surveillés politiques des deux communes seront éloignés et internés (1). Le maire de Vic jugea tardive et inefficace une pareille mesure. Selon lui, il eût fallu, dès le début, interner loin de leur domicile certains transportés assujettis à la surveillance; le temps et l'éloignement auraient détendu et finalement brisé les liens politiques des insurgés d'une même ville. Et le maire répond au préfet :

Il eût peut-être été bon pour la tranquillité des esprits de cette commune que, dès le principe, quelques insurgés grâciés fussent internés ailleurs. C'eût été peut-être par leur éloignement et l'influence du temps le meilleur moyen pour combattre efficacement d'anciennes relations fondées sur une communauté d'opinions politiques. Mais maintenant que toutes les élections ont été faites et dans un sens hostile, il faut le dire, si l'on doit sévir, ce devrait être contre les condamnés grâciés convaincus de menées électorales, et, si l'on n'est pas sûr d'atteindre ceux-là, je me demande quel va être le but de la mesure que vous voulez prendre. Sera-ce pour intimider nos rouges et les empêcher de combattre le vote pour l'Empire ? Nous n'avons que Moulié qui ait été récemment grâcié et sa rentrée est postérieure aux dernières élections auxquelles il n'a pu prendre part. Ce n'est que dans les élections que le parti rouge cherche à reprendre l'influence. Cela prouve l'inconvénient grave du suffrage universel qui entretient les passions mauvaises qui ne disparaîtront peut-être qu'avec lui... (2)

Cette dernière phrase atteste que des impérialistes épris de réaction et de dictature n'hésitaient pas à répudier le suffrage universel. Le 30 octobre, le maire de Vic envoyait au préfet la liste des transportés assujettis à la surveillance : Laberenne, perruquier; Bedout Fr., cordonnier; Pezan Fr., serrurier; Cortade Pierre, charpentier; Laffargue Bapt., tisserand; Belloc, cordonnier; Goudoula J.-M., peintre; Avril Pascal, maçon; Moulié Jean, cadet. Il déclare ignorer « les menées hostiles » dont le préfet les accuse, et par suite, il ne saurait en désigner quelques-uns aux sévérités administratives (3).

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 12. — Préfet aux maires de Vic, Barran, Bassoues et au sous-préfet de Mirande, 21 oct. 52.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 10. — Maire de Vic à préfet, 25 oct. 52.

(3) Arch. du Gers. M 15. *Cond. polit.* — Dossier de Pezan; maire de Vic à préfet, 30 oct.

De son côté, le maire de Barran désapprouve l'internement des surveillés. Il écrit au préfet :

Le grâciés (Ransan Jean, Pérès Fr., Pérès Roch, Cabiran Joseph) sont très calmes. La mesure n'aurait d'autre effet que de les réduire eux et leurs familles à la misère et les mettre à la charge des localités où ils seraient internés.

Le préfet se rangea à l'avis du maire et n'interna aucun surveillé de Barran (1),

Le sous-préfet de Mirande déclare qu'il n'y a pas à Bassoues de « grâciés récents soumis à la surveillance » ; il ne possède aucun renseignement « motivant de nouvelles rigueurs » (2). Et le préfet se borna à l'internement des trois surveillés politiques de Vic-Fezensac, classés *Algérie plus* par la Commission mixte.

« Vu le décret du 5 mars 1852 ; vu la circulaire de M. le Ministre de la Police générale en date du 27 mai suivant », ils devront se rendre « d'urgence », le serrurier Pezan à Lombez, le charpentier Cortade à Auch, le peintre Goudoula à Lectoure, pour avoir « de nouveau fait preuve de sentiments hostiles au Gouvernement ».

A la suite des élections municipales de Montesquiou, hostiles à l'administration Abeillé fils et Lacoste Victor, pharmacien, furent internés par le préfet, le premier à Condom le second à Lombez (3). La Commission mixte, sur la déclaration du sous-préfet Grabias qu'ils avaient été « les chefs de l'insurrection à Montesquiou », les avait assujettis à la surveillance. Aux élections municipales, ils furent dénoncés au sous-préfet de Mirande « comme ayant travaillé activement à faire entrer au conseil municipal ceux qui avaient contraint les habitants à marcher sur Auch ». Le sous-préfet demanda aussitôt leur internement dans un autre département. Le ministre de la Justice invita le préfet à les interner dans deux communes du département. Lacoste, interné à Lombez, se déclara prêt à vendre

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1852. — Maire de Barran à préfet, 24 oct. ; réponse du préfet, 8 nov. 52.

(2) *Ibid.* — Sous-préfet de Mir. à préfet, 24 oct. 52.

(3) *Ibid.* — Dossier de Pezan : minute de l'arrêté du 2 nov. 52. Arch. nat. BB 30/467. — Procureur Impérial Izoard à G. des Sc., 2 août 55.

sa pharmacie et à quitter Montesquiou; Abeillé promit aussi de s'éloigner de Montesquiou et de vivre dans sa maison de campagne. Ils obtinrent de rentrer tous deux à Montesquiou en décembre (1).

Interné à Lombez, Pezan avait son métier pour toute ressource. Or, ce bourg de 1.700 habitants possédait déjà deux serruriers, « qui suffisaient et au-delà aux besoins ». Pezan ne trouvait pas de travail. Le sous-préfet Campagnolle pria le préfet de l'interner à Auch ou à Condom, où il pourrait exercer son métier. Il fit comprendre à Pezan que s'il épousait une fille de Vic-Fezensac avec laquelle il vivait en ménage depuis 7 à 8 ans, il accroîtrait ses chances d'internement à Auch ou à Condom. Le maire, le juge de paix et le curé de Vic le décidèrent à célébrer ce mariage, en raison duquel il obtint une permission pour Vic où il fut autorisé à rentrer définitivement le 2 décembre (2).



Tandis que le préfet, exaspéré par l'échec de quelques-uns de ses candidats aux élections municipales, cherchait à intimider les républicains, il menait avec zèle une affaire destinée elle aussi à enrayer l'opposition et la propagande « socialiste ».

Lors du voyage du Président, après la découverte d'une machine « infernale » à Marseille, Féart, s'imaginant avoir découvert les ramifications d'un vaste complot, ordonna des visites domiciliaires et plusieurs arrestations.

Un ancien sergent-major du 20^e de ligne, Noël Pujo, natif de Bassoues, avait été expédié en Afrique au 8^e léger, en punition de ses opinions politiques : candidat monta-

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. M 15. *Cond. polit.* .. *Dossiers d'Abeillé et de Lacoste*. — Sous-préfet de Mirande à préfet, 30 sept. et 5 nov.; min. de la police à préfet, 16 oct.; proc. Chevert à préfet, 29 et 30 décembre.; préfet à Grabias, déc. 52.

(2) *Ibid.* — Dossier de Pezan. Maire de Vic à préfet, 30 octobre et 19 novembre; sous-préfet de Lombez à Gers, 5 novembre et 17 février; j. de p. à préfet, 11 nov.; minute des arrêtés du 2 novembre.

gnard aux élections à la Législative, à Marseille; il avait obtenu 20.000 voix. Le 25 février 1850, il fut puni de 30 jours de prison pour avoir assisté la veille à un banquet « socialiste » où il aurait prononcé « un discours anarchique » et proféré des « cris séditieux ». Libéré du service militaire le 5 mars 1852, il se retira à Bassoues, auprès de sa mère. Classé *Algérie plus* par la Commission mixte, son père était détenu à la casbah de Bône. A Bassoues, Pujo se lia avec le tailleur Julian, établi depuis un an et parent éloigné de la mère de Pujo. Le 6 juillet, ce dernier partit pour Marseille et pria Julian de recevoir sa correspondance.

Le 5 octobre, sur une réquisition du préfet Féart, le maréchal-des-logis de gendarmerie de Mirande se transporta à Bassoues et arrêta Julian, le correspondant de Pujo. Une visite domiciliaire chez la mère de ce dernier, aboutit à la saisie de plusieurs lettres récemment écrites par son fils. Le sous-préfet Grabias les juge peu compromettantes. A l'encontre du sous-préfet, le capitaine de gendarmerie a relevé dans certains passages l'indice d'une affiliation au complot de Marseille. Voici quelques extraits de ces lettres où les phrases suspectes ont été soulignées par le capitaine de gendarmerie.

Déjà vous avez sans doute connaissance des détails donnés par les journaux sur la réception faite à Marseille à S. A. I. le Président Louis-Napoléon.... Pendant toute la semaine qui précéda l'arrivée de S. A. I. (style préfectoral), Marseille n'était plus qu'un chantier. Un nombre inouï d'ouvriers étaient occupés à poser des fontaines artificielles et à placer une infinité de cubes de gaz dessinant des fleurs... Enfin le Prince arrive à la gare. Il pouvait entrer en toute sécurité à Marseille : une machine de destruction qu'on allait poster sur son passage avait été saisie depuis la veille et les complices d'un complot ayant pour objet d'attenter à sa vie sont arrêtés... *dit-on* ! S. A. I. et son cortège montent à cheval. Autour du Prince, on crie *Vive l'Empereur* ! Et cette foule garde le sérieux, sourit d'un air narquois... Le Prince a été fêté par l'administration et l'autorité (30 sept.).

Ma très chère mère,... le 5 octobre prochain, j'entrerai dans un pensionnat comme professeur. J'ignore encore quels seront mes appointements. Par le temps qui court, il est possible que je prenne une autre détermination, c'est-à-dire que j'accepte un poste qui m'est offert en Syrie, pas loin de Jérusalem. Là, j'aurai la table, le logement, et 1.000 francs par an. Je serai tout sim-

plement chargé de la correspondance d'un consul, travail qui pourrait m'occuper 3 ou 4 heures au plus par jour. En outre, il est dans cette ville des commerçants français qui sont forcés, faute de personnel, de restreindre leur commerce. Je pourrai donc doubler là mes appointements en tenant la correspondance de deux d'entre eux. C serait magnifique; mais je n'irai qu'autant que j'y serai forcé... ce qui pourrait parfaitement m'arriver. Le Président est attendu ici le 25. J'écrirai de nouveau le 26 ou le 27. J'aurai, je suppose, d'intéressants détails à donner sur l'accueil qui lui sera fait... Je voudrai bien que M. Vidaloque débarquât à Marseille, afin que je puisse le voir. Je crains fort que comme il est à Alger, on ne l'embarque par le courrier de Cette. Quant à mon père, je suis sûr de le voir, car le courrier partant de Bône débarque toujours à Marseille.

Le préfet s'empresse d'envoyer copie de ces lettres au procureur général d'Agen; il attire son attention sur cette phrase «... et les complices d'un complot ayant pour objet d'attenter à sa vie sont arrêtés... dit-on ! » Ce doute ironique de Pujo, déclare le préfet, semble indiquer qu'à sa connaissance, ils ne sont pas tous arrêtés.

Le préfet signale encore deux autres passages suspects :

« Je n'irai (en Syrie) qu'autant que j'y serai forcé, ce qui pourrait bien m'arriver. Le Président est attendu ici le 25. J'écrirai de nouveau le 26 ou le 27. J'aurai, je le suppose, de très intéressants détails à donner sur l'accueil qui lui sera fait... » — « Le Prince arrive. Il pourra entrer en toute sécurité : une machine est saisie... (1)

Voilà sur quels hasardeux indices, sur quelles fragiles présomptions, le zèle administratif et policier échafaudait alors des complots. Il les étayait de racontars aussi probants, comme celui que le maréchal-des-logis Tarbouriech a recueilli et transmis aux magistrats : le brigadier Plantié a reçu avis de Capdeconne Joseph, de Bassoues, que la femme Pujo, quelques jours avant « l'attentat » de Marseille, aurait affirmé à Dresche Joseph que « les portes des prisons des détenus politiques s'ouvriraient avant 15 jours ».

Après son arrestation, Julian mis au secret se déclara

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M 2. — Lettres de Pujo. — Arch. nat. F 1/c III Gers. Copie du rapport du Préfet au min. de la Police.

prêt à faire des révélations. Il affirma avoir reçu 4 lettres de Pujo, dont 3 adressées à sa sœur et 1 à Léocadie Vida-loque, fille du pharmacien de Bassoues, déporté et récemment grâcié. Les 3 lettres à la sœur de Pujo contenaient des billets écrits en argot et adressées aux filles de Cabos qui les transmettaient à deux insurgés de Bassoues : Cabos, père, et Douau Auguste. Sur ces déclarations de Julian, le préfet fit arrêter les filles de Cabos et la mère de Pujo (1).

Le préfet demande au procureur général que les arrestations soient maintenues jusqu'à ce que l'instruction du complot de Marseille soit terminée; elles l'aideront à dépis-ter et enrayer les menées « socialistes ».

Elles auront dans tous les cas, affirme-t-il, le plus salutaire effet dans l'arrondissement de Mirande. Elles ne permettront de déjouer les menées qui ont lieu en ce moment sur divers points et notamment à Bassoues. Elles m'autorisent déjà à constater que les socialistes, à défaut de la presse, savent encore faire parvenir dans le pays des récits mensongers sur les voyages de S. A. I., et qu'ils font ainsi une propagande dont il est important de neutraliser les effets.

Et le préfet prie le procureur général de recommander cette affaire au zèle des magistrats (2).

Barres, le maire de Bassoues, révèle au préfet un fait qui lui a paru un indice de la plus lourde gravité : Pujo a touché à la poste de Montesquiou une reconnaissance de 60 francs, et Barres ne doute pas que cette somme n'ait été envoyée « pour grossir cette bande infernale qui veut mettre la France en deuil » (3).

Interrogées, la mère et les sœurs de Pujo « se sont renfermées dans un système de dénégation presque absolu ». Sur les indications de Julian, des détachements de gendarmes ont opéré simultanément des visites domiciliaires sur

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat. M 2*. — Sous-préfet de Mir. à préfet, 6 oct.; Tarbouriech à cap. de gend., 16 oct. 52. Arch. de la Guerre. *Corresp. gén.*, 52. — Rapport du cap. de gend. Bernardy, 6 octobre.

(2) *Ibid.* — Préfet à proc. gén., 6 oct. 52.

(3) Arch. nat. *F 1/c III. Gers 11*. — Maire de Bassoues à préfet, 7 oct.

divers points, notamment à Mirande, chez le cafetier Abadie, l'aubergiste Delon et le cordier Faure.. Les perquisitions n'ont rien révélé. Mais « si le résultat matériel a été nul, le résultat moral sera immense », conclut le capitaine Bernardy (1).

Entre temps, le préfet recevait une lettre anonyme où il est question de 50.000 affiliés gersois armés, prêts à l'émeute et disposant d'un budget énorme; des « frères et amis » ont appelé à Marseille Pujo qui touche 100 francs par mois comme chef des sociétés secrètes; selon lui, « le colonel et presque tout le régiment du 8^e léger sont socialistes et correspondent avec lui et une foule d'autres militaires »; les soldats Tourtant (de Bassoues) et Treille « pourront faire connaître une foule d'affiliés des cantons de Vic et de Montesquiou et révéler des secrets »; il faudrait s'assurer de Pellaroque jeune.

Féart a fait saisir à la poste des lettres de la mère de Pujo, adressées à « Mlle Brouillet », la logeuse de son fils. A la demande de Féart, son collègue des Bouches-du-Rhône fait arrêter Pujo et Brouillet; « les papiers saisis établissent l'affiliation de Pujo aux sociétés secrètes et aux machinations des réfugiés de Nice » (2).

Le 14 octobre, Féart faisait connaître à son collègue du Var les allégations de la lettre anonyme relatives au 8^e léger et à son colonel. Le sous-préfet de Toulon, où était cantonné ce régiment, fut chargé de l'enquête. Il en communiqua les résultats au préfet du Gers : Pujo, ancien sergent du 20^e de ligne, envoyé en Afrique pour ses opinions politiques, a été puni en 1850 de 30 jours de prison pour avoir assisté et discoursu à un banquet, à l'anniversaire du 24 février; il a toujours été très activement surveillé; les soldats Tourtant, Treille et Pellaroque sont inconnus au 8^e léger; « le régiment a une très bonne

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. M 2. — Cap. Bernardy à préfet, 7 octobre.

(2) Arch. nat. *F 1/c III Gers* 8. *Corresp. et divers 1789-1853*. — Copie de la lettre anonyme. Dépêche de Féart à Intérieur, 14 oct.; dépêche du préfet des B. du Rh. à pr. du Gers, 12 oct. 52.

tenue » ; son colonel est un officier « des plus énergiquement prononcés dans l'accomplissement de ses devoirs ». Cette enquête détruit toutes les accusations de la lettre anonyme (1).

On dût relâcher les prisonniers et abandonner l'affaire.

Faut-il croire, pour expliquer son acharnement et son zèle, que le préfet s'est entièrement abusé sur la réalité du complot et la prétendue complicité de Pujo ? Il est plus naturel de supposer, qu'irrité par l'opposition rencontrée aux élections municipales, il a cherché par des arrestations et des visites domiciliaires à intimider les républicains et à prévenir de nouvelles menées au prochain plébiscite. Il avait d'ailleurs assez nettement avoué ce dessein dans la lettre où il demandait au procureur général le maintien des arrestations.

*
**

L'élection de quelques conseils municipaux républicains et le refus d'élire conseillers les maires et adjoints nommés par le gouvernement et le préfet sont les seules manifestations démocratiques publiques. La répression, la dispersion et l'éloignement du personnel manifestant et militant du parti républicain, la surveillance minutieuse et la menace d'internement qui pèsent sur les surveillés politiques expliquent ce calme extérieur. On ne relève dans les rapports de la gendarmerie ou des commissaires de police que de rares et menus incidents, qui semblent des échappés de mauvaise humeur ou des accès de colère. - - Ainsi à Lectoure, le discours du Président, affiché sur un pilier de la halle au blé, a été souillé d'excréments. Le commissaire a veillé inutilement tout une nuit pour surprendre le délinquant. — A Mauvezin, dans la nuit du 22 au 23 mai, un placard a été apposé.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat M 11*. — Sous-préfet de Toulon à Féart, 30 oct. 52.

C'est un dialogue entre deux demoiselles où intervient le commissaire de police apostrophé ainsi : « Vous êtes un impertinent et un malhonnête homme et aussi sot que l'est votre maître... D'après un nom qu'il déshonore, il a la croyance que la France l'adore ! Pauvre France !

Le sous-préfet a relevé dans ce placard les délits d'offense envers le chef de l'Etat, d'excitation à la haine de son gouvernement et au mépris envers le commissaire de police. Une enquête est ouverte par le procureur. — Le 24 avril 52, le sous-préfet de Mirande envoie au préfet la copie d'une « lettre incendiaire » adressée au président du Cercle de Mirande : *Malheur à vous ! la guillotine approche ; 6 d'entre vous y sont de droit !* On rechercha vainement l'auteur de la lettre (1). Le commissaire de Vic-Fezensac rapporte les propos d'un boulanger, « démocrate avancé », estimant que « les hommes d'ordre exagéraient la fête et la réception du prince Louis-Napoléon à Toulouse ». Le boulanger a nié le propos et le commissaire l'a invité sous menace à plus de réserve. — A Fleurance, le 13 juin, le commissaire a saisi un placard injurieux contre le brigadier de gendarmerie. En juillet, il signale la célébration d'un service religieux en mémoire d'un républicain.

Cette cérémonie a été considérée par les hommes d'ordre comme une manifestation socialiste spontanée, tenant ses ramifications avec le complot actuellement découvert à Paris.

Quatre mois plus tard, l'inscription *République rouge* s'étalait à la vitrine d'un atelier de cordonnerie. Elle était formée de lettres de cuir rouge découpé et collées aux vitres. Au-dessous de l'inscription, huit bonnets phrygiens surmontaient les têtes de Ledru-Rollin et d'« autres chers démagogues ». Le commissaire dressa procès-verbal contre 5 ouvriers cordonniers. — Le 27 octobre, le brigadier de Nogaro signalait au lieutenant de Condom un propos

(1) Archives du Gers. — *Compte mor. et polit.*, 52. — Cap. de gend. à préfet, 10 mai; — sous-préfet de Lectoure à préfet, 18, 29 mai 52; — sous-préfet de Mirande à préfet, 24 avril. — Arch. nat. BB 30/370. — Proc. gén. d'Agen à G. des Sc., 31 mai 52.

de Moulié fils, boulanger à Manciet. Apprenant « l'attentat » contre le Président, il se serait exclamé devant deux femmes : *Tant pis qu'on l'ait manqué ! Mais il n'a pas encore terminé sa tournée !* (1).

En dehors de ces quelques propos ou incidents isolés, partout, jusque dans les villes les plus agitées par l'insurrection, le calme et le silence, précurseurs de la léthargie politique de l'Empire autoritaire. C'est l'impression que laisse la lecture des rapports policiers. Tous les agents du gouvernement constatent ce déclin de la vie politique et s'en félicitent. Juges de paix, sous-préfets, commissaires, procureur général notent « une grande amélioration de l'esprit public ». Toute opposition ou propagande semble avoir cessé. Dans la pénurie de nouvelles politiques, les commissaires s'intéressent aux foires et aux marchés, indiquent dans leurs rapports le prix des grains, des bestiaux, de la volaille.

La situation politique et morale est bonne, écrit le sous-préfet de Mirande, le 10 novembre. Les campagnes égarées un instant par les doctrines socialistes sont revenues aux idées d'ordre et se préparent à donner à S. A. I. des preuves sincères de leur attachement.

Même note chez le commissaire de Mirande :

Mirande continue à jouir du calme le plus parfait. On ne peut se faire à l'idée qu'elle a été si agitée à une autre époque...

A Mauvezin, indifférence politique totale :

Les élections pour le conseil municipal, écrit le commissaire, doivent avoir lieu dimanche prochain... On n'en parle pas plus que si elles ne devaient pas avoir lieu... Beaucoup d'habitants se disposent à acclamer à Toulouse le Prince-Président.

A Vic-Fezensac, qui a élu un conseil municipal résolument hostile, même calme extérieur. Le commissaire écrit :

D'après mes incessantes patrouilles de jour et de nuit dans tous les établissements publics et dans tous les lieux habités

(1) Arch. du Gers. *C. mor. et polit.*, 1852. — Commis. de Vic-Fez., 10 oct. 52; — commis de Fleurance, 13 juin, 5 juillet, 5 et 20 oct. 52. — *M 15*. — Dossier de Molié. Rapport du brigadier de Nogaro, 27 oct. 52.

par les principaux démocrates de notre ville, nous n'avons rien pu découvrir qui fut contraire au gouvernement et au maintien de l'ordre. — Il y a une grande amélioration dans l'esprit public de cette localité. Presque tous les habitants voient avec plaisir le rétablissement de l'Empire. L'ordre le plus parfait continue de régner.

A Fleurance :

La politique est au silence... Les chefs démagogues paraissent déconcertés d'avoir vu partout célébrer avec tant de magnificence la marche populaire et triomphale de S. A. Mgr le Prince Louis-Napoléon. Ils se fréquentent encore néanmoins au nombre de 5 ou 6, mais avec tant de mystère que rien ne transpire (1).

*
**

La vie politique s'est retirée progressivement. « Affamé de silence », le gouvernement a supprimé ou paralysé tous les organes de la vie publique : journaux, réunions, propagande, élections. Une répression cruelle, une lourde compression, l'approbation éclatante obtenue par le gouvernement dans les multiples élections, ont donné aux républicains le sentiment définitif de la banqueroute, pour longtemps irréparable, de leurs idées et de leurs espérances. Après ce grand naufrage, isolés, désemparés, à l'état d'épaves, ils n'essaient pas de renouer les liens brutalement brisés par l'incarcération, la transportation des chefs et des militants. Ils évitent de se voir, de s'entretenir publiquement, afin d'écarter les soupçons d'une administration irritée, vigilante, prompte aux arrestations. La plupart des cafés « rouges », naguère bruisants de discussions politiques, retentissants de « clameurs » et de chansons « démagogiques », ont été fermés. Dans les cafés tolérés, on ne s'entretient plus de politique : les patrons surveillent leur clientèle; quelques-uns ont dû souscrire un abonnement au journal officieux et se faire les intormateurs de la police. Dans les foires, sur les marchés et

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 1852. — Commis. de Mirande, Mauvezin, Vic-Férensac, Fleurance, 16 sept., 5, 18, 20 oct., 1^{er} déc. 52.

sur les places, dans la rue, les colloques de républicains présumés ou d'insurgés grâciés sont notés et signalés. Espionnés comme des conspirateurs, traqués comme des malfaiteurs, cruellement échaudés par leur récente mésaventure, assujettis aux formalités gênantes et humiliantes de la surveillance politique, redoutant partout une oreille délatrice, l'œil du policier ou du maire toujours ouvert sur eux, vivant sous la menace d'un internement pour « hostilité envers le Gouvernement », les républicains rentrés d'Algérie évitent de se réunir, de paraître, s'abstiennent de toute démarche, de toute parole susceptible d'offusquer une administration ombrageuse et impitoyable, qu'ils s'efforcent d'apaiser par une attitude soumise et déférente. Aux élections et aux plébiscites, les républicains ne bougent pas, n'osent pas esquisser la moindre velléité de propagande, car, en ce moment, ils sentent toujours la main du policier ou du gendarme à quelques pouces de leur collet. Et puis, ils voient l'opinion se détourner d'eux; un parti écrasé est vite un parti dédaigné, déconsidéré.

Sous ce calme extérieur, apparent, la passion politique n'est pas éteinte, surtout dans les bourgs et les villes. Elle couve, et elle s'est manifestée aux élections municipales où, s'avivant de griefs locaux et personnels, s'aidant d'une propagande orale difficile à saisir et à réprimer, elle a infligé quelques échecs à l'administration. D'ailleurs les agents politiques du gouvernement ne gardent pas d'illusions : ils ne croient pas à la sincérité des « soumissions » ; la crainte seule contient les républicains; une indulgence prématurée ou excessive envers les condamnés politiques, le relâchement de la compression, la moindre liberté de propagande rendraient vite au parti républicain une force redoutable. D'après les informations de ses substituts, le procureur général note que des trois départements du ressort « le Gers est le seul où l'esprit de désordre se conserve encore au sein de quelques conseils municipaux ». Dans un rapport sur « la situation industrielle, agricole,

morale et politique » du Gers, le capitaine de gendarmerie s'exprime ainsi :

L'esprit de la classe ouvrière est en général mauvais et la crainte d'une sévère et prompte répression peut seule la contenir... Les esprits ne sont rentrés dans le calme que depuis que la propagande a été réprimée avec énergie... Il faudra longtemps encore pour qu'une active surveillance et une bonne impulsion donnée par l'autorité parviennent à modifier l'esprit des populations inférieures des villes qui est toujours mauvais.... — Le parti républicain a encore à sa tête des hommes importants et influents; dans le peuple, il a des sympathies nombreuses, et, si on laissait aux meneurs la possibilité de faire de la propagande, ce serait le parti le plus fort... (1)

Sauf cette dernière assertion, d'une exagération visiblement tendancieuse, toutes ces vues sur le parti républicain sont corroborées par la correspondance des commissaires et des juges de paix.

Dans le Gers, les chefs légitimistes sont de gros propriétaires. Voici une liste des principaux : de Ferbon, de Grammont, de Saillas, de Mauléon, de Ruble, de Montaut, de Cugnac, de Barreau, de Clarens de Lustrac, de Ville-neuve de Panat, de Puymirol, de Cortade, de Godon, de Rességuier, de Lannemezan, de Gontaut-Biron, de Castelpars, de Motteville, de Batz, de Montagut, de Latterrade, de Saint-Pastou, de Cerneillan, de Laborde de Lamothe, d'Yssaut, de Castelmoré, de Bola, de Belloc, Lacoste, de Peyrecave, Lassalle-Cezeaux, de Kennefer, de Campaigno, de Cadignan. Parmi les légitimistes, l'administration a déjà fait deux recrues importantes : de Luppé et de Thézan, candidats officiels aux élections cantonales. D'ailleurs, le ralliement du clergé au coup d'Etat et bientôt à l'Empire a soutiré sa force au parti, en lui ôtant une bonne partie de sa clientèle, surtout paysanne. De plus, en interdisant le serment à ses fidèles, le comte de Chambord les a éloignés des fonctions publiques et électives. Boudeur et hostile, mais sans influence politique, tel est le parti légitimiste à la veille de l'Empire.

(1) Arch. nat. BB 30/370. — Rapport du p. g. d'Agen, 15 nov. 52. Arch. de la Guerre. — *Corresp. gén.*, 1852 — Rapport de gendarmerie, 14 août 52.

L'orléanisme est « sans racine, ni représentant influent dans le Gers ».

Le clergé rallié, la bourgeoisie rassurée, les paysans satisfaits et confiants seront les étais de l'Empire naissant. Quelques gentils hommes terriens, sans activité ni influence, le parti républicain désorganisé, écrasé, traqué, ne peuvent plus opposer qu'une protestation désarmée et muette.

CHAPITRE IX (1)

Les condamnés politiques; — Commutations de mesures de sûreté (avril-décembre 52)

I. Suppliques et « soumissions ». — Misère des familles de proscrits. — De quelques lettres de transportées. — II. Commutations d'avril à août; commutations du 5 août; les internés. — III. Commutations de décembre. — Situation des condamnés politiques au 31 décembre 52. — Conclusion.

I

Rappelons le bilan de la répression dans le Gers à la fin de l'état de siège; près de 800 gersois détenus, 465 frappés de mesures de sûreté, 323 déportés en Algérie, 130 en fuite. Parents, femmes et amis d'insurgés multiplient les suppliques; ils se font parfois les courtiers électoraux des candidats officiels pour apaiser et apitoyer la Commission mixte, l'administration et les magistrats. De leur côté, prisonniers, transportés ou insurgés en fuite envoient leur « soumission » écrite, redoublent de protestations de repentir, de dévouement ou d'abstention

(1) SOURCES PRINCIPALES DU CHAPITRE IX : **Arch. du Gers. C. d'Etat**, 51. M 15. — Dossiers des condamnés politiques (classés alphabétiquement), contenant des suppliques, des soumissions, des notes émanées des juges de paix, sous-préfets, préfets, commissaires, procureur, des avis de grâces, etc. M 8. — Notices rédigées par la Commission mixte. **Arch. Nat.** BB 30/467. *Grâces. 1852-56. Hte-Garonne... Gers.* — Lettres du G. des Sc., du p. g. d'Agen, du préfet du Gers sur les condamnés politiques; listes de transportés désignés pour des commutations ou des grâces, etc. — Pour connaître l'âge, la profession, la situation de famille et de fortune, etc., de chaque condamné politique, cf. *Annexe au Chap. VI.*

politique, décrivent leurs souffrances, la misère de leurs familles, affichent des sentiments et un enthousiasme bonapartistes, évoquent un père ou un grand-père, soldat de Napoléon, parfois blessé ou tué sur les champs de bataille de l'Empire. Les proscrits, leurs parents et amis sollicitent infatigablement l'intervention des curés, des maires, des juges de paix, des sous préfets, du préfet, des conservateurs notables, des conseillers généraux, des gens bien en cour : de Monlaur, chef du Comité napoléonien et révisionniste du Gers, de Luro, avocat au conseil d'Etat, des députés Casagnac, Lagrange et Belliard, des conseillers généraux Bories, de Luppé, Denjoy, etc.

Le père de Léon Clausade (A —) écrivait au préfet :

La mort et l'exil ont dévasté ma famille. En quelques mois, j'ai vu expirer sous mes yeux mes deux filles, la jeune femme de mon fils cadet et leur pauvre enfant, et Léon nous a été enlevé pour être transporté en Afrique... Tant de malheurs ont brisé ma femme. Je vous prie d'appuyer la supplique de mon fils... Avant la proclamation de l'Empire et lors du passage du Prince à Carcassonne, je pris la liberté de lui faire offrir l'hommage d'une ode extraite d'un recueil de poésies que je puollais en 1846 et qui a pour titre le retour de Napoléon. J'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire de cette ode, afin que, si vous le jugez à propos, il soit joint à la supplique de mon fils (1).

Voici une supplique de Cassagne en faveur de son fils, (A —), charpentier à Lupiac :

Un Ancien soldat de l'Empire, entré au service en 1807, sergent au 79^e de ligne, ayant fait la campagne de Dalmatie et d'Allemagne, blessé le 6 juillet 1809 à Wagram, à Tarragone en 1812, réformé pour infirmités et blessures en octobre 1815, vous prie pour son fils interné à Douera, plus égaré que coupable, père d'un enfant en bas-âge, notre seul soutien. Le vieux soldat se rend garant de la bonne conduite de son fils (2).

Desbarats, ancien soldat de la République et de l'Empire, intercède aussi pour son fils, forgeron à Vic, (A +), et rappelle ses états de services.

J'entrai au service en 1792. J'ai fait la campagne d'Italie, d'Espagne, du Rhin. Au passage du Pô, au pont de Lodi, à Casti-

(1) M 15. Dossier de Clausade.

(2) Ibid. Dossier de Cassagne.

glione, au pont d'Arcole, j'ai combattu sous les ordres du général Bonaparte. J'ai été plusieurs fois blessé. Aujourd'hui, j'ai 81 ans et je suis couvert d'infirmités. Vous n'avez pu oublier ces vieux débris de nos armées de la République et de l'Empire. Je n'ai qu'un fils, mon bâton de vieillesse. Il a été égaré. Je veux qu'il me ferme les yeux (1).

La mère des deux frères Deffès (A —), transportés à Bône, essaye d'attendrir le Président en lui apprenant qu'elle a été au service des filles du roi Joseph, ses cousines.

Monseigneur, dans mon jeune âge, j'ai eu l'insigne honneur sous le nom d'Annette, d'être employé dans la maison du prince Joseph, votre oncle, en qualité de bonne des princesses vos cousines. Retiré depuis 30 ans à Mirande, mon mari a 76 ans, et moi 67. Nous n'avons pour soutien que deux enfants qui faisaient aller notre petit commerce. Ils sont à Bone. Signé : Jeanne Deffès, *Annette*, comme on m'appelait chez le prince Joseph (2).

Marie Duprat demande au Président la grâce de son mari, maçon à Pouylebon, (A —) :

Entraîné dans le torrent révolutionnaire qui a tout emporté dans les communes entre Bassoues et Mirande, Pierre Duprat a la sympathie de tous les honnêtes gens, et, depuis que vos portraits ont été vendus, il en a toujours tenu un dans notre chambre. Vous pouvez compter sur lui, sur sa famille (3).

Abeillé, propriétaire à Montesquiou, écrit au préfet, le 27 novembre 52, pour que son fils Louis, interné à Condom, soit autorisé à rentrer chez lui pour l'aider dans ses travaux agricoles. « Ancien militaire, vieux débris de l'Empire, retiré par suite de blessures reçues sur le champ d'honneur », Abeillé rappelle qu'il a reçu le 20 décembre « une médaille de S. A. I. par la voie du comité électoral du Gers » (4).

Cabos Joseph, boulanger à Bassoues (A +), — « agent le plus actif de la propagande révolutionnaire, selon le juge de paix, et affilié aux sociétés secrètes » — à une fille religieuse et un fils sous-diacre au séminaire d'Auch. Ils écrivent au préfet « en faveur de leur père égaré », dont

(1) *M* 15. Dossier de Desbarats.

(2) *Ibid.* Dossier de Deffès.

(3) *Ibid.* Dossier de Duprat.

(4) *Ibid.* — Dossier d'Abeillé. — Lettre d'Abeillé père, 27 nov. 52.

« la tête est trop mal taillée pour avoir organisé le mouvement de Bassoues ».

Nous pouvons dire de lui ce que disait N. S. des soldats d'Hérode : « *Nesciunt quid faciunt* ». (Ils ne savent ce qu'ils font) (1).

Pugens Gilbert, un vieux paysan illettré de Lavardens, intercède pour son fils, transporté à Pont-du-Chélif :

Vieux soldat de l'Empire, j'ai séjourné 3 ans en Espagne, à Bruxelles, à Munster, à Amsterdam, à Berlin, etc. J'ai versé mon sang à la bataille de Poloskof... Je suis dans mon foyer, pauvre, sans récompense aucune, âgé de 65 ans... Grâce pour mon fils; il est mon soutien et celui de ses deux enfants (2).

Joseph Mesplès, âgé de 72 ans, cultivateur et tuilier à Biran, adresse au Président une supplique en faveur de son fils détenu à Auch. Il rappelle qu'en mars 1816, il a été condamné à 100 francs d'amende, à 3 mois de prison et à 5 années de surveillance « pour avoir manifesté des sentiments sympathiques pour l'empereur Napoléon » (3).

Joséphine Bourdil implore la grâce de son mari, brasseur à Auch et interné à Douera :

Mon mari est fils d'un ancien soldat de la République et de l'Empire, qui reçut un sabre d'honneur des mains du premier Consul sur un champ de bataille des premières guerres d'Italie. Transporté à Douera, son éloignement plonge dans les larmes sa vieille mère et ses jeunes enfants et son épouse (4).

Les interventions les plus fréquentes et les plus efficaces étaient celles des maires, des juges de paix, des sous-préfets. Les transportés, leurs parents et amis les sollicitaient sans trêve, « parce que eux seuls peuvent tout ». Informateurs ordinaires de l'administration, ils étaient toujours consultés sur l'opportunité de toute remise ou commutation des mesures de sûreté. Les avis des maires et juges de paix prévalaient : les maires étaient les témoins

(1) *M.* 15. — Dossier de Cabos. Lettre du fils Cabos.

(2) *Ibid.* — Dossier de Pugens. Supplique de Pugens père.

(3) *Ibid.* — Dossier de Mesplès. Supplique, 16 mars.

(4) Arch. nat. BB 30/467. — Supplique de Joséphine Bourdil, 20 juin 52.

directs et les juges les mieux placés pour renseigner le préfet sur l'effet des décisions relatives aux condamnés politiques, sur la situation des familles des proscrits, sur l'esprit de leurs administrés; les juges de paix avaient mené l'instruction judiciaire, rédigé les cahiers d'information et l'énoncé des charges. Les recommandations ou avis des curés avaient aussi un grand poids. Ralliés au coup d'Etat, influents sur les « hommes d'ordre » de leur paroisse généralement pratiquants et même pieux, les desservants, spontanément ou à la requête des familles, écrivaient au préfet en faveur de leurs paroissiens transportés. Témoins apitoyés des poignantes misères provoquées par l'emprisonnement et la transportation des insurgés, maires et curés ont rédigé ou appuyé de nombreuses suppliques. — Le curé de Miélan intercède pour Louis Desplats (A —), qui a agi par « enfantillage plutôt que par malice. C'est un jeune homme ». — Le curé de Saint-Jean-le-Comtal et le conseiller général de Luppé signalent à la clémence de l'administration le maçon Dalié (A —) mari d'une femme infirme et père de 5 enfants, réduits à la plus noire détresse. — Le curé et le maire de Miramont interviennent en faveur du jeune menuisier Lasserre (A —).

« Lasserre, mon paroissien, écrit le curé, appartient à une famille de très braves gens... Il s'est toujours approché des sacrements à Pâques et quelquefois même dans l'année. Je lui ai en tout temps reconnu un caractère doux, complaisant, honnête... Il a contribué au désordre sans le comprendre... » — De son côté, le maire certifie que, jusqu'en décembre, Lasserre a été « le modèle de la jeunesse »; il appartient à une famille honnête; son père, « ancien soldat de l'Empire a une conduite exemplaire »; ce transporté n'est pas dangereux; il est repentant et a bien voté.

Le curé et l'adjoint de Saint-Elix-Theux s'efforcent d'apitoyer le préfet sur l'ex-instituteur Tanazac Vita! (A +).

Selon le curé, Tanazac « a exercé avec zèle ses fonctions pendant 5 ans »; il a assisté régulièrement aux offices et fréquenté les sacrements; bon fils, bon père, bon époux; c'est surtout un « esprit simple,... séduit, entraîné »; il n'a jamais hanté « ni auberges, ni cafés, lieux où s'engendrent ces vices mœux qui dégradent l'homme ». L'adjoint signale au préfet que les 3 jeunes enfants, la femme et le vieux père du transporté sont réduits à la mendicité.

Les curés de Lupiac et de Fleurance interviennent en faveur de Rencontre et de Clavé. — Le curé et le vicaire de Lassauvetat ont adressé à la Commission mixte un chaleureux plaidoyer en faveur du tailleur Maurens (A —), « excellent voisin et bon paroissien », « modèle de dévouement et de charité », soutien d'une mère aveugle, d'un père octogénaire et de 3 jeunes enfants : au 4 décembre, Maurens a empêché le tocsin et tout attentat contre les personnes ou les propriétés, protégé le préfet du Gers et le sous-préfet de Bayonne (1). — Le maire de Marciac intercède auprès du préfet pour le forgeron Joseph Couergou, « son père ayant toujours voté pour le Gouvernement et fait des démarches pur faire triompher à chaque élection le candidat de l'administration » (1).

*
**

Mais les démarches et les suppliques des parents et amis, des maires et des curés, des protecteurs influents restent vaines en l'absence d'une soumission écrite ou signée par le transporté ou le « contumace ». Toute remise ou commutation d'une mesure de sûreté est subordonnée à l'envoi au préfet, pour visa et avis, d'une lettre où le pétitionnaire exprime son repentir, promet soumission et fidélité au Président. La mention *n'a pas fait sa soumission* arrête inexorablement toute pétition, émanât-elle de personnages influents, bonapartistes notoires et amis de l'administration. Le cas de Prieur est démonstratif à cet égard. Victor Prieur, le jeune médecin démocrate d'Auch, a fièrement résisté à sa famille et à ses amis qui l'adjuraient de fuir ou de se cacher. Ecroué et transporté à Mascara, il a obstinément refusé de rédiger une « soumission ». Son père, médecin en chef de l'hospice civil et militaire depuis 1809, intercède pour lui en se déclarant « un vieil et enthousiaste bonapartiste ». Prieur Victor a un oncle

(1) M 15. Dossiers de Desplats, Dalié, Tanazac, Rencontre, Clavé, Maurens, Couergou.

chanoine et des tantes religieuses. Les suppliques se multiplient en sa faveur, signées de 9 prêtres, de 2 religieuses, des adjoints Ader et Planche, appuyées par Granier de Cassagnac. Elles demeurent sans effet. Le 22 août 1857, le ministre et le préfet déclareront en réponse à une nouvelle supplique, qu'elle « ne peut avoir de résultat que si elle émane de l'intéressé lui-même » (1). Quand la soumission n'est pas assez explicite, le préfet exige une rédaction nouvelle. On lit en marge d'une « soumission » de Pujos, cuisinier à Auch, la note suivante : *Nécessaire d'adresser un nouveau recours en grâce; dans sa soumission, il devra avouer ses torts, reconnaître ses erreurs, jurer obéissance à la personne de S. M. I. et aux lois qui régissent la France* (2).

En exigeant des condamnés politiques une « soumission » écrite, le gouvernement croyait prendre ses précautions contre toute opposition ou des menées nouvelles, les grâciés devant se sentir liés ou gênés par l'engagement souscrit. Il espérait par ce moyen maintenir en exil ou en Algérie les irréconciliables, les « incorrigibles » et n'autoriser le retour à leur domicile que d'insurgés ralliés au Président. Ce calcul se trouva faux : les républicains qui n'avaient marchandé ni regrets ni promesses dans leurs suppliques, gardèrent l'amertume de cette humiliation et la haine du gouvernement qui les avait si durement traités et humiliés. Cette soumission forcée fut un grief de plus. Peu de proscrits adhérèrent sincèrement au nouveau régime; la plupart, le cœur gros de rancune muette, guettaient l'heure de la revanche.

Parmi les 465 républicains frappés par la Commission mixte, 43 — 28 transportés et 15 « contumaces » (A +), chefs du parti montagnard et organisateurs du mouvement insurrectionnel — refuseront, par fierté, par point d'honneur, une « soumission » impliquant un désaveu de leur

(1) *M 15*. — *Dossier de Prieur. Supplique*, 31 mars 57; lettres du ministre et du préfet, 22 août 57.

(2) *Ibid.* Dossier de Pujos.

conduite en décembre : un pareil écrit les diminuerait à leurs propres yeux comme une faiblesse indigne (1). Mais la masse des proscrits se résigna. Parmi les fiers et les énergiques, beaucoup fléchiront peu à peu, minés, accablés par l'exil, la fatigue, la maladie, le désespoir. D'ailleurs cette soumission, arrachée à la souffrance, au désir torturant de revoir sa famille et son pays, la plupart des insurgés la tiennent pour une simple formalité, nullement pour un engagement d'honneur.

Dans leurs soumissions ou suppliques, les insurgés se disent *entraînés, égarés et repentants*, ou victimes de haines politiques et d'animosités personnelles; ils s'efforcent d'excuser ou d'amoindrir leur participation à l'insurrection. Ils renoncent à la politique et reconnaissent le *vœu de la nation*, « formulé par six millions de suffrages; » éblouis par de fallacieuses théories, leurs yeux se sont dessillés : ils ne s'occuperont plus que de leur travail et de leur famille. Presque tous sont l'unique soutien d'une femme et d'un ou plusieurs enfants en bas âge, dans la misère, de parents pauvres, vieux et infirmes. Certains invoquent leurs maladies ou infirmités aggravées par l'exil et le climat. Quelques uns, dans l'espoir d'intéresser plus sûrement à leur sort le gouvernement et l'administration, rappellent qu'eux-mêmes ou un de leurs parents — père, grand-père, oncle, — ont aimé et servi le grand Empereur, énumèrent leurs campagnes et leurs blessures; d'autres étalent des sentiments napoléoniens, se vantent d'avoir voté pour Louis-Napoléon en décembre 48 ou au plébiscite de 51, d'avoir fait de la propagande ou même composé des chansons bonapartistes. Certains se disent victimes des dénonciations d'orléanistes haineux (2). Enfin quelques-uns, peu nombreux, par fierté ou souci de dignité, sont plus réservés : ils se bornent à reconnaître le gouvernement,

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* 51. *M* 14. — Etat nominatif.

(2) Arch. nat. *BB* 30/467. — Supplique de Peyrussan, 20 février 52; chanson bonapartiste de Sariae, 1^{er} janvier 49.

à déclarer qu'ils renoncent à la politique (1). Mais si la soumission ne contient pas un désaveu assez net du passé et une promesse ferme de fidélité au nouveau gouvernement, le préfet exige une rédaction plus explicite (2). A mesure que leur exil ou leur transportation se prolonge, les proscrits multiplient les soumissions et les suppliques.

Le 21 mars 52, le tailleur Bonnet (A —) regrette d'avoir protesté contre « l'acte sauveur du 2 décembre » ; il ne se mêlera plus de politique et supplie qu'on le rende « à son père, vieux soldat de la vieille garde ». — Le 3 décembre, l'étudiant *Léon Clausade* (A —) écrit : «... Mon extravagance est suffisamment expiée par une année de prison et d'exil... J'ai l'intention d'accepter tous les ordres ou désirs émanant des mandataires d'un gouvernement que je considère comme le mandataire de Dieu... » — *Campan*, tailleur à Fleurance (A —, en fuite), déclare, le 27 juin 52, qu'il n'est pas affilié aux sociétés secrètes ; il croyait accomplir un devoir en défendant la Constitution de 1848. « Huit millions de voix m'ont appris que vous êtes nécessaire à la France. J'adhère à votre gouvernement. Je ne m'occuperai plus de politique ». — Dans sa soumission, le coutelier *Vital*, en fuite, se réclame d'un père « parti volontaire sous la république » et d'un oncle « maréchal-des-logis dans la jeune garde et tué à Waterloo ». — *Eugène Daure* (A +), instituteur de Barran, se borne à déclarer dans sa soumission, qu'il n'a jamais été mu par des sentiments bas et qu'il renonce à la politique. — *Peyrussan*, officier de santé à Beaucaire (A —), en fuite, multiplie les suppliques : « Je renonce à toute politique, écrit-il le 1^{er} juillet 52. J'aime mon bon prince... Je lui serai dévoué... Je suis prêt à verser mon sang pour lui... ». — *Rencontre*, tailleur d'habits à Lupiac (A —), : « Je le sais, Mgr, mais trop tard, que mes idées ont été mauvaises. Aussi, quel n'est pas mon repentir !... » — *Sénac Jean* (A —), instituteur à Mirande, ancien sous-officier de l'Empire, ex-caporal de la jeune garde impériale, est père de 7 enfants, dont deux sont prêtres et une fille sœur de charité. Il regrette sa conduite et promet un loyal concours. — *Clavé Joseph* (A —), médecin à Fleurance, écrit : « Le repentir ne cesse de ronger mon âme... Je comprends que votre gouvernement est le seul qui puisse faire le bonheur de la France. Aussi, je lui donne toute mon adhésion et je promets de lui être fidèle. Je vous prie de me rendre à ma famille désolée dont je suis l'unique et indispensable soutien ». — Nous lisons dans « un pourvoi en grâce de 4 chefs de familles industrielles », *Capmartin*, *Trouctte*, *Delas* et *Caillau*, d'Auch : « ...Gens de peu de pénétration, d'intelligence obscure, incapables de discerner les choses sérieuses, ils cédèrent à une impulsion simultanée, pernicieuse... et coopérèrent sans trop savoir pourquoi aux troubles de décembre... Sincèrement repentants... » Cette sou-

(1) Arch. nat. BB 30/467. — Arch. du Gers. M 15. Dossiers. Cf. suppliques de Th. Boubée, Bacqué Jean, Baverque, Bedout.

(2) Dossier de Pujos. — Soumission du 8 janvier 53.

mission collective est appuyée par le comte de Montaur et accompagnée d'une pétition d'une trentaine d'habitants du quartier de la Treille.

Dans leurs soumissions, la plupart des insurgés mêlent à leur repentir et à leurs promesses de fidélité une justification de leur conduite : ils plaident leur bonne foi, protestent de leur désintéressement, atténuent leur rôle.

En mars 52, *Ayllies* écrit au préfet que « son but dans les troubles de décembre n'a été que de combattre la Constitution qu'il a cru violée par l'acte du 2 décembre ». — Dans sa prison d'Auch, *Bedout Joseph*, cultivateur à Vic-Fezensac, écrivait au même moment : « Je me suis égaré le 4 décembre par l'excitation de quelques individus qui m'engagèrent à marcher pour le maintien du bon ordre. A un kilomètre d'Auch, j'ai reconnu que j'étais trahi et je me suis retiré ». — *Belbèze*, roulier à Fleurance, déclare : « Eveillée par le tocsin ma mère me réveilla pour m'envoyer à l'incendie. Je m'y rendis sans armes. On fit appel à ma qualité d'officier de la garde nationale. J'eus la faiblesse de céder. J'ai pris la fuite par crainte de la prison. Mes parents sont malheureux et infirmes ». — De la prison de Toulouse, *Bordères Auguste* envoie une supplique où il « regrette d'avoir protesté contre l'acte sauveur du 2 décembre ». Qu'on rende un fils à son père, vieux soldat de la vieille garde et « il sera pour la vie un des plus dévoués serviteurs du Président ». — *Darroux J.-B.* écrivait au Président : « Les 4 et 5 décembre, je crus obéir à un devoir, comme beaucoup de mes concitoyens, en me rendant au chef-lieu; 4 mois de prison préventive m'ont éclairé ». — *Bazerque Jean*, ex-instituteur à Fourcès, interné à Mascara, disait dans sa supplique au Président : « Lorsque beaucoup d'hommes importants rentrent en France, vous ne verrez aucune difficulté à mettre en liberté ou à exiler un être aussi nul et aussi chétif que moi. Je vous ai déjà adressé une demande en grâce où je reconnaissais la légitimité de votre gouvernement acclamé par le peuple, par 6 millions de suffrages, et je jurais de ne plus m'occuper de politique (1) ».

*
**

Voilà le ton et le style des soumissions. La cruauté de leur situation explique suffisamment que les 9/10 des insurgés aient fait amende honorable et aient parfois outré l'expression de leur dévouement et de leur repentir, sincère ou affecté. Tous ces transportés sont des gens de très

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat. M 15.* — Dossiers de Bonnet, Clausade, Campan, Daure, etc. — Arch. nat. *BB 30/467.* — Supplique de Denjoy, etc.

mince condition : artisans, petits commerçants, ouvriers, petits cultivateurs ou métayers, employés, presque tous pauvres et chargés de famille. Leur départ, c'est la misère et parfois la pire détresse dans les foyers : le gagne-pain irrémédiablement compromis par la ruine du petit commerce ou de la petite industrie, parfois par l'abandon de la petite exploitation rurale, par la suppression du salaire des ouvriers ou des employés, ressource unique des ménages; les maigres économies patiemment, péniblement amassées, dissipées en quelques semaines; la femme obligée de louer ses bras pour vivre; les enfants à la charge des communes ou recueillis par la charité privée; les parents vieux et infirmes réduits à une quasi-mendicité. Voilà le tableau que suggèrent les pièces des dossiers, recours en grâce, suppliques des parents et amis, renseignements fournis par les agents de l'administration, par les magistrats, par les maires et les curés.

Les détails de cette misère sont navrants.

Un menuisier de Sauviac (Mirande), *Fontoulieu* — sans fortune, ni intelligence, entraîné, déclare le sous-préfet — a laissé 7 enfants sans ressources (1). — *Sébastien Mougès*, de Jegun, a dû abandonner lui aussi une femme et 7 enfants qui sont tombés à la charge de la commune. Il ne rentrera qu'en juin 53, après 3 mois de détention à Auch et 15 mois de transportation en Algérie (2). — Un pauvre coutelier de Viella, *Abadie Vital* a fui pour éviter la détention, abandonnant une vieille mère, une femme et 5 enfants, 2 neveux orphelins qu'il avait pris à sa charge. Son travail était l'unique ressource de cette famille. Il est revenu secrètement à son atelier pour travailler en cachette. Il est dénoncé. Après une arrestation mouvementée, il est écroué à Mirande, le 20 avril, et transporté. Le 16 mai, le commissaire de Riscle le signale comme un « misérable, un homme dangereux », qui « avait demandé publiquement qu'on le nommât bourreau ». Il sera retenu en Algérie jusqu'en mai 53 (3). — *Baron Vital*, cultivateur à Pouylebon, est l'unique soutien d'une mère octogénaire et infirme, d'une femme sourde et de 4 enfants en bas-âge. Il rentrera en août 54, après deux ans et demi de

(1) Dossier de *Fontoulieu*. — Sous-préfet de Mirande à préfet, 3 nov. 52.

(2) Dossier de *Mougès*. — Sous-préfet à préfet; préfet à G. des Sc., 23 mai 53.

(3) Dossier d'*Abadie*. — Supplique de la femme d'*Abadie*, 3 mai; du maire de Viella, 18 mai; com. de pol. de Riscle à préfet, 16 mai 52; maire de Viella à préfet, 4 mai 53.

détention et de transportation (1). — *Jean Dalié*, maçon à Saint-Jean-le-Comtal, a été arrêté le 16 mai 52. Il laisse dans la pire détresse une femme, infirme par suite d'accouchements, et 5 jeunes enfants (2). — *Duffard J.-B.*, charron à Pouylebon, sans autre ressource que son travail, a laissé lui aussi une femme et 5 enfants en bas-âge (3). — *Jean Lestrade*, « bordier » à Pouylebon, chez de Belloc, transporté par erreur, a une femme infirme et deux enfants dont l'un est paralysé. Ces 3 malheureux sont tombés à la charge de gens compatissants. Envoyé en Algérie « pour le compte d'un autre », Lestrade, âgé de 50 ans, ne rentrera en France qu'en 1854 (4). — *Denjoy*, limonadier à Auch, interné à Mascara, est père de 6 enfants dont l'aîné a 15 ans et le plus jeune 2 ans. Son café, sa seule ressource, a été fermé en décembre 51. Une commission médicale a déclaré que sa vie était en danger. « Vous n'avez pas voulu faire 6 orphelins pour quelques paroles courroucées de leur père », écrit Denjoy dans une supplique au Président. Il sera retenu 9 mois en Algérie (5). — *Duclos*, marchand de parapluies à Mirande, a dû abandonner 3 jeunes enfants, recueillis par l'hospice. Il rentrera à Mirande en 54. — *Corrèges*, brassier à Pouylebon, a une femme et 4 enfants, une mère et un père vieux et infirmes. Tous vivaient de son travail. Son départ les laisse sans ressource et ils vivront de la charité publique et privée. Corrèges rentrera en mars 53, après une année de transportation (6). — *Despalanques*, cordonnier, pauvre, de 57 ans, interné dans la colonie pénitentiaire de Bône, est veuf et père de 3 enfants dont un est complètement perclus de ses membres. Il sera désigné pour l'internement dans la Dordogne en août 52 (7). — Un journalier de Mirande, *Autissier*, fait vivre par son travail ses beaux-parents, sa femme et deux jeunes enfants que son éloignement réduit au plus profond dénuement. Il ne rentrera qu'en août 54 (8). — *Aylices*, casquetier à Fleurance, faisait vivre de son industrie 5 personnes : sa femme, ses deux enfants, une belle-mère septuagénaire et une tante infirme de 80 ans. Le juge de paix Denjoy l'a désigné comme « la cheville ouvrière » de l'insurrection à Fleurance. Il ne rentrera qu'en mai 53 (9). — *Bajom Michel*, épicier à Gondrin, a un père et une mère infirmes, sa femme et

(1) Dossier de Baron. — Pr. à G. des Sc., 26 nov. 53, 3 juillet 54; Intérieur à préfet, 29 août 54.

(2) Dossier de Dalié. — Soumissions, mai, 23 juin; recommandation du maire et du curé, 18 mai 52.

(3) Dossier de Duffard. — Supplique, 3 sept. 52.

(4) Dossier de Lestrade. — Certificat de Belloc. — Arch. nat. BB 30/467. Voir plus haut, pp. 320-322.

(5) Dossier de Denjoy. — Denjoy à préfet, 16 mars 52; supplique, 1^{er} juin 53; préfet à Intérieur, 20 mai 54. Arch. nat. BB 30/467. — Supplique, 6 sept. 52.

(6) Dossier de Corrèges. — Maire de Montesquiou à préfet, 2 juillet 52, 14 janvier 53; ministre de la Police à préfet, 7 mars 53.

(7) Dossier de Despalanques. — Note; lettre de Laro, 9 oct. 52.

(8) Dossier d'Autissier. — Préfet à Intérieur, 21 juin 54.

(9) Dossier d'Aylices. — Porterie à préfet, 27 mars 52; Denjoy à préfet.

deux enfants à sa charge (1). — *Bessaignet Jean*, graveleur à Marciac, est malade à l'hôpital de Bône, tandis que sa femme et ses deux enfants sont tombés à la charge du bureau de bienfaisance. Il attendra sa grâce jusqu'au 13 avril 52 (2). — Un pauvre cultivateur d'Aurenque, *Esquiro*, a fui et se cache. Son départ a plongé dans une affreuse misère sa femme, son enfant et quatre vieillards infirmes, ses parents et beaux-parents (3). — *Bergès Julien*, 39 ans, infirme, souffrant d'une hernie, est interné à la Casbah de Bône. Il est père d'une fille de 11 ans infirme, d'un garçon de 9 ans. Il a à sa charge une femme, un père de 72 ans, une mère infirme de 70 ans (4). — *Moulié*, transporté, est le mari d'une femme infirme et le père de 4 jeunes enfants (5). — *Duprat Pierre*, de Pouylebon, interné dans la casbah de Bône, est le seul soutien de 3 enfants en bas-âge et d'une épouse malade (6). — *Marre*, tisserand à Seissan, faisait vivre de son travail une femme et 4 enfants. Sa transportation a été désastreuse pour sa famille (7). — Un forgeron de Tudelle, *Laurent Dubos*, arrêté en août 52, a laissé sans ressources une femme infirme et 4 filles dont l'aînée a 12 ans. Un autre forgeron, *J.-M. Pugens*, a quitté deux enfants et un père indigents. Le premier rentrera dans sa commune en février 53, le second en août 52 (8). — *Vidaloque*, pharmacien à Bassoues, a été transporté le 5 août 52 et ne rentrera qu'en juillet 53. Il est veuf et laisse dans le dénuement et l'isolement 3 filles de 7, 14 et 19 ans qui vivront des secours d'un parent éloigné (9). — *Brun*, épicier à Miélan, a dû abandonner son commerce, une femme et deux enfants. Par décision du 19 juin, il a été interné à Bordeaux où des parents et amis lui avaient procuré quelque emploi. Mais pour des raisons de sûreté publique, le séjour à Bordeaux est interdit aux internés. Brun est envoyé à Castillon où il est sans travail. Il vit des secours de sa femme, qui, par inexpérience, a laissé prérécliter son commerce et tarir les économies du ménage (10). — *Bonnet*, tailleur pauvre de Préneron, a été transporté au camp de Birkaden. Sa femme est morte de chagrin en juin 52, laissant 4 orphelines dont l'aînée a 17 ans. Bonnet sera placé sous la surveillance dans sa commune en décembre 52 (11). — *Campardon*, cafetier-barbier à Seissan, interné à Mostaganem,

(1) Dossier de Bajon. — J. de p. à préfet, 17 mai 52; maire de Gondrin à préfet, 2 avril, 17 mai 52; Bajon à préfet, 13 nov. 52.

(2) Dossier de Bessaignet. — Maire de Marciac, Bessaignet, G. des Sc. à préfet, 29, 21 sept. 52, 13 avril 53.

(3) Dossier d'Esquiro. — Supplique de la femme d'Esquiro, 6 janvier 52.

(4) Arch. nat. BB 50/467. — Supplique et notice de Bergès.

(5) *Ibid.* — Supplique de Moulié.

(6) *Ibid.* — Supplique de Duprat, 13 mai 52.

(7) Dossier de Marre. — J. de p. à préfet, 1^{er} nov. 52.

(8) Dossiers de Dubos et de Pugens. — Maire de Tudelle à préfet, 24 sept. 52.

(9) Dossier de Vidaloque. — J. de p. de Montesquiou à préfet, 26 juin 52.

(10) Dossier de Brun. — Min. de la Police à préfet, 26 juin; Brun à préfet, 11 août; préfet à sous-préfet, 1^{er} déc. 52.

(11) Dossier de Bonnet. — Supplique, 29 sept. 52.

dans le fort de l'Est, parce qu'il n'a pu « supporter un travail pénible sous un soleil brûlant », a laissé sans ressources une femme et trois jeunes enfants. Le notaire Bathie expose au général de Géraudon que, « spontanément, les autorités locales, les notabilités, tous les partisans de l'ordre ont témoigné en sa faveur ». Campardon rentrera à Seissan en décembre 52 (1). — *Laberenne*, tourneur à Vic-Fezensac, a une femme et 3 enfants dont l'aîné n'a pas 5 ans. Sa femme allait accoucher d'un quatrième enfant lorsqu'il a été transporté. C'est la misère noire. Quinze notables de la commune apostillent une supplique au Président. Laberenne ne sera grâcié qu'en avril 53 (2). — *Durand*, ex-inspecteur primaire, domicilié à Condom, laisse sans ressources une femme et trois enfants. Il rentrera en février 53 (3). — Un autre *Durand*, limonadier à Larressingle (Condom) a laissé lui aussi dans la gêne une femme et trois enfants. Il sera grâcié en décembre (4). — *Lestrade J.-B.*, bottier à Mirande, a une femme paralysée et un enfant de 14 ans, dénués de ressources (5). — Le cultivateur *Fezas* est père de 2 enfants, sa femme est à peu près infirme et sa mère incapable d'aucun travail. Il est l'unique soutien de sa famille (6). — Un forgeron pauvre de Viella, *Abadie Joseph*, a été arrêté le 20 avril et embarqué à Cette pour l'Algérie, le 30 juin 52. Il laisse sans ressources une femme et 5 enfants (7). — *Pierre Barbé*, un brassier très pauvre de Mirande, a été interné au camp de Sidi-Brahim. Il laisse une femme et deux jeunes enfants (8). — *Fausseries*, terrassier à Fourcès, retenu en Algérie jusqu'en 54, faisait vivre de son travail une femme et 3 enfants qui sont tombés à la charge du bureau de bienfaisance (9). — *Clavé Joseph*, médecin à Fleurance, avait à sa charge sa femme, deux filles et une vieille mère. Il a fui en Espagne. Les 4 femmes n'ont pour toute ressource qu'une petite maison, une vigne, un pré. Si Clavé ne rentre pas assez tôt, elles devront tout vendre et mendier (10). — La femme de *Pérès*, cordonnier à Vic, écrivait le 7 octobre 52 : « ... On a abusé de sa simplicité, et ces misérables se promènent à Vic, le front haut, tandis que mon mari, un million de fois moins coupable, gémit dans son exil. Nous sommes condamnés, » son vieux père de 70 ans, sa mère de 65, sa fille de 12 ans et

(1) *Dossier de Campardon*. — Campardon à sa femme, 8 sept.; Bathie à Géraudon, 13 sept. 52.

(2) Arch. nat. BB 30/467. — Supplique de la femme de Laberenne, 8 mars 52.

(3) *Dossier de Durand*. — Durand à général commandant la D. M. de Toulouse, 28 mars 52.

(4) Notice de la Com. mixte.

(5) *Dossier de Lestrade*. — Supplique.

(6) *Dossier de Fezas*. — Maire de Bezolles à préfet 8 oct. 53; Intérieur à préfet, 9 janvier 54.

(7) *Dossier d'Abadie*. — Supplique de la femme d'Abadie, 3 mai 52. du maire, etc.

(8) Arch. nat. BB 30/467. *Dossier de Barbé*. — Supplique, 8 juin 53.

(9) *Dossier de Fausseries*. — Note. M. 8. Notice de la C. mixte.

(10) *Dossier de Clavé*. — Lettres de Belliard, du j. de paix, du maire et du curé de Fleurance.

« moi, à mourir de faim sur un grabat. On a exilé un égaré, tandis que les coupables ont eu le bonheur d'échapper à un châtement. Dix mois d'exil sont une leçon assez forte pour un égaré ». Cette supplique a été apostillée par le curé et un groupe d'habitants. Pèrès sera grâcié le 3 février 53 (1). — *Roques*, cultivateur très pauvre, mourra en Algérie, en mars 53, laissant une veuve et 6 enfants (2). — *Bartharès*, ancien boulanger à Castéra-Verdun, interné à Pont du Chélif, est toujours malade : il a laissé 3 enfants et une femme. Sa propriété est demeurée inculte. Il ne rentrera qu'en avril 53 (3). — Un charpentier de Miélan, *Sembrès*, a fui en décembre, abandonnant une femme et deux enfants dans la misère. Le débit de boissons tenu par sa femme a été interdit ; lui-même, traqué par les gendarmes, a dû laisser son métier. C'est la misère. Il a encore un vieux père impotent à sa charge, et sous peu « ses enfants seront obligés de mendier », déclare-t-il au préfet (4). — Un cordonnier de Vic, *Cazavan Joseph*, boiteux, chétif, malingre, a été transporté à Douera. Il a été désigné le 15 août pour l'internement dans la Dordogne. Il est rentré à Vic, les jambes enflées, gravement malade. Il voudrait être autorisé à rester à Vic. Son père, âgé de 70 ans, est infirme, atteint de gastrite chronique, hors d'état de gagner sa vie. Sa mère est âgée. Ils ne possèdent qu'une maisonnette ou baraque et un petit jardin. Le maire de Vic, de Lignac, écrit au préfet : « Leur laisser ce malheureux enfant, égaré autrefois, repentant aujourd'hui..., serait tout aussi juste et équitable que ces grâces accordées à tant d'individus aussi coupables, sinon plus que lui. Qu'on le soumette à toute la rigueur de la surveillance la plus minutieuse de la police, mais qu'on le laisse à ses pauvres parents ». Caravan sera placé sous la surveillance en janvier 53 (5). — *Cadours Jean*, tailleur d'habits à Mauvezin, veuf, a un jeune fils malade de la pierre et une vieille mère dont le dernier fils vient de périr accidentellement. Un groupe d'habitants et le commissaire de police ont adressé au préfet une pétition en vue de faire rentrer Cadours à Mauvezin (6). — *Lacouture*, cardeur de laine à l'Isle-de-Noé, — « le plus inepte et le plus inoffensif des hommes », assure le maire — est marié et père de deux enfants, dont le plus âgé a 4 ans. Il a aussi à sa charge une mère infirme de 80 ans. En son absence, sa famille est entretenue par la commune et quelques personnes charitables. Lacouture ne rentrera qu'en août 54 (7). — Un brassier de Saint-Médard, *Lacomme*, a pris la fuite en décembre. Sa vieille mère, sa femme et ses deux enfants sont dans le dénuement. Il ne rentrera dans sa commune qu'en 54 (8). — La femme d'un forgeron

(1) Dossier de Pèrès. — Supplique, 7 oct. 52.

(2) Dossier de Roques. — Gouverneur d'Algérie à préfet, 25 février 54.

(3) Dossier de Bartharès. — Supplique, 7 oct. 52.

(4) Dossier de Sembrès. — Suppliques, 3, 10 mars 52.

(5) Dossier de Cazavan. — Lettre et certificat de Lignac, 5 mai, 2 nov. 52.

(6) Dossier de Cadours. — Pétition.

(7) Dossier de Lacouture. — Maire à préfet, 18 février 53.

(8) Dossier de Lacomme. — Préfet à sous-pr. de Mirande, 14 mai 53.

transporté, *Desbarats*, de Saint-Paul-de-Baïse, écrit au préfet que toutes les économies du ménage sont épuisées; « dans quelques jours, il faudra qu'elle aille se louer ou mendier » (1). — La femme de *Dupuy*, limonadier à Auch, écrit à son tour au préfet : « Je suis une pauvre mère de famille. J'ai une très petite propriété. Elle est évaluée 7.000 francs. Elle ne me donne pas assez pour m'entretenir et payer les ouvriers... Si cela continue, je serai obligé de me défaire de ce que j'ai gagné à la sueur de mon front. En rendant mon mari à la liberté, vous me dispenseriez de vendre mon bien » (2). Le mari rentrera en juin 53. — La femme de *Fourmigué Lucien*, serrurier à Mirande, mère de deux enfants en bas-âge, a dépensé toutes les économies du ménage afin de pourvoir aux besoins de son mari. Elle n'a plus de quoi nourrir ses enfants. Fourmigué obtiendra sa grâce en avril 53 (3). — La femme du pharmacien *Dours*, écrit au préfet que son mari est nécessaire à l'exploitation de la pharmacie, que leur établissement est grevé d'hypothèques et que la vente judiciaire de leur boutique amènera la ruine. Dours sera retenu en Algérie jusqu'en décembre 52 (4). — En juillet 52, le maire de Vic-Fezensac demande des secours pour 4 familles indigentes dont les chefs sont transportés. Le préfet appuie la demande. Le ministre de la Police répond qu'il ne dispose d'aucun fonds (5).

Il est inutile de poursuivre cette description détaillée des ruines, des misères et des souffrances provoquées par la détention, l'exil, l'internement ou la transportation des insurgés républicains. D'ailleurs, bien des misères obscures ou muettes n'ont pas laissé de traces. On peut compléter et préciser ce tableau par quelques indications statistiques, établies d'après les documents administratifs et les dossiers des insurgés. Le coup d'Etat a éloigné ou transporté 197 pères de famille, dont 3 pères de 7 enfants, 5 pères de 6, 7 pères de 5, 7 pères de 4, 43 pères de 3, 69 pères de 2, 63 pères d'1 enfant. Beaucoup ont encore à leur charge des parents ou des beaux-parents âgés ou infirmes.

L'inhumanité et l'arbitraire des mesures de sûreté s'aggravent d'inégalité. Les transportés ou les exilés qui ont des protecteurs influents sont renvoyés plus tôt dans leurs

(1) Dossier de Desbarats. — Supplique.

(2) Dossier de Dupuy. — Femme de Dupuy à préfet, 3 janv. 53.

(3) Dossier de Dours. — Femme de Dours à préfet, 18 mars 52.

(4) Dossier de Fourmigué. — Femme de Fourmigué à préfet, 9 déc. 52.

(5) Arch du Gers. *C. d'Etat. M 14*. — Maire à préfet, juillet; préfet à min., 9 juillet; min. à préfet, 23 juillet 52.

foyers. Les pauvres diables sont oubliés ou maintenus plus longtemps. Les transportés crient à l'injustice. De leur côté, maires, juges de paix, sous-préfets, préfet, procureurs protestent : la sévérité doit s'accompagner d'impartialité, d'une bonne justice distributive. Ils se plaignent souvent que les vrais coupables, les fauteurs du mouvement insurrectionnel soient grâciés, tandis que leurs victimes — la masse des égarés — continuent d'expié en Afrique. Le juge de paix de Mirande « déplore que des hommes passifs, instruments de leur parti aient été frappés au lieu et place de ceux-là qui donnaient l'impulsion » (1) — Le commissaire d'Auch, Paugon, signale au préfet « l'effet déplorable produit sur l'opinion publique par l'amnistie pleine et entière accordée au sieur Violet et à Elisabeth Dupuy »...

Le sieur Violet est toujours considéré comme un des principaux instigateurs de l'insurrection du 4 décembre. Il exerçait une assez grande influence sur les masses socialistes par son intelligence active... Il est constant qu'il était le principal organisateur des sociétés secrètes... Sa grâce est le résultat d'influences de famille, et l'on dit avec raison que, lui-même étant grâcié, tous, moins coupables, doivent l'être. On ajoute que l'exception en faveur de cet homme ne peut être justifiée que par une promesse écrite, éclatante, de se dévouer désormais au gouvernement du Prince-Président ; mais alors cette promesse doit être publiée par tout moyen et insérée principalement dans *Le Courrier du Gers*. On ne pardonnerait quelque peu au Gouvernement (c'est le mot dont on se sert) qu'à cette condition. Le Gouvernement n'a pas eu la main heureuse. Il n'en faut quelquefois pas d'avantage pour faire renaître des espérances coupables, pour faire dire que le Gouvernement est faible. Il y a en effet des espérances chuchotées dans le camp socialiste. On va jusqu'à croire à de la défection dans l'armée. Ce renseignement est puisé auprès de

(1) En 1853, le préfet écrira que les chefs de l'insurrection ont trouvé dans le parti de l'ordre de nombreux protecteurs dont l'intervention miséricordieuse ne s'est jamais exercée en faveur d'insurgés entraînés : « *Il n'est pas un chef de l'insurrection qui n'ait été recommandé par dix hommes d'ordre. Je pourrais donner diverses interprétations de ce fait. Il est probable que la pcur en est la principale cause. Il est possible aussi que le désir de prendre quelque influence sur le personnel n'y soit pas étranger. Les mêmes démarches, dans tous les cas, n'ont jamais été faites en faveur d'insurgés qui n'avaient été qu'entraînés, et j'aurais cru manquer à mon devoir en n'écartant pas ces recommandations, inspirées par la faiblesse ou l'aveuglement des personnes que l'insurrection victorieuse n'aurait assurément pas ménagées* ». (M 15. Dossier de Barbé. Préfet à Int., 26 oct. 53).

quelques ecclésiastiques à même de savoir par leur position exceptionnelle.

D'ailleurs, ni l'administration, ni les magistrats, ne gardent d'illusions sur la sincérité des « soumissions » arrachées par les souffrances de l'exil. Ils devinent ce que les proscrits ruminent silencieusement de colère et de haine, ce qui gronde sourdement en eux contre un gouvernement qui les traite si inhumainement et les oblige à des hommages hypocrites. Bien des détenus ou des transportés ont signé leur soumission la rage au cœur.

*
**

Quelques lettres de transportés conservées dans les dossiers, nous ouvrent des vues sur la vie dans les camps de détention, à Douera, à Bourkika, à Pont du Chélif. Elles nous ont transmis les espoirs, les illusions, les déceptions et les colères des proscrits.

Nous possédons cinq lettres d'un insurgé de Fleurance, Pédaliès (A —), âgé de 30 ans, mégissier sans fortune, marié et père d'un enfant. Détenu à Lectoure, il a adressé une supplique au Président. Au camp de Douera, il travaille à la construction ou à l'entretien des chemins. Docile, patient, résigné, il s'efforce de hâter son retour par une conduite irréprochable, qu'attestent les certificats du conducteur des ponts et chaussées et du commandant de camp, le lieutenant Monier. Il écrit au juge de paix et conseiller général Denjoy pour qu'il intéresse en sa faveur le député Lagrange; il lui explique son républicanisme, exempt de toute basse convoitise. Sa femme lui a conseillé de s'adresser, pour adoucir son sort, au colonel du 1^{er} Chasseurs d'Afrique, Cassagnoles, natif de Vic-Fezensac. Pédaliès lui répond le 4 juin :

Le colonel ne s'est occupé que de l'avocat Canteloup, qui vivait dédaigneusement à l'écart de ses compagnons de proscription; il l'a interné chez lui à Alger; on ne s'intéresse qu'aux « grands républicains »; on méprise, on néglige les petits,

Tous les jours sous le commandement de sergents, il travaille sur les routes, par un soleil accablant. Sa position est cependant préférable à celle des transportés du camp de la Bourkika : 55 de ces malheureux, épuisés par le climat, ont été emprisonnés à Bône pour refus concerté de travail, à la suite de mauvais traitements et de la suppression de leur paye, — 10 centimes par jour... Tous ceux qui n'avaient pas terminé le travail assigné pour la journée étaient jetés en prison le soir. Trois sont morts; douze sont à l'hôpital, et, parmi eux, Maurens, de Fleurance, gravement malade.

Quant à moi, écrit Pédaliès, je me résigne à tout, je fais exactement tout ce qu'on me commande. Je me mets à l'abri de tout reproche, car je vois ce qui arrive à tous ceux qui veulent faire les mutins. Cependant le soir, quand je me retire tout abattu de fatigue, et que je jette un coup d'œil sur ma malheureuse position, je ne puis m'empêcher de verser des larmes; car je pense, ma très chère femme, que peut-être nous sommes ici pour longtemps, car je ne puis pas comprendre quelles sont les idées du gouvernement. Hier encore, il nous est arrivé 700 détenus venant de France, et on en attend 1200 dans 2 ou 3 jours, et je me fais à l'idée qu'il est très difficile d'obtenir une grâce à moins que l'on n'ait de très grandes protections. Ah ! si ce n'était toi et notre cher enfant, je me livrerais à quelque acte de désespoir! Mais je vous vois sans cesse, malgré une si large distance; je vous vois toujours entre mes bras, qui me portez des paroles de consolation....

Pédaliès n'espère plus qu'en Denjoy et il supplie sa femme d'aller le trouver. De son côté, il lui écrit le 7 août, pour qu'on l'inscrive sur les listes des grâciés du 15 août. Il se dit découragé :

L'hospice et l'infirmerie de Douera sont encombrés de malades, et nous avons à regretter tous les jours la perte de quelqu'un d'entre nous et presque toujours père de famille, et presque tous repentants de leurs fautes. Sur 30 que nous étions de Lectoure, il y en a déjà deux qui sont dans l'autre monde. Il y a un peu près deux mois, c'était Bordère et aujourd'hui, c'est Sentis, de Saint-Clar. Heureusement encore qu'ils ne sont pas mariés. Et je vous laisse à croire, Monsieur, la souffrance que je dois endurer, loin d'une femme et d'une enfant que j'adore, et dans un climat brûlant et manquant d'argent et de tout nécessaire.

Son frère lui a envoyé un mandat de 10 francs et lui a généreusement offert de partager avec lui son salaire.

Mais tout espoir d'un rapatriement prochain a disparu. Le 14 août, le général Espinasse a visité et déçu les transportés de Douera qui avaient escompté une amnistie générale. Le général les a simplement invités à rédiger de nouveaux recours en grâces qu'il transmettra aux préfets. Pédaliès s'est empressé d'en remettre un à Espinasse. Pour obtenir un avis favorable du préfet, il envoie sa femme chez Denjoy qui vient d'être élu conseiller général. Une lettre de son compatriote Aylies lui apprend la mort d'un insurgé de Barran dont le fils est très malade à l'hôpital, et d'un insurgé de Condom décédé à Tlemcem. Il demande à sa femme, bien qu'il la devine « gênee dans ses affaires », de lui envoyer quelques sous, car son exil menace de durer.

Tu me diras peut-être que j'en dépense un peu trop. Cependant, ma chère femme, je t'assure que je ne fais pas d'extra, mais je me soigne cependant assez bien, car, d'après le mauvais sang que je me fais, je crains toujours de tomber malade dans ce climat d'Afrique. Car je suis peut-être le seul qui n'ait aucun mal. Nous avons tous les jours malheureusement des pères de famille à regretter. Il nous en est encore mort un de Barran, et son fils est très malade à l'hôpital. Il en est mort également un autre de Condom. Celui-là est mort à Tlemcem. Je l'ai appris par une lettre d'Aylies.

Et Pédaliès désespère de rentrer à Fleurance auprès de sa femme et de son enfant. Il se lamente de dépenser tous les jours plus que ne gagne sa femme. Ce qui l'exaspère par dessus tout, c'est de songer que de « tous les chefs de « ce misérable parti, aucun n'est en Afrique; tous sont en « liberté, ou internés en France et bien près de chez eux; « et encore la plus grande partie n'a pas été arrêtée... » Il conseille toujours à sa femme de voir Denjoy; si ce dernier pense qu'il n'a aucune chance de rentrer à Fleurance, il se résignera à être interné à Agen ou à Toulouse : là, il pourra gagner sa vie et secourir sa femme au lieu de la ruiner. Pédaliès conte ensuite une partie de pêche avec Cassagne dans la rivière de Mazafran, une traversée de forêt et un bain délicieux dont il avait grand besoin (1).

(1) *Dossier de Pédaliès*. — Cinq lettres à sa femme et à Denjoy.

Bergès, un pauvre tisserand de Bezolles, a été interné dans le camp de Birkaden avec les frères Réchou, cultivateurs à Bonas. En avril, une fille lui est née. Il a envoyé deux pétitions au Président de la République et il écrit à sa femme d'en informer le curé qu'il s'efforce d'apitoyer sur son sort. Il le prie de profiter du passage du commissaire chargé de reviser les dossiers pour obtenir sa grâce.

Monsieur le Curé, vous me connaissez depuis que j'étais enfant; vous pouvez juger de ma vie. Je promets d'être fidèle au gouvernement.... Jamais vous ne vous ferez une idée du mauvais sang que je me fais quand je pense chez moi. Chaque fois que je pense, les larmes me viennent aux yeux, en me voyant si éloigné de mon épouse, de mes parents, de mes amis, ainsi que de tous ceux de la commune. Nous allons faire une promenade d'une heure de chemin par semaine. Je n'y suis encore été qu'une fois... — Vous me dites d'être toujours bien sage, bien soumis et respectueux envers les autorités. Oui, je vous le promets, et qu'il faudrait être bien ingrat, si on venait à les manquer, sur quelque rapport que ce soit, parce que le commandant du camp, c'est le plus brave homme que l'on puisse voir, ainsi que tous nos supérieurs.... On m'a appris que vous deviez vous transporter à Auch pour moi. Je vous prie de faire tout ce qui sera nécessaire. S'il en coûtait quelque chose, je vous rembourserai à mon retour. Je vous prie de me savoir dire si vous voyez que je puis obtenir ma grâce pour la Saint-Jean, dans 6 mois ou à peu près, car nous languissons de ne pas savoir pour combien de temps nous sommes transportés. C'est une grande peine surtout quand je pense chez moi. Mais avec le secours de Notre Seigneur, nous parviendrons à nous soutenir (1).

Hourteillan, barbier et carillonneur à Beaucaire, très pauvre, écrit à son curé. Il lui conte la visite du général Espinasse au camp de Birkaden, le 14 août. Le général leur a adressé quelques paroles d'espoir :

« Après nous avoir observés, le général nous a dit que nous « devrions être assez punis. Tandis que nous avions fait quelques « mauvais pas sans savoir,.... les auteurs de cela, ou du moins « les ambitieux, étaient en liberté ». Il les a ensuite engagés à rédiger des demandes de grâce au Président; il était disposé à les appuyer. Les vieillards et les infirmes seront renvoyés, si les autorités locales les jugent inoffensifs et nécessaires à leurs familles. En conséquence, Hourteillan prie le curé de se concerter avec

(1) *Dossier de Bergès*. — Lettres à sa femme et au curé, 24 avril, 4 et 29 mai 52.

le maire pour obtenir sa grâce. Il promet de payer ce qu'il doit déjà à la fabrique et demande qu'on laisse à sa femme la sonnerie des cloches pour l'aider à vivre (1).

Dans certains camps de détention, les transportés soumis à des travaux pénibles par une chaleur torride ont refusé de travailler. On les a internés dans un fort pour mater ce que les gardiens appellent l'esprit de rébellion ou de mutinerie. Une lettre de Campardon, barbier-cabaretier à Seissan, nous apprend que ce transporté et ses compagnons, exaspérés par un surmenage déprimant, ont refusé tout travail. Par représailles, ils ont été enfermés dans un fort de Mostaganem.

Bien chère femme et enfants, écrit Campardon, rien n'est encore venu me dire ce qu'il sera fait de moi et de mes compagnons d'infortune. Toujours est-il qu'une décision serait mon contentement. L'autorité militaire avait apprécié ma conduite.... Mais il fallait me soumettre à ce que je t'ai dit par ma dernière. Vous m'êtes trop chers et je suis trop *inattaquable* pour donner autant de satisfaction à ceux qui désiraient de me voir dépérir à cette tâche que je repousse... Quelque pénible que soit la situation, j'ai le bonheur d'être bien portant (2).

Un autre transporté, Goudoulin Joseph, maréchal-ferrant à Bezolles, donne à son tour quelques détails à sa femme sur la vie à la colonie pénitentiaire de Pont-du-Chélif.

Nous avons quitté Saint-André, d'où nous avons été envoyés au Pont du Chelif, dans un petit village. Nous avons mis 4 jours de marche pour y venir. Nous avons couché 3 nuits dehors, et toujours le mauvais temps dessus. Nous sommes dans un pays entre des montagnes sèches et arides. Nous sommes gardés par 300 Turcos, c'est-à-dire un régiment arabe, excepté un capitaine et un sergent français. Nous sommes au règlement militaire : répondre aux appels tous les jours; monter la garde à la porte du capitaine à tour de rôle. En fait de dépenses, nous sommes assez bien : nous payons le vin 7 sous la bouteille; l'eau, nous sommes obligés d'aller la chercher dans le Chelif, et la laisser déposer une journée, tant elle est trouble et bourbeuse (3).

Fezas Jacques, interné à Pont-du-Chélif, a conçu quelque espoir sur le bruit qu'un commissaire envoyé en Algérie

(1) *Dossier de Hourteïllan*. — Lettre au curé, 4 sept. 52.

(2) *Dossier de Campardon*. — Campardon à sa femme, 8 sept. 52.

(3) *Dossier de Goudoulin*. — Lettre à sa femme, 24 mai 52.

allait rapatrier un grand nombre de transportés. « Ah ! je ne m'occuperai plus de politique », écrit-il à sa femme. Et il lui donne quelques détails sur la vie des transportés :

On nous donnait du bien mauvais pain. Il est meilleur. Ce qui fait que nous sommes assez bien nourris. L'eau est bourbeuse comme de la vase. Nous sommes obligés d'en remplir une barrique chaque soir. Le matin, elle est assez claire pour la boire. Au bout de deux jours, on nous fit nettoyer les alentours des maisons. Il y avait de l'herbe jusqu'au cou. Ce travail nous égaya (1).

Dumas, un jeune tailleur de 21 ans, malade, souffrant « d'une irritation pulmonaire intense avec des accès de fièvre », écrit à sa mère :

...Je suis sans le sou. Dis à ma sœur de m'envoyer de l'argent. Sans argent, on fait triste figure, et il n'y a pas moyen de boire un coup, car nous n'avons que ça qui puisse tenir l'estomac.. » (2)

Sant, aubergiste à Auch, est détenu à Pont du Chélif. Il décrit le régime imposé aux transportés.

...Nous sommes gardés comme des disciplinaires par des soldats arabes; exercice tous les jours; appels item;...pour boisson, eau bourbeuse du Chélif ou du vin drogué que nous payons très cher....Nous sommes très malheureux dans un petit village composé d'une trentaine de baraques. Chacune est occupée par 20 hommes. Tu sais sans doute que la guerre est au Maroc. Un bruit circule que nous allons y être envoyés, les manœuvres le prouveraient. Nous le préférierions plutôt que de rester entre des montagnes sèches et arides. Nous n'avons que 3 ou 4 Français avec nous. Les colons qui s'étaient fixés au Chélif ont été obligés de le quitter. Juge à présent de notre position.

Et Sant dissuade sa femme de prendre à sa charge, en son absence, l'auberge de Bonnet.

Prends un autre sort. Gagne ta vie honorablement. Nous savons que l'Étre suprême récompense ceux qui le méritent. Il jettera un regard de pitié sur nous. Espérons par son secours que je ne tarderai pas à revenir près de toi.

Sant demande à sa femme de se rendre auprès du chanoine Monlezun pour qu'il appuie sa supplique au préfet (3).

(1) *Dossier de Fcgas*. — Lettre à sa femme, 21 mai 52.

(2) *Dossier de Dumas*. — Lettre à sa mère, 8 oct. 52.

(3) *Dossier de Sant*. — Lettre de Sant à sa femme, 13 juin 52.

Sénac, ex-instituteur à Mirande, âgé de 60 ans et père de 3 enfants, a été interné à la Casbah de Bône. Le 30 décembre 52, il écrit à sa femme pour la rassurer sur un court évanouissement récent. Toutes les lettres adressées à ses camarades de proscription ont annoncé une amnistie. Les Mirandais internés à Constantine ont écrit à leurs familles qu'ils devaient partir pour la France le 13 décembre. Présentement, ils doivent être arrivés à Mirande. Que son fils Hippolyte continue ses démarches auprès du préfet, auprès du maire et du sous-préfet de Mirande, qui peuvent seuls hâter son retour.

Qu'il leur dise que je consacrerai à S. M. l'Empereur Napoléon mes biens, ma santé, ma vie, mes bras !... que je lui suis dévoué que je jure fidélité à son gouvernement, aux décrets et lois dont il voudra doter la France, qu'il dise au sous-préfet, au maire, au préfet que je ne ferai rien sans les consulter, que je suis infirme, vieux, que je meurs ici, que je dépéris ici tous les jours.

Il demande à sa femme d'aller trouver le sous-préfet, le maire, Pérès et « le président ». Il mêle à ses vœux de bonne année, la ferme résolution de mener une vie vertueuse et très pieuse.

J'oubliais de vous souhaiter une bonne et heureuse année, ô chère épouse et chers enfants, bien meilleure que celle que nous venons de passer. Oh ! si elle a été cruelle et malheureuse ! Que de larmes ! Que de soupirs ! Que de souvenirs cuisants ! Que cette année 1852 a été funeste pour nous ! Quelle séparation cruelle ! Que de larmes n'avons-nous pas versées de part et d'autre ! Il n'y avait de repos pour nous ni nuit ni jour. Nous arrosons nos couches de nos larmes. Plaise au Seigneur que le commencement de l'année 1853 nous réunisse pour ne plus nous séparer. Ma vie à l'avenir sera une vie nouvelle. Elle sera toute consacrée au service du Seigneur, le matin à l'Eglise, fréquenter les sacrements très souvent pendant l'année et faire mon possible pour vous rendre heureux à tous. Je veux vous donner l'exemple de la vertu, de la douceur, de la bonté. Je veux fuir les hommes ; je veux me faire oublier d'eux. Je ne veux chercher le bonheur qu'au sein de ma famille. Adieu donc, chère épouse ! Adieu, vous aussi, vous tous mes chers enfants ! Bonne année ! Que Dieu nous réunisse ! Priez pour moi (1).

Nous retrouvons cette même vive piété chez un autre transporté, Rencontre, tailleur d'habits à Marciac, père de deux enfants en bas-âge. Il a fait sa soumission. Sa

(1) *Dossier de Sénac.* — Lettre à sa femme, 30 déc. 52.

femme a adressé au ministre de l'Intérieur une supplique appuyée par le curé. La visite du général Espinasse a donné quelque espoir à Rencontre. Le général a invité le commandant à rapatrier d'abord « les infirmes, les vieux, les pères de famille, les pauvres, etc. ». Rencontre a été déjà classé dans la catégorie des infirmes par deux commissions médicales; il compte être du premier convoi. Il prie sa femme d'aller trouver Granier de Cassagnac pour lui rappeler qu'il a « péché par ignorance », qu'il « jure fidélité au Prince et à son gouvernement ». Miné par la fièvre en août, il écrit à sa femme le 10 septembre :

Je n'ai plus de fièvre... Ta lettre, ma chère épouse, m'a fait un grand plaisir. J'y puise des consolations. Oh oui ! c'est comme tu le dis bien, dans le cœur de Jésus et de Marie qu'il faut puiser des consolations. C'est aussi dans le cœur de Dieu que je vais puiser des forces pour supporter mes peines. Car j'en éprouve de bien cuisantes, éloigné de ma bien-aimée et de mes pauvres enfants qui n'ont que toi pour leur procurer leur pain de chaque jour. Tout cela assombrit mon front et fait couler mes larmes. Mais alors je pense à Jésus qui a souffert, lui qui n'avait jamais péché. Alors, mon courage se ranime. Je puise de nouvelles forces dans la prière. C'est la prière qui ranime mes espérances... J'oubliais de te dire que j'ai vu une très belle procession à Bône. C'était une cérémonie en l'honneur de saint Augustin. Tout près de la ville sont les ruines d'Hippone où saint Augustin mourut. On y voit encore son tombeau et les ruines de cette grande ville. On y fut en procession. C'est à une demi-lieue de Bône. Il y avait beaucoup de monde (1).

La proscription a réveillé ou exalté les sentiments religieux de quelques républicains. Tous les démocrates, même libre-penseurs ou déistes, ont été élevés chrétiennement. Dans la nostalgie déprimante de l'exil, une enfance et une adolescence pieuses leur sont parfois remontées au cœur. Peut-être certains, pour émouvoir et flatter l'administration, les magistrats, les hommes d'ordre, les curés ou d'autres protecteurs ecclésiastiques, ont-ils cru habile d'adopter un langage pieux et d'accentuer leurs sentiments religieux.

Ces lettres confirment ce qu'on devine aisément de la situation et des sentiments des transportés. L'épreuve est

(1) Dossier de Rencontre. — Lettre à sa femme, 10 septembre 52.

surtout morale. Beaucoup, parmi les plus pauvres, sont torturés à la pensée de leurs femmes et de leurs enfants tombés dans la misère, parfois même réduits à tendre la main. Ils songent aux pauvres économies du ménage qui s'épuisent, au petit commerce, à la chétive exploitation rurale qui périclitent, à l'inévitable ruine totale, si l'exil se prolonge. Et pour perspective, à leur rentrée, un foyer à relever, un patrimoine à reconstituer ! Comme ils la maudissent, à présent, cette politique qui les a perdus ! Ils sont bien décidés à ne s'occuper désormais que de leur travail et de leur famille... On les a leurrés de promesses. On leur a maintes fois affirmé que la grâce suivrait la soumission. La visite et les propos du général Espinasse ont fortifié cet espoir. Et les transportés ont rédigé de nouvelles suppliques, sollicité des protecteurs, provoqué des démarches. La grâce n'est pas venue. Les malheureux n'entrevoient plus la fin de l'épreuve. Ils désespèrent, ils s'aigrissent : les malins, les meneurs, les chefs du parti se sont tirés d'affaire ; les pauvres diables sont négligés, oubliés, paient pour les vrais responsables. Quelques-uns vont jusqu'à taxer d'insouciance, d'indifférence les parents et amis. D'autres, au contraire, se résignent, cherchent appui et réconfort dans une piété avivée par la souffrance ; patients, dociles, ils espèrent que cette attitude hâtera leur départ. Et les souffrances physiques n'ont pas été épargnées à ces vaincus de la politique. Jetés sur une terre lointaine, hostile, assujettis à de durs travaux sous un climat épuisant, ils se sont parfois révoltés contre un surmenage cruel. Et le refus de travailler les a conduits à la prison, à l'internement dans un fort. Ajoutons l'eau bourbeuse du Chélif, l'entassement dans des barraques où les transportés sont gardés comme des disciplinaires par des soldats arabes, les exercices, les appels quotidiens, la nécessité, pour améliorer ou compléter une nourriture insuffisante ou mauvaise, de demander quelque argent à des femmes ou à des parents que la misère guette ou accable déjà. Et l'on comprend que le souvenir de pareilles tribulations ait

poursuivi les proscrits, que la plupart aient gardé une impérissable rancune à un gouvernement qui les avait si inhumainement châtiés pour quelques paroles irritées et quelques gestes imprudents, échappés à l'énervement d'une courte crise.

II

Avant de se séparer, la Commission mixte avait proposé la mise sous la surveillance de 40 insurgés de l'arrondissement d'Auch proposés pour la transportation. Elle estima que les autres gersois classés *Algérie plus et moins* devaient subir au moins un commencement de peine, c'est-à-dire de transportation (1). En mars et avril, de nombreux détenus ou transportés et « contumaces » adressent au préfet leur soumission et un recours en grâce. Les interventions miséricordieuses se multiplient. Le préfet consulte les juges de paix, et aussi les maires et procureurs, sur une quinzaine d'insurgés auteurs de suppliques ou recommandés à l'indulgence du gouvernement et de la Commission mixte (2).

En réponse à une supplique collective de Monlaur, de Marc et Louis Desplats, aubergistes à Miélan, le juge de paix défavorable déclare que ces insurgés recevaient chez eux des « affiliés de tout âge et de toute condition ». — Le juge de paix de Riscle est indigné par l'effronterie du coutelier de Viella, Abadie, « un des plus ardents fauteurs de l'insurrection » qui ose demander sa grâce et ne « prend plus la peine de se cacher, si ce n'est le jour de marché de Viella ». Et à cette occasion, il dénonce le peu de zèle de la gendarmerie à rechercher les insurgés fugitifs. Le préfet communique la lettre au capitaine Bernardy. Quelques jours plus tard, Abadie est arrêté; selon le lieutenant de gendarmerie, la capture de cet insurgé a été retardée par les gens du pays qui favorisaient sa retraite et le prévenaient de l'arrivée

(1) Voir plus haut, chap. VI, pp. 318, 319.

(2) Louis et Marc Desplats, Monlaur Dom., Pugens J.-M., Sabathier Jh., Mesples Jh., Darroux, Louit Bern., Meignen, Daure (en fuite), Rizon, Despax, Lamarque Pierre, Pérès Jean, Bourdil, Abadie.

des gendarmes (1). — Le juge de paix Lavergne (Auch sud) déclarait au préfet, le 18 avril, que toute mesure de clémence envers *Eug. Daure* et *Bernard Louit* (A +) aurait une répercussion fâcheuse à Barran, où « tout le monde est encore ému des « derniers troubles; l'esprit de révolte n'y est pas encore éteint; « les personnes qui par dévouement se sont mises en avant « pour la répression s'en inquiètent » (2). — Le juge de paix de Vic-Fezensac renseignait le préfet sur 5 insurgés. « *Despax Bapt.*, de Marambat, petit propriétaire très aisé, honnête; s'était lié au parti socialiste en fréquentant les auberges et les cafés de Vic; ardent dans la discussion,... pas méchant ». *Lamarque Pierre*, de Riguepeu : sans initiative; homme d'action; sa famille intéressée. *Pérès Jean*, de Vic, très honnête homme, très bon cantonnier, à la remorque des chefs socialistes de Vic...; femme et une fille en bas-âge, père et mère infirmes. *Darroux*, de Saint-Arailhes, « n'a pas la réputation d'un mauvais homme;... famille intéressante;... un des meneurs socialistes de la localité, quoique incapable d'apprécier la portée de ses actes. *Gardères Jean*, coutelier à Vic : un de ces hommes sans rime ni raison qui ne peuvent jamais être que des instruments aveugles » (3). — Une note sur *Bourdil*, brasseur à Auch, qui a sollicité sa mise en liberté, est ainsi conçue : « Laborieux, loyal, intelligent; excellent père de famille et homme irréprochable... Mais tout prouve que sa tête était faible et facile à exalter... Il avait fini par se croire un homme politique. Il procura en grande partie le cautionnement de *L'Egalité*... voyageant pour son commerce et en affaires avec les cafetiers des villes voisines, il a fait beaucoup de propagande anarchique. Il aurait témoigné un repentir sincère. Son absence tourmente sa famille et peut compromettre sa fortune. Il y en a là bien assez pour désabuser une dupe. Il n'y a pas à craindre qu'il y revienne » (4). — Le 10 mai, Lavergne rédigeait la note suivante sur *Langa*, tourneur et brassier d'Ornezan. « ... Travailleur sage et honnête. Mais son état le mit en rapport avec Dupuy, propriétaire, un de nos plus célèbres anarchistes. La tête faible, égarée par la promesse d'un avenir meilleur, il s'est mis au service de la propagande... Faiblesse d'esprit, ignorance, absence complète d'idées politiques, vraiment entraîné. On pourrait le rendre à sa famille en le soumettant toutefois à une surveillance sévère » (5). — Le juge de paix de Montréal estime que la Commission mixte a été trop sévère pour *Bajon*, épicier de Gondrin, « hâbleur sans perversité et honnête, alors que le maçon Broca, « de Gondrin, et Thieux, de Montréal, étaient mis en liberté » (6). — Le juge de paix d'Auch rédige la note suivante sur *Arrivets* (A +), marchand drapier à Auch : « ... Laborieux, excellent fils. « Donnait l'exemple de la pratique religieuse. Ardent, présomptueux, avide de controverse, était devenu un orateur véhément...

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat. M 12*. — J. de paix de Riscle à préfet, 8 avril 52. *M 6*. — L'eut. de gend. à préfet, 22 avril.

(2) *Ibid. M 10*. — J. de p. d'Auch (sud) à préfet, 12 avril.

(3) *Ibid. M 10*. — J. de paix de Vic à préfet.

(4) *M 15 Dossiers de Bourdil*. — Note.

(5) *Ibid. Dossier de Langa*. — J. de p. à préfet, 10 mai 52.

(6) *Ibid. Dossier de Bajon*. — J. de p. à préfet, 17 mai 52.

« mais sans autorité; incapable d'entraîner ou d'organiser » (1). — Le 12 avril, le juge de paix de Montesquiou informait le préfet que *Charles Nabos*, de Mascaras, avait été « l'instrument politique » de son frère Henri dont il régissait le domaine et habitait le château. Poussé par lui, il avait fait de la propagande et combattu l'influence du maire, « homme d'ordre ». Au château, on affiliait aux sociétés secrètes dans des réunions nocturnes. — *Pierre Duprat*, colon partiaire à Pouyebon, s'était mêlé aux insurgés, en décembre, par rancune contre les gendarmes qui avaient verbalisé contre lui; ce procès-verbal avait entraîné une amende et les frais d'un procès correctionnel (2). — La mère, la femme et le beau-père du casquétier *Aylices* ont adressé des suppliques au préfet. Mais le juge de paix Denjoy déclare que Aylices a été « la cheville ouvrière de l'insurrection ». « Sans lui, « l'insurrection n'aurait probablement pas eu lieu. C'est lui qui « a fait tous les voyages à Auch et à Lectoure pour concerter « le mouvement... Je le considère comme un d'entre les plus coupables » (3). — Le juge de paix de Plaisance s'exprime ainsi sur *Coussoulet*, à Beaumarchès : « ... Egaré par la lecture des « mauvaises brochures et des journaux incendiaires... À fait de « la propagande, mais il resta honnête quoiqu'égaré. De mœurs « très douces, il est fort aimé de ses concitoyens. Sa grâce serait « bien accueillie » (4). — Voici la note du juge de paix de Marciac sur *Cabos*, de Bassoues : « ... Antécédents peu favorables. Agent « le plus actif de la propagande révolutionnaire... Il avait sur « les paysans une grande influence... Homme privé sans reproche... Bon père, bon époux, obligeant envers tous... Qui sait si « aigri par un procès considérable, les habiles du parti n'ont pas « exploité ce mécontentement ?... » (5). — Le juge de paix de Vic écrit sur *Chabrière*, mégissier à Vic : « Très bon ouvrier... « La cause principale de son opposition c'est qu'il a eu un procès avec un homme influent et haut placé ». L'avocat Bories précise : « ...Chabrière, mon ancien client, a été poussé, non par des idées « socialistes, mais par des luttes judiciaires avec M. de Rivière, « son voisin, qui lui suscitait des procès injustes... C'était la « guerre du bourgeois contre l'artisan... » (6) — Sur *Dansos Joseph*, cultivateur à Berolles, le juge de paix de Valence s'exprime ainsi : « ... Bezolles s'est livrée presque en masse depuis 48 « à toutes les excentricités politiques; mais je n'ai pas compris que « les Dansos aient joué les principaux rôles dans ces déplorables « excès, soit comme instigateurs, soit comme acteurs » (7). — Le juge de paix de Miélan note que le pharmacien *Dours* n'a ni « mauvais antécédents ni mauvais sentiments »; sa fortune est compromise (8). — Le maire d'Auch Soullier déclare au préfet

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M 15. — Dossier d'Arrivets. — Note du J. de paix, 10 mai 52.

(2) M. 15. Dossier de Duprat. — J. de p. à préfet, 12 avril 52.

(3) M. 15. Dossier d'Aylices. — Suppliques; lettre de Denjoy au préfet, 7 avril 52.

(4) Ibid. Dossier de Coussoulet. — J. de p. à préfet, 10 avril 52.

(5) Ibid. Dossier de Cabos. — J. de paix à préfet, 10 avril 52.

(6) Ibid. Dossier de Chabrière. — J. de p. à préfet, 6 mai; Bories à préfet, 26 juin 52.

(7) M 15. Dossier de J. Dansos. — J. de p. à préfet, 9 avril 52.

(8) Ibid. Dossier de Dours. — J. de p. à préfet, 7 avril 52.

que le limonadier Denjoy « parlait politique en homme exalté. « cependant, il n'a pas été remarqué dans les rues pendant « l'insurrection »; le maréchal ferrant Dufréchou, « jeune homme « actif et vigoureux, facilement égaré par les socialistes d'Auch » qui « se réunissaient souvent chez lui; il était flatté dans sa « naïveté d'être pour ainsi dire remarqué comme un homme « d'élite et d'être visité fréquemment par les *frères et amis*... « Toutefois, on assure qu'il n'est point sorti de chez lui pendant « l'insurrection » (1). — Consulté sur *Fauré*, sellier à Masseube, le juge de paix Campardon affirme qu'en décembre, « Fauré « n'hésita pas à se mettre à la tête du mouvement... Il manifesta « le caractère le plus violent... Il a eu la prudence de cacher ses « opinions à nos yeux; mais elles n'en furent que plus terribles « pour avoir été longtemps comprimées... » (2). — Le juge de paix Lavergne attribue à *Escoubès fils*, de Barran, de « mauvais instincts ». « Il n'a que 18 ans et il s'est fait remarquer dans les « clubs comme tapageur fort exalté. » Il aurait tiré sur la troupe et aurait même été renversé par le recul de son arme trop chargée. Son père, transporté comme lui, a de bons antécédents. « Dans l'insurrection, il a essayé de calmer les plus emportés » (3). — Le même juge de paix note que *Grangé*, tisserand à Ornézan, est réputé dangereux; on redoute son retour; il n'excite aucun intérêt dans sa commune (4). — Le juge de paix de Masseube déclare au préfet que *Nourri*, un jeune homme de 22 ans, « le jour « de l'insurrection alla chercher à domicile les gens qu'il voulait entraîner ». « Quant à la date et à l'intensité de la gangrène « socialiste dont il était affligé, conclut-il, je ne saurais rien « préciser (5). Le juge de paix Lavergne note que *Labat*, ancien notaire, a été le chef de l'insurrection à Barran. « A Barran, qui « compte plusieurs transportés, son tour d'indulgence ne sera « accepté que comme une faveur spéciale, s'il n'arrive pas le « dernier » (6). — Sur *Sénac Jean*, instituteur à Mirande, le juge de paix s'exprime sans indulgence : « Son action et son « influence sur les instituteurs et les gens de la « campagne « ont eu de déplorables résultats ». — Le juge de paix de Mirande estime que le rôle du cordonnier *Regnaud* dans l'insurrection « a été celui des 3/4 de la population » (7). — Selon le juge de paix Tarbouriech, *Trouette*, boulanger à Auch, mérite « la plus grande indulgence » : au 4 décembre, il aimait mieux suivre les insurgés que de leur livrer son fusil de chasse; « la leçon reçue est plus que suffisante »; il est indispensable à sa femme et à ses deux jeunes enfants (8). — Le juge de paix de Montesquiou est favorable au retour du pharmacien *Vidaloque*, de Bassoues. « Il a fait beaucoup de mal, et il a égaré les esprits. Cependant,

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M. 15. — *Dossiers de Denjoy et Dufréchou*. — Maire Soullier à préfet, 25 mars 52.

(2) *Ibid.* Dossier de *Fauré*. — J. de p. à préfet 15 mai 52.

(3) *Ibid.* Dossier de *Escoubès*. — Note du J. de p., 12 juillet 52.

(4) M 15. Dossier de *Grangé*. — Note du J. de p., 10 mai 52.

(5) Dossier de *Nourri*. — Note du j. de paix, 9 avril 52.

(6) *Ibid.* Dossier de *Labat*. — Note du j. de p., 20 juillet 52.

(7) *Ibid.* Dossier de *Regnaud*. — J. de p. à préfet, 30 avril 52.

(8) *Ibid.* Dossier de *Trouette*. — Tarbouriech à préfet, 8 août 52.

« ce n'est pas un homme méchant ni dangereux... Avant sa chute... d'un commerce facile, modéré par caractère, aux pratiques religieuses bien suivies... Ne s'est jeté dans un parti si violent que par l'ambition de remonter ses affaires... Il a expé-
 « Ses trois filles expient aussi, seules, sans ressources que les secours d'un parent éloigné... Vidaloque a fait sa soumission.
 « Ses bons antécédents, ses qualités d'homme privé peuvent répondre de lui... » (1). — Le 30 juillet, le procureur de Mirande envoie au préfet une supplique de 4 insurgés de Marciac, « Ils vous promettent, M. le préfet, de ne jamais plus s'occuper de politique;... ils sont bien repentants;.. à partir de ce jour, ils vous consulteront et suivront en tout vos conseils paternels... » Le cafetier *Laffargue* a manifesté « un grand repentir » et est marié à « une femme de grand mérite »; le matelassier *Lascombes* a « agi par légèreté, entraîné »; le teinturier *Samalens*, « démocrate exalté, mais honnête, menaça de fusiller ceux qui « feraient mine de vouloir piller le château de Saint-Christaud »; le coutelier *Lacaze* a deux enfants très jeunes; « la leçon lui profitera ». Le procureur s'efforce d'apitoyer le préfet sur deux vieillards mirandais dont les deux fils — *Deffès* — sont internés à Bône, et il conclut : « Autant il importe d'être sévère contre les « chefs, les chauffeurs de l'insurrection, autant on peut écouter « la voix du cœur envers des hommes plus ou moins égarés » (2).

Toutes ces notes de juges de paix, de maires ou de procureurs contrastent par une modération relative, par un ton généralement plus équitable, avec les notices de la Commission mixte : on sent que la première ardeur de la répression est tombée. Toutefois, durant les quatre premiers mois de la transportation — d'avril au 15 août — les commutations de mesures de sûreté furent fort rares.

Selon le préfet, tous les condamnés politiques devaient subir un commencement de peine; en conséquence, ceux qui avaient fui ne pouvaient bénéficier d'une commutation. Tout républicain qui avait quitté son domicile s'exposait, en l'absence de toute décision de la Commission mixte, à être assujéti à la surveillance à son retour : la fuite ou l'absence était interprétée contre les républicains comme un aveu de culpabilité. Ainsi l'entendait le préfet quand il écrivait au maire de Monfort :

Troyes n'a été l'objet d'aucune décision de la Commission mixte. Il peut rentrer dans sa famille. Mais le fait même de sa fuite

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M 15 Dossier de Vidaloque. — J. de p. à préfet, 26 juin 52.

(2) Arch du Gers. C. d'Etat 1851. M 10. — Chevert à préfet, 30 juillet 52.

rend la surveillance nécessaire et légitime. J'espère que vous sentirez avec quelle sévérité vous devez veiller sur lui. La gendarmerie va recevoir des instructions à son égard (1).

D'avril à août, 3 transportés bénéficièrent de commutations. Saint-Martin, d'Arpentian (A —), dont la transportation avait été commuée en bannissement au début d'avril, resta interné en Algérie, du 6 avril à la fin de novembre, « par suite d'ordres mal interprétés ». A son retour en décembre, « il avait dépensé toutes ses ressources », et le préfet le proposa pour la surveillance. — Brun, épicier à Miélan (A +, en fuite), fut interné dans la Gironde, par décision du 19 juin. — Chastel (A +, en fuite), riche marchand-drapier de Vic, fut proposé pour l'expulsion le 14 juillet (2).

**

En prévision d'une large amnistie pour la fête désormais nationale du 15 août, le préfet voulut être en mesure de transmettre soigneusement établie une liste de commutations ou remises de mesures de sûreté. Dès le 29 juin, il invitait les sous-préfets à examiner les dossiers et à lui désigner les transportés qui méritaient quelque indulgence (3).

Le 13 juillet, le sous-préfet de Condom envoya au préfet ses propositions. Il redoute une clémence prématurée ou excessive : l'éloignement des insurgés est encore nécessaire; les repentirs ne sont pas sincères; le retour de transportés aigris par la prison et l'exil suscitera des embarras à l'administration; quelques-uns sont incorrigibles, et, envers eux, l'indulgence paraîtra de l'impunité, à la fois un scandale et une menace pour la tranquillité publique.

En général, les condamnés politiques de mon arrondissement, écrivait le sous-préfet, ont des antécédents très peu recomman-

(1) *M* 15. *Dossier de Troyes*. — Préfet à maire, 5 juillet 52.

(2) *Ibid.* *Dossiers de Saint-Martin, Brun, Chastel*.

(3) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, *M*. 12. — Préfet aux sous-préfets, 29 juin 52.

dables, et ils ont tous pris une part active à l'insurrection. Si le pouvoir croit d'une bonne politique et d'une sage administration de faire grâce, si la société peut compter sur le repentir sincère de ses anciens ennemis, ou si elle ne doit attendre aucun effet moral salulaire pour tous de la répression qui pèse sur les coupables, alors l'heure de la clémence est venue !.. Je crois cependant que la séquestration des condamnés est encore nécessaire. J'applaudis sans réserve aux adoucissements qu'on apporte chaque jour au régime pénitentiaire qu'ils subissent; mais des grâces trop faciles blesseraient le sentiment de la justice en conférant l'impunité, et l'avenir social pourrait ne pas être suffisamment sauvegardé.

Suit une liste des 29 transportés « les moins coupables », insurgés « entraînés » ou dont les familles, les relations, le caractère et les recommandations ont paru une caution suffisante :

Duffau Henri; Ferret; Pugins, Réchou, Miranne, Macary, Mouchet, Florensan, Bajon, Broconnat, Roques, Fezas, Toulan, Bazas, Moulié, Durand Eug., Bergès, les frères Goudoulin, Roques, Ladousse, Mouchet, Lassalle, Minville, Mondin, Desbarats, Lebbé, Lalanne, Tautzin, Dupuy.

Tous ces noms sont suivis de la mention commune : *grâce vue avec plaisir*. Les titres à la clémence sont ainsi formulés : *entraîné; exploité par les habiles; nombreux amis dans le parti de l'ordre; famille honorable; homme d'honneur; sans méchanceté; bonne nature; semble corrigé; repentir sincère; généralement aimé; vivement recommandé par le curé, les notables de la commune; misérable et famille nombreuse*.

Le 21 juillet, le sous-préfet ajoute à cette liste *Maquin*, jeune homme « entraîné ». Le 27 juillet, il raye *Tautzin* à qui il avait d'abord attribué un *repentir sincère*; mais de nouveaux renseignements le classent parmi « ces hommes pour lesquels il n'existe rien de sacré ».

Les personnes honorables, la société tout entière était habituellement le thème de ses vociférations et de ses menaces... Danger sérieux à ce qu'il rentrât dans sa famille.

A sa lettre du 13 juillet, le sous-préfet avait joint une liste des 25 condamnés « qui devraient être maintenus en exil toute leur vie » et dont le retour serait « un malheur social et un danger pour le gouvernement » :

Arnould, couvreur; Lamarque, avocat; Traverse fils, négociant; Lestrade, cafetier; Libespère Ant.; Bartharès Noël; Boué; Baylet; Pérès; Boué; Ducousso; Baqué; Duchen; Soulès Jean; Dupuy fils; Deler; Daulhième; Noulens; Dugoujon; Loubère; Mollo; Durrey; Duluc; Peyrussan (1).

Le 22 juillet, le sous-préfet de Lectoure envoie au préfet le travail demandé le 29 juin. C'est la liste par culpabilité croissante de 35 insurgés de Lectoure, transportés ou en fuite :

Cadours Jean, Marès, Deputz, Laclavère, Fourcade, Clave, Taste, Adoué, Troyes, Belbèze, Laterrade, Maurens, Corby, Cadours Louis; Dumoulin, Pepet, Cassagne, Ladouès, Delas, Bruils, Saliné, Noguès Doazan, Duffau, Pédaliès, Sentis, Capmartin, Dubos, Campan, Tarrissan, Dupuy, Castarède, Ayliès, Galut.

Sur sa liste, le sous-préfet a omis Bordères (de Homps), décédé en Algérie. Il juge inopportun, imprudent de solliciter le retour d'un seul de ses insurgés, sauf d'Esquiro, père d'une fille de 15 ans, soutien de ses beaux-parents, et dont le rôle fut si négligeable, que la Commission mixte l'eut mis en liberté, s'il n'avait fui (2).

Tandis que préfet et sous-préfets classaient les transportés d'après l'opportunité de leur retour, le garde des Sceaux prescrivait un travail analogue aux procureurs généraux et à leurs substituts. Le 1^{er} août, le procureur général d'Agen donnait son avis sur le retour de 26 transportés gersois. Douze insurgés peu compromis et vraisemblablement corrigés pouvaient être placés sous la surveillance dans leurs communes :

Le charron Baylac; le cabaretier Bost; les cultivateurs Biane, Fausseries, Lacomme, Ladoux; le fermier d'octroi Florensan; le typographe Labadens; le tisserand Lanusse; le quincailler Ojardias; le cordier Vidal; le roulier Laigneau.

Les 14 autres avaient été des propagateurs du socialisme et des recruteurs de l'insurrection :

Les journaliers Autissier et Maumus; l'ex-instituteur Bazerque; le maréchal-ferrant Desbarats; le limonadier Duffau; l'étameur

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat* M 3. — Sous-préfet de Condom à préfet, 13 juillet 52.

(2) *Ibid.* — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 22 juillet 52.

Duchen; le maçon Ducousso; le tisserand Grangé; le métayer Lalanne; l'épicier Mouchet; le forgeron Darroux; le tourneur Noguès; le cultivateur Fezas; le cordonnier Saubole.

Les ramener au milieu des populations, même assujettis à la surveillance — d'ailleurs illusoire dans la campagne — « serait reconstituer le personnel de la sédition, lui rendre ses chefs et donner à ceux-ci les moyens de réorganiser dans l'ombre les sociétés secrètes qui obéissaient à leur direction... ».

Ils ont tous occupé, dans l'insurrection qui a désolé cette contrée, une position de commandement ou de suprématie qui atteste leur ascendant sur l'esprit de la population qu'il leur fut si facile d'égarer... Voués au mal par leurs habitudes, ils attendent toujours une occasion favorable et on ne peut attendre d'eux un amendement sincère (1).

Pour éclairer le procureur général sur les recours en grâce, le procureur avait ordre de prendre l'avis du préfet, son collègue de la Commission mixte. Féart prit ombrage du procédé. Il lui déplaisait d'être interrogé par le procureur. Il s'en plaignit au ministre de la Police. L'administration, déclarait-il, ne pouvait se prononcer avec une entière liberté que si elle y était expressément et directement invitée par le gouvernement lui-même. En rendant au ministre de la Justice l'examen des recours en grâce, le gouvernement n'a pas entendu se priver des renseignements politiques que seule l'administration peut lui fournir. Il en trouve la preuve dans les lettres où Maupas le consulte sur les condamnés de décembre, afin de pouvoir donner son avis au Garde des Sceaux. Selon le préfet, cette procédure est la meilleure et doit être étendue à toutes les demandes des transportés (2). Il semble qu'elle ait été suivie dans la suite.

Le 2 août, dans une circulaire très confidentielle aux préfets, Maupas démentait les bruits d'une amnistie générale : la sécurité publique exige que le gouvernement « reste

(1) Arch. nat. BB 30/467. — P. g. d'Agen à G. des Sc., 1^{er} août 52

(2) Arch. du Gers. C. d'Etat, 1851. M. 12. — Préfet à min. de la Police, 26 juillet 52.

fidèle à la politique ferme et énergique dont les passions anarchiques et les coupables intentions des hommes de désordre ont fait une nécessité »; les transportés les moins coupables ont suffisamment expié; mais sur les « listes de clémence » ne doivent figurer que des hommes dont le repentir est sincère (1).

En s'aidant des renseignements et avis des sous-préfets et des juges de paix, le préfet a élaboré une liste de transportés ou « contumaces », (A + et —) désignés pour la surveillance dans leurs communes, l'internement en France, hors de leur département, ou le bannissement. Pour chaque proposition, Féart a résumé en quelques formules son avis et celui de ses informateurs.

Lasserre Bapt., de Mirande. Mis en prison et envoyé en Afrique pour un autre. Quelques torts, mais le sous-préfet déclare qu'il a agi sans discernement. — *Alem-Rousseau*, d'Auch. La commission l'avait proposé pour une grâce prochaine. — *Duprat Pierre*, de Pouylebon (Mirande). Marié, 3 enfants, peu de fortune. D'après le juge de paix, honnête homme. Sa moralité est certifiée par le maire qui a apostillé sa supplique. Le sous-préfet le place en tête de sa liste par ordre de mérite, avec cette note : sans intelligence, excellents antécédents, égaré. Pour la Commission mixte, c'est un homme paisible, sans antécédents fâcheux. — *Cabiran*, de Barran (Auch). Le maire certifie qu'il a contribué à la mise en liberté du maire de Biran, de Thezan, lors de l'émeute, lui a signalé le danger. Mis en liberté, a témoigné un grand repentir et a bien voté. Marié, 1 fille. — *Esquiro Jean*, de Fleurance (Lectoure). Marié, 1 fille de 15 ans; beaux-parents infirmes à sa charge. Ne s'était pas occupé de politique. Présenté le premier par le sous-préfet. — *Caubet Jean*, de Lalanne (Marciac). Certificat du maire atteste sa bonne conduite. Le sous-préfet le place le premier sur la liste du canton, le signale comme peu intelligent et entraîné. Bonne conduite en Algérie. — *Cous-soulet Jean*, de Plaisance (Mirande). Le juge de paix le dit égaré, honnête, très doux, très aimé. Le sous-préfet le place le deuxième sur la liste du canton, 28 ans, peu aisé, célibataire. — *Dalié J.-B.*, de Saint-Jean-le-Comtal (Auch). Le maire et le curé attestent son caractère pacifique, égaré et regretté. Marié, 5 enfants en bas-âge, sans ressources. — *Lacassagne*, de Miélan (Mirande). Le juge de paix le propose pour la grâce, si Brun est grâcié; le curé donne d'excellents renseignements; sans antécédents fâcheux, dit la Commission; égaré, déclare le sous-préfet. — *Cadours Louis* de Mauvezin (Lectoure), 1 enfant, mère à sa charge; proposé le deuxième par le sous-préfet. — *Laporterie Jean*, de Montesquiou (Mirande). Selon le sous-préfet, l'instruction n'a relevé aucun

(1) Arch. du Gers. *Compte mor. et polit.*, 52. — Circ. du 2 août.

fait d'insurrection à sa charge. — *Bergès Jean*, de Bezolles (Condom). Le juge de paix déclare qu'il a été travaillé sans relâche lors de la crise; auparavant moral et honnête; septième sur la liste du sous-préfet avec cette note : Vivement recommandé par le curé, le maire, les notables de la commune. Tisserand, marié, 1 enfant. — *M..... Pierre*, de Gondrin (Condom). La commission l'a désigné pour une prochaine mesure d'indulgence. Le sous-préfet le déclare inintelligent, ivrogne, mais peu dangereux. — *Fitté Léon*, de Plaisance (Mirande), d'une famille honorable; égaré par son cousin; repentir sincère. Proposé le premier par le sous-préfet. — *Réchou Blaise*, de Bonas (Condom), 23 ans; d'une famille honnête. Le sous-préfet le dit entraîné par son frère, qui seul doit être puni; indulgence due à son âge. — *Deffès Henri*, de Mirande. Le maire certifie sa bonne conduite. Le sous-préfet le trouve moins coupable que son frère et propose de le rendre à un père et une mère infirmes. — *Messine*, de Roquefort (Auch). N'a cédé qu'à la crainte. Excellents renseignements. La commission ne l'a frappé que comme soldat et après avoir beaucoup hésité. — *Goudoulin Bapt.*, de Bezolles (Condom). Le maire et le curé ont intercédé pour les 2 frères, généralement estimés. Baptiste, 22 ans, entraîné par son frère, mérite plus de faveur. Le sous-préfet propose les deux frères. — *Marès Maurice*, de Fleurance (Lectoure). Charpentier, 1 enfant, beau-père infirme, bons antécédents; troisième sur la liste générale du sous-préfet. — *Bajon Michel*, de Gondrin (Condom). Epicier, 2 enfants, fortune modeste. Le maire lui est très favorable. Le juge de paix écrit qu'on a été sévère pour lui et propose sa grâce. Le sous-préfet le place neuvième sur la liste, le dit affilié aux sociétés secrètes, ayant participé à l'insurrection, mais peu méchant, honnête, d'une famille honorable. — *Darroux J.-M.*, du Brouilh (Auch). Selon le juge de paix, irréprochable jusqu'au 4 décembre; victime des meneurs. Même note du maire, de l'adjoint et des notables qui demandent sa grâce. — *Moulié Jean*, de Vic (Auch). Attestations favorables de notables, du maire et du curé de Vic. Enfants en bas-âge, sans ressources. — *Maquin*, de Condom. Honnête et laborieux. Note du sous-préfet : très jeune et sans expérience; s'est laissé entraîner; vrai repentir. Depuis son départ, son père est mort et sa mère est dans le dénuement; sa rentrée serait vue avec satisfaction. — *Deputz Auguste*, de Mauvezin (Lectoure). Proposé le quatrième par le sous-préfet. — *Laclavère Jean*, de Fleurance (Lectoure). Cinquième sur la liste du sous-préfet. Selon le juge de paix, il doit être gracié avant tout autre insurgé de Fleurance. — *Duffau Henri*, de Condom. Le premier sur la liste du sous-préfet. Homme d'opposition; commandant une section armée, il avait menacé de mort tout insurgé qui commettrait un crime; au milieu de la canaille, pour la maintenir. Homme d'honneur, aimé et estimé, d'une famille honorable. Nombreux amis dans le parti de l'ordre. — *De Sarrac Adrien*, de Barran (Auch). A toujours passé pour un fort honnête homme. Au 10 décembre 48, a agi en faveur de L. Napoléon. N'a mal parlé dans les derniers temps que par la frayeur des rouges. Sa grâce serait bien accueillie. Juge de paix, maire et adjoint le déclarent égaré. — *Ferret*, de Condom. Proposé le deuxième par le sous-préfet. Part active à l'insurrection. Poussé par l'ambition et un vif désir de popularité. Complètement revenu de son erreur. Aimé, estimé,

honnête. Le sous-préfet lui est très favorable; le parquet en dit beaucoup de mal. — *Faget J.-B.*, de Préneron (Auch). Entraîné; grand vide dans sa famille. — *Dumas Romain*, de Vic (Auch). Entraîné; fils de veuve, peu dangereux. — *Fourcade Bapt.*, de Fleurance (Lectoure). Voiturier, marié, 2 enfants; mère infirme; pauvre. Témoigna de l'intérêt au commissaire prisonnier; lui fit offrir à manger. Le sixième sur la liste. — *Cazavan Joseph*, de Vic (Auch). Entraîné; père et mère infirmes; cordonnier pauvre. (J. de paix). — *Despalanques*, de Miélan (Mirande). Selon le sous-préfet, peu coupable. A fait connaître l'existence des sociétés secrètes. Marié, 3 enfants; cordonnier pauvre. — *Escoubès Barth.*, de Barran (Auch). Les habitants s'intéressent plus à lui qu'à son fils également transporté. Exaltation tombée. Bons antécédents. Soutien d'une famille nombreuse. Dans l'insurrection, s'est efforcé de calmer les plus emportés (J. de paix). — *Gardères*, d'Auch. « Instrument aveugle ». (J. de paix). Récompensé d'avoir exposé sa vie pour un militaire qui se noyait. 2 enfants. Pauvre. — *Pujos Domin.*, de Mirande. Troisième sur la liste du sous-préfet qui le dit peu dangereux. — *Moulié Joseph fils*, de Condom. Honnête cultivateur, estimé, entraîné, digne d'indulgence (Sous-préfet). — *Mouchet Raymond*, du Castéra (Condom). Septième sur la liste du sous-préfet; nombreuse famille et sans ressources. Brave homme entraîné. — *Délas Louis*, d'Auch. Famille intéressante; ouvrier laborieux, entraîné (Le Maire). — *Toulan*, de Condom. Brave homme entraîné, père d'une nombreuse famille, sans ressources. Proposé par le sous-préfet. — *Broconat*, de Condom. Le sous-préfet le propose avec cette note : part active à l'insurrection, mais entraîné; honnête, laborieux, économe; on peut tirer parti de cette nature. — *Florensan*, de Condom. Armé à la manifestation et affilé, mais sans méchanceté; semble corrigé; généralement aimé. Fortune médiocre. — *Julian Phil.*, de Riguepeu. Le maire et le curé demandent sa grâce. Septuagénaire et sans ressources. Entraîné. — *Clavé Jh.*, de Fleurance. Proposé par le juge de paix et le sous-préfet, à condition qu'on en grâcie quelques autres avant lui. — *Fauré Gabriel*, de Masseube. Femme et enfant dignes d'intérêt. Il paraît certain que Saint-Antonin et non lui portait le drapeau rouge. Ce fait ignoré a empêché de le proposer pour la grâce; le juge de paix et le sous-préfet s'en référant à l'instruction qui le représente « l'œil hagard et la figure bouleversée », le signalent comme très dangereux. — *Roques Fr.*, de Beaucaire (Condom). Le sous-préfet le dit sans méchanceté ni passion, brave homme. Le préfet consulté par le ministre a donné un avis défavorable sur Roques avant de connaître les notes du sous-préfet. — *Maurens*, de Fleurance (Lectoure). Le procureur a proposé la grâce entière, le préfet le bannissement. *Moulié cadet*, de Vic (Auch). Passait pour un très honnête homme. N'a pas participé à l'insurrection; mais la veille, il aurait envoyé des émissaires dans la campagne. Il laisse en souffrance une femme, des enfants en bas-âge, une industrie utile au pays. *Barbé*, de Mirande. Le préfet aurait promis de commuer sa peine en bannissement. — *Campan*, de Fleurance, *idem* (1).

Le 5 août, le préfet envoyait au ministre de la police

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M 4. — Etat de propositions.

l'état des condamnés politiques « dignes de clémence », groupés en 4 sections. La première contenait « les 28 condamnés auxquels peut être accordée une grâce entière avec surveillance » :

Lasserre Bapt.; Duprat Pierre; Cabiran Jh; Esquiro Jean; Caubet Jean; Coussoulet Jh; Dalié J.-B.; Lacassagne Jacques; Laporterie Jean; Bergès Jean; Laffargue J.-M.; Lascombes Cyprien; Samalens Jean; Lacaze Bapt.; Pugens Oscar; Lebbé Gilles; Bajon Michel; Darroux J.-M.; Moulié Jean (Vic).

La deuxième section groupait les condamnés « qui peuvent être internés en France » :

Maquin, Dupux Aug.; Laclavère Jean; Faget J.-B.; Dumas Romain; Cazavan Jh; Despalanque; Escoubès Bar.; Gardères Jean; Pujos Dominique; Moulié Jean (Condom); Mouchet Raymond; Miranne J.-M.; Delas Louis; Toulan Ant.; Fauré Gabriel; Roques François; Adoué Jh; Maurens Aug.; Broconnat Pierre; Florensan J.-M.; Julian Philippe; Cadours Louis; Bourdil Jean; Darrieux.

La 3^e section comprenait 8 condamnés « dont la peine pouvait être commuée en celle du bannissement » :

Alem-Rousseau; Duffau Henri; de Sariac; Ferret Jh; Sabathier Jh; Clavé Jh; Lassalle Jh; Mondin Blaise.

Dans la 4^e section figuraient 15 transportés *Algérie plus*, « qui pourraient être reportés dans la catégorie *Algérie moins* et recevoir ainsi un adoucissement ».

Belbèze Domin.; Bazax Jh; Cabos Jacques; Dours Pierre; Desbarats J.-B.; Dufréchou Domin.; Feras Jacques; Goudoulin Jh; Lalanne Jh; Montaigut cadet; Monlaur Domin.; Macary Barthel.; Peyrussan Fr.; Trouette Jean; Duville Jean.

Dans une 5^e section, le préfet avait énuméré tous les transportés « qui ne pourraient sans danger être en ce moment l'objet d'une commutation de peine ou d'une grâce » (1). La masse des transportés qui ne figuraient pas

(1) Arrivets Jean, Arnoult Pierre, Autissier, Lamarque L., Traverse J., fils, Lestrade Arm., Baylet Joseph, Pères dit Boué, Ducouso, Baqué Bapt., Duchen, Soulès Jean, Dupuy fils, Deler Jean, Daulhième, Noulens, Dugoujon, Bazerque, Loubère, Mollo, Du'uc, Libespère Ant., Bartharès, Gallut, Castarède Millet, Dupuy Sylvain, Tarriissan Joseph, Dubos Jean, Baron, Carrère, Esqui-

sur ces 5 listes ne méritaient pas, selon le préfet, « d'être signalées ni à l'indulgence, ni à la rigueur du gouvernement ».

*
**

Au 15 août, 59 condamnés politiques du Gers — dont 11 « contumaces » — bénéficièrent d'une commutation; 59 transportations en Algérie furent commuées en 26 mises sous la surveillance, en 25 internements, en 8 bannissements.

Les 26 mises sous la surveillance se répartissent ainsi par arrondissements :

Bourdil, Bergès Jean, Darroux, Messine, Réchou Blaise, Cabiran, Dalié Jean, Moulié Jean cadet, Goudoulin J.-B. (arr. d'Auch); — Caubet Jean, Coussoulet, H. Deffès, Samalens, Duprat, Lacaze Bapt., Laffargue J.-M., Lascombe, Lacassagne, Lasserre Baptiste, Fitte Léon (arr. de Mirande); — Esquiro, Délas Jean (arr. de Lectoure); — Bajon fils, Lebbé, Pugens fils, Minville Pierre (arr. de Condom).

Vingt-cinq transportés étaient désignés pour l'internement dans la Dordogne (8), la Charente-Inférieure (5), les Deux-Sèvres (5), la Vienne (6), le Tarn-et-Garonne (1) :

Cazavan Joseph, Dumas Romain, Escoubès, Faget J.-B., Gardère Jean, Julian Philippe, Mouchet R., Roques Fr., Toulan Ant., Moulié fils Jean, Délas Louis (arr. d'Auch); — Darrieux, Despalanques, Fauré, Laporterie, Pujos Domin. (arr. de Mirande); — Adoué, Cadours Louis, Dupux Aug., Laclaverie, Maurens Aug. (arr. de Lectoure); — Broconat Pierre, Florensan, Maquin, Mirannes (arr. de Condom).

nance, Laspales, Dublanc, Bessagnet, Nabos Henri, Tursan J.-M., Soumabielle, Pujo J.-M., Coussoulet, Dauriac, Fitte aîné, Seignourel, Saubole Dom., Esparrros, Duclos Jean, Castéra Pierre, Tanazao, Cestac, Dur, Marcel Joseph, Lourties, Passama, Lasserre Bapt., Maumus, Darès, Fourmigué, Damblant, Bergès Julien, Baron Vital, Morère, Lussan Ant., Weymont, Bistos, Cabos Hyac., Lagrave, Despeyroux, Chabeau, Marsan, Picaro, Pujos Louis, Domerc Pierre, Soulès J.-M., Vignes Fr., France, Fouraigan, Mangounet, Brisset Jean, Cavanhae, Hourcade Jean, Elisabeth Dupuy, Gastineau, Labat Silvère, Prieur, Zeppenfeld, Canteloup.

Huit condamnés (A + et —) furent désignés pour l'expulsion :

Sabathier Joseph, de Sariae, Alem-Rousseau (Auch), Ferret Joseph, Lassalle, Mondin Blaise, Duffau (Condom), Clavé Joseph, (Lecture).

Par suite d'une erreur de la Chancellerie, Clavé et Lassalle avaient été inscrits sur la liste des condamnés désignés pour l'internement. « Mais la peine (A —) n'était descendue que d'un degré », et ils furent soumis à l'expulsion (1). — Sabathier Joseph (A +), tailleur d'Ordan-Larroque, bénéficia par erreur d'une commutation destinée à Sabathier Jean (A —), encore détenu à Auch. Comme ce dernier ne figurait pas sur la liste des transportés, le gouverneur d'Algérie appliqua la mesure de l'expulsion pour l'Angleterre à Sabathier Joseph. A son retour d'Algérie, Sabathier Joseph se présenta au préfet pour obtenir un congé en vue de régler ses affaires avant son départ pour l'exil. Il fut incarcéré aussitôt, en attendant les instructions du ministre de la Police qui ordonna de le diriger à bref délai sur l'Angleterre. Mais ce transporté malade fut placé sous la surveillance dans sa commune et son homonyme bénéficia de la même mesure (2). — Louis Cadours, coutelier à Mauvezin a été désigné pour l'internement par suite d'une confusion. Son frère Jean, tailleur, veuf et père d'un enfant malade, a été également transporté. Ses compatriotes ont pétitionné pour son retour, et le sous-préfet l'a inscrit second sur la liste, c'est-à-dire parmi les moins coupables. Mais sur les états de propositions les prénoms ont été changés, et Louis a bénéficié d'une commutation destinée à Jean. Le préfet écrit au Ministre de la Police pour lui signaler l'erreur (3).

(1) Arch. du Gers. *M 15. Cond. polit.* — Dossier de Lassalle. Ministre de la police à préfet, 4 sept. 52.

(2) *Ibid.* — Dossier de Sabathier. Préfet à min. de la Police, 14 nov.; min. de la Police à préfet, 14 nov. et 10 déc. 52.

(3) *Ibid.* *M 15.* — Dossier de Cadours. Préfet à sous-préfet, 9 sept., 14 oct.; j. de p. à préfet, 25 sept.; préfet à min. de la Police, 15 oct. 52.



Les commutations du 15 août ont soulevé des réclamations. Bien des condamnés politiques « moins coupables et aussi repentants » que les grâciés ont été oubliés. Le 27 août, le sous préfet de Lectoure, Lacoste, affirmait au préfet que Marès, Fourcade, Taste et Belbèze, d'après l'enquête et par leur position, étaient plus dignes d'intérêt » que les autres transportés de son arrondissement, bénéficiaires de commutation. « Il convient de les comprendre dans la mesure de clémence proposée par le préfet ». Lacoste s'efforçait d'apitoyer le préfet sur Fourcade dont la femme, aux élections du 31 juillet, allait de porte en porte, suppliant les électeurs de voter pour le candidat officiel, afin de bien montrer que toute opposition avait cessé à Fleurance et d'apaiser ainsi l'administration.

Il serait politique, concluait le sous-préfet, de montrer aux populations, qu'en dépit des candidats démagogues, se posant comme les seuls défenseurs des transportés et les seuls zélés à solliciter leur grâce, le gouvernement a cédé à des sentiments de clémence (1).

Le commissaire de police déplore que le serrurier Moulié Jean cadet ait été assujéti à la surveillance à Vic-Fezen-sac, tandis que d'autres compatriotes rentrés d'Afrique et « beaucoup moins coupables » étaient internés dans d'autres départements :

Moulié était un des principaux chefs de la démagogie et a causé beaucoup de ravages dans nos contrées par sa propagande. Il a un frère en fuite pour le même motif.

Quand le préfet, irrité par les élections municipales de Vic, voudra interner quelques transportés rentrés d'Algérie, le maire lui désignera Moulié (2). — Dans un chaleureux plaidoyer, Dutert, le maire de Crastes, s'efforçait de démontrer au préfet l'innocence de de Sarriac (de Barran),

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 51. M 12. — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 27 août 52.

(2) *Ibid.* *C. mor. et polit.* 52. — Com. de Vic à préfet, 2 sept.

détenu à Auch, puis transporté à Médéah et désigné pour l'expulsion.

De Sarriac, affirme Dutert, est un bonapartiste avéré; il est victime d'une méprise cruelle; les « socialistes » rient de sa mésaventure et il est temps de faire cesser cette « comédie » et cette « injustice ». Déjà, le 24 mars, le juge de paix le signalait comme un « parfait honnête homme », passant pour un partisan de Louis-Napoléon et dont la grâce serait bien accueillie de tous. Lors de l'insurrection, il ne s'était point opposé, par timidité, au départ de ses domestiques pour Auch. De Monlaur, « chef du comité napoléonien », avait intercédé pour lui et joint à sa supplique une chanson où de Sarriac célébrait l'élection de Louis-Napoléon à la présidence (1).

**

Le 1^{er} octobre, Féart communiquait aux sous-préfets la liste des transportés rentrés dans leurs communes et désignés pour l'internement dans un autre département. Ces transportés étaient tenus de partir sur-le-champ pour le lieu de leur destination. Si le règlement de leurs affaires exigeait un délai, des demandes seraient transmises au préfet par les sous-préfets, qui devaient y joindre leurs avis. Les passeports signés du maire devaient être envoyés à la préfecture pour le visa.

En septembre et octobre, les 25 transportés désignés pour l'internement reçurent leurs passeports :

Despalanques; Laclavère Jean (20 sept.); Dupux Aug., Faget J.-B., Maquin Pierre, Dumas Romain, Cazavan Joseph (30 sept.); dirigés sur Périgueux; — Darrieux Félix (20 sept.); Julian Philippe, Cadours Louis, Delas Louis (18 oct.); Broconat Pierre (20 oct.); Florensan J.-M. (29 oct.); sur Poitiers; — Adoué Joseph (22 septembre), Toulan Antoine, Fauré Gabriel, Roques Fr. (2 oct.); Maurens Auguste (20 oct.); sur Niort; — Gardères Jean, Pujos Dominique, Moulié Jean (7 oct.); Mouchet Raymond (13 oct.); Mirannes (29 oct.) sur La Rochelle; — Laporterie Edouard (20 sept.) sur Montauban; — Brun J.-J. (30 sept.) sur

(1) *Ibid.* M 12. — Dutert à préfet, 27 sept.; j. de paix à préfet, 24 mars. — Arch. nat. BB 30/467. Supplique et chanson.

Bordeaux (1). — Le tailleur Dumas et le cordonnier Cazavan, malades, furent autorisés à rester à Vic-Fezensac.

L'internement hors du département ou dans une commune du département éloignée de leur domicile n'était pour les transportés pauvres et lourdement chargés de famille qu'un triste pis-aller. Il ne remédiait guère à la détresse de leurs proches dont ils restaient séparés. En leur absence, la ruine se consommait. Pour les internés la difficulté était d'exercer leur métier ou de trouver du travail dans leur nouvelle résidence. Ces nouveaux artisans étaient souvent inemployés, parce qu'ils étaient en excédent. Parfois aussi, les habitants leur étaient hostiles et se détournaient d'eux comme d'étrangers suspects. Ces malheureux sombraient dans la misère et le découragement; ils tournaient parfois à la charge de la commune où ils étaient internés. Ils demandaient à changer de résidence.

Cadours Louis, coutelier à Mauvezin, interné à Poitiers, demande à retourner en Afrique, où il trouvera plus aisément à gagner sa vie. — Brun, épicier de Miélan, interné d'abord à Bordeaux, où il aurait pu être voyageur de commerce, a été dirigé sur Castillon où il n'a d'autre ressource que les secours de sa femme. — Jean Gardère, coutelier à Vic, père de 4 enfants en bas âge et sans ressources, a été interné à La Rochelle. Touchés d'une si grande infortune, les gens de Vic ont signé une pétition pour le faire rentrer. Le curé Terrail et le juge de paix ont adressé une supplique au Président. Gardère ne rentrera à Vic qu'en mars 53.

III

Le général Espinasse avait été envoyé en Algérie pour examiner la position et la conduite des transportés, proposer des commutations ou remises des mesures de sûreté. Espinasse et le gouverneur général d'Algérie dressèrent une liste de transportés malades ou infirmes ou âgés de plus de 55 ans, ou mariés et pères de 3 enfants, proposes pour

(2) Gers. *C. d'Etat*. M 4. — Liste des internés; préfet aux sous-préfets, 1^{er} oct. 52.

la mise en surveillance à leur domicile. Le gouverneur expédia la liste au ministre de la Guerre, qui la transmitt à son collègue de la Justice.

Le 18 octobre, le préfet du Gers reçut du Garde des Sceaux un état de 71 transportés gersois, dont les infirmités, l'âge ou la position de famille avaient paru au gouverneur d'Algérie un titre à une mesure de clémence. Les recours en grâce des transportés étaient joints à cet état. Le préfet était invité à donner son avis sur l'effet présumé des mesures proposées, à désigner les transportés dont il estimait inopportun ou dangereux le retour à leur domicile. Cette liste devait comprendre « principalement, sinon exclusivement » des hommes, « dont la profession libérale, l'instruction, les relations ou l'influence pourraient rendre la présence dangereuse ou gênante pour l'autorité dans leur ancienne résidence » (1).

Parmi ces 71 transportés, proposés pour une commutation en raison de leur santé, de leur âge, de leurs charges de famille, de leur bonne conduite en Algérie, le préfet en désigna 20 dont le retour lui paraissait « dangereux ou gênant pour l'autorité » :

Dur, infirme, 3 enfants; tailleur de pierre; — *Soulès*, infirme, ex-instituteur; — *Dubos Jean*, infirme, 1 enfant, typographe; — *Esparros*, infirme, 3 enfants, menuisier; — *Tursan*, infirme, 3 enfants, négociant; — *Dupuy*, infirme, écrivain; — *Canteloup*, avocat, bonne conduite en Afrique; — *Daulhième*, avocat, 3 enfants; — *Pujos Louis*, 54 ans, marié, 3 enfants, perruquier; — *Bergès Julien*, infirme, 1 enfant, tonnelier; — *Sénac Jean*, infirme, 7 enfants, instituteur; — *Despeyroux*, 57 ans, 2 enfants, cultivateur; — *Picaro Joseph*, 3 enfants, laboureur; — *Pujo J.-M.*, 3 enfants, tailleur; — *Darès Joseph*, 3 enfants, laboureur; — *Duclos Jean*, 3 enfants, marchand de parapluies; — *Lussan Ant.*, 3 enfants, cultivateur; — *Dauriac*, item; — *Tanazac*, 3 enfants, charpentier; — *Seignourcel Guil.*, 4 enfants, commissionnaire (2).

En août, Féart avait classé ces transportés parmi les

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, 51. M 15. — Dossiers de Cadours, Brun, Gardère. Cf. chap. précédent, pp.

(2) Arch. du Gers. M 2. *C. d'Etat*, 1851. — Garde des Sc. à préfet, 18 oct. 52. La liste contient 2 noms de transportés d'autres départements et un double emploi : 71 est donc le chiffre exact des transportés gersois proposés pour une grâce.

85 « qui ne pouvaient sans danger être l'objet d'une commutation de peine ou d'une grâce ». Le 27 octobre, il demandait aux sous préfets de Condom et de Mirande leur avis sur les 20 exceptions opposées par lui aux commutations proposées par le gouvernement (1). Le sous-préfet de Mirande ne retint que 9 exceptions : le retour à leur domicile de Dur, Esparros, Bergès, Sénac, Despeyroux, Tursan, Duclos, Tanazac Pujo J.-M. gênerait l'autorité.

Leurs antécédents et leur conduite en décembre rendrait leur présence dangereuse : *Dur* voulait pendre le sous-préfet; — *Esparros* frappa de sa pique le percepteur; — *Lagrange* s'empara de la poudrière; — *Bergès* « procéda avec violence au désarmement des gendarmes »; sa qualité d'ancien agent de police aggrave son cas; — *Sénac*, « un de ces hommes qui ont fait le plus de mal à Mirande »; et le sous-préfet sait par les insurgés qu'il ne s'est pas repenti; — *Despeyroux*, cultivateur, « un homme des plus dangereux; disait que le pays ne serait heureux que quand le puits de Bassoues serait rempli de têtes de riches »; — *Tursan* « avait enfermé des armes au clocher et les livra aux insurgés »; — *Duclos*, « très à redouter »; — *Tanazac Vital*, ex-instituteur, « a insurgé à lui seul Moncassin, Saint-Elix et Sauviac; révoqué en 1850, Magnitot le fit réintégrer par commiseration en 51; grande faute de le renvoyer, au milieu de populations qu'il a perverties »; — *Pujo J.-M.*, tailleur à Marciac, père de Pujo arrêté à Marseille; « la femme Pujo et ses deux filles servent d'émissaires aux sociétés secrètes ».

Le sous préfet de Condom se déclara favorable à la rentrée de *Dupuy*; mais le retour de l'ex-instituteur *Soulès*, et de l'avocat *Daulhième* serait « une nouvelle cause d'agitation » (2).

Se conformant à l'avis des sous-préfets, Féart se relâcha de sa rigueur en faveur de 11 transportés qu'il avait voulu exclure des listes de grâces; mais il maintint son veto au retour de Daulhième, Soulès, Dur, Esparros, Bergès, Sénac, Despeyroux Duclos Jean, Pujo J.-M.

Le 8 novembre, le Garde des Sceaux adressa au préfet une nouvelle liste, transmise par le ministre de la Guerre, de 10 transportés proposés pour une commutation : Labon-

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 51. M 10. — Préfet aux sous-préfets, 27 oct. 52.

(2) *idid.* M 12. — Sous-préfet de Condom et de Mirande à préfet, 2 nov. 52.

ne Paul, Lussan Antoine, Couzies J.-M., Lacoste, Maumus, Nourri, Pujos Domin., Dubord Jean, Boué Fr., Durand Joseph. Le préfet approuva ces propositions et ces 10 transportés seront placés sous la surveillance au 4 décembre.

Le 15 novembre, le préfet retourna au Garde des Sceaux les états des propositions du 18 octobre et du 8 novembre. Il s'exprimait ainsi dans sa lettre d'envoi :

J'ai examiné les 4 états qui comprennent 75 individus soumis à la transportation et proposés par le Gouverneur général à la clémence de Mgr le Prince-Président. Cette mesure d'indulgence serait fondée à l'égard des condamnés, soit sur leurs infirmités, soit sur leur âge, soit sur leur position de famille. A ces divers titres, les populations n'y pourraient voir qu'un acte d'humanité et j'espère leur faire envisager ainsi.... Je pense du reste que l'intention du gouvernement serait d'astreindre tous ces nouveaux grâciés à la surveillance de la police. Cette mesure me paraît indispensable et écarte tout danger.

Le préfet est d'avis qu'on ajourne le retour d'une dizaine de transportés qui figurent sur les listes de propositions du Gouverneur.

Je désirerais vivement, écrit-il, que Canteloup et Daulhième, avocats, le premier à Auch, le second à Condom, ne reparussent pas quant à présent dans le Gers et que l'indulgence qu'a pu mériter leur conduite se bornât à un adoucissement qui leur rendît moins pénible le séjour de l'Algérie, ou, tout au plus, à un internement dans un département éloigné du Gers. Je crois d'ailleurs que Canteloup s'est refusé jusqu'ici à signer une demande en grâce. Je pense également qu'il serait impolitique d'étendre les mesures de clémence aux sieurs Soulès Hippolyte, ex-instituteur, Dur, Esparros, Bergès, tonnelier, Sénac Jean, Despeyroux, Duclos Jean, Pujo J.-M. D'après les rapports qui me sont parvenus, ce sont des hommes tellement décriés que leur présence dans leur commune serait une chose fâcheuse, fut-elle motivée sur l'état de maladie ou la situation de famille de ces individus.

Le préfet déclarait, qu'en plus des transportés désignés par le Gouvernement d'Algérie, 52 autres méritaient une commutation : il proposait 29 transportés pour l'internement en France, 6 internés et 17 autres transportés pour la surveillance à leur domicile. Selon lui, ces commutations étaient conformées à une bonne justice distributive; elles ne risquaient pas de compromettre « la tranquillité des populations »; ces transportés n'avaient joué qu'un rôle

effacé dans l'insurrection; leur repentir était sincère et leur famille, digne de pitié (1).

**

Le gouvernement voulut inaugurer l'Empire par une « large mesure de clémence ».

Les factions ne sont puissantes que sous un gouvernement faible, disait une circulaire du Garde des Sceaux, du 13 novembre. Aujourd'hui les hommes, que de folles théories ou de coupables espérances avaient entraînés sous le drapeau de l'anarchie, peuvent reconnaître à des signes certains et les vues de la Providence et les vœux de la nation. S'ils savent d'ailleurs que le Prince aime à pardonner, ils n'ignorent pas que la répression peut-être prompte et énergique. La volonté de S. A. I. est donc, M. le Préfet, que les Français frappés de mesures de sûreté générale, soit par un décret, soit par une décision de la Commission mixte,... puissent, à moins de circonstances exceptionnelles déterminées, s'associer désormais aux glorieuses prospérités de la Patrie et retrouver leur place au foyer domestique.

En conséquence, tout condamné politique qui fera sa soumission, obtiendra une commutation ou une remise de mesure de sûreté. Toutefois, les recours en grâce des insurgés repris de justice ou frappés « comme auteurs ou complices d'attentats ou de violences contre les personnes » restent soumis à l'examen ordinaire.

Le 9 novembre, le ministre de la Police prescrivait aux préfets un travail d'ensemble sur les condamnés politiques, qui lui permit de formuler « une opinion sur le mérite de leurs recours en grâce et la valeur de leur protestation de repentir et de dévouement ». Ce travail comportait 1° un état des condamnés politiques « qui ne peuvent dans aucun cas être renvoyés dans leurs foyers »; 2° un état des condamnés politiques « dignes d'une mesure de clémence ».

Le 24 novembre, après avoir consulté ses sous-préfets, Féart envoyait au ministre de la Police le travail prescrit. Il rappelait à Maupas qu'il avait envoyé le 5 août un état des 85 condamnés dont la rentrée serait dangereuse ou

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 51. M 4. — Préfet à G. des Sc., 15 nov. 52.

génante. Mais, par suite des avis favorables du gouverneur d'Algérie, et de « l'amélioration des esprits qui rend le contact de ces individus moins à redouter pour les populations », il avait rayé de cette liste une trentaine de noms. Voici les noms des insurgés envers qui le préfet s'est relâché de sa rigueur :

Autissier, Pérès dit Boué, Bacqué Bapt., Dupuy fils, Bartharès Noël, Baron, Esquinance, Laspales, Dub'anc, Bessaignet, Tursan J.-M., Coussoulet Jean, Dauriac Jean, Seignourel Guil., Passama, Maumus, Darès, Fourmigué, Damblanc, Baron Vital, Morère Fr., Lussan Ant., Weymont, Bistos, Chabeau, Marsan, Picaro, Pujos Louis, Domerc, Soulès J.-M., Fouraignan, Brisset, Hourcade.

L'état des insurgés, « qui ne peuvent en aucun cas être renvoyés dans leurs foyers », contient 58 noms :

Arrivets J. Fr., Arnoult Pierre, Lamarque Lucien, Traverse Jh. fils, Lestrade Armand, Boué Armand, Baylet Jh. Ducousso Jean, Duchon J. P., Soulès Jean Hip. Deler, Daulhième J.-B., Noulens, Dugoujon Jean, Bazerques, Loubère Fr., Mollo, Dulluc J.-B., Libespère, Galut, Castarède, Dupuy Sylvain, TarissanJh., Dubos Jean, Carrère Jh., Nabos Henri, Esparros, Pujos J.-M., Soumabielle, Fitte aîné, Saubole Domin., Duclos Jean, Castéra Pierre, Tanazac, Dur, Marcel Jh., Cestac, Lourties, Lasserre Bapt., Bergès Julien Despeyroux, France, Mangounet, Dupuy veuve Marambat, Gastineau, Labat Sylvain, Cavanhac, Prieur, Zeppenfeld, Canteloup, Sénac Jean, Baron Vital, Morère Fr., Weymont, Cabos Hyac., Lagrave, Laporte Ad., Vignes Fr.

Dans le second état figurent les insurgés « dignes de clémence ». Selon les instructions du ministre, le préfet a tenu compte des circonstances atténuantes et des repentirs manifestés. Les insurgés y sont répartis en 2 catégories : 1° les proposés pour un internement en France dans un autre département que le Gers; le préfet examinera plus tard la possibilité de les faire rentrer dans leur commune; 2° les proposés pour la simple surveillance dans leurs communes.

1. « Condamnés à interner en France : 1° Fourmigué Lucien, Barbé J.-B., Lauga, Montégut Fr., Claverie, Dupouy Ch., Lauzin, Trébois, Charrière Jh., Gardères Amb., Deffès Edm., Cortade Pierre, Fezas Jacques, Nabos Ch., Damblanc Henri, Merle, Mothe Louis, Dufréchou, Desbarats J.-B., Tyver, Meignen, Peyrussan, Ladousse, Lagardère Fr., Darroux J.-B., Coussoulet, Ferret Jean, Keva, Goudoulin, Pédailhès, Pérès Jean, Pérès J.-M. »

2. « Condamnés à mettre en surveillance dans leurs communes :

Belbèze, Monlaur, Duville Jean, Adoué Jh., Maurens Auguste, Cazavan, Gardère Jean, Pujos Dom., Lassalle Jh., Bordes Fr., Meilhan Jh., Vidal Jh., Fourcade J.-B., Sant Fr., Soulès Pierre, Souquedau, Caumont Jh., Marès Maurice, Taste, Labadens Jacques, Campan Jean, Blousson, Laforgue, Trouette, Desplats Louis, Bartharès J.-M., Estingoy, Bost, Vivès. Le repentir de tous ces condamnés m'est attesté par de sérieux témoignages » (1).

*
**

Des décisions des 4 et 8 décembre accordèrent des commutations à tous les transportés (A + et —) désignés par le gouverneur de l'Algérie, sauf à Dumas Romain et à Chabaud, parce que le premier avait été récemment interné et parce que le second avait été signalé comme « dangereux ». Ces commutations se répartissent en 68 surveillances à domicile, 9 surveillances en Algérie, 2 expulsions.

Voici la liste des transportés soumis à la surveillance dans leurs communes, avec les avis résumés du préfet, des sous-préfets, juges de paix, maires et curés.

« PROPOSÉS POUR UNE COMMUTATION DE PEINE OU UNE GRACE ENTIÈRE. — INVALIDES OU MALADES. — Dutrey J.-M. Point de renseignements nouveaux du juge de paix. Bons renseignements du maire de Préneron. — *Faget J.-M.* Le j. de paix de Vic ne donne aucun renseignement. Il se borne à dire : Faget a marché sur Auch, mais il y a de bonnes attestations des curés de Marambat et de Préneron, d'un autre prêtre, des maires de Marambat et de Préneron. — *Caillau Jean.* Renseignements favorables du j. de paix d'Auch (nord). — *Lacroix J.-M.* Le j. de paix de Jegun dit que son absence n'a produit aucun effet dans le pays et qu'il en serait de même de son retour. — *Laffage Dert.* Note du sous-préfet : instrument, n'a pas de mauvais instincts. Cet individu est celui qui a enfoncé la porte de la sous-préfecture, puis accepté le poste de gardien de la prison où étaient renfermés les magistrats. Tous se louent du reste des égards qu'il a eu pour eux. Il a fait des révélations importantes. — *Clavé Jh.* Sa peine a été déjà commuée en expulsion. Aussi M. le Préfet a parlé de revoir son dossier au premier travail de commutations de peines. Lettres très favorables de M. le J. de paix et de M. Belliard. — *Hourteillan.* Renseignements favorables du curé de Beaucaire. M. le sous-préfet demande sa grâce. — *Escoubès Isidore.* Très jeune homme (18 ans). M. le Préfet avait demandé la grâce de son père qui est mort, quand la nouvelle en est parvenue au gouverneur général. Depuis cette époque, M. le Maire a demandé à M. le Préfet s'il n'aurait pas voulu parler du fils Isidore. M. le Préfet a répondu que ce jeune homme avait montré beaucoup de

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat. M 4. — Préfet à Maupas, 24 nov. 52.

résolution dans les rangs des insurgés et que l'intérêt ne se manifestait pas autant pour lui que pour son père.

« VIEILLARDS. — *L..... Pierre*. Le 12^e par ordre de mérite sur la liste du sous-préfet de Lectoure. Repris de justice. — *Campistron Bern*. Note du J. de paix : acolyte de Dansos; introduisit les insurgés dans la mairie.

« BONNE CONDUITE. — *Lamarque Pierre*. Signalé comme homme d'action. La famille intéresse. — *B.... Jean*. — Note du J. de paix : paresseux et ivrogne. — *Vivès Jean*, de Bezolles. Rien de nouveau depuis les notes de la commission qui sont mauvaises — *Duputz J.-B.*, menuisier à Auch. Mauvaise note du J. de paix. Famille intéressante. — *Abadie*. Certificat favorable du maire. Recommandé par l'abbé Maigné de Maumusson. Nouveau certificat du maire de Viella. Très mauvais renseignements du j. de paix qui le considère comme dangereux. Nouvelle lettre du maire qui prétend qu'Abadie n'est pas dangereux. — *Bonnet Bern*. Homme sans portée et point dangereux. Sa femme est morte de chagrin depuis son arrestation. Il a 4 filles en bas-âge. — *Gèze Jean*. Note du J. de paix : insignifiant. — *Ducassé Louis*. Note du sous-préfet : emporté, intrigant. — *Darroux Théodore*. Pas de renseignements nouveaux. — *Despax Bapt*. Honnête homme. Pas méchant.

« INTERNEMENTS DÉFINITIFS EN ALGERIE. — *Dansos*, de Beaucaire.

« SIMPLEMENT RECOMMANDÉS. — *Mougès Sébastien*. 7 enfants. Avis favorable du juge de paix. Mauvais antécédents. — *Macary*. M. le Préfet avait demandé grâce entière. — *Mougès Bern*. Pas de renseignements nouveaux. — *Cassaët J.-B.* item. — *Dubord Jean*. Dangereux. L'un des derniers sur la liste du sous-préfet. — *Marre Mathieu*. Attestation favorable du maire; 4 enfants en bas-âge. — *Dubosc Guillaume*. Rien de nouveau sur son compte. — *Labadens Louis*, item. — *Tursan*. Mauvais renseignements du sous-préfet. Signalé par M. le Préfet. — *Dupuy Joseph*. Item. — *Denjoy Pierre*.

« INFIRMES. — *Bugard J.-B.* — *Fontoulieu Louis*. — *Bassau Louis*. *Mauvaise note du sous-préfet*. — *Pujos Louis*. Dangereux Signalé par M. le Préfet. — *Laffargue Ch.* Honnête homme. — *Rencontre*. Ardent, d'après le sous-préfet. — *Desplats Marc*. Mauvaise note du sous-préfet. — *Regnault Fr.* Bonnes lettres du sous-préfet. — *Despalanques*. Peu coupable, selon le sous-préfet. — *Corrège Jean*, dangereux, au dire du sous-préfet. — *Picaro Joseph*. Dangereux. Signalé par le sous-préfet. — *Darès Joseph*. Item. — *Capmartin Jean*. — *Couget Guil.* — *Ferret*. A déjà obtenu commutation. — *Lacaze J.-B.* — *Baylac Jean*.

« VIEILLARDS DE 55 ANS ET AU-DESSOUS. — *Durrad Jacques*. Note favorable de M. le Préfet. — *Bedout Joseph*. — *Dauriac J.-M.* Signalé par M. le Préfet. — *Tanazac Vital*. Dangereux au dire du sous-préfet. Mais le préfet a promis de s'intéresser à sa famille. — *Seignourel Guil.* Dangereux. — *Bistos Jean*. Ardent.

Lussan Ant.; *Maumus*; *Boué Fr.*; *Couzies*; *Nourri*; *Labonne*; *Durand Joseph*; *Pujos Domin.*; *Rencontre*; *Damblant*; *Lacoste*; *Dours*; *Domerc*; *Soulès Jean*; *Dubos Laurent* (1).

(1) Arch. du Gers. C. d'Etat, 51. M 4. — Etat de propositions.

Les suggestions du préfet maintinrent éloignés du Gers 11 transportés : Canteloup et Daulhième, avocats, furent désignés pour l'expulsion; Dur, Soulès, Esparros, Bourrust, Duclès Jean, Bergès Julien, Sénac Jean Despeyroux, Pujo J.-M. furent assujettis à la surveillance en Algérie.

*
**

Les commutations collectives des 4 et 8 décembre avaient été accordés aux condamnés politiques désignés par le Gouverneur d'Algérie; les autres condamnés politiques signalés à la « clémence » du gouvernement par le préfet obtinrent des commutations en décembre, janvier, février, principalement à l'occasion du mariage de l'Empereur.

Les 3 et 11 décembre, le préfet était invité par le garde des Sceaux à donner son avis sur 31 propositions de commutations. Féart proposa pour chaque condamné politique la mesure qu'il estimait la plus opportune :

Lagrange Prosper. Ambitieux et propagandiste. Mauvais père, fils, époux. On pourrait adoucir son sort en Algérie. Danger à son retour. — *Massignac Pierre.* Interné en France (18 oct. 52). N'est pas encore rentré à Vic-Fezensac. — *Cestac Antoine.* Très violent. Inconvénient à sa rentrée en France. Adoucir son sort en Algérie. — *Tursan.* Ne doit pas encore reparaître à Fleurance où il fut le chef de l'insurrection. — *Lacouture Louis.* Très exalté et entreprenant. A interner en France, éloigné de son département. — *Brisset Jean.* A renvoyer dans ses foyers par suite des bonnes dispositions du canton d'Aignan. — *Bazac Pierre.* A interner en France. — *Labadens Jacques, Lasmolles Pierre, Mesplès Jean-Marie, Darès Joseph, Laforgue Louis, Bruchot Jacques, Lauzin, Deputz Bapt., Bouzon Jean, Despax J.-B., Vivès Jean.* Bons renseignements. A renvoyer dans leurs foyers (1).

En décembre, janvier, février, plus de 100 condamnés politiques ont rédigé des recours en grâce transmis par le préfet au Garde des Sceaux (2).

Du 12 au 31 décembre, 30 condamnés politiques obtinrent des commutations.

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 2. — Préfet à G. des Sc., 3 et 11 déc. 52.

(2) Arch. du Gers. *C. d'Etat*, M 12. — Listes des recours en grâce envoyés par le préfet au ministre de la Justice, 17, 24 déc. 52, 4, 14, 28 janvier, 19 février 53.

Dix-neuf condamnés politiques transportés ou en fuite (A + et —) furent placés sous la surveillance dans leur domicile :

Lescure (12 déc.); — Dufar J.-B.; Damblanc (15 déc.); — Labadens Jacques, Bruchot, Laforgue Louis, Lagrave, Lasmoles (18 déc.); — Monlaur Dom. (20 déc.); — Barbé J.-B., Mangounet, Mollo, Paris Alph., Desplats Louis, Pujos Pierre, Campan, Couergou Jh., Cator fils (29 déc.).

Deux transportés furent assujettis à la surveillance en Algérie : Cestac et Bourrust (18 déc.).

Sept internés et 1 expulsé furent mis en surveillance à leur domicile :

Un transporté fut désigné pour l'internement en France : Bazax (18 déc.) (1).

La situation des condamnés politiques au 31 décembre se résume ainsi : 365 républicains ont été frappés de mesures de sûreté par la Commission mixte : 338 ont été transportés en Algérie; 155 sont rentrés ou admis à rentrer en France; 183 sont retenus en Algérie (173 A + et —, 10 assujettis à la surveillance); 156 sont placés sous la surveillance dans leurs communes; 20 sont internés dans d'autres départements; 11 ont été expulsés; 5 sont affranchis de toute mesure de sûreté, 1 est dans une maison de santé; 1 a été expédié à Cayenne par le conseil de guerre; 1 a été condamné à 5 ans de travaux forcés; 2 ont bénéficié d'un non-lieu du conseil de guerre; 1 est détenu à Auch; 10 sont morts en Algérie (2); 76 « contumaces » sont encore à l'étranger, en Espagne.

Mirannes (15 déc.); — Dupux Aug., Maurens, Maquin, Dumas, Darrieux, Gastineau, de Sarrac (29 déc.).

Des remises ou commutations collectives de mesures de sûreté, accordées en janvier et février, à l'occasion du Jour de l'an et du mariage de l'Empereur, à la plupart de ceux

(1) Arch. du Gers. *C. d'Etat*. M 15. — Dossiers des condamnés politiques.

(2) Adoué Fr., Réchou Ant., Basfau, Saintayes, Escoubès père, Escoubès fils, Bourrust Julien, Bordères Aug., Sentis, Castarède, sont morts en Algérie en 52.

qui avaient adressé des recours en grâce, réduisirent à 114 le nombre des condamnés politiques retenus en Algérie, comme « dangereux ou gênants » dans leurs domiciles, une trentaine de transportés avaient refusé de faire leur soumission (1).

**

L'Empire naissant s'efforça, par cette large amnistie, d'atténuer le souvenir de la répression et d'apaiser les haines des proscrits. Tous les transportés, exilés ou internés qui faisaient « leur soumission » étaient admis à rentrer en France. Le gouvernement ne retint en Algérie ou en exil que les républicains signalés comme « incorrigibles » ou « dangereux », ou qui refusaient de le reconnaître. Mais en dépit des « soumissions », des protestations écrites et multipliées de repentir et de dévouement, des centaines de républicains frappés par la Commission mixte resteront les adversaires implacables d'un régime qui les a si inhumainement traités. La gêne et les humiliations d'une surveillance politique, minutieuse et prolongée, entretiendront et fortifieront la haine amassée par la détention, l'exil, la transportation, par la misère des familles, par la ruine matérielle. Haine et souvenirs communs seront un lien durable entre les proscrits. Contenus par une administration dictatoriale, par une inquisition policière qui s'étendait aux moindres gestes, propos, démarches; vivant toujours sous la menace d'un internement qui peut les arracher de nouveau à leur travail et à leurs familles, suspects aux paysans et aux bourgeois; en un mot, traités en malfaiteurs, en parias, les républicains sont pour longtemps réduits à l'immobilité et au silence.

Mais la haine subsiste et s'exprimera en placards anonymes, en réunions clandestines, en propos irrités, en rumeurs hostiles, qui, dans le silence de l'opinion, inquiéteront

(1) *M* 15. — Dossiers des condamnés politiques. — *Moniteur*, 4 février 53. Liste des 99 grâciés du Gers.

et tiendront en alerte perpétuelle la police et l'administration. Au déclin de l'Empire, au premier relâchement de la compression, elle éclatera en opposition ouverte, violente, systématique. Quand le coup d'Etat sera publiquement et impunément traité de « crime », la proscription deviendra un titre de noblesse républicaine; les républicains déportés par la Commission mixte seront les plus ardents à mener contre l'Empire une lutte sans merci.

CHAPITRE X

Le plébiscite et l'Empire

- I. Manifestations bonapartistes; — vœux des conseils d'arrondissement et du Conseil général; — banquets offerts à Cassagnac. — L'administration et le clergé. — Le voyage du Président. — II. Le plébiscite : adresses des conseils municipaux; intervention active de l'administration et de ses agents; légitimistes et républicains; affiches officielles; le vote. — III. Proclamation de l'Empire : cérémonies et manifestations. — L'opposition; les paysans. L'indifférence politique.

I

La Constitution du 14 janvier 1852 organisait l'absolutisme au profit de Louis-Napoléon. La proclamation de l'Empire était la conséquence logique et inévitable du coup d'Etat et de la nouvelle Constitution. Toutefois, fidèle à sa tactique, Louis-Napoléon procéda par étapes, avec une patience avisée, tâtant et orientant l'opinion. Le Prince-Président — *Son Altesse Impériale Monseigneur le Prince-Président*, comme le désigneront bientôt les thuriféraires et les gazettes officieuses — s'entoure d'un cérémonial monarchique, avec maison civile et militaire. Il s'installe dans les palais royaux, aux Tuileries, à Saint-Cloud, où il donne des fêtes, des réceptions, des bals longuement narrés dans le *Moniteur*. On habitue ainsi le public aux transformations monarchiques du régime. Les revues militaires, les spectacles gratuits, les feux d'artifices, les banquets se multiplient. Pour frapper, éblouir l'opinion, le gouvernement organise de grandes solennités populaires, comme la distribution des aigles à l'armée, au Champ

de Mars, le 10 mai. Les emblèmes impérialistes reparais-
sent : l'aigle surmonte les drapeaux des régiments. Le
5 mai, anniversaire de la mort de Napoléon 1^{er}, a été dé-
crété fête nationale. Dans des banquets, dans la presse, on
ravive les souvenirs de l'épopée impériale. Un peu partout,
les anciens soldats de l'Empire se groupent et portent
des toasts enthousiastes à l'Empereur et à son neveu. Enfin
un vaste pétitionnement s'organise dans tout le pays, pro-
voqué, encouragé par le gouvernement et l'administration.
Partout, préfets et sous-préfets s'ingénient et s'évertuent
à susciter des manifestations bonapartistes que relate le
Moniteur.

*
**

Dans le Gers, sous l'état de siège, le mouvement impé-
rialiste s'étend et se fortifie par des manifestations diver-
ses : adresses, pétitions, banquets, circulaires, proclama-
tions où l'on célèbre le coup d'Etat, « l'acte sauveur du
2 décembre ». L'exaltation du coup d'Etat est un appel à
l'Empire (1).

Les tournées du conseil de revision sont une occasion de
démonstrations bonapartistes. A Saint-Clar, le préfet
harangue les pompiers et les habitants qui répondent par
les cris de *Vive Napoléon !* — A Condom, au banquet du
conseil de revision, les mêmes cris accueillent la lecture
d'un poème du maire Duvignau à la gloire du Président
et du 2 décembre. Et la philharmonie condomoise joue
l'air de *La Reine Hortense* (2).

*
**

Les premiers vœux publics en faveur de l'Empire éma-
nèrent des conseils d'arrondissements qui se réunirent dans
la première quinzaine d'août. Les vœux des conseils d'ar-
rondissement d'Auch, de Condom et de Lombez sont peu

(1) Voir plus haut, pp. 337-346.

(2) *Courrier*, 10 juin 52.

nets; ils expriment la reconnaissance envers le Président sans demander l'Empire.

Le vœu du conseil de Condom, de rédaction entortillée et obscure, « parle de l'instabilité du pouvoir »; le conseil souhaite que « le pouvoir puisse, en suivant les formes légales, puiser dans la volonté du pays une nouvelle force d'action ». — Le vœu du conseil d'arrondissement de Lombez, moins confus sinon plus explicite, est formulé plus brièvement :

Le conseil se plaît à constater que, si tous les partis n'ont pas complètement renoncé à leurs espérances, l'esprit public a parfaitement compris qu'un seul gouvernement, celui de Louis-Napoléon, peut assurer le repos, l'ordre et la prospérité.

Ces deux vœux ne contiennent ni le mot d'*Empire*, ni celui d'*empereur*. Le conseil d'arrondissement de Mirande réclama nettement la substitution de l'Empire à la République. Le vœu était longuement motivé : la république est contraire aux mœurs, aux habitudes et au vœu du pays; par le plébiscite du 20 décembre, les Français ont exprimé leur désir d'un chef unique; la présidence décennale conférée au « Prince qui a sauvé le pays de l'anarchie ne lui permet pas d'accomplir tout le bien qu'il médite »; pour consolider ce pouvoir et préserver l'avenir de la France, le Conseil « émet le vœu du rétablissement de l'Empire sur la tête de Louis-Napoléon et de ses descendants ». — Le conseil d'arrondissement de Lectoure jette l'anathème à la République et réclame l'Empire : un pouvoir temporaire « entretient les espérances des factieux :

MM. les Sénateurs, le peuple français a manifesté le 1^{er} décembre 1848 et le 20 décembre 1851, ses tendances, sa reconnaissance et son amour pour le prince Louis-Napoléon. Il croyait élire un Empereur et non un Président. La République éveille en lui des souvenirs de deuil et de ruines. L'Empire leur rappelle une ère de grandeur et de gloire. Un pouvoir temporaire trouble la sécurité de l'avenir et il entretient les espérances des factieux et d'un parti à qui le refus d'un serment a été conseillé. Otez-leur, MM. les Sénateurs, cette illusion. Que les mots « fidélité à l'Empereur » remplacent dans la Constitution les mots « fidélité au Président » et que Napoléon III continue et perpétue la

dynastie dont son oncle immortel fut le fondateur... Tels sont les vœux des habitants de l'arrondissement de Lectoure qui nous ont donné mandat de les représenter (1).

Le 25 août, le Conseil général demandait à mots couverts le rétablissement de l'Empire.

Le Conseil général exprime sa profonde reconnaissance envers le Prince-Président de la République, pour les services éclatants qu'il a rendus au Pays. Il émet le vœu que le pouvoir, fortifié de plus en plus dans ses mains, lui permette de compléter l'œuvre de réparation et d'ordre qu'il a si généreusement entreprise, et d'assurer d'une manière durable la grandeur et la prospérité de la France (2).

*
**

Le 15 août avait été déclaré fête nationale par le décret du 16 février.

C'est la commémoration d'une date qui n'éveille que de glorieux souvenirs, écrivait le préfet aux maires, le 10 août... J'ai l'assurance qu'à l'occasion de cette fête, instituée par l'Empereur dans des jours de gloire et de grandeur pour notre patrie, tous les habitants du Gers, oubliant les discordes et les divisions du passé, s'uniront dans une commune pensée de légitime fierté et de généreuse conciliation. Le Prince-Président a désiré d'ailleurs que les populations célèbrent le même jour la fête séculaire de la patronne de la France et celle du chef de l'Etat. Il a demandé à l'Eglise de s'associer par ses prières aux sentiments du pays et de consacrer par les cérémonies du culte, l'éclat des réjouissances publiques...

Dans toutes les églises, un service religieux suivi d'un *Te Deum* devait être célébré le 15 août. Les autorités et les fonctionnaires étaient tenus d'y assister. Le préfet engageait les maires à faire voter des fonds pour distribuer des secours aux indigents et organiser des réjouissances publiques (3).

A Auch, la veille du 15 août, le général Duplex servit

(1) *Moniteur*, 21, 22, 25 août; — *Courrier du Gers*, 19, 21 août.

(2) Arch. du Gers. K. (Imprimés). *Rapports et procès-verbaux du Conseil Général*, 1852, p. 42. *Courrier*, 26 août. — Au 16 septembre, 26 conseils généraux et 166 conseils d'arrondissement ont exprimé leur reconnaissance au Président; 18 cons. gén. et 64 cons. d'arr. ont demandé la « consolidation » de ses pouvoirs; 40 cons. gén. et 25 cons. d'arr. ont demandé le rétablissement de l'Empire héréditaire. (*Courrier*, 16 sept. 52).

(3) *Rec. des actes adm.*, 1852. N° 33.

un punch à tous les officiers de la garnison. Le préfet assistait à la réunion. Préfet et général portèrent des toasts au Président qu'on acclama chaudement. Le 15, à 11 heures et demie, les troupes occupaient la place de l'hôtel-de-ville et la place Sainte-Marie. A 11 heures 3/4, le canon annonça le départ du cortège officiel de la préfecture pour la cathédrale. Après le *Te Deum*, les autorités assistèrent à la revue et au défilé du 6^e Chasseurs sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Sur les allées d'Etigny, un bataillon du 12^e d'infanterie simula une « petite guerre ». L'après-midi, un carrousel militaire attira une foule énorme sur le champ de courses, près du Garros. Le soir, les édifices publics étaient illuminés; entre les deux tours de la cathédrale, une aigle colossale et transparente attirait les regards. Il y eut bal à la Préfecture et un bal public sous la halle (1).

Cette fête nationale du 15 août n'aura tout son éclat populaire que sous l'Empire. En 52, sauf à Auch, elle semble avoir été réduite à un *Te Deum*. Elle n'a eu d'écho ni dans le *Courrier*, ni dans la correspondance administrative.

*
**

En septembre, des banquets impérialistes furent offerts à Granier de Cassagnac, au cœur même de son fief électoral, à Aignan, Plaisance et Aviron, son village natal. Les maires des deux cantons y assistaient. Devant des auditoires enthousiastes, Cassagnac fulmina de véhéments réquisitoires contre les royalistes et les républicains et fit acclamer Louis-Napoléon. Au banquet d'Aignan le maire Laignoux, entouré des conseillers municipaux, du curé, du juge de paix et des autres fonctionnaires, des maires et adjoints du canton, harangua le champion du coup d'Etat et de l'impérialisme; il loua « cette plume qui peignait en traits de feu l'avenir réservé à la France »; il parla du « nouveau Charlemagne ». Et s'adressant à Cassagnac :

(1) *Courrier*, 17 août.

Dites-lui bien, s'écriait-il, que sa mission providentielle ne sera totalement accomplie que le jour où des institutions fondées par lui et plus en harmonie avec les mœurs, les habitudes de notre antique nation auront doté l'avenir d'une sécurité égale à celle que le présent lui doit.

Cassagnac répondit en se posant comme « le défenseur » constant et inébranlable de la religion et de l'ordre, l'ami « dévoué et le serviteur énergique du prince Louis-Napoléon ». Il fit l'éloge du curé et du catéchisme, du « bon sens des campagnes qui a préservé la société ». Il parla de « cette grotesque et immense orgie appelée le gouvernement provisoire », de l'Assemblée, déchirée par des factions rivales. Il passa en revue les « anciens partis » : le parti légitimiste, inerte, pratiquant la politique du pire, « oubliant que le siècle des rois fainéants est passé » ; le parti orléaniste, qui « s'épuisait et se perdait en petites « combinaisons de couloir mal soudées à de petites conspirations militaires », est profondément divisé : les uns se ralliant à la légitimité, les autres voulant « conserver » à la maison d'Orléans son état civil révolutionnaire ».

Les républicains sont partagés en deux groupes : « les républicains dits honnêtes et les socialistes. Les premiers étaient des enfants maniaques épris des souvenirs d'une époque funeste, sortes d'antiquaires voulant restaurer Saint-Just et Robespierre, comme d'autres restaurent de vieux fauteuils ; les seconds étaient des hommes sombres et farouches, ennemis irréconciliables de la religion, de la propriété, de la famille, résolus à tout pour atteindre leur but, même à consumer la société dans le feu ou à la noyer dans le sang. De ces deux groupes, l'un était impuissant, l'autre était redoutable, le premier faisait rire, le second trembler.

Et Cassagnac concluait :

La France était entraînée à l'abîme. La Providence suscite Louis-Napoléon. Napoléon ! Cela veut dire fin de l'anarchie, restauration du pouvoir, réveil des lois, respect du culte, retour de la sécurité, reprise des affaires, silence des partis, apaisement des passions politiques, triomphe des droits de tous sur les prétentions et les intrigues de quelques-uns. Henri V veut dire exclusion des Orléanistes ; Orléans veut dire exclusion des légitimistes. République veut dire exclusion des royalistes. Napoléon veut dire au contraire accueil loyal fait à tous les hommes d'un esprit droit et d'un cœur honnête, qui veulent travailler au salut commun. Aussi, depuis 4 ans, Henri V, Orléans, Répu-

blique, c'est le cri des partis. Napoléon, c'est le cri de la France (1).

*
**

Par son éloge enthousiaste du catéchisme et du curé, Cassagnac était l'interprète fidèle de la politique du Président. Pour affermir son gouvernement, Louis-Napoléon recherchait l'amitié du clergé catholique, influent sur les légitimistes et les paysans. En janvier, il avait associé publiquement l'Eglise à sa victoire par les *Te Deum* chantés dans toutes les paroisses de France. Ces manifestations politico-religieuses avaient scellé l'alliance du coup d'Etat et du clergé.

Le Panthéon rendu au culte catholique, la création d'aumôniers pour les *dernières prières* et d'aumôniers pour la marine, un projet de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes, la liberté entière laissée à l'Eglise qui échappait à la compression générale, les égards prodigués au clergé, l'éloge de la Religion, de fréquentes visites aux églises dans les déplacements officiels, d'abondants subsides pour la réparation des édifices religieux, achevèrent la conquête du clergé. A Marseille, à la pose de la première pierre de la cathédrale, Louis-Napoléon déclarait :

Partout où je le puis, je m'efforce de soutenir et de propager les idées religieuses, les plus sublimes de toutes, puisqu'elles guident dans la fortune et consolent dans l'adversité. Mon gouvernement, je le dis avec orgueil, est le seul qui ait soutenu la religion pour elle-même. Il la soutient, non comme un instrument politique, non pour plaire à un parti, mais uniquement par conviction et par amour du bien qu'elle inspire, comme des vertus qu'elle encourage.

Le clergé avait répondu à ces avances : évêques et cardinaux rivalisaient d'hommages envers le Président. A son passage, les églises retentissaient de *Te Deum*, du chant *Domine salvum fac Ludovicum Napoleonem*. Dans de pompeuses harangues les évêques le comparaient à Constantin,

(1) *Courrier du Gers*, 21 sept. 1852. — Arch. du Gers. C. mor. et polit., 52. — Sous-préfet de Mirande à préfet, 10 nov. 52.

Charlemagne, Napoléon; ils louaient en lui le restaurateur de Pie IX, le promoteur de tant de mesures bienfaisantes pour le catholicisme, de la liberté d'enseignement, l'élu de la Providence, le vainqueur de la Révolution, le sauveur de la France et de la société (1).

Les préfets suivent l'exemple du maître. Dans le Gers, l'entente du clergé et de l'administration se manifeste et se fortifie par des rapports personnels du préfet et de l'archevêque, des sous-préfets et des curés, par des marques extérieures de déférence et de respect, par la présence des autorités et des fonctionnaires aux cérémonies religieuses. *Le Courrier du Gers* publie et loue tous les actes de piété du préfet et des sous-préfets. Il note le 17 juin :

M. le Préfet a marqué sa tournée de revision à Nogaro par un acte d'une haute portée morale. C'était le jour de la Fête-Dieu. Notre premier magistrat est allé prendre sa place à l'église et s'est joint ensuite à la procession, accompagné de M. le sous-préfet de Condom. Ce bon exemple a produit une profonde et heureuse impression dans Nogaro. Il ne sera pas perdu pour le reste du département. — Le jour de la révision à Vic-Fezensac, le préfet inaugure une salle d'asile, dirigée par les Dames de Nevers. Il est reçu à la porte du couvent par le curé de Vic et son clergé venus pour bénir la salle. Le gouvernement avait accordé une subvention de 4,000 francs pour la construction de la salle. — La *Chronique de Lectoure* mentionne le 29 mars, qu'à la prise de voile d'une demoiselle d'Agen, assistaient le sous-préfet de Lectoure et la baronne de Bastard, parrain et marraine de la jeune religieuse (2).

La réception organisée à l'occasion d'une visite du préfet au conseiller général Calmel-Puntis, dans son château de Saint-Germé (Lombez), le dimanche 26 septembre, souligne les rapports cordiaux du clergé et de l'administration, et annonce le préfet du second Empire.

Les habitants de Saint-Germé ont formé une garde d'honneur et 150 hommes armés de fusils de chasse se sont portés, tambour en tête, aux confins de la commune pour recevoir le préfet. Le maire le harangue et le préfet répond. Ce sont aussitôt des cris

(1) Allocutions des évêques et archevêques de Grenoble, Gap, Marseille, Montpellier, Toulouse; lettres des évêques de Châlon et de Bourges à leurs curés. (*Moniteur*, 7, 14, 25, 28 sept., 1^{er} et 7 oct. 52.

(2) *Courrier*, 29 mars et 17 juin 52.

de *Vive Napoléon ! Vive M. le Préfet !* A son tour, le curé de Saint-Germé, entouré des fabriciens et de l'instituteur, souhaite la bienvenue. Dans sa réponse, le préfet assure « que le gouvernement respectait avant tout la religion et qui comptait ses ministres au nombre de ses plus utiles auxiliaires. » S'adressant à l'instituteur, il dit avoir « reçu sur lui les meilleurs témoignages ». Après le déjeuner, tous les hôtes de Calmel de Puntis — préfet, sous-préfet de Lombez, ingénieur en chef du département — assistèrent aux vêpres pour rendre « un hommage public à la religion » (1).

Pour être bien notés, les fonctionnaires doivent fréquenter l'église. Cette attitude de l'administration et des fonctionnaires s'inspire d'un double dessein : plaire au clergé, précieux auxiliaire politique, et, par l'exemple, ramener les populations à des pratiques religieuses régulières, préservatif efficace contre les doctrines républicaines ou socialistes, dénoncées comme immorales ou subversives.

Les commissaires de police ont soin de noter dans leurs rapports les manifestations de piété des populations. Celui de Mirande écrit le 3 juin :

Le jubilé prêché par les Jésuites s'est terminé par la plantation d'une croix. Plus de deux mille personnes assisaient à la procession. Les prédicateurs étrangers ont fait le plus grand bien dans la localité (2).

Pour plaire au clergé, le journal du préfet, le *Courrier*, complétait les conseils municipaux qui remplaçaient les instituteurs par des religieux.

Le conseil municipal de Viella, lisait-on dans le *Courrier* du 20 juillet, a pris dans la session de mai, une mesure salubre pour l'amélioration morale et intellectuelle de la commune. Il a délibéré que deux frères de l'Institut de Plœrmel remplaceraient les deux instituteurs communaux.

Bories, le rédacteur en chef du *Courrier* se félicitait que dans les lycées, l'enseignement de la philosophie eût été réduit à un « cours de logique complété par des conférences religieuses ».

La théodicée, c'est le catéchisme; la morale, c'est la loi religieuse. La philosophie telle qu'elle était enseignée dans les lycées était un thème... pour les investigations dangereuses de jeunes

(1) *Courrier*, 30 septembre 52.

(2) Arch. du Gers. *Police*, 52. — Com. de Mirande, 3 juin 52.

esprits, qui ne pouvaient arriver qu'au scepticisme et à l'incrédulité... Aussi si nos enfants n'emportent du lycée, pour tout bagage philosophique que le mécanisme du raisonnement, gardons-nous de nous en plaindre : mieux vaudra pour eux et pour nous qu'ils n'aient pas touché au fruit défendu, c'est-à-dire à la philosophie de Platon, de Descartes, de Locke, de Condillac, de Reid, de Dugald-Stewart, de Jouffroy et de Cousin... (1).

Le clergé dut être sensible à tant de zèle pieux, à ce souci d'honorer publiquement la religion catholique par l'assistance aux offices religieux, par les égards prodigués. Mais l'administration voulut se l'attacher par des faveurs plus solides.

Elle accorda de nombreuses subventions pour la construction ou la réparation des églises et des presbytères, des secours aux anciens prêtres et religieux. *Le Courrier*, se complaît dans l'énumération de toutes ces libéralités.

En février, le préfet accorde 300 francs pour les réparations de l'église Saint-Pierre d'Auch, 150 francs pour celle de Monlezun (Mirande). — En mars, 15 communes reçoivent un total de 2.297 fr. pour réparer leurs églises ou leurs presbytères : Castelnau-Barbarens, 200 fr.; Biran, 100; Le Brouilh, 100; Beaumont, 200; Saint-Brès, 150; Pis, 150; Bivès, 150; Pompiac, 200; Gaujac, 200; Beaupuy, 150; Sabazan, 150; Manent-Montané, 200; Saint-Ost, 110; Mont-de-Marrast, 100; Caumont, 87. — En juin, Saint-Crens, 500; Estipouy, 50; Espas, 300; Saint-Ost, 200; — En août, Guélas, 50; Boucagnères, 60; Lahas, 100; Sainte-Gemme, 100; Justian, 50. — Des décisions ministérielles du 5 août et du 14 septembre répartissaient pour les mêmes travaux 3.600 francs entre les communes suivantes : Ansan, 400; Castillon-Savès, 300; Pellegue, 300; Saint-Justin, 400; Bouzon-Gellenave, 400; Miramont, 300; Rivès, 300; Homps, 400; Pompiac, 150; Monties-Aussos, 600; Giscaro, 200; Pujaudran, 200. Le préfet autorise les communes à recevoir des dons et legs pour leurs églises et presbytères. Il permet à la commune de Pébées de s'imposer pour 1.252 francs afin d'acheter un presbytère, avec secours du fonds du département à l'Etat. — Sur la proposition de l'archevêque et l'avis du préfet, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes accorda une allocation de 4.200 francs aux anciens religieux et prêtres nécessiteux, 500 francs à Lectoure pour l'aménagement d'une salle d'asile, 3.000 fr. à Auch pour l'agrandissement de l'ouvrier et de l'école gratuite des filles, annexés à la communauté des Dames Ursulines d'Auch. — Le 25 août, le Conseil général avait voté 3.400 francs de secours aux communes pour acquisition, reconstruction ou restauration d'édifices religieux (2).

(1) *Courrier*, 16 avril.

(2) *Courrier*, 28 février, 22 mars, 22 juin, 8 août, 7 sept. 52. — Arch. du Gers. K. (Imprimés). *Rapport et procès-verbaux du Conseil général, 1852*, p. 70.

Depuis la Restauration, aucun gouvernement n'avait été aussi généreux envers l'église catholique, ni aussi attentif à lui plaire. Le clergé gersois, dans sa presque totalité, se rallia à l'Empire. On ne signale pas de curés ouvertement hostiles. Quelques-uns, commensaux de châtelains légitimistes, gardent une attitude correcte ou même entretiennent des relations cordiales avec les agents de l'administration. La politique de Louis-Napoléon a réussi : privé de l'appui du clergé, le parti légitimiste perd son influence; l'interdiction du serment l'éloigne de toute fonction élective ou administrative; il restera boudeur et se confinera dans une opposition de salon ou de coterie mondaine, sans danger pour l'administration; quelques légitimistes se rallieront. De plus, l'Empire trouvera dans le clergé son meilleur avocat auprès des paysans.

*
**

La tournée du Président dans le Centre et le Sud-Ouest (septembre-octobre) fut l'étape finale et décisive vers l'Empire. Le ministre de l'Intérieur, Persigny, poussa les préfets à organiser de grandes manifestations impérialistes. Acclamé par des foules énormes, le Président parcourut la France en véritable souverain, accueilli partout aux cris de *Vive l'Empereur !* Il parut céder à la poussée de l'opinion en couronnant son rêve d'ambition, en soumettant au plébiscite le rétablissement de l'Empire.

Persigny présenta ce voyage aux préfets comme un événement capital, décisif, « la plus belle page de notre histoire ». Il s'agissait de vaincre les dernières hésitations de Louis-Napoléon, d'ôter au régime son masque républicain pour lui donner son vrai nom, en un mot, de substituer officiellement l'Empire à la République. Pour bien marquer l'importance de ce voyage et stimuler fortement le zèle des préfets, Persigny exigea des rapports contenant « les détails les plus circonstanciés » : communes où le

Président s'est arrêté, délégations reçues, monuments visités, listes nominatives des maires et adjoints, des conseillers généraux et d'arrondissement, « des fonctionnaires, artistes, industriels, ouvriers, cultivateurs anciens militaires », de tous ceux qui « auront eu l'honneur d'avoir quelques rapports avec le Prince ».

Les préfets des départements que devait traverser le Président rivalisèrent de zèle et d'ingéniosité dans l'organisation de réceptions courtoisanesques et populaires.

En août, celui de la Haute-Garonne, informé que le Président serait son hôte à son passage dans le Sud-Ouest, s'absorba aussitôt dans les préparatifs d'une fête à grand spectacle. Il prit au sérieux son rôle de régisseur officiel, de maître de cérémonie et se fit tapissier-décorateur. Dès le 18 août, il invitait Féart, son collègue du Gers, à se rendre à Toulouse avec ses sous-préfets, les conseillers de préfecture, les fonctionnaires et surtout de nombreux maires et adjoints « en écharpe », afin que le Gers figurât dignement à la revue civile passée par le Prince. Et il lui confiait les détails de cette cérémonie :

Les députations des arrondissements, des cantons et des communes de la Haute-Garonne comprendront plus de 25.000 personnes; il compte sur « 800 écharpes » et sur la présence de la plupart des conseils municipaux. Département, arrondissements, cantons auront chacun leur bannière. Celle de la Haute-Garonne sera en drap d'or et celle de Toulouse en drap d'argent. La revue sera passée sur les allées Lafayette, plantées de mâts avec des banderolles portant les noms des arrondissements et des cantons représentés par des délégations. Des emplacements seront réservés aux départements voisins. Il paraissait indispensable que le Gers eût une bannière portant les armoiries du département. « Les bannières d'arrondissement produisent un grand effet, entourées d'un rang de grosses perles ». Etc... (1).

Féart attendit jusqu'au 7 septembre pour répondre à l'invitation de son collègue : il espérait toujours que, déférant à l'invitation du Conseil général, le Prince visiterait Auch. Quand il fut certain qu'il ne viendrait pas, Féart

(1) Arch. du Gers. *Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.*
— Préfet de la Hte-Garonne à Féart, 18 août, 5 sept. 52.

annonça à son collègue qu'il irait à Toulouse avec une députation de notabilités gersoises (1).

Pour occuper, obséder les esprits par les récits de ce voyage triomphal, pour répercuter dans tous les départements le tumulte des acclamations populaires, pour exciter, entretenir une contagion d'enthousiasme, une surenchère d'hommages, et chez les préfets une émulation de zèle, Persigny organisa une large publicité officielle. Dès le 20 septembre, il expédia tous les jours aux préfets des exemplaires du *Moniteur* rempli de dépêches enthousiastes relatant les détails du voyage présidentiel. Les préfets étaient tenus de les imprimer et de les afficher dans les chefs-lieux des départements et d'arrondissements. « Le gouvernement, écrivait Persigny, attache un grand intérêt à ce que l'on ait dans tous les départements des nouvelles du Président et des détails de son voyage ». Le 24 septembre, 20 exemplaires du *Moniteur* étaient placardés à Auch et dans les chefs-lieux d'arrondissement (2). Durant plusieurs semaines, les murs furent tapissés tous les jours d'affiches officielles nouvelles : voyage présidentiel, sénatus-consulte et décret organisant le plébiscite, décrets relatifs à la proclamation de l'Empire, proclamations des préfets, démentis à de fausses nouvelles, etc.; jamais on n'avait vu une pareille profusion de documents officiels.

Les anciens militaires, présumés tous chauds bonapartistes, furent invités par le préfet de la Haute-Garonne à se rendre à Toulouse pour assister, le 4 octobre, à la réception solennelle du Président et le lendemain à la revue civile. Le préfet du Gers leur fit savoir par les sous-préfets « que des places leur seraient réservées dans le cortège et à la revue ».

Féart avait promis d'aller à Toulouse à la tête d'une délégation de conseillers généraux et de notabilités. Mais

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Féart à préfet de la Haute-Garonne, 7 sept. 52.

(2) *Ibid.* — Min. d'Etat à préfet, 21 sept.; préfet à min., 23 sept. — *Courrier*, 20, 21, 25, 30 sept. 52.

une dépêche de Persigny enjoignit aux préfets de rester à leur poste durant le voyage du Président. Ayllies, président du Conseil général, accepta de remplacer Féart à la tête de la délégation. Par contre, les sous-préfets étaient invités à se rendre à Toulouse pour y entraîner les notables, les maires et adjoints, les conseillers d'arrondissement. Ils étaient tenus d'endosser leur uniforme pour être présentés au Président et figurer dans le cortège qui devait le recevoir aux portes de la ville l'après-midi du 4 octobre (1).

Sur ces entrefaites, le télégraphe répandit la nouvelle d'un « attentat » contre le Président : la veille de son arrivée à Marseille, des policiers avaient découvert une « machine infernale ». Ce « complot » de Marseille fut un prétexte à de nouvelles adresses et à des proclamations. Féart le dénonça à l'indignation des Gersois :

Habitants du Gers, un immense péril pour la France vient d'être conjuré. Des misérables avaient osé concevoir l'infâme pensée d'attenter à la vie du sauveur de notre Patrie, du prince Louis-Napoléon. La Providence a déjoué leur complot... La protection divine, si opportunément accordée à notre patrie et au prince, dont le pouvoir seul nous sépare de nouvelles et redoutables révolutions, est une preuve éclatante des desseins de la Providence. Le patriotisme et le sentiment religieux doivent confondre leur inspiration et adresser à Dieu la même prière. Ils doivent contribuer à l'union définitive de tous les bons citoyens sur le terrain du gouvernement du prince Louis-Napoléon (2).

Le préfet crut avoir découvert dans le Gers les ramifications du « complot » de Marseille. Il fit du zèle; sur son ordre, on procéda à des arrestations et à des visites domiciliaires (3). A cette occasion, il crut devoir consigner à leur poste les sous-préfets. Celui de Lectoure en fut très contrarié : il avait retenu son logement à Toulouse; son

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Féart à préfet de la Haute-Garonne, 7 sept. 52; au président du C. général, 27 sept.; — préfet de la H.-G. à Féart, 26, 27 sept. 52.

(2) *Courrier*, 30 septembre.

(3) Voir plus haut, chap. VIII.

arrondissement était fort calme et l'attentat y avait excité une indignation universelle; les circonstances commandaient de redoubler d'hommages, de seconder l'élan des conseillers d'arrondissement et des notables des communes. Le préfet se rendit à ses raisons et leva la consigne (1).

Partout, jusque dans les moindres communes rurales, il n'était bruit que du voyage présidentiel. Maires, juges de paix, commissaires, sous-préfets, tous les agents de l'administration poussaient les habitants, surtout les notables, les gens aisés et de loisir, à faire le voyage de Toulouse pour acclamer le Prince. Le commissaire de Mirande évalue à 150 les personnes qui se disposent à partir. Les paysans surtout sont enthousiastes. Si les moyens de transport ne faisaient défaut, tous les mirandais valides se transporteraient à Toulouse. Toutefois beaucoup se disposent à partir à pied avec leurs vivres. Au total, une soixantaine de Mirandais firent le voyage (2).

Le sous-préfet de Condom estime que 400 personnes ont quitté l'arrondissement pour se porter à Toulouse, Agen, Bordeaux, au passage du Président. Les listes dressées à la demande du préfet ne contiennent que 273 noms. 218 personnes sont allées à Agen, la ville la plus rapprochée de Condom (38 km.); 34 à Bordeaux et 21 seulement à Toulouse, éloignée de plus de 100 kilomètres. Des groupes particulièrement nombreux sont partis de Condom (138), Gazaupouy (14), Larroumieu (33), Eauze (19). Sur ces listes, on compte 77 artisans, 47 négociants, 45 fonctionnaires 17 individus exerçant des professions libérales, 65 propriétaires ou rentiers, 6 ecclésiastiques, 11 maires, 5 adjoints. Le sous-préfet Souquières a été accompagné à Toulouse par les maires de Castex, Eauze, Estang, Lanemaignan, Espas, Gondrin, Valence, Castéra-Verduzan,

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 29 sept.

(2) Arch. du Gers. *M. Police*, 52. — Com. de Mirande, 2 et 18 oct.

Saint-Puy, par quelques adjoints et conseillers municipaux, une vingtaine de personnes en tout (1).

Lectoure et Fleurance sont à 88 et 81 kilomètres de Toulouse, à 38 et 49 kilomètres d'Agen. Le sous-préfet Lacoste déclare que « 2.000 personnes au moins » ont quitté l'arrondissement. Toutes les voitures publiques ont été louées longtemps à l'avance pour le voyage à Toulouse; une seule diligence a emporté 37 personnes; les impériales étaient couvertes de voyageurs. En raison de la proximité, la grande majorité s'est rendue à Montauban et Agen, dans des voitures particulières et sur des « charretons ». Les 5 et 6 octobre, Lectoure était « déserte » (2).

L'arrondissement de Lombez est le plus rapproché de Toulouse : l'Isle-Jourdain et Lombez sont à 33 et à 48 kilomètres de Toulouse. D'après les listes dressées par les maires, 700 personnes ont fait le voyage de Toulouse : maires, adjoints, instituteurs, desservants, artisans, petits fonctionnaires, vieux militaires, propriétaires. Selon le maire, une notable partie de la population de l'Isle-Jourdain a fait le voyage; ce qui porte à plus de 1.000 le nombre des personnes qui ont quitté l'arrondissement. Si l'on en croit les maires de Bézéril et de Cologne, l'insuffisance des moyens de transport, les vendanges, la menace de mauvais temps ont empêché les habitants de se rendre plus nombreux à Toulouse (3).

On ne saurait évaluer avec précision le nombre des Gersois qui sont allés à Toulouse, à Montauban ou Agen. 3.500 ou 4.000 paraît un chiffre vraisemblable. Il est énorme pour l'époque, où les déplacements sont lents, coûteux et fatigants. Il indique un vif mouvement de curiosité ou d'enthousiasme. Parmi les voyageurs, les gens

(1) Arch. du Gers. M. *Proclamations de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Sous-préfet de Condom à préfet, 2 oct.; listes des personnes qui ont fait le voyage.

(2) *Ibid.* — Sous-préfet de Lectoure à préfet, 7 et 8 oct.

(3) Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Rapports des maires de l'arr. de Lombez et listes des personnes qui sont allées à Toulouse.

aisés dominant : les gros propriétaires, rentiers, notaires, maires et adjoints, commerçants et fonctionnaires. On rencontre aussi des artisans, des petits commerçants, d'anciens militaires, des ecclésiastiques. Tous ou presque tous sont d'ardents bonapartistes. On peut croire que les vendanges, l'absence de moyens de transport, les dépenses et la fatigue d'un long voyage ont retenu ou découragé bien des gens.

On lit dans les gazettes de l'époque et les rapports des sous-préfets ou des maires que la présence du Président déclencha un enthousiasme inouï. Le Prince entra à Toulouse, le 4 à 3 heures de l'après-midi, par la barrière de Montpellier, où un arc de triomphe avait été dressé, surmonté des statues de Charlemagne et de Napoléon et portant au fronton l'inscription latine : *Vivat imperator in æternum* ! L'arrivée du Prince fut accueillie par les cris de *Vive l'Empereur*. En avant de l'arc de triomphe, entouré d'une foule de fonctionnaires, de conseillers généraux, préfets, sénateurs, députés de la Haute-Garonne et des départements voisins, le préfet salua Louis-Napoléon par ces paroles : « ... Soyez le bienvenu dans ce pays où Charlemagne et Napoléon, vos deux ancêtres, selon le décret de la Providence, ont régné ». Le colonel Cailhassou, maire de Toulouse, remit au Prince sur un plateau de vermeil les clefs de la ville, offertes en 1808 à Napoléon. Le Prince monta ensuite à cheval, escorté d'un nombreux état-major; à sa droite, chevauchait le ministre de la guerre Saint-Arnaud; les ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, les hauts fonctionnaires avaient pris place dans les voitures du cortège officiel. Au passage du Prince, la foule criait : *Vive Napoléon III ! Vive le Sauveur de la France ! Vive l'Empereur ! Vive l'Ami du Peuple !* Les femmes agitaient leurs mouchoirs, les hommes leurs chapeaux; des bouquets étaient lancés des fenêtres. A la place Saint-Etienne, le Prince descendit de cheval. A l'entrée de la cathédrale, il fut harangué par l'archevêque de Toulouse, auquel s'étaient joints ses collègues d'Auch et d'Air.

Après le *Te Deum*, le Prince gagna la préfecture où les fonctionnaires, les délégations de la Haute-Garonne et des départements voisins lui furent présentés. La délégation du Gers était formée des sous-préfets, d'une quinzaine de conseillers généraux, de nombreux conseillers d'arrondissement et de maires. Au cours de la présentation, des adresses de conseils municipaux furent remises au Prince qui s'excusa de n'avoir pu visiter Auch. Le lendemain, il passa une revue militaire et la revue civile au Polygone. Vers 11 heures, les délégations de la Haute-Garonne, de l'Ariège, du Gers, des Hautes-Pyrénées et du Tarn allèrent occuper leurs emplacements. « 150.000 personnes, écrit le correspondant du *Courrier*, formaient cette immense armée de l'ordre, de tout âge et de toute condition ». De nombreuses bannières, de forme et de couleur variées, portant des inscriptions, généralement celle de *Vive l'Empereur !* flottaient au-dessus de cette foule énorme, bruyante et enthousiaste. Les gens de la Haute-Garonne arboraient à leurs chapeaux le cri du jour *Vive l'Empereur*. 300 Gersois étaient rangés autour d'une bannière apportée par Burot, le maire de Mirande. Le Président fut accueilli par une ovation immense, prolongée. Il passa au pas de son cheval devant toutes les délégations formées de fonctionnaires et de fervents bonapartistes. Elles le saluèrent, comme la veille, par les cris répétés de *Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III* (1).

Cet enthousiasme impressionna profondément ceux qui en furent les témoins. Nous en trouvons l'écho dans la correspondance du temps. — Burot, le maire de Mirande, qui portait à la revue civile la bannière du Gers, a été remué, ébloui par le spectacle. Il en fait au préfet un récit pâmé.

...La bannière que je fis faire sous votre inspiration ayant attiré l'attention de S. A. I. à la revue civile, nous la vîmes s'arrêter quelques instants devant nous et accueillir nos acclamations avec le plus gracieux sourire. Tous les habitants du

(1) *Moniteur*, 8 et 9 oct.; *Courrier du Gers*.

Gers s'étaient ralliés sous cette bannière que nous garderons comme le plus précieux souvenir du plus beau jour de notre vie. Il me serait impossible de faire passer dans les âmes de ceux qui n'ont pas été témoins de cette ovation la millième partie de l'impression qu'elle a laissée à tous ceux qui y ont assisté. C'était à se demander si l'on était éveillé ou si un rêve qu'on craignait de voir finir ne faisait point passer dans le regard ébloui un spectacle féérique. Je ne chercherai pas à décrire ce que j'ai vu et entendu; je connais trop bien mon insuffisance. Je suis d'ailleurs convaincu qu'aucune plume, qu'aucun pinceau ne le pourrait rendre. Je me borne à vous donner l'assurance que vos désirs se sont réalisés et que le Gers se serait fait distinguer par son élan et son enthousiasme, si l'élan et l'enthousiasme de 300.000 personnes qui se pressaient, se foudaient, s'écrasaient sous les pas du Prince avait pu être dépassé.

Le sous-préfet de Lectoure note aussi l'enthousiasme « inimaginable » qui a accueilli le Prince à son arrivée, dans la rue, à la cathédrale, au Polygone, au théâtre du Capitole.

L'enthousiasme de la foule, les acclamations chaleureuses, les cris ininterrompus de *Vive l'Empereur !* étaient un appel irrésistible. Les spectateurs eurent le sentiment que l'Empire était fait. A leur retour les Gersois témoins de l'apothéose, firent à leurs compatriotes des récits enthousiastes, qui donnaient un démenti aux sceptiques et aux indifférents, portés à croire que les détails publiés au *Moniteur* étaient exagérés, que les acclamations portaient des fonctionnaires.

L'impression est profonde sur l'esprit public, déclare le sous-préfet de Condom. Les indifférents et les tièdes viennent à nous. Les ennemis se taisent et se déclarent battus. Enfin il n'est personne aujourd'hui qui ne regarde l'Empire comme fait et l'immense majorité des citoyens l'appelle de ses vœux.

Le maire de la petite commune de Frégouville dit que quelques habitants sont « allés saluer le Sauveur de la France » et qu'ils sont revenus « pleins d'enthousiasme et d'admiration.

Le sous-préfet de Lectoure termine son rapport au préfet par ces mots :

... A son retour, chacun rendait compte avec enthousiasme de ce qu'il avait vu et entendu, et l'impression reçue et communiquée généralement était que la République avait fini et que l'Empire commençait.

Le commissaire de Mirande écrit le 18 octobre :

Les nombreux habitants de Mirande qui sont allés à Toulouse pour voir S. A. I., en sont revenus enthousiasmés. L'empire est la question à l'ordre du jour. On ne parle que de cela et tout le monde le désire. Il n'est pas même proclamé assez tôt au gré du plus grand nombre. Les mots heureux du Prince-Président pendant son voyage sont répétés et commentés partout. En un mot, l'esprit public s'améliore tous les jours de plus en plus (1).

II

Le voyage du Président posait la question de l'Empire. Le 7 novembre, le Sénat consulté proposa de rétablir la dignité impériale. Un décret du même jour convoqua les électeurs pour les 21 et 22 novembre en vue d'accepter ou de rejeter le plébiscite suivant :

Le peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession, ainsi qu'il est dit dans le senatus-consulte du 7 novembre.

En octobre et novembre, la préparation morale et matérielle du plébiscite absorba l'administration. Le Gouvernement voulut que cette consultation populaire décisive manifestât avec éclat l'unanimité du pays en faveur de l'Empire. Tout fut mis en œuvre pour entraîner l'opinion et combattre l'abstention : pétitionnement des conseils municipaux; intervention active des agents de l'administration, notamment des juges de paix et des maires; ménagements envers les légitimistes; surveillance rigoureuse à l'encontre des républicains; répression immédiate de tout propos ou de toute menée, susceptible « d'entraver l'élan des populations »; affichage de promesses officielles, de démentis aux faux bruits; envois de bulletins *oui*; revision des listes électorales; suspension de conseils municipaux.

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire. Voyage de S. A. I.* — Maire de Mirande, sous-préfet de Condom et de Lectoure à préfet, 8 oct., 9 nov.; Bégué à sous-préfet de Lombez, 17 oct. 52. — *M. Police*, 52. Com. de Mirande, 18 oct. 52.



Pour créer un mouvement d'opinion, capable de rallier les hésitants, de décourager ou d'intimider les opposants, le gouvernement organisa un vaste pétitionnement, sorte de plébiscite anticipé. L'administration s'efforça de faire voter le rétablissement de l'Empire par tous les conseils municipaux. Pour activer ce pétitionnement préfet et sous-préfets éperonnaient le zèle des maires. A la première réunion des conseils, tous les maires proposèrent une adresse en faveur de l'Empire. Elle fut généralement votée à l'unanimité. Du commencement d'octobre à la veille du plébiscite, les adresses affluèrent à la préfecture.

Féart les expédia au ministre en 10 envois, échelonnés du 10 octobre au 10 novembre. Pour maintenir et renforcer ce mouvement d'opinion, le *Moniteur* publiait les adresses à mesure qu'elles arrivaient au ministère.

Le Courrier poussait au pétitionnement qui « prépare le grand acte que la nation est appelée à accomplir ».

... Que la convocation du Sénat pour le 4 novembre, écrivait Bories, ne ralentisse point le zèle des signataires. Les adresses arriveront encore à temps, et il est bon que, dans le dépouillement qui aura lieu, le Gers occupe le rang honorable qui lui appartient et que lui assurent ses votes précédents ». (1).

Au 10 novembre, 493 adresses étaient parvenues à la préfecture; 433 émanaient des conseils municipaux. Il serait inexact de conclure que 34 conseils s'étaient publiquement prononcés pour la République contre l'Empire en refusant une adresse. La plupart de ses conseils n'avaient pas encore envoyé d'adresses pour des raisons diverses : les uns, comme ceux de Lectoure et de Lassauvetat, avaient fait remettre directement leurs adresses au Président, à Toulouse; d'autres, comme celui de Mauvezin, n'avaient pas été encore installés, parce que l'élection de quelques conseillers avait été annulée; quelques-uns enfin n'avaient pas voté l'adresse par animosité contre le maire, comme à Monlaur-

(1) *Courrier*, 23 oct. 52.

Bernet, où les conseillers, après avoir refusé de signer une adresse que le maire leur avait fait présenter à leur domicile par le valet de ville, en avaient rédigé et signé une nouvelle, envoyée au préfet.

Le 5 novembre, le sous-préfet de Lombez n'a pas encore reçu l'adresse du conseil municipal de Saint-Georges. Il s'en étonne et demande au maire des explications :

«... Ma commune, répond le maire, n'est pas en retard pour demander le rétablissement de l'Empire en faveur de celui qui, le 2 décembre, n'a pas craint d'exposer sa vie pour nous préserver de 93, en coupant les ailes à ce vautour qui planait déjà sur nos têtes.

Une adresse signée par tous les conseillers et les habitants de Saint-Georges a été envoyée directement au préfet, sur le conseil du brigadier de gendarmerie, pour éviter tout retard.

Jusqu'à la veille du plébiscite, les conseils retardataires ou récalcitrants ont été mis en demeure de signer l'adresse pour l'Empire. Tous ou presque tous se sont résignés.

Pour éviter une dissolution — sanction inévitable d'un refus — et surtout la nomination d'une commission municipale formée de leurs adversaires, bien des conseils élus contre les candidats de l'administration ont fini par voter l'adresse proposée par le maire.

Le conseil municipal de Monfort (Mauvezin) est composé de républicains « avancés ». Le docteur Morisse, ancien maire révoqué, conseiller démissionnaire par refus de serment, le boulanger Troyes, détenu en décembre et mis en liberté par la Commission mixte, Dauch, beau-frère de Troyes, sont signalés comme les plus remuants. Convoqués le 23 octobre pour voter l'adresse, 8 conseillers ont déclaré vouloir le maintien de la République, 3 se sont prononcés « timidement » pour l'Empire. Six jours plus tard, pour éviter la dissolution, tous les conseillers, sauf Troyes Morisse et Dauch, ont signé une adresse en faveur de l'Empire et prié le maire Saubole de la transmettre au préfet. Le sous-préfet Lacoste n'en persiste pas moins à demander la dissolution de ce conseil.

Très rares sont les conseils municipaux qui, par hostilité politique, se sont obstinés, comme ceux de Vic-Fezensac

et de Lahas, à refuser le vote d'une adresse en faveur de l'Empire.

Le maire de Lahas (Lombez) s'est vainement efforcé de faire voter par le conseil une adresse au Prince-Président. Par deux fois, le conseil a ajourné le vote. Puis, au jour marqué, 27 octobre, un seul conseiller s'est présenté. Finalement le maire envoie au sous-préfet de Lombez une adresse signée par lui, par l'adjoint et le curé, « organes d'une grande partie de la commune ». — A Vic-Fezensac, le maire a éprouvé la même résistance. Un arrêté préfectoral du 18 novembre suspendait le conseil pour « opposition systématique et sans prétexte contre la municipalité » (1).

Certains maires maladroitement ombrageux ont fait du zèle et, pour motiver des poursuites judiciaires, n'ont pas hésité à envoyer au sous-préfet un procès-verbal des propos échangés entre conseillers au sujet de l'adresse en faveur de l'Empire.

Ainsi le maire de Saint-Soulan a signalé un propos du géomètre Rey, maire révoqué et secrétaire du conseil municipal. Après le vote des remerciements au Président, un conseiller avait dit : « Nous pouvons voter une adresse, car le Président sera bientôt empereur ». — « Que veut-il de plus ? Il a plus d'honneurs qu'il ne mérite », aurait répliqué Rey. Le propos a été déféré au procureur de Lombez. Rey a déclaré au juge d'instruction qu'il avait dit *autant d'honneurs* et non *plus d'honneurs*. Le maire n'a pas osé soutenir que Rey se fût servi du mot *plus*. Et la Chambre du Conseil a conclu à un non-lieu (2).

Dans les communes où l'élection de quelques conseillers municipaux a été annulée et l'installation du conseil retardée, le préfet propose aux sous-préfets de substituer à la pétition du conseil une adresse signée du maire et de l'adjoint, des conseillers élus et des habitants.

Il serait regrettable que le Sénat ne pût connaître à temps les vœux de toutes les communes et surtout qu'il y en eut une seule qui se trouvât dans l'impossibilité de manifester ses sentiments par suite du retard forcément apporté à l'installation de quelques conseils municipaux.

A Vic-Fezensac, où le conseil municipal a obstinément refusé de voter l'adresse pour l'Empire, le maire en a fait

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire*. — Préfet à maire de Vic, 18 nov. 52.

(2) *Ibid.* — Sous-préfet de Lombez à préfet, 11 nov. 52.

circuler une parmi les habitants et, au 18 octobre, elle avait recueilli 388 signatures. Selon le commissaire, « une grande partie des démocrates l'ont signée... Ce qui donnerait à croire qu'ils veulent se réconcilier » (1).

Très prudemment le préfet ajourne à la veille ou au lendemain du plébiscite la suspension des conseils municipaux hostiles : il craint que, par représailles, les conseillers frappés ne mènent campagne pour faire voter *non*.

En résumé, la quasi totalité des conseils municipaux du Gers, a voté le rétablissement de l'Empire.

Par le ton et le style les adresses en faveur de l'Empire rappellent les adhésions au coup d'Etat : même emphase, mêmes louanges hyperboliques ou naïves, mêmes formules adulatrices. Presque toutes développent ce thème : nécessité de préserver l'avenir par un pouvoir stable et fort, c'est-à-dire par l'Empire héréditaire. Le président est communément appelé *l'Elu de la nation, le vainqueur de l'anarchie, le sauveur de la France*. Certaines adresses sont courtes, comme celles du conseil municipal de Bourrouillan et de Polastron.

Persuadé qu'un pouvoir stable et fort peut seul rendre la France heureuse et prospère, le conseil émet le vœu que Louis-Napoléon soit immédiatement proclamé Empereur des Français. — Le conseil municipal de Polastron, réuni pour la première fois, vote à l'unanimité le rétablissement de l'Empire et proclame L.-N. III empereur des Français.

L'adresse du conseil de Duran est rédigée en ces termes :

La France près de périr est sauvée par votre sagesse. Etendez cet immense bienfait en prenant l'auguste titre d'Empereur. Il est le seul digne de vous et de la Nation qui vous confie ses destinées futures.

Un certain nombre de conseils ont voté la formule suivante, soufflée sans doute par l'administration :

Le Conseil municipal... inaugure sa première séance... en émettant le vœu que le Sénat, inspiré par le glorieux souvenir de

(1) Arch. du Gers. *M. Com. de police*, 1852. — Rapport du com. de Vic, 18 oct. 52.

l'Empire et l'unanime acclamation de la France, assure en vos mains la transmission héréditaire du pouvoir souverain.

Les adresses d'habitants et de fonctionnaires sont prolixes et emphatiques. On lit dans une « adresse des fonctionnaires et des citoyens de Seissan » :

Votre acte du 2 décembre, sublime d'héroïsme et de dévouement, a sauvé la France de l'abîme sans fond où elle roulait fatalement. C'est le crime du nautonier, infracteur des règlements qui, au premier symptôme d'incendie, court à la Sainte-Barbe pour en empêcher l'explosion et se dévoue, à ses risques et périls, pour le salut de l'équipage et du vaisseau... Les soussignés vous sollicitent de perpétuer dans vous le pouvoir tutélaire dont la France, dans sa détresse, vous a investi. Oui, Prince, si quelques consciences timorées, sceptiques ou fanatiques ont pu hésiter à prendre part à ces manifestations si vives, si générales, si spontanées, en est-il une seule aujourd'hui, sans acception de couleur, qui, devant votre allocution à la Chambre de Bordeaux, autre sublimité couronnant si dignement votre itinéraire, qui ne soit sincèrement rallié au vœu de la grande et saine majorité ?...

Les habitants de Juilles (Gimont) ont signé l'adresse suivante :

Les habitants soussignés ont l'honneur de vous exposer qu'à la révolution de Février, ils ont applaudi à la chute du Gouvernement de 1830 et, qu'ayant toujours voté pour le neveu de l'Empereur, ils voteront encore aujourd'hui pour Louis-Napoléon, le bien-aimé de la France, pour le Sauveur de la France, pour Napoléon III empereur ! (1)

*
**

L'administration a mobilisé tous ses agents pour « neutraliser les influences hostiles » et pousser au vote les populations. Tandis que les maires font voter des adresses en faveur de l'Empire, les juges de paix sont invités par les ministres de l'Intérieur et de la Justice à se transporter, comme au plébiscite de 51, dans toutes les communes où préfets et sous-préfets jugeront leur présence nécessaire pour stimuler et éclairer les maires et les adjoints, endoctriner les électeurs notables, combattre l'abstention, rallier

(1) Le *Moniteur* des 14, 18, 19, 20 et 21 octobre a publié le texte de nombreuses adresses du Gers. Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire*. — Adresses.

les légitimistes, intimider les républicains, déjouer les menées hostiles, démentir les faux bruits, etc. Magistrats et agents politiques reçoivent du préfet et des procureurs des instructions relatives à la préparation du plébiscite. Le procureur de Lombez écrit aux juges de paix de son arrondissement :

Il vous appartient d'éclairer les populations sur l'exercice d'un droit devenu nécessaire dans la situation où se trouve le pays, de leur faire comprendre le danger de se laisser surprendre par des influences abusives, par des suggestions coupables, qui tendraient à les éloigner d'une adhésion loyale à des institutions qui ont leur sympathie. Vous voudrez bien engager MM. les Maires de votre canton à se pénétrer de l'obligation d'exercer sur les électeurs de leurs communes cette influence salubre que leur donnent leur caractère de magistrats et leur position parmi leurs administrés... Tous doivent leur faire comprendre leurs véritables intérêts et s'opposer à des manœuvres perfides qui chercheraient à les entraîner dans une abstention coupable... Ils devront s'assurer que tous les électeurs ont pris part au scrutin et stimuler le zèle de ceux qu'une impardonnable indifférence en aurait d'abord tenu éloignés... Si quelques manœuvres coupables se produisaient, agissez sur-le-champ; assurez par tous les moyens en votre pouvoir la liberté du scrutin et la sécurité de l'élection. Si quelque incident se produisait, pas d'hésitation : il faut que force reste à la loi; prévenez-moi sur-le-champ; prompt justice sera faite. Avertissez les maires qu'ils doivent agir avec énergie... (1)

D e son côté, pour tenir en haleine les juges de paix, le préfet Féart leur prescrit une enquête politique dans leurs cantons : ils doivent sonder les dispositions des électeurs, indiquer les communes « mauvaises », « douteuses », celles qui voteront *oui à l'unanimité*. Pour se renseigner, les juges de paix visitent toutes les communes, interrogent maires, desservants, électeurs influents. Tous s'accordent à pronostiquer une majorité triomphale de *oui*; ils signalent 125 communes *douteuses* où l'opposition se manifestera par une minorité plus ou moins forte de *non* et d'*abstentions*, et 5 communes *mauvaises* où *non* et *abstentions* balanceront ou dépasseront les *oui*. Sous-préfets et juges de paix redoutent l'abstention, capable de diminuer le

(1) Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat 51. — Proc. de Lecture à p. g. d'Agen, 16 nov. 52.

prestige du succès, « la puissance morale du Prince ». Les électeurs sont fatigués, exécédés par la multiplicité des scrutins : c'est le refrain de nombreux rapports. « Le zèle des électeurs est en raison inverse de la multiplicité des scrutins : c'est le refrain de nombreux rapports. « Le zèle des électeurs est en raison inverse de la multiplicité des élections », déclare le juge de paix de l'Isle-Jourdain. D'ailleurs la certitude du succès risque d'écarter du scrutin beaucoup de Gersois. Les maires sont les agents les mieux placés pour les décider à voter. A cet effet, ils doivent s'entretenir avec eux, gourmander leur apathie, leur faire comprendre l'importance du prochain scrutin. « Plus l'influence et l'activité des maires sera grande, écrit le juge de paix de Gimont, et meilleur sera le vote ». C'est l'avis de tous ses collègues (1).

**

L'administration redoute et ménage le parti légitimiste en raison de son influence sur les paysans et de ses attaches avec le clergé.

Dans l'arrondissement de Condom et de Lombez, les légitimistes sont plus nombreux et plus influents qu'ailleurs; leur attitude inquiète les juges de paix. Dans les cantons de Montréal, Condom, Nogaro, Valence, ils semblent décidés à s'abstenir et à voter *oui*. Reconnaisants à Louis-Napoléon d'avoir « sauvé la société », ils ont voté la présidence décennale; ils se résigneront moins aisément à voter l'empire héréditaire, car ce vote engage plus gravement leur conscience politique. C'est l'opinion du juge de paix de Montréal. — Celui de Nogaro n'ose pas compter sur les maires légitimistes de Betous, Monlezun, Monguihem. — Le juge de paix de Valence est plus confiant : il affirme que de Kennefer, le maire légitimiste de Bonas, aura le « bon sens » de voter pour l'Empire, en dépit

(1) Arch du Gers. M. *Proclamations de l'Empire*. Etats et rapports des j. de p. et des sous-préfets, du 20 au 30 oct. 52.

des instructions du comte de Chambord; les autres légitimistes l'imiteront; l'abstention de quelques-uns n'influera pas sur le vote. — Dans le canton d'Eauze, les légitimistes sont plus agressifs; ils se posent en adversaires du coup d'Etat et de l'Empire. Par leur exemple et leurs conseils, ils décideront quelques électeurs à voter *non* ou à s'abstenir. Et le juge de paix redoute « une alliance bâtarde du parti légitimiste avec quelques agents socialistes », comme au 20 décembre. — Le sous-préfet de Condom, Souquières, espère bien rallier les légitimistes de l'arrondissement. Il a visité de Barreau, maire de Castex, de Clarens, maire du Houga, de Cours, maire de Monlezun Verdier, maire de Monguilhem de Cadignan, maire de Bérault; tous lui ont promis de faire voter *oui*. Souquières verra les autres maires légitimistes : de Quennefer, maire de Bonas; Cazaux, maire de Larroumieu; Lartigue, maire de Cazeneuve; de la Sudrie, maire de Lagrault; Matet, maire de Castéra; Macary, maire de Laroque-Saint-Sernin; Dumas, maire de Gondrin. Le préfet lui-même se dérange pour visiter de Barreau, qui lui envoie à Eauze ses mules et sa voiture en raison du mauvais état des chemins.

Le juge de paix de Lectoure signale quelques légitimistes « encroûtés », c'est-à-dire hostiles à l'Empire; toutefois de Bazignan, maire légitimiste de Ligardes, fera voter *oui*. — Le juge de paix de Mauvezin craint que les légitimistes, comme les républicains, ne s'abstiennent et n'influent par leur exemple « sur les électeurs fatigués de la multiplicité des élections ».

A Lombez, les légitimistes « voteront mal ou s'abstiendront ». — Dans le canton de l'Isle-Jourdain, les légitimistes « modérés » voteront pour l'Empire. — Dans 4 ou 5 communes, les maires légitimistes semblent devoir s'abstenir, sans user de leur influence pour détourner du scrutin les électeurs.

Le juge de paix de Masseube (Mirande) est perplexe : les maires légitimistes influents de Saint-Blancard, Ponsan-Soubiran et Monbardon, voteront-ils et feront-ils

voter *oui* comme en 51, ou bien s'abstiendront-ils ? Le vote pour l'Empire les gêne plus que le vote pour la présidence décennale, et le juge de paix n'ose préjuger de leur conduite.

Ces quelques vues ou pronostics de juges de paix révèlent une double tendance parmi les légitimistes : les « modérés », portés à faire bon marché des consignes de leur prince, subordonnent le souci dynastique à l'intérêt social et voteront pour l'Empire; les intransigeants, aveuglément dociles aux ordres du comte de Chambord, s'abstiendront ou combattront l'Empire. Quelques maires légitimistes de communes rurales, hésitant sur la conduite à tenir et sollicités sans répit par les juges de paix et les sous-préfets, ont promis leur concours. L'un d'eux, le marquis de Ségas, maire de Beaupuy, démissionne avec promesse de ne pas faire d'opposition et de laisser libres les électeurs. Jusqu'à la veille du scrutin, le préfet se méfie et redoute des démissions susceptibles d'influer défavorablement sur le vote. Le 16 novembre, il adresse aux juges de paix une circulaire confidentielle où il les invite à prévoir des démissions provoquées par « les excitations des chefs du parti légitimiste » et à installer d'urgence « des commissions provisoires » chargées de présider au scrutin du 21 (1).

A l'annonce de l'Empire, le comte de Chambord avait publié un manifeste où il protestait « contre des combinaisons mensongères et pleines de danger » :

Français !... Vous voulez la Monarchie. Vous avez reconnu qu'elle seule peut vous rendre, avec un gouvernement régulier et stable, cette sécurité de tous les droits, cette garantie de tous les intérêts, cet accord permanent d'une autorité forte et d'une sage liberté qui fondent et assurent le bonheur des nations... Le nouvel empire qu'on vous propose ne saurait être cette monarchie tempérée et durable, dont vous attendez tous ces biens... La Monarchie traditionnelle, appuyée sur le droit héréditaire et consacrée par le temps, peut seule vous remettre en possession

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire*. — Rapports du sous-préfet de Condom et des j. de p. de Condom, Montréal, Nogaro, Valence, Lectoure, Mauvezin, Masseube, L'Isle-Jourdain, etc. (du 20 au 30 oct.); — circ. du préfet, 16 nov. 52.

de ses précieux avantages, et vous en faire jouir à jamais... Héritier de cette longue suite de monarques qui, durant tant de siècles ont incessamment accru et fait respecter la puissance et la fortune de la France, je me dois à moi-même, je dois à ma famille et à ma patrie de protester contre des combinaisons mensongères et pleines de dangers. Je maintiens donc mon droit qui est le plus sûr garant des vôtres...

HENRY.

Frohsdorf, le 25 octobre 1852.

Sûr de sa victoire, le Gouvernement faisait étalage de confiance en publiant au *Moniteur* et en laissant reproduire par les journaux le manifeste légitimiste et ceux des *Comités révolutionnaires et socialistes*. Toutefois, il ordonnait la saisie à la poste de tous ces documents comme une publication « irrégulière, clandestine » et partant illégale. Douze exemplaires d'une protestation imprimée du comte de Chambord, jetés dans la boîte aux lettres de Lombez, furent saisis par le procureur à la demande du sous-préfet agissant en vertu d'instructions du préfet du Gers. 11 exemplaires étaient adressés à des curés, 1 au maire de Montamat.

Le 14 novembre, le sous-préfet de Mirande envoie au préfet la copie d'une proclamation du comte de Chambord, apportée par un commis-voyageur qui a brusquement disparu. De nombreux exemplaires ont été adressés aux légitimistes; chaque notaire en a reçu un. Cinq sont tombés aux mains d'un ami du sous-préfet. Il les a tous détruit (1).

Les républicains donnent moins de souci à l'administration. Une répression cruelle et la désillusion brutale les ont découragés et désorganisés par l'éloignement des chefs et des meneurs. Ils sont espionnés, dénoncés, menacés, souvent pour d'insignifiants propos et parfois sur de simples soupçons. Les transportés rentrés sont soumis à

(1) Arch. du Gers, M. *Proclamation de l'Empire*. — Sous-préfet de Mir. à préfet, 14 nov. 52. — Arch. du L.-et-G. U 1-5. C. d'Etat, 1851. — Proc. de Lombez à p. g. d'Agen, 20 nov. 52.

une surveillance réglée et minutieuse. Considérés comme des factieux et des anarchistes, ils savent que tout est permis contre eux et qu'un préfet omnipotent et ombreux, prompt aux arrestations, ne les ménagera pas. Et ils se résignent au silence et à l'inaction. Au plébiscite, ils se réfugieront dans l'abstention. Indifférente ou résignée, telle est l'attitude générale du parti républicain, au plébiscite.

Le juge de paix du canton d'Auch-sud affirme que les communes les plus agitées aux 3 et 4 décembre, même celles qui, en septembre 52, ont élu un conseil municipal hostile, comme à Seissan et à Barran, sont très calmes. « Sans être corrigés, les démagogues ne donnent plus signe de vie ». — Dans le canton de Vic-Fezensac, le juge de paix, qui veut « ménager à son canton des chances de réhabilitation », déclare que « Vic est en bonne voie ». Si « l'esprit de coterie » et les jalousies ne s'en mêlent, il se promet « un plein et facile succès ».

Dans le canton d'Eauze, « les socialistes n'osent pas étaler « leurs menaces sanguinaires ou leurs principes « hideux, mais les rancunes subsistent, comme l'ont prouvé « les élections municipales ». A Eauze, les bourgeois qui ont eu peur en décembre 51, s'abstiendront au plébiscite, les légitimistes et quelques orléanistes « renforcés » sont très hostiles à l'Empire. Bretagne, Courrensan, Lannepax ont été « travaillés par l'esprit de désordre »; mais le juge de paix espère que le zèle des nouveaux maires et la prospérité renaissante de l'Armagnac contrepèseront les influences hostiles. — Dans le canton de Valence, « les abstentions systématiques des sommités républicaines pour-
« raient ralentir l'élan des populations. » — Dans le canton de Nogaro, à Manciet, les chefs républicains « relèvent la tête ». Nogaro « est une ville infâme; le peuple en est pourri jusqu'au cœur ». L'ex-représentant montagnard Joret y a ses plus chauds partisans qu'il tient par des services d'argent. Ses débiteurs et ses obligés sont parmi
« les agitateurs les plus violents et les hommes de désordre

« les plus exaltés,... en général des piliers de cabaret, « des paresseux, des libertins, des gourmands », des dissipateurs de patrimoine. Tous les médecins du canton, sauf le docteur Candelé du Houga, sont ses agents politiques. Joret sera toujours un fauteur de troubles et un « très grand embarras pour l'autorité ». « Heureusement la campagne a de bons sentiments ». — Dans son rapport du 1^{er} octobre, le sous-préfet de Condom n'envisage que l'opposition des légitimistes et ne prend nul souci de l'opposition des républicains.

Dans le canton de Lectoure, les « meneurs de désordre », les ouvriers « travaillés par la propagande infernale » s'abstiendront. A Ligardes, il faut compter avec l'influence de Dastros, « révolutionnaire pur-sang ». Le juge de paix veut qu'on lui fasse entendre, « directement « ou indirectement, qu'il y a quelque danger pour lui dans « son action électorale ». — « La poignée d'anarchistes » de Saint-Clar a été matée « par la fermeté des hommes d'ordre et les mesures administratives énergiques ». — Si les républicains votent à Fleurance, la majorité sera hostile à l'Empire. — Dans le canton de Mauvezin, les républicains s'abstiendront.

A Lombez, on compte 100 à 120 républicains. Voteront-ils ? — Dans le canton de l'Isle-Jourdain, les républicains sont « une infime minorité ».

Le sous-préfet Grabias déclare que, dans l'arrondissement de Mirande, « les hommes de désordre n'ont point abdiqué », et, sur certains points, ils prêchent l'abstention.

Découragés un instant par les mesures rigoureuses prises après le 2 décembre contre un grand nombre de leurs frères et amis, ils se sont mis à nouveau à l'œuvre et cherchent à détourner les populations d'exprimer leurs vœux au scrutin qui sera ouvert le 21 de ce mois. Ainsi dans le canton de Montesquiou, où malgré les recherches restées jusqu'à ce jour sans résultat pour les mettre à la disposition de l'autorité, des hommes frappés par la Commission mixte parcourent les campagnes et prêchent l'abstention. Avant le 21, je dirigerai sur ce point plusieurs brigades pour procéder, s'il le faut, à l'arrestation des hommes qui passent leur temps à calomnier le gouvernement. Cette démonstration produira, je l'espère, un effet salutaire...

Le canton de Montesquiou a « mal voté » aux élections cantonales et municipales. Dans 6 communes — Bassoues, Isle-de-Noé, Gazax-et-Bacarrisse, Mascaras, Castelnau-d'Anglès, Saint-Christaud — « règne un mauvais esprit ». Nous savons, qu'à l'occasion de l'affaire Pujo, le préfet pour intimider les républicains, a ordonné plusieurs arrestations et des visites domiciliaires à Bassoues et à l'Isle-de-Noé.

Dans ce canton, « le parti socialiste est le seul à craindre, écrit le juge de paix. S'il entre en lice,... il peut lutter avec avantage, quoique sans majorité. Si, au contraire, l'espoir d'une amnistie générale le flatte, les votes sont alors acquis au Président, et les chefs socialistes s'abstiendront ou même voteront pour l'Empire et délivreront la campagne d'une mauvaise influence.

Les républicains du canton de Masseube pratiqueront l'abstention la prêcheront-ils ? Selon le juge de paix, « la peur de se compromettre les retiendra ». D'ailleurs la vente rémunératrice des produits agricoles procure l'aisance aux paysans, qui voteront *oui*.

Le canton de Mirande renferme une demi-douzaine de communes « fort agitées » : Bézugues, Idrac-Respaillès, Lamazère, Ponsampère, Saint-Médard, Saint-Michel. Les républicains s'abstiendront ou voteront *non*, suivant les instructions reçues de Mirande. — Les cantons d'Aignan, de Riscle, de Marciac et de Plaisance sont « excellents » et voteront *oui* à la quasi-unanimité.

Dans le canton de Riscle, « les populations maudissent l'expérience de la République; lasses d'élections répétées, elles seront « heureuses d'en finir. Elles comptent sur le génie de Louis-Napoléon dont le nom seul est un talisman ».

Dans le canton de Plaisance — « le canton modèle » — une certaine agitation persiste depuis les élections municipales (1).

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire*. — Rapports des sous-préfets de Condom, Lectoure, Mirande, des j. de p. d'Auch, Vic, Eauze, Nogaro, Lectoure, Saint-Clar, Pieurance, Mauvezin, Lombez, l'Isle-Jourdain, Montesquiou Masseube, Mirande, Riscle, Plaisance (20 oct. au 4 nov.)

Quelques vagues menées éparses, sans lien, « l'agitation » ou le « mauvais esprit » de quelques communes, voilà tout ce qu'à la veille du plébiscite on peut surprendre du parti républicain, immobilisé par la lassitude, la désillusion et la crainte, l'absence de chefs, l'impossibilité de concerter ses efforts, d'esquisser une propagande.

*
**

En novembre, les maires visitèrent et endoctrinèrent les électeurs; les juges de paix et les sous-préfets firent des tournées; le préfet parcourut la vallée de la grande Baïse. L'administration pesa fortement sur le scrutin du 21 novembre.

Pour créer dans chaque commune un foyer d'impérialisme, le ministre de l'Intérieur poussa les préfets à provoquer et hâter partout la formation de sociétés de secours mutuels « établies par les soins du maire et du curé ». Féart fit appel aussitôt à l'initiative des curés et des maires. Dans sa circulaire du 31 octobre, il rappelait un passage du discours de Bordeaux :

Je veux, a dit le Prince, conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyance, connaît à peine les préceptes du Christ; qui, au sein de la terre la plus fertile du monde, peut à peine jouir de ses produits de première nécessité.

Et le préfet engageait les maires, pour créer une société de secours mutuels, à s'adresser « avec MM. les membres « du Clergé, à tous les hommes de bonne volonté, aux « propriétaires, aux fonctionnaires de tout rang et de tout « ordre, aux ouvriers honnêtes, à ceux qui sont le modèle « des travailleurs prévoyants et la fortune des ateliers ou « des exploitations agricoles » (1).

Ces sociétés à présidents nommés par le chef de l'Etat, formées de fervents bonapartistes choisis par les maires et les curés, pouvaient être suspendues ou dissoutes par

(1) *Actes adm. de la préf. du Gers.* n° 50. — Circ. du préfet, 31 oct. 52.

le préfet pour mauvaise gestion ou inexécution des statuts, ou violation des dispositions du décret du 28 mars. Vivant dans une étroite dépendance de l'administration, elles devaient être des centres de ralliement, d'impulsion et de propagande bonapartistes. Ce qui explique la hâte subite de Persigny à les multiplier à la veille du plébiscite.

*
**

A l'approche du plébiscite, les murs se couvrent d'affiches préfectorales : *Proclamations* et *Avis aux habitants du Gers*. Le gouvernement, qui a confisqué à son profit tous les moyens de publicité électorale, notamment l'affichage et les journaux, annonce bruyamment deux mesures agréables aux électeurs ruraux : la diffusion du crédit agricole et la réduction de l'effectif militaire. Il riposte par des démentis à des rumeurs hostiles, capables de troubler les électeurs. Les préfets sont tenus de faire imprimer et placarder d'urgence dans tout le département les nouvelles et les démentis du gouvernement, que la presse officieuse — la seule tolérée — s'empresse de publier avec de longs commentaires approbatifs (1).

Toujours jaloux de montrer qu'il avait en quelques mois plus fait pour les « classes laborieuses » que tous les gouvernements précédents, Louis-Napoléon, la veille du plébiscite, fit annoncer la création de banques départementales de crédit agricole et le renvoi dans leurs foyers de 30.000 soldats. Il avait poussé à la constitution du *Crédit foncier*, destiné à faire des avances d'argent sur les propriétés foncières. Le 18 novembre, une dépêche de Persigny informait les préfets, qu'à la suite d'un accord entre le ministère de l'Intérieur et la *Banque foncière* de Paris, des succursales de cette banque allaient être créées dans toute la France pour faciliter les prêts aux agriculteurs et combattre l'usure, ce fléau des campagnes. Persigny invi-

(1) *Actes adm. de la préf. du Gers*, n^{os} 52, 53. — Proclamation, dépêches, avis.

taient les préfets à afficher cette nouvelle dans toutes les communes, en évitant toutefois de la présenter comme une dépêche ministérielle, afin d'écarter l'apparence d'une manœuvre gouvernementale. Et le 19 novembre, Féart faisait placarder un *Avis aux électeurs* où, sous couleurs de répondre aux propagateurs de fausses nouvelles — guerre prochaine, baisse du prix des denrées agricoles —, il annonçait l'établissement des succursales du *Crédit foncier*.

Ils (les propagateurs de fausses nouvelles) ont oublié que les cultivateurs ont trouvé dans S. A. I. le prince Louis-Napoléon un protecteur aussi vigilant qu'éclairé.

Ils ont oublié toutes les mesures prises pour procurer à bon marché des capitaux aux agriculteurs afin de les soustraire à la nécessité de donner, par un excès de gêne, leurs produits à vil prix.

Ils ont oublié que l'institution des sociétés de crédit foncier, favorisé par le maintien de la paix et l'affermissement de la confiance, doit prochainement garantir aux populations rurales ce grand bienfait.

Ils ne savent pas que la banque immobilière déjà instituée à Paris a obtenu la subvention promise par le Prince Louis-Napoléon, pour encouragement aux établissements de crédit foncier et qu'elle accepte l'obligation d'établir des succursales dans toute la France et de prêter à la propriété foncière jusqu'à concurrence de DEUX-CENTS MILLIONS répartis entre tous les départements proportionnellement à l'importance de leur dette hypothécaire.

Ils ne savent pas que cette subvention est subordonnée à la condition que les prêts se feront moyennant 5 pour 100 tout compris, intérêts, frais d'administration et amortissement du capital en 50 ans, c'est-à-dire que la dette se trouvera éteinte par le seul paiement de 5 pour 100 pendant ce laps de temps.

Ils ne savent pas enfin, que toutes les garanties sont également prises, pour qu'après l'épuisement des 200.000.000 fr., le taux des prêts reste dans les meilleures conditions possibles...

Les populations sont mises à même d'apprécier, par les grandes mesures que nous venons de mentionner, tout ce que l'Empire, si elles s'en montrent dignes par le nombre et l'unanimité de leurs votes, leur promet de repos, d'aisance et de bien-être.

Le préfet : Féart.

Le 18 novembre, nouvelle dépêche de Persigny annonçant le renvoi de 30.000 soldats pour la fin du mois. Féart afficha aussitôt la nouvelle qu'il commentait aux électeurs en ces termes :

Le prince Louis-Napoléon vous a dit et son gouvernement vous a déjà répété : L'EMPIRE C'EST LA PAIX. La dépêche que vous venez de lire vous confirme que les promesses de S. A. I. sont promptes à se réaliser...

Il renvoie à leurs familles et aux travaux de l'agriculture
TRENTÉ MILLE ARTISANS ET LABOUREURS...

Il se préoccupe de vous faire plus de bien en vous imposant moins de charges...

Les partis calomnient et menacent.

Le prince LOUIS-NAPOLÉON continue par ses actes d'assurer votre bien-être. Voilà sa réponse.

A votre tour, par vos votes, répondez aux partis.

18 novembre 1852. *Le préfet* : Féart.

Sous ce régime de silence, la moindre rumeur hostile alarmait le gouvernement. Dans leurs rapports, les préfets signalaient au ministre les bruits colportés par les adversaires politiques : guerre prochaine, suppression du suffrage universel, impôt sur le sel, retour au régime féodal, etc. Persigny multipliait les dépêches pour démentir ces bruits. Le 6 novembre, il télégraphiait aux préfets :

Démentez ouvertement la nouvelle du rétablissement de l'impôt sur le sel. Cette nouvelle est complètement fausse (1).

Le 9 novembre, il invitait les préfets à démasquer et à réprimer « les manœuvres des partis hostiles », à démentir les bruits mensongers, comme le rétablissement de l'impôt du sel, à combattre l'abstention que favorise la certitude du succès : il faut faire comprendre aux populations que le vote est « un devoir sacré, une obligation d'honneur », qu'il s'agit de parachever au 21 novembre l'œuvre commencée au 10 décembre 48 et au 20 décembre 51 (2).

Le 12 novembre, Féart rédigeait et faisait placarder l'affiche suivante :

Diverses informations parvenues à la Préfecture annoncent que, sur quelques points du département, de sourdes menées se produiraient dans le but d'affaiblir l'éclat de l'imposante manifestation électorale qui se prépare.

Il est, toutefois, de mon devoir de ne pas laisser aux débris des partis, qui peuvent subsister encore, la possibilité de tromper l'opinion publique dans une seule commune.

Les estafettes, qui traversent le pays, servent de prétexte, dans quelques localités, aux suppositions les moins fondées et les plus malveillantes.

(1) *Actes adm.*, 1852, n° 52. — Dépêches ministérielles et proclamations de préfet.

(2) Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire*. — Circ. de Persigny, 9 nov. 52.

Chaque estafette, à en croire ces rumeurs, apportera une mauvaise nouvelle.

L'impôt du sel serait rétabli.

Le gouvernement déclare que le sel reste affranchi de l'impôt.

La prospérité du pays, favorisée par le rétablissement de l'empire, est le plus sûr garant pour les populations qu'elles n'ont pas à craindre l'accroissement des impôts.

Les Offices ministériels seraient supprimés.

Le gouvernement déclare que les offices ministériels ne sont nullement menacés.

Le suffrage universel serait compromis.

Le gouvernement déclare qu'il se glorifie de son origine populaire, qu'il a foi dans l'opinion publique et que sa légitimité est dans la volonté nationale.

Les estafettes n'ont d'autre mission que d'apporter aux autorités les instructions nécessaires pour assurer la régularité et la liberté du vote solennel du 21 et du 22 novembre.

Le Prince Louis-Napoléon, au plus fort d'un triomphe sans précédent dans l'histoire, et malgré les acclamations de Vive l'Empereur qui, d'un bout de la France à l'autre ont constamment retenti sur son passage, veut que le suffrage universel prononce sur son élévation à l'Empire...

Tous ces faux bruits et toutes les rumeurs... ne sauraient vous faire hésiter à vous rendre au scrutin.

Vous saurez déjouer... toutes ces manœuvres.

Votre confiance dans les partis... vous a toujours perdus.

Votre confiance dans le Gouvernement du Prince Louis-Napoléon vous a déjà sauvés le 10 et le 2 décembre.

Vous complèterez votre œuvre.

Le Gouvernement de S. A. I. vous appelle et vous attend tous au scrutin.

12 novembre 1852.

Le préfet : Féart.

Quatre jours plus tard, Persigny revenait à la charge : il enjoignait aux préfets de rechercher les colporteurs de fausses nouvelles ou les distributeurs « d'écrits imprimés, « lithographiés ou tracés à la main, amplification des « mensonges qu'ils essayent d'accréditer, ou qui contiennent des extraits d'odieux pamphlets dirigés contre « S. A. I. par des expulsés ». Ces « odieux pamphlets » désignaient les manifestes violents du *Comité révolutionnaire*, de *La Société La Révolution*, des *Démocrates de Jersey*. Certain de son succès, le gouvernement avait dédaigneusement publié au *Moniteur* et laissé publier par les journaux tous ces manifestes républicains et celui du comte de Chambord. Persigny avait pris soin d'annoncer cette publication par une dépêche que le préfet afficha dans

toutes les communes. Toutefois il ordonnait secrètement la saisie à la poste de tous ces documents; il en interdisait le colportage.

Le maire de Larroumieu (Condom) avertissait le juge de paix que le bruit du rétablissement des dîmes circulait dans la contrée; si cette rumeur persistait et obtenait quelque créance, il promettait de la démentir par une affiche.

Enfin, le 19 novembre, une dépêche de Persigny, démentant la nouvelle d'un accident de voiture survenu au Président, fut encore pour le préfet l'occasion de mettre les électeurs en garde contre les bruits mensongers.

Les populations doivent tenir pour fausse et controuvée toute nouvelle ayant quelque importance qui ne leur sera pas directement annoncée par un avis officiel émané de la Préfecture et portant la signature du Préfet du Gers. Les populations ne peuvent, qu'à cette condition, empêcher les partis d'abuser de leur crédulité (1).

Toutes ces affiches officielles étaient reproduites par le *Courrier du Gers*.

Pour s'assurer une victoire éclatante au plébiscite du 21 novembre, le gouvernement n'a rien négligé : l'administration a mobilisé tous ses agents pour endoctriner et entraîner les électeurs; contre une opposition bâillonnée et durement comprimée, elle a dirigé une longue campagne de presse et d'affiches.

*
**

Le vote dura deux jours, le dimanche et le lundi 21 et 22 novembre. Toutes les mesures furent prises pour faciliter le vote et accroître le nombre des votants. Les listes électorales furent soigneusement revisées. Les électeurs accidentellement éloignés de leur domicile votaient dans la commune de leur résidence; ils étaient tenus de justifier leur inscription sur la liste électorale par un certificat du

(1) Arch. du Gers *M. Proclamation de l'Empire*. — J. de p. de Condom, à préfet, 20 nov. 52; — circ. de Persigny, 16 et 19 nov. 52.

maire de leur commune. Le maire envoyait ce certificat en franchise à l'électeur lui-même, ou, s'il ignorait le lieu de sa résidence, au maire de la commune présumée ou même au préfet du département. Les militaires votaient. Des préfets demandèrent au ministre si l'urne électorale pouvaient être portée dans les hôpitaux afin d'y recueillir les bulletins des malades ou des infirmes. Persigny déclara illégal un tel procédé; mais il engagea les maires à établir des sections électorales dans les hôpitaux des grandes villes, si le nombre des électeurs justifiait cette mesure. Enfin, les maires étaient invités à charger des hommes dévoués de relever le dimanche soir sur la liste des scrutateurs les noms des électeurs retardataires, afin de les solliciter pour le lendemain (1).

Les agents électoraux s'abouchèrent avec la plupart des électeurs présumés hostiles et les poussèrent à voter. Maires et commissaires firent assaut de zèle. Certains promirent une grâce ou une commutation de peine aux républicains frappés par la Commission mixte, s'ils votaient *oui*. Nul doute qu'ils n'aient mêlé la menace à la promesse. A Mauvezin, Cadours Louis et Dupux Auguste (A +), désignés pour l'internement dans la Dordogne et la Haute-Vienne, votèrent en « hommes d'ordre » pour être autorisés à rester à Mauvezin. Dupux conduisit à la salle du scrutin son domestique et ses maîtres-valets qui votèrent *oui*. Le commissaire se disait sûr de ces votes : il avait pris les bulletins des mains de ces électeurs et les avait remis lui-même au maire (2). — Ces procédés de pression ont pu se produire ailleurs. Les documents consultés n'en relatent pas d'autres.

Le 25 novembre, la Commission de recensement des votes, formée des conseillers généraux Cassassoles, Serain, Fauré se réunit à la Préfecture. Elle proclama les résul-

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire*. — Circ. de Persigny, 10, 15 nov.

(2) Arch. du Gers. *M. C. d'Etat* 1851 *M.* 15 — Dossier de Cadours. Rapport du com. de pol., 29 nov. 52.

rats suivants : 97.405 inscrits; 79.943 votants; 78.272 *oui*; 1.236 *non*; 435 bulletins nuls. En 1848, Louis Napoléon avait obtenu dans le Cers 57.253 suffrages; au plébiscite pour la présidence décennale, il avait recueilli 64.470 *oui* (1).

Par rapport aux inscrits, les votants atteignent 82 %, les *oui* 80 %, les *non* 1,26 %, les abstentions 18 %. Le vote pour l'Empire a rallié 13.802 électeurs de plus que le plébiscite pour la présidence décennale; les *non* sont tombés de 8.674 à 1.236 et les abstentions de 20.698 (22 p. 100 des inscrits) à 17.529 (18 p. 100). En additionnant les *non* et les abstentions, nous obtenons un total de 18.765 opposants ou mécontents (23 p. 100 des inscrits); en 51, le total était de 29.372 (31 p. 100).

Dans l'arrondissement d'Auch, nous comptons 3.481 opposants (3.086 abstentions et 395 *non*); 6.757 (4.380 abst. et 2.377 *non*) en 51; — dans l'arrondissement de Condom, 5.615 opposants (5.272 abst. et 343 *non*); 7.556 (5.649 abst. et 1.907 *non*) en 51; — dans l'arrondissement de Lectoure, 2.975 opposants (2.779 abst. et 196 *non*); 4.545 (3.344 abst. et 1.201 *non*) en 51; — dans l'arrondissement de Lombez, 3.226 opposants (3.098 abst. et 128 *non*); 4.274 (3.153 abst. et 1.121 *non*) en 51; — dans l'arrondissement de Mirande, 3.458 opposants (3.284 abst. et 174 *non*); 6.240 (4.172 abst. et 2.068 *non*) en 51. L'opposition a diminué surtout dans les arrondissements d'Auch et de Mirande. Les arrondissements se répartissent ainsi par opposition croissante : Mirande, 13 opposants pour 100 inscrits; Auch, 17 %; Lectoure, 18 %; Condom, 24 %; Lombez, 25 %.

D'après la proportion décroissante des *oui* aux inscrits, les cantons se classent dans l'ordre suivant :

Riscle, 93 p. 100 (81 p. 100 en 51); Aignan, 91 p. 100 (82 p. 100); Saramon, 91 p. 100 (73); Miélan, 88 p. 100 (69); Marciac, 86 p. 100 (78); Mirande, 80 p. 100 (64); Plaisance, 86 p. 100 (88); Miradoux, 85 p. 100 (83); Jegun, 85 p. 100 (70); Fleurance, 84 p. 100 (69); Mauvezin, 84 p. 100, (68); Saint-Clar, 83 p. 100 (74); Masseube, 83 p. 100 (75); Montesquiou, 83 p. 100 (61);

(1) Pour les résultats du plébiscite, cf. *Annexe au ch. IV et V.*

Vic-Fezensac, 82 p. 100 (68); Gimont, 81 p. 100 (66); Cologne, 81 p. 100 (77); Montréal, 81 p. 100 (67); Auch sud 81 p. 100 (52); Nogaro 80 p. 100 (78); Auch nord, 79 p. 100 (60); Cazaubon, 79 p. 100 (68); Valence, 78 p. 100 (70); Lombez, 78 p. 100 (70); Lectoure, 74 p. 100 (66); Samatan, 71 p. 100 (60); Condom, 68 p. 100 (56); l'Isle-Jourdain, 67 p. 100 (58); Eauze, 66 p. 100 (56).

Dans tous les cantons le pourcentage des *oui* est supérieur au pourcentage de 1851, sauf à Plaisance où les querelles et les rivalités aux élections municipales ont eu leur répercussion au plébiscite.

Auch sud, Mirande, Montesquiou, Saramon, Auch nord, Miélan, Mauvezin, Gimont, Fleurance, Vic-Fezensac sont les cantons où l'opposition a le plus faibli. Les cantons d'Eauze, de Condom, de l'Isle-Jourdain, de Samatan sont restés les plus hostiles.

On peut dresser la liste des communes où le plébiscite a révélé un groupe nombreux d'opposants :

Auch, Montaut, Puycasquier (Auch nord), Gimont, Juilles (Gimont), Jegun, Vic-Fezensac, Condom, Larroumieu (Condom), Cazaubon, Mauléon (Cazaubon), Eauze, Courrensan, Lannepax (Eauze), Castelnau-d'Auzan, Lagrault (Montréal), Nogaro, Caupène, Le Houga, Manciet, Salles (Nogaro), Valence, Saint-Puy (Valence), Lectoure, Terraube (Lectoure), Saint-Clar, Fleurance, Monfort (Mauvezin), Miradoux, Lombez, Sauveterre (Lombez), Cologne, L'Isle-Jourdain, Auradé, Endoufielle (Isle-Jourdain), Samatan, Montblanc, Noilhan, Polastron, Seysse-Savès (Samatan), Mirande, Beccas (Mirande), Haget (Miélan), Montesquiou, Saint-Christaud, Beaumarchès (Plaisance), Viella (Riscle).

Dans les autres communes, le nombre des opposants est insignifiant ou nul.

« Le Gers, signalé comme un des départements les plus coupables, vient de se réhabiliter », proclame Bories dans le *Courrier* (1).

La lassitude et le découragement des républicains et des royalistes, la pression administrative, la contagion du succès et surtout la popularité croissante de Louis-Napoléon suffisent à expliquer l'accroissement des *oui*, la diminution des *non* et des abstentions.

(1) *Courrier*, 9 déc. 52.

III

Le 29 novembre, le préfet envoyait aux maires ses instructions pour la proclamation de l'Empire. Le nouvel empereur désirait que son avènement fut célébré surtout par des actes de charité. En conséquence, les conseils municipaux devaient être réunis d'urgence pour affecter à des secours aux familles nécessiteuses tous les crédits ouverts au budget de 1852 pour les fêtes et réjouissances publiques. De plus, le préfet invitait les maires à donner à la proclamation de l'Empire « toute la solennité que comporte un événement aussi important et aussi heureux pour la France ». Les cérémonies religieuses officielles étaient ajournées. La proclamation politique par les autorités civiles était fixée au dimanche 5 décembre et au dimanche suivant dans les communes où les instructions n'arriveraient pas à temps. Elle devait être faite par le préfet au chef-lieu du département, par les sous-préfets dans les chefs-lieux d'arrondissement et par les maires dans toutes les autres communes, sur la place principale, à la sortie de la messe. Voici la formule officielle de la proclamation :

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français,... Vu le sénatus-consulte, en date du 7 novembre 1852,... Vu la déclaration du Corps législatif qui constate que les opérations du vote ont été partout, librement et régulièrement accomplies, que le recensement général des suffrages émis sur le projet de plébiscite a donné 7.824.189 bulletins *oui*, 253.145 bulletins *non*, 63.326 bulletins nuls, avons décrété et décrétons ce qui suit : *art. 1^{er}*. Le sénatus-consulte du 27 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre, est promulgué et devient loi de l'Etat. *Art. 2*. Louis-Napoléon Bonaparte est empereur des Français sous le nom de Napoléon III... (1)

Le 3 décembre, le préfet annonçait aux Gersois l'avè-

(1) Arch. du Gers. *M. Proclamation de l'Empire* — Circ. du min. de l'Intérieur, 27 nov., 1^{er} déc. — *Actes adm.*, 1852, n^{os} 55 et 56. Circ. du préfet, 29 nov. et 8 déc. 52

nement de Napoléon III par une proclamation enthousiaste affichée dans toutes les communes (1).

L'empire fut proclamé à Auch, le 5 décembre. Tous les fonctionnaires et le conseil municipal avaient été convoqués à la préfecture. A midi le cortège officiel s'est rendu à la cathédrale où un *Te Deum* a été chanté. La gendarmerie et le 6^e Hussards occupaient la place de l'Hôtel-de-Ville et formaient un carré. A l'intérieur du carré, les membres de la société de secours mutuels étaient rangés sur trois lignes. Dans les bas-côtés de la place et sur les allées d'Etigny, une foule énorme. A la sortie de la cathédrale, le cortège officiel a pris place au milieu du carré des troupes. D'une voix très forte, le préfet a lu le texte de la proclamation et a terminé sa lecture par les cris de *Vive Napoléon III ! Vive l'Empereur !* Une grande acclamation a couvert sa voix. Les troupes ont défilé au cri de *Vive l'Empereur !* Le soir, illumination générale. Au dîner officiel, le préfet a porté un toast à l'Empereur. Une réception a suivi le dîner. Le lendemain, lundi soir, le préfet donna un bal à la préfecture. « L'Empire ne date que d'hier et il a déjà dans le chef-lieu du département du Gers ses fêtes et sa société », conclut Bories, qui a longuement narré dans le *Courrier* la cérémonie de la proclamation de l'Empire à Auch. Notons que le préfet, accompagné des conseillers de préfecture, « en tenue officielle » était allé remercier l'archevêque d'avoir spontanément devancé la date des cérémonies religieuses officielles en faisant chanter un *Te Deum*. Le lundi 6 décembre, à 8 heures du matin, préfet, maire, général, fonctionnaires, officiers et cavaliers du 6^e Hussards ont assisté, dans la chapelle de l'Hôpital, à une messe célébrée à la mémoire des hussards tués à Auch, le 4 décembre 51, « pour la cause de l'ordre et le salut de la ville et du département (2).

Dans les chefs-lieux d'arrondissement et de canton,

(1) *Actes adm.*, 1852, n° 55. — Procl du préfet, 3 déc. 52.

(2) *Courrier*, 7 déc. 52.

l'Empire a été généralement proclamé le 5. Le 6, le sous-préfet de Lombez écrivait au préfet :

La proclamation du rétablissement de l'Empire a eu lieu hier, à deux heures de l'après-midi, sur la place publique de la mairie de Lombez. Je m'étais placé au milieu des magistrats, des membres du conseil municipal et des divers fonctionnaires, sur le perron, ayant à ma droite Monsieur le Président du tribunal, à ma gauche Monsieur le Maire, et en face la brigade de gendarmerie sous les armes, et derrière elle se trouvait une escouade de 17 cantonniers que Monsieur Gauthier avait eu la bonne idée de convoquer. Après que le tambour eut battu aux champs, je donnai la lecture à haute voix du décret du 2 décembre. Je terminai cette lecture et l'assistance y répondit par les cris répétés de *Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III !* Un concours assez considérable d'habitants s'était rendu sur les lieux. Je prononçai ensuite une courte allocution à peu près en ces termes : « *Messieurs, le cri de vive l'Empereur enflammait le courage des soldats du grand capitaine et en faisait des héros. Qu'il soit aussi pendant la paix notre cri de ralliement. La France vient de manifester hautement, nettement sa volonté. Que l'avènement de la Dynastie Impériale soit donc le terme des discordes civiles, et que désormais notre belle patrie sous la puissante égide de l'Elu de Dieu, de l'Elu de la Nation, soit tranquille et prospère.* » Le cri de *Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III !* a éclaté avec une nouvelle force. Conformément au programme qui avait été publié par M. le Maire, le soir, les édifices publics, ainsi qu'un grand nombre de maisons particulières, ont été illuminés. Le matin, une distribution de pain avait été faite aux indigents. J'ai donné à l'occasion de cette solennité une soirée qui s'est prolongée jusqu'à deux heures dans la nuit (1).

A Mirande, le 4 au soir, le canon et les cloches ont annoncé la fête du lendemain. Le 5, à 10 heures du matin, le sous-préfet a lu la proclamation officielle. Des vêtements, des couvertures et du bois ont été distribués aux indigents. Dans l'après-midi, jeux publics; le soir, feu d'artifice et illuminations. — A Condom, Samatan, Nogaro, Lectoure, Eauze, Marciac, Vic-Fezensac l'Isle-Jourdain, Montesquiou, Masseube, Saint-Clar, Cazaubon, etc., les sous-préfets ou les maires ont lu la proclamation, entourés du conseil municipal et des fonctionnaires. A Vic-Fezensac, un *Te Deum* a été chanté. A Nogaro, le curé a entonné le *Domine, salvum fac Napoleonem imperatorem*.

(1) Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire*. — Rapport du sous-préfet de Lombez, 6 déc. 52.

A Simorre, un feu de joie, béni par le curé, a été allumé par le maire en présence du conseil municipal et des habitants. A Jegun, illumination et bal à la mairie. A Gimont, la proclamation a été fêtée par plusieurs banquets « patriotiques ». A Masseube, on a allumé un feu de joie. A Saint-Clar, le maire Descamps-Larrouget a adressé un « excellent discours » aux sapeurs-pompiers et aux gendarmes. — Partout on a distribué des vivres et des vêtements aux indigents (1). A Cazaubon, le juge de paix a prêté au maire un buste de l'empereur. Ce buste, couronné de laurier, a été placé sur une fenêtre de l'hôtel de ville, devant la population assemblée sur la place pour écouter la lecture de la proclamation. Après la lecture, le juge de paix a harangué la foule et opposé les bienfaits de l'Empire et de la paix à « la crise désastreuse des 4 années précédentes » (2).

Dans la plupart des communes rurales, la proclamation a eu lieu le 12 décembre, à l'issue de la grand'messe où le *Te Deum* et le *Salvum fac imperatorem* ont été chantés. Le maire, assisté du curé dans bien des communes, a lu la proclamation sur la place principale du village. Des feux de joie, des distributions de pain et de vêtements, parfois un banquet ont marqué cette cérémonie (3). L'instituteur de Saint-Martin-Gimois décrit ainsi la proclamation de l'Empire dans sa commune :

... A l'issue de la grand'messe, le 12 décembre vers midi, le maire et l'adjoint, après avoir pris le curé à la sacristie, se sont rendus, accompagnés du conseil municipal, de la garde nationale, des élèves de l'école, de la commune en masse, au centre du village. Le maire, après une allocution, a fait la lecture de la proclamation de l'Empire, acclamé par les cris de *Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III ! Vive le Sauveur de la France !* Ce nouvel état de choses a été salué par une décharge de mousqueterie. Après quoi, on s'est mis en marche vers le presbytère où on a accompagné M. le curé. De là, on s'est rendu à la mairie pour un repas offert par le maire pour fêter l'avènement de

(1) *Courrier*, 9, 11, 16, 18 déc. — Arch. du Gers. *Procl. de l'Empire*. — Maire de l'Isle-Jourdain à sous-préfet, 6 déc.

(2) Arch. du Gers. U. *nne des greffes. Corresp. du parquet (Condom)*. — Rapport du j. de p. de Cazaubon, 20 déc. 52.

(3) *Courrier*, 14, 16, 18 déc. 52.

Napoléon III ! Vers le milieu du dîner, le maire a porté un toast terminé par les cris unanimes de *Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III ! Vive le sauveur de la France !* Après le dîner, tous les assistants se sont rendus en ordre à l'église et ont assisté aux vêpres avec recueillement. Après vêpres, on s'est encore rendu vers le lieu de la proclamation de l'Empire, où ont lieu quelques décharges de mousqueterie. Le reste de la journée s'est passé en d'honnêtes conversations et à considérer des jeux d'enfants (1).

On signale un peu partout des banquets où d'anciens militaires ont porté des toasts chaleureux au nouvel Empire. Dans la plupart des comptes rendus, rédigés par des fonctionnaires et des agents de l'administration, on a noté de l'enthousiasme, des acclamations, des cris répétés de *Vive l'Empereur !* Il semble toutefois, qu'à multiplier les cérémonies officielles en 52, le gouvernement ait un peu émoussé l'enthousiasme et la curiosité, comme il avait lassé les électeurs par l'abondance des scrutins. Dans bien des communes, l'intérêt excité par la proclamation de l'Empire paraît avoir été en raison du zèle, de l'ingéniosité ou de la munificence des maires (2).

*
**

Les opposants et les mécontents se taisent et ne bougent pas. La proclamation de l'Empire a été la banqueroute de leurs espérances. Les deux plébiscites et les élections ont manifesté avec éclat l'adhésion de la masse des Français au nouveau régime. D'ailleurs la compression politique empêche toute opposition ouverte, toute propagande. Meurtri par une répression cruelle et désorganisé par la dispersion ou l'éloignement des militants et des chefs, lassé, découragé, le parti républicain s'immobilise dans une attente où la haine entretient l'espérance. Les proscrits gardent une rancune tenace, implacable au nouvel empereur, incarnation du régime qui les a si durement frappés et humiliés. La haine des républicains s'associe déjà aux déceptions et aux rancunes des légitimistes. Au

(1) Arch. du Gers. M. *Proclamation de l'Empire*. — Instit. de Saint-Martin-Gimoi à sous-préfet, 13 déc. 52.

(2) *Courrier*, 7 déc. 52.

plébiscite, dans plusieurs cantons, ces deux adversaires de l'Empire ont mêlé leurs votes : le juge de paix d'Eauze a dénoncé « l'alliance bâtarde du parti légitimiste avec quelques agents socialistes » ; celui de Cazaubon déclare que, dans son canton, légitimistes et républicains « se donnent la main ». Les agents de l'administration soupçonnent bien que la résignation des républicains, loin d'être une abdication, est provisoire.

« Les factions démagogiques ont désarmé, mais les cadres restent, et, si le pouvoir faiblissait, elles seraient vite réorganisées », affirme le juge de paix de Montréal. — « Les légitimistes et les républicains puritains ne perdent pas tout espoir », écrit le juge de paix de Cazaubon. — « A peine nous sommes-nous aperçus, déclare le juge de paix de Nogaro, que l'acte du 2 décembre ait imposé silence aux chefs de nos démocrates. Nous les avons toujours vus se présenter aux divers scrutins en colonne serrée, votant comme un seul homme contre le Président et pour les ennemis de son gouvernement ». — « Le Gers, écrit le procureur général d'Agen, est le seul des trois départements du ressort où l'esprit de désordre subsiste au sein de plusieurs conseils municipaux ; mais cette hostilité n'a pas la sympathie d'une population fatiguée des agitations politiques ». (1)

Sous l'Empire, l'opposition républicaine subsistera comprimée, silencieuse, réduite, mais persévérante. Par contre, les paysans gersois sont entièrement satisfaits. Le relèvement du prix des denrées agricoles si longtemps dépréciées — grains, vins, bestiaux — attesté par les rapports des juges de paix et des commissaires et par les statistiques administratives, a ramené quelque bien-être parmi les cultivateurs, si durement éprouvés par la crise économique des trois années précédentes. Les campagnards voient dans ce changement le bienfait d'un « gouvernement fort et réparateur ». Ils ont voté en masse pour l'Empire et ils garderont à l'Empereur une fidélité reconnaissante. Le juge de paix d'Eauze écrivait :

«... Tous ont repris courage sous un gouvernement fort et réparateur... Le paysan est tout à fait désabusé du rôle odieux

(1) Arch. du Gers. *U. Annexe des greffes. Corr. du parquet (Condom)*. — Rapports des j. de p. de Nogaro, Montréal, Cazaubon, 2, 5 août, 20 déc. 52. — *M. Procl. de l'Empire*. Rapport du j. de p. d'Eauze, 2 nov. 52. — Arch. nat. *BB 30/370*. Rapport du p. g. d'Agen, 15 nov. 52.

qu'on a voulu lui faire jouer; le son du tocsin ne le distrairait plus aujourd'hui de ses travaux pénibles et il traiterait en ennemis ceux qui voudraient lui montrer un drapeau qui ne serait pas celui du Gouvernement ». — «... Les habitants de la campagne, l'ouvrier et la plupart des propriétaires sont très sympathiques au gouvernement ».

Le juge de paix de Cazaubon déclare que « l'Empire est accepté avec plaisir et satisfaction, surtout dans les campagnes ».

Le juge de paix de Condom oppose à l'agitation de novembre 1851 le calme et l'indifférence politique de décembre 1852 :

L'an dernier, l'ouvrier, l'artisan passaient les journées dans les cafés, dans les rues, sur la place publique, les bras croisés, livrés à des discussions politiques, s'exaltant les uns les autres et parfois provocateurs, concertant entre eux des projets infâmes et que le 2 décembre fit en partie avorter. Aujourd'hui, au contraire, l'ouvrier est devenu laborieux et reste dans son atelier, livré à son industrie; point de groupes dans les rues; point de chansons nocturnes. Tous sont en général au travail. La politique abandonnée, la lecture des journaux délaissée, les affaires marchent; le commerce est livré à de grandes et nombreuses opérations qui absorbent les esprits et laissent peu de monde désœuvré. D'un autre côté, les campagnes, favorisées par les prix excessifs des denrées, se livrent à de travaux agricoles que le beau temps favorise : elles se trouvent ainsi doubleraient encouragées. De grandes occupations absorbent la ville et la campagne, et comment alors l'opinion publique ne s'améliorerait-elle pas ? (1)

Cette amélioration de l'esprit public, les agents de l'administration la constatent avec satisfaction dans l'effacement de toute vie publique : plus de journal indépendant, plus de réunions, plus de sociétés, plus de conversations politiques dans les cafés, plus de chant dans les rues, c'est le régime du silence, résultat d'une longue compression. D'autre part, les commissaires et les juges de paix notent un renouveau de piété populaire : assistance plus nombreuse aux offices religieux, affluence aux grandes fêtes catholiques et aux júbilés. Ce développement de l'esprit religieux ramènera ou maintiendra dans les classes populaires l'obéissance à l'autorité, la soumission au clergé, la

(1) Arch. du Gers. *Proclamation de l'Empire*. — Rapports des j. de p. de Cazaubon, Eauze, Condom, etc.

résignation à l'ordre établi, condition séculaire et nécessaire de l'ordre matériel et moral, au regard du gouvernement et des conservateurs. Déshabitués de la politique, les Gersois se tourneront vers le travail et les affaires, oublieront ou abjureront les doctrines républicaines ou socialistes dénoncées comme chimériques, creuses, immorales, antisociales, s'attacheront à une dynastie désignée par deux plébiscites, attentive à développer et à satisfaire le goût et la recherche du bien-être. Partout, dans les allocutions officielles, dans les banquets impérialistes, dans les journaux, dans les rapports des agents politiques, on vaticine une ère de paix et de prospérité matérielle par la restauration de l'ordre et de l'autorité. Et le 28 décembre, Bories, dans un article du *Courrier* — *La politique des affaires* — indiquait bien l'orientation nouvelle que le gouvernement impérial s'efforçait d'imprimer à l'esprit public.

Trêve aux luttes stérilisantes des partis et à la politique qui a trop longtemps absorbé la nation. Occupons-nous des « questions d'affaires »; examinons des problèmes utiles et pratiques. « Le bien-être de 40 millions d'hommes, la grandeur du pays, la marche de la civilisation du monde », voilà les préoccupations qui doivent remplacer désormais les controverses infécondes de la politique. Que la presse parisienne se consacre à « l'étude des questions pratiques » trop longtemps dédaignées; que la presse départementale s'occupe des affaires d'intérêt local ou départemental. Les Gersois, amis politiques du *Courrier*, suivront le journal avec faveur sur le terrain de leurs propres affaires. « En Angleterre, les questions d'affaires font et défont les ministères; la forme du gouvernement est toujours hors de jeu. Pourquoi, sous une dynastie qui vient de s'asseoir sur une si large base, n'en serait-il pas de même chez nous ?... »

Substituer l'étude et le goût des affaires aux controverses des partis politiques, sous le patronage d'une dynastie indiscutée, améliorer le sort des classes populaires, sensibles surtout à leur bien-être matériel, gorger d'affaires la bourgeoisie, voilà l'essentiel de la politique impériale. Napoléon III cherchera dans la prospérité matérielle un dérivatif à la politique, une compensation à la perte des libertés publiques, la justification de son règne.

CONCLUSION

Pour conclure, nous rappellerons brièvement les constatations établies au cours de cette étude.

Durement comprimé sous la Législative, le parti républicain montagnard ou socialiste avait abandonné la lutte électorale et s'était organisé en sociétés secrètes après le vote de la loi du 31 mai 1850 qui mutilait le suffrage universel. Cette organisation occulte et la consigne de l'abstention à tous les scrutins étaient des signes de déclin et d'amoindrissement. Le parti accroissait sa force conspiratrice et insurrectionnelle tout en se diminuant numériquement. Les sociétés secrètes, pépinières de militants liés par le serment, étaient la préparation psychologique et militaire d'une émeute contre un coup d'Etat royaliste ou présidentiel et d'une lutte pour reconquérir à main armée le suffrage universel en 52. Mais l'abstention électorale — aveu d'impuissance et abdication provisoire — avait ôté au parti toute force d'attraction ou d'expansion, tandis que la persécution administrative et policière, la crise économique imputée au régime républicain, un programme démocratique hardi et démesuré, heurtant trop de préjugés et d'intérêts, le *spectre rouge* exploité par le parti de l'ordre, le mystère des sociétés secrètes, les propos imprudents de certains montagnards — agitateurs, de vie suspecte, ou piliers de cabaret — qui clabaudaient contre les riches, appelaient de leurs vœux 52, l'ère de la vengeance, des expropriations et du pillage, indisposaient, effrayaient, éloignaient les bourgeois, la masse des propriétaires, paysans et même artisans et commerçants, timorés, crédules, ignorants, dociles aux influences conservatrices traditionnelles. Bref, à l'approche du coup d'Etat, le parti monta-

gnard traqué, bien diminué, comme le prouveront les chiffres du plébiscite, a pris les allures d'une secte : concentré dans les sociétés secrètes, il répudie toute alliance avec les républicains modérés; il se repaît d'illusions, affiche sa foi en 52, l'année du triomphe et des représailles, et s'adjuge l'avenir. Il s'efforce de grossir le nombre des affiliés qui, vraisemblablement, n'a pas dépassé 2.000 (1).

*
**

A la nouvelle du coup d'Etat, 150 à 200 affiliés ont mobilisé en quelques heures le parti rouge et, dans 14 cantons sur 29, entraîné 8.000 à 10.000 Gersois, surtout des paysans, armés de fusils de chasse, de pistolets, de faux, de fourches et de bâtons, dans des marches, bruyantes, mais pacifiques, sur les chefs-lieux : Auch, Mirande, Condom, Fleurance. Cette insurrection n'a été qu'une brusque et courte agitation superficielle, aisément et vite tombée ou réprimée. La masse des insurgés a marché sans dessein politique, contrainte ou dupée. Les dirigeants du parti montagnard manquaient de confiance et d'élan; mais poussés, débordés par des affiliés ardents, exaltés, ils ont proposé ou fait semblant d'approuver un appel à un soulèvement armé dont ils pressentaient l'échec et le danger. Ces cohues de paysans mal armés, sans foi ni discipline, commandés par des chefs inexpérimentés ou effrayés de leur responsabilité, ont rétrogradé ou se sont dispersés sans combat aux premiers coups de feu de la troupe, à la sommation d'un sous-préfet, ou à la simple nouvelle que les autorités du chef-lieu se préparaient à résister et avaient repoussé la première tentative des républicains. L'échec des insurgés à l'Oratoire a été partout le dissolvant de la résistance républicaine. Présentés par les apologistes du coup d'Etat comme des *Jacques* avides de pillage, les insurgés n'ont commis ni vols, ni déprédations.

(1) Cf. DAGNAN. *Le Gers sous la Seconde République. La réaction conservatrice*, pp. 437-473, 594-600.

En dehors du coup de pistolet tiré contre le sous-préfet de Mirande, on ne signale pas de violences graves contre les personnes. L'insurrection du Gers donne un démenti aux deux thèses opposées : levée en masse et spontanée des républicains pour défendre la Constitution; ruée de paysans fanatiques et pillards, marquée des pires excès, en vue de satisfaire une basse envie et des convoitises brutales. Au vrai, la masse de la population est restée étrangère ou hostile à ces soulèvements locaux fomentés par les sociétés secrètes et qui ont servi de prétexte à une dure répression.

L'état de siège et l'occupation militaire du département ont suivi l'insurrection. Les colonnes mobiles, les arrestations quotidiennes, la chasse aux insurgés fugitifs, le désarmement de la population ont désorganisé et terrorisé le parti républicain. Tous les moyens de publicité sont confisqués par le gouvernement; toute critique, toute campagne politique est désormais impossible; et le plébiscite du 20 décembre est une approbation fort nette du coup d'Etat par les bourgeois et surtout par les paysans durement éprouvés par la crise économique et troublés par les menaces des rouges. Et puis le succès a rallié les indécis et les timorés. Le clergé est gagné. Les légitimistes sont restés neutres ou ont voté *oui*. Bref, la masse des électeurs, satisfaite, menée par ses conseillers traditionnels, le gros propriétaire, le maire et le curé, endoctriné par les agents politiques de l'administration et la presse officieuse — la seule tolérée —, a voté pour « le vainqueur de l'anarchie », « le sauveur de la France ».

L'éclatant succès du plébiscite n'arrête ni n'atténue la répression. Le gouvernement et l'administration veulent dissocier et terroriser le parti montagnard par l'éloignement et le châtement des chefs, des meneurs, des principaux affiliés, et purger le département des fauteurs de propagande « anarchique ». Ils espèrent que, débarrassés d'adversaires remuants et audacieux, les « hommes d'ordre » reprendront courage et recouvreront leur ascendant

politique sur les populations. Dans ce dessein, plus de 800 Gersois seront incarcérés; la Commission mixte soumettra 465 républicains à des mesures de sûreté générale; 338 *seront déportés en Algérie*. Les autres insurgés compromis ont dû fuir pour éviter l'emprisonnement ou sont placés sous la surveillance de la police. Avec une cruauté imprévoyante, la Commission mixte n'a pas hésité à arracher à leurs foyers, pour de longs mois, des pauvres diables, pères d'un ou de plusieurs enfants et soutiens de parents vieux ou infirmes, des bourgeois estimés « dangereux » ou « gênants » pour l'administration. L'incompréhension explique l'inhumanité des mesures. Membres de la Commission mixte, magistrats, sous-préfets et tout le parti de l'ordre considèrent les insurgés affiliés et surtout les meneurs comme une bande de redoutables malfaiteurs et le soulèvement armé comme un essai de révolution sociale. Pour préserver la société contre de nouvelles tentatives, il faut extirper par la terreur et la proscription le « socialisme », éternel fauteur de désordre et recruteur d'insurrection. Mais les proscrits, si durement traités et humiliés, garderont à l'Empire une haine durable et formeront les cadres d'une opposition républicaine irréductible.

Dans la crise de terreur et de compression consécutives au coup d'Etat, les élections au Corps législatif sont une simple formalité. Les candidats officiels sont élus; mais de nombreux électeurs se sont abstenus.

A l'état de siège succède la dictature du préfet, aux attributions accrues, très attentif à maintenir ou aggraver la compression. Tous les organes de la vie publique sont supprimés ou paralysés : ni journal indépendant, ni réunions, ni sociétés; le colportage sévèrement réglementé, les cafés interdits ou étroitement surveillés. Les condamnés politiques internés et les transportés rentrés à leur domicile sont assujettis à une surveillance réglée et ombreuse; ils vivent sous la perpétuelle menace d'un éloignement ou d'une transportation; tous les républicains sont

espionnés dans leurs propos, démarches, visites ou réunions. Sous ce régime d'oppression et de silence, toute vie politique décline, s'efface : les élections au Conseil général et aux conseils d'arrondissement n'excitent plus d'intérêt; las des scrutins multipliés, indifférents à des élections sans concurrents, les électeurs s'abstiennent en masse. Aux élections communales, la vie politique se ranime un instant : les républicains, parfois alliés aux légitimistes, saisissent l'occasion de mettre en échec les listes officielles, les maires et adjoints nommés par le gouvernement ou l'administration. Ces quelques avanies électorales indisposent fortement le préfet : par représailles et pour intimider les républicains, il interne quelques , transportés récemment rentrés à leur domicile.

Mais la crise politique se précipite à son dénouement : la substitution de l'Empire à la République. Après son coup d'Etat, le Président a voulu gagner le clergé, très influent dans les campagnes. A cet effet il a multiplié les avances et les égards; il prodigue les éloges publics à la religion et à ses ministres. Flatté et reconnaissant, le clergé se fait auprès des paysans l'avocat du Président; il atténue ou neutralise l'opposition légitimiste. Dans le Gers, de nombreuses subventions ont été accordées pour la réparation des édifices religieux et des presbytères. Le préfet et les sous-préfets entretiennent des rapports cordiaux avec le clergé. Ils assistent aux offices religieux, afin de pousser par l'exemple les populations aux pratiques religieuses, le meilleur antidote contre les doctrines républicaines dénoncées comme immorales et subversives. L'administration bénéficiera de l'appui politique des curés, sensibles à tant de zèle pieux.

Le voyage du Président en septembre et octobre pose la question de l'Empire. Dans le Gers, le plébiscite du 21 novembre accuse un accroissement de 4000 *oui* sur celui de décembre 51. Cet accroissement est d'autant plus significatif, remarque Bories dans *Le Courrier*, que la contrainte morale a été moins forte qu'au lendemain du coup d'Etat.

Indéniablement l'intervention active des agents de l'administration en novembre a pesé moins lourdement sur le vote que la crise de représailles et de terreur au lendemain de l'insurrection. L'accroissement des *oui*, la diminution des *non* et des abstentions sont dus à la lassitude de l'opposition, à une compression prolongée et violente, à la contagion du succès, au zèle de l'administration et de ses agents, enfin et surtout à la popularité croissante de Louis-Napoléon.

L'Empire est proclamé dans les communes les 5 et 11 décembre. Dans le silence léthargique de l'opinion, on n'entend que la voix des thuriféraires officiels. Ces cérémonies de proclamation marquent la fin d'une fiction politique, la République ayant été confisquée par le plébiscite de 51, véritable abdication aux mains d'un sauveur. Impuissants et résignés, les républicains assistent muets à la disparition officielle de la République, mais beaucoup, surtout parmi les proscrits, gardent au cœur la rancune et l'espoir. Ces haines rentrées et tenaces maintiendront contre l'Empire une protestation obstinée. Tout en signalant les républicains « incorrigibles », « les mauvaises passions comprimées, mais non éteintes », les informateurs politiques du préfet — juges de paix, maires et commissaires — notent une « grande amélioration » et une orientation nouvelle de l'esprit public : les paysans sont satisfaits et le nouveau régime coïncide avec une vente plus rémunératrice des produits agricoles; le clergé est sincèrement rallié; les rares opposants se taisent et seront entraînés par l'adhésion et l'enthousiasme universels; personne ne s'occupe plus de politique; ouvriers et cultivateurs s'absorbent dans leur travail et n'ont souci que de leur bien-être. L'Empire prendra à tâche de favoriser ces dispositions nouvelles et de satisfaire la masse des Français en développant la richesse publique. Par la prospérité économique, il espère effacer le souvenir et le regret *des libertés perdues*.

I. ANNEXE AUX CHAPITRES IV ET X

Plébiscites du 20 décembre 1851 et du 21 novembre 1852

Tableau des votes par communes et par cantons (1)

	VOTES des 20 et 21 Déc. 1851				VOTES des 21 et 22 Nov. 1852			
	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
AUCH (Nord)	1165	759	510	243	2929	2193	1978	183
Augnac	50	47	44	3	48	47	47	»
Castin	93	72	51	21	100	81	80	»
Christie (Sainte).....	151	132	132	»	165	148	147	1
Crastes	217	165	134	31	246	225	224	1
Duran	81	71	65	6	90	84	84	»
Lahitte	52	39	24	15	56	56	56	»
Leboulain	61	56	54	2	73	61	61	»
Mirepoix	109	95	87	8	114	107	107	»
Montaut	288	225	194	31	299	222	214	6
Montégut	84	78	57	21	95	88	88	»
Nougaroulet	208	162	141	19	210	195	191	3
Preignan	100	91	90	1	104	95	95	»
Puycasquier	227	146	137	7	240	153	150	2
Roquelaure	244	201	156	39	271	236	233	1
Tourrenquets	87	70	69	1	91	86	85	»
Totaux	3217	2409	1945	448	6023	4969	4731	197
AUCH (sud)	2022	1134	708	422	»	»	»	»
Auterive	160	136	121	13	163	99	98	»
Barran	535	363	343	20	562	473	470	3
Boucagnères	65	53	45	8	75	73	61	1
Durban	135	109	97	12	132	123	123	»
Haulies	62	60	54	6	68	62	58	4
Saint-Jean-le-Comtal	140	125	120	5	161	142	140	2
Labarthe	90	74	59	15	99	86	85	»
Lasseran	94	76	74	2	112	94	94	»
Lasseube-Propre	102	73	68	5	115	107	107	»
Monbert	131	117	117	»	133	96	96	»
Orbessan	84	62	52	10	81	81	79	2
Ornezan	116	93	78	14	126	118	115	2
Pavie	295	240	163	73	296	215	205	7
Pessan	202	145	128	16	204	131	131	»
Sansan	74	67	60	7	71	71	71	»
Seissan	258	169	97	65	256	207	196	6
Totaux	4565	3096	2384	693	2654	2178	2139	27

(1) Pour le plébiscite de 1851, les résultats ont été calculés sur les chiffres des procès-verbaux des communes, conservés aux Archives nationales (Arch. nat. BII/387. *Plébiscite de 1851. Gers*) ; pour celui de 1852, ils ont été calculés sur les chiffres des procès-verbaux de la Commission de recensement. (Arch. du Gers, M. *Proclamation de l'Empire.*)

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
GIMONT	924	730	542	182	977	814	774	34
Ansan	101	94	84	10	104	98	98	»
Aubiet	465	370	310	59	479	433	429	2
Blanquefort	35	33	30	1	37	25	20	5
Escornebœuf	244	207	164	43	241	183	183	»
Lisle-Arné	71	54	54	»	64	62	62	»
Juilles	203	179	127	52	266	190	185	2
Lussan	123	110	81	27	127	115	114	»
Marie (Sainte)	222	177	176	1	239	163	163	»
Marsan	157	138	38	100	180	160	130	20
Sauvy (Saint)	250	234	232	2	265	256	255	»
<i>Totaux</i>	2795	2326	1838	477	2979	2499	2414	63
JEGUN	655	498	430	66	687	559	546	10
Antras	78	73	46	27	78	64	64	»
Arcamont	37	35	22	12	37	37	37	»
Biran	357	311	278	32	357	319	319	»
Castillon-Massas	102	89	66	19	107	94	93	1
Lary (Saint)	107	99	97	2	118	116	116	»
Lavardens	351	290	195	94	362	308	301	5
Le Brouilh	81	77	65	6	87	80	79	»
Mérans	42	38	33	5	47	43	42	1
Ordan-Lanoque	364	279	268	11	372	319	316	»
Peyrusse-Massas	63	57	54	3	68	57	50	7
Roquefort	106	96	82	14	100	100	100	»
<i>Totaux</i>	2343	1942	1636	291	2420	2096	2063	24
SARAMON	403	332	309	23	404	391	390	1
Aurimont	110	90	89	1	113	105	105	»
Bedechan	101	83	82	1	100	92	91	»
Boulaur	118	110	109	1	129	107	106	1
Castelnau-Barbarens	426	363	334	26	427	403	397	5
Faget-Abbat	166	135	131	»	173	153	153	»
Lamaguère	71	56	54	1	75	66	66	»
Lartigue	173	126	97	24	173	154	149	3
Montcorn-Grazian	106	82	53	29	110	91	86	5
Monferran	87	72	48	23	79	71	65	3
Pouyloubrin	95	72	46	26	97	97	97	»
Sémézies	92	74	72	2	99	90	90	»
Tachaires	86	71	50	21	97	85	85	»
Tirent-Pont	112	84	82	1	108	100	100	»
Traversères	62	51	50	»	67	59	58	»
<i>Totaux</i>	2208	1801	1606	179	2251	2064	2038	18
VIC-FEZENSAC	1265	902	822	70	1299	989	937	43
Arailles (Saint)	139	130	102	28	138	134	133	1
Bazian	175	164	161	3	167	154	154	»
Belmont	177	155	138	17	193	167	159	7
Caillavet	161	135	76	49	173	154	150	4
Callian	78	74	63	11	90	82	81	»
Castillon-Debats	408	266	238	25	367	324	323	1

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Cazaux d'Anglès	161	148	140	8	161	125	123	2
Jean-Poutge (Saint)	135	115	98	16	153	141	137	4
Marambat	120	113	112	1	129	118	118	»
Mirannes	90	78	70	8	96	84	84	»
Préneron	112	89	85	1	112	89	88	1
Riguepeu	205	166	118	44	199	182	180	2
Roquebrune	206	176	166	7	216	188	188	»
Tudelle	57	52	51	1	66	63	62	1
<i>Totaux</i>	3589	2763	2440	289	3559	2994	2917	66

CONDOM	2854	1600	1322	262	2554	1602	1429	153
Beaumont	116	93	89	4	125	113	113	»
Bérault	121	100	82	18	137	106	103	2
Blaziert	131	120	113	6	143	130	130	»
Cassaigne	149	123	94	26	156	137	135	1
Castelnau-sur-L'Auv.	150	139	135	2	148	145	144	1
Caussens	218	188	135	51	229	200	179	18
Gazaupouy	306	278	274	3	337	304	304	»
Larressingle	100	81	73	4	100	64	64	»
Larroumieu	457	287	279	3	474	352	347	2
Mansencôme	80	62	16	46	81	77	75	2
Mouchan	224	177	150	19	223	188	186	2
<i>Totaux</i>	4906	3248	2752	444	4707	3418	3209	181

CAZAUBON	825	562	465	90	834	525	517	5
Ayzieu	133	106	106	»	134	131	131	»
Bourouilhan	157	134	128	6	159	127	127	»
Campagne	133	114	106	7	133	126	121	2
Castex	173	142	141	1	176	166	164	»
Estang	407	279	233	42	447	370	365	2
Lannemaignan	127	112	104	8	139	123	123	»
Larée	158	108	104	4	157	137	135	1
Lias	171	124	122	2	185	161	161	»
Marguestau	58	54	54	»	62	59	59	»
Mauléon	350	209	204	5	335	245	243	»
Maupas	143	117	115	»	150	129	129	»
Monclar	89	75	72	3	111	103	102	1
Panjas	312	272	224	38	327	290	289	»
Réans	127	106	101	5	126	78	78	»
<i>Totaux</i>	3363	2514	2279	211	3475	2770	2744	11

EAUZE	1431	814	620	179	1407	761	741	17
Bascous	111	103	101	2	121	114	114	»
Bretagne	156	135	127	8	169	149	148	»
Courrensan	331	267	110	124	338	209	203	6
Demu	333	242	230	11	340	286	284	2
Lagraulas	153	135	132	3	159	121	121	»
Lannepax	462	345	247	85	474	318	298	18
Mourède	56	43	39	4	55	46	46	»

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Noulens	109	98	90	6	117	102	102	»
Ramouzens	159	140	121	17	169	136	135	1
Seailles	82	67	67	»	82	71	71	»
<i>Totaux</i>	3383	2389	1914	439	3431	2313	2263	44
MONTREAL	909	512	476	21	883	809	785	9
Castelnau d'Auzan	476	347	306	31	507	340	332	3
Cazeneuve	142	117	98	19	142	117	116	1
Fourcès	347	300	276	14	376	287	281	1
Gondrin	635	511	448	63	663	575	570	4
Labarrère	217	160	159	1	219	174	174	»
Lagraulet	385	305	250	47	384	286	283	»
Larroque-sur-Losse	201	179	167	11	217	189	185	4
Lauraet	170	142	137	4	174	154	152	1
<i>Totaux</i>	3482	2573	2317	211	3565	2931	2878	23
NOGARO	664	514	453	54	696	564	544	16
Arblade-le-Haut	163	135	134	»	172	130	128	»
Bétous	107	100	98	»	108	88	84	1
Caupène	213	182	177	5	240	160	160	»
Christie (Sainte)	271	244	236	6	297	240	240	»
Cravensères	113	99	86	13	121	104	95	8
Espax	193	176	176	»	201	190	190	»
Griède (Saint)	82	81	75	»	86	85	85	»
La Hougà	535	392	378	9	535	426	423	3
Laujuzan	159	139	133	6	166	134	134	»
Lanne-Soubiran	75	74	74	»	79	75	75	»
Loubédat	111	106	104	2	116	102	98	4
Luppé	114	102	102	»	120	116	116	»
Magnan	135	122	111	11	149	132	131	1
Manciet	535	417	359	57	578	435	434	1
Martin (Saint)	140	128	127	1	140	125	124	»
Monguillem	160	125	124	»	154	119	118	»
Monlezun	103	79	79	»	112	94	93	»
Mormès	106	85	85	»	114	85	85	»
Perchède	72	61	54	5	76	57	51	5
Salles	73	63	10	53	73	59	38	21
Sion	83	83	83	»	92	92	92	»
Sorbets	129	123	122	1	135	114	114	»
Toujouse	105	83	77	6	109	76	76	»
<i>Totaux</i>	4441	3713	3457	229	4669	3802	3728	60
VALENCE	503	340	315	25	556	420	411	8
Ayguetinte	107	81	57	24	118	81	78	1
Beucaire	218	186	150	32	225	195	191	1
Bezolles	157	142	105	36	168	138	134	1
Bonas	122	122	88	32	122	113	111	2
Castéra-Verduzan	379	297	266	31	370	312	312	»
Justian	92	84	50	33	94	77	77	»
Lagardère	53	42	37	5	56	42	41	»

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Larroque-Saint-Sernin . . .	215	179	152	24	214	138	135	3
Maignaut	121	99	82	17	141	112	112	»
Orens (Saint)	142	131	126	5	145	115	115	»
Paul-de-Baise (Saint) . . .	122	105	83	13	147	114	114	»
Puy (Saint)	500	374	309	65	536	414	405	4
Roquepine	59	53	52	»	60	49	49	»
Roques	108	102	77	23	121	104	97	4
Rozès	136	186	177	8	147	137	137	»
<i>Totaux</i>	3034	2523	2126	373	3220	2561	2519	24
LECTOURE	2000	1146	932	195	2016	1219	1170	42
Avit-Frandat (Saint)	97	88	86	2	96	94	92	2
Berrac	108	96	96	»	109	108	108	»
Castera-Lectourois	262	223	193	25	271	242	240	2
Lagarde	140	102	87	10	133	106	104	»
Larroque-Engalin	80	70	67	3	85	75	75	»
Ligardès	196	188	180	8	199	192	184	7
Marsolan	380	320	309	10	400	324	323	1
Martin-de-Goyne (Saint) . .	99	97	97	»	94	93	93	»
Mas d'Auvignon	176	161	159	2	187	178	176	»
Mezard (Saint)	203	173	173	»	202	196	196	»
Pergain-Taillac	255	234	231	»	257	233	232	»
Pouy-Roquelaure	159	153	153	»	161	154	154	»
Terraube	331	222	193	27	332	237	236	1
<i>Totaux</i>	4486	3273	2956	282	4542	3451	3383	55
SAINT-CLAR	497	369	310	49	516	404	395	4
Avezan	73	57	44	13	79	61	60	1
Bivès	139	125	125	»	152	143	143	»
Cadeilhan	110	100	100	»	112	102	102	»
Casteron	94	80	72	8	97	91	91	»
Créac (Saint)	137	104	95	9	132	114	114	»
Estramiac	166	138	124	14	174	164	164	»
Goudonville	121	101	77	24	122	94	94	»
L'Isle-Bouzon	296	229	193	28	296	248	238	9
Léonard (Saint)	202	177	173	2	208	195	195	»
Magnas	62	60	56	3	65	59	42	17
Mauroux	213	180	163	13	220	199	195	4
Pessoulens	169	141	138	3	171	103	102	»
Tournecoupe	311	264	258	6	311	273	272	»
<i>Totaux</i>	2590	2125	1928	172	2655	2250	2207	35
FLEURANCE	1220	870	633	233	1242	1003	961	35
Brugnens	121	145	138	7	200	180	178	2
Castelnau-d'Arbieu	186	170	153	16	191	170	169	1
Céran	99	73	68	5	104	81	63	18
Cézan	160	145	110	31	165	150	150	»
Gavarret	103	93	93	»	114	102	102	»
Goutz	146	126	125	»	150	139	139	»
Lalanne	86	78	77	1	87	73	73	»

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Lamothe-Goas	77	61	31	29	71	62	62	»
Lassauvetat	386	322	283	34	386	349	347	2
Miramont	105	92	84	5	104	83	82	»
Montestruc	241	222	217	5	263	246	244	1
Pauilhac	288	203	193	10	289	240	240	»
Pis	76	61	61	»	83	63	60	2
Préchac	154	126	108	13	157	140	140	»
Puységur.....	64	57	49	8	68	58	58	»
Radegonde (Sainte).....	123	113	111	2	123	108	108	»
Réjaumont	198	172	149	23	210	203	202	1
Urdens	106	88	50	36	110	84	84	»
<i>Totaux</i>	3939	3217	2733	458	4117	3534	3462	62
MAUVEZIN.....	837	538	426	105	822	696	672	20
Antoine (Saint)	138	111	109	2	142	112	112	»
Avensac	74	67	67	»	78	73	73	»
Bajonnette	113	105	105	»	119	117	117	»
Brès (Saint)	87	73	73	»	89	85	85	»
Gemme (Sainte)	109	82	67	8	111	79	79	»
Homps	113	81	76	5	115	95	94	1
Labrihe	123	100	99	1	135	115	112	2
Mansempuy	90	72	54	16	96	81	81	»
Maravat	91	68	59	9	88	61	61	»
Monfort	454	333	273	55	419	324	310	9
Orens (Saint)	62	57	54	1	67	64	64	»
Sarrand	296	266	266	»	308	297	296	1
Serempuy	32	19	13	6	34	32	31	»
Solomiac	244	202	180	20	242	216	214	2
Taybosc	73	66	66	»	77	70	70	»
<i>Totaux</i>	2936	2240	1987	228	2942	2517	2471	35
MIRADOUX	521	425	394	29	547	431	426	4
Antoine (Saint)	146	138	135	3	152	139	137	2
Castet-Arrouy	112	94	89	5	119	97	97	»
Flamarens.....	166	137	122	10	174	151	146	1
Gimbrède	322	289	284	»	315	283	282	1
Mère (Sainte)	137	126	125	»	142	125	124	»
Pesserre (Saint)	265	229	217	12	272	229	229	»
Peyrecave	86	83	82	1	87	84	83	1
Plieux	178	164	163	1	183	177	177	»
<i>Totaux</i>	1933	1685	1611	61	1991	1716	1701	9
LOMBEZ.....	462	323	203	111	485	257	235	12
Betcave-Aguin	83	70	57	10	83	48	48	»
Cadeillan	63	51	51	»	65	55	55	»
Elix (Saint)	124	119	119	»	125	99	97	2
Espaon	152	115	114	1	155	135	135	»
Garravet	149	103	100	3	151	130	130	»
Gaujac.....	58	50	50	»	56	55	55	»
Gaujan	113	95	95	»	117	90	90	»

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Laymont	194	167	160	7	204	179	178	»
Lizier-Duplanté (Saint) ..	133	89	83	3	131	86	86	»
Loube (Saint)	84	69	68	1	87	79	79	»
Martin (Saint)	107	89	86	3	108	101	101	»
Meilhan	75	68	56	10	72	49	41	»
Mongauzy	91	71	70	1	91	90	90	»
Montadet	73	79	78	»	87	82	82	»
Montamat	106	51	49	1	72	41	41	»
Montégut	68	63	62	1	60	55	55	»
Montpezat	216	184	182	1	222	200	196	»
Pellefigue	104	75	74	»	102	76	75	1
Puylausic	173	140	133	7	176	128	126	»
Sabaillant	153	124	124	»	154	137	137	»
Sauveterre	262	211	196	12	270	183	174	7
Sauvimont	48	42	37	5	50	38	38	»
Simorre	525	435	400	31	543	471	468	2
Soulan (Saint)	142	51	23	28	155	124	122	»
Tournan	166	151	150	1	170	161	161	»
Villefranche	177	148	140	5	171	140	140	»
Totaux	4201	3233	2960	242	4162	3289	3235	24
COLOGNE	300	231	206	25	306	232	228	2
Anne (Sainte)	91	80	80	»	96	86	86	»
Ardizas	117	102	98	4	129	109	109	»
Catonvielle	59	57	53	3	64	58	58	»
Criq (Saint)	81	50	50	»	75	58	57	»
Encausse	240	208	207	1	248	238	238	»
Georges (Saint)	205	155	154	1	211	167	166	»
Germier (Saint)	97	88	86	2	99	89	88	»
Monbrun	205	148	147	1	205	153	151	1
Roquelaure-Aubin	61	53	52	»	58	52	47	5
Sirac	132	112	108	4	134	108	108	»
Thoux	105	91	90	»	112	89	88	1
Touget	222	158	146	3	246	183	180	1
Totaux	1915	1533	1477	44	1986	1622	1604	10
L'ISLE-JOURDAIN	1486	836	690	146	1439	812	791	7
Auradé	226	171	156	18	235	150	149	»
Beaupuy	65	54	47	7	69	48	40	3
Castillon	183	163	148	15	179	169	167	1
Clermont	76	59	58	1	76	73	72	»
Endoufielle	266	201	98	98	276	145	140	1
Fregouville	139	114	110	3	141	104	104	»
Garbic	67	51	40	11	73	68	68	»
Giscaro	76	69	62	7	77	71	67	4
Lias	149	91	85	6	158	133	132	1
Marestaing	139	107	86	20	143	125	125	»
Maurens	143	117	106	16	143	114	100	8
Monferran	295	238	228	10	307	250	243	3
Pujaudran	202	159	152	6	204	168	163	»
Razengues	97	82	50	29	95	80	25	3
Ségoufielle	151	102	61	41	158	131	130	1
Totaux	3760	2617	2177	434	3773	2641	2516	32

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
SAMATAN	678	470	211	259	658	474	433	39
André (Saint)	93	73	59	13	98	67	63	4
Bézéril	105	86	64	20	113	82	81	1
Cazaux	103	98	97	1	105	101	101	»
Labastide-Savès	103	86	78	7	110	94	93	1
Lahas	204	156	140	16	200	157	153	3
Montblanc	247	197	195	2	267	204	203	1
Montiron	140	121	112	9	146	113	107	6
Nizas	70	62	62	»	69	64	63	1
Noilhan	234	142	108	32	240	144	142	1
Pebées	53	47	47	»	51	39	39	»
Polastron	207	149	120	27	217	149	148	1
Pompiac	113	93	84	8	124	97	97	»
Savignac-Mona	131	89	83	6	132	94	90	4
Seysses-Savès	195	147	146	1	193	115	114	»
<i>Totaux</i>	2676	2016	1606	401	2723	1994	1927	62
MIRANDE.....	957	665	515	149	915	790	745	32
Arcoues	72	66	58	8	72	70	70	»
Artiguedieu-Garran.....	86	62	60	2	79	71	71	»
Bazugues.....	51	43	34	7	60	58	58	»
Belloc-Saint-Clamens	175	154	114	40	175	140	140	»
Clermont-Pouyguil	122	95	71	22	120	94	94	»
Elix (Saint)	127	103	89	12	129	117	116	1
Idrac	134	120	64	56	135	116	112	»
Laas.....	161	145	139	6	161	142	142	»
Labejan.....	192	158	129	29	204	175	173	2
Lagarde-Hachan	121	88	80	8	125	87	86	2
Lamazère	114	95	65	28	114	92	87	1
Lasserre-Berdoues	93	79	60	19	98	91	88	3
Loubersan.....	132	106	83	22	132	120	118	2
Marseillan	73	66	65	1	74	73	73	»
Martin (Saint)	91	86	84	2	89	77	76	1
Maur (Saint).....	91	85	78	5	80	80	80	»
Médard (Saint).....	212	264	135	129	209	172	167	5
Michel (Saint)	250	178	160	16	273	267	265	»
Miramont	162	148	104	44	185	164	150	6
Moncassin	131	94	84	5	138	108	107	1
Ost (Saint)	98	88	85	1	100	90	90	»
Ponsampère	104	75	45	30	105	100	100	»
Sauviac	118	95	93	»	119	106	106	»
Viozan	82	54	53	1	85	82	82	»
<i>Totaux</i>	3949	3212	2547	642	3976	3482	3402	55
AIGNAN	477	391	353	25	512	481	480	»
Avéron	172	157	157	»	181	180	180	»
Bouzon-Gellenave	174	155	154	»	180	143	143	»
Castelnave	176	133	133	»	180	156	156	»
Fusterouan	107	96	95	1	104	103	103	»
Loussous-Debats	87	72	71	1	83	81	81	»
Lupiar	439	341	341	»	438	381	378	3
Margouet-Meymes.....	214	170	170	»	222	191	191	»

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
Pierre d'Anb. (Saint) ...	80	73	73	»	87	82	82	»
Pouydraguin	134	120	120	»	136	126	125	1
Sabazan	131	116	116	»	131	123	122	»
Sarragachies	200	182	182	»	208	196	196	»
Thermes	182	158	148	6	180	172	169	2
<i>Totaux</i>	2576	2164	2113	33	2645	2415	2406	6
MARCIAC	547	414	332	79	545	444	433	7
Armentieux	86	77	75	1	83	81	81	»
Beccas	62	48	48	»	83	52	52	»
Blousson-Sérian	70	60	58	2	77	77	75	2
Cazaux-Villecomtal	77	71	61	»	78	78	78	»
Juillac	111	79	66	13	126	87	85	1
Justin (Saint)	165	136	127	9	170	158	155	2
Ladevèze Rivière	204	178	177	»	219	171	171	»
Ladevèze-Ville	173	154	148	4	175	163	158	2
Laveraët	139	103	94	8	141	107	107	»
Monlezun	236	192	187	4	244	213	213	»
Monpardiac	55	49	49	»	57	53	53	»
Palanne	52	42	41	1	58	53	53	»
Ricourt	80	74	69	5	83	80	80	»
Scieurac-et-Flourès	60	54	20	34	60	55	55	»
Sembouès	106	100	99	1	109	106	106	»
Tillac	251	236	236	»	257	238	237	»
Tourdun	84	71	69	2	96	82	82	»
Troncens	156	146	146	»	158	141	141	»
<i>Totaux</i>	2714	2284	2112	163	2819	2439	2415	14
MASSEUBE	530	405	329	76	547	455	441	11
Arrouède	95	80	74	6	99	92	92	»
Arroman (Saint)	124	99	82	15	138	113	113	»
Aujan-Mournède	91	82	80	2	107	96	96	»
Bellegarde-Adoulins	133	106	92	14	139	124	124	»
Bezues-Bajon	145	104	98	6	148	141	138	2
Blancart (Saint)	176	154	150	»	175	146	133	»
Cabas-Loumassès	60	53	53	»	60	52	52	»
Chélan	157	130	120	9	166	146	142	»
Cuélas	90	78	78	»	96	93	93	»
Esclassan	167	110	100	10	186	130	128	1
Lalanne-Arqué	135	100	97	3	110	108	107	1
Lourties-Monbrun	70	50	32	18	73	58	58	»
Manent-Montané	85	79	79	»	89	88	88	»
Monbardon	81	73	73	»	83	69	65	»
Monlaur-Bernet	168	144	118	25	174	112	110	12
Mont-d'Astarac	84	79	77	2	81	71	71	»
Monties-Aussos	144	132	132	»	155	148	148	»
Panassac	149	110	74	34	165	127	127	»
Ponsan-Soubiran	107	94	94	»	104	86	86	»
Samaran	88	79	79	»	96	91	90	1
Sarcos	89	86	86	»	89	84	84	»
Sère	116	112	107	5	117	115	115	»
<i>Totaux</i>	3084	2539	2304	225	3227	2745	2691	28

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
MIELAN	576	402	323	79	583	504	489	11
Aurence-Cazaux (Sainte)	145	130	130	»	154	147	147	»
Aux et Lannefrancon.....	187	162	162	»	200	184	184	»
Barcugnan	153	138	138	»	161	150	150	»
Betplan	93	72	71	1	101	99	99	»
Castex	103	88	75	12	102	95	95	»
Dode (Sainte)	260	169	146	22	261	236	236	»
Dufort	136	122	118	1	141	138	138	»
Estampes	167	143	97	44	174	166	160	6
Haget	200	151	131	20	207	125	122	3
Laguian-Miélan	160	117	79	37	161	139	135	4
Malabat.....	84	70	69	1	83	78	78	»
Manas	93	84	83	»	105	99	99	»
Montégut	216	171	147	24	217	168	168	»
Montaut	96	82	38	44	111	95	90	4
Mont-de-Marrast	115	99	98	1	118	112	112	»
Sadeillan	70	64	59	2	69	68	68	»
Sarraguzan	128	103	80	21	116	109	109	»
Villecomtal	285	232	228	2	299	274	273	»
<i>Totaux</i>	3267	2599	2272	311	3363	2986	2952	28
MONTESQUIOU.....	588	455	311	135	573	457	450	3
Armous-et-Cau	126	99	89	9	125	103	103	»
Bars	143	124	113	7	144	118	118	»
Bassoues	433	317	195	122	437	388	385	1
Castelnau d'Anglès	109	92	57	35	113	96	96	»
Saint-Christaud	95	65	57	8	100	66	65	1
Courties	66	54	52	2	69	60	60	»
Estipouy	118	101	43	58	120	103	101	2
Gazax-et-Bacarrisse	102	89	74	14	102	87	87	»
Isle-de-Noë.....	259	220	203	17	270	223	214	6
Louplitges	103	85	81	3	120	91	90	»
Mascaras	80	69	17	52	84	67	67	»
Monclar	97	66	39	25	92	81	73	3
Mouches	46	42	21	21	54	50	50	»
Peyrusse-Grande	326	284	284	»	351	309	309	»
Peyrusse-Vieille	100	97	97	»	114	107	107	»
Pouylebon	132	125	59	66	129	113	113	»
<i>Totaux</i>	2923	2384	1792	574	2997	2519	2488	16
PLAISANCE	626	565	562	2	645	607	600	6
Aunix-Lengros (Saint) ...	104	93	93	»	109	100	100	»
Beaumarchés	380	309	267	42	376	258	258	»
Cahuzac	133	120	119	»	141	136	136	»
Cannet	79	73	73	»	83	80	80	»
Couloumé-Mondebat	292	263	263	»	325	280	280	»
Galiac	73	72	72	»	76	75	75	»
Goutz	84	82	80	2	91	73	71	1
Izotges	64	58	58	»	61	61	61	»
Ju-Belloc	206	199	197	2	234	216	216	»
Lasserrade	200	167	167	»	201	178	178	»
Maumusson-Laguian	144	139	138	1	158	146	146	»
Prechac	98	93	93	»	113	94	94	»
Tasque	183	170	170	»	191	178	178	»
Tieste-Uragnoux	117	109	109	»	178	95	93	1
<i>Totaux</i>	2783	2512	2461	49	2972	2677	2566	8

	Inscrits	Votants	Oui	Non	Inscrits	Votants	Oui	Non
RISCLE	552	496	491	3	582	514	511	2
Arblade-le-Bas .	57	55	54	1	64	61	61	»
Aurensan	107	94	94	»	110	107	107	»
Barcelonne	296	251	240	11	322	296	294	2
Bernède	104	86	86	»	110	102	102	»
Caumont	80	72	72	»	79	72	72	»
Corneillan	142	104	103	1	137	109	109	»
Gée	43	35	34	»	49	47	47	»
Germé (Saint) .	135	112	108	3	142	128	127	1
Labarthète	130	101	98	3	130	87	87	»
Lannux	154	121	121	»	163	130	130	»
Lelin-Lapujolle .	146	127	126	1	154	141	140	1
Maulichères	75	70	70	»	72	67	67	»
Saint-Mont	243	212	185	27	280	223	213	8
Projan	108	102	102	»	146	132	132	»
Ségos	82	73	73	»	149	143	143	»
Tarsac	147	132	126	6	148	141	138	3
Vergoignan	113	93	93	»	119	106	106	»
Verlus	91	88	88	»	94	89	89	»
Viella	574	395	376	15	574	481	478	2
<i>Totaux</i>	3379	2819	2740	71	3624	3176	3353	19
<i>Total général</i> ...	94437	73739	64470	8674	97467	79948	78422	1236

Les chiffres officiels publiés dans le *Recueil des Actes adm. de la préf. du Gers (1852, n° 61)*, sont : 97.439 inscrits ; 79.943 votants ; 78.272 *oui* ; 1.236 *non* ; 435 bulletins nuls. L'insignifiant écart avec les chiffres précédents résulte de quelques erreurs d'addition.

II. ANNEXE AU CHAPITRE V

État nominatif des détenus politiques qui ont séjourné
dans les prisons du Gers, du 4 décembre 1851 au 23 juin
1852 (1).

Détenus à Auch (355)

Sant Fr., 5 d. — 17 d.	Lannes Vital, 5 d. — 3 f.
Machinika P., it. — 24 d.	Arexy Aug., 5 d. — 20 m.
Delas Louis, it. — 16 d.	Violet Ch., 5 d. — 5 m.
Caillau Jean, it. — 20 m.	Dupuy Elizab., 5 d. — 20 m.
Lacombe M., it. — 11 d.	Ninous Emile, 6 d. — 20 m.
Lartigue Jean, it. — 14 d.	Cantaloup Pierre, 6 d. — 2 f.
Couget Jean, it. — 14 d.	Zeppenfeld Ed., 6 d. — 20 m.
Bourrec Jh., it. — 14 d.	Ayllès Bestr., 6 d. — 20 m.
Agnasse Jean, it. — 20 d.	Bachette Jean, 6 d. — 22 j.
Latreille Dom., it. — 13 d.	Lapeyre Jean, 6 d. — 22 j.
Serres Guil., it. — 16 d.	Malairie Jean, 6 d. — 20 m.
Barriac Jean, it. — 17 d.	Druilhet Arm., 7 d. — 20 m.
Saint-Martin Fr., it. — 20 d.	Labadens Guil., 7 d. — 20 m.
Peyrisseret Jh., it. — 6 d.	Bourdil Louis, 7 d. — 20 m.
Lamarque Aug., it. — 16 d.	Terrail J.-B., 7 d. — 20 m.
Espirac Alf., it. — 16 d.	Darroux Theod., 7 d. — 20 m.
Lacroix Pierre, it. 16 d.	Denjoy Pierre, 9 d. — 20 m.
Bague Louis, it. — 15 d.	Soulès Pierre, 10 d. — 20 m.
Sollet Jean, it. — 14 d.	Duran Bapt., 10 d. — 22 j.
Taste Jean, it. — 12 d.	Lebrun Jean, 10 d. — 22 j.
Caillaou Jean, 5 d. — 12 d.	Labadens Jean, 10 d. — 22 j.
Loubère Jean, 5 d. — 12 d.	Prieur Victor, 10 d. — 20 m.
Pandelé Jean, 5 d. — 12 d.	Capdecombe it., 10 d. — 20 m.
Rechou Fritz, 5 d. — 12 d.	Dupont Elisa, 11 d. — 20 m.
Sancet Jh., 5 d. — 6 d.	Trouette Jean, 12 d. — 20 m.
Pugens J.-M., 5 d. —	Bourgade Fr., 12 d. — 20 m.
Meignen Pierre, 5 d. — 20 m.	Caumont Jh., 12 d. — 20 m.
Lacaze Jean, 5 d. — 20 m.	Sans Firmin, 12 d. — 20 m.
Labadens Louis, 5 d. — 20 m.	Marès Jh., 13 d. — 20 m.
Breuils Edouard, 5 d. — 26 f.	Barthères Jean, 13 d. — 20 m.
Massignac P., 5 d. — 20 m.	Castarède Jean, 13 d. — 8 f.
Candelon Adam, 5 d. — 20 m.	Duville Jean, 13 d. — 20 m.
Labadens Jacq., 5 d. — 20 m.	Louit Bern., 13 d. — 29 j.
Labadens Jh., 5 d., — 20 m.	Sollet Julien, 13 d. — 29 j.
Delas Joseph, 5 d. — 8 m.	Biaute Fr., 13 d. — 18 m.
Dufréchou P., 5 d. — 20 m.	Lacroix J.-M., 13 d. — 20 m.
Esquinance Fr., 5 d. — 20 m.	Messine Pierre, 13 d. — 20 m.
Gastineau Benj., 5 d. — 20 m.	Messine Jh., 13 d. — 20 m.
Pellefigue Jh., 5 d. — 3 f.	Duprat Jean, 13 d. — 20 m.
Arrivets Fr., 5 d. — 19 m.	Despax J.-B., 14 d. — 20 m.
Cassaët Jean, 5 d. — 19 m.	Escoubès Isid., 14 d. — 20 m.
Faurès Bern., 5 d. — 20 m.	Laberenne P., 14 d. — 20 m.
Mougès Gabriel, 5 d. — 20 m.	Lamarque it., 14 d. — 20 m.

(1) Abréviations : d, décembre ; j, janvier ; f, février ; m, mars ; a, avril.

Ducos Gabr., 14 d. — 3 f.
 Lussan Vital, 14 d., 1 f.
 Gardères Jean, 14 d. — 1 f.
 Sajou Joseph, 14 d. — 20 m.
 Dauzère it., 14 d. — 20 m.
 Courtiade Aug., 14 d. — 20 m.
 Pessan Fr., 14 d. — 20 m.
 Balancin cadet, 14 d. — 20 m.
 Marsan Jean, 14 d. — 20 m.
 Rausan Jean, 14 d. — 20 m.
 Daubas Fr., 14 d. — 20 m.
 Morlan Jh., 14 d. — 1 j.
 Santoye Jean, 14 d. — 20 m.
 Laban Lucien, 14 d. — 8 f.
 Castera Fr., 14 d. — 20 m.
 Pèrès Fr., 14 d. — 20 m.
 Garros Raym., 14 d. — 20 m.
 Darroux Jean, 14 d. — 20 m.
 Daubas Bapt., 14 d. — 20 m.
 Vivès Pierre, 14 d. — 20 m.
 Vergès Jean, 14 d. — 20 m.
 Justrabo Fr., 14 d. — 20 m.
 Dupont Bapt., 14 d. — 20 m.
 Laporte Jean, 14 d. — 20 m.
 Audirac Jean, 14 d. — 20 m.
 Jules Félix, 14 d. — 22 j.
 Portier Rémy, 14 d. — 31 j.
 Pèrès Roch, 14 d. — 20 m.
 Molas Pierre, 14 d. — 1 f.
 Pèrès Jean, 14 d. — 20 m.
 Laffargue B., 14 d. — 20 m.
 Dumas Rom., 14 d. — 20 m.
 Ojardias Louis, 14 d. — 20 m.
 Sauvatère Fr., 14 d. — 20 m.
 Cazaban Jh., 14 d. — 20 m.
 Molas Jh., 14 d. — 1^{er} f.
 Darroux Jh., 14 d. — 20 m.
 Bouzon Jean, 15 d. — 20 m.
 Cavé Jean, 15 d. — 20 m.
 Subra Jh., 16 d. — 20 m.
 Thyver Sylv., 16 d. — 20 m.
 Labat Henry, 17 d. —
 Campardon C., 18 d. — 20 m.
 Baylac Jean, 18 d. — 20 m.
 Labèrère J^{es}, 18 d. — 1^{er} f.
 Degers Isid., 18 d. — 20 m.
 Degers Bern., 19 d. — 20 m.
 Meilhan Jh., 19 d. — 20 m.
 Terrail J.-B., 19 d. — 20 m.
 Montaut Paul, 19 d. — 1^{er} f.
 Abadie Jos., 19 d. — 20 m.
 Degers Fr., 19 d. — 20 m.
 Dutrey Louis, 19 d. — 30 j.
 Boudenne Fr., 19 d. — 30 j.
 Dulin Victor, 20 d. — 30 j.
 Crespin Jh., 20 d. — 30 j.
 Osans Fr., 20 d. — 30 j.
 Courtade Aug., 21 d. — 20 m.
 Ducassé Louis, 21 d. — 20 m.
 Fauré Gabr., 21 d. — 20 m.
 Landres Jh., 22 d. — 20 m.
 Pujos Bern., 22 d. — 20 m.
 Fauré Fr., 22 d. — 20 m.

Bonnet Bern., 22 d. — 20 m.
 Dutrey Jean, 22 d. — 20 m.
 Laporte Jh., 22 d. — 20 m.
 Dupuy Jh., 22 d. — 9 f.
 Dubosc Laur., 22 d. — 20 m.
 Dubosc Guil., 22 d. — 20 m.
 Lannes Pierre, 22 d. — 8 f.
 Roques Fr., 22 d. — 20 m.
 Avril Pascal, 22 d. — 20 m.
 Agut Bern., 22 d. — 30 j.
 Agut Félix, 22 d. — 30 j.
 Lacrosse Fr., 23 d. — 8 f.
 Agut J.-P., 23 d. — 20 m.
 Sarriac J.-P., 23 d. — 20 m.
 Bergès Jean, 23 d. — 30 f.
 Laurent Fr., 23 d. — 1^{er} f.
 Boué Barth., 24 d. — 20 m.
 Labonne Paul, 24 d. — 20 m.
 Abadie Jh., 25 d. — 30 j.
 Dubert Rafin, 25 d. — 30 j.
 Grangé Jean, 25 d. — 20 m.
 Bedout Fr., 25 d. — 20 m.
 Bedout Jh., 25 d. — 20 m.
 Mouchet Jh., 25 d. — 20 m.
 Vivent Marie, 26 d. — 7 a.
 Cazeneuve L^{se}, 26 d. — 23 m.
 Lapeyrère Ant., 26 d. — 3 j.
 Carles Ant., 26 d. — 2 f.
 Capmartin Jh., 29 d. — 20 m.
 Durrad Jacq., 29 d. — 20 m.
 Vivès Jean, 30 d. — 20 m.
 Rozès Bern., 30 d. — 3 j.
 Métadie Louis, 30 d. — 4 j.
 Delas Louis, 30 d. — 19 m.
 Arqué Martin, 30 d. — 20 m.
 Delas Georges, 31 d. — 20 m.
 Souques Victor, 1 j. — 20 m.
 Dalas Jh., 2 j. — 20 m.
 Pujos Alex., 2 j. — 5 m.
 Duputz Bapt., 2 j. — 20 m.
 Lavergne Jh., 2 j. — 30 j.
 Ninous J.-M., 2 j. — 19 j.
 Compans Jean, 2 j. — 19 j.
 Ransan Jean, 2 j. — 5 j.
 Castex Pierre, 2 j. — 20 m.
 Castex Benoît, 2 j. — 19 j.
 Laborde Clément, 2 j. — 3 f.
 Larrieu Bertr., 2 j. — 20 m.
 Monicas Bern., 2 j. — 4 j.
 Marseillan Paul, 2 j. — 4 j.
 Gèze Victor, 2 j. — 4 j.
 Barbat Bertr., 2 j. — 4 j.
 Laurent Pierre, 2 j. — 4 j.
 Lacaze Bertr., 2 j. — 20 m.
 Cazaux Benoît, 2 j. — 29 j.
 Barbat J.-Fr., 2 j. — 5 j.
 Abadie J.-M., 2 j. — 4 j.
 Abadie Jean, 2 j. — 19 j.
 Magne Domin., 2 j. — 30 j.
 Héron Henri, 2 j. — 19 j.
 Carre Fritz, 2 j. — 30 j.
 Lasserre Jean, 2 j. — 19 j.
 Gèze Jean, 3 j. — 20 m.

Pérès J.-B., 3 j. — 2 f.
 Pujol Jacques, 3 j. — 19 j.
 Giroux Louis, 3 j. — 1^{er} f.
 Giroux Jean, 3 j. — 1^{er} f.
 Dassies Gabr., 3 j. — 20 m.
 Cazaban Dom., 3 j. — 20 m.
 Delas Blaise, 4 j. 5 f.
 Fiste Jean, 4j. — 5 j.
 Couget Guill., 5 j. — 20 m.
 Couget Jean, 5 j. — 20 m.
 Mougès Séb., 5 j. — 20 m.
 Monicole Pierre, 5 j. — 30 j.
 Belloc Prosper, 6 j. — 20 m.
 Malhomme Ach., 6 j. — 20 m.
 Carrère Jh., 6 j. — 8 f.
 Sabathié Jh, 6 j. — 12 j.
 Labat Henri, 6 j. — 20 m.
 Comminges P., 6 j. 1^{er} f.
 Balech Bern., 7 j. — 22 j.
 Drouilhet Jh, 7 j. — 30 j.
 Cortade Pierre, 8 j. — 20 m.
 Goudoula J.-M., 8 j. — 20 m.
 Doal J.-M., 9 j. — 20 m.
 Lannes Ant., 9 j. — 20 m.
 Réchou Fr., 9 j. — 20 m.
 Réchou Blaise, 9 j. — 20 m.
 Sabardan Jh, 10 j. — 3 f.
 Marre Mathieu, 10 j. — 20 m.
 Grangé Pierre, 10 j. — 20 m.
 Lamarque Jean, 12 j. — 30 j.
 Lucante Philippe, 12 j. — 8 f.
 Sabathier Jh, 12 j. — 20 f.
 Faget J.-M., 12 j. — 20 f.
 Faget Jean, — 12 j. —
 Escoubès J.-Bart., 12 j. — 20 f.
 Cazes Jean, 12 j. — 20 f.
 Bordes Fr., 13 j. — 20 f.
 Camorey Pierre, 13 j. — 2 f.
 Macary Barth., 13 j. — 16 m.
 Sabathier Jh, 14 j. — 20 m.
 St-Cricq Bern., 14 j. — 18 j.
 Cournet Honoré, 14 j. — 3 f.
 Castarède Bern., 14 j. — 8 f.
 Courtade Bern., 14 j. — 20 m.
 Bazergue Bern., 16 j. — 18 j.
 Soulé J.-L., 16 j. — 16 m.
 Lafourcade L., 16 j. — 3 f.
 Sans Fr., 16 j. — 20 m.
 Escousse Jean, 18 j. — 24 f.
 Sorbet Jean, 18 j. — 1^{er} f.
 Lacoste Fr., 18 j. — 1^{er} f.
 Lasserre Fr., 20 j. — 20 m.
 Dufaut André, 20 j. — 24 j.
 Sentis Fr., 20 j. 24 j.
 Bergès Jean, 20 j. — 20 m.
 Dufaut Bertr., 20 j. — 20 m.
 Réchou Ant., 20 j. — 20 m.
 Mouchet Ant., 20 j. — 20 m.
 Goux Jean, 20 j. — 2 f.
 Hourtaillan Fr., 20 j. — 20 m.
 Baylac Fr., 20 j. — 20 m.
 Toulan Ant., 20 f. — 20 m.
 Laffargue Jh, 20 j. — 2 f.

Duprat Jh, 20 j. — 2 f.
 Gaillavet Jean, 20 j. — 8 f.
 Sarran Jean, 20 j. — 2 f.
 Dansos Jh, 20 j. — 20 m.
 Douzères Bern., 20 j. — 8 f.
 Lagrave Pr., 21 j. — 20 m.
 Bassat Pierre, 21 j. — 20 m.
 Lussan Jean, 21 j. — 8 f.
 Roques Jh, 21 j. — 20 m.
 Aliès Fr., 21 j. — 8 f.
 Sarran Sernin, 22 j. — 20 m.
 Lanave Louis, 22 j. — 30 j.
 Debas Jh, 22 j. — 24 j.
 Martin Stanislas, 23 j. — 26 j.
 Cazes Jean, 23 j. — 16 f.
 Laporte Adèle, 23 j. — 18 f.
 Dorbes J.-M., 24 j. — 20 m.
 Estingoy Bertr., 24 j. — 20 m.
 Despez Pierre, 24 j. — 20 m.
 Davezac Jean, 26 j. — 27 j.
 Laberenne Laur., 29 j. — 8 f.
 Pons Blaise, 29 j. — 16 m.
 St-Martin Jean, 30 j. — 20 m.
 Adema Fr., 31 j. — 8 f.
 Roch Simon, 31 j. — 1^{er} f.
 Goudoulin Jh, 31 j. — 10 m.
 Goudoulin B., 31 j. — 18 m.
 Fezas Jacques, 31 j. — 16 m.
 Desbarats Vital, 31 j. — 8 f.
 Poudès Jean, 31 j. — 20 m.
 Roques Fr., 1^{er} f. — 20 m.
 Branet Jean, 3 f. — 9 f.
 Macary Pierre, 3 f. — 18 m.
 Labadie Pierre, 3 f. — 5 f.
 Estrade Pierre, 3 f. — 5 f.
 Debens Miché, 6 f. — 8 f.
 Decousse Jean, 6 f. — 8 f.
 Lasmolles Pierre, 9 f. 20 m.
 Hakla Jh, 10 f. — 20 m.
 Poizon Domin., 11 f. — 12 f.
 Mesplès Jean, 17 f. — 20 m.
 Lagardère Fr., 19 f. — 20 m.
 Bouchet Bern., 20 f. — 16 m.
 Soulé Ant., 25 f. — 3 m.
 Daulhième Jean, 2 m. — 6 m.
 Desbarats B., 5 m. — 20 m.
 Cérés Guill., 15 m. 6 a.
 Darciet Pier., 15 m. — 30 m.
 Despax Maur., 16 m. — 20 m.
 Gervex Bern., 21 m. — 2 a.
 Giroux Jean, 21 m. 2 a.
 Pantessies (?), 21 m. — 23 m.
 Cestac Ant., 21 m. — 23 m.
 Saubole Dom., 21 m. — 23 m.
 Lalaune Et., 21 m. — 23 m.
 Moulié Bern., 21 m. — 27 m.
 Laberenne Is., 21 m. — 27 m.
 Merle Pierre, 21 m. — 25 m.
 Rivière Aug., 24 m. — 7 a.
 Baron Bapt., 24 m. — 7 a.
 Laffargue L., 25 m. — 27 m.
 Soliné Jean, 26 m. — 27 m.
 Vivent Jean, 29 m. — 1^{er} a.

Salles Aug., 29 m. — 7 a.
 Pujor Jh, 30 m. — 7 a.
 Lafage Jacques, 30 m. — 9 a.
 Candelon Jh, 31 m. — 7 a.
 Gissot Jh, 31 m. — 7 a.
 Chabrière Jh, 3 a. — 7 a.
 Arqué Jean, 3 a. — 7 a.
 Navez Isid., 4 a. — 4 mai.
 Gardère Louis, 6 a. — 9 a.
 Cabiran Jh, 9 a. — 9 a.
 Dalie Jean, 15 m. — 9 a.

Sabatier 21 m. — 9 a.
 Lestrade, 12 juin — 20 juin.
 Lafage B., 12 juin — 20 juin.
 Cestac P., 12 juin — 20 juin.
 D'Abadie Vit., 12 juin — 20 j.
 Campistron B., 13 j. — 20 j.
 Levaillant J., 15 juin — 20 j.
 Claverie Aug., 15 jniu — 20 j.
 Capo de Feuillide, 15 juin
 — 20 juin.
 Salières Jacq., 17 juin — 20 j.

Détenus à Condom (154)

Berès Jean, 13 d. — 21 j.
 Thieux-Lagardère, 14 d. —
 12 f.
 Fausseries Fr., 15 d. — 18 m.
 Durand Eug., 17 d. — 18 m.
 Baylet Jh, 17 d. — 23 m.
 Malliac J.-M., 17 d. — 13 f.
 Billères fils, 17 d. — 18 m.
 Perrès dit Chevrier 17 d. —
 18 m.
 Forgues Raym., 17 d. — 18 m.
 Sajous Jh, 17 d. — 14 f.
 Courties Marc., 17 d. — 24 j.
 Duchen Guill., 17 d. — 18 m.
 Boué dit Pitous, 17 d. — 23 m.
 Dupin J.-B., 17 d. — 21 j.
 Rabit Edm., 18 d. — 16 f.
 Florensan J.-M., 19 d. — 18 m.
 Cères Pierre, 21 d. — 12 f.
 Saucède Thom., 22 d. — 14 f.
 Fitte Charles, 22 d. — 21 j.
 Bruchant fils, V., 22 d. — 21 j.
 Pène Fr., 22 d. — 20 m.
 Sarraméjean A., 23 d. — 22 f.
 Buine fils, 23 d. — 18 m.
 Lebbé Jh, 23 d. — 18 m.
 Dom Pierron, 26 d. — 13 f.
 Lalanne Jh, 26 d. — 23 m.
 Dupuy César, 26 d. — 14 f.
 Lacomme Jacq., 26 d. — 14 f.
 Bourrugon Sim., 30 d. — 1^{er} j.
 Dupuy fils J.-M., 31 d. — 23 m.
 Ripoteau Georg., 31 d. — 13 f.
 Fraysse Jean, 1^{er} j. — 14 f.
 Seailles Pierre, 1^{er} j. — 5 j.
 Doat Henri, 3 j. — 14 f.
 Dupuy père, R., 4 j. — 18 m.
 Durand fils, 5 j. — 18 m.
 Mondin Blaise, 5 j. — 18 m.
 Carboué Pierre, 5 j. — 18 m.
 Tauzin God., 5 j. — 18 m.
 Caillaoux Raym., 5 j. — 14 f.
 Pourquoi Guil., 6 j. — 14 f.
 Dulanna Bern., 6 j. — 16 f.
 Laffargue Vital, 6 j. — 10 f.
 Goudin Julien, 6 j. — 14 f.

Lary Jean, 6 j. — 8 j.
 Ferret Jean, 7 j. — 23 m.
 Fezas Vital, 8 j. — 13 f.
 Barrère Jh, 8 j. — 14 f.
 Doazan Bertr., 8 j. — 14 f.
 Songès Jh, 8 j. — 4 f.
 Bucos Bern., 8 j. — 4 f.
 Cardeillac Bern., 8 j. — 4 f.
 Landre Bern., 8 j. — 4 f.
 Caumontat Jean, 8 j. — 4 f.
 Deler Jean, 8 j. — 23 m.
 Dasbarats Jh, 9 j. — 4 f.
 Bergeret Bapt., 9 j. — 10 f.
 Bajon Michel, 10 j. — 18 m.
 Duchen J.-P., 11 j. — 23 m.
 Barthe Pierre, 12 j. — 10 f.
 Lary J.-M., 13 j. — 12 f.
 Larroche Adrien, 13 j. — 12 f.
 Molère Pierre, 13 j. — 14 f.
 Lalanne Jean, 14 j. — 13 f.
 Couture Paul, 14 j. — 21 j.
 Molé Jean, 14 j. — 13 f.
 Daspax Louis, 14 j. — 14 f.
 Ladiou Barth., 14 j. — 4 f.
 Broca Fritz, 14 j. — 14 f.
 Broca Jean, 16 j. —
 Maynard Cyp., 16 j. — 4 f.
 Laparra Jean, 16 j. — 14 f.
 Lescure Justin, 16 j. — 14 f.
 Bourgade Avon, 16 j. — 13 f.
 Pomé Gérard, 16 j. — 13 f.
 St-Martin Laur., 16 j. — 12 f.
 Peralo Jean, 17 j. — 13 f.
 Brena Côme, 17 j. — 16 f.
 Andrieu J.-B., 17 j. — 13 f.
 Cournet Jean, 18 j. — 12 f.
 Espiet Julien, 18 j. — 13 f.
 Miranne, 19 j. — 18 m.
 Paouillac Jh, 19 j. — 14 f.
 Salles Firmin, 19 j. — 12 f.
 Lacaze Faustin, 19 j. — 12 f.
 Maignon Cl., 19 j. — 14 f.
 Bacque Bapt., 19 j. — 18 m.
 Seailles Jacq., 20 j. — 18 m.
 Castaing Cl., 20 j. — 18 m.
 Gehé Lucien, 20 j. — 13 f.

Lestrade Isid., 20 j. — 12 f.
 Dubroca Bern., 21 j. — 14 f.
 Bazerque Jean, 21 j. — 23 m.
 Lasmolle Pierre, 22 j. — 10 f.
 Broconat Pierre, 23 j. — 18 m.
 Laroche Jean, 23 j. — 13 f.
 Brana Fritz, 23 j. — 18 m.
 Ladoux Gilles, 23 j. — 18 m.
 Landre Pierre, 24 j. — 14 f.
 Ladevèze fils, J., 24 j. — 4 f.
 Barrère Isid., 24 j. — 7 f.
 Troyes Ant., 24 j. — 10 f.
 Ducousso, J.-A., 25 j. — 18 m.
 Lacoste Jean, 25 j. — 14 f.
 Lestage J.-P., 25 j. — 14 f.
 St-Martin Jean, 25 j. — 12 f.
 Purgens Oscar, 25 j. — 18 m.
 Estingoy J.-M., 26 j. — 13 f.
 Ladoix Et., 26 j. — 13 f.
 Buzon Hip., 27 j. — 13 f.
 Dupourqué L., 30 j. — 14 f.
 Arbon Jh, 30 j. — 13 f.
 Meilhan Bern., 30 j. — 16 f.
 Dandrey Ch., 30 j. — 13 f.
 Somnabère P., 30 j. — 13 f.
 Lalagüe Arn., 30 j. — 13 f.
 Arbon Jean, 30 j. — 13 f.
 Bellamy Ant., 1^{er} f. — 14 f.
 Duprom Jean, 1^{er} f. — 12 f.
 Despès Isid., 1^{er} f. — 13 f.
 Meilhan Fr., 1^{er} f. — 13 f.
 Boyer Pierre, 2 f. — 14 f.

Descamps Raym., 2 f. — 14 f.
 Mouchet Jean, 2 f. — 22 m.
 Caillau Jh, 2 f. — 13 f.
 Bruchant Jacq., 2 f. — 22 m.
 Billières père, 3 f. — 13 f.
 Pujos Jh, 3 f. — 13 f.
 Castagnet 3 f. — 22 m.
 Gehé Osmiin, 3 f. — 13 f.
 Sechas Pierre, 3 f. — 13 f.
 Carrère Barth., 4 f. — 12 f.
 Comin Jh, 4 f. — 14 f.
 Garas Bern., 4 f. — 22 m.
 Mailhos Fr., 4 f. — 13 f.
 Dubourdieu Jh, 4 f. — 13 f.
 Dumoulié Jean, 5 f. — 13 f.
 Barthe père, 5 f. — 13 f.
 Lacombe Laur., 6 f. — 22 m.
 Ducousso Jean, 7 f. — 23 m.
 Debens Michel, 7 f. — 13 f.
 Labadie Pierre, 7 f. — 14 f.
 Mortera Jh, 8 f. — 14 f.
 Miranè Jh, 9 f. — 14 f.
 Philip Jean, 9 f. — 13 f.
 Coulomy Bern., 10 f. — 14 f.
 Dambès Jh, 10 f. — 13 f.
 Lacaze Barth., 10 f. — 12 f.
 Maquin Pierre, 14 f. — 22 m.
 Souls Jean, 19 f. — 23 m.
 Noulens Jh, 3 m. — 23 m.
 Daulhième Ad., 5 m. — 23 m.
 Lanusse Jean, 5 a. — 12 juin

Détenus à Lecture (83)

Castarède J.-M., 4 d. — 25 m.
 Pépet Jean, 4 d. — 19 m.
 Lapeyre Blaise, 4 d. — 14 f.
 Clavé Jh, 4 d. — 19 m.
 Berthié Aug., 4 d. — 16 f.
 Vilès Pierre, 5 d. — 10 d.
 Capmartin Jean, 8 d. — 6 f.
 Montanié Caprais, 8 d. — 6 f.
 Fabre Louis, 8 d. — 13 f.
 Dabrin Jh, 8 d. — 13 f.
 Dupux Aug., 8 d. — 19 m.
 Castera Philippe, 8 d. — 13 f.
 Troyes Pierre, 8 d. — 13 f.
 Boué Ambr., 12 d. — 6 f.
 Bonet Barth., 12 d. — 6 f.
 Barrien Marie, 12 d. — 13 d.
 Dupuy Jean, 13 d. — 13 f.
 Peyronnet Just., 17 d. — 6 f.
 Ladoues Fr., 18 d. — 19 m.
 Coueille Fr., 18 d. — 6 f.
 Lapeyre M., 18 d. — 13 f.
 Tasta Pierre, 18 d. — 19 m.
 Courties Jh, 18 d. — 6 f.
 Porterie Jean, 19 d. — 6 f.
 Marès Maur., 19 d. — 19 m.
 Lalanne Léon, 22 d. — 6 f.
 Fraichinet Or., 22 d. — 19 m.

Lagravère J.-B., 23 d. — 13 f.
 Mortera J.-P., 23 d. — 6 f.
 Malo Jh, 23 d. — 6 f.
 Cantal Pierre, 23 d. — 6 f.
 Cadours Louis, 23 d. — 19 m.
 Cadours Jean, 23 d. — 19 m.
 Noguès Pierre, 27 d. — 25 m.
 Pellaroque Jean, 27 d. — 6 f.
 Gachadouat, 28 d. — 29 d.
 Rivière Jean, 31 d. — 6 f.
 Carrier Henri, 31 d. — 19 m.
 Baurens Jacques, 1^{er} j. — 6 f.
 Dumoulin L., 3 j. — 19 m.
 Laffite Pierre, 3 j. — 6 f.
 Ayliès Jh, 4 j. — 26 m.
 Limoges Guil., 6 j. — 6 f.
 Cassagne Jean, 7 j. — 19 m.
 Cadours Jacques, 7 j. — 13 f.
 Pujol Louis, 9 j. — 14 f.
 Barailhé Phit., 9 j. — 13 f.
 Bauduer J.-B., 10 j. — 13 f.
 Laclavère Jean, 12 j. — 19 m.
 Laclavère, dit Mignon, 12 j. — 14 f.
 Saliné Jean, 12 j. — 28 f.
 Barème (?) Jacq., 12 j. — 13 f.
 Lacoste Pierre, 13 j. — 6 f.

Corbi Jh, 13 j. — 19 m.
 Delort Jacques, 14 j. — 15 j.
 Pédalhès Fr., 14 j. — 15 f.
 Poudès Jean, 15 j. — 6 f.
 Maurens Aug., 17 j. — 19 m.
 Troyes Léon, 18 j. — 6 f.
 Fouraignan Jh, 21 j. — 6 a.
 Lascombes Firm., 21 j. — 14 f.
 Maignant Jean, 21 j. — 13 f.
 Derrey Domin., 22 j. — 6 f.
 Fourcade J.-B., 22 j. — 19 m.
 Gramont Ant., 22 j. — 20 f.
 Adoué Jh, 23 j. — 19 m.
 Saunié Isid., 23 j. — 6 f.
 Clément Fr., 24 j. — 26 j.

Delor Jean, 24 j. — 19 m.
 Dubord Jean, 24 j. — 15 f.
 Tarrissan Jh, 24 j. — 25 m.
 Sentis Fr., 24 j. — 19 m.
 Dufaut Adrien, 24 j. — 19 m.
 Dauxion Fab., 25 j. — 13 m.
 Doazan Fr., 25 j. — 19 m.
 Soulan Blaise, 25 j. — 6 f.
 Thore Fr., 29 j. — 19 m.
 Laterrade P., 6 f. — 19 m.
 Gallut Ch., 12 f. — 19 m.
 Candelon P., 13 f. — 10 m.
 Dubos Jean, 15 f. — 25 f.
 Bordes Aug., 10 m. — 19 m.

Détenus à Mirande (315)

Boussès Léonce, 7 d. — 23 m.
 Passama Jh, 7 d. — 23 m.
 Pascau J.-J., 7 d. — 23 m.
 Lasserre Bapt., 7 d. — 28 juin
 Saubole Dom., 8 d. — 21 m.
 Ortholan J.-M., 8 d. — 10 d.
 Deffès Edm., 8 d. — 22 m.
 Laubadère Blaise, 8 d. — 5 f.
 Bougues Clément, 8 d. — 5 f.
 Lartigues Jh, 8 d. — 5 f.
 Pradères Jean, 8 d. — 29 d.
 Laffage Bert., 8 d. — 25 d.
 Laffage Bern. fils, 8 d. — 14 j.
 Lauzin Pierre, 8 d. — 23 m.
 Raynaud Fr., 8 d. — 23 m.
 Passama J.-M., 8 d. — 5 f.
 Lestac Ant., 8 d. — 21 m.
 Barrère Bapt., 8 d. — 23 m.
 Damblanc H., 8 d. — 23 m.
 Saucède Jh, 8 d. — 5 f.
 Seignourel G., 10 d. — 23 m.
 Barbé Pierre, 10 d. — 23 m.
 Autissier J.-B., 10 d. — 21 m.
 Lestrade J.-B., 10 d. — 3 f.
 Meilhet Aimé, 10 d. — 5 f.
 Laffage J.-M., 10 d. —
 Bergès Julien, 12 d. — 23 m.
 Sénac Jean, 12 d. — 16 d.
 Pradines J.-P., 12 d. — 17 d.
 Lacoste Jean, 12 d. — 16 d.
 Lartigues Jean, 12 d. — 17 d.
 Dabrin Louis, 12 d. — 17 d.
 Dabrin Fr., fils, 12 d. — 17 d.
 Coulounet Jean, 12 d. — 6 f.
 Marcel Jh, 12 d. — 23 m.
 Grenier Fritz, 12 d. — 5 f.
 Lacoste Jules, 12 d. — 23 m.
 Rivière Fritz, 12 d. — 17 d.
 Duclos Jean, 12 d. — 23 m.
 Daran Fr., 12 d. — 18 d.
 Lacoste Jh, 13 d. — 17 d.
 Maumus Fr., 13 d. — 17 d.
 Ader J.-B., 13 d. — 1^{er} j.
 Junca André, 13 d. — 17 d.

Seignourel Pierre, 13 d. — 5 f.
 Soulès Jean, 13 d. — 6 f.
 Desplats Marc, 13 d. — 23 m.
 Maret J.-B., 13 d. — 16 d.
 Cabiran Louis, 13 d. — 2 f.
 Davezac Jean, 13 d. — 8 m.
 Lannelongue P., 13 d. — 16 d.
 Montégut Jean, 13 d. — 6 f.
 Dutrey Louis, 13 d. — 2 f.
 Bonassies A., 13 d. — 21 d.
 Tanazac Vital, 13 d. — 23 m.
 Claverie Jh, 13 d. — 17 d.
 Couzies Jean, 13 d. — 23 m.
 Dorgueil Ant., 13 d. — 5 f.
 Lavedan J.-M., 14 d. — 23 f.
 Batmale Pierre, 14 d. — 5 f.
 Cabos Jacques, 14 d. — 23 m.
 Danton Jean, 14 d. — 6 f.
 Gouzène Brice, 14 d. — 6 f.
 Gouzène André, 14 d. — 10 j.
 Cabos Fr., 14 d. — 17 d.
 Dupuy Fr., 14 d. — 6 f.
 Marsan Jean, 14 d. — 2 f.
 Bourquet Fritz, 14 d. — 23 m.
 Pujos Louis, 14 d. — 23 m.
 Barre André, 14 d. — 6 f.
 Lascombe Jean, 14 d. — 16 d.
 Courrège J.-M., 14 d. — 2 f.
 Lussan Fritz, 14 d. — 6 f.
 Lafforgue Aug., 14 d. — 10 j.
 Esquirol Ant., 14 d. — 16 j.
 Laffon Pierre, 14 d. — 5 j.
 Weymont L., 14 d. — 23 m.
 Mourié Ch., 14 d. — 5 f.
 Sénac Jean, 15 d. — 23 m.
 Mournède Jh, 15 d. — 2 f.
 Sabathier Bapt., 15 d. — 5 f.
 Vldaiouque L., 15 d. — 21 m.
 Chaban Fr., 15 d. — 23 m.
 Nabos Henri, 16 d. — 19 j.
 Lafforgue J.-M., 16 d. — 23 m.
 Samalens Jean, 16 d. — 23 m.
 Tursan J.-M., 16 d. — 23 m.
 Tursan Jean, 16 d. — 23 m.

- Lacaze J.-B., 16 d. — 23 m.
 Bacqué Jean, 16 d. — 23 m.
 Gardey Pierre, 16 d. — 2 f.
 Clausade Léon, 16 d. — 23 m.
 Lacroix Jean, 16 d. — 2 f.
 Sarniguet Fr., 16 d. — 2 f.
 Lourties Fr., 16 d. — 23 m.
 Soumabielle A., 16 d. — 23 m.
 Caubet Jean, 16 d. — 23 m.
 Sotum Louis, 16 d. — 17 d.
 Daurignac Fr., 16 d. — 5 f.
 Ducasse Louis, 16 d. — 17 d.
 Sierp André, 16 d. — 2 f.
 Nourry Aug., 16 d. — 23 m.
 Noté Jh, 16 d. — 23 m.
 Fauré Gabriel, 16 d. — 21 d.
 Ducos Jh, 16 d. — 5 f.
 Lassus Jh, 16 d. — 2 f.
 Bonas Isid., 16 d. — 2 f.
 Méné Baptiste, 16 d. — 2 f.
 Pujos Simon, 16 d. — 2 f.
 Laspalles V., 16 d. — 23 m.
 Vidau Fr., 16 d. — 2 f.
 Gaussiran Louis, 16 d. — 2 f.
 Dangas Jean, 16 d. — 6 f.
 Ducos Bern., 16 d. — 5 f.
 Ducos Ant., 16 d. — 2 f.
 Duprat J.-M., 16 d. — 23 m.
 Souptès Fr., 16 d. — 2 f.
 Soules Jean, 16 d. — 23 m.
 Pujade Justine, 16 d. — 14 j.
 Doat Jeanne-M., 16 d. — 14 j.
 Auret Marguer., 16 d. — 14 j.
 Dargaignon And., 17 d. — 5 f.
 Laporterie J., 18 d. — 23 m.
 Fauqué J.-André, 18 d. — 2 f.
 Bégué Jh, 18 d. — 6 f.
 Esparros Bart., 18 d. — 23 m.
 Lamothe Mart., 18 d. — 30 d.
 Esparros Barth., 18 d. — 5 f.
 Pujos Domin., 18 d. — 23 m.
 Bienmouret Jean, 18 d. — 2 f.
 Pourquoi Jean, 19 d. — 5 f.
 Sénac Raym., 19 d. — 5 f.
 Laporte Raym., 19 d. — 2 f.
 Desbarats Pierre, 19 d. — 5 f.
 Fouraignan J., 19 d. — 2 f.
 Fouraignan Et., 19 d. — 23 m.
 Laboyrie Jh, 19 d. — 6 f.
 Saramon Dom., 19 d. — 29 d.
 Sénac Jean, 19 d. — 23 m.
 Lafforgue Jean, 19 d. — 6 f.
 Lestrade J.-M., 19 d. — 10 j.
 Bezier Basile, 20 d. — 5 f.
 Duran Firmin, 20 d. — 9 j.
 Cazaux Jacques, 20 d. — 9 j.
 Vignes Jean, 20 d. — 9 j.
 Debats J.-B., 20 d. — 3 f.
 Debats Ant., 20 d. — 2 f.
 Carles Fr., 20 d. — 6 f.
 Montagnac Bapt., 20 d. — 6 f.
 Duran Chaban, 20 d. — 23 m.
 Morère Fr., 20 d. — 2 f.
 Mérénic Aug., 20 d. — 21 d.
 Duprat Pierre, 20 d. — 23 m.
 Vidal Martin, 20 d. — 21 d.
 Liesta Pierre, 20 d. — 10 juin
 Barris Louis, 20 d. — 2 f.
 Laffargue Ambr., 20 d. — 2 f.
 Sénac Jean-Brice, 20 d. — 6 f.
 Blousson Louis, 20 d. — 10 j.
 Arrivets Hip., 20 d. — 10 j.
 Sentex Et., 20 d. — 10 j.
 Lacoste Victor, 20 d. — 6 j.
 Mothe Jean, 20 d. — 16 j.
 Verdier Aug., 20 d. — 30 d.
 Laffargue Fr., 20 d. — 25 d.
 Séchan Léon, 20 d. — 10 j.
 Lussan Ant., 20 d. — 23 j.
 Lestrade Jean, 20 d. — 23 j.
 Mothe Fr., 20 d. — 2 f.
 Meimalle J.-M., 20 d. — 2 f.
 Bergès Ant., 21 d. — 6 f.
 Pères Léon, 21 d. — 23 m.
 Lapeyrère Basile, 21 d. — 6 f.
 Pères Barth., 21 d. — 6 f.
 Ducos Jh, 21 d. — 25 d.
 Vidal Jh, 21 d. — 23 m.
 Labadens J.-B., 21 d. — 7 j.
 Capdecombe Don., 21 d. — 2 f.
 Deffès Henri, 22 d. — 23 m.
 Lebrun Léon, 21 d. — 23 m.
 Bonassies Alex., 22 d. — 5 f.
 Domerc Pierre, 23 d. — 23 m.
 Lancastex Félix, 24 d. — 5 f.
 Tursan Jh, 24 d. — 5 f.
 Hourcade J., 25 d. — 23 m.
 Lagrave Vinc., 25 d. — 5 f.
 Douat Jacques, 25 d. — 9 j.
 Ducastaing Jean, 25 d. — 5 f.
 Despaux Vinc., 25 d. — 6 f.
 Melliet Cyprien, 25 d. — 6 f.
 Omer Châlon, 25 d. — 8 f.
 Laffage Bertr., 25 d. — 21 m.
 Peyguilhem J.-B., 25 d. — 29 d.
 Laclaverie, 25 d. — 5 f.
 Dur Aug., 25 d. — 23 m.
 Picaro Jh, 25 d. — 23 m.
 Rose Tarrieux, 26 d. — 27 d.
 Fourmigué L., 26 d. — 23 m.
 Despeyroux P., 27 d. — 23 m.
 Lapèze Fritz, 27 d. — 27 d.
 Barbé Charles, 28 d. — 2 f.
 Barbé Paul, 28 d. — 2 f.
 Despiats Barth., 29 d. — 16 j.
 Dussert Julien, 29 d. — 5 f.
 Pujos J.-M., 30 d. — 23 m.
 Bassau Louis, 30 d. — 23 m.
 Nabos Bern., 30 d. — 23 m.
 Maumus Fr., 30 d. — 23 m.
 Laffargue Fr., 31 d. — 23 m.
 Barthet Paulin, 31 d. — 5 f.
 Vivès Théo, 31 d. — 23 m.
 Castéra Pierre, 31 d. — 23 m.
 Brisset Jean 1^{er} j., 23 m.
 Dauriac Jean, 2 j. — 23 m.
 Dubernet Joach., 2 j. — 10 f.

- Fitte Calixte, 2 j. — 23 m.
 Fitte Léon, 2 j. — 23 m.
 Darès Jh, 2 j. — 23 m.
 Lacoste Pierre, 3 j. — 6 j.
 Laffite Jean, 3 j. — 1 a.
 Debats Jean, 3 j. — 5 f.
 Lussan Jean, 3 j. — 12 j.
 Fichaud Claude, 3 j. — 30 j.
 *Bost Pierre, 3 j. — 23 j.
 Ducasse Dom., 3 j. — 10 j.
 Ducasse Guil., 3 j. — 6 f.
 Laffon Jean, 3 j. — 5 f.
 Noirot Pascal, 4 j. — 6 f.
 Lacoste Jh, 4 j. — 2 f.
 Pardeillan Vict., 6 j. — 9 j.
 Cabiran Pierre, 6 j. — 6 f.
 Daran J.-M., 6 j. — 6 f.
 Laffargue Ch., 6 j. — 6 f.
 Séchan Fritz, 8 j. — 23 m.
 Montaut Et., 8 j. — 23 m.
 Lartigue Arm., 9 j. — 5 f.
 Coussoulet Jh, 10 j. — 23 m.
 Dagé Edouard, 13 j. — 21 f.
 Dours Pierre, 13 j. — 23 m.
 Laffite Jean, 12 j. — 28 juin.
 Pujade Jh, 14 j. — 5 f.
 Abeillé J.-M., 14 j. 20 m.
 Duffort, J.-Paul, 15 j. — 17 j.
 Dupuy Aug., 15 j. — 4 m.
 Sotum Domin., 15 j. — 17 j.
 Villas Fr., 16 j. — 5 f.
 Broustet Cypr., 16 j. — 23 m.
 Lafforgue Germ., 16 j. — 5 f.
 Baron Aug., 16 j. — 2 f.
 Ortholan Fr., 17 j. — 5 f.
 Ortholan Jh, 17 j. — 2 f.
 Baron Jh, 17 j. — 5 f.
 Bonassies Jean, 18 j. — 5 f.
 Biane Aug., 18 j. — 5 f.
 Lussan Jacq., 18 j. — 23 m.
 Jugno Louis, 18 j. — 6 f.
 Sembres Bapt., 18 j. — 6 f.
 Lahens Jean, 18 j. — 6 f.
 Lasserre Bapt., 19 j. — 23 m.
 Rencontre Fr., 20 j. — 23 m.
 Bacqué Alex., 20 j. — 23 m.
 Coste Louis, 20 j. — 24 m.
 Laborie Séb., 21 j. — 5 f.
 Bousigues Léon, 21 j. — 5 f.
 Bistos Jean, 23 j. — 23 m.
 Debats Alex., 23 j. — 6 f.
 Lascombes Cyp., 23 j. — 23 m.
 Lalanne Et., 25 j. — 21 m.
 Bonnet Domin., 25 j. — 6 f.
 Lacoste Domin., 26 j. — 5 f.
 Bourrust Jul., 26 j. — 23 m.
 Blanc Jh, 26 j. — 3 f.
 Sembres Eug., 26 j. — 6 f.
 Corrège Jean, 26 j. — 23 m.
 Mèrens Aug., 26 j. — 6 f.
 Brana Pierre, 27 j. — 6 f.
 Souriguère Pier., 28 j. — 6 f.
 Duprat Jh, 28 j. — 6 f.
 Corrège Louis, 28 j. — 2 f.
 Lacouture L., 28 j. — 23 m.
 Bessagnet Jean, 29 j. — 23 m.
 Bertin Jh, 31 j. — 1^{er} f.
 Sentex Clément, 31 j. — 1^{er} f.
 Dutour Ant., 31 j. — 6 f.
 Sorbets Domin., 31 j. — 5 f.
 Balech Blaise, 1^{er} f. — 5 f.
 Devèze J.-M., 1^{er} f. — 5 f.
 Laignoux Gr., 1^{er} f. — 23 m.
 Larroucau Jh, 1^{er} f. — 6 f.
 Laffite Blaise, 2 f. — 23 m.
 Dublanc Nicolas, 3 f. — 23 m.
 Desplanque M., 5 f. — 23 m.
 Paumier Dom., 5 f. — 24 m.
 Fontoulieu Louis, 9 f. 23 m.
 Blousson L., 25 f. — 23 m.
 Bugard J.-B., 9 m. — 23 m.
 Marsan Jean, 11 m. 23 m.
 Alonzo Juste, 16 m. — 30 m.
 Caubet Pierre, 2 m. — 20 m.
 Cassagne Jh, 2 m. 20 m.
 Lestrade J.-B., 23 m. — 12 juin
 Duffau P., 6 a. — 21 juin.
 Cestac P., 16 a. — 12 juin.
 Baron Vital, 20 a. — 21 juin.
 Dabadie Vit., 22 a. — 12 juin.
 Ader Arun., 5 juin — 10 juin.
 Claverie Aug., 14 juin — 15 j.
 Levallant, 14 juin — 15 juin.
 Maine, 16 juin, 21 juin.
 Conqueu J., 16 juin — 21 j.
 Laborde B., 16 juin — 21 j.
 Duffour D., 25 juin — 28 j.

III. ANNEXE AU CHAPITRE VI

Liste, par arrondissements et communes, des gersois soumis à des mesures de sûreté générale par la commission mixte (1).

Arrondissement d'Auch.

AUCH. — *Déférés au conseil de guerre* : Violet J.-B., 1820, lieutenant de gendarmerie en retrait d'emploi, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Délas Joseph, 1823, menuisier, célib., pauvre. — *Expulsion pour 1 an* : Boubée Théodore, ex-constituant, propriétaire, marié, 3 enfants, riche. — *Algérie plus* : *Arxey*, 1818, avocat, célib., sans fortune ; — Arrivets, 1808, commis marchand, célib., aisé ; — Baylac Jean, 1821, typographe, célib., pauvre ; — Capmartin Jean, 1804, aubergiste, marié, peu aisé ; — Candelon Adam, 1820, terrassier, célib., pauvre ; — Caumont Joseph, 1823, boucher, marié, 1 enfant, pauvre ; — Dassis Gabriel, chiffonnier, marié, 1 enfant pauvre ; — Délas Louis, dit Guerre, 1816, maçon, marié, 1 enfant pauvre ; — Denjoy Pierre, 1817, cafetier, marié, 6 enfants, sans fortune ; — Dufréchou Dominique, 1812, maréchal-ferrant, marié, 1 enfant pauvre ; — Dupuy Elisabeth, veuve Marambat, 1818, ménagère, pauvre ; — Dupuy Joseph, 1805, limonadier, marié, 2 enfants, aisé ; — Duville Jean, 1806, charpentier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Faurès Bernard, 1821, perruquier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Gastineau Benjamin, 1819, journaliste, gérant de « l'Ami du peuple », marié, 1 enfant, pauvre ; — Kéva Joseph, 1831, sans profession, célib., père aisé ; — Labadens Jacques, an V, plâtrier, marié, 2 enfants, peu aisé ; — Labadens Joseph, 1834, typographe, célib., pauvre ; — Labadens Guillaume, an XI, charron, marchand de pommes, marié, 2 enfants, pauvre ; — Labadens Louis, an XI, plâtrier, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Lacaze Jean-Marie, 1804, limonadier, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Larrieu Bertrand, dit Cizos, 1808, perruquier, célib., pauvre ; — Meignen Paul, 1814, tourneur, marié, pauvre ; — Ninous Emile, 1825, praticien, célib., pauvre ; — Prieur Victor, 1823, docteur en médecine, célib., sans fortune ; — Sant François, 1820, aubergiste, marié,

(1) Les noms sont suivis de la date de naissance, de la profession, de la situation de famille et de fortune. — Abréviations : *célib.* : célibataire ; (*f.*) : en fuite.

1 enfant, sans fortune ; — Souquedauch Victor, 1822, maçon, célib., pauvre ; — Terrail J.-B., 1818, sans profession, marié, pauvre ; — Trouette Jean, 1806, boulanger, marié, 2 enfants, assez aisé ; — Zeppenfeld Edouard, 1821, sculpteur, célib., sans fortune. — *Algérie plus*, en fuite : Dansos Hippolyte, ancien greffier du tribunal de commerce, conseiller général du canton de Jegun, marié, aisé ; — Maréchal fils, peintre, célib., pauvre ; — Souquedauch J.-M., 1822, serrurier, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Bourdil Jean, 1808, brasseur, marié, 2 enfants, très aisé ; — Bourgade François, 1817, portefaix, marié, pauvre ; — Caillau Jean-Marie, an II, tisserand, marié, 1 enfant, pauvre ; — Canteloup Jean-Pierre, avocat, marié, aisé ; — Cazeneuve Louise, 1820, limonadière, célib., pauvre ; — Castex Pierre, 1815, tailleur d'habits, marié, 3 enfants, pauvre ; — Cavé Pierre, 1827, boucher, marié, 1 enfant, pauvre ; — Cazaban Dominique, 1829, ouvrier forgeron, célib., pauvre ; — Dalas Joseph, 1816, comptable au journal *l'Ami du peuple*, marié, sans fortune ; — Darroux Théodore, 1821, ardoisier, célib., pauvre ; — Délas J.-M., dit Mayé, 1827, peintre en voitures, célib., pauvre ; — Deputz Baptiste, 1814, menuisier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Gèze Jean, an XIII, aubergiste, veuf, pauvre ; — Lacaze Bertrand, 1826, fabricant de cartes, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Lannes Antoine, 1822, maçon, marié, 2 enfants, pauvre ; — Pujos Alexandre, 1826, cuisinier, célib., pauvre ; — Alem-Rousseau François, avocat, ancien représentant, marié, 3 enfants, peu de fortune ; — Sabatier Jean, an III, marchand de laine, marié, peu aisé.

ROQUELAURE (Auch-nord). — *Algérie moins* : Manabéra Guillaume, 1815, carrier, marié, 1 enfant, pauvre ; Labonne Paul, dit Poliche, 1820, tailleur, marié, pauvre ; — Tyver Sylvain, 1822, tourneur, marié, 1 enfant, pauvre. — *Internement* : Soulé Jean-Louis, 1816, instituteur révoqué, marié, 2 enfants, pauvre.

MONTAUT (Auch-nord). — *Algérie moins* : Délas Georges, 1798, tailleur, célib., pauvre.

BARRAN (Auch-sud). — *Algérie plus* : Daure Eugène (f.), an XIII, instituteur privé, marié, 1 enfant, aisé ; — Labat Sylvere (f.), 1813, ancien notaire, marié, 1 enfant, fortune très délabrée ; — Santayes Pierre-Casimir, 1829, maréchal-ferrant, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Agut Jean, 1803, cultivateur, marié, 2 enfants, aisé ; — Cabiran Joseph (f.), boulanger, marié, peu aisé ; — Escoubès père Barthélémy, 1800, boulanger, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Escoubès fils Isidore, 1833, boulanger, célib., pauvre ; — Julian Philippe, 1821, charpentier, pauvre ; — Louit Bernard, 1806, serrurier, célib., pauvre ; — Pérès Roch, 1823, brassier, marié, 1 enfant, très pauvre ; — Pérès François, 1821, maçon, marié, 1 enfant, pauvre ; — Ransan Jean, dit Brigadier, an XII, carrier, marié, assez aisé ; — de Sarriac Adrien, an VII, propriétaire, célib., 2 enfants naturels, très aisé.

SAINT-JEAN-LE-COMTAL (Auch-sud). — *Algérie moins* : Abadie Joseph, 1817, marié, pauvre ; — Boné Barthélemy, 1812,

cultivateur, marié, 2 enfants, pauvre ; — Dalié Jean (f.), 1808, maçon et carillonneur, marié, 5 enfants, pauvre ; — Dégers Bernard, 1831, tuilier, célib., pauvre ; — Degers Isidore, 1828, tuilier, célib., pauvre ; — Meillan Joseph, 1826, boulanger, célib., assez aisé.

ORNEZAN (Auch-sud). — *Algérie plus* : Grangé J.-B., 1808, tisserand, marié, 2 enfants, pauvre ; — Dupouy Charles (f.), propriétaire, marié, fortune très dérangée ; — Lauga (f.), 1818, cultivateur, marié, 1 enfant, pauvre.

SEISSAN (Auch-sud). — *Algérie plus* : Campardon Charles, 1813, cafetier, marié, peu aisé ; — Marre Mathieu, 1806, tisserand, marié, 4 enfants, indigent. — *Algérie moins* : Grangé Pierre, 1806, tisserand, marié, 1 enfant, pauvre ; — Lasserre François, an XII, tourneur, marié, 2 enfants, très pauvre.

JEGUN. — *Algérie plus* : Bordes Fr., 1814, tisserand, célib., son père a quelque aisance ; — Mougès Sébastien, 1812, marié, 6 enfants, charpentier, indigent ; — Bartharès J.-M., 1817, boulanger, marié, 3 enfants, pauvre ; — Sabathé, dit Ninet, 1825, tisserand, célib., pauvre ; — Cortade J.-M. (f.), 1813, charron, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Bouzon Jean, an VI, boucher, marié, 2 enfants, dans la misère ; — Laforgue Louis, cultivateur, marié, sans enfant, pauvre. — Subran Joseph, 1833, commis-marchand, célib., pauvre ; — Campistron Paul (f.), 1829, serrurier, célib., pauvre ; — Arqué Martin, 1815, charpentier, célib., assez aisé ; — Duprat Jean, 1814, maçon, célib., pauvre ; — Malhomme Achille, 1821, aubergiste, marié, 1 enfant, pauvre. — *Expulsion* : Saint-Martin J.-M., 1820, propriétaire, marié, sans enfant, riche

LAVARDENS (Jegun). — *Algérie plus* : Marès Joseph, 1827, carrier, marié, 1 enfant, indigent ; — Pugens J.-M., 1821, maréchal-ferrant, marié, 2 enfants, pauvre ; — Gardère Ambroise, (f.), 1816, ex-maire de Lavardens, marié, aisé. — *Algérie moins* : Lacroix J.-M., 1809, meunier, marié, pauvre ; — Cortade Bernard, 1828, cultivateur, célib., peu aisé ; — Dauzère Joseph, 1832, cultivateur, célib., pauvre ; — Lasserre J.-M., 1811, épicier marié, 3 enfants aisé.

ORDAN-LAROQUE. — *Algérie plus* : Sabathier, 1814, tuilier, marié, 1 enfant, pauvre.

ANTRAS. — *Algérie moins* : Déjus fils Pierre, 1816, cultivateur, marié, sans enfant, peu aisé.

BIRAN. — *Algérie plus* : Mesplès J.-M., 1812, tuilier, célib., aisé. — *Algérie moins* : Couget Jean, 1816, cult., marié, 2 enfants, pauvre.

LE BROUILH. — *Algérie plus* : Couget Guillaume, 1818, cult., célib., pauvre.

ROQUEFORT. — *Algérie moins* : Messine Joseph, 1827, soldat en activité, célib., aisé.

CASTILLON-MASSAS. — *Algérie moins* : Dorbes J.-M., 1807, cult., marié, pauvre ; — Estingoy Bertr., 1807, tisserand, veuf, 1 enfant, pauvre.

VIC-FEZENSAC. — *Conseil de guerre* : Pujos Joseph, an VIII, serrurier-armurier, marié, 1 enfant, pauvre. — *Expulsion* : Alonzo Justo, dit Louis, jardinier, pauvre. — *Algérie plus* : Bedout Joseph, 1798, propriétaire, marié, 5 enfants, aisé ; — Cassaet, 1798, horloger, marié, 1 enfant, pauvre ; — Desbarats J.-B., 1820, forgeron, marié, pauvre ; — Massignac Pierre, 1815, cafetier, marié, 1 enf., pauvre ; — Merle, dit Merlon, fils aîné, 1820, charp., célib., pauvre ; — Ojardias Louis, 1818, quincailler, célib., pauvre ; — Bajole Pierre (f.), 1824, voiturier, célib., indigent ; — Chastel Pierre (f.), an XIII, marchand-drapier, marié, 1 enfant, riche ; — Sainte-Colombe Louis (f.), 1807, médecin, célib., aisé ; — Desbarats fils Antoine (f.), m.-ferrant, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Cazavan Joseph, 1819, cordonnier, célib., pauvre ; — Courtiade Auguste, 1811, charp., marié, peu aisé ; — Dumas Romain, 1830, tailleur, célib., pauvre ; — Gardère Jean, dit Pontac, 1819, coutelier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Chabrière cadet Joseph (f.), an VIII, mégissier, marié, 1 enfant, pauvre ; — Mouillé* aîné Mathieu (f.), 1813, marié, 1 enfant, pauvre ; — Moulié fils Jean (f.), 1823, mécanicien, marié, 2 enfants, aisé ; — Avril Pascal, 1815, maçon, marié, 2 enfants, indigent ; — Bedout Fr. fils, dit Matou, 1829, cordonnier, célib., son père a quelque aisance ; — Bedout Joseph, 1833, laboureur, célib., pauvre ; — Belloc Prosper, 1818, cordonnier, marié, 3 enfants, indigent ; — Cortade Pierre, 1816, charpentier, marié, 1 enfant, indigent ; Goudoula J.-M., 1820, peintre, célib., pauvre ; — Labat Henri, 1821, charpentier, marié, sans enfant, peu aisé ; — Laberrenne Pierre, dit Prudère, 1819, marchand de parapluies, marié, 3 enfants, pauvre ; — Lafargue Bapt., 1829, tisserand, célib., pauvre ; — Pezan Fr., 1819, taillandier, célib., indigent.

PRENERON. — *Algérie moins* : Dutrey J.-M., 1802, maréchalferrant, marié, pauvre ; — Faget J.-B., 1820, cultivateur, célib., pauvre ; — Faget J.-M., 1818, cult., marié, 2 enfants, pauvre ; — Bonnet Bern., 1811, tailleur, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Cazes J.-M., 1823, maçon, marié, 2 enfants, pauvre.

RIGUEPEU. — *Algérie plus* : Durrad Jacques, 1806, forgeron, marié, 6 enfants, pauvre. — *Algérie moins* : Lamarque Pierre, 1815, tailleur, marié, 1 enfant, peu aisé ; — Castéra Fr., 1792, propriétaire, marié, 5 enfants, pauvre ; — Rizon Domin., 1800, journalier, célib., pauvre.

SAINT-ARAILHES. — *Algérie plus* : Darroux Jean, 1817, forgeron, marié, 2 enfants, pauvre ; — Mouchet Joseph, épicier, marié, peu aisé.

BAZIAN. — *Algérie plus* : Lasmoles Pierre, 1800, cultivateur, marié, pauvre.

CAILLAVET. — *Algérie plus* : Mougès Bernard, 1817, ex-instituteur, agent d'affaires, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Daubas Bapt., 1817, cult., célib., pauvre ; — Vergès Jean, tailleur, marié, 1 enfant, pauvre.

CASTILLON-DEBATS. — *Algérie plus* : Lagardère Fr., 1818,

ex-insstituteur, célib., aisé. — *Algérie moins* : Poudès Joseph, 1820, tailleur, marié, pauvre.

MARAMBAT. — *Algérie moins* : Despax J.-B., 1799, cultiv., marié, 2 enfants, peu aisé ; — Castilla (f.), 1812, carrier, marié, 1 enfant, pauvre.

MIRANNES. — *Algérie moins* : Darroux J.-M., 1824, carrier, célib., pauvre.

ROQUEBRUNE. — *Algérie plus* : Dubosq Guil., 1804, menuisier, marié, 2 enfants, pauvre. — *Algérie moins* : Couergou Joseph (f.), 1831, garçon forgeron, célib., pauvre.

TUDELLE. — *Algérie plus* : Dubos Laurent, 1822, forgeron, marié, 2 enfants, très pauvre.

Arrondissement de Condom.

CONDOM. — *Algérie plus* : Baylet Joseph, 1818, tuilier, célib., peu aisé ; — Bazerques Bernard, 1823, ex-insstituteur, célib., peu de ressources ; — Boué Fr., dit Pitous, an VIII, portefaix, marié, 4 enfants, pauvre ; — Daulhième J.-B., 1805, avocat, marié, 3 enfants, pauvre ; — Deler Jean, 1809, régent de collège révoqué, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Duchène Jean-Pierre, 1813, étameur, marié, sans enfant, pauvre ; — Ducousso Jean, dit Biron, maçon, ancien gendarme, marié, pauvre ; — Dupuy J.-M., 1831, clerc d'avoué, célib., sans fortune ; — Ferret Joseph, an VI, ex-huissier, marié, 2 enfants, très médiocre fortune ; — Noulens Joseph, 1828, homme de lettres, célib., sans fortune ; — Arnould, dit l'homme rouge, Pierre (f.), 1815, couvreur, célib., pauvre ; — Lestrade Arnaud (f.), 1816, cafetier, 3 enfants ; — Traverse Joseph (f.), 1811, négociant, veuf 1 enfant, aisé ; — Lamarque Lucien (f.), 1816, avocat, célib., aisé. — *Algérie moins* : Bacqué Bapt., 1807, cultivateur, marié, sans enfant, pauvre ; — Broconat Pierre, 1821, maçon, célib., aisé ; — Bruchot Jacques père, an XIV, boucher, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Brune Jean fils, 1831, jardinier, célib., pauvre ; — Duchen Cyrille, 1816, chiffonnier, marié, 1 enfant, pauvre ; — Dupuy Raphaël père, 1803, clerc d'avoué, veuf, 2 enfants, fortune modique ; — Durand Eugène, 1811, commis-voyageur en librairie, ex-inspecteur primaire, marié, 3 enfants, fortune modique ; — Florensan J.-M., 1812, fermier d'octroi, marié, fortune modique ; — Forgues Raymond, 1806, charcutier et terrassier, marié, 1 enfant, pauvre ; — Lebbée Joseph, dit Pilles, 1800, cordonnier, marié, pauvre ; — Maquin Pierre, dit Dupenne, 1829, célib., sans fortune ; — Mirannes J.-M., 1826, maçon, marié, 1 enfant, peu aisé ; — Pérès, dit Chevrier, dit Bouc, 1823, châtreur, célib., pauvre ; — Boué Armand, dit Célistot (f.), 1808, tonnelier, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Créach Julien (f.), peintre en bâtiments, célib., sans fortune ; — Duffau Henri aîné, an XII, propriétaire, marié, 3 enfants,

riche ; — Dugarçon Guil. (f.), an VIII, propriétaire, marié, 2 enfants, très endetté ; — Duluc J.-B. (f.), 1815, serrurier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Lassalle Joseph (f.), 1824, avocat, célib., pauvre ; Molié Joseph (f.), 1811, menuisier, marié, pauvre ; — Mollo Elie (f.), 1814, fondeur, marié, 3 enfants, vivant de son travail. — *Expulsion* : Duputz Edouard, ex-représentant.

BEAUMONT. — *Algérie plus* : Lacombe Laurent, 1827, maçon, célib., pauvre.

LARRESSINGLE. — *Algérie moins* : Durand Joseph, limonadier, marié, 3 enfants, fortune médiocre.

EAUZE. — *Algérie plus* : Lalanne Joseph, métayer, marié, 3 enfants, pauvre ; — Montoulieu Bernard aîné (f.), an X, cuisinier, célib., ruiné ; — Ripoteau Charles fils (f.), 1813, horlager, marié, pauvre. — *Algérie moins* : Carboué Pierre, an VI, cordonnier, marié, 1 enfant, pauvre ; — Séailles fils, dit Niago, 1820, forgeron, célib., fort pauvre ; — Tauzin Godefroy, an X, pharmacien, marié, 3 enfants, ruiné ; — Lanusse Jean, dit le Préfet (f.), 1807, tisserand, marié.

COURRENSAN. — *Algérie moins* : Billières Joseph fils, 1815, négociant et propriétaire, célib., fortune embarrassée ; — Castagnet Pierre, 1821, épicier, veuf, sans fortune ; — Garros Bernard, 1807, maçon, célib., pauvre.

GONDRIN (Montréal). — *Algérie plus* : Campistron Bernard (f.), an XI, boulanger, marié, 2 enfants. — *Algérie moins* : Bajan Michel fils, 1820, épicier, marié, 2 enfants, fortune très modique ; — Mondin Blaise, 1823, célib., entrepreneur, fortune embarrassée ; — Mainville Piere (f.), officier de santé, marié, 2 enfants.

FOURCES. — *Algérie moins* : Fausseries Fr., 1810, cultivateur, marié, 3 enfants, pauvre.

LAGRAULET. — *Algérie plus* : Durrey Jean (f.), 1814, propriétaire aisé, marié, 2 enfants.

LARROQUE-SUR-LOSSE. — *Algérie plus* : Dugoujon Jean (f.), sans profession, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Ladoux Gilles, 1816, cultivateur, marié, 1 enfant, pauvre.

MANCIET (Nogaro). — *Algérie plus* : Soullès Jean-Hipp., 1817, ex-instituteur, célib., propriétaire aisé. — *Algérie moins* : Brianna Fritz, 1807, tisserand, marié, 2 enfants, fortune médiocre ; — Castaing Jean, dit l'Insurgé, serrurier, célib., pauvre ; — Pugens Oscar fils, clerc de notaire, célib., sans fortune.

VILLENEUVE-SUR-MEZIN (Lot-et-Garonne). — *Algérie moins* : Ducouso Antoine fils, 1829, cultivateur, célib., pauvre.

BEUCAIRE (Valence). — *Algérie plus* : Peprussan Fr. (f.), 1800, officier de santé, marié, 1 enfant. — *Algérie moins* : Hourteillan Fr., 1795, barbier, marié, 2 enfants, très pauvre ; — Roques Fr., 1795, boulanger, ex-maire, veuf, 3 enfants, aisé.

BEZOLLES. — *Algérie plus* : Fezas Jacques, 1817, propriétaire, marié, 1 enfant, assez aisé ; — Goudoulin Joseph fils

ainé, 1821, forgeron, marié, 1 enfant, peu aisé ; — Goudoulin J.-B., 1830, forgeron, célib., peu aisé. — Basax Joseph (f.), 1825, célib., propriétaire, assez aisé. — *Algérie moins* : Baylac Fr., 1825, charron, célib., pauvre ; Bergès Jean, 1817, tisserand, marié, pauvre ; — Dansos Joseph, 1814, cultivateur, célib., peu aisé ; — Landre Joseph 1804, tailleur, marié, 5 enfants, pauvre ; — Moullié Jean fils, cultivateur, célibataire, peu aisé ; — Toulan Ant., 1801, maçon, marié, 1 enfant, pauvre ; — Vivès Jean, 1811, veuf, 2 enfants, propriétaire, assez aisé ; — Pujos Bernard, 1820, tisserand, marié, 3 enfants, pauvre.

BONAS. — *Algérie moins* : Réchou Blaise, 1829, propriétaire, célib., peu aisé ; — Réchou Fr., 1826, propriétaire, célib., peu aisé.

CASTERA-VERDUZAN. — *Algérie plus* : Bartharès J.-M., 1817, ancien boulanger, marié, 1 enfant, pauvre ; — Macary Pierre, 1818, sans profession, célib., pauvre ; — Bartharès Noël (f.), 1816, cultivateur, célib., assez aisé ; — Libespère Antoine (f.), 1789, marié, propriétaire, assez aisé. — *Algérie moins* : Mouchet Raymond, 1811, serrurier, pauvre.

JUSTIAN. — *Algérie plus* : Despax Maurice, 1824, cult., célib., aisé. — *Algérie moins* : Bazax Pierre, 1818, menuisier, marié, pauvre ; — Roques Joseph, 1799, cultivateur, marié, pauvre.

LARROQUE-SAINT-SERNIN. — *Algérie plus* : Macary Barth., 1792, marié, 3 enfants, propriétaire, peu aisé. — *Algérie moins* : Duffau Bertrand, dit Biche, cultivateur, célib., pauvre ; — Sarran Sernin, 1828, boulanger, célib., aisé.

SAINT-PAUL-DE-BAISE. — *Algérie plus* : Loubère François (f.), 1800, propriétaire, célib., aisé. — *Algérie moins* : Réchou Antoine, 1810, propriétaire, célib., peu aisé.

SAINT-PUY. — *Algérie plus* : Mouchet Jean, 1807, maçon, marié, 2 enfants, pauvre.

ROQUES. — *Algérie moins* : Roques Fr., 1810, cult., marié, 6 enfants, très pauvre.

Arrondissement de Lecture.

LECTOURE. — *Algérie moins* : Dumoulin Louis, 1822, propriétaire, célib., peu aisé ; — Laterrade Pierre, 1799, taillandier, marié, 4 enfants, sans fortune.

SAINT-CLAR. — *Algérie moins* : Duffau Adrien, 1823, limonadier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Sentis François, 1822, pharmacien, célib., ruiné.

FLEURANCE. — *Algérie plus* : Aylès Joseph, 1817, fabricant de casquettes, marié, 2 enfants, peu aisé ; — Castarède Jean-Marie, 1823, propriétaire, célib., aisé ; — Dubord Jean, 1800, cordonnier, marié, pauvre ; — Gallut Charles, 1813, ex-percepteur, célib., aisé ; — Noguès Pierre, dit Pero, 1831, tourneur,

célib., pauvre ; — Tarrissan Joseph, 1814, ébéniste, célib., pauvre ; — Belbèze Dominique (f.), 1813, roulier, célib., sans fortune ; — Dupuy Joseph (f.), 1809, propriétaire, marié, aisé. — *Algérie moins* : Adoué Joseph, dit Pille, 1801, serrurier, marié, 1 enfant, aisé ; — Délas Jean, 1822, ferblantier, marié, sans fortune ; — Carrier Henri, 1820, cordonnier, célib., sans fortune ; — Cassagne Jean, 1816, charpentier, marié, 1 enfant, aisé ; — Clavé Joseph, 1805, médecin, marié, 2 enfants, aisé ; — Corby Joseph, 1824, maçon, célib., sans fortune ; — Doazan François, 1807, brassier, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Fourcade J.-B., dit Barbot, 1813, loueur de chevaux, marié, sans fortune ; — Laclavère Jean, dit Piroulet, aubergiste, marié, aisé ; — Ladoues François, dit Bornic, 1811, maçon, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Marès Maurice, 1819, charpentier, marié, 1 enfant, aisé ; — Pédaliès François, dit Castugs, 1822, négociant, marié, 1 enfant, sans fortune ; — Pepet Jean, dit Piffon, 1810, charpentier, marié, 2 enfants, pauvre ; — Salinet Jean, 1817, serrurier, célib., sans fortune ; — Taste Pierre, 1827, cordonnier, célib., pauvre ; — Campan Jean (f.), tailleur, marié, 1 enfant, sans fortune.

MONTESTRUC (Fleurance). — *Algérie moins* : Tore François, 1824, cordonnier, marié, pauvre.

AURENQUES (Fleurance). — *Algérie moins* : Esquiro Jean (f.), cultivateurs, marié, 1 enfant, gêné.

LASSAUVETAT (Fleurance). — *Algérie moins* : Bruils Orens, dit Fraichinet, 1803, aubergiste, marié, 3 enfants, sans fortune ; — Morens Augustin, 1800, tailleur, marié, 3 enfants, sans fortune.

MAUVEZIN. — *Algérie plus* : Capmartin Dominique (f.), 1818, chapelier, célib., sans fortune. — *Algérie moins* : Cadours Jean, 1821, tailleur, veuf, 1 enfant, sans fortune ; — Cadours Louis, 1819, coutelier, célib., sans fortune ; — Dupux Auguste, 1812, propriétaire et aubergiste, marié, aisé.

MONFORT (Mauvezin). — *Algérie plus* : Troyes Pierre (f.), 1816, voiturier-cafetier, marié, 2 enfants, peu aisé. — *Algérie moins* : Bordère Augustin, 1823, propriétaire, célib., fortune médiocre.

Arrondissement de Mirande.

MIRANDE. — *Conseil de guerre* : Cantaloup J.-Pierre (f.), 1807, vétérinaire, marié, 3 enfants, pauvre ; — Châlon Homère, dit Marcel ou le Bâtard, 1820, journalier, célib., pauvre ; — Davezac Jean, 1820, grénadier au 60^e de ligne, célib., pauvre. — *Algérie plus* : Autissier J.-B., 1821, brassier, marié, 2 enfants, très pauvre ; — Barbé Pierre, 1809, brassier, marié, 2 enfants, très pauvre ; — Cestac Antoine, 1809, maçon, marié, pauvre ; — Bourrust Julien, 1798, sans profession, marié, 1 enfant, pauvre ; — Boussès Léonce, 1818, avoué, célib., aisé ; — Duclos

Jean, 1806, marchand de parapluies, marié, 3 enfants, très pauvre ; — Dur Auguste, 1811, maçon, marié, 3 enfants, très pauvre ; — Esparros Barth., 1789, menuisier, marié, 4 enfants, très pauvre ; — Lasserre Bapt., 1819, marchand de chevaux, célib., aisé ; — Lavedan J.-M., 1822, charpentier, marié, 1 enfant, très pauvre ; — Marcel Joseph, an VII, cordonnier, marié, 3 enfants, très pauvre ; — Pascau J.-J., 1814, avocat, marié, aisé ; — Passaria Joseph, 1815, avocat, célib., aisé ; — Saubole Dominique, 1828, cordonnier, célib., pauvre ; — Seignourel Guil., 1812, brassier, amrié, 4 enfants, très pauvre ; — Arnaudy Pascal, dit Vinson (f.), cordonnier, marié, 1 enfant, pauvre ; — Barbé J.-B. (f.), propriétaire, marié, aisé ; — Bergès Joseph (f.), boulanger, célib., peu aisé ; — Delsol Sylvain (f.), praticien, célib., pauvre ; — Galland Bapt., dit Bâton (f.), cordonnier, célib., pauvre ; — Gohon Alphonse (f.), cordonnier, marié, pauvre ; — Labat Joseph (f.), marchand de sel, marié, assez aisé ; — Ortholan Jean (f.), propriétaire, marié, aisé ; — Terrail Eugène, 1824, avocat, célib., sans fortune. — *Algérie moins* : Cassagnard J.-M. (f.), coutelier, célib., pauvre ; — Duc Pierre fils (f.), ; — Lescure André, dit Compagnon (f.), postillon, marié, 1 enfant, peu aisé ; — Paris Alphonse (f.), jardinier, sergent au 74^e de ligne en activité, célib., pauvre ; — Piquemil Bapt. père (f.), cordonnier, marié, 4 enfants, pauvre ; — Sourriguère Joseph, dit Souris (f.), célib., pauvre ; — Barrère..... ; — Bergès Julien, 1814, tonnelier, 2 enfants, sans fortune ; — Bost Pierre, 1821.... ; — Couzier Jean, 1830, cultivateur.... ; — Damblat Henri, 1825, cordonnier, célib., pauvre ; — Deffès Henri, 1820, marchand, célib., aisé ; — Fourmigué Lucien.... ; — Lacostè, 1832, commis, célib., pauvre ; — Laffage Bertrand, 1809, cordonnier, 6 enfants, pauvre ; — Laffite J.-M.... ; — Lalanne Etienne, 1824, journalier, militaire en activité, célib., sans fortune ; — Lauzin..... ; — Lebrun, armurier ; — Lestrade J.-B., cordonnier, dit Destarac (condamné par erreur) ; — Maumus, 1812, journalier, 3 enfants, pauvre ; — Regnault Fr.... ; — Sénac Jean, instituteur.

BEILOC-SAINT-CLAMENS. — *Algérie moins* : Vivès Théophile, cultivateur.

IDRAC. — *Algérie moins* : Bugard J.-B., tailleur... ; — Trebois Domèn. (f.), ex-instituteur, horloger, célib., aisé.

LAAS. — *Algérie plus* : Lussan Jacques, 1815, propriétaire, marié, 3 enfants, aisé. — *Algérie moins* : Darès Joseph, dit Matharan, 1800, 1 enfant, roulier, aisé.

LAMAZÈRE. — *Algérie plus* : Carrère Ferdinand (f.), meunier, célib., peu aisé ; — Carrère Joseph (f.), boulanger, peu aisé ; — *Algérie moins* : Carrère Bertr., meunier, célib., aisé.

SAINT-MEDARD. — *Algérie plus* : Castéra Pierre, 1810, cult., marié, 2 enfants, pauvre ; — Claverie Jean père (f.), meunier, marié, 3 enfants, peu aisé. — *Algérie moins* : Laffargue Fr., menuisier ; — Lacomme, dit Bayonat, 1821 (f.), brassier, marié, 2 enfants.

LASSERRE-BERDOUES. — *Algérie moins* : Duprat J.-M., 1816, forgeron, marié.

SAINT-MICHEL. — *Algérie plus* : Pujos Pierre (f.), cap. de la garde nationale, marié, propriétaire, aisé. — *Algérie moins* : Congongle, instituteur privé, célib., peu aisé.

MIRAMONT. — *Algérie moins* : Lasserre Bapt. (f.), 1827, menuisier, sans fortune.

MONCASSIN. — *Algérie moins* : Biane David, 1824, charpentier-cultivateur.

SAINT-ELIX. — *Algérie plus* : Tanazac Vital, 1818, instituteur, marié, 3 enfants, très pauvre.

SAUVIAC. — *Algérie moins* : Fontolieu Louis, 1807, cult., 7 enfants, pauvre

AIGNAN. — *Algérie plus* : Mangounet Jean, huissier, aisé. — *Algérie moins* : Cavanhac (f.), docteur, marié, aisé.

LUPIAC. — *Algérie plus* : Fouraignan Et., 1828, tourneur, célib., pauvre. — *Algérie moins* : Bacqué A., propriétaire à Castelnavet ; — Brisset Jean, boulanger... ; — Pérès J.-M., tonnelier... — Rencontre Fr., 1813, tailleur, 2 enfants, pauvre ; — Pomiès Domin., 1827, charpentier, célib., pauvre.

MARCIAC. — *Algérie plus* : Bessagnet Jean, dit Cambrone, 1819, graveleur, marié, 2 enfants, pauvre ; — Soumabielle Alphonse, 1819, hongreur, 2 enfants, aisé ; — Tursan J.-M., 1801, carillonneur, marié, pauvre ; — Fitte aîné (f.), aubergiste, célib., aisé ; — Nabos Henri (f.), propriétaire et conseiller général, marié, 1 enfant, riche. — *Algérie moins* : Bacqué J., charpentier ; — Bousquet Fritz, tisserand... ; — Broustet Cyprien... ; — Dellès Edmond... ; — Lacaze Bapt., 1825, coutelier, 2 enfants, pauvre ; — Laffargue J.-M., 1824, aubergiste, 1 enfant, peu aisé ; — Laignoux Gratien, marchand de grains, 5 enfants en bas âge ; — Pujo J.-M., 1808, tailleur, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Tursan Jean, 1824, tisserand ; — Nabos Charles (f.), propriétaire aisé, célib. ; — Clausade Léon, étudiant aisé ; — Samalens Jean, 1821, teinturier, célib., pauvre.

PALANNE. — *Algérie moins* : Caubet Jean, 1804, cultivateur.

TILLAC. — *Algérie plus* : Lourties J.-M., 1823, cordonnier, célib., pauvre.

MASSEUBE. — *Algérie plus* : Esquinance Fr., 1826, meunier, célib., aisé ; — Baron Barth. (f.), 1821... ; — Laporte Adolphe (f.), 1822, clerc de notaire, célib., aisé. — *Algérie moins* : Ducassé Louis... ; — Fauré Gabriel... ; — Lartigue Armand, huissier ; — Laspaes Vincent, tailleur... ; — Noté Joseph, menuisier... ; Nourri, 1829... ; — Saint-Antoine Ambroise (f.), pharmacien, marié, aisé ; — Gachies (f.), maître de musique, pauvre. — *Ecpulsion* : Breuils Edouard, 1803, propriétaire, marié, 4 enfants, ruiné.

MIELAN. — *Algérie plus* : Domerc Pierre fils, 1822, étudiant, célib., peu aisé ; — Dours Pierre, pharmacien, marié, 1 enfant, aisé ; — Soulès J.-M., boulanger, célib., peu aisé ; — Brun Elisée (f.), négociant, marié, peu aisé ; — Darrieux Félix (f.), épiciier, peu aisé ; — France J.-Louis (f.), médecin, veuf, aisé ; — Montégut Jean (f.), teinturier, peu aisé ; — Monlaur Do-

nien fils (f.), aubergiste... ; — Vignes Fr. (f.), cordonnier, sans fortune. — *Algérie moins* : Desplats Louis fils (f.) ; — Lacassagne Jacques (f.), négociant ; — Desplats fils (f.), 1831, aubergiste, célib., aisé ; — Sembrès Fr. (f.), limonadier...

BARCUGNAN. — *Algérie moins* : Blanc Joseph, cultivateur, marié, 1 enfant, aisé ; — Bassau, 1813, chapelier, célib., aisé.

VILLCOMTAL. — *Algérie moins* : Despalanques, 1797, 1 enfant, cordonnier, pauvre.

MONTESQUIOU. — *Algérie moins* : Vidal Joseph...

BARS. — *Algérie plus* : Morère fils (f.), domestique, célib.

BASSOUES. — *Algérie plus* : Cabos Jacques, 1825, boulanger, marié, aisé ; Weymont Jean-Louis, 1827, cuisinier, célib., très pauvre ; — Cabos père (f.), cult., marié, 5 enfants, peu aisé ; — Douau Aug. (f.), ex-sergent, pauvre. — *Algérie moins* : Despeyroux... ; — Laffite Blaise... ; — Marsan, cultivateur ; — Pujos Louis, 1800, tisserand, 3 enfants, peu aisé ; — Vidaloque Léon, pharmacien, aisé, 3 filles ; — Dublanc Nicolas, 1834, célib., pauvre.

SAINT-CHRISTAUD. — *Algérie plus* : Bistos Jean, dit Pistous, 1805, meunier, marié, 3 enfants, peu aisé ; — Lussan Antoine, 1796, journalier, veuf, 2 enfants, pauvre ; — Caussade fils (f.), 1825, forgeron, peu aisé ; — Laffargue Simon (f.), ex-adjoint, marié, pauvre ; — Noté Louis (f.), cultivateur, célib., aisé. — *Algérie moins* : Caussade Fr... ; — Ader Jean (f.)...

ESTIPOUY. — *Algérie moins* : Laporterie Edouard... ; — Lascombes Cyprien, 1822, cult., marié. — *Algérie plus* : Lagrave Prosper, 1802, propriétaire, marié, 3 enfants, sans fortune.

ISLE-DE-NOË. — *Algérie moins* : Blousson Louis, boulanger ; — Lacouture Louis, cardeur de laine, marié, 2 enfants, pauvre ; — Picaro Joseph, 1797, cultivateur, marié, 2 enfants, peu aisé ; — Cator fils cadet (f.), aubergiste, peu aisé ; — Cestac, dit Gascon ((f.), cordonnier, marié, 1 enfant, pauvre.

POUYLEBON. — *Algérie plus* : Baron Vital, ex-maire, peu aisé ; — Dufar J.-B. (f.), pauvre. — *Algérie moins* : Chabeau Fr. ; — Chabeau Rigal, cordonnier ; — Courrège Jean, 1813, cultivateur, 4 enfants, sans fortune ; — Duprat Pierre, 1808, métayer, 3 enfants, sans fortune ; — Baron Barth. (f.), cultivateur, célib., pauvre ; — Trouillé fils (f.), peu aisé ; — Ch. Laffargue, 1819, métayer, marié, 2 enfants, pauvre.

BEAUMARCHÈS (Plaisance). — *Algérie plus* : Dauriac J.-M., dit l'Avocat, 1806, propriétaire, marié, 2 enfants, peu aisé ; — Coussoulet J.-M. aîné (f.), charpentier, pauvre. — *Algérie moins* : Coussoulet Joseph ; — Fitte Raymond jeune ; — Fitte aîné...

VIELLA. — *Algérie moins* : Hourcade, maréchal-ferrant, célib. peu aisé ; — Abadie Joseph, 1817, forgeron, marié, 5 enfants, pauvre.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	Pages. VI
SOURCES	VIII
ERRATA	IX

LIVRE PREMIER

L'insurrection.

CHAPITRE I. — <i>L'Insurrection dans l'arrondissement d'Auch.</i>	
I. La nouvelle du coup d'Etat; attitude et proclamation des autorités. — Réunion des républicains dans les bureaux de l' <i>Ami du Peuple</i> ; appel à l'insurrection. — Protestations et saisies du <i>Démocrate</i> et de l' <i>Ami du Peuple</i> ; protestation et soumission de l' <i>Opinion</i> . — Emotion et agitation dans la ville. — Réunion des républicains dispersée par la police. Prieur à l'hôtel de ville. — Les chefs montagnards au café Lacaze dans la nuit du 3; ordre d'insurrection expédié aux cantons. — II. La journée du 4 à Auch : occupation militaire du <i>Démocrate</i> et de l' <i>Ami du Peuple</i> ; — manifestation républicaine; — nouvelles alarmantes; les autorités à l'hôtel de ville. — III. Formation de 4 colonnes insurrectionnelles à Vic, à Jegun, à Bassoues, à Masseube, etc.; — contingents isolés. — IV. Arrivée à Auch des colonnes insurrectionnelles de Vic et de l'Isle-de-Noé; — hussards et insurgés au faubourg de l'Oratoire; — pourparlers; la charge des hussards et la dispersion des insurgés. — Premières arrestations. — Nouvelles tentatives sur Auch. — Arrivée des troupes de renfort et proclamation de l'état de siège (8 décembre).	1

CHAPITRE II. — *L'Insurrection dans les arrondissements de Mirande et de Lectoure.*

I. Dépêches du coup d'Etat affichées à Mirande le 3; réunion des républicains au café Pech où l'insurrection est décidée. — Le 4 au matin, invasion de la caserne de gendarmerie, de la mairie et de la sous-préfecture; — le sous-préfet Grabias blessé et incarcéré; le juge d'instruction et le procureur emprisonnés. — Les autorités révolutionnaires; armement des insurgés; barricades; ordres d'insurrection expédiés aux communes; un détachement de hussards et la malle-poste arrêtés par la barricade du pont de la Baise. — II. Mouvement insurrectionnel dans les communes voisines de Mirande, dans les cantons de Masseube, Miélan, Montesquiou, Marcillac, Aignan. Bandes d'insurgés dirigées sur Mirande. — Echec d'une tentative sur Auch et fin de la

crisé.. — Le préfet à Mirande (7 déc.). — III. L'arrondissement de Lectoure à la veille du coup d'Etat. — Le 3, agitation à Fleurance et soulèvement dans les communes voisines. — Le 4 au matin, tocsin, blocus de la caserne de gendarmerie, barricades, armement, commission révolutionnaire; — la malle poste arrêtée et le nouveau préfet du Gers prisonnier. — Intervention du sous-préfet de Lectoure et fin du mouvement. — Quelque agitation à Lectoure et à Saint-Clar. — Mouvement de Mauvezin; une colonne insurrectionnelle marche sur Auch et se débande en chemin

62

CHAPITRE III. — <i>Insurrection dans l'arrondissement de Condom.</i>	
I. A Condom : nouvelle du coup d'Etat et réunions montagnardes du 3 décembre; — le 4, lettre de Noulens; élection d'une commission révolutionnaire au café Lestrade; appel du procureur aux hommes d'ordre et aux fonctionnaires; invasion de la mairie et installation de la commission révolutionnaire; armement des insurgés. -- Le 5 au matin, intervention du juge d'instruction; démission de la commission révolutionnaire et fin de la crise à Condom. — II. Mouvements à Montréal, Gondrin, Lagrault, Labarrère, Larroque. — III. A Eauze, Brethac, Lannepax, Courrensan. — IV. A Manciet (Nogaro), à Estang (Cazaubon). — Dans le canton de Valence, à Saint-Puy, Aiguettinte, Valence. -- VI. Conclusion générale sur l'insurrection du Gers	103

LIVRE DEUXIEME

L'État de Siège.

CHAPITRE IV. — <i>La répression et le plébiscite (8-fin décembre 1851).</i>	
I. La répression : dépêches de Morny et de Saint-Arnaud. — Le général de Géraudon et l'état de siège; renforts militaires et organisation de colonnes mobiles; premières arrestations; insurgés en fuite. — II. L'instruction judiciaire dans les 4 arrondissements insurgés; les colonnes mobiles et les arrestations. — Désarmement; — fermeture de cafés; — révocations de maires et d'adjoints. — III. Le plébiscite. Attitude des légitimistes et des républicains; — appel au clergé; — mobilisation politique des fonctionnaires; — les juges de paix; — pronostics des magistrats et appel de l'Opinion. — <i>Physionomie et résultats du scrutin</i>	185

CHAPITRE V. — <i>La répression. — Commission militaire; Commission mixte.</i>	
I. Suppression des sociétés ou cercles démocratiques; — surveillance et fermeture des cafés et autres établissements publics; — le désarmement. — II. L'instruction à Mirande, Auch, Condom, Lectoure. Statistique des arrestations. — III. La Commission militaire; — l'enquête administrative; — la Commission mixte. — IV. Elargissements : la circulaire du 29 janvier et les magistrats; — statistique des mises en liberté. — Elargissements sur recommandations, suppliques et pour insuffisance de charges. — Commission mixte hostile à l'indulgence et opposée à l'élargissement des « chefs et meneurs »	233

CHAPITRE VI. — *Opérations de la Commission mixte.*

I. Travail de la Commission mixte. — Esprit des décisions. — Les notices individuelles. — II. Répartition et statistique des décisions. — Sévérité de la Commission mixte. — III. Les insurgés devant le conseil de guerre. — Révision du travail de la Commission : 40 transportés assujettis à la surveillance. — Un détenu transporté par erreur. — IV. Le départ des insurgés : convois du 20 au 27 janvier; — nouveaux convois d'avril à décembre. Conclusion 281

CHAPITRE VII. — *Elections au Corps législatif.*

I. Enthousiasme et adulation : adresses, banquets, *Te Deum*; — récompenses et honneurs. — Suppression de la devise républicaine et des arbres de liberté; emblèmes bonapartistes. — II. La compression : suppression de l'*Opinion* et création du *Courrier du Gers*; — surveillance du colportage; révocation de fonctionnaires et de maires. — III. Elections au Corps législatif : les circonscriptions électorales; — les candidats officiels; — Granier de Cassagnac; — *Le Courrier* contre l'abstention et l'indifférence; — désistement des candidats indépendants; — le scrutin du 29 février. — IV. Les républicains à la fin de l'état de siège 337

LIVRE TROISIÈME

La dictature administrative (avril-décembre 52)

CHAPITRE VIII. — *La compression politique. — Les élections cantonales et municipales.*

I. L'omnipotence du préfet. — La levée de l'état de siège et « l'occupation gouvernementale ». — Projets de renforcement la police et de la troupe. — Le costume officiel et le serment. — II. La compression : fermeture de cafés et d'auberges; le colportage; les loges maçonniques; les fonctionnaires; les surveillés et internés politiques. — III. Renouvellement du Conseil général, des conseils d'arrondissement et municipaux : nomination des maires et adjoints; élections cantonales; élections municipales et repréailles administratives. — Déclin de la vie politique. Les partis à la veille et la proclamation de l'Empire 382

CHAPITRE IX. — *Les condamnés politiques; — Commutations de mesures de sûreté (avril-décembre 52).*

I. Suppliques et « soumissions ». — Misère des familles de proscrits. — De quelques lettres de transportés. — II. Commutations d'avril à août; commutations du 5 août; les internés. — III. Commutations de décembre. — Situation des condamnés politiques au 31 décembre 52. — Conclusion 446

CHAPITRE X. — *Le plébiscite et l'Empire.*

I. Manifestations bonapartistes; — vœux des conseils d'arrondissement et du Conseil général; — banquets offerts à Cassagnac. — L'administration et le clergé. — Le voyage du Président. — II. Le plébiscite : adresses des conseils municipaux; intervention active de l'administration et de ses agents; légitimistes et républicains; affiches officielles; le vote. — III. Proclamation de l'Empire : cérémonies et manifestations. — L'opposition; les paysans. L'indifférence politique. 500

CONCLUSION	551
I. ANNEXE AUX CHAPITRES IV ET X.	557
II. ANNEXE AU CHAPITRE V	568
III. ANNEXE AU CHAPITRE VI	576
PORTRAIT DE GRANIER DE CASSAGNAC	368
CARTE DU GERS	586
TABLE DES MATIÈRES	587



